

---

# Bâtiment Ouvriers (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

## Convention collective nationale du 7 mars 2018

[Non étendue, applicable à compter du 1<sup>er</sup> juill. 2018]

### Avertissement :

Dans un arrêté du 10 janvier 2019, la Cour d'Appel de Paris a suspendu l'application des 2 nouvelles CCN du 7 mars 2018 non étendues, cette suspension ayant pris effet le 26 février 2019 (CA Paris, 10 janv. 2019, n° 18/06465)<sup>(1)</sup>

(1) CA Paris, 10 janv. 2019, n° 18/06465 :

Copies exécutoires

délivrées aux parties le : 23 janvier 2019

République Française

Au nom du peuple français

Cour d'appel de Paris

Pôle 6 - Chambre 2

Arrêt du 10 janvier 2019

(n° , 8 pages)

Numéro d'inscription au répertoire général : N° RG 18/06465 - N° Portalis 35L7-V-B7C-B5L3O

Décision déferée à la Cour : Ordonnance du 6 Mars 2018 - Tribunal de Grande Instance de Paris - RG n° 18/51946

### Appelante

Fédération Nationale des Salariés de la Construction-Bois-Ameublement (FNSCBA) prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège

263 rue de Paris (Case 413)

93514 Montreuil

Représentée par M<sup>e</sup> Cathy Farran, avocat au barreau de Paris, toque : D1553

### Intimés

Fédération française du bâtiment

33 avenue Kleber

75016 Paris

Représentée par M<sup>e</sup> Claude Vaillant, avocat au barreau de Paris, toque : P0257

Fédération Générale Force Ouvrière Construction prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège

170-172 avenue Parmentier

CS 20006

75479 Paris Cedex 10

Représentée par M<sup>e</sup> Christophe Noize, avocat au barreau de Paris, toque : J115, avocat postulant, et M<sup>e</sup> Claudia Forgione, avocat au barreau de Nice, avocat plaidant

Syndicat CFE-CGC-BTP pris en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège

15 rue de Londres

75009 Paris

Représentée par M<sup>e</sup> Patricia Hardouin, avocat au barreau de Paris, toque : L0056, avocat postulant, et M<sup>e</sup> Bérengère Long, avocat au barreau de Paris, toque : E1814, avocat plaidant

Fédération des Sociétés Coopératives du Bâtiment et des Travaux Publics (SCOP BTP) prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège

64 bis rue de Monceau

75008 Paris

### Non représentée

Fédération Nationale des Salariés de la Construction et du Bois - CFDT prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège

47/49 avenue Simon Bolivar

75019 Paris/France

### Non représenté

Fédération BATI-MAT-TP-CFTC prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège

251 rue du Faubourg Saint Martin

75010 Paris

### Non représentée

Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB) prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège

2 rue Béranger

75003 Paris

### Non représentée

Fédération UHSA-BTF Fédération Industrie et Construction prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège

21 rue Jules Ferry

93170 Bagnolet/France

---

Non représentée

Partie Intervenant

Monsieur Philippe Christmann

7 rue Honoré de Balzac

93100 Montreuil

Représenté par M<sup>e</sup> Cathy Farran, avocat au barreau de Paris, toque : D1553

Composition de la Cour :

En application des dispositions des articles 786 du code de procédure civile, l'affaire a été débattue le 23 Novembre 2018, en audience publique, les avocats ne s'y étant pas opposés, devant Mariella Luxardo, Présidente, en son rapport et M<sup>me</sup> Monique Chaulet, Conseillère.

Ce magistrat a rendu compte des plaidoiries dans le délibéré de la Cour, composée de :

M<sup>me</sup> Mariella Luxardo, Présidente de chambre

M<sup>me</sup> Monique Chaulet, Conseillère

M. Christophe Estève, Conseiller

Greffier, lors des débats : M<sup>me</sup> Martine Joantauzy

Arrêt :

- rendu par défaut,

- par mise à disposition de l'arrêt au greffe de la Cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile,

- signé par Mariella Luxardo, Présidente de chambre et par Martine Joantauzy, Greffier, présente lors de la mise à disposition.

Vu l'ordonnance rendue le 6 mars 2018 par le président du tribunal de grande instance de Paris statuant en référé qui a :

- rejeté la demande de nullité de l'assignation,

- rejeté l'ensemble des demandes de la Fédération CGT FNSCBA,

- dit que l'ensemble des réunions paritaires relatives aux négociations collectives susmentionnées sur les effets d'une restructuration de branche sur les conventions collectives nationales des ouvriers du bâtiment du 8 octobre 1990 et de leurs avenants locaux devront se poursuivre, après la prochaine réunion prévue pour le 7 mars 2018 à 9 h 00, dans les locaux des services territorialement compétents de la direction générale du travail,

- condamné la Fédération CGT FNSCBA aux dépens et à payer à la Fédération Française du Bâtiment une indemnité de 4.000 euros au titre de l'article 700 du code de procédure civile et aux dépens,

- dit que la présente décision est opposable à la CAPEB, à la SCOP-BTP, à la Fédération Générale FO Construction, à la Fédération FNSCB CFDT, à la Fédération Bati Mat TP CFTC, au syndicat CFE-CGC-BTP et au syndicat UNSA-BTP ;

Vu l'appel interjeté contre cette décision le 20 mars 2018 par la Fédération CGT FNSCBA ;

Vu ses conclusions du 15 novembre 2018 ;

Vu les conclusions de la Fédération Française du Bâtiment du 9 novembre 2018 ;

Vu les conclusions de la Fédération Générale FO Construction du 29 août 2018 ;

Vu les conclusions du syndicat CFE-CGC-BTP du 31 mai 2018 ;

Vu la signification de la déclaration d'appel en date du 16 avril 2018 à la CAPEB qui n'a pas constitué avocat ;

Vu la signification des conclusions de la Fédération CGT FNSCBA en date du 29 mai 2018 à la CAPEB ;

Vu les conclusions en intervention volontaire de M. Christmann du 15 novembre 2018 à 16 h 46 ;

Vu l'ordonnance de clôture rendue le 16 novembre 2018 à 9 h 30 ;

Vu l'article 455 du code de procédure civile ;

Motifs de l'arrêt

Sur la caducité de l'appel de la Fédération CGT FNSCBA à l'égard de la SCOP-BTP, de la Fédération Bati Mat TP CFTC, du syndicat UNSA-BTP et de la Fédération FNSCB CFDT

La Fédération CGT FNSCBA ne justifie pas de la signification de la déclaration d'appel et de l'avis de fixation, à la SCOP-BTP, à la Fédération Bati Mat TP CFTC, au syndicat UNSA-BTP et à la Fédération FNSCB CFDT.

La signification de ses conclusions les 28 et 29 mai 2018 ne permet pas de régulariser le défaut de signification de la déclaration d'appel dans les dix jours de l'avis de fixation du 6 avril 2018, sanctionné par la caducité de l'acte en application de l'article 905-1 du code de procédure civile.

Il convient par suite de prononcer la caducité de l'appel à l'égard de ces intimés non constitués.

Sur la régularité de l'intervention volontaire en appel de M. Christmann

M. Christmann est intervenu volontairement à l'instance par conclusions signifiées par RPVA le 15 novembre 2018 à 16 h 46.

La FFB conteste la régularité de l'intervention volontaire réalisée la veille de la clôture de l'instruction de l'affaire.

Il convient en effet de relever que l'ordonnance de clôture a été rendue le 16 novembre 2018 à 9 h 30 et que M. Christmann représenté par le même avocat que la Fédération CGT FNSCBA avait connaissance de cette date depuis le début de la procédure d'appel.

Cette intervention volontaire sera déclarée irrecevable comme étant tardive, les autres parties à l'instance se trouvant dans l'impossibilité de répondre aux demandes de M. Christmann.

Sur la recevabilité de l'appel incident de la Fédération Générale FO Construction

La Fédération CGT FNSCBA conteste la recevabilité de l'appel incident de la Fédération Générale FO Construction au premier motif que son avocat n'a pas déposé d'acte de constitution. Elle considère en outre que la Fédération FO Construction ne dispose pas de la capacité juridique ni son secrétaire général du pouvoir d'ester en justice dès lors qu'elle n'a pas tenu son congrès depuis quatre ans, contrairement aux exigences fixées par ses statuts, et que seul le congrès a le pouvoir de déterminer l'orientation de la Fédération.

La Fédération Générale FO Construction s'oppose aux moyens au motif que la constitution d'avocat par RPVA n'est pas obligatoire et qu'en tous cas l'acte de constitution a bien été signifié à l'appelant. Elle ajoute que la tenue du congrès est sans effet sur l'objet social du syndicat qui reste toujours le même, la présente procédure qui porte sur sa participation à la négociation collective, s'inscrivant dans l'objet du syndicat ; que l'existence de la personnalité morale n'est pas subordonnée à la tenue du congrès tous les quatre ans et que les mandats en cours restent en vigueur tant que le congrès ne s'est pas réuni.

Il convient en effet de relever que la Fédération CGT FNSCBA communique l'acte de constitution de Maître Noize représentant la Fédération Générale FO Construction, signifié par RPVA le 24 avril 2018.

Par ailleurs la Fédération Générale FO Construction verse aux débats ses statuts dont il ressort à l'article 11.9.4 que le secrétaire général de la Fédération, dispose du pouvoir d'ester en justice.

Ce pouvoir n'est pas conditionné par l'approbation d'une autre instance fédérale et la tenue du congrès tous les quatre ans n'est pas nécessaire à la survie de sa personnalité juridique ou à l'action du syndicat.

*Les moyens ne sont donc pas fondés et seront rejetés.*

*Sur le rejet des conclusions tardives de la Fédération Générale FO Construction*

*Les parties ont été informées de la date prévue de la clôture au 16 novembre 2018.*

*Les conclusions signifiées le 21 novembre 2018 par la Fédération Générale FO Construction sont postérieures à la clôture et doivent être écartées, la cour devant se prononcer uniquement au regard des conclusions signifiées le 29 août 2018 par la Fédération Générale FO Construction.*

*Sur la régularité de la procédure engagée par la Fédération CGT FNSCBA*

*À titre liminaire, la Fédération Générale FO Construction fait valoir que la procédure engagée par la Fédération CGT FNSCBA est irrégulière dès lors que l'assignation du 1<sup>er</sup> mars 2018 ne mentionne pas l'organe qui représente légalement cette fédération, et que ses statuts ne permettent pas de déterminer si la décision d'agir en justice est détenue par la commission exécutive fédérale ou le bureau fédéral, cette irrégularité lui causant un grief qui résulte de la confusion des rôles des instances fédérales ; que le document communiqué par la Fédération CGT FNSCBA ne permet pas de vérifier que la décision a été prise à l'issue d'une délibération collégiale de l'instance compétente.*

*La Fédération CGT FNSCBA soutient que le mandat d'agir en justice a été donné les 26 et 27 février 2018 par la commission exécutive fédérale, les statuts reconnaissant aussi cette compétence au bureau fédéral en cas d'urgence ; que la Fédération Générale FO Construction ne justifie d'aucun grief alors que l'assignation ne présentait pas de demande contre elle.*

*La Fédération CGT FNSCBA verse aux débats le mandat d'agir en justice donné les 26 et 27 février 2018 par la commission exécutive fédérale à son secrétaire général, en vue d'exercer l'action suite au refus de la FFB de laisser M. Christmann assister à la réunion du 14 février 2018.*

*Ce mandat est conforme à l'article 27 de ses statuts qui donne à la commission exécutive fédérale le pouvoir de décider des actions en justice devant être engagée par la Fédération.*

*La communication de la délibération de la commission exécutive fédérale n'est pas nécessaire dès lors que la tenue de cette commission est établie par le relevé des décisions de février 2018 versé aux débats, la Fédération Générale FO Construction n'invoquant au surplus aucun grief qui lui serait causé par l'éventuelle irrégularité à ce titre.*

*Les moyens de nullité sont par suite dépourvus de fondement.*

*L'ordonnance du 6 mars 2018 mérite sa confirmation à ce titre.*

*Sur le bien-fondé de la demande de la Fédération CGT FNSCBA*

*La Fédération CGT FNSCBA a engagé l'action au motif que la FFB a refusé l'accès à la réunion du 14 février 2018 au président de sa délégation, M. Christmann, alors que cette réunion portait sur la négociation de la restructuration de plusieurs conventions collectives du bâtiment ; que ce refus est constitutif d'une entrave à la liberté syndicale garantie par l'article 11 de la convention européenne des droits de l'Homme, d'une violation du principe du paritarisme, et d'une ingérence dans le choix des membres de la délégation de la Fédération ; qu'elle est l'organisation syndicale la plus représentative dans cette branche puisqu'elle a recueilli 44 % de la confiance auprès des ouvriers du bâtiment ; que la FFB dont la volonté était de l'écarter des négociations de branche, a pris prétexte d'un contentieux ancien avec M. Christmann qui n'a jamais été condamné pour des faits de violences mais pour des faits de dégradation, sa condamnation contraventionnelle ayant été infirmée par l'arrêt du 28 mai 2018 qui l'a relaxé des faits.*

*La FFB fait valoir qu'elle a refusé l'accès à titre personnel à l'un des membres de la délégation de la Fédération CGT FNSCBA, les autres membres ayant refusé d'assister à la réunion par solidarité ; que M. Christmann est un habitué de comportements violents, tels qu'établis le 24 avril 2014 dans les locaux de la FFB, puis lors d'une manifestation du 27 mai 2016, et enfin avant la réunion du 14 février 2018 en diffusant sur son compte Facebook une vidéo dans laquelle il menaçait de "faire péter la réunion" ; que la FFB a été contrainte de refuser l'entrée à M. Christmann qui s'est présenté avec 12 ou 15 personnes*

*La Fédération Générale FO Construction s'associe aux prétentions de la FFB au motif que M. Christmann faisait peser des menaces de violences sur les réunions de négociation ; elle ajoute que celui-ci ne conteste pas être l'auteur des faits reprochés le 24 avril 2014 puisqu'il n'a pas interjeté appel de la décision, la relaxe n'ayant été prononcée sur l'exercice des voies de recours par le ministère public.*

*Le syndicat CFE-CGC-BTP fait valoir que le trouble manifestement illicite est inexistant, toutes les délégations ayant été soumises au même contrôle de filtrage à l'entrée des locaux de la FFB. Elle s'en remet à l'appréciation de la cour sur les comportements imputés à M. Christmann mais s'oppose à la suspension des accords signés en mars 2018 au motif que la Fédération CGT FNSCBA a fait le choix de ne plus participer aux réunions paritaires de branche.*

*Il n'est pas contesté que M. Christmann détient des mandats très divers au sein de la Fédération CGT FNSCBA, dont celui d'être administrateur de la Fédération depuis 2011, ce qui donne un fondement effectif au choix fait par cette dernière de le désigner comme responsable de la délégation en vue de la négociation de plusieurs accords de branche du bâtiment.*

*La FFB ne conteste pas que la Fédération CGT FNSCBA représente 44 % du vote des salariés pour les ouvriers du bâtiment dans le champs des entreprises employant moins de dix salariés et dans la totalité du champ du bâtiment elle représente 29,18 % de la représentation des salariés.*

*La FFB s'appuie en premier lieu pour justifier son refus de laisser l'accès à M. Christmann à la réunion du 14 février 2018, sur un jugement du 16 décembre 2016 du tribunal correctionnel de Paris.*

*Or il ressort des termes de l'arrêt du 28 mai 2018 de la cour d'appel de Paris que M. Christmann a été relaxé de l'intégralité des faits reprochés le 24 avril 2014, poursuivis par le ministère public au titre de dégradations en réunion et de complicité de dégradations, la cour rejetant la matérialité des faits imputés à M. Christmann qui les a toujours contestés.*

*Il ne peut donc être tiré aucun fait de violences ou de dégradations, du jugement du 16 décembre 2016 dès lors que cette décision se trouve anéantie par l'arrêt du 28 mai 2018, peu important que la cour d'appel ait été saisie par un appel exercé non par M. Christmann mais par le ministère public du fait de la disqualification des faits opérés par le tribunal.*

*S'agissant ensuite des enregistrements communiqués par la FFB sur un support Cdrom, il convient de relever que l'essentiel de ces enregistrements concernent les faits du 24 avril 2014, de sorte que les faits sont couverts par l'appréciation du juge pénal.*

*Par ailleurs la vidéo montre l'organisation de manifestations notamment devant les locaux de la FFB en 2016 et 2017, en soutien à M. Christmann, en raison de la condamnation dont il avait été personnellement l'objet.*

*Compte tenu de la relaxe de M. Christmann, il ne peut être tiré aucun argument de ces manifestations auxquelles ont participé des responsables syndicaux et politiques.*

*La vidéo comporte ensuite des images des agents de sécurité refusant l'entrée de M. Christmann dans les locaux de la FFB, le 14 février 2018.*

*Il convient de constater que M. Christmann était accompagné d'une dizaine de personnes et a prononcé les termes "on va la faire péter votre réunion".*

*Or ces termes, révélateurs d'une certaine animosité en dehors de son contexte, ont été prononcés sans agressivité après le refus des agents de sécurité de laisser entrer M. Christmann nommément désigné, et alors que celui-ci pouvait légitimement avoir le sentiment d'une mise à l'écart personnelle puisqu'il était également l'objet de la condamnation pénale prononcée par le tribunal correctionnel qui sera infirmée en appel, cette mise à l'écart étant en outre non légitime en raison de sa qualité de président de la délégation venant aux réunions de négociation des accords de branche, désigné selon le respect de la procédure interne de la Fédération.*

*La FFB ne communique pas d'images provenant du compte Facebook de M. Christmann sur lequel il aurait diffusé des propos identiques, en dehors de ceux élevés lors de l'opposition par les agents de sécurité de la FFB à sa participation à la réunion du 14 février 2018.*

*Par ailleurs, la FFB ne s'explique pas sur le refus d'organiser la réunion au sein des locaux de la direction générale du travail, demande présentée à titre subsidiaire par la Fédération CGT FNSCBA devant le premier juge, légitime puisque les négociations portaient sur des accords collectifs importants couvrant le secteur du bâtiment, demande à laquelle l'ordonnance a fait droit en fixant la réunion des partenaires sociaux au 7 mars 2018.*

---

*Il ressort de l'ensemble de ces éléments que FFB ne justifie pas d'un motif légitime pour s'opposer à la participation de M. Christmann à la réunion du 14 février 2018.*

*Le refus des autres membres de la délégation de la Fédération CGT FNSCBA de participer à la réunion sans M. Christmann nommé chef de la délégation par les organes internes, était légitime et les intimés ne peuvent pas sérieusement soutenir que cette Fédération a fait le choix de ne pas participer aux réunions de négociation.*

*Il s'ensuit que les accords signés à la suite des réunions qui se sont tenues les 14 février 2018 et 7 mars 2018 en l'absence de la délégation de la Fédération CGT FNSCBA, sont entachés d'une irrégularité manifeste.*

*Il convient de faire droit à la demande de suspension des effets de ces accords, la FFB devant reprendre la procédure de négociation en laissant l'accès à la délégation choisie par la Fédération CGT FNSCBA.*

*L'astreinte n'est pas nécessaire dès lors que la tenue des réunions ne peut pas se faire en l'absence des organisations syndicales représentatives régulièrement convoquées.*

*Sur l'article 700 du code de procédure civile*

*Au vu de la solution du litige, la FFB devra verser à la Fédération CGT FNSCBA la somme de 3.500 euros en application de l'article 700 du code de procédure civile.*

*Les autres demandes présentées sur le même fondement, seront rejetées.*

*Par ces motifs :*

*La Cour,*

*Statuant par rendu par défaut, mis à disposition au greffe,*

*Prononce la caducité de l'appel à l'égard de la SCOP-BTP, de la Fédération Bati Mat TP CFTC, du syndicat UNSA-BTP et de la Fédération FNSCB CFDT,*

*Déclare irrecevable l'intervention volontaire en appel de M. Christmann,*

*Déclare recevable l'appel incident de la Fédération Générale FO Construction,*

*Rejette comme tardives les conclusions signifiées le 21 novembre 2018 par la Fédération Générale FO Construction,*

*Confirme l'ordonnance du 6 mars 2018 en ce qu'elle a rejeté la demande de nullité de l'assignation,*

*L'infirmes pour le surplus,*

*Statuant à nouveau sur les autres chefs de demandes,*

*Déclare recevable la demande de suspension des accords signés à la suite des réunions qui se sont tenues les 14 février 2018 et 7 mars 2018 sans la présence de la délégation de la Fédération CGT FNSCBA,*

*Dit que la signature de ces accords est entachée d'une irrégularité manifeste,*

*Ordonne la suspension des effets de ces accords,*

*Rejette les autres demandes des parties,*

*Condamne la FFB aux dépens de l'instance en référé et à payer à la Fédération CGT FNSCBA la somme de 3.500 euros en application de l'article 700 du code de procédure civile.*

*La Greffière*

*La Présidente*

*. À la suite de cette suspension, les partenaires sociaux ont repris les négociations paritaires qui ont abouti à la signature de 2 nouvelles CCN le 20 mars 2019 qui devaient entrer en application le 1<sup>er</sup> mai 2019 (en ne modifiant que très légèrement les dispositions initialement prévues par les CCN du 7 mars 2018). Toutefois, la Fédération française du bâtiment (FFB) a annoncé le 25 avril 2019 que la CFDT et la CGT, organisations syndicales majoritaires, avaient formé opposition à l'entrée en vigueur des CCN du 20 mars 2019. Il en résulte que, depuis le 26 février 2019, les CCN du 7 mars 2018 ne sont plus applicables et qu'en conséquence les anciennes CCN du 8 octobre 1990 («Bâtiment : ouvriers (Nationale ≤ 10 salariés)» et «Bâtiment : ouvriers (Nationale ≥ 10 salariés)») ont retrouvé application dans les entreprises adhérentes. Compte-tenu de l'insécurité juridique créée par cette situation, nous avons fait le choix éditorial, pour une période transitoire et dans l'attente de la position des partenaires sociaux, de maintenir les CCN du 7 mars 2018 non étendues dans le texte intégral. Les partenaires sociaux devraient en effet, selon nous, rouvrir les négociations afin de reprendre l'essentiel de ces textes.*

#### **Signataires :**

##### Organisation(s) patronale(s) :

*Fédération Française du Bâtiment (FFB) ;*

*Confédération de l'Artisanat et des petites entreprises du Bâtiment (CAPEB) ;*

*Fédération Française des entreprises de génie Électrique et Énergétique (FFIE) ;*

*Fédération des Sociétés Coopératives et Participatives du Bâtiment et des Travaux Publics (SCOP BTP) section Bâtiment.*

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

*CGT FO ;*

*CFDT ;*

*UNSA.*

*Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers, de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.*

*Compte tenu de la mobilité inhérente à l'activité et au lieu de travail des salariés, le secteur du Bâtiment connaît de réelles spécificités que les partenaires sociaux du Bâtiment ont entendu prendre en compte à travers des règles*

---

communes applicables par tous.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont ainsi depuis toujours construit un socle général de règles propres à l'ensemble des ouvriers, intégrant les spécificités des métiers du Bâtiment.

La Profession s'est structurée, historiquement, autour de l'élaboration de deux conventions collectives nationales Ouvriers et de règles tenant compte, notamment, de ses caractéristiques et spécificités :

- régimes de petits et grands déplacements,

- négociation régionale<sup>(1)</sup>

<sup>(1)</sup> Ou, exceptionnellement, départementale. Dans ce cas, il est souhaitable que la fixation des montants et la réunion des instances de négociation ou de conciliation découlant de la présente convention intervienne à terme à l'échelon régional.

des salaires minimaux et des indemnités de petits déplacements,

- contrat à durée indéterminée de chantier et licenciement pour fin de chantier,

- gestion dédiée des congés payés,

- indemnisation des arrêts de travail dus aux intempéries,

- régime de retraite complémentaire et de prévoyance,

- épargne salariale,

- indemnisation des maîtres d'apprentissage...

Dans un esprit de mutualisation, elle s'est également structurée à travers la mise en place d'organismes permettant la mise en commun de moyens au service du plus grand nombre.

Par la présente convention, les parties signataires réaffirment leur volonté de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, et leur attachement à la négociation de conventions collectives de branche au plan national, tout en reconnaissant l'intérêt des entreprises à mettre en œuvre une organisation du travail adaptée à leur réalité.

Par ailleurs, afin de répondre à la démarche de restructuration des branches, engagée par :

- la loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale,

- et la loi du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels,

les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment représentatives au niveau national ont entrepris un important travail portant sur la structure des deux conventions collectives nationales des ouvriers, en particulier la présente convention, concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

La présente convention collective nationale intègre désormais et généralise les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elle se substitue.

Les parties signataires de la présente convention collective nationale entendent réaffirmer leur attachement à l'existence d'un dialogue social vivant au niveau local, permettant de prendre en compte la diversité des réalités économiques dans la détermination des éléments salariaux minimaux et de l'indemnisation des déplacements propres au secteur.

De plus, soucieuses de préserver certaines spécificités locales auxquelles sont attachés les employeurs et les ouvriers concernés, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de certaines régions, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont par ailleurs demandé à celles-ci de conclure, le cas échéant, les avenants relatifs à ces spécificités, et ce en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-5 de la présente convention.

Il en est de même, dans le cadre de cette restructuration, afin que les organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national reprennent dans des avenants spécialement dédiés,

- les montants en vigueur des salaires mensuels minimaux,

- les montants en vigueur des indemnités de petits déplacements,

- et les montants en vigueur de l'indemnité de Maître d'Apprentissage Confirmé

des ouvriers du Bâtiment, pour la région considérée, et concluent à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du code du travail et conformément aux articles I-3 et I-4 de la présente convention, les négociations sur ces thèmes demeurant au niveau local.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(2)</sup>

<sup>(2)</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des Régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

, selon les régions concernées, ces barèmes de salaires minimaux, d'indemnités de petits déplacements et d'indemnité de Maître d'Apprentissage Confirmé peuvent être transcrits dans le périmètre géographique de la nouvelle région,

---

mais avec des montants différents selon le périmètre des anciennes régions administratives, le cas échéant avec un objectif de convergence déterminé dans le temps.

Les parties signataires, étant engagées par une convention collective nationale spécifique aux entreprises employant jusqu'à 10 salariés, estiment remplir ainsi l'exigence de dispositions propres aux entreprises employant moins de 50 salariés, issue de l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

Enfin, les parties signataires conviennent de se réunir à nouveau pour engager au plus tôt, dans les trois mois, une négociation afin de mettre en place formellement la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation prévue à l'article L. 2232-9 du code du travail et d'en fixer l'agenda social. Elles considèrent que la présente négociation s'inscrit d'ores et déjà dans ce cadre.

La présente convention collective est conclue en application des articles L. 2232-5 et suivants.

## **Dispositions générales**

### **Titre I**

#### **Structures de la convention collective nationale**

##### **Article I-1**

##### **Champ d'application**

###### **I-11**

La présente convention collective règle en France métropolitaine, à l'exclusion des DOM-TOM, les rapports de travail entre :

- d'une part, les employeurs dont l'activité relève d'une des activités énumérées à l'alinéa I-12 ci-dessous, visés par le décret n° 62-235 du 1<sup>er</sup> mars 1962 modifié par le décret n° 76-879 du 21 septembre 1976<sup>(3)</sup>

<sup>(3)</sup> Dont les articles 1 à 5 sont joints en annexe I à la présente convention

;

- d'autre part, les ouvriers qu'ils emploient à une activité Bâtiment sur le territoire de la France métropolitaine, à l'exclusion des DOM-TOM.

Elle engage toutes les organisations syndicales d'employeurs et d'ouvriers adhérentes aux instances nationales l'ayant signée ou qui ultérieurement y adhèreraient, ainsi que tous leurs adhérents exerçant leur activité sur le territoire métropolitain, à l'exclusion des DOM-TOM.

La présente convention s'applique aux entreprises artisanales du Bâtiment relevant des professions agricoles, sous réserve des dispositions particulières figurant au titre XIII (Dispositions particulières aux entreprises artisanales du Bâtiment relevant des professions agricoles).

###### **I-12**

Le critère d'application de la présente convention est l'activité réelle exercée par l'entreprise, le code APE/NAF attribué par l'INSEE ne constituant à cet égard qu'une simple présomption.

Activités visées :

###### **2106**

###### **Construction métallique**

Sont uniquement visés les ateliers de production et montage d'ossatures métalliques pour le Bâtiment (x).

###### **2403**

###### **Fabrication et installation de matériel aéraulique thermique et frigorifique**

Sont visées :

- les entreprises de fabrication et d'installation d'appareils de chauffage, ventilation et conditionnement d'air (x).

###### **5510**

###### **Travaux d'aménagement des terres et des eaux, voirie, parcs et jardins**

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de Bâtiment ; les entreprises de Bâtiment effectuant des travaux d'aménagement des terres et des eaux, de VRD., de voirie et dans les parcs et jardins.

Ne sont pas visées les entreprises paysagistes affiliées au régime agricole de protection sociale.

---

**5512**  
**Travaux d'infrastructure générale**

*Sont visées :*

- pour partie, les entreprises générales de Bâtiment ; les entreprises de Bâtiment effectuant des travaux d'infrastructure générale.

**5520**  
**Entreprises de forages, sondages fondations spéciales**

*Sont visées dans cette rubrique :*

- pour partie, les entreprises générales de Bâtiment ; les entreprises de Bâtiment effectuant des forages, sondages ou des fondations spéciales ainsi que :
- les entreprises de maçonnerie, de plâtrerie, de travaux en ciment, béton, béton armé pour le Bâtiment ;
- les entreprises de terrassement et de démolition pour le Bâtiment ;
- les entreprises de terrassement et de maçonnerie pour le Bâtiment, fondations par puits et consolidation pour le Bâtiment.

**5530**  
**Construction d'ossatures autre que métalliques**

*Sont visées :*

- pour partie, les entreprises générales de Bâtiment ; les entreprises de Bâtiment effectuant des travaux de construction d'ossatures autres que métalliques, demandant du fait de leurs dimensions ou du procédé utilisé une technique particulière (par exemple, charpentes d'immeubles de 10 étages et plus).

**5531**  
**Installations industrielles, Montage - Levage**

*Sont visées :*

- pour partie, les entreprises générales de Bâtiment ; les entreprises de Bâtiment effectuant des travaux d'installations industrielles ou de montage-levage, ainsi que :
- les entreprises de constructions et d'entretiens de fours industriels et de boulangerie en maçonnerie et en matériaux réfractaires de tous types ;
- les entreprises de construction de cheminées d'usine.

**5540**  
**Installation électrique**

À l'exception des entreprises d'installation électrique dans les établissements industriels, de recherche radio-électrique et de l'électronique, sont visées :

- les entreprises spécialisées dans l'équipement électrique des usines et autres établissements industriels (à l'exception de celles qui, à la date de la publication de l'arrêté portant extension de la présente convention collective, appliquaient une autre convention collective que celles du Bâtiment) ;
- pour partie, les entreprises de couverture-plomberie et chauffage ;
- les entreprises de plomberie, chauffage et électricité ;
- les entreprises d'installations d'électricité dans les locaux d'habitation, magasins, bureaux, bâtiments industriels et autres bâtiments ;
- les entreprises de pose d'enseignes lumineuses.

**5550**  
**Construction industrialisée**

*Sont visées :*

- pour partie, les entreprises générales de Bâtiment ; les entreprises de Bâtiment réalisant des constructions industrialisées ; les entreprises de fabrication et pose de maisons métalliques (x).

**5560**  
**Maçonnerie et travaux courants de béton armé**

*Sont visées :*

- pour partie, les entreprises générales de Bâtiment ; les entreprises de Bâtiment effectuant de la maçonnerie et des travaux courants de terrassement, de fondation et de démolition.

---

**5570**  
**Génie climatique**

*Sont visées :*

- les entreprises de couverture-plomberie et chauffage ;
- les entreprises d'installations de chauffage et d'électricité ;
- les entreprises de fumisterie de Bâtiment, ramonage, installations de chauffage et de production d'eau chaude ;
- les entreprises d'installations de chauffage central, de ventilation, de climatisation ou d'isolation thermique, phonique et antivibratile.

**5571**  
**Menuiserie - Serrurerie**

*À l'exclusion des entreprises de fermetures métalliques dont l'activité se limite à la fabrication, sont notamment visées :*

- les entreprises de charpente en bois ;
- les entreprises d'installation de cuisines ;
- les entreprises d'aménagements de placards ;
- les entreprises de fabrication et pose de parquets (à l'exception des parquets mosaïques) ;
- les entreprises de menuiserie du Bâtiment (menuiserie bois, métallique intérieure, extérieure, y compris les murs-rideaux) (pose associée ou non à la fabrication) ;
- les entreprises de charpente et de maçonnerie associées ;
- les entreprises de serrurerie intérieure et extérieure du Bâtiment (fabrication, pose et réparation) (x) ;
- les entreprises de pose de petite charpente en fer pour le Bâtiment ;
- les entreprises de pose de clôtures ;
- les entreprises de ferronnerie pour le Bâtiment (fabrication et pose associées) (x) (balcons, rampes d'escalier, grilles...) ;
- les entreprises de fourniture d'armatures métalliques préparées pour le béton armé (x).

**5572**  
**Couverture-plomberie, installations sanitaires**

*Sont visées :*

- les entreprises de couverture-plomberie (avec ou sans installations de chauffage) ;
- les entreprises de couverture en tous matériaux ;
- les entreprises de plomberie-installation sanitaire ;
- les entreprises d'étanchéité.

**5573**  
**Aménagements - Finitions**

*Sont notamment visées :*

- les entreprises de construction et d'installation de stands pour les foires et expositions ;
- les entreprises de fabrication de maquettes et plans en relief ;
- les entreprises de plâtrerie, staff, cloisons en plâtre, plafonnage, plafonds en plâtre ;
- les entreprises de fabrication à façon et pose de menuiserie du Bâtiment ;
- les entreprises de peinture de Bâtiment, décoration ;
- les entreprises d'installations diverses dans les immeubles (notamment pose de linoléums et autres revêtements plastiques...) ; pour les entreprises de pose de vitres, de glaces, de vitrines (x) ;
- les entreprises de peinture, plâtre, vitrerie (associés) ;
- les entreprises d'installations et d'aménagement des locaux commerciaux (magasins, boutiques, devantures, bars, cafés, restaurants, vitrines...) ; cependant, pour l'installation et l'aménagement des locaux commerciaux à base métallique (x) ;
- les entreprises de pose de paratonnerre (à l'exclusion de la fabrication) ;
- les entreprises de travaux d'aménagements spéciaux (installations de laboratoires, revêtements de sols et des murs en tous matériaux, calfeutrements métalliques, couvre-marches), à l'exclusion de la fabrication et de l'installation de matériel de laboratoire.



---

**8708**  
**Services de nettoyage**

Sont visées :

- pour partie, les entreprises de ramonage.

**(X)**  
**Clause d'attribution**

*Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présente clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :*

*1. La présente Convention Collective Nationale sera appliquée lorsque le personnel concourant à la pose - y compris le personnel des bureaux d'études, les techniciens, la maîtrise... (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) - représente au moins 80 % de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.*

*2. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20 et 80 %, les entreprises peuvent opter entre l'application de la présente Convention Collective Nationale et l'application de la Convention collective correspondant à leurs autres activités, après accord avec les représentants des organisations signataires de la présente Convention Collective Nationale ou, à défaut, du comité social et économique, s'il en existe.*

*Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention Collective Nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.*

*3. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20 %, la présente Convention Collective Nationale n'est pas applicable.*

*Toutefois, les entreprises visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la Convention collective qu'elles appliquaient à la date de publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention Collective Nationale.*

**Cas des entreprises mixtes Bâtiment et Travaux Publics**

*Pour l'application de la présente Convention Collective Nationale, est considérée comme entreprise mixte Bâtiment et Travaux Publics celle dont les activités sont partagées entre, d'une part, une ou plusieurs activités Bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application et, d'autre part, une ou plusieurs activités Travaux Publics, telles qu'elles sont définies par la nomenclature d'activités issues du décret n° 73-1306 du 9 novembre 1973.*

*1. La présente Convention Collective Nationale sera appliquée par les entreprises mixtes Bâtiment et Travaux Publics lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités Bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application, représente au moins 60 % de l'ensemble du personnel de l'entreprise.*

*2. Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités Bâtiment se situe entre 40 et 60 % de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes Bâtiment et Travaux Publics peuvent opter, après accord du comité social et économique, s'il en existe, entre l'application de la présente Convention Collective Nationale et l'application de la Convention Collective Travaux Publics.*

*Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit, de la publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention Collective Nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.*

*3. Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités Bâtiment représente moins de 40 % de l'ensemble du personnel, la présente Convention Collective Nationale n'est pas applicable.*

*4. Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la Convention collective qu'elles appliquaient à la date de la présente Convention Collective Nationale.*

**Cas des entreprises de menuiserie métallique ou de menuiserie et fermetures métalliques**

*Est également incluse dans le champ d'application l'activité suivante, classée dans le groupe ci-dessous :*

**2107**  
**Menuiserie métallique de bâtiment**

*Toutefois, l'extension de la présente Convention Collective Nationale ne sera pas demandée pour cette activité.*

*Il en sera de même pour la fabrication et la pose associées de Menuiserie et de Fermetures Métalliques classées dans le groupe 5571.*

---

## **Article I-2**

### **Structure de la convention collective**

*Les dispositions des titres II à XIV de la présente Convention collective constituent la Convention collective nationale des Ouvriers du Bâtiment applicable aux employeurs et aux ouvriers visés à l'article I-11.*

*Des avenants territoriaux sont conclus en complément à l'échelon régional<sup>(4)</sup>*

*(<sup>4</sup>) Ou, exceptionnellement, à l'échelon départemental. Dans ce cas, il est souhaitable que la fixation des montants et la réunion des instances de négociation ou de conciliation découlant de la présente Convention intervienne à terme à l'échelon régional.*

*, pour traiter des matières visées aux articles I-3, I-4 et I-5.*

## **Article I-3**

### **Salaires minimaux**

*Les barèmes de salaires minimaux sont établis conformément à l'article 8 du Titre XII de la présente convention.*

*Les organisations syndicales régionales<sup>(5)</sup>*

*(<sup>5</sup>) Ou, exceptionnellement, départementales. Dans ce cas, il est souhaitable que la fixation des montants et la réunion des instances de négociation ou de conciliation découlant de la présente Convention intervienne à terme à l'échelon régional.*

*adhérentes aux organisations nationales représentatives au plan national se réunissent au moins une fois par an pour étudier les conséquences que peut entraîner l'évolution de la situation économique sur les barèmes de salaires minimaux et négocier le montant de ces salaires minimaux en conséquence.*

*De plus, elles se réunissent dans les trois mois lorsque le salaire minimal correspondant au niveau I position 1 de la classification des ouvriers prévue au Titre XII de la présente Convention devient inférieur au montant mensuel du salaire minimum interprofessionnel de croissance.*

## **Article I-4**

### **Indemnités de petits déplacements**

*Les montants des indemnités de petits déplacements sont établis conformément au chapitre VIII-I du Titre VIII de la présente convention.*

*Les organisations syndicales régionales<sup>(6)</sup>*

*(<sup>6</sup>) Ou, exceptionnellement, départementales. Dans ce cas, il est souhaitable que la fixation des montants et la réunion des instances de négociation ou de conciliation découlant de la présente Convention intervienne à terme à l'échelon régional.*

*adhérentes aux organisations nationales représentatives au plan national se réunissent au moins une fois par an pour étudier les conséquences que peut entraîner l'évolution de la situation économique sur les montants de ces indemnités.*

## **Article I-5**

### **Spécificités territoriales**

*Des avenants conclus à l'échelon régional<sup>(7)</sup>*

*(<sup>7</sup>) Ou, exceptionnellement, à l'échelon départemental. Dans ce cas, il est souhaitable que la réunion des instances de négociation ou de conciliation découlant de la présente Convention intervienne à terme à l'échelon régional.*

*peuvent traiter d'avantages ou de dispositifs spécifiques s'appliquant aux employeurs visés à l'article I-1 exerçant leur activité dans la région ou le département concerné.*

## **Article I-6**

### **Procédure de conciliation**

#### **I-61**

#### **Commission nationale d'interprétation et de conciliation**

*Dans le cadre de la commission prévue à l'article L. 2232-9 du code du travail, une Commission Paritaire Nationale d'Interprétation et de Conciliation est constituée pour rechercher une solution amiable aux conflits collectifs pouvant résulter de l'interprétation et de l'application de la présente Convention collective. Cette Commission n'a pas à connaître des litiges individuels qui restent du domaine judiciaire.*

*Cette Commission est composée de deux représentants de chacune des organisations syndicales de salariés signataires et d'un nombre égal de représentants des organisations d'employeurs signataires.*

*La Commission Paritaire d'Interprétation et de Conciliation doit être convoquée par la partie patronale dans le délai de cinq jours ouvrables à dater de celui où elle a été saisie du différend par la partie la plus diligente.*

*La demande doit être formulée par écrit en autant d'exemplaires qu'il y a d'organisations signataires de la présente Convention collective plus un, et doit exposer l'origine et l'étendue du différend.*

*Un procès-verbal d'accord ou de désaccord est établie par la Commission Paritaire.*

---

## **I-62**

### **Commissions régionales de conciliation**

*Les conflits collectifs portant sur l'interprétation et l'application d'avenants territoriaux sont examinés par des Commissions Régionales ayant une composition analogue à la Commission Nationale.*

*Ces Commissions doivent se réunir dans un délai maximum de cinq jours ouvrables qui suit celui où elles ont été saisies du différend.*

## **Article I-7**

### **Négociation d'entreprise**

*Les entreprises peuvent conclure des accords, selon les modalités et dans les domaines prévus par la législation en vigueur, en particulier pour adapter l'organisation du travail à leurs contraintes.*

*Dans tous les cas, la négociation doit respecter les principes suivants :*

- Communication des informations utiles à la négociation aux membres de la délégation salariale ;*
- Communication aux membres de la délégation salariale, par l'employeur, du projet issu de la négociation ou, en cas de négociation conformément aux articles L. 2232-21 ou 2232-23 du code du travail, du projet élaboré par l'employeur ;*
- Application d'un délai de réflexion de 15 jours au minimum entre la communication du projet d'accord et sa signature par la délégation salariale. En cas d'application des articles L. 2232-21 ou 2232-23 précités, un délai de quinze jours s'applique avant l'organisation du référendum.*

## **Titre II**

### **Conclusion du contrat de travail**

## **Article II-1**

### **Règles générales**

## **II-11**

*Les employeurs peuvent faire connaître leurs besoins de recrutement auprès de Pôle Emploi ou de toute association ou organisme habilité pour la gestion des offres et des demandes d'emploi. Ils peuvent également recourir à l'embauche directe.*

## **II-12**

*Les employeurs ne peuvent pas occuper temporairement ou de quelque façon que ce soit un ouvrier qui bénéficie par ailleurs, à la même époque, d'un emploi effectif à temps plein, dans des conditions amenant l'intéressé à enfreindre les dispositions de l'article L. 8261-1 du Code du Travail ou en violation de son obligation de non-concurrence. De même, un ouvrier ne peut assurer un travail rémunéré dans quelque entreprise que ce soit pendant la durée de son congé payé. Il en est de même à tout moment en ce qui concerne les travaux rémunérés effectués pour le compte des particuliers et des administrations ou en violation de son obligation de non-concurrence.*

## **II-13**

*Lorsqu'un salarié est embauché sur un chantier, son contrat de travail est conclu avec l'entreprise et non sur le chantier, à défaut d'autre stipulation.*

*Pour des raisons tant économiques que sociales, il est du plus grand intérêt que la stabilité de l'emploi, au sein des entreprises, soit assurée dans toute la mesure du possible.*

*Il est donc souhaitable que les entreprises conçoivent la gestion prévisionnelle de l'emploi non pas à l'échelon du chantier mais à l'échelon le plus élevé de l'entreprise, compatible avec les impératifs géographiques.*

*De façon pratique, il y a lieu de ne pas procéder systématiquement au licenciement des salariés à la fin d'un chantier, si on peut les employer sur d'autres chantiers. Il convient, dans ce cas, de les affecter sur ces autres chantiers de l'entreprise.*

## **Article II-2**

### **Contrôle des aptitudes et des connaissances : épreuve préalable**

*Au cas où une épreuve préalable est exigée avant la prise d'effet du contrat, le temps passé à son accomplissement, qui ne doit pas dépasser une journée, est rémunéré aux taux du salaire d'embauche qui ne peut être inférieur au salaire minimum de l'emploi correspondant déterminé en application du Titre XII de la présente Convention.*

---

### **Article II-3** **Lettre d'engagement**

*Au plus tard dans les huit jours qui suivent l'embauche, l'employeur remet au nouvel embauché un document mentionnant :*

- le nom, la raison sociale et l'adresse de l'entreprise, ainsi que son numéro de code APE/NAF et le numéro d'inscription à l'URSSAF ou à la Mutualité Sociale Agricole ;*
- le nom de l'intéressé, la date de son embauche, son emploi, sa qualification, son coefficient hiérarchique ;*
- la convention collective applicable ;*
- la durée de la période d'essai, dans les limites de l'article II-4 ;*
- le montant de son salaire mensuel, l'horaire de travail hebdomadaire de référence correspondant et son taux de salaire horaire ;*
- le mode de déduction pour une heure de travail non effectuée ;*
- l'engagement de l'intéressé, pendant la durée du contrat, de ne pas avoir d'activité professionnelle susceptible de concurrencer celle de son employeur ou contraire aux dispositions de l'article L. 8261-1 du Code du Travail ;*
- le cas échéant, les avantages en nature et les conditions particulières, telles que le chantier sur lequel l'intéressé est embauché ;*
- le nom des Caisses de Prévoyance et de Retraite Complémentaire où sont versées les cotisations.*

*Ce document doit être paraphé et signé par les deux parties.*

*Dès l'embauche, pour les salariés concernés, l'employeur fait a demande de carte d'identification professionnelle du BTP, sur le site dédié. Dans l'attente de sa réception, il remet l'attestation provisoire au salarié.*

### **Article II-4** **Période d'essai**

*Dans le cas d'une période d'essai, l'embauche définitive d'un ouvrier n'est confirmée qu'à l'expiration de la période d'essai.*

*Cette période ne peut excéder deux mois.*

*Pendant cette période, les parties peuvent se séparer en respectant les délais de prévenance prévus par la loi.*

*Le temps de travail effectué par l'ouvrier pendant la période d'essai est rémunéré aux taux mentionné sur la lettre visée à l'article II-3, qui ne peut être inférieur au salaire minimum de l'emploi correspondant déterminé en application du Titre XII de la présente Convention. L'ouvrier bénéficie également des dispositions du titre VIII, en fonction de sa situation de travail.*

### **Article II-5** **Emploi de personnel temporaire**

*Le recours à l'emploi de personnel temporaire ne doit intervenir que dans les conditions prévues par la législation en vigueur, pour l'exécution d'une tâche précise et non durable, et ne peut avoir pour objet de pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise.*

### **Article II-6** **Emploi de personnel sous contrat à durée déterminée**

*L'emploi de personnel sous contrat à durée déterminée ne doit intervenir que dans les conditions prévues par la législation en vigueur, pour l'exécution d'une tâche précise et non durable, et ne peut avoir pour objet de pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise.*

### **Article II-7** **Égalité de traitement entre ouvriers français et étrangers**

*Sans préjudice de l'application des dispositions du Titre II du Livre II de la cinquième partie du Code du travail, les employeurs du Bâtiment assureront l'égalité de traitement entre les salariés français et étrangers, notamment en matière d'emploi et, de manière générale, de conditions de travail et de rémunération.*

---

## **Titre III**

### ***Durée du travail***

## **Chapitre III-1**

### ***Horaires de travail***

#### **Article III-11**

##### ***Horaire collectif - Affichage***

*Les horaires de travail restent collectifs au niveau de l'entreprise, des agences, des établissements, des services, des chantiers ou des ateliers.*

*Ils doivent être affichés sur les lieux où travaillent de façon continue plus de cinq ouvriers.*

#### **Article III-12**

##### ***Consultation du comité social et économique***

*Pour la mise en application dans les entreprises des dispositions du Titre III et du Titre V, chapitre V-2, de la présente Convention, l'avis préalable du comité social et économique, s'il en existe<sup>(8)</sup>*

*(<sup>8</sup>) Ou, le cas échéant, conseil d'entreprise. Cette précision vaut pour toutes les fois où, dans la présente Convention, la consultation du comité social et économique (CSE) est requise. Pour les entreprises n'ayant pas encore mis en place le CSE ou le conseil d'entreprise, jusqu'au 31 décembre 2019, pour l'application de toutes les dispositions de cette Convention mentionnant la consultation du CSE, doivent être consultés, selon le cas, le comité d'entreprise ou les délégués du personnel, s'il en existe, selon la rédaction antérieure.*

*, est demandé, après délibération.*

*Lors de celle-ci, qui a lieu en principe une fois par an, les employeurs doivent indiquer le ou les horaires hebdomadaire de travail envisagés, en précisant le choix du deuxième jour de repos hebdomadaire, soit pour l'ensemble du personnel, soit pour la partie du personnel qui prendra ce jour de repos le samedi, l'autre partie le prenant le lundi ; mais dans ce dernier cas, la liste du personnel travaillant le samedi ou le lundi est fixée en tenant compte, dans la mesure du possible, du désir des ouvriers concernés.*

*L'avis du comité social et économique est également demandé :*

- sur la programmation de l'utilisation éventuelle de tout ou partie du contingent d'heures supplémentaires prévu à l'article III-13 de la présente Convention et sur les périodes auxquelles ces heures seront effectuées ;*
- en cas de travail en équipes successives ou en équipes chevauchantes (art. III-23 de la présente Convention) ;*
- en cas de variation d'amplitude en cours d'année (art. III-27 de la présente Convention) ;*
- sur l'ordre des départs en congé.*

*Lors de cette consultation annuelle, les employeurs indiquent également les dates prévisibles de prise de congés, en précisant notamment s'il est envisagé de fermer l'entreprise ou si les congés seront pris par roulement.*

*Toutes ces informations sont données à titre indicatif et les modifications éventuelles de ces dispositions en cours d'année doivent faire l'objet également d'une consultation du comité social et économique.*

*Après une première année de mise en application, lors de l'établissement d'une programmation indicative pour la deuxième année, les employeurs présentent au comité social et économique le bilan de ce qui a été effectué dans l'entreprise à partir de la première programmation indicative, notamment en ce qui concerne les conséquences sur l'emploi.*

*Cette procédure est par la suite renouvelée chaque année.*

#### **Article III-13**

##### ***Contingent d'heures supplémentaires***

*La durée légale du travail effectif des ouvriers du Bâtiment est de 35 heures par semaine.*

*Les entreprises peuvent utiliser pendant l'année civile un contingent d'heures supplémentaires, dans la limite de 265 heures par salarié.*

*Ce contingent est augmenté de 35 heures par an et par salarié pour les salariés dont l'horaire n'est pas annualisé.*

#### **Article III-14**

##### ***Heures supplémentaires exceptionnelles***

*En cas de surcroît exceptionnel de travail ou pour des raisons de sécurité ou des raisons impératives, telles que des travaux urgents ou continus, ou pour des raisons climatiques ou en cas de contraintes commerciales et techniques imprévisibles, les employeurs du Bâtiment peuvent également recourir à des heures supplémentaires exceptionnelles au-delà du contingent défini ci-dessus, en demandant préalablement l'avis du comité social et économique, s'il en existe.*

---

Ces heures supplémentaires exceptionnelles ouvrent droit aux majorations visées à l'article III-17 ainsi qu'à une contrepartie obligatoire en repos dont la durée est égale au nombre d'heures supplémentaires exceptionnelles effectuées. Ce temps de repos intégralement indemnisé, qui ne se cumule pas avec les dispositions légales ou conventionnelles ayant le même objet, sera pris dans un délai maximum de deux mois suivant la date à laquelle il aura été acquis. Ce temps de repos est assimilé à du temps de travail effectif pour le droit à congés payés et les droits liés à l'ancienneté.

L'utilisation de ces heures supplémentaires exceptionnelles ne doit pas avoir pour effet de dépasser les limites fixées à l'article III-15 ci-dessous, sauf dérogation conformément à la législation en vigueur.

#### **Article III-15** **Durées maximales du travail**

Sauf dérogations éventuelles, conformément à la législation en vigueur, les plafonds suivants ne peuvent être dépassés :

- la durée maximale journalière du travail ne peut pas dépasser 10 heures ;
- la durée maximale du travail au cours d'une même semaine ne peut pas dépasser 48 heures ;
- la durée moyenne hebdomadaire du travail, calculée sur une période quelconque de douze semaines consécutives, ne peut pas dépasser 46 heures ;
- la durée moyenne hebdomadaire du travail, calculée sur le semestre civil, ne peut pas dépasser 44 heures.

#### **Article III-16** **Définition de la durée du travail**

Sous réserve des dispositions légales, la durée du travail dont il est question dans la présente Convention se définit comme étant le temps de travail effectif, à l'exclusion des temps d'habillage et déshabillage, de casse-croûte et de trajet.

#### **Article III-17** **Majoration pour heures supplémentaires**

Les heures supplémentaires effectuées au-delà d'une durée hebdomadaire de travail de 35 heures sont majorées comme suit :

- 25 % du salaire horaire effectif pour les huit premières heures supplémentaires ;
- 50 % du salaire horaire effectif pour les heures supplémentaires au-delà de la huitième.

Dans tous les cas, le décompte des heures supplémentaires se fait par semaine, à l'exception des heures supplémentaires déjà comprises dans l'horaire de travail hebdomadaire de référence choisi dans l'entreprise ou l'établissement pour déterminer le salaire mensuel.

#### **Article III-18** **Équivalences et dérogations permanentes**

Les équivalences prévues par l'article 5, 9°, du décret du 17 novembre 1936 sont supprimées.

Les dérogations permanentes prévues par l'article 5 de ce décret, dont les dispositions concernées figurent en annexe II restent en vigueur, sans être imputées sur le contingent d'heures supplémentaires prévu à l'article III-13, mais en donnant lieu aux majorations pour heures supplémentaires citées à l'article III-17 ici-dessus.

### **Chapitre III-2** **Organisation du travail**

#### **Article III-21** **Semaine de travail en cinq jours**

La durée du travail est fixée par l'employeur dans le cadre de la législation en vigueur.

La semaine de travail des ouvriers des entreprises du Bâtiment est fixée au maximum à cinq jours consécutifs et le repos hebdomadaire a une durée minimale de 48 heures correspondant à deux jours consécutifs de repos dont l'un est le dimanche et l'autre le samedi, en priorité, ou le lundi sauf :

- en cas de circonstances imprévisibles, pour des travaux urgents de sécurité ;
- en cas d'activités de maintenance, de services, d'entretien ou de dépannage impliquant une organisation particulière de travail.

Par ailleurs, que l'horaire de travail soit annualisé ou non, l'entreprise pourra opter pour les organisations particulières suivantes :

- 
- travail posté en équipes successives ou chevauchantes, dans les conditions de l'article III-23 ;
  - mise en place d'équipes de suppléance, dans les conditions de l'article III-25 du présent titre.

Lorsqu'un des deux jours de repos hebdomadaire tombera un jour férié ou le 1<sup>er</sup> mai, il ne donnera pas lieu à l'attribution d'un jour de repos supplémentaire.

#### **Article III-22**

##### **Exceptions à la semaine de travail en cinq jours**

Pour des raisons impératives telles que, par exemple, des travaux urgents ou continus, ou des travaux dans des locaux où le public est admis, les entreprises pourront faire travailler leurs ouvriers le samedi (ou le lundi) totalement ou partiellement mais elles devront alors obligatoirement, sauf dans le cas de récupération du chômage intempéries, les faire bénéficier d'un repos compensateur d'une durée égale aux heures effectuées en plus des cinq jours de travail hebdomadaire.

Le repos compensateur devra obligatoirement être pris dans un délai maximum de cinq semaines suivant la date à laquelle le droit au repos compensateur aura été acquis, et si possible dans le même mois civil.

La moitié des heures de travail non effectuées lors du repos compensateur sera indemnisée par leur non-déduction du salaire mensuel, conformément aux dispositions de l'article IV-2 de la présente Convention.

Toutefois, pour des raisons impératives liées au caractère particulier de l'activité professionnelle, les entreprises d'installation de stands et d'expositions pourront faire travailler leurs ouvriers pendant six jours consécutifs, mais elles devront alors obligatoirement les faire bénéficier d'un repos compensateur d'une durée égale aux heures effectuées au-delà du cinquième jour de travail consécutif. Le repos compensateur acquis par un ouvrier d'une entreprise d'installation de stands ou d'expositions devra être pris dans un délai aussi proche que possible de la date suivant laquelle le droit au repos compensateur aura été acquis. Il devra, en tout état de cause, être pris dans un délai maximum de six mois.

#### **Article III-23**

##### **Équipes successives - Équipes chevauchantes**

Pour des raisons techniques ou des raisons de sécurité, le travail peut être organisé soit en deux ou trois équipes successives, soit en équipes chevauchantes.

L'organisation des équipes successives ou chevauchantes doit être prévue à l'avance, dans un délai minimal de prévenance de sept jours ouvrés, sauf circonstances exceptionnelles, et la liste du personnel composant ces équipes doit être affichée sur les lieux de travail.

Suivant les mêmes principes, l'horaire de travail peut être aménagé pour le personnel affecté à des activités de maintenance, d'entretien ou de dépannage.

#### **Article III-24**

##### **Horaires individualisés**

Des horaires individualisés peuvent être aménagés d'un commun accord pour répondre aux demandes des ouvriers, notamment pour le personnel sédentaire, avec possibilité de reporter des heures considérées comme normales d'une semaine sur une autre sans effet sur le nombre et le taux des heures majorées, dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

#### **Article III-25**

##### **Équipes de suppléance de fin de semaine**

L'accord d'entreprise ou d'établissement, nécessaire à la mise en œuvre des équipes de suppléance de fin de semaine, précisera les situations et fixera la durée pendant laquelle le recours à de telles équipes sera nécessaire, afin que les ouvriers qui auront été affectés à ces équipes aient connaissance de la date à laquelle les équipes de suppléance prendront fin.

Le recours aux équipes de suppléance de fin de semaine est limité à 6 mois consécutifs, sauf accord entre les parties pour prolonger cette durée.

#### **Article III-26**

##### **Horaires à temps partiel**

Des horaires de travail à temps partiel peuvent être aménagés dans les entreprises dans les conditions prévues par la législation.

#### **Article III-27**

##### **Aménagement du temps de travail**

Les règles relatives à la durée du travail sont celles contenues dans l'accord national du 9 septembre 1998 sur la réduction et l'aménagement du temps de travail dans les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars

---

1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés), constituant l'annexeIII de la présente convention, étendu par arrêté ministériel du 30 octobre 1998 (JO du 31 octobre 1998), modifié par l'avenant n° 1 du 10 mai 2000 étendu par arrêté ministériel du 23 novembre 2000 (JO du 5 décembre 2000) et par l'avenant n° 2 du 17 décembre 2003 étendu par arrêté ministériel du 19 mai 2004 (JO du 29 mai 2004).

### **Article III-28** **Récupération des heures perdues pour intempéries**

Les heures de travail perdues du fait des intempéries peuvent être récupérées selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur à la date de signature du présent accord. Toutefois, elles donneront lieu aux majorations pour heures supplémentaires telles que prévues à l'articleIII-17.

En outre, dans les ateliers ou chantiers de montagne dans lesquels les travaux sont arrêtés pendant trois mois au moins, les heures de travail non effectuées peuvent, à titre de compensation, être récupérées dans la limite maximale de 120 heures par an. Toutefois, les heures au-delà de la 35<sup>ème</sup> heure hebdomadaire donnent lieu à majoration pour heures supplémentaires.

### **Article III-29** **Cas des chefs d'équipe**

L'application des dispositions du TitreIII de la présente Convention ne doit pas avoir pour effet d'augmenter la charge de travail des chefs d'équipe.

Ainsi, l'organisation du travail en équipes chevauchantes ou en équipes successives ne doit pas amener les chefs d'équipe à dépasser la durée habituelle de l'exercice de leurs fonctions ni à les obliger à être présents en permanence pendant l'amplitude journalière de la durée du travail choisie par l'entreprise.

### **Article III-30** **Travaux particuliers**

Les ouvriers effectuant les travaux présentant un caractère de pénibilité énumérés ci-dessous bénéficient, suivant le cas, d'une ou plusieurs interruptions quotidiennes de travail égales à 10 % du temps de travail pénible effectué. Cette interruption est rémunérée et considérée comme du temps de travail effectif.

Les travaux concernés sont :

- travaux de montage et démontage occasionnels d'échafaudages volants, d'échafaudages de pied, de grues, de sapines, à une hauteur, supérieures à 10 m au bord du vide, mesurée à partir de la surface de réception ou, à défaut, du sol ;
- travaux sur échafaudages volants ;
- travaux dans plus de 25 cm d'eau ;
- travaux avec utilisation manuelle d'un marteau-piqueur ou brise-béton ;
- travaux effectués dans des vapeurs d'acides ;
- travaux dans les égouts en service et dans les fosses d'aisance ;
- travaux dans des excavations dont l'ouverture est inférieure à 2 m et à une profondeur supérieure à 6 m ;
- travaux dans des locaux où la température à l'intérieur :
  - ou bien est supérieure à 45° ;
  - ou bien est supérieure à 35° et accuse une différence de 20° par rapport à la température extérieure ;
- travaux avec le port d'un masque.

### **Article III-31** **Travail de nuit habituel**

Le travail de nuit constitue une nécessité pour certaines activités des entreprises de Bâtiment, notamment en matière de maintenance - exploitation et de services. Le recours au travail de nuit vise à assurer la continuité de l'activité économique et à répondre aux contraintes spécifiques des chantiers.

#### **III-311**

Est considéré comme travailleur de nuit, pour application du présent article, l'ouvrier accomplissant au moins 2 fois par semaine dans son horaire habituel au moins 3 heures de travail effectif quotidien entre 21 heures et 6 heures ou effectuant, au cours d'une période quelconque de 12 mois consécutifs, au moins 270 heures de travail effectif entre 21 heures et 6 heures.

Conformément à l'articleL. 3122-15 du code du travail, un accord d'entreprise ou d'établissement pourra substituer à cette période une autre période de 9 heures consécutives, comprise entre 21 heures et 7 heures et comprenant



---

la période comprise entre 24 heures et 5 heures.

### III-312

*Le travail de nuit ne peut être mis en place ou étendu à de nouvelles catégories d'ouvriers que pour des emplois pour lesquels il est impossible techniquement d'interrompre, chaque jour, le fonctionnement des équipements utilisés, ou indispensable économiquement d'allonger le temps d'utilisation des équipements, ou encore impossible, pour des raisons tenant à la sécurité des personnes ou des biens, d'interrompre l'activité des salariés au cours de tout ou partie de la plage horaire considérée ou bien de faire effectuer les travaux à un autre moment que pendant cette plage horaire.*

*Le comité social et économique, s'il en existe, sera consulté sur les modalités de mise en place ou d'extension du travail de nuit dans l'entreprise.*

### III-313

*Sauf dans les cas prévus par les dispositions législatives et réglementaires et aux articles III-23 et III-25 de la présente convention collective, la durée maximale quotidienne de travail effectif des ouvriers de nuit ne peut excéder 8 heures. Elle peut être portée à 12 heures pour les salariés de nuit exerçant une des activités visées à l'article R. 3122-7 du code du travail dans les limites des durées hebdomadaires de travail telles que fixées à l'article L. 3122-7 et 3122-18 du code du travail.*

*En cas de dérogations à la durée quotidienne maximale de 8 heures, l'ouvrier concerné bénéficie, sans réduction de sa rémunération, d'un repos d'une durée au moins équivalente au dépassement des 8 heures conformément à l'article R. 3122-3 du code du travail.*

*La durée moyenne hebdomadaire de travail des ouvriers de nuit ne peut excéder 40 heures sur une période quelconque de 12 semaines consécutives. Cependant, conformément aux dispositions légales et réglementaires, lorsque l'organisation du travail imposée par les contraintes spécifiques des chantiers, les exigences d'intervention, dans les activités citées à l'article R. 3122-7, notamment la maintenance, l'exploitation ou les services, le justifie, il peut y être dérogé dans la limite de 44 heures au cours de 12 semaines consécutives.*

### III-314

*Les ouvriers travaillant la nuit, au sens du présent article, bénéficient de l'attribution d'un repos compensateur d'une durée de 1 jour pour une période de travail comprise entre 270 heures et 349 heures de travail sur la plage entre 21 heures et 6 heures pendant la période de référence, ou de 2 jours pour au moins 350 heures de travail sur la plage entre 21 heures et 6 heures.*

*Ce repos ne se cumule pas avec les éventuels repos accordés par l'entreprise en application des articles III-23 et III-25. L'attribution de ce repos compensateur, pris dans les conditions de la contrepartie obligatoire en repos visée à l'article L. 3121-37 du code du travail, ne peut donner lieu à une réduction de la rémunération.*

### III-315

*Par ailleurs, les heures de travail accomplies entre 21 heures et 6 heures font l'objet d'une compensation financière déterminée au niveau de l'entreprise, après consultation du comité social et économique, s'il en existe. Cette compensation spécifique ne se cumule pas avec les majorations pour heures supplémentaires ou dues au titre du 1<sup>er</sup> mai ou avec les éventuelles majorations accordées par les entreprises en application des articles III-23 et III-25.*

### III-316

*Les ouvriers travaillant habituellement de nuit bénéficieront obligatoirement des garanties suivantes :*

- transport, si nécessaire, pour venir travailler et/ou regagner son domicile ;*
- indemnité de repas ;*
- pause de 30 minutes pour un poste de nuit d'une durée égale ou supérieure à 6 heures, permettant à l'ouvrier de se restaurer et de se reposer.*

*Par ailleurs, les entreprises s'attacheront à adopter des formes de travail visant à réduire pour chaque ouvrier le nombre de nuits ou à diminuer la durée du travail de nuit et éviter les situations de travail isolé.*

### III-317

*Les ouvriers travaillant la nuit bénéficient d'un suivi individuel régulier de leur état de santé ainsi que des garanties définies aux articles L. 3122-12 et 3122-13 du code du travail.*

### III-318

*Lorsque le travail de nuit est incompatible avec des obligations familiales impérieuses, telles que la garde d'un enfant de moins de 6 ans ou la prise en charge par le seul salarié d'une personne dépendante, le salarié peut*

---

*demander son affectation à un poste de jour.*

*L'ouvrière de nuit enceinte, dont l'état a été médicalement constaté ou qui a accouché, bénéficie sur sa demande ou après avis du médecin du travail d'une affectation à un poste de jour pendant le temps de la grossesse et du congé postnatal conformément à l'article L. 1225-9 du code du travail.*

### **III-319**

*Les ouvriers de nuit doivent accéder, comme les autres catégories de salariés, à des actions de formation continue, y compris celles relevant d'un congé individuel de formation.*

*Les entreprises veilleront, compte tenu de la spécificité d'exécution de leur contrat de travail, à leur faciliter cet accès et à en tenir informé le comité social et économique, s'il en existe, au cours de la consultation sur la politique sociale prévue à l'article L. 2312-26 du code du travail.*

### **III-320**

*Aucune considération du sexe ne pourra être retenue pour embaucher un ouvrier à un poste de travail comportant du travail de nuit conférant à l'intéressé la qualité de travailleur de nuit ; muter un ouvrier d'un poste de nuit à un poste de jour ou d'un poste de jour à un poste de nuit ; prendre des mesures spécifiques aux ouvriers travailleurs de nuit en matière de formation professionnelle.*

### **III-321**

*Le travail de nuit qui ne relève ni de l'article IV-14, ni de l'article IV-15, ni du présent article est déterminé au niveau de l'entreprise, après consultation du comité social et économique, s'il en existe.*

## **Titre IV Rémunération**

### **Article IV-1 Salaire mensuel**

#### **IV-11**

*Le salaire mensuel constitue la rémunération des ouvriers du Bâtiment pour tous les aspects de l'exercice normal et habituel de leur métier.*

*Par conséquent, aucune prime ou indemnité conventionnelle au titre de la pénibilité, de risque ou de travaux particuliers ne leur est due, en sus du salaire mensuel, pour les travaux qu'ils effectuent à ce titre, sous réserve des primes expressément prévues dans les avenants locaux annexés à la présente convention, conformément à l'article L. 2253-2 du code du travail.*

*Sous réserve des dispositions des alinéas IV-22 et IV-23 ci-dessous, seules les heures de travail effectif donnent lieu à rémunération.*

#### **IV-12**

*La rémunération des ouvriers du Bâtiment est établie au mois, le salaire mensuel étant indépendant, pour un horaire de travail déterminé, du nombre de jours travaillés dans le mois.*

*Le salaire mensuel est calculé sur la base d'un nombre d'heures mensuel moyen correspondant à un horaire de travail hebdomadaire de référence, en multipliant le taux horaire par la formule : horaire hebdomadaire  $\times$  52/12. Pour chaque entreprise ou établissement, l'horaire de travail hebdomadaire de référence est choisi, après consultation du comité social et économique, s'il en existe.*

*Pour un horaire de travail de référence de 35 heures par semaine, le salaire mensuel de l'ouvrier est déterminé en multipliant le taux horaire du salaire effectif par 151,67 heures, résultant de la formule  $35 \times 52/12$ <sup>(9)</sup>*

<sup>(9)</sup> Ce qui revient à un salaire mensuel calculé sur 4,33 semaines (52 semaines / 12 mois = 4,33).

#### **IV-13**

*Au salaire mensuel ainsi défini s'ajoutent, le cas échéant :*

*1. La rémunération des heures de travail effectuées chaque semaine au-delà de l'horaire de travail hebdomadaire de référence choisi dans l'entreprise ou l'établissement, avec les majorations pour heures supplémentaires applicables en vertu des dispositions du Titre III.*

*2. Les majorations pour travail de nuit, du dimanche ou des jours fériés prévues aux articles IV-14 et IV-15.*

---

#### IV-14

*Si par suite de circonstances exceptionnelles, un ouvrier est appelé à travailler soit de nuit (entre 20 heures et 6 heures), soit un dimanche, soit un jour férié, les heures ainsi effectuées sont majorées de 100 %.*

*Les majorations pour travail exceptionnel, de nuit, du dimanche ou d'un jour férié ne se cumulent pas entre elles ni avec les majorations pour heures supplémentaires. Lorsqu'un même travail ouvre droit à plusieurs de ces majorations, seule est retenue la majoration correspondant au taux le plus élevé.*

*Ces dispositions ne sont pas applicables, notamment, aux ouvriers travaillant habituellement à des activités de maintenance, entretien, dépannage ou soumis à astreinte, pour lesquels le contrat de travail règle la situation particulière, ni aux travaux programmés de nuit visés à l'article IV-15.*

#### IV-15

*Dans le cas d'une intervention programmée incluant des heures de nuit, pour assurer la continuité des activités de l'entreprise ou pour répondre aux exigences de réalisation de marchés, d'une durée supérieure à 3 jours calendaires, les heures effectuées de 20 heures à 6 heures sont majorées de 25 %.*

#### Article IV-2 **Déduction des heures non travaillées**

#### IV-21

*Les heures de travail non effectuées, à l'exception de celles visées à l'alinéa IV-22 ci-dessous sont déduites du salaire mensuel selon les modalités suivantes : pour chaque heure à déduire, le montant de la déduction est égal au quotient du salaire mensuel par le nombre d'heures de travail dans l'entreprise ou l'établissement pour le mois considéré<sup>(10)</sup>*

*(10) En pratique, la rémunération d'un mois incomplètement travaillé s'établit de la façon suivante : salaire mensuel de base × nombre d'heures effectivement travaillées par l'ouvrier / nombre d'heures de travail compris dans l'horaire de l'entreprise ou de l'établissement pour le mois considéré complet*

#### IV-22

*Les heures non travaillées par les ouvriers remplissant les conditions prévues pour bénéficier d'un jour férié ou d'une autorisation d'absence exceptionnelle selon les dispositions du Titre V, chapitre V-1 de la présente convention, ne donnent pas lieu à déduction.*

*En plus de la non-déduction du salaire mensuel, une indemnité est, le cas échéant, versée aux ouvriers, pour compenser la perte des heures supplémentaires qui auraient dû être effectuées le jour de l'absence, compte tenu de l'horaire hebdomadaire de travail effectif, s'il n'y avait pas eu jour férié ou autorisation d'absence.*

*Lorsque l'absence est due au chômage d'un jour férié, et uniquement dans ce cas, les heures d'absence seront assimilées à du travail effectif, pour le calcul des majorations pour heures supplémentaires.*

#### IV-23

*Parmi les heures de travail non effectuées, sont indemnisées :*

- les heures perdues par suite d'activité partielle, conformément à la réglementation et aux conventions en vigueur ;*
- les heures perdues par suite de chômage intempéries, conformément à la réglementation en vigueur ;*
- les heures non effectuées du fait d'un arrêt de travail pour maladie ou accident, professionnels ou non, ou pour maternité, dans les conditions prévues au Titre VI.*

*Les heures rémunérées comme du travail effectif, en application des dispositions légales et conventionnelles en vigueur, ne donnent pas lieu à déduction du salaire mensuel.*

#### Article IV-3 **Travail au rendement, aux pièces, à tâches, au mètre, etc.**

*En cas de travail au rendement, les principes suivants doivent être respectés :*

- a) L'ouvrier doit toujours être assuré de recevoir un salaire supérieur au salaire minimum conventionnel de l'emploi correspondant déterminé, en application du Titre XII de la présente Convention ;*
- b) Son horaire de travail est celui de son atelier ou de son chantier ;*
- c) Les conditions de travail du personnel travaillant au rendement ne doivent pas être susceptibles de nuire à sa santé.*

*Les normes de travail ne doivent pas conduire à un rythme de travail, à une intensité d'effort musculaire ou intellectuel, à une tension nerveuse imposant une fatigue excessive et la charge de travail supportée par les salariés*

---

doit être compatible avec les exigences de leur santé physique et morale.

Le respect de ces exigences est une condition nécessaire au développement de la personnalité des salariés.

Toute mesure appropriée devra être prise, après consultation du médecin du travail, dans le cas où les normes ne répondraient pas aux principes ci-dessus.

**d)** La bonne qualité doit être respectée dans l'exécution de tous les travaux ;

**e)** La rémunération au rendement ne peut avoir pour effet de priver les ouvriers des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles, notamment en matière d'hygiène, de sécurité et de médecine du travail ;

**f)** Les conditions précises doivent en être définies par écrit, acceptées et signées par les deux parties avant le commencement de ce travail.

#### **Article IV-4** **Bulletin depaye**

Le bulletin depaye mensuel est, soit délivré à chaque ouvrier sur les lieux du travail et pendant les heures de travail, soit envoyé à l'adresse déclarée par l'ouvrier à l'entreprise. Sauf opposition de celui-ci, il peut également être remis sous forme électroniques, dans les conditions prévues par la législation.

Le bulletin depaye comporte obligatoirement les mentions suivantes :

**a)** Le nom et l'adresse de l'employeur ainsi que, le cas échéant, la désignation de l'établissement, son code APE/NAF, son numéro SIRET ;

**b)** Le nom, l'emploi, la catégorie professionnelle, l'échelon, le coefficient hiérarchique de l'ouvrier ;

**c)** Le taux horaire de sa rémunération, l'horaire mensuel et hebdomadaire de référence choisi dans l'entreprise ou l'établissement, le salaire mensuel correspondant à cet horaire et, le cas échéant, le détail des heures supplémentaires effectuées au-delà de cet horaire ; sauf convention de forfait expressément convenue, les heures supplémentaires figurent sur une ou plusieurs lignes spécifiques, selon leur taux de majoration ;

**d)** Le détail des heures de récupération, de nuit, du dimanche, etc. ;

**e)** Le montant de la rémunération brute, comportant le détail des primes et indemnités donnant lieu aux retenues légales ;

**f)** La nature et le montant des retenues légales et conventionnelles, ainsi que le montant des charges patronales acquittées par l'employeur sur le salaire ;

**g)** Le montant des indemnités ou remboursements de frais ne donnant pas lieu aux retenues légales ; le cas échéant, le montant des versements au titre de la prise en charge des frais de transport publics ou de frais de transports personnels ;

**h)** Le montant de la rémunération nette ;

**i)** Les retenues pour acomptes versés, etc. ;

**j)** La date de paiement de la rémunération ;

**k)** Les dates de congés payés pris pendant la période depaye considérée ou la période précédente ;

**l)** Le montant total des exonérations et exemptions de cotisations et contributions sociales appliquées à la rémunération brute.

**m)** Le décompte des heures supplémentaires, en totalisant chaque mois le nombre réalisé depuis le début de l'année civile ainsi que les droits acquis en matière de contrepartie obligatoire en repos (nombre d'heures de repos portées au crédit de l'intéressé, notification de l'ouverture du droit à repos et du délai de prise de celui-ci, en application des articles D. 3121-18 à D. 3121-23 du Code du Travail), cette dernière indication pouvant toutefois figurer sur un document annexé au bulletin depaye ;

**n)** L'intitulé de la présente Convention ;

**o)** la mention de la rubrique dédiée au bulletin depaye sur le portail [www.service-public.fr](http://www.service-public.fr).

**p)** Une mention incitant l'ouvrier à conserver le bulletin depaye sans limitation de durée.

Le cas échéant, un document récapitulant le nombre d'heures d'astreinte accomplies par le salarié au cours du mois ainsi que la compensation correspondante est remis, en fin de mois, au salarié.

#### **Article IV-5** **Paye**

Lapaye est effectuée, chaque mois :

- soit par chèque barré remis à l'ouvrier ou envoyé à l'adresse qu'il a déclarée à l'entreprise ;

- soit par virement à un compte bancaire ou postal, indiqué par l'ouvrier à l'entreprise.

---

Toutefois, en dessous du montant visé à l'article L. 3241-1 du Code du Travail, la paye peut être effectuée en espèces à l'ouvrier qui le demande. La paye par remise d'un chèque barré ou en espèces est réalisée pendant les heures et sur les lieux du travail. Si, exceptionnellement, ces opérations ne peuvent être effectuées qu'en dehors de ces heures ou de ces lieux, le temps passé est considéré comme temps de travail et rémunéré comme tel. La paye est faite au moins une fois par mois dans les conditions indiquées ci-dessus ; des acomptes pourront être versés aux ouvriers qui en auront fait la demande.

#### **Article IV-6**

##### ***Égalité de rémunération entre les hommes et les femmes***

Conformément à la législation en vigueur, pour une même qualification et un même travail ou pour un travail de valeur égale, la rémunération doit être égale entre les hommes et les femmes.

Les parties signataires, en application de l'accord collectif national du 10 septembre 2009 relatif à la diversité et à l'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes dans le Bâtiment et les Travaux publics, recommandent aux entreprises de faire respecter l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes, et d'en faire une priorité, pour qu'à situation de travail, compétence et expérience équivalentes, des écarts de rémunération non justifiés ne se créent pas dans le temps.

Lorsque de tels écarts, non justifiés par des éléments objectifs, sont observés à leur niveau, les parties signataires recommandent aux entreprises de conduire chez elles une politique de rémunération tendant à réduire ces écarts. Cette politique devra en conséquence porter une attention particulière à la situation salariale des femmes lors de leur embauche ainsi qu'à l'évolution de leur salaire à leur retour de congé de maternité et d'adoption.

En application de l'article L. 2242-8 du Code du Travail, les mesures tendant à assurer l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes et les mesures de rattrapage destinées à remédier aux inégalités constatées font partie de la négociation prévue à l'article L. 2242-5 du même Code.

### **Titre V**

#### ***Jours fériés - Autorisations d'absence congés payés***

#### **Chapitre V-1**

##### ***Jours fériés - Autorisations d'absence***

#### **Article V-11**

##### ***Jours fériés***

##### **V-111**

Les jours fériés désignés à l'article L. 3133-1 du Code du Travail sont payés dans les conditions prévues par la loi pour le 1<sup>er</sup> mai.

##### **V-112**

Les dispositions ci-dessus s'appliquent même lorsque les jours fériés visés à l'alinéa V-111 tombent pendant une période de chômage intempéries ou pendant le congé payé.

##### **V-113**

Sous réserve des dispositions légales particulières à la journée du 1<sup>er</sup> mai et de celles de l'alinéa précédent, aucun payement n'est dû aux ouvriers ne totalisant pas trois mois d'ancienneté dans l'entreprise, sauf si ceux-ci :

- peuvent justifier avoir accompli dans une ou plusieurs entreprises du Bâtiment 200 heures de travail au minimum au cours des deux mois qui précèdent le jour férié visé, dans les conditions prévues pour l'application de l'article L. 5424-11 du Code du Travail ;

- ont accompli à la fois le dernier jour de travail précédant le jour férié et le premier jour de travail qui lui fait suite, sauf autorisation d'absence préalablement accordée ou absence pour maladie se terminant la dernière journée de travail précédant le jour férié ou commençant la première journée de travail suivant ledit jour férié.

##### **V-114**

Le chômage des jours fériés ne peut pas donner lieu à récupération au sens de l'article L. 3121-50 du Code du Travail.

---

**Article V-12**  
**Autorisation d'absence**

**V-121**

*Des autorisations d'absence exceptionnelles sont accordées aux ouvriers pour :*

- 1. Se marier ou conclure un Pacs : 4 jours*
  - 2. Assister au mariage d'un de leurs enfants : 1 jour*
  - 3. Assister aux obsèques de leur conjoint marié ou pacsé ou concubin : 3 jours*
  - 4. Assister aux obsèques d'un de leurs enfants : 5 jours*
  - 5. Assister aux obsèques de leur père, mère, beau-père, belle-mère, frère, sœur : 3 jours*
  - 6. Assister aux obsèques d'un de leurs grands-parents, d'un de leurs beaux-frères, d'une de leurs belles-sœurs, d'un de leurs petits-enfants : 1 jour*
  - 7. Chaque naissance survenue à son foyer ou pour l'arrivée d'un enfant placé en vue de son adoption : 3 jours*
- Ces jours d'absences ne peuvent se cumuler avec les congés accordés pour ce même enfant en vertu des articles L. 1225-17 et L. 1225-28 du Code du Travail.*
- 8. L'annonce de la survenue d'un handicap chez un enfant : 2 jours*
  - 9. Participer à l'appel de préparation à la défense : 1 jour*

*Ces absences ne sont pas imputables sur les congés payés. Elles sont indemnisées par leur non-déduction du salaire mensuel.*

**Article V-13**

**Visite médicale obligatoire des conducteurs de véhicules automobiles ou poids lourds**

*Les heures de travail perdues pour passer les visites médicales obligatoires, en vertu des dispositions du Code de la Route, par les ouvriers occupant dans les entreprises du Bâtiment un emploi de conducteur de véhicules automobiles ou de véhicules poids lourds sont indemnisées par leur non-déduction du salaire mensuel, conformément aux dispositions de l'alinéa IV-22.*

*Cette indemnisation est subordonnée à une condition d'ancienneté à la date de la visite - d'un an dans l'entreprise ou de cinq dans une ou plusieurs entreprises du Bâtiment ou des Travaux publics.*

*Les frais de ces visites médicales périodiques sont remboursés sur justificatifs par l'entreprise aux intéressés.*

**Article V-14**

**Autres congés**

*Si les conditions en sont remplies, le salarié peut, le cas échéant, bénéficier des dispositions légales relatives aux congés suivants : congés de solidarité familiale, de proche aidant, sabbatique, mutualiste de formation, de participation aux instances d'emploi et de formation professionnelle ou à un jury d'examen, pour catastrophe naturelle, de formation de cadres et d'animateurs pour la jeunesse, de représentation, de solidarité internationale, pour acquisition de la nationalité, congé et période de travail à temps partiel pour la création ou la reprise d'entreprise... prévus aux articles L. 3142-6 et suivants.*

**Chapitre V-2**  
**Congés payés**

**Article V-21**

**Prise des congés payés**

*La période des congés payés est fixée à la période allant du 1<sup>er</sup> mai au 30 avril.*

*Le point de départ des congés peut être situé un jour quelconque de la semaine. Le congé commence à courir à partir du premier jour habituellement travaillé dans l'entreprise.*

*Les dates de fermeture ou les ordres de départ en congé par roulement arrêtés par l'employeur selon la procédure définie à l'article III-12 de la présente Convention sont communiqués à chaque ayant droit dès que possible et, en tout cas, deux mois au moins avant son départ. Ils sont fixés en tenant compte dans toute la mesure du possible du désir des intéressés, qui devra être porté à la connaissance de l'employeur en temps utile.*

*Un ouvrier ne peut assurer un travail effectif rémunéré pendant la durée de son congé payé.*

---

**Article V-22**  
**Durée des congés payés**

*Les ouvriers des entreprises du Bâtiment ont droit à un congé payé dont la durée est de deux jours et demi ouvrables par mois de travail ou périodes assimilées à un mois de travail par l'article L. 3141-5 du Code du Travail (150 heures de travail étant équivalentes à un mois de travail), sans que la durée totale du congé exigible puisse excéder 30 jours ouvrables hors des jours supplémentaires de congés accordés par la législation au titre du fractionnement.*

**Article V-23**  
**Fractionnement des congés payés**

*Le congé peut être fractionné selon les dispositions légales mais, en cas de fractionnement, la fraction principale doit être d'au moins deux semaines consécutives, le surplus étant pris à des époques fixées en fonction des conditions de travail habituelles et des nécessités de la profession ou de l'entreprise.*

**Article V-24**  
**Indemnité de congés payés**

*Le salaire horaire pris en considération pour le calcul de l'indemnité totale de congé est le quotient du montant de la dernière paie normale et complète versée à l'ouvrier dans l'entreprise assujettie qui l'occupait en dernier lieu par le nombre d'heures de travail effectuées pendant la période ainsi rémunérée.*

*L'indemnité afférente au congé est, soit le produit du dixième du salaire horaire susvisé par le nombre d'heures accomplies au cours de la période de référence, soit le dixième de la rémunération totale perçue par l'ouvrier au cours de l'année de référence, le montant le plus favorable devant être retenu.*

*Les ouvriers qui auraient bénéficié, si les dispositions de la loi du 27 mars 1956 relatives aux jours de congés supplémentaires au titre de l'ancienneté dans l'entreprise n'avaient pas été abrogées par la loi du 16 mai 1969, d'un congé d'une durée supérieure à la durée normale, reçoivent, en plus de l'indemnité de congé calculée conformément aux dispositions ci-dessus, une indemnité supplémentaire d'un montant équivalent à celle qui leur aurait été attribuée au titre des journées d'ancienneté<sup>(1)</sup>*

*(1) Soit pour 20 ans de services continus ou non dans la même entreprise, une indemnité équivalente à 2 jours de congé ; pour 25 ans, 4 jours ; pour 30 ans, 6 jours.*

*En ce qui concerne le calcul des droits aux congés payés et de l'indemnité de congés payés pour les ouvriers, le nombre d'heures représentant forfaitairement le congé de l'année précédente lorsque celui-ci a été payé à l'intéressé par l'intermédiaire d'une Caisse de Congés Payés du Bâtiment ou des Travaux Publics est porté à 195 heures à partir de l'année de référence du 1<sup>er</sup> avril 1982 au 31 mars 1983.*

**Article V-25**  
**Prime de vacances**

*(Voir également «Dispositions particulières aux entreprises artisanales du bâtiment relevant des professions agricoles», Titre XIII, art.XIII-2)*

*Une prime de vacances sera versée, en sus de l'indemnité de congé, à l'ouvrier ayant au moins 1675 heures de travail au cours de l'année de référence dans une ou plusieurs entreprises du Bâtiment ou des Travaux Publics, dans les conditions prévues pour l'application de la législation sur les congés payés dans le Bâtiment et les Travaux Publics.*

*Toutefois, cette règle des 1675 heures ne s'appliquera pas en ce qui concerne les jeunes gens qui justifieront avoir été appelés sous les drapeaux et pour lesquels il ne sera exigé que 150 heures de travail dans les conditions ci-dessus.*

*Les ouvriers qui justifieront n'avoir pas pu atteindre, par suite de maladie, ce total de 1 675 heures au cours de l'année de référence ne perdront pas le droit au bénéfice de la prime de vacances.*

*Le taux de la prime de vacances est de 30 % de l'indemnité de congé correspondant aux 24 jours ouvrables de congés institués par la loi du 16 mai 1969, c'est-à-dire calculée sur la base de 2 jours ouvrables de congés par mois de travail ou 150 heures de travail.*

*La prime de vacances, qui ne se cumule pas avec les versements qui auraient le même objet, est versée à l'ouvrier en même temps que son indemnité de congé.*

**Article V-26**  
**Cinquième semaine de congés payés**

*(Voir également «Dispositions particulières aux entreprises artisanales du bâtiment relevant des professions agricoles», Titre XIII, art.XIII-3)*

---

*La cinquième semaine de congés est prise en tout ou partie selon des modalités fixées par accord entre l'employeur et le comité social et économique, s'il en existe ou, à défaut, les salariés, notamment sous forme de jours séparés pris en cours d'année et, dans ce cas, cinq jours ouvrés sont assimilés à la cinquième semaine de congés, l'indemnité de congé devant, toutefois, pour ces cinq jours ouvrés être équivalente à six jours ouvrables de congés.*

*Pour permettre aux Caisses de Congés Payés de verser aux intéressés cette partie de l'indemnité de congé, les employeurs du Bâtiment doivent transmettre à la Caisse de Congés Payés dont ils relèvent toutes les informations nécessaires, et notamment l'accord intervenu au sein de leur entreprise.*

*À défaut d'accord, la cinquième semaine de congés est prise en une seule fois pendant la période du 1<sup>er</sup> novembre au 31 mars.*

*Les jours de congés dus en sus des 24 jours ouvrables même s'ils sont pris en dehors de la période du 1<sup>er</sup> mai au 31 octobre n'ouvrent pas droit aux jours de fractionnement institués par la loi du 16 mai 1969 (article L. 3141-23 du Code du Travail).*

*Sauf nouvel accord d'entreprise, les dispositions du présent chapitre relatives à la durée des congés ne se cumuleront pas avec les dispositions ayant le même objet arrêtées par les employeurs du Bâtiment antérieurement au 1<sup>er</sup> mars 1982, date de mise en application de l'Accord collectif national sur les congés payés, la durée du travail et l'aménagement du temps de travail.*

## **Titre VI** **Maladie - Accident - Maternité**

### **Chapitre VI-1** **Arrêt de travail pour maladie ou accident**

#### **Article VI-11** **Incidence de la maladie ou de l'accident sur le contrat de travail**

##### **VI-111**

*Les absences résultant d'une maladie ou d'un accident ne constituent pas une rupture du contrat de travail.*

*Sauf cas de force majeure, l'intéressé doit informer dans les plus brefs délais le chef d'entreprise ou son représentant du motif de son absence et lui faire parvenir un certificat médical dans les 48 heures, le cachet de la poste faisant foi.*

##### **VI-112**

*Toutefois, sauf en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle, auxquels sont applicables les règles particulières prévues par les articles L. 1226-7 à L. 1226-9 du Code du Travail, le chef d'entreprise peut effectuer le licenciement de l'ouvrier qui se trouve en arrêt de travail pour maladie ou accident lorsqu'il est obligé de procéder à son remplacement avant la date présumée de son retour.*

*Ce licenciement ne peut intervenir que si l'indisponibilité totale de l'ouvrier est supérieure à 90 jours au cours de la même année civile.*

*Dans ce cas, l'ouvrier bénéficie d'une priorité de réembauchage pendant un délai qui ne peut dépasser :*

- soit trois mois après la fin de l'incapacité résultant de la maladie ou de l'accident ;*
- soit la fin du chantier pour lequel il a été embauché, si celle-ci survient avant l'expiration de ces trois mois.*

*La mention en est faite sur la lettre de licenciement.*

*L'ouvrier qui veut bénéficier de cette priorité doit en informer par écrit le chef d'entreprise ou son représentant en indiquant l'adresse à laquelle il sera possible de le joindre. Le chef d'entreprise ou son représentant doit avertir l'ouvrier dès qu'un emploi correspondant à ses aptitudes sera disponible.*

##### **VI-113**

*Après une absence justifiée pour maladie ou accident non professionnels dépassant trois mois, l'ouvrier doit prévenir le chef d'entreprise ou son représentant trois jours avant la date prévue pour son retour.*

*Lorsqu'un ouvrier est licencié pendant un arrêt de travail pour maladie ou accident non professionnels, pour nécessité de remplacement, il doit percevoir les indemnités complémentaires dans les conditions prévues au présent titre, jusqu'à son rétablissement ou au plus tard, jusqu'à l'expiration de la durée d'indemnisation.*



---

**Article VI-12**  
**Indemnisation des arrêts de travail**

**VI-121**

*(Voir également «Dispositions particulières aux entreprises artisanales du bâtiment relevant des professions agricoles», Titre XIII, art.XIII-4)*

*En cas d'indisponibilité pour accident ou maladie, professionnels ou non, les ouvriers sont indemnisés dans les conditions fixées ci-dessous s'ils justifient au moment de l'arrêt de travail :*

- pour les jeunes ouvriers âgés de moins de 25 ans et pour les apprentis sous contrat, d'un mois d'ancienneté dans l'entreprise ;*
- pour les ouvriers âgés d'au moins 25 ans :
  - soit de trois mois d'ancienneté dans l'entreprise ;*
  - soit d'un mois d'ancienneté dans l'entreprise, s'ils ont au moins acquis 3 ans d'ancienneté dans une ou plusieurs entreprises relevant d'une caisse de congés payés du Bâtiment ou des Travaux publics, dans les dix dernières années précédant le jour où se produit l'arrêt de travail.**

**VI-122**

*Pour l'application des dispositions de l'alinéaVI-121, par ancienneté dans l'entreprise, il convient d'entendre le temps écoulé depuis la date de la dernière embauche sans que soient exclues les périodes pendant lesquelles le contrat a été suspendu.*

**VI-123**

*Les conditions d'ancienneté prévues à l'alinéaVI-121 ne sont pas exigées en cas d'indisponibilité supérieure à 30 jours et dûe à un accident ou une maladie couverts par la législation de Sécurité Sociale relative aux accidents du travail et maladies professionnelles.*

**VI-124**

*Pour pouvoir bénéficier de l'indemnisation, l'ouvrier doit :*

- avoir justifié de son absence par la production du certificat médical visé à l'alinéaVI-11 ;*
- justifier qu'il est pris en charge par la Sécurité Sociale ou la Mutualité Sociale Agricole.*

*Par ailleurs, l'indemnisation est subordonnée à la possibilité, pour l'employeur, de faire vérifier la réalité de l'indisponibilité de l'ouvrier conformément à la législation vigueur.*

**Article VI-13**  
**Modalités d'indemnisation**

**VI-131**

*L'indemnité est versée après un délai de trois jours d'arrêt de travail qui joue à chaque nouvelle indisponibilité, sous réserve des dispositions prévues à l'alinéa ci-dessous.*

*Ce délai n'est pas applicable lorsque l'indisponibilité est due à un accident ou une maladie couverts par la législation de Sécurité Sociale relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles (à l'exclusion des accidents de trajet générant un arrêt de travail d'une durée inférieure ou égale à 30 jours).*

**VI-132**

*L'indemnité est calculée sur la base de 1/30<sup>e</sup> du dernier salaire mensuel précédant l'arrêt de travail, pour chaque jour, ouvrable ou non, d'arrêt de travail.*

*Le salaire mensuel pris en considération comprend tous les éléments constitutifs du salaire, à l'exclusion des indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais.*

*Le montant total de l'indemnité ne pourra avoir pour effet d'excéder la rémunération qui aurait été perçue par l'ouvrier s'il avait travaillé. Il sera tenu compte à cet effet de toutes les cotisations sociales et contributions sur salaire incombant à l'ouvrier concerné.*

**VI-133**

*L'indemnité complète les indemnités journalières de la Sécurité Sociale et, éventuellement, toute autre indemnité ayant le même objet, perçue par l'ouvrier à l'occasion de son arrêt de travail, dans les conditions suivantes (voir tableaux ci- annexés) :*

- 1. Pour un accident ou une maladie non professionnels :*

- jusqu'à concurrence de 100 % du salaire de l'intéressé, pendant 45 jours à partir de l'expiration du délai déterminé à l'alinéa VI-131 ;
- jusqu'à concurrence de 75 % du salaire de l'intéressé, après ces 45 jours et jusqu'au 90<sup>e</sup> jour inclus de l'arrêt de travail.

2. Pour un accident ou une maladie couverts par la législation de Sécurité Sociale relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles :

- pour une indisponibilité inférieure ou égale à 30 jours :
- jusqu'à concurrence de 90 % du salaire de l'intéressé du 1<sup>er</sup> au 15<sup>e</sup> jour d'arrêt ;
- jusqu'à concurrence de 100 % du salaire de l'intéressé après ces 15 jours et jusqu'au 30<sup>e</sup> jour inclus de l'arrêt de travail ;
- pour une indisponibilité supérieure à 30 jours :
- jusqu'à concurrence de 100 % du salaire de l'intéressé du 1<sup>er</sup> au 90<sup>e</sup> jour de l'arrêt de travail.

3. Pour un accident de trajet couvert par la législation de Sécurité Sociale relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles :

- pour une indisponibilité inférieure ou égale à 30 jours : jusqu'à concurrence de 100 % du salaire de l'intéressé pendant 27 jours à partir de l'expiration du délai déterminé à l'alinéa VI-131 ;
- pour une indisponibilité supérieure à 30 jours : jusqu'à concurrence de 100 % du salaire de l'intéressé du 1<sup>er</sup> jour au 90<sup>e</sup> jour d'arrêt.

**Tableau 1 : Accident ou maladie non professionnel**

Période indemnisée à	Délai de carence 3 jours
100 % (pendant 45 jours)	du 4 <sup>e</sup> au 48 <sup>e</sup> jour inclus d'arrêt de travail
75 % (jusqu'au 90 <sup>e</sup> jour d'arrêt de travail)	du 49 <sup>e</sup> au 90 <sup>e</sup> jour inclus d'arrêt de travail

**Tableau 2 : Accident du travail ou maladie professionnelle**

Durée de l'indisponibilité	Période indemnisée à :
Arrêt inférieur ou égal à 30 jours	- 90 %, du 1 <sup>er</sup> au 15 <sup>e</sup> jour inclus d'arrêt de travail. - 100 %, du 16 <sup>e</sup> au 30 <sup>e</sup> jour inclus d'arrêt de travail.
Arrêt supérieur à 30 jours	- 100 % du 1 <sup>er</sup> au 90 <sup>e</sup> jour inclus d'arrêt de travail

**Tableau 3 : Accident de trajet couvert par la législation de Sécurité Sociale relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles**

Durée de l'indisponibilité	Délai de carence	Période indemnisée à :
Arrêt inférieur ou égal à 30 jours	3 jours	100 %, du 4 <sup>e</sup> au 30 <sup>e</sup> jour inclus d'arrêt de travail
Arrêt supérieur à 30 jours	-	100 %, du 1 <sup>er</sup> au 90 <sup>e</sup> jour inclus d'arrêt de travail

#### Article VI-14

##### **Pluralité d'arrêts au cours d'une même année civile**

Si un ouvrier est indisponible pour maladie ou accident, professionnels ou non, à plusieurs reprises au cours d'une même année civile, il ne peut exiger être indemnisé pendant une période supérieure aux durées fixées à l'alinéa VI-133.

Il en résulte notamment que l'indemnisation ne peut en aucun cas excéder 90 jours au cours d'une même année civile.

---

**Article VI-15**  
**Principe d'indemnisation**

*Les entreprises du Bâtiment peuvent souscrire un contrat d'assurance pour assurer leurs obligations d'indemnisation des arrêts de travail pour maladie ou accident, professionnels ou non, inférieurs à 90 jours, telles que prévues par le présent titre.*

*Les entreprises n'ayant pas souscrit un tel contrat sont tenues de verser elles-mêmes à leurs ouvriers remplissant les conditions prévues à l'alinéa VI-121 le montant des indemnités complémentaires aux indemnités journalières de la Sécurité Sociale.*

**Chapitre VI-2**  
**Maternité**

**Article VI-21**  
**Conditions de travail particulières aux femmes enceintes**

*À partir du troisième mois de leur grossesse, les femmes enceintes bénéficieront d'un temps de pause. Cette pause d'une durée soit de quinze minutes le matin et quinze minutes l'après-midi, soit de trente minutes le matin ou l'après-midi, sera payée au taux du salaire réel.*

**Article VI-22**  
**Indemnisation du congé maternité**

*Pour les ouvrières remplissant les conditions d'ancienneté prévues à l'alinéa VI-121 ci-dessus, les périodes d'arrêt de travail dues à une maternité, y compris celles dues à un état pathologique des couches, sont indemnisées à 100 % du dernier salaire mensuel des intéressés - déduction faite des indemnités perçues au titre de la Sécurité Sociale ou de tout autre régime de prévoyance - pendant une durée maximale de six semaines avant la date présumée de l'accouchement et de dix semaines après la date de celui-ci.*

**Article VI-3**  
**Paternité et accueil de l'enfant**

*Les ouvriers prenant un congé de paternité et d'accueil de l'enfant perçoivent des indemnités journalières de la Sécurité Sociale pendant toute la durée de la suspension de leur contrat de travail, conformément à l'article L. 331-8 du Code de sécurité sociale.*

**Titre VII**  
**Liberté d'opinion droit syndical et représentation du personnel**

**Article VII-1**  
**Droit syndical et liberté d'opinion - Congé de formation économique, sociale et syndicale**

*Les parties signataires reconnaissent le droit pour tous de s'associer et d'agir librement pour la défense collective de leurs intérêts professionnels.*

*L'entreprise étant un lieu de travail, les employeurs s'engagent :*

- à ne pas prendre en considération le fait d'appartenir ou non à un syndicat, d'exercer ou non des fonctions syndicales, mutualistes ou civiques ;*
- à ne pas tenir compte des opinions politiques ou philosophiques, des croyances religieuses ou de l'origine sociale, raciale ou nationale, du sexe, des mœurs, de la situation de famille, ni d'aucun des critères mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2008-496 modifiée,*

*pour arrêter leur décision notamment en ce qui concerne l'embauchage, la conduite ou la répartition du travail, les mesures d'avancement, de discipline ou de licenciement.*

*De même, sauf inaptitude constatée par la médecine du travail dans le cadre des dispositions législatives en vigueur, aucun salarié ne peut être sanctionné en raison de son état de santé ou de son handicap.*

*Ils s'engagent également à ne faire aucune pression sur le personnel en faveur de tel ou tel syndicat.*

*Le personnel s'engage de son côté à ne pas prendre en considération dans le travail :*

- les opinions des ouvriers ;*
- leur adhésion à tel ou tel syndicat ;*
- le fait de n'appartenir à aucun syndicat.*

*Les parties signataires s'engagent à veiller à la stricte observation des engagements définis ci-dessus et à s'employer*

---

auprès de leurs ressortissants respectifs pour en assurer le respect intégral.

Si l'une des parties signataires conteste le motif de licenciement d'un ouvrier comme ayant été effectué en violation des dispositions ci-dessus, les deux parties s'emploieront à reconnaître les faits et à apporter au cas litigieux une solution équitable. Cette intervention ne fait pas obstacle au droit pour les parties d'obtenir judiciairement réparation du préjudice causé.

La constitution de sections syndicales et la désignation des délégués syndicaux sont réglées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

De même, dans les conditions légales en vigueur, les ouvriers peuvent participer à des stages ou sessions de formation économique, sociale et syndicale.

## **Article VII-2**

### **Participation aux instances statutaires**

Pour faciliter la présence des ouvriers aux instances statutaires de leur organisation syndicale des autorisations d'absences seront accordées sur présentation d'une convocation écrite nominative de leur organisation syndicale, produite auprès du chef d'entreprise. Ces autorisations d'absences, non rémunérées mais non imputables sur les congés payés, seront accordées pour autant qu'elles ne dépasseront pas au total dix jours par an et qu'elles n'apporteront pas de gêne sensible à la marche de l'entreprise, motivée par écrit.

## **Article VII-3**

### **Participation aux commissions paritaires nationales**

#### **VII-31**

Pour participer aux réunions paritaires nationales convoquées à l'initiative des organisations nationales d'employeurs signataires, les salariés d'entreprises du Bâtiment bénéficieront d'une autorisation d'absence s'ils justifient d'un mandat de leur organisation syndicale (le mandat étant une lettre d'accréditation pour la réunion, précisant notamment l'objet, le lieu et l'heure) et s'ils préviennent leur employeur au moins deux jours ouvrés avant la date de la réunion paritaire, sauf cas de force majeure.

Les heures de travail non effectuées du fait de ces absences seront assimilées à des heures de travail effectif. Elles ne donneront pas lieu de la part des employeurs concernés à déduction du salaire mensuel des salariés intéressés. Elles ne seront pas imputables sur les congés payés de ces salariés.

Les heures passées en réunion et en transport qui ne seront pas comprises dans l'horaire habituel de travail des intéressés ne seront pas indemnisées.

Les absences des salariés ayant la qualité de représentant du personnel ne seront pas imputées sur le crédit d'heures dont ils disposent du fait de leur(s) mandat(s) dans l'entreprise.

#### **VII-32**

Les frais engagés par les salariés visés à l'alinéa VII-31 ci-dessus seront indemnisés dans les conditions suivantes :

- a) Les frais de transport (aller - retour) entre la ville du lieu de travail et Paris seront indemnisés, sur justificatifs, sur la base du tarif SNCF en 2<sup>e</sup> classe, majoré, le cas échéant, des suppléments tarifaires ;
- b) Les frais de repas seront indemnisés par réunion sur une base forfaitaire fixé annuellement.

#### **VII-33**

Le nombre de salariés d'entreprises pouvant bénéficier du présent article est fixé à deux par organisation syndicale représentative au plan national.

#### **VII-34**

Les dispositions des alinéas VII-31, VII-32 et VII-33 ci-dessus engagent toutes les organisations syndicales d'employeurs et de salariés représentatives au plan national.

#### **VII-35**

Les demandes des organisations syndicales de salariés représentatives national relatives aux thèmes de négociation donneront lieu à une réponse adaptée de la part des organisations d'employeurs concernées, dans le cadre des travaux de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation.

## **Article VII-4**

### **Participation aux négociations et commissions paritaires régionales<sup>(12)</sup>**

<sup>(12)</sup> Ou, exceptionnellement, à l'échelon départemental. Dans ce cas il est souhaitable que la conclusion des avenants territoriaux, la fixation des montants et la réunion des instances de négociation ou de conciliation découlant de la présente Convention interviennent à terme à l'échelon régional.

---

## VII-41

*Chaque fois que des ouvriers seront appelés à participer à une commission paritaire décidée entre les organisations syndicales régionales<sup>(12)</sup> adhérentes aux organisations syndicales représentatives au plan national, il appartiendra aux organisations ayant organisé la réunion de déterminer de quelle façon et dans quelles limites (nombres de participants, durée, etc.) il conviendra de faciliter cette participation.*

## VII-42

*Tout ou partie des dispositions de l'article VII-3 ci-dessus pourra être inséré dans les dispositifs d'indemnisation des salariés d'entreprises du Bâtiment, appelés à participer aux réunions paritaires au niveau régional<sup>(12)</sup>.*

## VII-43

*Les désignations des représentants de salariés au sein de ces commissions sont faites par le niveau national.*

*En outre, la participation des salariés siégeant dans les commissions paritaires régionales de l'emploi et de la formation (CPREF) est régie par l'accord du 13 juillet 2004 «Emploi - Formation - Qualification : missions, organisation, fonctionnement des CPNE et des CPREF conjointes du Bâtiment et des Travaux publics».*

## Article VII-5

### **Participation à la gestion d'organismes paritaires professionnels**

*Les organisations syndicales d'employeurs et de salariés représentatives au plan national participent à la gestion des organismes paritaires professionnels nationaux ou locaux. Les désignations des représentants de salariés au sein de ces organismes sont faites par le niveau national.*

*La participation de ces organisations à la gestion des organismes paritaires professionnels nationaux est réglée conformément au protocole d'accord du 13 juin 1973, modifié par les avenants du 17 juin 1974, du 28 janvier 1981 et du 7 juillet 1993, joints en annexe IV.*

## Article VII-6

### **Comité social et économique**

*La représentation des ouvriers par le comité social et économique est réglée par dispositions législatives et réglementaires en vigueur.*

*La direction doit afficher les listes des candidats au moins 48 heures avant la date prévue pour le scrutin ; la communication des listes doit être effectuée suffisamment à l'avance pour permettre de respecter ce délai.*

## Article VII-7

### **Représentation syndicale**

*En cas de litige grave, tout ouvrier pourra se faire accompagner d'un délégué syndical qui, sur sa demande, sera reçu par l'employeur en présence d'un représentant du syndicat auquel ce dernier appartiendra. Cette demande devra être formulée par écrit au moins 24 heures à l'avance et faire mention de son objet.*

## Article VII-8

### **Déroulement de carrière des salariés exerçant des responsabilités syndicales**

## VII-81

*Afin de promouvoir l'engagement syndical, tout ouvrier exerçant des responsabilités syndicales, dans l'entreprise ou au sein de commissions paritaires de la branche du Bâtiment, doit bénéficier d'un déroulement de carrière normal, correspondant au développement de ses compétences et à des situations professionnelles comparables à sa situation. Il bénéficiera, lors de sa prise de mandat, d'un entretien destiné à identifier les contraintes spécifiques en résultant, à intégrer dans son activité professionnelle.*

## VII-82

*Tout ouvrier exerçant des responsabilités syndicales telles que mentionnées ci-dessus, pourra, s'il en fait la demande, bénéficier d'un entretien au moins une fois par an pour évoquer les éventuelles difficultés qu'il rencontre dans l'exercice de son activité professionnelle, qu'il estime liées à l'exercice de son mandat, ainsi que son évolution professionnelle.*

## VII-83

*Ces dispositions ont un caractère obligatoire au sens de l'article L. 2253-2 du code du travail et prévalent, en conséquence, surtout accord d'entreprise.*

---

## **Titre VIII**

### **Déplacements**

#### **Chapitre I**

##### **Petits déplacements**

###### **Article VIII-11**

###### **Objet des indemnités de petits déplacements**

*Le régime des petits déplacements a pour objet d'indemniser forfaitairement les ouvriers travaillant dans les entreprises du Bâtiment des frais supplémentaires qu'entraîne pour eux la fréquence des déplacements, inhérente à la mobilité de leur lieu de travail.*

*Le régime d'indemnisation des petits déplacements comporte les trois indemnités professionnelles suivantes :*

- indemnité de repas,*
- indemnité de frais de transport,*
- indemnité de trajet,*

*qui sont versées aux ouvriers bénéficiaires.*

*Ces indemnités de remboursement de frais sont journalières, forfaitaires et fixées en valeur absolue.*

###### **Article VIII-12**

###### **Bénéficiaires des indemnités de petits déplacements**

*Bénéficient des indemnités de petits déplacements, dans les conditions prévues au chapitre I du présent Titre, les ouvriers non sédentaires du Bâtiment pour les petits déplacements qu'ils effectuent quotidiennement pour se rendre sur le chantier avant le début de la journée de travail et pour en revenir après la journée de travail.*

*Sont considérés comme ouvriers non sédentaires du Bâtiment ceux qui sont occupés sur les chantiers et non pas ceux qui travaillent dans une installation fixe permanente de l'entreprise.*

*Les indemnités de petits déplacements instituées par le chapitre I du présent Titre ne se cumulent pas avec les indemnités de grands déplacements prévues au chapitre VIII-II. L'ouvrier occupé dans les conditions définies au chapitre II ci-dessous bénéficie exclusivement du régime d'indemnisation des grands déplacements.*

###### **Article VIII-13**

###### **Zones concentriques**

*Il est institué un système de zones concentriques dont les limites sont distantes entre elles de 10 km mesurés au moyen d'un site internet reconnu de calcul d'itinéraire.*

*Le nombre de zones concentriques, permettant de déterminer les indemnités dues, est de cinq. La première zone est définie par une limite de 10 km, mesurée selon les modalités prévues ci-dessus, dont le centre est le point de départ des petits déplacements, tel qu'il est défini à l'article VIII-14 ci-dessous.*

*Des adaptations aux alinéas précédents peuvent être toutefois adoptées par avenant régional ou départemental, notamment par la division en deux de la première zone, pour tenir compte de certaines particularités géographiques, spécialement dans les zones montagneuses ou littorales, ou à forte concentration urbaine.*

*À chaque zone concentrique correspond une valeur de l'indemnité de frais de transport et une valeur de l'indemnité de trajet, le montant de l'indemnité de repas étant le même pour toutes les zones concentriques.*

*Les montants des indemnités de petits déplacements auxquels l'ouvrier bénéficiaire a droit sont ceux de la zone dans laquelle se situe le chantier sur lequel il travaille. Au cas où une ou plusieurs limites de zones passent à l'intérieur du chantier, la zone prise en considération est celle où se situe le lieu de travail de l'ouvrier ou celle qui lui est la plus favorable, pour le cas où il travaille sur deux zones.*

###### **Article VIII-14**

###### **Point de départ des petits déplacements**

*Pour chaque entreprise, le point de départ des petits déplacements, c'est-à-dire le centre des zones concentriques, est fixé à son siège social, ou à son agence régionale, ou à son bureau local si l'agence ou le bureau y est implanté depuis plus d'un an avant l'ouverture du chantier.*

*Lorsque l'entreprise ouvre un chantier qui ne se situe plus dans le système des zones concentriques prévu ci-dessus, pour les salariés embauchés sur le chantier, le point de départ est fixé en un point géographique, mairie ou hôtel de ville du chef-lieu du canton sur le territoire duquel se trouve le chantier.*

*Dans les autres cas et sous réserve des dispositions relatives au grand déplacement, il pourra être créé des zones*

---

au-delà de la zone 5 par avenant régional<sup>(13)</sup>

<sup>(13)</sup> Ou, exceptionnellement, départemental. Dans ce cas, il est souhaitable que la négociation des avenants relatifs aux indemnités de petits déplacements découlant de la présente convention intervienne à terme à l'échelon régional.

, comme prévu à l'article VIII-13, ou, à défaut, au niveau de l'entreprise. Le montant des indemnités correspondantes sera fixé à un niveau supérieur à celui de la zone 5.

#### **Article VIII-15** **Indemnité de repas**

L'indemnité de repas a pour objet d'indemniser l'ouvrier mis, pour des raisons de service, dans l'impossibilité de regagner son domicile et qui prend son déjeuner en dehors de sa résidence habituelle, du supplément de frais ainsi occasionné.

L'indemnité de repas n'est pas due par l'employeur lorsque :

- l'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle ;
- un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;
- le repas est fourni gratuitement ou avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas.

#### **Article VIII-16** **Indemnité de frais de transport**

L'indemnité de frais de transport a pour objet d'indemniser forfaitairement les frais de transport engagés quotidiennement par l'ouvrier pour se rendre sur le chantier avant le début de la journée de travail et pour en revenir à la fin de la journée de travail, quel que soit le moyen de transport utilisé.

Cette indemnité étant un remboursement de frais, elle n'est pas due lorsque l'ouvrier n'engage pas de frais de transport, notamment lorsque l'entreprise assure gratuitement le transport des ouvriers ou rembourse les titres de transport.

#### **Article VIII-17** **Indemnité de trajet**

En contrepartie de la mobilité du lieu de travail, inhérente à l'emploi sur chantier, l'indemnité de trajet a pour objet d'indemniser forfaitairement l'amplitude que représente pour l'ouvrier le trajet nécessaire pour se rendre quotidiennement sur le chantier avant le début de la journée de travail et d'en revenir après la journée de travail.

L'indemnité de trajet n'est pas due lorsque l'ouvrier est logé gratuitement par l'entreprise sur le chantier ou à proximité immédiate du chantier ou lorsque le temps de trajet est rémunéré en temps de travail.

#### **Article VIII-18** **Détermination du montant des indemnités de petits déplacements**

Les montants des indemnités journalières de petits déplacements sont forfaitaires et fixés en valeur absolue selon les règles suivantes :

#### **VIII-181** **Indemnité de repas**

Le montant de l'indemnité de repas, qui est le même quelle que soit la zone concentrique dans laquelle se situe le chantier, est fixé par avenant paritaire régional<sup>(14)</sup>

<sup>(14)</sup> Ou, exceptionnellement, départemental. Dans ce cas, il est souhaitable que la conclusion, la fixation des montants et la réunion des instances de négociation ou de conciliation découlant de la présente Convention interviennent à terme à l'échelon régional.

Si l'entreprise utilise un système de titres-restaurants, le montant de sa participation est déduit du montant de l'indemnité de repas.

#### **VIII-182** **Indemnité de frais de transport**

Son montant journalier, qui est un forfait, doit être fixé en valeur absolue de telle sorte qu'il indemnise les frais d'un voyage aller et retour du point de départ des petits déplacements au milieu de la zone concentrique dans laquelle se situe le chantier. Pour déterminer ce montant, il doit être tenu compte du tarif voyageur des différents modes de transport en commun existant localement et du coût d'utilisation des moyens de transport individuels.

---

**VIII-183**  
**Indemnité de trajet**

*Son montant doit être fixé en valeur absolue de telle sorte que le forfait, qui indemnise l'amplitude que représente pour l'ouvrier le trajet nécessaire pour se rendre quotidiennement sur le chantier et en revenir, soit évalué en fonction de la distance entre le point de départ des petits déplacements et la circonférence supérieure de la zone où se situe le chantier.*

**Chapitre II**  
**Grands déplacements**

**Article VIII-21**

**Définition de l'ouvrier occupé en grand déplacement**

*Est en grand déplacement l'ouvrier envoyé sur un chantier métropolitain dont l'éloignement lui interdit - compte tenu des moyens de transport en commun utilisables ou des moyens de transport mis à sa disposition, ainsi que des risques routiers - de regagner chaque soir le lieu de sa résidence, situé dans la métropole, et qui loge sur place.*

*Ne sont pas visés par les dispositions du présent chapitre les ouvriers déplacés avec leur famille par l'employeur et à ses frais.*

**Article VIII-22**

**Définition de l'indemnité journalière de déplacement et de son montant**

*L'indemnité de grand déplacement correspond aux dépenses journalières normales qu'engage le déplacé en sus des dépenses habituelles qu'il engagerait s'il n'était pas déplacé. Le montant de ces dépenses journalières, qui comprennent :*

- a) Le coût d'un second logement pour l'intéressé ;*
- b) Les dépenses supplémentaires de nourriture, qu'il vive à l'hôtel, chez des particuliers ou dans tout autre type de logement proposé par l'employeur ;*
- c) Les autres dépenses supplémentaires qu'entraîne pour lui l'éloignement de son foyer,*  
*est remboursé par une allocation forfaitaire égale aux coûts normaux de logement et de nourriture (petit déjeuner, déjeuner, dîner) qu'il supporte.*

*Dans le cas où le déplacé, prévenu préalablement que son hébergement sera organisé par l'entreprise, déciderait de se loger ou de se nourrir (ou de se loger et de se nourrir) en dehors de celui-ci, une indemnité égale à celle versée aux ouvriers utilisant les moyens d'hébergement mis à leur disposition lui sera attribuée.*

**Article VIII-23**

**Jours pour lesquels le remboursement total ou partiel des dépenses supportées est obligatoire**

*Le remboursement des dépenses définies à l'article VIII-22 est obligatoire pour tous les jours de la semaine, ouvrables ou non, pendant lesquels l'ouvrier reste à la disposition de son employeur sur les lieux du déplacement.*

*Il est dû également à l'ouvrier victime d'un accident ou malade qui continue d'engager sur place des dépenses de repas et de logement, jusqu'à son rapatriement à sa résidence, autorisé (sauf cas de force majeure) par son médecin traitant, de concert, s'il y a lieu, avec le médecin désigné par l'employeur.*

*Dans les 24 heures suivant cette autorisation, l'employeur en est informé par l'intéressé. L'employeur assure les frais de ce rapatriement.*

*Pendant la durée des congés payés et celle des voyages périodiques, seuls les frais de logement dans la localité continuent à être remboursés, sous réserve de justifications d'une dépense effective.*

*Il en est de même en cas d'hospitalisation au voisinage du chantier de l'ouvrier blessé ou malade jusqu'à autorisation de son rapatriement dans les conditions mentionnées au paragraphe 2 du présent article.*

*Dans ce cas, et pendant toute la durée de l'hospitalisation, une indemnité journalière égale à deux fois le montant du minimum garanti (MG) est versée par l'employeur à l'intéressé en vue de le rembourser de ses menus frais supplémentaires.*

**Article VIII-24**

**Indemnisation des frais et temps de voyage de l'ouvrier envoyé travailler en grand déplacement par son entreprise**

*L'ouvrier envoyé en grand déplacement par son entreprise, soit du siège social dans un chantier ou inversement, soit d'un chantier dans un autre, reçoit indépendamment du remboursement de ses frais de transport et, notamment, de son transport en train en 2<sup>e</sup> classe*



- 
1. Pour les heures comprises dans son horaire de travail non accomplies en raison de l'heure de départ ou de l'heure d'arrivée, une indemnité égale au salaire qu'il aurait gagné s'il avait travaillé ;
  2. Pour chaque heure de trajet non comprise dans son horaire de travail, une indemnité égale à 50 % de son salaire horaire, sans majoration ni prime compensatrice des frais complémentaires que peut impliquer le voyage de déplacement, sauf si ces frais sont directement remboursés par l'entreprise.
- L'ouvrier indemnisé dans les conditions précisées ci-dessus, qui n'est pas déjà en situation de grand déplacement, bénéficie de l'indemnité journalière de grand déplacement à compter de son arrivée au lieu du déplacement jusqu'à son départ du même lieu.

#### **Article VIII-25**

##### **Périodicité des voyages de détente et remboursement des frais de transport**

Les frais de transport en commun engagés périodiquement par le déplacé pour se rendre au lieu de sa résidence, tel que défini à l'article VIII-21, et pour revenir au lieu de son travail sont remboursés sur justificatifs au prix d'un voyage en train en 2<sup>e</sup> classe, dans les conditions prévues ci-après.

Suivant l'éloignement de cette localité et sauf aménagement particulier pour une meilleure fréquence, convenu entre l'employeur et l'intéressé, il est accordé :

- un voyage aller et retour toutes les semaines jusqu'à une distance de 250 Km ;
- un voyage aller et retour toutes les deux semaines de 251 à 500 km ;
- un voyage aller et retour toutes les trois semaines de 501 à 750 km ;
- un voyage aller et retour toutes les quatre semaines au-dessus de 750 km.

Pour les déplacements en Corse et inversement, un accord entre intéressés interviendra quant à la périodicité des voyages de détente.

Les frais de transport de l'ouvrier lui sont dus soit qu'il se rende dans la localité visée au premier alinéa, soit qu'un membre de sa famille se rende auprès de lui. Dans ce dernier cas, l'ouvrier est remboursé des frais de transport, jusqu'à concurrence de la somme qui lui aurait été allouée s'il s'était rendu lui-même dans ladite localité.

#### **Article VIII-26**

##### **Temps passé en voyages périodiques**

En cas de voyages périodiques, le temps nécessaire au trajet est indemnisé au taux normal du salaire dans la mesure où il excède 5 heures, soit à l'aller, soit au retour.

À l'occasion des voyages périodiques prévus à l'article VIII-25, l'ouvrier doit pouvoir passer quarante-huit heures dans son lieu de résidence.

Si, pour passer quarante-huit heures de repos à son lieu de résidence, compte tenu du temps de transport dûment justifié, le salarié doit, en accord avec l'employeur, quitter le chantier plus tôt ou y rentrer plus tard, les heures perdues de ce fait sont indemnisées de telle sorte qu'elles compensent la perte de salaire en résultant.

#### **Article VIII-27**

##### **Absences légales et conventionnelles et voyages périodiques**

En cas de décès du conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant en ligne directe, l'ouvrier a droit à une absence d'une durée correspondant à celles prévues à l'article V-12. Cette durée est portée à 4 jours lorsque l'ouvrier est déplacé à plus de 400 km. L'absence donne lieu aux avantages prévus aux articles VIII-23, alinéa 4 et VIII-25.

L'ouvrier qui, en vertu d'une disposition légale ou conventionnelle, bénéficie d'un congé ou d'une autorisation d'absence, peut, sur sa demande après accord avec son employeur, faire coïncider un voyage périodique avec ce congé ou cette absence, de telle sorte que son temps d'absence soit prolongé d'une durée égale à celle de ce congé ou de cette absence, les dispositions de l'article VIII-25 du présent chapitre demeurant applicables.

#### **Article VIII-28**

##### **Décès d'un ouvrier en grand déplacement**

En cas de décès d'un ouvrier en grand déplacement, les frais de retour du corps au lieu de résidence tel que défini à l'article VIII-21, ou les frais de transport à une distance équivalente, sont à la charge de l'employeur.

#### **Article VIII-29**

##### **Élections**

En cas d'élections aux conseils d'administration des organismes du régime général de Sécurité Sociale et du régime de protection sociale agricole, d'élections municipales, cantonales, régionales, législatives, présidentielles, européennes ou en cas de consultations par voie de référendum, et lorsque le vote par correspondance ou par procuration n'est pas admis, l'ouvrier peut, sur justification de sa qualité d'électeur, et après avoir averti son employeur,

---

regagner son lieu d'inscription électorale et ce voyage se substitue au voyage périodique le plus proche.

## **Titre IX**

### **Hygiène et sécurité**

#### **Article IX-1**

##### **Règles générales d'hygiène et de sécurité**

Les règles générales relatives à l'hygiène, à la sécurité, à la prévention des risques professionnels et aux conditions de travail sont constituées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

L'organisme professionnel de prévention du Bâtiment et des Travaux Publics, constitué en application des dispositions de l'article L. 4643-1 du Code du Travail, contribue à la promotion de la prévention des risques professionnels et à l'amélioration des conditions de travail, conformément au décret n° 2007-1284 du 28 août 2007, notamment par ses actions d'étude, d'analyse, d'information, de conseil en matière de prévention et de formation à la sécurité.

## **Titre X**

### **Rupture du contrat de travail**

#### **Article X-1**

##### **Préavis**

##### **X-11**

En cas de rupture du contrat de travail après expiration de la période d'essai, la durée du délai de préavis que doit respecter, selon le cas, l'employeur ou l'ouvrier, est fixée comme suit :

##### **a**

En cas de licenciement :

de la fin de la période d'essai jusqu'à 3 mois d'ancienneté dans l'entreprise	2 jours
de 3 à 6 mois d'ancienneté dans l'entreprise	2 semaines
de 6 mois à 2 ans d'ancienneté dans l'entreprise	1 mois
plus de 2 ans d'ancienneté dans l'entreprise	2 mois

##### **b**

En cas de démission :

de la fin de la période d'essai jusqu'à 3 mois d'ancienneté dans l'entreprise	2 jours
au-delà de 3 mois d'ancienneté dans l'entreprise	2 semaines

##### **X-12**

En cas d'inobservation du délai de préavis par l'une ou l'autre des parties, celle qui n'a pas observé ce préavis doit à l'autre une indemnité égale au salaire correspondant à la durée du préavis restant à courir.

##### **X-13**

En cas de faute grave, le licenciement ou le départ de l'ouvrier peut être effectué immédiatement, sous réserve des formalités légales, sans que les dispositions ci-dessus aient à être respectées.

#### **Article X-2**

##### **Heures pour recherche d'emploi**

##### **X-21**

Pendant le préavis, l'ouvrier licencié ou démissionnaire est autorisé, s'il en fait la demande, à s'absenter de son travail pour pouvoir rechercher un nouvel emploi, dans les limites suivantes :

délai de préavis égal à 2 jours	4 heures de travail
délai de préavis égal à 2 semaines	12 heures de travail
délai de préavis égal ou supérieur à 1 mois	25 heures de travail

*Pour les ouvriers à temps partiel, les durées ci-dessus sont réduites proportionnellement à la durée de travail qu'ils effectuent, rapportée à la durée légale ou à la durée pratiquée dans l'entreprise, si elle est inférieure.*

## **X-22**

*Les heures pour rechercher un nouvel emploi sont prises groupées, en principe, à la fin du délai de préavis.*

*En cas de licenciement, ces heures sont indemnisées par l'entreprise sur la base du taux horaire du salaire effectif de l'intéressée.*

*Aucune indemnité n'est due par l'employeur si les heures pour recherche d'emploi ne sont pas utilisées par l'ouvrier.*

## **Article X-3**

### **Indemnité de licenciement**

*En cas de licenciement, non motivé par une faute grave, l'employeur verse à l'ouvrier qui, au moment de son départ de l'entreprise, a au moins huit mois d'ancienneté et ne remplit pas les conditions pour bénéficier d'une pension de vieillesse à taux plein du régime général de la Sécurité Sociale et/ou du régime des assurances sociales agricoles, ni d'un régime assimilé, une indemnité de licenciement, distincte ou préavis, calculée sur les bases suivantes :*

- *pour les années jusqu'à dix ans d'ancienneté : 1/4 de mois de salaire par année d'ancienneté ;*
- *pour les années à partir de dix ans d'ancienneté : 1/3 de mois de salaire par année d'ancienneté.*

## **Article X-4**

### **Définition de l'ancienneté**

## **X-41**

*Pour l'application des dispositions de l'article X-1 et X-3, on entend par ancienneté de l'ouvrier dans l'entreprise :*

- *le temps pendant lequel ledit ouvrier y a été employé en une ou plusieurs fois, y compris le temps correspondant à un emploi dans un établissement de l'entreprise situé hors métropole, quels qu'aient été ses emplois successifs, déduction faite toutefois en cas d'engagements successifs de la durée des contrats dont la résiliation lui est imputable et quelles que puissent être les modifications survenues dans la situation juridique de l'entreprise ;*
- *la durée des interruptions pour mobilisation ou faits de guerre, telles qu'elles sont définies au Titre I<sup>er</sup> de l'Ordonnance du 1<sup>er</sup> mai 1945, sous réserve que l'ouvrier ait repris son emploi dans les conditions prévues au Titre I<sup>er</sup> de ladite Ordonnance ;*
- *la durée des interruptions pour :*
  - a) périodes militaires obligatoires ;*
  - b) maladie professionnelle, accident du travail, maternité ;*
  - c) congés payés annuels ou autorisations d'absence exceptionnelles prévues aux Titres V et VII ci-dessus.*

## **X-42**

*En cas d'engagements successifs et après un premier versement d'indemnité de licenciement, chaque licenciement ultérieur donne lieu au versement d'une indemnité complémentaire différentielle, c'est-à-dire que le montant de chaque indemnité précédente sera déduit.*

## **Article X-5**

### **Définition du salaire de base de l'indemnité de licenciement**

## **X-51**

*Le salaire à retenir pour le calcul de l'indemnité de licenciement est la moyenne mensuelle des salaires bruts perçus ou, en cas d'absence, qui auraient dû être perçus au cours des trois derniers mois précédant l'expiration du contrat de travail, ou selon la formule la plus avantageuse pour l'intéressé, le douzième de la rémunération perçue au cours des douze derniers mois.*

## **X-52**

*Pour établir la moyenne des salaires, il est tenu compte de tous les éléments constitutifs du salaire, à l'exception*

---

des indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais. Les primes ou gratifications de caractère exceptionnel, versées au salarié au cours des trois derniers mois, sont prises en compte dans la limite d'un montant calculé à due proportion.

#### **Article X-6**

##### ***Documents à remettre par l'employeur à l'ouvrier lors de son départ de l'entreprise***

En cas de rupture du contrat de travail d'un ouvrier, l'employeur est tenu de lui délivrer, lors de son départ de l'entreprise :

- son bulletin de paye ;
- son certificat de travail ;
- son certificat de congés payés ;
- l'attestation nécessaire à l'inscription à Pôle Emploi et, le cas échéant, l'attestation d'activité salariée (Sécurité Sociale).

#### **Article X-7**

##### ***Licenciement pour fin de chantier***

#### **X-71**

En cas de licenciements qui, à la fin d'un chantier, revêtent un caractère normal selon la pratique habituelle et l'exercice régulier de la Profession, en application de l'article L. 1236-8 du Code du Travail, le chef d'entreprise ou son représentant informe et consulte le comité social et économique, s'il en existe, dans un délai de 15 jours avant l'envoi des lettres de notification du licenciement aux salariés concernés.

Cette information et cette consultation ont lieu au cours d'une réunion dont l'ordre du jour précise l'objet. À cette occasion, le chef d'entreprise ou son représentant remet au comité social et économique les indications suivantes :

- la date d'achèvement des tâches des salariés concernés ;
- le nombre de salariés concernés en distinguant ceux pouvant éventuellement être réembauchés sur un autre chantier, y compris en grand déplacement, par mutation ou reclassement interne ;
- le nombre de salariés dont le réemploi ne peut être assuré lors de l'achèvement des tâches qui leur étaient confiées, lorsque ces personnes ont été employées sur un ou plusieurs chantiers pendant une période continue inférieure à 18 mois ;
- le nombre de salariés engagés sur un chantier de longue durée dont le réemploi ne peut être assuré lors de l'achèvement sur ce chantier des tâches qui leur étaient confiées ;
- les mesures telles que recours à la formation professionnelle continue, susceptibles de permettre le reclassement des salariés dans l'entreprise ;
- les mesures envisagées pour faciliter le reclassement hors de l'entreprise des salariés qui devront être effectivement licenciés.

#### **X-72**

Les licenciements qui ne pourront être évités feront l'objet de la procédure prévue aux articles L. 1232-1 à L. 1232-6 du Code du Travail.

La lettre de licenciement devra également mentionner la priorité de réembauchage telle que prévue à l'alinéa X-73 ci-dessous.

#### **X-73**

Les salariés licenciés pour fin de chantier pourront bénéficier d'une priorité de réembauchage pendant un délai d'un an à compter de la date de la rupture de leur contrat, s'ils manifestent le désir d'user de cette priorité dans un délai de deux mois, à partir de leur départ de l'entreprise. Dans ce cas, les salariés concernés seront informés de tout emploi disponible dans leur qualification.

#### **X-74**

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux compressions d'effectifs qui, par leur nature ou leur ampleur exceptionnelle, dissimulent des motifs économiques et comportent notamment le licenciement d'un personnel permanent (encadrement, spécialistes) appelé à opérer sur des chantiers successifs.

#### **Article 8**

##### ***Indemnité de fin de carrière***

Les ouvriers qui terminent leur carrière

---

- comme salariés

- ou en maladie ou en invalidité faisant immédiatement suite à une période d'emploi,

- ou indemnisés au titre du régime d'assurance-chômage faisant immédiatement suite à une période d'emploi,

bénéficient d'une indemnité de fin de carrière, selon les conditions et modalités fixées par le règlement du régime national de prévoyance des ouvriers du Bâtiment, tel que fixé par l'Annexe III à l'Accord collectif national du 31 juillet 1968.

En tout état de cause, l'indemnité versée ne sera pas inférieure aux indemnités légales ou conventionnelles de départ à la retraite dues par les entreprises adhérentes au Régime, en application des dispositions légales et conventionnelles en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1990. Cette indemnité sera versée au moment de la liquidation des droits à la retraite.

## **Titre XI**

### **Autres dispositions**

#### **Article XI-1**

##### **Conditions particulières du travail des femmes et des jeunes**

#### **XI-11**

##### **Travail des femmes et égalité professionnelle**

Les clauses de la présente Convention collective s'appliquent aux femmes comme aux hommes, sauf stipulations contraires prévues par la législation en vigueur.

Les parties signataires réaffirment leur volonté de contribuer à l'application du principe d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Elles recommandent aux entreprises de faire respecter l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes, et d'en faire une priorité, comme exposé à l'article IV-6.

Les absences liées au congé de maternité ou d'adoption ou au congé parental ne doivent pas avoir d'incidence sur l'évolution professionnelle et salariale des salariés concernés.

#### **XI-12**

##### **Travail des jeunes**

Les salaires minimaux des jeunes ouvriers âgés de moins de 18 ans ne peuvent pas subir d'abattement par rapport aux salaires minimaux conventionnels de la position et du niveau auxquels ils appartiennent.

Les conditions particulières d'emploi des jeunes ouvriers de moins de 18 ans sont réglées par la législation en vigueur.

#### **XI-13**

##### **Apprentissage**

Les dispositions relatives à l'apprentissage dans l'entreprise du Bâtiment sont réglées par la législation en vigueur.

Le Comité de Concertation et de Coordination de l'Apprentissage du Bâtiment et des Travaux Publics (CCCA), constitué en application de l'arrêté ministériel du 15 juin 1949, est chargé de contribuer à l'information des jeunes, de leurs familles et des entreprises, sur la formation professionnelle initiale ou sur les métiers du bâtiment et des travaux publics, au développement de la formation professionnelle dans les métiers du Bâtiment et des Travaux publics et au financement d'actions particulières visant, d'une part, la préformation et l'insertion professionnelle des publics de moins de trente ans, d'autre part, l'animation et l'accompagnement connexes à la formation des apprentis.

#### **XI-14**

##### **Service national**

Le contrat de travail des ouvriers appelés au service national est suspendu pendant la durée légale du service, telle qu'elle est fixée par la loi sur le recrutement.

Pour bénéficier des dispositions ci-dessus, l'ouvrier doit prévenir son employeur de son intention de reprendre son poste lorsqu'il connaîtra la date de la libération et, au plus tard, dans le mois suivant celle-ci. Si l'intéressé ne peut être réintégré dans le mois suivant la réception de la lettre par laquelle il a fait connaître son intention de reprendre son emploi, il percevra l'indemnité de préavis et, le cas échéant, l'indemnité de licenciement, conformément aux dispositions légales.

Pendant la durée du service national, l'employeur ne peut licencier le bénéficiaire des dispositions ci-dessus que s'il justifie de l'impossibilité où il se trouve, pour un motif non lié à l'absence de l'ouvrier, de maintenir le contrat.

---

*L'ouvrier qui n'aura pu être réemployé à l'expiration du service national dans l'établissement où il travaillait au moment de son départ bénéficie d'un droit de priorité de réembauchage durant une année à dater de sa libération*

#### **Article XI-2** **Ancienneté**

*Pour l'application de la présente Convention collective, on entend par «présence continue dans l'entreprise» le temps écoulé depuis la date de la dernière embauche sans que soient exclues les périodes pendant lesquelles le contrat a été suspendu.*

*Pour la détermination de l'ancienneté dans l'entreprise, on tient compte non seulement de la présence continue au titre du contrat en cours, mais également, le cas échéant, de la durée des contrats antérieurs, à l'exclusion de ceux qui auraient été rompus pour faute grave.*

*Ces deux définitions ne doivent pas être retenues pour l'application des dispositions des Titres VI et X ci-dessus qui contiennent une définition particulière de l'ancienneté dans l'entreprise.*

#### **Article XI-3** **Avantages acquis**

*La présente Convention collective ne peut être la cause de restrictions d'avantages acquis individuellement ou par équipe acquis antérieurement à la date de signature de la présente Convention collective.*

*Les dispositions de la présente Convention remplacent les clauses des contrats individuels ou collectifs existants lorsque les clauses de ces contrats sont moins avantageuses pour les ouvriers qui en bénéficient.*

#### **Article XI-4** **Retraite complémentaire et régime de prévoyance des ouvriers**

*Les employeurs du Bâtiment sont tenus de respecter :*

- l'accord du 8 décembre 1961 (et ses avenants) instituant le régime de retraite complémentaire des salariés ARRCO ;*
- l'accord collectif national du 31 juillet 1968 instituant le Régime National de Prévoyance des Ouvriers du Bâtiment (et des Travaux Publics) étendu par l'arrêté ministériel du 25 janvier 1974.*

#### **Article XI-5** **Participation des employeurs à la formation professionnelle tout au long de la vie**

*Les entreprises de Bâtiment sont tenues de respecter :*

- l'accord collectif national du 10 février 2015 sur le financement de la formation continue dans le Bâtiment ;*
  - l'accord collectif national du 24 septembre 2014, sur l'organisation et le financement de l'apprentissage dans les branches du Bâtiment et des Travaux publics,*
- dans les conditions prévues par ces accords et compte tenu de leur champ d'application professionnel particulier.*
- Par ailleurs, la formation professionnelle des salariés tout au long de la vie fait l'objet de l'accord du 10 février 2015 précité.*

### **Titre XII** **Classification des ouvriers**

#### **Article XII-1** **Préambule**

*Les parties signataires se sont entendues sur la nécessité d'une refonte de la classification actuellement applicable aux ouvriers du Bâtiment pour adopter un système plus approprié aux nouvelles réalités techniques et sociales de la Profession, se dégageant, en les améliorant, des principes de classification antérieurement retenus, compte tenu notamment de l'environnement économique et social européen.*

*Le présent titre répond à la volonté des organisations professionnelles signataires de valoriser les métiers du Bâtiment et d'améliorer l'image de marque de la Profession, afin notamment d'attirer et de conserver les jeunes qualifiés en utilisant la voie privilégiée de la négociation à tous les niveaux en vue :*

- de clarifier la structure des classifications par la réduction du nombre de catégories d'ouvriers ;*
- de reconnaître les capacités acquises par les ouvriers du Bâtiment ;*
- de favoriser le déroulement de carrière des ouvriers, ce qui suppose notamment une prise en compte accrue par la Profession et par les entreprises des impératifs de formation, initiale et continue ;*
- de procéder à une revalorisation des salaires minimaux, de sorte que les grilles de salaire qui seront négociées*

---

*régionalement*<sup>(15)</sup>

*(15) Ou, exceptionnellement, à l'échelon départemental. Dans ce cas, il est souhaitable que la fixation des montants et la réunion des instances de négociation interviennent à terme à l'échelon régional.*

*, offrent dans leur application un véritable écart hiérarchique ;*

*- tout en tenant compte des exigences techniques spécifiques à certains corps d'état et de l'autonomie particulière que peuvent avoir les ouvriers dans les entreprises de taille artisanale.*

## **Article XII-2** **Définitions générales des critères et des niveaux**

*La grille de classification des ouvriers du Bâtiment comporte quatre niveaux d'emploi, définis par les critères suivants :*

*- contenu de l'activité ;*

*- autonomie et initiative ;*

*- technicité ;*

*- formation, adaptation et expérience,*

*précisés dans le tableau joint sans priorité, ni hiérarchie.*

### **1** **Niveau I - Ouvriers d'exécution**

#### **Position 1**

*Les ouvriers de niveau I/1) effectuent des travaux de simple exécution, ne nécessitant pas de connaissances particulières, selon des consignes précises et faisant l'objet d'un contrôle constant.*

*Les emplois de ce niveau demandent une simple adaptation aux conditions générales de travail sur chantier ou en atelier.*

*Cette position est une position d'accueil pour les ouvriers n'ayant ni formation, ni spécialisation professionnelle.*

#### **Position 2**

*Les ouvriers de niveau I/2) effectuent des travaux simples, sans difficultés particulières, sous contrôle fréquent. Dans cette limite, ils sont responsables de la bonne exécution de leur travail et peuvent être amenés à prendre certaines initiatives élémentaires.*

*Ils ont une première spécialisation dans leur emploi et peuvent avoir bénéficié d'une initiation professionnelle.*

### **2** **Niveau II - Ouvriers professionnels**

*Les ouvriers de ce niveau exécutent les travaux courants de leur spécialité à partir de directives générales et sous contrôle ponctuel.*

*Ils ont une certaine initiative dans le choix des moyens leur permettant d'accomplir ces travaux.*

*Ils possèdent les connaissances techniques de base de leur métier et une qualification qui leur permettent de respecter les règles professionnelles. Ils mettent en œuvre des connaissances acquises par la formation professionnelle, initiale ou continue, ou une expérience équivalente.*

*Ils peuvent être amenés, dans ce cadre, à assurer de façon ponctuelle et sur instructions précises du chef d'entreprise, des fonctions de représentation simple ayant trait à l'exécution de leur travail quotidien.*

### **3** **Niveau III - Compagnons professionnels**

#### **Position 1**

*Les ouvriers du niveau III/1) exécutent les travaux de leur métier à partir de directives et sous contrôle de bonne fin. Ils sont responsables de la bonne réalisation de ces travaux qui peuvent impliquer la lecture de plans et la tenue de documents d'exécution qui s'y rapportent.*

*Dans l'exécution de ces tâches, ils peuvent :*

*- être assistés par d'autres ouvriers, en principe de qualification moindre, qui les aident dans l'accomplissement de leurs tâches et dont ils guident le travail ;*

*- être amenés ponctuellement, sur instructions du chef d'entreprise, à assumer des fonctions de représentation simple ayant trait à l'exécution de leur travail quotidien, et à transmettre leur expérience notamment à des apprentis ou à des nouveaux embauchés.*

*Ils possèdent et mettent en œuvre de bonnes connaissances professionnelles acquises par formation professionnelle,*

---

initiale ou continue, ou une expérience équivalente.

### **Position 2**

*Les ouvriers de niveau III/2) exécutent les travaux délicats de leur métier, à partir d'instructions générales et sous contrôle de bonne fin. Dans ce cadre, ils disposent d'une certaine autonomie et sont à même de prendre des initiatives se rapportant à la réalisation des travaux qui leur sont confiés.*

*Ils possèdent et mettent en œuvre de très bonnes connaissances professionnelles acquises par formation professionnelle, initiale ou continue, et/ou une expérience équivalente.*

*Ils peuvent être appelés à transmettre leur expérience et, éventuellement, à assurer le tutorat des apprentis et des nouveaux embauchés<sup>(16)</sup>*

*(16) Au sens des dispositions légales et conventionnelles en matière d'apprentissage et de formation par alternance, au besoin à l'aide d'une formation pédagogique.*

## **4**

### **Niveau IV - Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe**

*Les ouvriers classés à ce niveau :*

- soit occupent des emplois de haute technicité,*
- soit conduisent de manière habituelle une équipe dans leur spécialité.*

### **Position 1**

*Les ouvriers de niveau IV/1), à partir de directives d'organisation général :*

- soit accomplissent les travaux complexes de leur métier, nécessitant une technicité affirmée ;*
- soit organisent le travail des ouvriers constituant l'équipe appelée à les assister et en assurent la conduite.*

*Ils disposent d'autonomie dans leur métier, peuvent prendre des initiatives relatives à la réalisation technique des tâches à effectuer et assurer, en fonction de ces dernières, par délégation du chef d'entreprise, des missions de représentation correspondantes.*

*Ils possèdent la parfaite maîtrise de leur métier, acquise par formation professionnelle, initiale ou continue, et/ou une solide expérience.*

*Ils s'adaptent aux techniques et équipements nouveaux et sont capables de diversifier leurs connaissances professionnelles, y compris dans des techniques connexes, notamment par recours à une formation continue appropriée.*

*Ils peuvent être appelés à transmettre leur expérience, à mettre en valeur leurs capacités d'animation et à assurer le tutorat des apprentis et des nouveaux embauchés<sup>(17)</sup>*

*(17) Au sens des dispositions légales et conventionnelles en matière d'apprentissage et de formation par alternance au besoin à l'aide d'une formation pédagogique.*

### **Position 2**

*Les ouvriers de niveau IV/2) :*

- soit réalisent, avec une large autonomie, les travaux les plus délicats de leur métier ;*
- soit assurent de manière permanente la conduite et l'animation d'une équipe.*

*Dans la limite des attributions définies par le chef d'entreprise et dans le cadre des fonctions décrites ci-dessus, ils peuvent assumer des responsabilités dans la réalisation des travaux et assurer de ce fait des missions de représentation auprès des tiers.*

*Ils possèdent la parfaite maîtrise de leur métier, acquise par formation professionnelle, initiale ou continue, et/ou une très solide expérience, ainsi que la connaissance de techniques connexes leur permettant d'assurer des travaux relevant de celles-ci.*

*Ils s'adaptent de manière constante aux techniques et équipements nouveaux, notamment par recours à une formation continue appropriée. Ils peuvent être appelés à transmettre leur expérience, à mettre en valeur leurs capacités d'animation, au besoin à l'aide d'une formation pédagogique, et à assurer le tutorat des apprentis et des nouveaux embauchés<sup>(18)</sup>*

*(18) au sens des dispositions légales et conventionnelles en matière d'apprentissage et de formation par alternance.*



**Tableau des critères**

	<i>Positions</i>	<i>Contenu de l'activité</i>	<i>Autonomie et initiative</i>	<i>Technicité</i>	<i>Formation adaptation et expérience</i>
<i>Niveau I</i>	<i>1</i>	<i>Travaux de simple exécution selon les consignes précises.</i>	<i>Contrôle constant.</i>	<i>Sans mise en œuvre de connaissances particulières.</i>	<i>Simple adaptation aux conditions générales de travail.</i>
	<i>2</i>	<i>Travaux simples, sans difficultés particulières.</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Contrôle fréquent.</i></li> <li>- <i>Initiatives élémentaires.</i></li> <li>- <i>Responsable de leur bonne exécution.</i></li> </ul>	<i>Première spécialisation dans l'emploi.</i>	<i>Initiation professionnelle.</i>
<i>Niveau II</i>		<i>Travaux courants de sa spécialité réalisés à partir de directives générales.</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Contrôle ponctuel.</i></li> <li>- <i>Initiative dans le choix des moyens.</i></li> <li>- <i>De façon ponctuelle et sur instruction du chef d'entreprise, en fonctions de représentation simple ayant trait à l'exécution du travail</i></li> </ul>	<i>Connaissances techniques de base de son métier.</i> <i>Respect des règles professionnelles.</i>	<i>Formation professionnelle reconnue (diplôme Bâtiment de niveau V de l'Éducation Nationale) ou expérience équivalente.</i>
<i>Niveau III</i>	<i>1</i>	<i>Travaux de son métier réalisés à partir de directives, pouvant impliquer la lecture de plans et la tenue de documents d'exécution s'y rapportant.</i> <i>Peut-être assisté d'autres ouvriers en principe de qualification moindre.</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Responsable de leur bonne réalisation, sous contrôle de bonne fin.</i></li> <li>- <i>Sur instructions du chef d'entreprise, fonctions ponctuelles de représentation simple ayant trait à l'exécution du travail quotidien.</i></li> </ul>	<i>Bonnes connaissances professionnelles.</i>	<i>Formation professionnelle reconnue (diplôme Bâtiment de niveau IV de l'Éducation Nationale) ou expérience équivalente.</i> <i>Peut transmettre ponctuellement son expérience.</i>
	<i>2</i>	<i>Travaux délicats de son métier réalisés à partir d'instructions générales.</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Dispose d'une certaine autonomie, sous contrôle de bonne fin.</i></li> <li>- <i>Est à même de prendre des initiatives se rapportant à la réalisation des travaux qui lui sont confiés.</i></li> </ul>	<i>Très bonnes connaissances professionnelles.</i>	<i>Formation professionnelle reconnue (diplôme Bâtiment de niveau IV de l'Éducation Nationale) et/ou expérience équivalente.</i> <i>Tutorat éventuel des apprentis et des nouveaux embauchés.</i>
<i>Niveau IV</i>	<i>1</i>	<i>À partir de directives d'organisation générale : travaux complexes de son métier,</i> <i>ou</i> <i>organise le travail des ouvriers constituant l'équipe appelée à l'assister et en assure la conduite.</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Autonomie dans son métier exercée sous l'autorité de sa hiérarchie.</i></li> <li>- <i>Initiatives relatives à la réalisation technique des tâches à effectuer.</i></li> <li>- <i>Missions de représentation correspondante</i></li> </ul>	<i>Parfaite maîtrise de son métier et technicité affirmée. Capable de diversifier ses connaissances professionnelles, y compris dans techniques connexes.</i>	<i>Formation professionnelle reconnue (diplôme Bâtiment de niveau IV de l'Éducation Nationale) et/ou solide expérience.</i> <i>S'adapte aux techniques et équipements nouveaux, notamment par une formation continue appropriée.</i> <i>Tutorat éventuel des apprentis et des nouveaux embauchés.</i>
<i>Niveau IV</i>	<i>2</i>	<i>Travaux les plus délicats de son métier,</i> <i>ou</i> <i>assure de manière permanente la conduite et l'animation d'une équipe composée d'ouvriers de tous niveaux.</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Large autonomie dans son métier.</i></li> <li>- <i>Dans la limite des attributions définies par le chef d'entreprise, et dans le cadre de ses fonctions, responsabilités dans la réalisation des travaux et missions de représentation auprès des tiers.</i></li> </ul>	<i>Parfaite maîtrise de son métier et connaissance de techniques connexes, lui permettant d'assurer les travaux relevant de celles-ci.</i>	<i>Formation professionnelle reconnue (diplôme Bâtiment de niveau IV de l'Éducation Nationale) et/ou solide expérience.</i> <i>S'adapte de manière constante aux techniques et équipements nouveaux, notamment par une formation continue appropriée.</i> <i>Tutorat éventuel des apprentis et des nouveaux embauchés.</i>

---

**Article XII-3**  
**Coefficients hiérarchiques**

*Les coefficients hiérarchiques correspondant aux quatre niveaux sont les suivants :*

Niveau I	1)	150
	2)	170
Niveau II		185
Niveau III	1)	210
	2)	230
Niveau IV	1)	250
	2)	270

**Article XII-4**  
**Prise en compte des diplômes professionnels bâtiment**

**XII-41**

*Les ouvriers titulaires d'un certificat d'aptitude professionnelle, d'un brevet d'études professionnelles, d'un certificat de formation professionnelle des adultes délivré par l'AFPA ou d'un diplôme équivalent (niveau V de l'Éducation Nationale) seront classés, dans l'emploi correspondant à la spécialité du diplôme qu'ils détiennent et qu'ils mettent en œuvre effectivement, en niveau II, coefficient 185.*

*À l'issue d'une période maximum de 9 mois après leur classement, les intéressés seront reconnus dans leur position ou classés à un niveau supérieur en fonction de leurs aptitudes et capacités professionnelles. Ce délai est réduit à 6 mois pour les ouvriers ayant une expérience antérieure d'entreprise, acquise notamment par l'apprentissage ou par la formation en alternance.*

**XII-42**

*Les ouvriers titulaires d'un brevet professionnel, d'un brevet de technicien, d'un baccalauréat professionnel ou technologique ou d'un diplôme équivalent (niveau IV de l'Éducation Nationale) seront classés, dans l'emploi correspondant à la spécialité du diplôme qu'ils détiennent et qu'ils mettent en œuvre effectivement, en niveau III, position 1, coefficient 210.*

*À l'issue d'une période maximum de 18 mois après leur classement, les titulaires d'un diplôme de niveau IV de l'Éducation Nationale seront classés à un niveau ou à une position supérieure en fonction de leurs aptitudes et capacités professionnelles.*

*Ce classement s'applique au titulaire de l'un de ces diplômes obtenu dans le cadre de la formation initiale. Dans le cadre de la formation professionnelle continue, la période probatoire sera réduite de moitié.*

*Le titulaire d'un diplôme professionnel obtenu dans le cadre de la formation professionnelle continue, effectuée de sa propre initiative, accédera au classement correspondant à son diplôme après la période probatoire et dans la limite des emplois disponibles.*

**XII-43**

*Les ouvriers qui, après avoir régulièrement préparé dans une entreprise un diplôme professionnel Bâtiment de niveau V de l'Éducation Nationale et s'être présentés à l'examen, ne l'ont pas obtenu, sont au moins classés en niveau I. position 2, coefficient 170.*

**XII-44**

*Les diplômes visés au présent article sont ceux qui sont définis par les dispositions législatives et réglementaires telles qu'elles sont en vigueur à la date de signature de la présente classification : elles seront seules prises en considération pour établir les équivalences.*

- Les diplômes institués postérieurement par l'Éducation Nationale,*
  - Les titres homologués en application de la législation sur l'Enseignement Technologique,*
  - Les formations à certains métiers n'aboutissent pas à des diplômes ou titres,*
- seront pris en compte par avenant à la présente Convention.*

---

## **Article XII-5**

### ***Polyvalence***

*Pour développer la formation initiale et continue, reconnaître et favoriser l'acquisition de compétences élargies, les ouvriers de niveaux III et IV :*

- *titulaires de deux diplômes professionnels Bâtiment titres ou formations reconnus conformément à l'article XI-4 (alinéa 44) ci-dessus, de spécialités différentes ou connexes, de niveau au moins égal au niveau V de l'Éducation Nationale ou ayant acquis des connaissances équivalentes par expérience professionnelle ;*
- *mettant en œuvre dans leur emploi de façon habituelle, dans le respect des règles de l'art, les techniques ainsi acquises, bénéficieront d'une rémunération au moins égale à 110 % du salaire conventionnel correspondant à leur coefficient*

## **Article XII-6**

### ***Évolution de carrière***

#### **XII-61**

*Les définitions des niveaux et positions données à l'article XII-2 ci-dessus doivent permettre la promotion des ouvriers du Bâtiment, et notamment de développer leurs possibilités d'acquérir de bonnes connaissances professionnelles et d'accéder à une haute technicité.*

#### **XII-62**

*Dans le même but, la situation des ouvriers des différents niveaux fait l'objet au cours de leur carrière, d'un examen régulier de la part de l'employeur.*

*Sans préjudice des dispositions de l'article XII-4 ci-dessus, les possibilités d'évolution de carrière des salariés font l'objet d'un examen particulier de la part de l'employeur, au plus tard deux ans après leur entrée dans l'entreprise et, par la suite, selon une périodicité biennale, dont le résultat sera communiqué individuellement au salarié concerné.*

#### **XII-63**

*Dans un but de promotion, un ouvrier, quels que soient son niveau et sa position, peu, à titre occasionnel, effectuer certaines tâches du niveau et de la position supérieure, sa promotion devant intervenir dès qu'il effectue les tâches correspondantes d'une façon habituelle.*

*Tout ouvrier occupé régulièrement à des travaux relevant de plusieurs niveaux et positions professionnels est classé dans le niveau ou la position le plus élevé.*

## **Article XII-7**

### ***Suivi de l'application dans l'entreprise***

*Les problèmes généraux et les particularités d'application susceptibles d'être posés par la présente classification seront examinés régulièrement par l'employeur qui étudiera la possibilité de proposer aux salariés, dans le cadre d'un plan de formation, des stages de formation qualifiante*

## **Article XII-8**

### ***Barèmes de salaires minimaux***

*Les barèmes de salaires minimaux sont fixés à l'échelon régional<sup>(19)</sup>*

*(19) Ou, à défaut, à l'échelon départemental. Dans ce cas, il est souhaitable que la fixation des montants et la réunion des instances de négociation interviennent à terme à l'échelon régional.*

*après négociation d'avenants à la présente convention collective, de la manière suivante :*

- *détermination d'une partie fixe, exprimée en valeur absolue et identique pour chaque niveau et position ;*
- *fixation d'une valeur de point, multipliée par les différents coefficients hiérarchiques.*

*La somme de ces deux éléments détermine le salaire mensuel minimal de chaque niveau et position correspondant à un horaire hebdomadaire de travail de 35 heures<sup>(20)</sup>*

*(20) Le salaire mensuel minimal, base 35 heures, de chaque niveau et position est donc déterminé par la formule suivante :*

*$S_k = pf + (k \times vp)$  dans laquelle :*

- *k est le coefficient correspondant à chaque niveau et position ;*
- *pf la partie fixe ;*
- *vp la valeur du point*

*Ces barèmes devront être fixés de telle sorte que la présente grille de classification aboutisse à un salaire minimal différencié applicable pour chacun de ses niveaux et positions.*

---

## Titre XIII

### ***Dispositions particulières aux entreprises artisanales du bâtiment relevant des professions agricoles applicables jusqu'à 10 salariés***

#### Article XIII-1

##### ***Dispositions de la convention collective applicables aux entreprises agricoles***

*Sont applicables aux entreprises artisanales du Bâtiment relevant des professions agricoles les titres et articles suivants de la présente convention :*

- Titre I : Structures de la convention collective nationale,
- Titre II : Conclusion du contrat de travail,
- Titre III : Durée du travail, à l'exception :
  - du 3<sup>e</sup> tiret figurant au 3<sup>e</sup> alinéa de l'article III-12 (consultation du comité social et économique),
- Titre IV : Rémunération,
- Titre V : Jours fériés - Autorisations d'absence - Congés Payés :
  - à l'exception de l'article V-25 (prime de vacances)
  - à l'exception de l'article V-26 (cinquième semaine de congés payés)
  - sous réserve des articles XIII-2 (prime de vacances) et XIII-3 (cinquième semaine de congés payés),
- Titre VI : Maladie - Accident - Maternité :
  - avec la précision de l'article XIII-4 (indemnisation des arrêts de travail)
- Titre VII : Liberté d'opinion, droit syndical et représentation du personnel,
- Titre VIII : Déplacements,
- Titre IX : Hygiène et Sécurité,
- Titre X : Rupture du contrat de travail,
- Titre XI : Autres dispositions :
  - sous réserve de l'article XIII-5 (Retraite complémentaire des ouvriers agricoles)
  - à l'exception du premier tiret de l'article XI-5 (participation des employeurs au financement de la formation professionnelle en alternance),
- Titre XII : Classification des ouvriers,
- Titre XIV : Dispositions finales.

#### Article XIII-2

##### ***Prime de vacances***

*Une prime de vacances sera versée, en sus de l'indemnité de congé, à l'ouvrier ayant au moins 1675 heures de travail au cours de l'année de référence dans une ou plusieurs entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics.*

*Le taux de la prime est de 30 % de l'indemnité de congé payé correspondant aux 24 jours ouvrables de congés institués par la loi du 16 mai 1969, c'est-à-dire calculée sur la base de 2 jours ouvrables de congés par mois de travail ou 150 heures de travail.*

*Toutefois, cette règle des 1675 heures ne s'appliquera pas aux jeunes gens qui justifieront avoir été appelés sous les drapeaux ou libérés du service national au cours de l'année de référence et pour lesquels il ne sera exigé que 150 heures de travail.*

*Les ouvriers qui justifieront n'avoir pu atteindre, par suite de maladie, ce total de 1675 heures au cours de l'année de référence, ne perdront pas le droit au bénéfice de la prime de vacances.*

*La prime de vacances, qui ne se cumule pas avec les versements qui auraient le même objet, est versée à l'ouvrier en même temps que son indemnité de congé.*

#### Article XIII-3

##### ***Cinquième semaine de congés payés***

*La cinquième semaine de congés payée est prise en tout ou partie selon des modalités fixées par accord entre l'employeur et le comité social et économique, s'il en existe ou, à défaut, les salariés, notamment sous forme de jours séparés pris en cours d'année et, dans ce cas, cinq jours ouvrés sont assimilés à la cinquième semaine de congés, l'indemnité de congé devant, toutefois, pour ces cinq jours ouvrés, être équivalente à six jours ouvrables de congés.*

*À défaut d'accord, la cinquième semaine de congés est prise en une seule fois pendant la période du 1<sup>er</sup> novembre*

---

au 31 mars.

Les jours de congés dus en sus des 24 jours ouvrables même s'ils sont pris en dehors de la période du 1<sup>er</sup> mai au 31 octobre n'ouvrent pas droit aux jours de fractionnement institués par la loi du 16 mai 1969 (article L. 3141-23 du Code du Travail).

Sauf nouvel accord d'entreprise, les dispositions du présent article relatives à la durée des congés ne se cumuleront pas avec les dispositions ayant le même objet arrêtées par les employeurs du Bâtiment antérieurement au 1<sup>er</sup> mars 1982.

#### **Article XIII-4**

##### **Indemnisation des arrêts de travail**

Pour l'application du second point du second tiret de l'alinéa VI-121, l'indemnisation des arrêts de travail est en outre ouverte aux ouvriers agricoles âgés d'au moins 25 ans qui justifient d'un mois d'ancienneté dans l'entreprise et de deux mois d'ancienneté dans la profession.

#### **Article XIII-5**

##### **Retraite complémentaire des ouvriers agricoles**

Les employeurs du Bâtiment relevant de la mutualité sociale agricole sont tenus de respecter les dispositions de la convention collective nationale de retraite du 24 mars 1971, étendue par arrêté du ministre chargé de l'agriculture et du ministre chargé de l'économie et des finances, en date du 19 décembre 1975, ainsi que celles de ses annexes et avenants.

### **Titre XIV**

#### **Dispositions finales**

#### **Article XIV-1**

##### **Durée - Révision - Dénonciation**

#### **XIV-11**

La présente Convention collective entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2018.

#### **XIV-12**

Elle est conclue pour une durée indéterminée. Elle pourra être dénoncée en tout ou partie par l'une des organisations signataires après un préavis minimum de six mois. Cette dénonciation devra être notifiée à toutes les autres organisations signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, et déposée auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

En cas de dénonciation totale ou partielle par l'une des organisations signataires, la disposition dénoncée ou la totalité de la convention restera en vigueur pendant une durée d'un an à partir de l'expiration du délai de préavis fixé au paragraphe précédent, à moins qu'un nouveau texte ne l'ait remplacée avant cette date.

#### **XIV-13**

Toute modification, révision totale ou partielle, ou adaptation des dispositions de la présente Convention Collective Nationale ne peut être effectuée que par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés du Bâtiment représentatives au plan national.

Celles-ci examinent tous les cinq ans l'opportunité de procéder à d'éventuelles adaptations, compte tenu des évolutions constatées. Les organisations précitées se réunissent selon la périodicité prévue par la législation pour engager les négociations à leur niveau.

Les demandes de révision de la présente Convention doivent être effectuées dans les formes prévues pour la dénonciation, à l'exception du dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail, et sont accompagnées, le cas échéant, d'un projet concernant les points dont la révision est demandée.

#### **Article XIV-2**

##### **Articulation avec la négociation d'entreprise**

En application de l'article L. 2253-2 du code du travail, les parties signataires de la présente convention confirment le caractère obligatoire

- de l'accord collectif national du 20 décembre 2011 relatif à la prévention de la pénibilité et à l'amélioration des conditions de travail dans le BTP,

- de l'article VII-8 de la présente convention, relatif au déroulement de carrière des salariés exerçant des responsabilités syndicales,

---

- et des primes expressément prévues dans les avenants locaux annexés à la présente convention.

**Article XIV-3**  
***Abrogation***

*À la date de son entrée en vigueur, la présente Convention collective nationale abroge et se substitue, dans toutes leurs dispositions, à la Convention collective nationale du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés), ses annexes et avenants, ainsi qu'à l'ensemble des conventions collectives départementales et régionales.*

*À cette même date, en ce qui concerne les ouvriers seulement, la présente convention collective se substitue en totalité aux clauses de l'Accord national du 25 février 1982 sur les congés payés, la durée du travail et l'aménagement du temps de travail dans le Bâtiment, et de l'ensemble de ses avenants, applicables dans le même champ et ayant le même objet.*

**Article XIV-4**  
***Adhésion***

*Toute organisation représentative au plan national non signataire de la présente Convention collective pourra y adhérer ultérieurement par simple déclaration à la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi de Paris où elle aura été déposée. Elle devra également en aviser par lettre recommandée toutes les organisations signataires.*

**Article XIV-5**  
***Dépôt et demande d'extension***

*Conformément au Code du travail, la présente Convention collective sera déposée à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris.*

*Les parties signataires en demanderont l'extension au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.*

---

## ANNEXES

### ***Annexe I - Articles 1 à 5 du décret n° 62-235 du 1<sup>er</sup> mars 1962***

*modifié par le décret n° 76-879 du 21 septembre 1976*

#### **Article 1er**

*Doivent être immatriculées au répertoire des métiers les entreprises n'employant pas plus de dix salariés qui ont une activité de production, de transformation, de réparation ou de prestation de services, à l'exclusion des entreprises agricoles ou de pêche, des entreprises de commission, d'agence, bureaux d'affaires au sens de l'article 632 du Code de Commerce, de celles qui se limitent à la vente ou à la location de choses achetées en l'état ou dont les prestations ont un caractère spécifiquement intellectuel.*

*Ne donnent pas lieu à immatriculation les activités qui ne sont exercées par une entreprise qu'occasionnellement ou accessoirement.*

*L'immatriculation au répertoire des métiers ne dispense pas de l'immatriculation au registre du commerce, lorsque celle-ci est requise par la législation en vigueur.*

#### **Article 2**

*Des décrets en Conseil d'État pourront, à titre temporaire ou définitif :*

*1° Abaisser ou relever pour certaines activités et pour certains lieux la limite de dix salariés fixée à l'article 1.*

*2° Décider qu'il n'y a pas lieu à immatriculation pour :*

- a) les entreprises exerçant certaines activités spécialement désignées ;*
- b) celles qui disposent de certains équipements techniques spécialement désignés.*

#### **Article 3**

*N'entrent pas en compte dans l'effectif des salariés visés aux articles 1 et 2 :*

*1° pour les entreprises individuelles et les sociétés de personnes : le conjoint du chef d'entreprise, ses ascendants, descendants, collatéraux ou alliés jusqu'au troisième degré inclus ;*

*2° pour les autres sociétés : les associés participant à la gestion de la société et prenant part à l'exécution du travail, dans la limite de trois ;*

*3° quelle que soit la forme de l'entreprise, trois salariés handicapés physiques ou débiles mentaux et trois apprentis.*

#### **Article 4**

*Une entreprise précédemment immatriculée peut le demeurer pendant trois ans bien que le nombre de ses salariés, décomptés comme il est prévu à l'article précédent, soit supérieur à la limite fixée à l'article 1 ou à celle fixée par l'application du 1° de l'article 2, à condition que le nombre de salariés supplémentaires n'excède pas cinq.*

*Passé ce délai de trois ans, une entreprise visée à l'alinéa précédent ne peut demeurer immatriculée que si son chef possédant le titre d'artisan ou de maître artisan en a exprimé la volonté au président de la Chambre de Métiers pour qu'il en soit fait mention au répertoire des métiers.*

#### **Article 5**

*Un arrêté du Ministre de l'industrie, pris après avis de l'assemblée des présidents des Chambres de Métiers de France, établit, par référence à la nomenclature des activités économiques approuvée par le décret n° 59-534 du 9 avril 1959, la liste des activités économiques susceptibles de donner lieu à immatriculation par application des dispositions du présent chapitre. Cette liste sera tenue dans la même forme en tant que de besoin.*

*L'arrêté détermine les conditions dans lesquelles la liste ainsi établie pourra être consultée par les intéressés.*

### ***Annexe II - Dérogations permanentes***

*Décret du 17 novembre 1936<sup>(1)</sup>*

<sup>(1)</sup> Déterminant les modalités d'application de la loi du 21 juin 1936 en ce qui concerne la durée du travail dans les industries du Bâtiment et des Travaux publics et la fabrication des matériaux de construction

#### **Article 5 [concernant]**

##### ***La durée du travail dans les industries du Bâtiment et des Travaux publics***

*(extraits)*

*La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous et conformément à ses indications, être prolongée au-delà des limites fixées en conformité des articles 2 et 3 du présent décret :*

---

[...]

7<sup>o</sup> Travail du personnel de maîtrise pour la préparation des travaux exécutés par l'établissement - Une heure au maximum ;

[...]

11<sup>o</sup> Travail des conducteurs d'automobiles, de véhicules hippomobiles, livreurs, magasiniers - Une heure au maximum, une heure et demie au maximum pour les conducteurs de véhicules hippomobiles. Cette durée peut être augmentée d'une heure et demie lorsque la durée du repas est comprise dans le temps de service ;

[...]

Les dérogations énumérées dans le présent article sont applicables exclusivement aux hommes adultes, à l'exception de celles visées sous les numéros 12 et 13 qui sont adulte des deux sexes.

### ***Annexe III - Réduction et aménagement du temps de travail***

#### ***Accord du 9 septembre 1998***

Entre :

. La Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB).

. La Fédération Française du Bâtiment (FFB)

. La Fédération Nationale de l'Équipement Électrique (FNEE)

. La Fédération Nationale des Sociétés Coopératives Ouvrières de Production du Bâtiment et des Travaux Publics (FNSCOP)

d'une part,

Et :

. La Fédération Nationale des Salariés de la Construction et du Bois - CFDT

. La Fédération BATI-MAT-TP (CFTC)

. Le Syndicat National des Cadres, Techniciens, Agents de Maîtrise et Assimilés des Industries du Bâtiment et des Travaux Publics (SNCT-BTP-CGC)

. La Fédération Nationale des Travailleurs de la Construction (CGT)

. La Fédération Générale Force Ouvrière du Bâtiment et des Travaux Publics et ses Activités Annexes (CGT-FO)

d'autre part,

#### ***Préambule***

En regard de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 d'orientation et d'incitation relative à la réduction du temps de travail, les partenaires sociaux reconnaissent la nécessité d'organiser la réduction et l'aménagement du temps de travail par la voie d'un accord collectif national de branche pour les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés).

En corollaire à la réduction du temps de travail, les partenaires admettent l'utilité d'un aménagement du temps de travail, seul mode d'organisation de la petite entreprise lui permettant de mieux concilier les impératifs de l'activité avec les contraintes qui lui sont inhérentes, tout en contribuant à améliorer les conditions de travail des salariés.

Les partenaires sociaux conviennent que la mise en œuvre de cet accord dans l'entreprise s'accompagne du maintien du salaire brut mensuel de base.

En raison de la grande diversité, en terme d'activité notamment, des petites entreprises du bâtiment, le présent accord prévoit plusieurs formes d'aménagement du temps de travail susceptibles de répondre aux conditions d'activité propres à chaque entreprise.

Ces diverses formes d'aménagement du temps de travail, présentées selon quatre modalités numérotées de 1 à 4, se suffisent à elles-mêmes mais peuvent faire l'objet de développements spécifiques conformes à l'accord national dans le cadre de négociations régionales, à défaut départementales, conduites en application de l'accord du 4 mai 1995 portant organisation de la négociation collective dans le bâtiment, pour les salariés employés dans les entreprises occupant jusqu'à 10 salariés.

Dans l'intérêt général du secteur artisanal du bâtiment, les parties signataires conviennent de la nécessité de combattre le travail illégal.

Elles réaffirment enfin leur volonté que soit assurée, dans toute la mesure du possible, la stabilité de l'emploi, et considèrent donc que les entreprises doivent limiter le recours au travail temporaire à des circonstances exceptionnelles.



---

## **Article 1**

### **Clause de caducité**

*Cet accord est directement lié à l'obligation légale, faite aux petites entreprises, d'adopter au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2002, un horaire collectif hebdomadaire au plus égal à 35 heures.*

*La remise en cause de cette obligation légale rendrait cet accord caduque et obligerait les partenaires sociaux à ouvrir de nouvelles négociations sur ce thème.*

*De même, les partenaires sociaux conviennent qu'une négociation paritaire sera engagée dans le mois qui suivra la parution des textes législatifs et réglementaires attendus à l'automne 1999 relatifs notamment au régime des heures supplémentaires, afin qu'il en soit tenu compte dans le présent accord par voie d'avenant.*

## **Article 2**

### **Champ d'application**

*Est concerné par le présent accord, l'ensemble des salariés (ouvriers, ETAM et cadres) occupés dans les entreprises du bâtiment qui appliquent à leurs ouvriers la convention collective nationale du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés) et dont l'activité est visée à l'annexe 1 du présent accord.*

## **Article 3**

### **Mise en œuvre de la réduction du temps de travail**

*À compter du premier jour du mois civil suivant la parution de son arrêté d'extension, le présent accord permet à toute entreprise relevant de son champ d'application d'adopter un horaire collectif qui traduise une réduction du temps de travail d'au moins 10 % de la durée initiale, sans porter le nouvel horaire de référence au-delà de 35 heures hebdomadaires en moyenne annuelle.*

*La signature d'une convention entre ladite entreprise et l'État conformément aux termes de la loi sus-indiquée rend effective la réduction du temps de travail dans l'entreprise.*

*La réduction du temps de travail et ses modalités de mise en œuvre, choisies parmi celles figurant ci-après, sont décidées par l'employeur, en concertation avec les représentants du personnel s'il en existe, et font l'objet d'une information écrite adressée à chaque salarié par l'employeur 30 jours au moins avant la prise d'effet*

*La mise en œuvre de la réduction du temps de travail s'effectue prioritairement par l'instauration de jours de repos rémunérés.*

*Chaque salarié établit un pointage de son temps de travail journalier et de ses jours de repos à partir d'un formulaire remis par l'employeur et validé par celui-ci en fin de mois.*

## **Article 4**

### **Abrogation**

*Les articles III-26 et III-27 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (jusqu'à dix salariés) sont abrogés.*

## **Article 5**

### **Modalité 1**

*L'entreprise adopte un horaire hebdomadaire de 35 heures, sur 4 ou 5 jours. Sur deux semaines consécutives, elle peut appliquer un horaire de 39 heures la première semaine et 31 heures la seconde, sur 4 jours.*

*Dans ces conditions, les heures travaillées de la 36<sup>ème</sup> à la 39<sup>ème</sup> heure ne donnent pas lieu à majoration pour heures supplémentaires et ne s'imputent pas sur le contingent annuel d'heures supplémentaires.*

## **Article 6**

### **Modalité 2**

*L'horaire hebdomadaire est fixé à 36 heures sur 4 jours et les salariés bénéficient de 6 jours ouvrés de repos rémunérés par an.*

*La période de référence afférente à la prise des repos correspond à une période de 12 mois à compter du passage effectif au temps réduit dans l'entreprise.*

*3 jours sont fixés à la discrétion de l'employeur dans le cadre d'une programmation indicative fixée en début de période annuelle et avec un délai de prévenance minimum de 7 jours calendaires.*

*3 jours sont laissés au choix du salarié qui doit en informer l'employeur au minimum 7 jours calendaires à l'avance et s'engager à ne pas les utiliser, sauf circonstances exceptionnelles, pendant les périodes de suractivité fixées à 13 semaines maximum.*

---

## **Article 7**

### **Modalité 3**

*L'horaire hebdomadaire est fixé à 39 heures sur 5 jours et la réduction du temps de travail est organisée sous forme de repos rémunérés à raison de 4 semaines et 4 jours ouvrés par an.*

*La période de référence afférente à la prise des repos correspond à une période de 12 mois à compter du passage effectif au temps réduit dans l'entreprise.*

*4 jours ouvrés sont utilisés à l'occasion de ponts ou de jours de repos adossés à des jours fériés.*

*5 jours sont bloqués pour constituer une 6<sup>ème</sup> semaine de congés, fixée en concertation avec les salariés.*

*Deux semaines ou 10 jours ouvrés de repos sont fixés à la discrétion de l'employeur dans le cadre d'une programmation indicative établie en début de période annuelle et avec un délai de prévenance minimum de 7 jours calendaires.*

*Une semaine ou 5 jours ouvrés de repos sont laissés au choix des salariés bénéficiaires qui doivent en informer l'employeur au minimum 7 jours calendaires à l'avance et s'engager à ne pas les utiliser, sauf circonstances exceptionnelles, pendant les périodes d'éventuelle suractivité fixées à 13 semaines maximum et communiquées par l'employeur en début de période de référence. Cela ne doit pas amener l'entreprise à reporter des repos au-delà de la période de référence.*

## **Article 8**

### **Modalité 4**

*L'entreprise adopte un horaire hebdomadaire de 35 heures avec, sur une période maximale de 6 mois consécutifs, une modulation pouvant aller jusqu'à 42 heures.*

*Pendant la période de modulation, les heures effectuées au-delà de 35 heures et dans la limite de 42 heures hebdomadaires ne donnent pas lieu à majoration pour heures supplémentaires et ne s'imputent pas sur le contingent annuel, dès lors qu'elles sont compensées par des heures non travaillées.*

*Des accords régionaux, à défaut départementaux, peuvent déterminer une autre période de modulation et fixer des conditions spécifiques de modulation dans les limites fixées par le présent accord.*

*Les heures ainsi travaillées en plus ou en moins par rapport à l'horaire hebdomadaire de 35 heures sont comptabilisées au mois et figurent sur le bulletin de paie.*

*Sur la période de modulation, deux catégories d'heures supplémentaires à imputer sur le contingent annuel d'heures supplémentaires peuvent être appliquées :*

*1) Pendant la période de modulation, les heures travaillées au-delà de la 42<sup>ème</sup> heure hebdomadaire sont des heures supplémentaires majorées dans les conditions de la législation en vigueur ;*

*2) En fin de période de modulation, s'il existe un solde d'heures travaillées excédentaire, ces heures ouvrent droit aux majorations pour heures supplémentaires dans les conditions de la législation en vigueur. Elles sont payées au salarié à l'occasion du versement de la paie du mois suivant la fin de période de modulation.*

*Le chef d'entreprise établit le programme indicatif de la modulation qui indique le nombre de jours travaillés par semaine et avise les salariés, par écrit, des variations d'horaires décidées au moins 7 jours calendaires à l'avance.*

*Dans le cadre de la modulation, les salariés quittant l'entreprise et n'ayant pas récupéré des heures effectuées en deçà de 35 heures en période basse, en conservent le bénéfice, sauf en cas de démission ou de licenciement pour faute grave ou lourde.*

*Les salariés ayant accumulé un crédit d'heures effectuées au-delà de 35 heures, au moment de la rupture du contrat de travail, reçoivent une indemnité correspondant à leurs droits acquis.*

*S'il apparaît dans le mois précédant la fin de la période modulée que les baisses d'activité ne pourront pas être suffisamment compensées par les hausses d'activité, l'entreprise sortant du cadre de la modulation peut solliciter l'indemnisation au titre du chômage partiel des heures ainsi perdues, sans que cela conduise à faire récupérer des jours indemnisés par le chômage intempéries.*

## **Article 9**

### **Repos non pris sur la période de référence**

*Si des travaux supplémentaires ou urgents, ou une absence justifiée du salarié, font obstacle à la prise des repos prévus aux articles 6 et 7 du présent accord au cours de la période de référence, le repos équivalent est reporté au premier trimestre de la période suivante.*

## **Article 10**

### **Départ au cours de la période de référence**

*Lorsqu'un salarié quitte l'entreprise au cours de la période de référence sans avoir pris tout ou partie des repos*

---

prévus aux articles 6 et 7 du présent accord, il recouvre une indemnité correspondant à ses droits acquis conformément aux dispositions prévues au dernier alinéa de l'article 3 du présent accord.

Si le repos, pris par anticipation, excède les droits acquis, le salarié en conserve le bénéfice sauf en cas de démission ou de licenciement pour faute grave ou lourde.

#### **Article 11** **Rémunération**

Tout aménagement du temps de travail dans les conditions des articles 5, 6, 7 et 8 du présent accord fait l'objet d'un lissage de la rémunération mensuelle correspondant à 152 heures par mois.

La rémunération des nouveaux embauchés ne peut être inférieure aux salaires minimaux conventionnels mensuels.

#### **Article 12** **Contingent annuel d'heures supplémentaires**

D'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2002 et dans l'attente de la loi à paraître à l'automne 1999, le contingent annuel d'heures supplémentaires reste fixé dans les conditions de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (jusqu'à dix salariés).

#### **Article 13** **Compte épargne temps**

Conformément à la législation en vigueur, le salarié qui le désire peut cumuler des droits à congés rémunérés par le biais du compte épargne temps.

Cette possibilité sera opérationnelle lorsque le compte épargne temps sera géré au niveau de la branche par un fonds paritaire que les partenaires sociaux envisagent de mettre en place.

Sur une période maximale de 4 années, la moitié des jours de repos prévus aux articles 6 et 7 du présent accord pourront alors alimenter un compte épargne temps pour tout salarié ayant au moins 1 an d'ancienneté dans l'entreprise, qui en ferait la demande par écrit.

Il est fait mention des droits ainsi acquis calculés en heures sur le bulletin de paye.

Si le contrat de travail est rompu sans que les droits à congé aient été pris, le salarié perçoit une indemnité compensatrice d'un montant correspondant aux droits acquis à la date de la rupture.

L'utilisation du compte épargne temps par le salarié peut se faire sous la forme de congés rémunérés accumulés, par exemple, pour un congé de formation, un congé dit «sans solde», ou pour une cessation d'activité anticipée.

#### **Article 14** **Temps partiel**

Les salariés à temps partiel, solidaires de la création d'emplois, bénéficient du régime de la réduction du temps de travail de 10,26 % avec maintien de la rémunération, aux mêmes conditions que les salariés à temps plein.

Ils bénéficient des jours de repos au prorata des jours travaillés.

Dans le cas où l'horaire à temps partiel aurait été décidé pour une durée indéterminée, le salarié bénéficie d'une priorité pour l'attribution d'heures complémentaires ou de tout emploi à temps plein qui viendrait à être créé ou à devenir vacant et que sa qualification professionnelle initiale ou acquise lui permettrait d'occuper.

#### **Article 15** **Prime de vacances**

Le minimum de 1675 heures travaillées au cours de l'année de référence pour le versement de la prime de vacances, conformément à l'article V-25 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, est abaissé à 1503 heures.

#### **Article 16** **Chômage partiel**

En cas de sous activité, le recours au chômage partiel ne sera possible qu'après épuisement des jours de repos effectivement dus. Ceux-ci seront utilisés au prorata des jours à disposition de l'entreprise et du salarié.

#### **Article 17** **Embauches ou préservation d'emplois**

##### **Volet offensif**

Les entreprises souhaitant bénéficier des aides de l'État s'engagent à créer des emplois correspondant à 6 % au moins de leurs effectifs, dans les 6 mois qui suivent la réduction du temps de travail dans l'entreprise.

L'effectif ainsi augmenté doit être maintenu pendant 2 ans à compter de l'embauche effectuée.

---

*Les embauches, notamment d'apprentis et de jeunes en contrat d'insertion en alternance, réalisées à compter de l'entrée en vigueur de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998, c'est-à-dire depuis le 16 juin 1998, seront considérées comme des embauches nouvelles au sens de ladite loi pour toutes les entreprises relevant de l'accord et le mettant en oeuvre à compter de la date de publication de son arrêté d'extension.*

*Les salariés concernés ne seront donc pas comptés dans l'effectif pour le calcul des 6 %.*

### **Volet défensif**

*Les entreprises connaissant des difficultés économiques susceptibles de les conduire à une ou plusieurs suppressions d'emplois peuvent également bénéficier des aides de l'État si elles s'engagent à maintenir les effectifs actuels pendant une période minimale de 2 années à compter de la réduction du temps de travail dans l'entreprise.*

### **Article 18**

#### **Groupements d'employeurs**

*Les embauches peuvent être réalisées dans le cadre d'un groupement d'employeurs, constitué en application des lois du 25 juillet 1985 et du 20 décembre 1993, cette procédure pouvant concerner tout particulièrement le personnel d'encadrement.*

*Si ces embauches correspondent à au moins 8 % du total des effectifs des membres composant le groupement, les aides de l'État seront calculées en fonction des effectifs cumulés et profiteront ainsi aux entreprises membres du groupement qui réduisent le temps de travail dans le cadre d'un accord négocié au niveau de ce groupement.*

### **Article 19**

#### **Personnel d'encadrement**

*Les modalités de la réduction et de l'aménagement du temps de travail s'appliquent au personnel d'encadrement des entreprises concernées par le présent accord.*

*Dans le contexte de cet accord, le chef d'entreprise fixera en concertation avec les cadres, en particulier l'encadrement de chantier, les possibilités d'assouplir leur temps de travail de manière à ce qu'il soit en harmonie avec l'horaire général de l'entreprise.*

### **Article 20**

#### **Réexamen de l'accord**

*Dans la mesure où des dispositions de caractère législatif ou réglementaire, spécifiques aux entreprises définies à l'article 2, complèteraient la loi du 13 juin 1998 et les décrets du 22 juin 1998, les partenaires sociaux s'engagent à réexaminer les conséquences que pourraient avoir ces dispositions nouvelles sur celles prévues au présent accord.*

### **Article 21**

#### **Suivi de l'accord**

*Un suivi et un bilan de l'application de cet accord seront réalisés annuellement par les partenaires sociaux signataires dans le cadre de l'accord du 4 mai 1995 portant organisation de la négociation collective dans le bâtiment pour les salariés employés dans les entreprises occupant jusqu'à 10 salariés.*

*Il est en outre mis en place une commission paritaire régionale d'avis et des litiges, celle-ci à pour mission de suivre l'application de l'accord dans les entreprises concernées et d'émettre un avis motivé pour l'ensemble des entreprises en cas de litiges liés au présent accord. Elle reçoit copie des conventions signées par les entreprises.*

*En cas de désaccord entre les deux collèges, la commission paritaire régionale peut saisir les organisations signataires.*

### **Article 22**

#### **Entrée en vigueur**

*Cet accord entrera en application le premier jour du mois civil suivant la parution au Journal Officiel de son arrêté d'extension.*

### **Article 23**

#### **Extension**

*Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère de l'Emploi et de la Solidarité.*

*Fait à Paris, le 9 septembre 1998*

*en 15 exemplaires*

*Pour la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB)*

*Pour la Fédération Nationale des Salariés de la Construction et du Bois - CFDT*

*Pour la Fédération BATI-MAT-TP (CFTC)*

---

## **Annexe 1 - Champ d'application**

*Le critère d'application du présent accord est l'activité réelle exercée par l'entreprise, le code APE attribué par l'INSEE ne constituant à cet égard qu'une simple présomption.*

### Activités visées

#### **2106- Construction métallique**

*Sont uniquement visés les ateliers de production et montage d'ossatures métalliques pour le Bâtiment (x).*

#### **2403- Fabrication et installation de matériel, aéraulique, thermique et frigorifique**

*Sont visées :*

*- les entreprises de fabrication et d'installation d'appareils de chauffage, ventilation et conditionnement d'air (x).*

#### **5510- Travaux d'aménagement des terres et des eaux, voiries ; parcs et jardins**

*Sont visées :*

*- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'aménagement des terres et des eaux, de V.R.D., de voiries et dans les parcs et jardins.*

#### **5512- Travaux d'infrastructure générale**

*Sont visées :*

*- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'infrastructure générale.*

#### **5520- Entreprises de forages, de sondages ; fondations spéciales**

*Sont visées dans cette rubrique :*

*- pour partie, les entreprises générales de bâtiment, les entreprises de bâtiment effectuant des forages, sondages ou des fondations spéciales ainsi que :*

- les entreprises de maçonnerie, de plâtrerie, de travaux en ciment, béton, béton armé pour le bâtiment ;*
- les entreprises de terrassement et de démolition pour le bâtiment ;*
- les entreprises de terrassement et de maçonnerie pour le bâtiment, fondations par puits et consolidation pour le bâtiment.*

#### **5530- Construction d'ossatures autres que métalliques**

*Sont visées :*

*- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux de construction d'ossatures autres que métalliques demandant du fait de leurs dimensions ou du procédé utilisé une technicité particulière (par exemple, charpentes d'immeubles de 10 étages et plus).*

#### **5531- Installations industrielles ; montage-levage**

*Sont visées :*

*pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'installations industrielles ou de montage-levage ainsi que :*

- les entreprises de constructions et d'entretiens de fours industriels et de boulangerie en maçonnerie et en matériaux réfractaires de tous types ;*
- les entreprises de construction de cheminées d'usine.*

#### **5540- Installation électrique**

*À l'exception des entreprises d'installation électrique dans les établissements industriels, de recherche radio-électrique et de l'électronique, sont visées :*

- les entreprises spécialisées dans l'équipement électrique des usines et autres établissements industriels (à l'exception de celles qui, à la date de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, appliquaient une autre convention collective que celles du bâtiment) ;*
- pour partie, les entreprises de couverture-plomberie et chauffage ;*
- les entreprises de plomberie, chauffage et électricité ;*
- les entreprises d'installations d'électricité dans les locaux d'habitation, magasins, bureaux, bâtiments industriels et autres bâtiments ;*
- les entreprises de pose d'enseignes lumineuses.*

---

### **5550- Construction industrialisée**

*Sont visées :*

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment réalisant des constructions industrialisées ; les entreprises de fabrication et pose de maisons métalliques (x).

### **5560- Maçonnerie et travaux courants de béton armé**

*Sont visées :*

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant de la maçonnerie et des travaux courants de terrassement, de fondation et de démolition.

### **5570- Génie climatique**

*Sont visées :*

- les entreprises de couverture-plomberie et chauffage ;
- les entreprises d'installations de chauffage et d'électricité ;
- les entreprises de fumisterie de bâtiment, ramonage, installations de chauffage et de production d'eau chaude ;
- les entreprises d'installations de chauffage central, de ventilation, de climatisation ou d'isolation thermique, phonique et antivibratile.

### **5571- Menuiserie-serrurerie**

À l'exclusion des entreprises de fermetures métalliques dont l'activité se limite à la fabrication, sont notamment visées :

- les entreprises de charpente en bois ;
- les entreprises d'installation de cuisine ;
- les entreprises d'aménagement de placards ;
- les entreprises de fabrication et pose de parquets (à l'exception des parquets mosaïques) ;
- les entreprises de menuiserie du bâtiment (menuiserie bois, métallique intérieure, extérieure y compris les murs-rideaux) (pose associée ou non à la fabrication) ;
- les entreprises de charpente et de maçonnerie associées ;
- les entreprises de serrurerie intérieure et extérieure du bâtiment (fabrication, pose et réparation) (x)
- les entreprises de pose de petite charpente en fer pour le bâtiment ;
- les entreprises de pose de clôtures ;
- les entreprises de ferronnerie pour le bâtiment (fabrication et pose associées) (x) (balcons, rampes, d'escalier, grilles,...) ;
- les entreprises de fourniture d'armatures métalliques préparées pour le béton armé (x).

### **5572- Couverture-plomberie-installations sanitaires**

*Sont visées :*

- les entreprises de couverture-plomberie (avec ou sans installation de chauffage) ;
- les entreprises de couverture en tous matériaux ;
- les entreprises de plomberie-installation sanitaire ;
- les entreprises d'étanchéité.

### **5573- Aménagement-finitions**

*Sont notamment visées :*

- les entreprises de construction et d'installation de stands pour les foires et expositions ;
- les entreprises de fabrication de maquettes et plans en relief ;
- les entreprises de plâtrerie, staff, cloisons en plâtre, plafonnage, plafonds en plâtre ;
- les entreprises de fabrication à façon et pose de menuiserie du bâtiment ;
- les entreprises de peinture de bâtiment, décoration ;
- les entreprises d'installations diverses dans les immeubles (notamment pose de linoléums et autres revêtements plastiques,...) ;

*pour les entreprises de pose de vitres, de glace, de vitrines (x) :*

- les entreprises de peinture, plâtre, vitrerie (associés) ;
- les entreprises d'installations et d'aménagement des locaux commerciaux (magasins, boutiques, devantures, bars,

---

cafés, restaurants, vitrine,...); cependant, pour l'installation et l'aménagement des locaux commerciaux à base métallique (x);

- les entreprises de pose de paratonnerre (à l'exclusion de la fabrication);

- les entreprises de travaux d'aménagements spéciaux (installations de laboratoires, revêtements de sols et des murs en tous matériaux, calfeutrements métalliques, couvre-marches), à l'exclusion de la fabrication et de l'installation de matériel de laboratoire.

### **8708- Services de nettoyage**

Sont visées pour partie, les entreprises de ramonage.

(x)- *Clauses d'attribution*

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présente clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :

1. Le présent accord sera appliqué lorsque le personnel concourant à la pose - y compris le personnel des bureaux d'études, les techniciens, la maîtrise... (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) - représente au moins 80 % de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.

2. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20 % et 80 %, les entreprises peuvent opter pour l'application du présent texte, après accord avec les représentants des organisations signataires du présent texte ou, à défaut, des représentants du personnel, s'ils existent.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20 %, le présent accord n'est pas applicable.

*Cas des entreprises mixtes bâtiment et travaux publics*

Pour l'application du présent accord, est considérée comme entreprise mixte bâtiment et travaux publics, celle dont les activités sont partagées entre d'une part une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application, et d'autre part une ou plusieurs activités travaux publics, telles qu'elles sont définies par la nomenclature d'activités issues du décret n° 73-1306 du 9 novembre 1973.

1. Le présent accord sera appliqué par les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics, lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application, représente au moins 60 % de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

2. Lorsque le personnel, effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, se situe entre 40 % et 60 % de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics peuvent opter, après accord des représentants du personnel, s'ils existent, pour l'application du présent accord.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de création.

3. Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment représente moins de 40 % de l'ensemble du personnel, le présent accord n'est pas applicable.

*Cas des entreprises de menuiserie métallique ou de menuiserie et fermetures métalliques*

Est également incluse dans le champ d'application, l'activité suivante, classée dans le groupe ci-dessous :

### **2107- Menuiserie métallique de bâtiment**

Toutefois, l'extension du présent accord ne sera pas demandée pour cette activité. Il en sera de même pour la fabrication et la pose associée de menuiserie et de fermetures métalliques classées dans le groupe 5571.

## **Avenant n° 1 à l'accord national du 9 septembre 1998 sur la réduction et l'aménagement du temps de travail dans les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962**

(c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés)

Entre :

. La Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB)

. La Fédération Française du Bâtiment (FFB)

---

. La Fédération Nationale de l'Équipement Électrique (FNEE)

. La Fédération Nationale des Sociétés Coopératives Ouvrières de Production du Bâtiment et des Travaux Publics (FNSCOP)

d'une part,

Et :

. La Fédération Nationale des Salariés de la Construction et du Bois - CFDT

. La Fédération BATI-MAT-TP - CFTC -

. Le Syndicat National des Cadres, Techniciens, Agents de Maîtrise et Assimilés des Industries du Bâtiment et des Travaux Publics - CFE-CGC -

. La Fédération Nationale des Travailleurs de la Construction - CGT -

. La Fédération Générale Force Ouvrière du Bâtiment et des Travaux Publics et ses Activités Annexes - CGT-FO -  
d'autre part,

## **Préambule**

La loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail, met en place un certain nombre de mesures nouvelles, dont l'entrée en application est subordonnée à la conclusion d'accords collectifs étendus. Cette loi introduit notamment des mesures spécifiques aux entreprises, dont l'effectif est inférieur ou égal à vingt salariés, dont la mise en œuvre effective nécessite qu'elles puissent se référer à un accord national de branche, conformément à la philosophie développée par les partenaires sociaux lors de la négociation de l'accord du 9 septembre 1998.

Le présent avenant s'inscrit par ailleurs dans l'application de l'article 20 de l'accord du 9 septembre 1998, prévoyant que les partenaires sociaux procéderont à un réexamen dudit accord, si des dispositions de caractère législatif ou réglementaire nouvelles entraînaient des conséquences sur les entreprises artisanales du bâtiment en matière de réduction du temps de travail.

C'est pourquoi, afin de tenir compte des incidences de la loi du 19 janvier 2000, les partenaires sociaux conviennent des dispositions suivantes :

### **Article 1 Champ d'application**

L'article 2 «champ d'application» de l'accord du 9 septembre 1998 est rédigé de la manière suivante :

«Est concerné par le présent accord, l'ensemble des salariés (ouvriers, ETAM et cadres) quelle que soit la forme de leur contrat de travail, sous réserve des dispositions applicables aux jeunes travailleurs, et les salariés intérimaires occupés dans les entreprises du bâtiment qui appliquent à leurs ouvriers la convention collective nationale du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés) et dont l'activité est visée à l'annexe 1 du présent accord.

### **Article 2 Organisation des périodes d'astreinte**

L'astreinte est une période pendant laquelle le salarié, sans être à la disposition permanente et immédiate de l'employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'entreprise, la durée de cette intervention étant considérée comme du temps de travail effectif.

L'organisation des périodes d'astreinte sera définie dans le cadre d'accords paritaires étendus régionaux ou, à défaut, départementaux. Ces accords fixeront :

- 1) les modalités de décompte du temps d'intervention du salarié ;
- 2) les moyens permettant aux salariés d'être joints hors de leur domicile ;
- 3) les modes d'organisation des astreintes dans l'entreprise ;
- 4) les compensations financières ou sous forme de repos auxquelles elles donnent lieu, leur périodicité et leur mode de revalorisation ;
- 5) Les modalités d'information des salariés.

### **Article 3 Régime des heures supplémentaires avec anticipation**

Pour les entreprises relevant du champ d'application du présent avenant et qui anticipent le passage aux 35 heures, le régime des heures supplémentaires applicable est le suivant :



---

- À compter du premier jour du mois civil suivant la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension du présent avenant jusqu'au 31 décembre 2000 (période transitoire)

- . de la 36<sup>ème</sup> à la 39<sup>ème</sup> heure incluse : majoration de salaire de 10 %
- . de la 40<sup>ème</sup> à la 43<sup>ème</sup> heure incluse : majoration de salaire de 25 %
- . à partir de la 44<sup>ème</sup> heure : majoration de salaire de 50 %

- À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2001 (période définitive)

- . de la 36<sup>ème</sup> à la 39<sup>ème</sup> heure incluse : majoration de salaire de 25 %
- . de la 40<sup>ème</sup> à la 43<sup>ème</sup> heure incluse : majoration de salaire de 25 %
- . à partir de la 44<sup>ème</sup> heure : majoration de salaire de 50 %

Pour l'application de l'article 6 du présent avenant, les heures supplémentaires sont les heures effectuées au-delà de la référence définie dans les étapes et majorées dans les conditions du présent article.

#### **Article 4** **Travail intermittent**

Le travail intermittent, tel que défini à l'article 14 de la loi du 19 janvier 2000 pourra faire l'objet d'une mise en œuvre dans le cadre d'accords paritaires étendus départementaux ou régionaux. Ces accords préciseront notamment :

1. la nature des emplois permanents comportant l'alternance de périodes travaillées et non travaillées ;
2. les mentions obligatoires du contrat de travail intermittent, à savoir :
  - la qualification du salarié ;
  - les éléments de la rémunération ;
  - la durée annuelle minimale de travail du salarié ;
  - les périodes pendant lesquelles le salarié travaille ;
  - la répartition des heures de travail à l'intérieur de cette période.
3. les adaptations nécessaires aux entreprises situées dans des secteurs géographiques fortement marqués par l'existence de périodes d'inactivité comme les zones de montagne.

La mise en place de ces contrats ne doit pas avoir pour effet d'entraîner un dépassement de la durée maximale de travail fixée par la loi.

Les parties signataires s'engagent à demander une étude sur l'incidence de ce dispositif en matière de frais de santé, de prévoyance et de prime de vacances et ouvrir des négociations si nécessaire.

#### **Article 5** **Formation et réduction du temps de travail**

Conformément à l'article 17 de la loi du 19 janvier 2000, le présent article précise les conditions dans lesquelles le développement des compétences des salariés peut être organisé pour partie hors du temps de travail effectif, sous réserve que les formations correspondantes soient utilisables à l'initiative du salarié ou reçoivent son accord écrit.

Les actions de formation visées sont celles ayant pour objet exclusif le développement des compétences du salarié, distinctes des simples actions d'adaptation à l'emploi. Sont concernées plus particulièrement, les actions de promotion utilisables par le salarié en dehors de l'entreprise dans laquelle il se trouve employé, ainsi que les actions de formation qualifiantes sanctionnées par un titre ou un diplôme de l'enseignement technologique.

Les actions de formation ayant pour objet le développement des compétences des salariés peuvent être organisées hors du temps de travail effectif dans la limite de 21 heures de formation par an et par salarié.

Les dispositions ci-dessus définies sont applicables aux salariés bénéficiant d'une formation relevant du plan de formation ou du capital de temps de formation.

Les coûts pédagogiques afférents à ces actions de formation peuvent recevoir une participation financière de l'OPCA concerné, sur décision de son conseil de gestion.

#### **Article 6** **Organisation de la réduction du temps de travail en trois étapes**

Pris en application des articles 23 et 24 de la loi du 19 janvier 2000, le présent article permet à toute entreprise relevant du champ d'application de l'accord du 9 septembre 1998 d'adopter, en trois étapes successives, un horaire collectif dégressif visant à porter l'horaire de référence à 35 heures hebdomadaires en moyenne annuelle, au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

La réduction du temps de travail peut alors s'établir dans les conditions précisées par l'accord du 9 septembre 1998

---

et notamment celles inscrites dans son article 3, de la manière qui suit :

#### **Étape 1**

37 heures hebdomadaires en moyenne annuelle entre la date de mise en œuvre du présent avenant dans l'entreprise et le 31 mars 2001 ;

#### **Étape 2**

36 heures hebdomadaires en moyenne annuelle du 1<sup>er</sup> avril 2001 au 31 décembre 2001 ;

#### **Étape 3**

35 heures hebdomadaires en moyenne annuelle à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Les conséquences de cette dégressivité sur les quatre modalités de réduction du temps de travail prévues aux articles 5, 6, 7 et 8 de l'accord du 9 septembre 1998 sont les suivantes :

#### **Modalité 1**

##### **Étape 1**

L'entreprise adopte un horaire hebdomadaire de 37 heures sur 5 jours. Sur deux semaines consécutives, elle peut appliquer un horaire de 39 heures la première semaine et 35 heures la seconde, sur 4 ou 5 jours.

##### **Étape 2**

L'entreprise adopte un horaire hebdomadaire de 36 heures sur 4 ou 5 jours. Sur deux semaines consécutives, elle peut appliquer un horaire de 39 heures la première semaine et 33 heures la seconde sur 4 jours.

#### **Modalité 2**

Cette modalité supporte la dégressivité de la manière suivante :

- par application de la dégressivité de la modalité 1 précédemment décrite, pour les étapes 1 et 2 ;
- par application de l'article 6 de l'accord du 9 septembre 1998 à savoir 36 heures sur 4 jours et 6 jours ouvrés de repos, pour l'étape 3.

#### **Modalité 3**

##### **Étape 1**

L'horaire hebdomadaire est fixé à 39 heures sur 5 jours et la réduction du temps de travail est organisée sous forme de repos rémunérés à raison de 12 jours ouvrés sur une base annuelle, au prorata de la durée effective de cette première étape.

##### **Étape 2**

L'horaire hebdomadaire est fixé à 39 heures sur 5 jours et la réduction du temps de travail est organisée sous forme de repos rémunérés à raison de 18 jours ouvrés sur une base annuelle, au prorata de la durée effective de cette seconde étape.

Ces jours de repos sont fixés pour 2/3 à la discrétion de l'employeur et pour 1/3 à la discrétion du salarié.

#### **Modalité 4**

À l'article 8 de l'accord du 9 septembre 1998, il convient de substituer :

##### **Étape 1**

La référence à 37 heures au lieu de 35 heures.

##### **Étape 2**

La référence à 36 heures au lieu de 35 heures.

#### **Article 7**

##### **Régime des heures supplémentaires sans anticipation**

L'article 5 de la loi du 19 janvier 2000 définit un nouveau régime des heures supplémentaires, en créant une période de transition d'un an avant la mise en place du mécanisme définitif. Pour les entreprises relevant du champ d'application du présent avenant et n'anticipant pas le passage aux 35 heures, la période de transition est fixée du 1<sup>er</sup> janvier 2002 au 31 décembre 2002, le mécanisme définitif entrant en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2003.

Pour ces entreprises, le présent article règle le mode de compensation des heures supplémentaires effectuées de la 36<sup>ème</sup> à la 39<sup>ème</sup> heure incluse, par le versement d'un salaire majoré de 10 %, pendant la période transitoire et le versement d'un salaire majoré de 25 %, pendant la période définitive.

Cette mesure est applicable à compter des échéances prévues par la loi du 19 janvier 2000.

---

## **Article 8**

### **Dispositions diverses**

- Le second alinéa de l'article 3 de l'accord du 9 septembre 1998 est supprimé.
- Le premier alinéa de l'article 17 de l'accord du 9 septembre 1998 relatif au volet offensif est remplacé par la rédaction suivante :  
«Les entreprises souhaitant bénéficier des aides de l'État prévues à l'article 3 de la loi du 13 juin 1998 s'engagent à créer des emplois correspondant à 6 % au moins de leurs effectifs, dans les 6 mois qui suivent la réduction du temps de travail dans l'entreprise. Cet engagement en terme d'accroissement des effectifs ne concerne pas les entreprises occupant moins de 9 salariés en équivalent temps plein.  
L'aide est attribuée à l'entreprise sur la base d'une déclaration de l'employeur à la DDTEFP, selon laquelle l'entreprise décide d'appliquer l'accord du 9 septembre 1998 ainsi que son avenant n° 1 et précisant la date d'application dans l'entreprise, la modalité de réduction du temps de travail retenue, ainsi que le cas échéant, le nombre d'emplois créés, la date de chaque étape dans le respect des dispositions définies à l'article 6 de l'avenant n° 1».
- Il est ajouté à la fin de l'alinéa 8 de l'article 8 de l'accord du 9 septembre 1998 les termes «sauf pour des raisons de sécurité ou des raisons impératives, telles que pour des raisons climatiques ou en cas de contraintes commerciales et techniques imprévisibles».
- L'article 12 de l'accord du 9 septembre 1998 est remplacé par la rédaction suivante : «le contingent annuel d'heures supplémentaires reste fixé dans les conditions de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (jusqu'à dix salariés).

## **Article 9**

### **Suivi de l'accord**

La dernière phrase du deuxième alinéa de l'article 21 de l'accord du 9 septembre 1998 est supprimée et remplacée par la rédaction suivante :

«Elle reçoit copie des conventions signées par les entreprises ou copie de leurs déclarations telles que visées à l'article 6 de l'avenant n° 1, (pour les entreprises sollicitant les aides prévues à l'article 3 de la loi du 13 juin 1998, ainsi qu'une copie de la déclaration faite auprès des URSSAF pour les entreprises sollicitant le bénéfice de l'allègement des cotisations sociales, visée au point XI de l'article 19 de la loi du 19 janvier 2000.

La déclaration adressée à l'URSSAF est également transmise aux organisations syndicales de salariés signataires de cet accord».

## **Article 10**

### **Entrée en vigueur**

Le présent avenant entrera en application à compter du premier jour du mois civil suivant la parution au Journal Officiel de son arrêté d'extension.

## **Article 11**

### **Extension**

Les parties signataires demanderont l'extension du présent avenant auprès du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité.

Fait à PARIS, le 10 mai 2000

En quinze exemplaires

Pour la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB)

Pour la Fédération Nationale des Salariés de la Construction et du Bois - CFDT

## **Annexe 1 - Champ d'application**

Le critère d'application du présent accord est l'activité réelle exercée par l'entreprise, le code APE attribué par l'INSEE ne constituant à cet égard qu'une simple présomption.

### Activités visées

#### **2106- Construction métallique**

Sont uniquement visés les ateliers de production et montage d'ossatures métalliques pour le Bâtiment (x).

#### **2403- Fabrication et installation de matériel, aéraulique, thermique et frigorifique**

Sont visées :

- les entreprises de fabrication et d'installation d'appareils de chauffage, ventilation et conditionnement d'air (x).

---

### **5510- Travaux d'aménagement des terres et des eaux, voiries ; parcs et jardins**

*Sont visées :*

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'aménagement des terres et des eaux, de V.R.D., de voiries et dans les parcs et jardins.

### **5512- Travaux d'infrastructure générale**

*Sont visées :*

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'infrastructure générale.

### **5520- Entreprises de forages, de sondages ; fondations spéciales**

*Sont visées dans cette rubrique :*

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment, les entreprises de bâtiment effectuant des forages, sondages ou des fondations spéciales ainsi que :

. les entreprises de maçonnerie, de plâtrerie, de travaux en ciment, béton, béton armé pour le bâtiment ;

. les entreprises de terrassement et de démolition pour le bâtiment ;

. les entreprises de terrassement et de maçonnerie pour le bâtiment, fondations par puits et consolidation pour le bâtiment.

### **5530- Construction d'ossatures autres que métalliques**

*Sont visées :*

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux de construction d'ossatures autres que métalliques demandant du fait de leurs dimensions ou du procédé utilisé une technicité particulière (par exemple, charpentes d'immeubles de 10 étages et plus).

### **5531- Installations industrielles ; montage-levage**

*Sont visées :*

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'installations industrielles ou de montage-levage ainsi que ;

- les entreprises de constructions et d'entretiens de fours industriels et de boulangerie en maçonnerie et en matériaux réfractaires de tous types ;

- les entreprises de construction de cheminées d'usine.

### **5540- Installation électrique**

À l'exception des entreprises d'installation électrique dans les établissements industriels, de recherche radio-électrique et de l'électronique, sont visées :

- les entreprises spécialisées dans l'équipement électrique des usines et autres établissements industriels (à l'exception de celles qui, à la date de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, appliquaient une autre convention collective que celles du bâtiment) ;

- pour partie, les entreprises de couverture-plomberie et chauffage ;

- les entreprises de plomberie, chauffage et électricité ;

- les entreprises d'installations d'électricité dans les locaux d'habitation, magasins, bureaux, bâtiments industriels et autres bâtiments ;

- les entreprises de pose d'enseignes lumineuses.

### **5550- Construction industrialisée**

*Sont visées :*

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment réalisant des constructions industrialisées ; les entreprises de fabrication et pose de maisons métalliques (x).

### **5560- Maçonnerie et travaux courants de béton armé**

*Sont visées :*

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant de la maçonnerie et des travaux courants de terrassement, de fondation et de démolition.

### **5570- Génie climatique**

*Sont visées :*

- les entreprises de couverture-plomberie et chauffage ;

- 
- les entreprises d'installations de chauffage et d'électricité ;
  - les entreprises de fumisterie de bâtiment, ramonage, installations de chauffage et de production d'eau chaude ;
  - les entreprises d'installations de chauffage central, de ventilation, de climatisation ou d'isolation thermique, phonique et antivibratile.

#### **5571- Menuiserie-serrurerie**

À l'exclusion des entreprises de fermetures métalliques dont l'activité se limite à la fabrication, sont notamment visées :

- les entreprises de charpente en bois ;
- les entreprises d'installation de cuisine ;
- les entreprises d'aménagement de placards ;
- les entreprises de fabrication et pose de parquets (à l'exception des parquets mosaïques) ;
- les entreprises de menuiserie du bâtiment (menuiserie bois, métallique intérieure, extérieure y compris les murs-rideaux) (pose associée ou non à la fabrication) ;
- les entreprises de charpente et de maçonnerie associées ;
- les entreprises de serrurerie intérieure et extérieure du bâtiment (fabrication, pose et réparation) (x)
- les entreprises de pose de petite charpente en fer pour le bâtiment ;
- les entreprises de pose de clôtures ;
- les entreprises de ferronnerie pour le bâtiment (fabrication et pose associées) (x) (balcons, rampes d'escalier, grilles,...) ;
- les entreprises de fourniture d'armatures métalliques préparées pour le béton armé (x).

#### **5572- Couverture-plomberie-installations sanitaires**

Sont visées :

- les entreprises de couverture-plomberie (avec ou sans installation de chauffage) ;
- les entreprises de couverture en tous matériaux ;
- les entreprises de plomberie-installation sanitaire ;
- les entreprises d'étanchéité.

#### **5573- Aménagement-finitions**

Sont notamment visées :

- les entreprises de construction et d'installation de stands pour les foires et expositions ;
- les entreprises de fabrication de maquettes et plans en relief ;
- les entreprises de plâtrerie, staff, cloisons en plâtre, plafonnage, plafonds en plâtre ;
- les entreprises de fabrication à façon et pose de menuiserie du bâtiment ;
- les entreprises de peinture de bâtiment, décoration ;
- les entreprises d'installations diverses dans les immeubles (notamment pose de linoléums et autres revêtements plastiques,...) ;

pour les entreprises de pose de vitres, de glace, de vitrines (x) :

- les entreprises de peinture, plâtre, vitrerie (associés) ;
- les entreprises d'installations et d'aménagement des locaux commerciaux (magasins, boutiques, devantures, bars, cafés, restaurants, vitrines,...) ; cependant, pour l'installation et l'aménagement des locaux commerciaux à base métallique (x) ;
- les entreprises de pose de paratonnerre (à l'exclusion de la fabrication) ;
- les entreprises de travaux d'aménagements spéciaux (installations de laboratoires, revêtements de sols et des murs en tous matériaux, calfeutrements métalliques, couvre-marches), à l'exclusion de la fabrication et de l'installation de matériel de laboratoire.

#### **8708- Services de nettoyage**

Sont visées pour partie, les entreprises de ramonage.

(x)- *Clauses d'attribution*

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présente clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :

1. Le présent accord sera appliqué lorsque le personnel concourant à la pose - y compris le personnel des bureaux

---

d'études, les techniciens, la maîtrise... (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) - représente au moins 80 % de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.

2. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20 % et 80 %, les entreprises peuvent opter pour l'application du présent texte, après accord avec les représentants des organisations signataires du présent texte ou, à défaut, des représentants du personnel, s'ils existent.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20 %, le présent accord n'est pas applicable.

#### *Cas des entreprises mixtes bâtiment et travaux publics*

Pour l'application du présent accord, est considérée comme entreprise mixte bâtiment et travaux publics, celle dont les activités sont partagées entre d'une part une ou plusieurs activités bâtiment telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application, et d'autre part une ou plusieurs activités travaux publics, telles qu'elles sont définies par la nomenclature d'activités issues du décret n° 73-1306 du 9 novembre 1973.

1. Le présent accord sera appliqué par les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics, lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application, représente au moins 60 % de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

2. Lorsque le personnel, effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, se situe entre 40 % et 60 % de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics peuvent opter, après accord des représentants du personnel, s'ils existent, pour l'application du présent accord.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de création.

3. Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment représente moins de 40 % de l'ensemble du personnel, le présent accord n'est pas applicable.

#### *Cas des entreprises de menuiserie métallique ou de menuiserie et fermetures métalliques*

Est également incluse dans le champ d'application, l'activité suivante, classée dans le groupe ci-dessous :

2107

#### *Menuiserie métallique de bâtiment*

Toutefois, l'extension du présent accord ne sera pas demandée pour cette activité. Il en sera de même pour la fabrication et la pose associée de menuiserie et de fermetures métalliques classées dans la groupe 5571.

## ***Avenant n° 2 modifiant l'accord national du 9 septembre 1998 et l'avenant n° 1 du 10 mai 2000 sur la réduction et l'aménagement du temps de travail dans les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962***

*(c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés)*

*Entre*

*La Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB),*

*La Fédération Française du Bâtiment (FFB),*

*La Fédération Française de l'Industrie Électrique (FFIE),*

*La Fédération Nationale des Sociétés Coopératives Ouvrières de Production du Bâtiment et des Travaux Publics, et des Activités annexes et connexes (FNSCOP), pour la section Bâtiment,*

*Et*

*La Fédération Nationale des Salariés de la Construction et du Bois (FNCB-CFDT),*

*La Fédération BATI-MAT-TP (CFTC),*

*Le Syndicat National des Cadres, Employés, Techniciens, Agents de Maîtrise et Assimilés des Industries du Bâtiment, des Travaux Publics et des Activités annexes et connexes (CFE - CGC - BTP),*

*La Fédération Nationale des Travailleurs de la Construction (CGT),*

*La Fédération Générale Force Ouvrière du Bâtiment et des Travaux Publics et ses Activités Annexes (CGT-FO),*

*Il a été convenu ce qui suit :*

---

### Article 1

*L'article 12 de l'accord national du 9 septembre 1998 sur la réduction et l'aménagement du temps de travail est annulé et remplacé par :*

*«Les entreprises peuvent utiliser pendant l'année civile un contingent d'heures supplémentaires, sans avoir besoin de demander l'autorisation de l'Inspection du travail, dans la limite de 145 heures par salarié.*

*Ce contingent est augmenté de 35 heures par an et par salarié pour les salariés dont l'horaire n'est pas annualisé.»*

### Article 2

*L'article 7 de l'avenant n° 1 du 10 mai 2000 à l'accord national du 9 septembre 1998 sur la réduction et l'aménagement du temps de travail est annulé et remplacé par :*

*«Les heures supplémentaires effectuées au-delà d'une durée hebdomadaire de travail de 35 heures sont majorées comme suit :*

*- 25 % du salaire horaire effectif pour les huit premières heures supplémentaires ;*

*- 50 % du salaire horaire effectif pour les heures supplémentaires au-delà de la huitième.»*

### Article 3

*Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant conformément aux dispositions des articles L 133-1 et suivants du Code du Travail.*

*Le présent avenant sera déposé en application de l'article L 132-10 du Code du Travail.*

### Article 4

*Le présent avenant entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004.*

*Fait à Paris, le 17 décembre 2003*

*En 16 exemplaires*

*Pour la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB)*

*Pour la Fédération Nationale des Salariés de la Construction et du Bois (FNCB-CFDT)*

*Pour la Fédération BATI-MAT-TP (CFTC)*

*Pour la Fédération Générale Force Ouvrière du Bâtiment et des Travaux Publics et ses Activités Annexes (CGT-FO)*

## ***Annexe IV - Protocole d'accord du 13 juin 1973***

*modifié par son avenant n° 3 du 7 juillet 1993*

*Le présent avenant modifie le protocole d'accord du 13 juin 1973 dont le nouveau texte devient :*

*Les organisations d'employeurs et de salariés soussignées sont d'accord pour que les organismes paritaires suivants :*

*CNPBTP, CNRBTP, CBTP, CBTP-R, CNRO, CNPO, Gestion BTP, CCCA, OPPBTP, GFCBTP, AREF-BTP, FAF-SAB contribuent financièrement à une partie des frais de préparation et d'études résultant pour elles de leur participation à la gestion de ces organismes et, de ce fait, au développement de la politique contractuelle dans les branches du bâtiment et des travaux publics.*

*Chaque organisation percevra annuellement une somme forfaitaire et globale qui, en 1997, au terme du calendrier indiqué ci-dessous, sera équivalente à 1/9 de 0,120 % des cotisations perçues par les organismes susvisés.*

*Le calendrier d'évolution du pourcentage des cotisations retenu pour le calcul de la somme forfaitaire et globale est fixé comme suit :*

*- en 1994 : 0,065 %*

*- en 1995 : 0,075 %*

*- en 1996 : 0,100 %*

*- et à compter de 1997 : 0,120 %*

*La charge totale sera répartie entre les organismes selon des modalités qui seront précisées ultérieurement, avant l'entrée en vigueur du présent avenant.*

*Dans le courant du mois d'avril, Gestion BTP effectuera le calcul des sommes dues et à percevoir et en informera les organismes et organisations intéressés. À la fin du même mois, chaque organisme versera directement à chaque organisation sa part contributive.*

*La répartition de la charge totale entre les organismes sera simultanément revue chaque année à la diligence de Gestion BTP selon les règles indiquées ci-dessus.*

*Chaque organisation d'employeurs ou de salariés percevra, pour l'assistance effective de chacun de ses représen-*

---

tants aux réunions des conseils, commissions ou comités statutaires des organismes paritaires, une vacation forfaitaire de 386 F, au 1<sup>er</sup> juillet 1993, par jour au maximum. Cette vacation sera versée par les organismes paritaires aux organisations nationales dont relèvent les administrateurs intéressés.

Elle variera tous les ans dans la même proportion que l'indice du coût de la construction mesuré par l'INSEE (indice du 3<sup>e</sup> trimestre) ; ainsi la première réévaluation interviendra au début de l'année 1994 à partir de la comparaison des indices du 3<sup>e</sup> trimestre 1992 et du 3<sup>e</sup> trimestre 1993. La réévaluation sera applicable dès la publication officielle de l'indice susvisé.

Les pertes réelles de salaire et les frais de déplacement réellement exposés seront en outre remboursés aux intéressés selon les règles figurant au document ci-annexé.

Ces règles s'imposent de la même manière que les dispositions du protocole d'accord du 13 juin 1973 dont elles font partie intégrante.

Elles seront applicables, à la diligence des conseils d'administration de chaque organisme, pour l'assistance aux réunions tenues à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1994.

Les signataires conviennent de suspendre l'application des clauses de réévaluation des vacations forfaitaires, des pertes de revenu d'activité et des remboursements de frais de déplacement dès que l'activité de la profession aura chuté de 10 %.

Cette activité sera calculée à partir des indices INSEE d'activité «bâtiment» et «travaux publics», l'indice «bâtiment tout corps d'état» étant retenu pour 3/4 de sa valeur et l'indice «travaux publics» pour 1/4. Les indices de référence retenus sont la moyenne des indices des 12 derniers mois actuellement connus.

Dans cette éventualité, le présent avenant continuera de s'appliquer pour l'année en cours à charge pour les signataires de se rencontrer afin de déterminer de nouvelles dispositions quant à l'application du protocole d'accord pour l'année suivante.

Les organisations soussignées s'engagent à donner mandat à leurs représentants aux conseils d'administration des organismes précités pour que chacun d'eux prenne les mesures nécessaires à l'application effective et conforme des présentes dispositions qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994.

## **Annexe - Frais de déplacement, découcher et repas**

### **1o) Déplacement**

Pour les transports collectifs, y compris éventuellement le wagon-restaurant : régime des frais réels justifiés par l'intéressé.

Pour l'utilisation d'une voiture personnelle :

- indemnité kilométrique égale au prix de revient indiqué chaque année, pour l'année précédente, par l'administration fiscale pour une voiture à Paris d'une puissance de 7 CV, parcourant annuellement 10 000 km et revendue après 5 ans, soit pour 1993 : 2,20 F (prix de revient 1992).

### **2o) Découcher régime forfaitaire**

- 383 F en 1993 pour une nuit d'hôtel à Paris ou dans une métropole régionale ;
- 221 F en 1993 dans une autre ville.

Ces valeurs forfaitaires varient chaque année en fonction de l'évolution de l'indice moyen annuel des prix à la consommation pour la location de chambres d'hôtel, publié par l'INSEE, la base étant celui de 1992 (112,2).

### **3o) Repas**

Régime forfaitaire de 169 F par repas pour l'année 1993 (pour un repas pris au wagon-restaurant, voir ci-dessus paragraphe 1<sup>o</sup>).

Ce forfait varie chaque année en fonction de l'évolution de l'indice moyen annuel des prix à la consommation pour les restaurants et cafés, publié par l'INSEE, la base étant celui de 1992 (109,3).

Compensation de perte de salaire ou d'activité

**1<sup>o</sup> Salariés d'entreprises représentant une organisation syndicale de salariés :**

- maintien des salaires par les entreprises ;
- remboursement par les organismes paritaires, à la demande des entreprises, des salaires et charges sur salaires correspondant aux absences entraînées par les réunions statutaires.

**2<sup>o</sup> Tous autres administrateurs en activité :**

- pour la participation à une réunion statutaire d'une durée inférieure ou égale à la demi-journée : 248 F en 1993.
- pour la participation à une réunion statutaire d'une durée supérieure à la demi-journée et inférieure ou égale



---

à la journée : 386 F en 1993.

Ces sommes seront versées par les organismes paritaires aux organisations nationales d'employeurs ou de salariés dont relèvent les administrateurs intéressés. Elles varieront tous les ans dans la même proportion que l'indice du coût de la construction mesuré par l'INSEE (indice du 3<sup>e</sup> trimestre) ; ainsi la première réévaluation interviendra au début de l'année 1994 à partir de la comparaison des indices du 3<sup>e</sup> trimestre 1992 et du 3<sup>e</sup> trimestre 1993. La réévaluation sera applicable dès la publication officielle de l'indice susvisé.

## **Annexe V - Région Auvergne Rhône-Alpes**

### **1. Avenant spécifique**

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, en particulier celle concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

La convention collective nationale intègre désormais et généralise les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elle se substitue.

Soucieuses de préserver certaines spécificités locales auxquelles sont attachés les employeurs et les ouvriers concernés, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Auvergne-Rhône-Alpes, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour conclure le présent avenant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article L. 5 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à dix salariés).

#### **Article 1**

##### **Rémunération des apprentis**

Les dispositions prévues par l'avenant «Salaires» du 15 octobre 2002 relatif à la rémunération des apprentis en Auvergne et par l'accord «Salaires» du 23 septembre 2003 relatif aux apprentis préparant un 2<sup>ème</sup> diplôme en Rhône-Alpes sont maintenues dans le périmètre respectif de ces anciennes régions, soit :

- dans les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme pour le premier,
- et dans ceux de l'Ain, de la Drôme-Ardèche, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie pour le second.

#### **Article 1-1**

**Rémunération des apprentis dans les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme**

#### **Article 1-11**

Les organisations représentatives d'employeurs et de salariés décident de prendre les dispositions suivantes touchant à la rémunération des apprentis préparant un deuxième certificat d'aptitude professionnel, une mention complémentaire ou un brevet professionnel dans la filière de leur diplôme initial (sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires en vigueur) :

1. Lorsqu'un jeune, après avoir obtenu un diplôme de l'enseignement professionnel, s'engage dans la préparation d'un deuxième certificat d'aptitude professionnel, une mention complémentaire ou un brevet professionnel dans la filière de son diplôme initial par un nouveau contrat d'apprentissage (article L. 6211-1 et suivants du Code du travail), ou par un contrat de professionnalisation (article L. 6225-1 du Code du travail), sa rémunération sera calculée en appliquant le pourcentage légal correspondant au minimum conventionnel du niveau de qualification auquel son premier diplôme lui aurait donné accès (coefficient 185 de la classification ouvrière) ;

2. Dans le cas de contrats d'apprentissage successifs (même si le dernier contrat est conclu avec un nouvel employeur) et dans le cas d'un contrat de professionnalisation suivant un contrat d'apprentissage, le pourcentage servant au calcul de la rémunération ne pourra pas être inférieur à celui appliqué à la dernière année d'exécution du contrat précédent.

#### **Article 1-12**

Les dispositions visées à l'article 1-11 sont applicables aux contrats conclus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003.

#### **Article 1-2**

**Rémunération des apprentis dans les départements de l'Ain, de la Drôme-Ardèche, de la Haute-Savoie, de l'Isère,**

#### **Article 1-21**

*Les organisations représentatives d'employeurs et de salariés décident de prendre les dispositions suivantes touchant à la rémunération des apprentis ayant obtenu un premier diplôme et qui en préparent un deuxième de niveau supérieur immédiatement après le premier : brevet professionnel, baccalauréat professionnel ou brevet de technicien supérieur (sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires en vigueur) :*

- 1. le cas de contrats d'apprentissage successifs avec le même employeur, le pourcentage servant au calcul de la rémunération sera majoré de 6 points par rapport au minimum légal applicable en fonction de l'âge et de l'année d'apprentissage conformément aux articles D. 6222-27 à D 6222-35 du Code du travail*
- 2. Dans le cas de contrats d'apprentissage successifs avec deux employeurs différents, le pourcentage servant au calcul de la rémunération ne pourra pas être inférieur à celui devant s'appliquer à la fin de son précédent contrat d'apprentissage.*

#### **Article 1-22**

*Les dispositions visées à l'article 1-21 sont applicables aux contrats conclus à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2003.*

#### **Article 2**

##### **Œuvres sociales dans le département de la Loire**

*Les dispositions suivantes relatives aux œuvres sociales instituées dans le département de la Loire sont maintenues :*

*Il convient de rappeler que l'annexe II de la Convention Collective Départementale du 1<sup>er</sup> juillet 1958 a étendu, à l'ensemble du département, l'obligation d'adhésion aux œuvres sociales de la profession gérées par l'Association Générale du Bâtiment et des Travaux Publics du département de la Loire.*

*Cette association départementale, régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, a été formée sous l'égide des organisations représentatives d'employeurs, entrepreneurs et artisans des industries du Bâtiment et des Travaux Publics, et des organisations représentatives des salariés des mêmes industries, qui auront signé les accords paritaires la créant ou modifiant son fonctionnement.*

*Cette association départementale, dénommée Association Générale du Bâtiment et des Travaux Publics du département de la Loire, a pour but d'améliorer, dans cette profession, les conditions de vie des salariés et de leur famille, de répondre à leurs besoins sociaux, culturels et sportifs et de resserrer entre eux les liens de solidarité qui résultent du travail en commun.*

*Elle a pour objet la création, la gestion et l'administration de toutes œuvres sociales, culturelles et sportives, ayant pour but l'amélioration des conditions d'existence ainsi que l'épanouissement de ses membres.*

*L'énumération ci-dessus n'est donnée qu'à titre indicatif et n'est nullement limitative des activités à prévoir.*

*Les entreprises du département de la Loire soumises au présent avenant doivent obligatoirement adhérer à l'Association Générale du Bâtiment et des Travaux Publics du département de la Loire.*

*Elles doivent acquitter les cotisations patronale et salariale (cette dernière à la charge des salariés qui adhèrent à l'Association) nécessaires à son fonctionnement, fixées en commission paritaire.*

*La cotisation patronale est fixée à 0,5 p. 100 de la masse salariale brute.*

*La cotisation salariale est fixée à 5 € par mois.*

*Dans le cas des entreprises dotées d'un comité social et économique, ce dernier a le choix entre l'adhésion à l'AGBTP et la gestion autonome des œuvres sociales de l'entreprise.*

*Dans la seconde hypothèse, il n'est pas versé de cotisations à l'AGBTP.*

*Ces cotisations sont recouvrées par la caisse de congés payés du Bâtiment n° 16, Forez-Velay-Vivarais, 17-19, rue de l'Apprentissage, 42017 Saint-Etienne Cedex, pour la part patronale versée par les entreprises adhérentes à cette caisse, et directement par l'Association Générale du Bâtiment et des Travaux Publics du département de la Loire pour les autres entreprises ainsi que pour la part salariale de ces cotisations».*

*< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >*

#### **Article 3**

*Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de....*

#### **Article 4**

*Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.*

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

## 2. Avenant de salaire

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, en particulier celle concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

La convention collective nationale intègre désormais et généralise les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elle se substitue.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Auvergne-Rhône-Alpes, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux existants des ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne-Rhône-Alpes et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article 1-3 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés).

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(1)</sup>

<sup>(1)</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des Régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes des salaires mensuels minimaux dans le périmètre géographique de la nouvelle région Auvergne-Rhône-Alpes, avec un objectif de convergence dans ce périmètre.

### Article 1

Pour la région Auvergne-Rhône-Alpes, les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après.

- Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, à compter du 1<sup>er</sup> Juin 2017 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvriers d'exécution			
Position 1	150	1483,00 €*	9,7778 €
Position 2	170	1496,91 €*	9,8695 €
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1598,75 €	10,5409 €
Niveau III - Compagnons professionnels			
Position 1	210	1756,00 €	11,5777 €
Position 2	230	1883,72 €	12,4198 €
Niveau IV - Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe			
Position 1	250	2011,42 €	13,2618 €
Position 2	270	2139,12 €	14,1038 €
* Valeur du point et partie fixe identiques à celles de l'ancienne région Rhône-Alpes (départements de l'Ain, de la Drôme-Ardèche, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie) : Coeff. 150 PF : 294,55 € VP 7,923 € - Coeff. 170 PF 150 € VP 7,923 €.			

- Pour les départements de l'Ain, de la Drôme-Ardèche, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2017 :

a) Les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du Bâtiment des entreprises occupant jusqu'à 10 salariés de ces huit départements sont fixées comme suit :

- Point : 7,923 €

- Partie fixe : 150 €

Les barèmes figurant dans le tableau ci-après correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151 h 67.

**b) Cas particulier du Niveau I - Position 1**

Par dérogation aux stipulations mentionnées au a) ci-dessus, la valeur de la partie fixe applicable aux salariés classés au Niveau I - Position 1 Coefficient 150, et pour cette seule position, est de 294,55 €.

**Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2017**

Partie fixe : 150 €

Valeur du point : 7,923 €

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I - Ouvrier d'exécution		
Position 1	150	1 483,00 €*
Position 2	170	1 496,91 €
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 615,76 €
Niveau III - Compagnons professionnels		
Position 1	210	1 813,83 €
Position 2	230	1 972,29 €
Niveau IV - Maître ouvriers ou chefs d'équipe		
Position 1	250	2 130,75 €
Position 2	270	2 289,21 €
* Partie fixe de 294,55 €		

Aucune rémunération ne peut être inférieure au SMIC.

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

**Article 2**

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de....

**Article 3**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

**3. Avenants relatifs aux indemnités de petits déplacements (IDP)**

Départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, en particulier celle concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

La convention collective nationale intègre désormais et généralise les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elle se substitue.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Auvergne-Rhône-Alpes, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements existants des ouvriers du

Bâtiment de la région Auvergne-Rhône-Alpes et conclure à cet effet le premier avenant correspondant dans le périmètre géographique concerné, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-4 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés).

Les parties sont ainsi convenues de transcrire, dans le présent avenant, le barème d'indemnités de petits déplacements correspondant à l'ancienne région Auvergne, c'est-à-dire applicable dans les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme.

### Article 1

Dans les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme de la région Auvergne-Rhône-Alpes, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers du Bâtiment est divisée en deux parties :

- De 0 à 5 km pour la zone 1A
- et de 5 à 10 km pour la zone 1B

### Article 2

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme de la région Auvergne-Rhône-Alpes, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2017 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	0,61 €	0,72 €	9,50 €
1B	1,32 €	1,65 €	
2	2,60 €	4,86 €	
3	3,77 €	7,67 €	
4	4,77 €	10,62 €	
5	6,24 €	13,40 €	

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de....

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

#### Département de l'Ain

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Auvergne-Rhône-Alpes, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements existants des ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne-Rhône-Alpes et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en applica-

tion de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-4 de la présente Convention Collective Nationale concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),

- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Les parties sont ainsi convenues de transcrire, dans le présent avenant, le barème des indemnités de petits déplacements applicable dans le département de l'Ain.

### Article 1

Dans le département de l'Ain, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 des Conventions Collectives Nationales des ouvriers du Bâtiment est divisée en deux-parties :

- De 0 à 4 km pour la zone 1A

- et de 4 à 10 km pour la zone 1B

### Article 2

Pour le département de l'Ain, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2017 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	0,49 €	0,73 €	9,80 €
1B	1,19 €	2,52 €	
2	2,36 €	5,31 €	
3	3,57 €	8,88 €	
4	4,71 €	12,48 €	
5	6,07 €	16,05 €	

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

### Article 3

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de....

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

### Départements de la Drome et de l'Ardèche

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Auvergne-Rhône-Alpes, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements existants des ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne-Rhône-Alpes et conclure à cet effet le premier avenant correspondant dans le périmètre géographique concerné, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-

4 de la présente Convention Collective Nationale concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),

- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Les parties sont ainsi convenues de transcrire, dans le présent avenant, le barème des indemnités de petits déplacements applicable dans les départements de la Drôme et de l'Ardèche.

### Article 1

Dans les départements de la Drôme et de l'Ardèche, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 des Conventions Collectives Nationales des ouvriers du Bâtiment est divisée en deux-parties :

- De 0 à 5 km pour la zone 1A

- et de 5 à 10 km pour la zone 1B

### Article 2

Pour les départements de la Drôme et de l'Ardèche, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2014, sous réserve d'aboutir à un accord susceptible d'extension<sup>(2)</sup>

<sup>(2)</sup> Arrêté d'extension du 17 juin 2014

.

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	0,67 €	1,57 €	9,75 €
1B	1,21 €	2,67 €	
2	2,65 €	5,33 €	
3	3,89 €	8,50 €	
4	5,30 €	11,95 €	
5	6,49 €	15,23 €	

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de....

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

#### Département de l'Isère

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, en particulier celle concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

La convention collective nationale intègre désormais et généralise les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elle se substitue.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Auvergne-Rhône-Alpes, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements existants des ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne-Rhône-Alpes et conclure à cet effet le premier avenant correspondant dans le péri-

mètre géographique concerné, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article 4 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés).

Les parties sont ainsi convenues de transcrire, dans le présent avenant, le barème des indemnités de petits déplacements applicable dans le département de l'Isère.

### Article 1

Dans le département de l'Isère, les distances sont mesurées en kilomètres réels selon le trajet le plus court.

Par ailleurs, afin de tenir compte de la particularité géographique montagneuse et des zones de concentrations urbaines, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers du Bâtiment est divisée en deux parties :

- De 0 à 5 km pour la zone 1A
- et de 5 à 10 km pour la zone 1B

### Article 2

Pour le département de l'Isère, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	0,61 €	0,98 €	9,70 €
1B	1,76 €	2,97 €	
2	3,39 €	5,83 €	
3	5,24 €	9,53 €	
4	7,08 €	13,21 €	
5	8,83 €	16,65 €	

### Article 3

#### Article 3-1

##### Travail de nuit exceptionnel

Dans la mesure où les ouvriers doivent intervenir pendant plus de 4 heures sur le chantier, ils bénéficient :

- d'un arrêt de casse-croûte d'une durée de 30 minutes payé au taux majoré et le moment de l'arrêt est fixé par la direction de l'entreprise. Il ne constitue pas un temps de travail effectif ;
- de l'indemnité de repas d'un montant de 11,60 €.

#### Article 3-2

##### Travaux programmés de nuit

Dans la mesure où les ouvriers doivent intervenir pendant plus de 4 heures sur le chantier, ils bénéficient :

- d'un arrêt de casse-croûte d'une durée de 30 minutes : ce temps d'arrêt est payé et le moment de l'arrêt est fixé par la direction. Il ne constitue pas un temps de travail effectif ;
- de l'indemnité de repas d'un montant de 11,60 €.

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de....

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :



## Département de la Loire

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Auvergne-Rhône-Alpes, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements existants des ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne-Rhône-Alpes et conclure à cet effet le premier avenant correspondant dans le périmètre géographique concerné, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article 4 de la présente Convention Collective Nationale concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),

- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Les parties sont ainsi convenues de transcrire, dans le présent avenant, le barème des indemnités de petits déplacements applicable dans le département de Loire.

### **Article 1**

Pour le département de la Loire, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2017 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1	1,44 €	2,85 €	10,00 €
2	2,93 €	5,79 €	
3	4,37 €	9,41 €	
4	5,90 €	13,23 €	
5	7,60 €	17,23 €	

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

### **Article 2**

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de....

### **Article 3**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

## Département du Rhône

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, en particulier celle concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

La convention collective nationale intègre désormais et généralise les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elle se substitue.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Auvergne-Rhône-Alpes, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements existants des ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne-Rhône-Alpes et conclure à cet effet le premier avenant correspondant dans le périmètre géographique concerné, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-4 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés).

Les parties sont ainsi convenues de transcrire, dans le présent avenant, le barème des indemnités de petits déplacements applicable dans le département du Rhône.

### Article 1

Dans le département du Rhône, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers du Bâtiment est divisée en deux parties pour les entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés en dehors du territoire de la Métropole de Lyon :

- De 0 à 4 km pour la zone 1A
- et de 4 à 10 km pour la zone 1B

### Article 2

Pour le département du Rhône, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2013 :

**Tableau A : Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés sur le territoire de la Métropole de Lyon**

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1	1,55 €	3,89 €	9,78 €
2	2,89 €	7,45 €	
3	4,17 €	11,57 €	
4	5,45 €	16,03 €	
5	6,65 €	20,24 €	

**Tableau B : Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau ne sont pas situés sur le territoire de la Métropole de Lyon**

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	0,93 €	3,11 €	9,78 €
1B	1,55 €	3,89 €	
2	2,89 €	7,45 €	
3	4,17 €	11,57 €	
4	5,45 €	16,03 €	
5	6,65 €	20,24 €	

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

### Article 3

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de....

#### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., le..., En... exemplaires,

Signataires :

#### Département de la Savoie

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Auvergne-Rhône-Alpes, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements existants des ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne-Rhône-Alpes et conclure à cet effet le premier avenant correspondant dans le périmètre géographique concerné, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-4 de la présente Convention Collective Nationale concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),

- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Les parties sont ainsi convenues de transcrire, dans le présent avenant, le barème des indemnités de petits déplacements applicable dans le département de la Savoie.

#### Article 1

Pour le département de la Savoie, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1	1,90 €	4 €	9,70 <sup>(3)</sup> ( <sup>3</sup> ) Montant de l'indemnité de repas fixé à 9,70 € par accord collectif départemental du 10 juin 2014 et applicable à compter du 1 <sup>er</sup> août 2014. €
2	3,70 €	8 €	
3	5,70 €	12 €	
4	7,40 €	16 €	
5	9,30 €	20 €	

#### Article 2

Afin de tenir compte de la particularité géographique montagneuse du département de la Savoie, le présent avenant prévoit l'adaptation suivante à la règle prévue à l'article VIII-13 des Conventions Collectives Nationales précitées :

«Lorsque le kilométrage réel entre le siège de l'entreprise et le chantier, calculé sur un trajet empruntant une route offrant les conditions de circulation normales et sécurisées et de statut non autoroutier à péage, excède la valeur kilométrique donnée à la limite de la zone concentrique dans laquelle est située le chantier, le tarif appliqué sera celui de la zone concentrique correspondant à la prise en compte de ce kilométrage réel».

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

#### Article 3

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffé du Conseil de Prud'hommes de....

---

## Article 4

*Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.*

*Fait à..., Le..., En... exemplaires,*

*Signataires :*

### **4. Avenant relatif à l'indemnité de Maître d'apprentissage confirmé**

*Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.*

*Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.*

*Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Auvergne-Rhône-Alpes, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci, pour transcrire les montants et les modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage confirmé, applicables aux salariés de la région Auvergne-Rhône-Alpes et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux Maîtres d'apprentissage et conformément à l'article I-5 de la présente Convention Collective Nationale concernant*

*- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),*

*- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).*

*Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(4)</sup>*

*(<sup>4</sup>) Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des Régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).*

*, les parties sont convenues de transcrire ces montants et modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage confirmé dans le périmètre géographique de la nouvelle région Auvergne-Rhône-Alpes.*

## Article 1er

### **Indemnité allouée aux salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé dans les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme**

*Dans les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies le 19 décembre 2011 et ont déterminé le montant et les modalités de versement de l'indemnité pour les maîtres d'apprentissage titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé, comme suit :*

## Article 1-1

*L'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage par le salarié titulaire du titre de Maître d'apprentissage confirmé ouvre droit au versement d'une indemnité spécifique définie dans l'article ci-dessous, et ce pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné ou des apprentis concernés.*

## Article 1-2

*Le montant de cette indemnité est fixé à 240 € pour tous les contrats d'apprentissage conclus à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012.*

*Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées de la manière suivante :*

*- 120 € au plus tard à la date du premier anniversaire de la signature du contrat,*

*- 120 € au plus tard à l'issue du contrat,*

*- 60 € supplémentaires au plus tard à l'issue du contrat si l'apprenti s'est présenté à l'ensemble des épreuves concourant au diplôme.*

*Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre, ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, ou en cas de départ du Maître d'apprentissage confirmé de l'entreprise, le montant versé au Maître d'apprentissage confirmé sera effectué prorata temporis de la durée de la mission.*

### Article 1-3

*Cet accord pourra être négocié annuellement.*

### Article 2

***Indemnité allouée aux salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé dans les départements de l'Ain, de la Drôme-Ardèche, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie***

*Dans les départements de l'Ain, de la Drôme-Ardèche, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies le 1<sup>er</sup> octobre 2008 et ont déterminé le montant et les modalités de versement de l'indemnité pour les maîtres d'apprentissage titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé, comme suit :*

### Article 2-1

*Les salariés du Bâtiment concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée de l'apprentissage.*

### Article 2-2

*Le montant de cette indemnité est fixé à 225 € par an et par apprenti dans la limite de deux apprentis par maître d'apprentissage.*

*Cette indemnité est augmentée d'une somme de 80 € si l'apprenti s'est présenté à l'ensemble des épreuves concourant au diplôme.*

### Article 2-3

*Le versement de cette indemnité se fera selon les modalités suivantes :*

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat de 2 ans		
225 € <i>Au plus tard à la date du 1<sup>er</sup> anniversaire de la signature du contrat.</i>	225 € <i>Au plus tard à la date du 2<sup>ème</sup> anniversaire de la signature du contrat.</i>	80 € supplémentaires <i>Au plus tard à la date du 2<sup>ème</sup> anniversaire de la signature du contrat si l'apprenti s'est présenté à l'ensemble des épreuves concourant au diplôme.</i>

*Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre, ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, ou en cas de départ du Maître d'apprentissage confirmé de l'entreprise, le montant versé au Maître d'apprentissage confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée de la fonction.*

### Article 2-4

*Cet accord est applicable pour les contrats d'apprentissage signés à compter de la mise en place par la CPREF du Rhône-Alpes du dispositif de délivrance du titre de Maître d'apprentissage confirmé.*

### Article 2-5

*Les parties conviennent de se réunir tous les 2 ans pour établir un bilan du dispositif et réviser le montant de l'indemnité.*

*< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >*

### Article 3

*Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de....*

### Article 4

*Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.*

*Fait à..., Le..., En... exemplaires,*

*Signataires :*

## ***Annexe VI - Région Bourgogne Franche Comté***

### ***1. Avenant de salaire***

*Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions col-*

lectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bourgogne-Franche-Comté, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux existants des ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne-Franche-Comté et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-3 de la présente Convention collective nationale, concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),

- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(5)</sup>

(<sup>5</sup>) Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des Régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes des salaires mensuels minimaux dans le périmètre géographique de la nouvelle région Bourgogne-Franche-Comté. Les avenants devront aboutir à une convergence en 2019. À cette date ils fixeront le montant de la partie fixe et le montant de la valeur du point.

## Article 1

Pour la région Bourgogne-Franche-Comté, les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

- Pour les départements de la Côte d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne, à compter du : 1<sup>er</sup> avril 2017

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvriers d'exécution			
Position 1	150	1 482,74 €	9,776 €
Position 2	170	1 498,23 €	9,878 €
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 573,84 €	10,377 €
Niveau III - Compagnons professionnels			
Position 1	210	1 715,75 €	11,312 €
Position 2	230	1 824,21 €	12,028 €
Niveau IV - Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe			
Position 1	250	1 933,68 €	12,749 €
Position 2	270	2 043,14 €	13,471 €

- Pour les départements du Doubs, de la Haute-Saône, du Jura et du Territoire de Belfort, à compter du : 1<sup>er</sup> avril 2017

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvriers d'exécution			
Position 1	150	1 518,56 €	10,012 €
Position 2	170	1 543,68 €	10,178 €

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 618,08 €	10,668 €
Niveau III - Compagnons professionnels			
Position 1	210	1 769,45 €	11,666 €
Position 2	230	1 890,56 €	12,465 €
Niveau IV - Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe			
Position 1	250	2 011,66 €	13,263 €
Position 2	270	2 132,76 €	14,062 €

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

#### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de....

#### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

### 2. Avenant relatif aux indemnités de petits déplacements (IDP)

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bourgogne-Franche-Comté, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements existants des ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne-Franche-Comté et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-4 de la présente Convention collective nationale, concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),

- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(6)</sup>

<sup>(6)</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des Régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes d'indemnités de petits déplacements dans le périmètre géographique de la nouvelle région Bourgogne-Franche-Comté avec un objectif de convergence en 2021.

#### Article 1

Dans la région Bourgogne-Franche-Comté, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 des Conventions collectives nationales des ouvriers du Bâtiment est divisée en deux-parties :

- de 0 à 5 km pour la zone 1A

- et de 5 à 10 km pour la zone 1B

## Article 2

- Pour les départements de la Côte d'Or, de la Nièvre, de la Saône et Loire et de l'Yonne, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2017 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	0,78 €	0,94 €	9,80 €
1B	1,56 €	1,79 €	
2	2,78 €	3,05 €	
3	4,16 €	5,04 €	
4	5,83 €	6,79 €	
5	6,88 €	8,77 €	

- Pour les départements du Doubs, de la Haute-Saône, du Jura et du Territoire de Belfort, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2017 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	1,46 €	2,34 €	9,80 €
1B	1,54 €	2,34 €	
2	2,98 €	4,93 €	
3	4,00 €	8,01 €	
4	5,24 €	10,32 €	
5	6,40 €	12,83 €	

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

## Article 3

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de....

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

### 3. Avenant relatif à l'indemnité de Maître d'apprentissage confirmé

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bourgogne-Franche-Comté, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants et les modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage confirmé, applicables aux salariés de la région Bourgogne-



Franche-Comté et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage et conformément à l'article 1-5 de la présente Convention collective nationale, concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),

- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(7)</sup>

<sup>(7)</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des Régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

, les parties sont convenues de transcrire ces montants et modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage confirmé dans le périmètre géographique de la nouvelle région Bourgogne-Franche-Comté.

### Article 1

#### **Indemnité allouée aux salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé dans les départements de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône et Loire et de l'Yonne**

Dans les départements de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies le 11 janvier 2008 et ont déterminé le montant et les modalités de versement de l'indemnité pour les maîtres d'apprentissage, titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé, comme suit :

#### Article 1-1

Les salariés concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée du contrat d'apprentissage.

#### Article 1-2

Le montant de cette indemnité est fixé à 300 € pour un contrat d'apprentissage de 2 ans et à 200 € pour un contrat d'apprentissage d'une année.

#### Article 1-3

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées pour chaque année de la manière suivante :

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat de 2 ans		
1 <sup>ère</sup> année du contrat d'apprentissage	2 <sup>ème</sup> année du contrat d'apprentissage	Fin du contrat, sous réserve de l'obtention du diplôme par l'apprenti
100 €	100 €	100 €

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat d'une année	
1 <sup>ère</sup> année du contrat d'apprentissage	Fin du contrat, sous réserve de l'obtention du diplôme par l'apprenti
100 €	100 €

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre, ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage au-delà de la période d'essai, ou en cas de départ de l'entreprise du Maître d'apprentissage confirmé, le montant versé au Maître d'apprentissage confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée de la fonction, pour le contrat d'apprentissage considéré.

#### Article 1-4

Cet accord est applicable à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois civil suivant la publication son arrêté d'extension au J.O.

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

### Article 2

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffé du Conseil de Prud'hommes de....

---

### Article 3

*Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.*

*Fait à..., Le..., En... exemplaires,*

*Signataires :*

## ***Annexe VII - Région Bretagne***

### **1. Avenant de spécificité**

*Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.*

*Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.*

*Soucieuses de préserver certaines spécificités locales auxquelles sont attachés les employeurs et les ouvriers concernés, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bretagne, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour conclure le présent avenant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-5 de la présente Convention collective nationale, concernant*

*- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),*

*- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).*

### Article 1

#### ***Congés supplémentaires au titre de l'ancienneté***

*L'article V-24 des Conventions collectives nationales des Ouvriers du Bâtiment fixe les règles d'attribution de l'indemnité supplémentaire de congé au titre des journées d'ancienneté.*

*Il est convenu qu'en Bretagne l'indemnité versée par les Caisses de Congés Payés pourra être assortie de la prise de jours de congés effectifs. Les dates de congés seront fixées en accord entre l'entrepreneur et l'ouvrier intéressé suivant les nécessités de l'entreprise et de préférence en période de moindre activité, soit :*

*- 2 jours pour 20 ans dans l'entreprise,*

*- 4 jours pour 25 ans dans l'entreprise,*

*- 6 jours pour 30 ans dans l'entreprise.*

### Article 2

#### ***Travail exceptionnel de nuit***

*En cas de travail exceptionnel de nuit excédant une durée de 4 heures, les ouvriers concernés bénéficient d'un arrêt de 30 minutes payé sur la base du taux horaire non majoré ; ce temps d'arrêt n'est pas compté comme temps de travail effectif et le moment de l'arrêt est fixé par la direction de l'entreprise.*

*Pour tenir compte des contraintes imposées et des surcoûts occasionnés par ces travaux exceptionnels, l'indemnité conventionnelle de repas est majorée de 50 % au-delà de la quatrième heure.*

*< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >*

### Article 3

*Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...*

### Article 4

*Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.*

*Fait à..., Le..., En... exemplaires,*

*Signataires :*

## 2. Avenant de salaire

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bretagne, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux existants des ouvriers du Bâtiment de la région Bretagne et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-3 de la présente Convention collective nationale, concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),

- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

### Article 1

Pour la région Bretagne, les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution			
Position 1	150	1 495,40 €	9,86 €
Position 2	170	1 516,20 €	10,00 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 568,20 €	10,34 €
Niveau III Compagnons professionnels			
Position 1	210	1 742,90 €	11,49 €
Position 2	230	1 882,70 €	12,41 €
Niveau IV Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe			
Position 1	250	2 022,50 €	13,33 €
Position 2	270	2 162,30 €	14,26 €

Les parties signataires du présent avenant ont arrêté :

- La partie fixe (PF) à 275,00 €

- La valeur du point (VP) à 6,99 €

### Article 2

#### Disposition exceptionnelle

Si l'équilibre de l'avenant se trouvait, au cours de son exécution, bouleversé par la survenance de circonstances économiques imprévues, les parties signataires s'engageraient à ouvrir une négociation dans les plus brefs délais.

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

### Article 3

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

## 3. Avenant relatif aux indemnités de petits déplacements

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bretagne, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements existants des ouvriers du Bâtiment de la région Bretagne et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article 1-4 de la présente Convention collective nationale, concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),

- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

### Article 1

Pour la région Bretagne, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 des Conventions collectives nationales des ouvriers du Bâtiment est divisée en deux sous-zones :

- De 0 à 4 km pour la zone 1A

- et de 4 à 10 km pour la zone 1B.

### Article 2

L'ouvrier qui travaille dans la première sous-zone, de 0 à 4 km, et bénéficie, en outre, en milieu de journée d'un temps de pause au moins égal à une heure et demie est réputé prendre son repas à sa résidence habituelle, sauf s'il s'avère qu'il en va autrement dans les faits et cela pour des raisons tenant, notamment, à la localisation du chantier, comme aux moyens de transports existants.

### Article 3

Les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	0,45 €	0,48 €	9,70 €
1B	1,45 €	2,38 €	
2	2,00 €	4,73 €	
3	2,99 €	6,49 €	
4	4,19 €	8,32 €	
5	5,01 €	10,14 €	

---

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

#### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...

#### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

### 4. Avenant relatif à l'indemnité de Maître d'apprentissage confirmé

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bretagne, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants et les modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage confirmé, applicables aux salariés de la région Bretagne et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage et conformément à l'article 1-5 de la présente Convention collective nationale, concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),

- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

#### Article 1

Les salariés du Bâtiment concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée de l'apprentissage.

#### Article 2

Le montant de cette indemnité est fixé à 480 € par apprenti, dans la limite de trois apprentis, pour un contrat d'apprentissage de 2 ans.

#### Article 3

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées pour chaque année de la manière suivante :

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat de 2 ans			
6 mois après le début du contrat	30 juin mi-parcours	31 décembre de la 2 <sup>ème</sup> année	Fin du contrat
130 €	130 €	130 €	130 €

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre, ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, le montant versé au Maître d'apprentissage confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée du contrat effectué par l'apprenti.

#### Article 4

Ces dispositions sont applicables pour les contrats d'apprentissage signés à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2007. Les valeurs indiquées dans le tableau figurant à l'article 3 résultent de l'accord régional du 6 décembre 2017.

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

## Article 5

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...

## Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

## Annexe VIII - Région Corse

### 1. Avenant de salaire

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Corse, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux existants des ouvriers du Bâtiment de la région Corse et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-3 de la présente Convention collective nationale, concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),

- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

## Article 1

Pour la région Corse, les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2014 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution			
Position 1	150	1 445,42 €	9,53 €
Position 2	170	1 474,32 €	9,72 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 506,53 €	9,93 €
Niveau III Compagnons professionnels			
Position 1	210	1 619,92 €	10,68 €
Position 2	230	1 742,23 €	11,48 €
Niveau IV Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe			
Position 1	250	1 830,50 €	12,06 €
Position 2	270	1 925,91 €	12,69 €

Les salaires réels seront librement débattus au sein des entreprises.

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

## Article 2

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...

## Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

## 2. Avenant relatif aux indemnités de petits déplacements (IDP)

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Corse, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements existants des ouvriers du Bâtiment de la région Corse et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-4 de la présente Convention collective nationale, concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),

- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

## Article 1

Pour la région Corse, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 des Conventions collectives nationales des ouvriers du Bâtiment est divisée en deux :

- De 0 à 5 km pour la zone 1A,

- Et de 5 à 10 km pour la zone 1B.

## Article 2

Pour la région Corse, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2014 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	0,37 €	0,57 €	8,60 €
1B	0,94 €	1,13 €	
2	1,89 €	2,27 €	
3	3,80 €	3,41 €	
4	5,69 €	4,56 €	
5	8,55 €	6,65 €	

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

---

### Article 3

*Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...*

### Article 4

*Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.*

*Fait à..., Le..., En... exemplaires,*

*Signataires :*

## **Annexe IX - Région Centre-Val-de-Loire**

### **1. Avenant de spécificité**

*Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, en particulier celle concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.*

*La convention collective nationale intègre désormais et généralise les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elle se substitue.*

*Soucieuses de préserver certaines spécificités locales auxquelles sont attachés les employeurs et les ouvriers concernés, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Centre-Val-de-Loire, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour conclure le présent avenant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article 1-5 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à dix salariés).*

### Article 1

#### **Champ d'application territorial**

*Les dispositions énoncées ci-après sont maintenues dans le périmètre géographique du département du Cher.*

### Article 2

#### **Œuvres sociales**

*Pour la création, l'organisation, le développement ou la gestion des œuvres sociales, professionnelles et culturelles du bâtiment destinées à bénéficier aux salariés des entreprises soumises au présent avenant, un organisme paritaire intitulé Association Paritaire d'Action Sociale Départementale (APAS) a été constitué sous forme d'association régie par la loi de 1901.*

*Les entreprises soumises au présent avenant doivent obligatoirement adhérer à cette APAS et en respecter les décisions, notamment en ce qui concerne la fixation et les modalités de recouvrement de la cotisation de 0,25 p. 100 de la masse salariale brute nécessaire à son fonctionnement.*

*Cette cotisation sera recouvrée par la caisse de congés payés du Bâtiment de la région Centre, 35, rue de Belle-croix, Yzeure, 03015 Moulins, pour les entreprises adhérentes à cette caisse et, directement par l'APAS pour les autres.*

*Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux sociétés coopératives qui adhèrent aux œuvres sociales du mouvement coopératif.*

### Article 3

#### **Primes pour travaux occasionnels particuliers**

##### **a**

*Travaux de montage et démontage occasionnels d'échafaudages volants, d'échafaudages de pied, de grues, de sapines à une hauteur supérieure à 10 mètres du bord du vide, mesurée à partir de la surface de réception ou, à défaut, du sol.*

*Travaux en hauteur :*

- de 10 à 20 mètres : 15 % du salaire horaire de l'O.E. 2, coefficient 170 ;*
- de 20 à 28 mètres : 30 % du salaire horaire de l'O.E. 2, coefficient 170 ;*
- au-delà de 28 mètres : 50 % du salaire horaire de l'O.E. 2, coefficient 170.*

*Ces primes en hauteur sont également accordées pour les travaux exécutés au-dessus du vide pour lesquels il n'aura*



---

pas été possible d'édifier un échafaudage, la base de calcul devant être la surface de réception ou à défaut le sol ou l'eau.

**b**

*Travaux en profondeur :*

- de 4 à 6 mètres : 10 % du salaire horaire de l'O.E. 2, coefficient 170. Cette prime s'applique dans le cas d'excavation dont l'ouverture est inférieure à 2 mètres ;
- au-dessus de 6 mètres : 25 % du salaire horaire de l'O.E. 2, coefficient 170. Cette prime s'applique dans le cas d'excavation dont l'ouverture est inférieure à 4 mètres.

**c**

*Travaux occasionnels représentant des conditions d'insalubrité, de pénibilité ou de nuisance particulière ;*

*Les ouvriers appelés occasionnellement à exécuter les travaux visés au présent paragraphe bénéficient d'une prime pour cette prestation exceptionnelle.*

*Ces primes sont des primes horaires fixées en valeur absolue. Elles ne peuvent en aucun cas revêtir le caractère de prime de risque.*

*Lorsqu'un même travail occasionnel ouvrira droit à deux ou plusieurs primes, celles-ci ne se cumuleront pas. L'ouvrier affecté ce travail percevra la prime la plus élevée.*

*Primes égale à 30 % du salaire horaire de l'O.E. 2, coefficient 170 pour les travaux suivants :*

- travaux dans les égouts en service et dans les fosses d'aisances ;
- ouverture de caveaux en service, fours chauds, sablages ;
- travaux effectués dans les vapeurs d'acide ;
- travaux avec le port de masque.

**d**

**Indemnités de travaux salissants**

- prime égale à 25 % du salaire horaire de l'O.E. 2, coefficient 170 pour nettoyage de chaudières à charbon ou à mazout. Cette prime ne sera due lorsqu'il sera utilisé des appareils mécaniques permettant le nettoyage de ces chaudières en évitant les salissures du personnel ;
- prime égale à 25 % du salaire horaire de l'O.E. 2, coefficient 170 pour les travaux suivants
  - ponçage de matériaux dégageant des poussières ;
  - ramonage de cheminées ;
  - emploi de carbonyl, xylophène ou produit présentant les mêmes inconvénients ;
  - utilisation occasionnelle pendant une durée supérieure à quatre heures de produits soumis à la législation fixant les conditions d'emballage et d'étiquetage de substances et préparations dangereuses ;
- prime égale à 15 % du salaire horaire de l'O.E. 2, coefficient 170 pour les travaux de piquetage d'enduits, démolition de plafonds, de peinture projetée au pistolet.

**e**

**Travaux dans l'eau**

*En cas de travail continu dans l'eau, la boue liquide ou le béton liquide dont le niveau est supérieur à 25 centimètres, les bottes étant fournies par l'entreprise, prime égale à 20 % du salaire horaire de l'O.E. 2, coefficient 170.*

**f**

**Travaux avec l'utilisation manuelle d'un marteau piqueur ou brise-béton**

*Le travail au brise-béton ou marteau piqueur supérieur à 25 kilogrammes sera effectué par des ouvriers se relayant, l'un à l'outil, l'autre à son travail normal.*

*Chacun d'eux percevra, pendant qu'il actionnera l'outil, une prime correspondant à 20 % du salaire horaire de l'O.E. 2, coefficient 170.*

*Le même travail effectué à l'aide d'outils de 7 à 25 kilogrammes : prime de 5 % du salaire horaire de l'O.E. 2, coefficient 170.*

**g**

**Travaux dans les locaux où la température à l'intérieur**

- ou bien est supérieure à 45°C ;
- ou bien est supérieure à 35°C et accuse une différence de 20°C par rapport à la température extérieure.

prime égale à 15 % du salaire horaire de l'O.E. 2, coefficient 170

Il est rappelé qu'en aucun cas le personnel ne peut travailler sans les protections collectives et individuelles réglementaires.

Pour les travaux insalubres ou salissants, les équipements de protection seront fournis par l'entreprise.

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

#### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...

#### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

## 2. Avenant de salaire

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, en particulier celle concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

La convention collective nationale intègre désormais et généralise les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elle se substitue.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Centre-Val-de-Loire, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux existants des ouvriers du Bâtiment de la région Centre-Val-de-Loire et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-3 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés).

#### Article 1

Pour la région Centre-Val-de-Loire, les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du : 1<sup>er</sup> juin 2017 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution			
Position 1	150*	1 480,27 €	9,76 €
Position 2	170	1 503,00 €	9,91 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 576,00 €	10,39 €
Niveau III Compagnons professionnels			
Position 1	210	1 698,00 €	11,19 €
Position 2	230	1 795,00 €	11,83 €
Niveau IV Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe			
Position 1	250	1 892,00 €	12,47 €

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Position 2	270	1 990,00 €	13,12 €
* Le coefficient 150 est déconnecté de la grille et fixé à la valeur indiquée.			

Les parties signataires du présent avenant ont arrêté :

- La partie fixe (PF) à 674,80 €

- La valeur du point (VP) à 4,87 €

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

## Article 2

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...

## Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

### 3. Avenant relatif aux indemnités de petits déplacements (IDP)

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, en particulier celle concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

La convention collective nationale intègre désormais et généralise les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elle se substitue.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Centre-Val-de-Loire, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements existants des ouvriers du Bâtiment de la région Centre-Val de Loire et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article 1-4 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés).

## Article 1

La première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers du Bâtiment est divisée en deux parties A et B :

- De 0 à 3 km pour la zone 1A

- et de 3 à 10 km pour la zone 1B

## Article 2

Pour la région Centre-Val-de-Loire, les parties signataires du présent avenant, ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2016 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	0	0	9,50 €
1B	2,41 €	3,46 €	
2	3,94 €	7,28 €	
3	4,83 €	10,75 €	
4	6,06 €	14,89 €	
5	7,56 €	19,07 €	

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

### Article 3

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

## 4. Avenant relatif à l'indemnité de Maître d'apprentissage confirmé

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Centre-Val-de-Loire, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants et les modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage confirmé, applicables aux salariés de la région Centre-Val-de-Loire et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage et conformément à l'article I-5 de la présente Convention collective nationale, concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),

- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

### Article 1

L'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage par le salarié titulaire du Titre de Maître d'Apprentissage Confirmé ouvre droit, pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné, au versement d'une indemnité spécifique.

### Article 2

Le montant de cette indemnité est fixé à 500 € par apprenti et par contrat d'apprentissage.

### Article 3

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées de la manière suivante :

- Versement de 250 € à la fin de la première année du contrat d'apprentissage,
- Versement du solde de 250 € à la fin du contrat d'apprentissage.

---

*En cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, le montant versé au Maître d'Apprentissage sera déterminé au prorata du temps de présence de l'apprenti durant l'année d'apprentissage.*

*En cas d'échec à l'examen de l'apprenti, l'indemnité reste due au Maître d'Apprentissage.*

#### **Article 4**

*Les parties conviennent de se revoir chaque année afin de réviser les conditions et modalités d'application de cet avenant.*

*< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >*

#### **Article 5**

*Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...*

#### **Article 6**

*Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.*

*Fait à..., Le..., En... exemplaires,*

*Signataires :*

### ***Annexe X - Région Grand Est***

#### **1. Avenant de spécificité**

*Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, en particulier celle concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.*

*La convention collective nationale intègre désormais et généralise les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elle se substitue.*

*Soucieuses de préserver certaines spécificités locales auxquelles sont attachés les employeurs et les ouvriers concernés, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Grand-Est, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour conclure le présent avenant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article 1-5 de la présente Convention Nationale des ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à dix salariés).*

#### **Article 1**

##### ***Champ d'application territorial***

*Les dispositions énoncées ci-après sont maintenues dans le périmètre géographique des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.*

#### **Article 2**

##### ***Jours fériés locaux***

*Dans les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, sont nationaux aux jours fériés nationaux auxquels renvoie l'article V-11 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers du Bâtiment et indemnisés dans les mêmes conditions, les jours fériés locaux suivants :*

*- Vendredi Saint*

*- et 26 Décembre (St. Etienne)*

*tant que les dispositions de «droit local» resteront applicables dans les départements précités.*

#### **Article 3**

##### ***Garantie de classification pour les salariés ayant obtenu le brevet de maîtrise***

*Afin de valoriser et de reconnaître la technicité acquise par les salariés des entreprises du Bâtiment dans les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin qui ont obtenu le brevet de maîtrise délivré dans ces départements, ceux-ci seront classés au minimum au niveau IV POS 1 coefficient 250 de la grille de classification de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers du Bâtiment*

*< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >*

## Article 4

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

## 2. Avenant de salaire

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, en particulier celle concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

La convention collective nationale intègre désormais et généralise les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elle se substitue.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Grand-Est, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux existants des ouvriers du Bâtiment de la région Grand-Est et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-3 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés).

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(8)</sup>

<sup>(8)</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des Régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes des salaires mensuels minimaux dans le périmètre géographique de la nouvelle région Grand-Est avec un objectif de convergence fixé conformément à l'accord de convergence du 28 novembre 2017.

## Article 1

Pour la région Grand-Est, les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

- Pour les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, à compter du 1<sup>er</sup> février 2016 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I Ouvriers d'exécution		
Position 1	150*	1 466,62 €
Position 2	170*	1 466,62 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 536,99 €
Niveau III Compagnons professionnels		
Position 1	210	1 701,07 €
Position 2	230	1 832,35 €
Niveau IV Maître ouvriers ou chefs d'équipe		
Position 1	250	1 963,61 €

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Position 2	270	2 094,88 €
* Les coefficients 150 et 170 sont déconnectés de la grille et fixés aux valeurs indiquées.		

- Pour les départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne et de la Haute-Marne, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2017 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I Ouvriers d'exécution		
Position 1	150	1 485,00 €
Position 2	170	1 495,00 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 533,00 €
Niveau III Compagnons professionnels		
Position 1	210	1 693,00 €
Position 2	230	1 833,00 €
Niveau IV Maître ouvriers ou chefs d'équipe		
Position 1	250	1 965,00 €
Position 2	270	2 108,00 €

- Pour les départements de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution			
Position 1	150	1 480,30 €	9,76 €
Position 2	170	1 501,95 €	9,90 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 535,09 €	10,12 €
Niveau III Compagnons professionnels			
Position 1	210	1 707,30 €	11,26 €
Position 2	230	1 838,40 €	12,12 €
Niveau IV Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
Position 1	250	1 974,80 €	13,02 €
Position 2	270	2 128,67 €	14,03 €

Ce barème est valable du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2017

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

## Article 2

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...

## Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

### 3. Avenant relatif aux indemnités de petits déplacements (IDP)

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, en particulier celle concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

La convention collective nationale intègre désormais et généralise les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elle se substitue.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Grand-Est, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements existants des ouvriers du Bâtiment de la région Grand-Est et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-4 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés).

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(9)</sup>

<sup>(9)</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des Régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes d'indemnités de petits déplacements dans le périmètre géographique de la nouvelle région Grand-Est.

## Article 1

Dans les départements des Ardennes, de l'Aube, de la Haute-Marne et de la Marne, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la présente Convention collective nationale des ouvriers du Bâtiment est divisée en deux parties :

- De 0 à 5 km pour la zone 1A
- et de 5 à 10 km pour la zone 1B

## Article 2

Pour la région Grand-Est, les parties signataires du présent avenant, ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

- Pour les départements Haut-Rhin et du Bas-Rhin, à compter du 1<sup>er</sup> février 2014 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1	1,48 €	2,27 €	8,70 €
2	2,74 €	3,03 €	
3	3,72 €	4,14 €	
4	5,10 €	5,67 €	
5	6,20 €	6,89 €	

- Pour les départements des Ardennes, de l'Aube, de la Haute-Marne et de la Marne, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2016 :



Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	1,20 €	1,60 €	9,30 €
1B	1,75 €	2,25 €	
2	2,92 €	4,04 €	
3	4,22 €	6,44 €	
4	5,28 €	8,30 €	
5	7,66 €	10,40 €	

- Pour les départements de la Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1	1,32 €	2,07 €	9,45 €
2	2,68 €	4,28 €	
3	3,97 €	6,90 €	
4	5,34 €	10,40 €	
5	6,71 €	12,12 €	

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

### Article 3

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

## 4. Avenant relatif à l'indemnité de Maître d'apprentissage confirmé

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Grand-Est, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants et les modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage confirmé, applicables aux salariés de la région Grand-Est et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage et conformément à l'article I-5 de la présente Convention collective nationale, concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),

- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(10)</sup>

<sup>(10)</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des Régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

, les parties sont convenues de transcrire ces montants et modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage confirmé dans le périmètre géographique de la nouvelle région Grand-Est.

#### **Article 1**

##### **Indemnité allouée aux salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé dans les départements de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges**

Dans les départements de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies le 12 décembre 2007 et ont déterminé le montant et les modalités de versement de l'indemnité pour les maîtres d'apprentissage titulaires du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé, comme suit :

#### **Article 1-1**

Les salariés concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée du contrat d'apprentissage.

#### **Article 1-2**

Cette indemnité est versée selon les modalités suivantes :

2 mois après le début du contrat	30 juin mi-parcours	31 décembre de la 2 <sup>ème</sup> année	Fin de contrat	Si réussite du diplôme
70 €	70 €	70 €	70 €	120 €

#### **Article 1-3**

Le montant de l'indemnité est majoré de 50 % au cas où le maître d'apprentissage a en charge 2 apprentis ou plus.

#### **Article 2**

##### **Indemnité allouée aux salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé dans les départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne et de la Haute-Marne**

Dans les départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne et de la Haute-Marne, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies le 11 avril 2007 et ont déterminé le montant et les modalités de versement de l'indemnité pour les maîtres d'apprentissage titulaires du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé, comme suit :

#### **Article 2-1**

Les salariés du Bâtiment concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée de l'apprentissage.

#### **Article 2-2**

Le montant de cette indemnité est fixé à 325 € pour un contrat d'apprentissage de 2 ans.

#### **Article 2-3**

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées pour chaque année de la manière suivante :

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat de 2 ans	
6 mois après le début du contrat	Fin de contrat l'obtention du diplôme, sous réserve de par l'apprenti
150 €	175 €

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre, ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, le montant versé au Maître d'Apprentissage Confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée du contrat effectué par l'apprenti.

#### **Article 2-4**

Ces dispositions sont applicables pour les contrats d'apprentissage signés à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2007. La prime est mise en vigueur à compter de la date de l'arrêté d'extension<sup>(11)</sup>

#### **Article 2-5**

*Les parties signataires s'engagent à négocier annuellement cette prime.*

*< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >*

#### **Article 3**

*Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secréariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...*

#### **Article 4**

*Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.*

*Fait à..., Le..., En... exemplaires,*

*Signataires :*

### ***Annexe XI - Région Hauts de France***

#### **1. Avenant de spécificité**

*Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, en particulier celle concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.*

*La convention collective nationale intègre désormais et généralise les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elle se substitue.*

*Soucieuses de préserver certaines spécificités locales auxquelles sont attachés les employeurs et les ouvriers concernés, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Hauts-de-France, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour conclure le présent avenant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-5 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à dix salariés).*

#### **Article 1**

##### ***Champ d'application territorial***

*Les dispositions énoncées ci-après seront maintenues dans le périmètre géographique des départements du Nord et du Pas-de-Calais.*

#### **Article 2**

##### ***Assurance incendie***

*L'employeur, en cas de sinistre incendie, prend en charge le remboursement des vêtements et des effets personnels des ouvriers entreposés dans les locaux et coffres fermés, mis à la disposition par l'entreprise et permettant la mise à l'abri de ceux-ci, dans les conditions suivantes :*

*- sur présentation du justificatif d'achat*

*- ou, à défaut, à hauteur d'une assiette fixée à 200 euros a maxima revalorisée en fonction de l'augmentation appliquée au coefficient 185 de la grille des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment des départements du Nord et du Pas-de-Calais.*

#### **Article 3**

##### ***Primes pour travaux occasionnels particuliers***

*L'assiette des majorations référencées au titre de cet article est fixée en pourcentage du salaire horaire brut correspondant au nombre d'heures travaillées dans ces conditions.*

#### **Article 3-1**

##### ***Travaux dangereux ou incommodes***

#### **Article 3-1-1**

##### ***Travaux en élévation***

*Le calcul de la hauteur est fait en partant du niveau inférieur le plus proche offrant toute garantie de sécurité :*

- 10 % pour les travaux sur échafaudages volants à trois suspentes ; 25 % pour les travaux sur nacelles volantes individuelles.

- 100 % pour les travaux de réparation à l'extérieur des cheminées d'usine à partir de 10 mètres de hauteur, sans cumul avec les dispositions du paragraphe ci-dessus.

- pour la réalisation des ouvrages d'équipement industriel de grande hauteur, exécutés par les procédés dénommés «coffrages glissants ou grimpants», les indemnités suivantes sont accordées sur le salaire horaire de base, les hauteurs ci-dessous étant calculées à partir de la plate-forme, base de départ du coffrage glissant ou grimpant :

De 0 à 10 m	Néant
De 10 à 20 m	5 %
De 20 à 30 m	6 %
De 30 à 40 m	7 %
De 40 à 50 m	8 %
De 50 à 60 m	10 %
De 60 à 70 m	12 %
De 70 à 80 m	14 %
De 80 à 90 m	16 %
De 90 à 100 m	18 %
De 100 à 110 m	20 %
De 110 à 120 m	22 %
De 120 à 130 m	24 %
De 130 à 140 m	26 %
De 140 à 150 m	28 %
150 m et au-delà	30 %

Le niveau des tranches successives est considéré comme atteint au début du poste de travail suivant celui au cours duquel la partie supérieure du coffrage a franchi le niveau indiqué.

#### **Article 3-1-2**

##### **Travaux de fouilles ou de terrassement**

Les majorations ci-dessous s'appliquent aux travaux exécutés par les ouvriers autres que ceux montés sur engins ; les travaux dans la boue ne pourront être exécutés qu'à titre exceptionnel :

- 50 % pour les travaux neufs de puits et fouilles ayant moins de 1,50 m<sup>2</sup> de section, de 1,60 m à 3,20 m de profondeur ; 100 % pour les mêmes travaux à plus de 3,20 m.

- 30 % pour les travaux exécutés dans les sables mouvants ; 25 % pour les travaux exécutés à titre exceptionnel dans 30 cm d'eau sur fond non stabilisé ; 20 % pour les travaux exécutés à titre exceptionnel dans au moins 10 cm d'eau sur fond non stabilisé ; 10 % pour les travaux exécutés à titre exceptionnel dans 20 cm de boue ou de vase.

#### **Article 3-2**

##### **Travaux insalubres ou salissants**

#### **Article 3-2-1**

##### **Travaux de plomberie, de sanitaires ou de curage de fosses**

- 100 % pour les travaux nécessitant l'entrée des ouvriers dans les égouts, puits, faux puits ou fosses d'aisances en service : travaux de curage, nettoyage, piquetage des fosses d'aisances ayant servi ; travaux de dégorgement à la main de cuvettes de w.-c.

- 50 % pour les réparations exécutées dans les fosses d'aisances après curage, nettoyage et piquetage des enduits.

- 50 % pour curage, nettoyage et réparation des citernes à eaux pluviales.

---

#### **Article 3-2-2**

##### **Travaux de fumisterie industrielle, de construction et d'entretien des fours**

- 100 % pour les réparations intérieures de maçonnerie, de chaudières en exploitation, les travaux de réparation dans les fours, foyers et conduits de fumée.
- 50 % pour les mêmes réparations dans les chaudières arrêtées.
- 20 % pour les démontages ou démolitions de chaudières.

Les employeurs doivent se conformer à la législation sanitaire en vigueur.

#### **Article 4**

##### **Indemnisation des apprentis**

L'apprenti est un salarié de l'entreprise. Il est donc soumis aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur pour l'ensemble des salariés, sous réserve de la réglementation particulière qui lui est applicable en tant que jeune travailleur.

Une prime sera allouée par l'employeur à l'apprenti qui aura obtenu le diplôme visé, dans les conditions suivantes :

- CAP, BEP : 450 €
- BP, BAC PRO : 550 €
- BAC+2 BTP : 650 €

sous réserve de la présentation d'un justificatif d'obtention du diplôme et de la présence de cet apprenti dans l'entreprise au moment du versement.

Ces montants seront revalorisés, a minima, annuellement selon l'augmentation appliquée au coefficient 185 de la grille des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment des départements du Nord et du Pas-de-Calais ou tous les 3 ans.

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

#### **Article 5**

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...

#### **Article 6**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

## **2. Avenant de salaire**

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, en particulier celle concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

La convention collective nationale intègre désormais et généralise les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elle se substitue.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Hauts-de-France, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux existants des ouvriers du Bâtiment de la région Hauts-de-France et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-3 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés).

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(12)</sup>

<sup>(12)</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des Régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes des salaires mensuels minimaux dans le périmètre géographique de la nouvelle région Hauts-de-France avec un objectif de convergence fixé, au plus tard, au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

## Article 1

Pour la région Hauts-de-France, les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

- Pour les départements du Nord et du Pas-de-Calais, à compter du 1<sup>er</sup> février 2018 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I - Ouvriers d'exécution		
Position 1	150	1 497,00 €
Position 2	170	1 538,00 €
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 635,00 €
Niveau III - Compagnons professionnels		
Position 1	210	1 800,00 €
Position 2	230	1 952,00 €
Niveau IV - Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe		
Position 1	250	2 113,00 €
Position 1	270	2 268,00 €

- Pour les départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme, à compter du 1<sup>er</sup> février 2018

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I - Ouvriers d'exécution		
Position 1	150	1 497,00 €
Position 2	170	1 510,00 €
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 555,00 €
Niveau III - Compagnons professionnels		
Position 1	210	1 640,00 €
Position 2	230	1 760,00 €
Niveau IV - Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe		
Position 1	250	1 890,00 €
Position 2	270	2 023,00 €

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

## Article 2

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...

## Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

### 3. Avenant relatif aux indemnités de petits déplacements (IDP)

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, en particulier celle concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

La convention collective nationale intègre désormais et généralise les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elle se substitue.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Hauts-de-France, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements existants des ouvriers du Bâtiment de la région Hauts-de-France et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-4 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés).

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(13)</sup>

<sup>(13)</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des Régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes d'indemnités de petits déplacements dans le périmètre géographique de la nouvelle région Hauts-de-France avec un objectif de convergence fixé, au plus tard, au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

#### Article 1

Pour la région Hauts-de-France, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

- Pour les départements du Nord et du Pas de Calais, à compter du 1<sup>er</sup> Février 2018 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1	1,41 €	2,17 €	10,50 €
Zone 2	2,42 €	5,16 €	
Zone 3	4,00 €	7,98 €	
Zone 4	5,64 €	10,48 €	
Zone 5	7,05 €	13,40 €	

- Pour les départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme, à compter du 1<sup>er</sup> février 2018 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1	1,41 €	1,60 €	10,50 €
Zone 2	2,81 €	4,70 €	
Zone 3	4,23 €	7,50 €	
Zone 4	5,64 €	10,30 €	
Zone 5	7,05 €	13,00 €	

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

#### Article 3

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...

#### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue

---

Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

#### **4. Avenant relatif à l'indemnité de Maître d'apprentissage confirmé**

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Hauts-de-France, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants et les modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage confirmé, applicables aux salariés de la région Hauts-de-France et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage et conformément à l'article 1-5 de la présente Convention collective nationale, concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),

- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(14)</sup>

<sup>(14)</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des Régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

, les parties sont convenues de transcrire ces montants et modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage confirmé dans le périmètre géographique de la nouvelle région Hauts-de-France.

##### **Article 1**

##### **Indemnité allouée aux salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais**

Dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies le 8 décembre 2008 et ont déterminé le montant et les modalités de versement de l'indemnité pour les maîtres d'apprentissage titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé, comme suit :

##### **Article 1-1**

Les salariés concernés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé bénéficient d'une indemnité versée par leur employeur pendant la durée de l'apprentissage.

##### **Article 1-2**

Le montant de cette indemnité est fixé à 450 € pendant la durée du contrat d'apprentissage suivi par le Maître d'Apprentissage Confirmé.

##### **Article 1-3**

Les modalités de versement de cette indemnité par l'employeur du Maître d'apprentissage confirmé sont échelonnées de la manière suivante :

- 200 € à la fin du 6<sup>ème</sup> mois de l'apprentissage

- 200 € le premier mois de la deuxième année d'apprentissage

- 50 € si le titulaire du contrat d'apprentissage suivi par le Maître d'apprentissage confirmé obtient son diplôme.

En cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage ou en cas de départ du Maître d'apprentissage confirmé de l'entreprise, le montant de l'indemnité versée sera calculé au prorata temporis de la durée du contrat effectué par l'apprenti ou de la fonction exercée.



#### Article 1-4

Ces dispositions sont applicables pour les contrats d'apprentissage signés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009.

#### Article 2

##### **Indemnité allouée aux salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé dans les départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme**

Dans les départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies le 22 avril 2010 et ont déterminé le montant et les modalités de versement de l'indemnité pour les maîtres d'apprentissage titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé<sup>(15)</sup>

<sup>(15)</sup> Maximum de deux contrats simultanés par maître d'apprentissage.

comme suit, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2010 :

#### Article 2-1

##### **Contrat sur deux ans**

2 mois après le début du contrat	Au 30 juin mi-parcours	Au 31 décembre de la 2 <sup>ème</sup> année	À la fin du contrat
130,00 €	130,00 €	130,00 €	130,00 €

#### Article 2-2

##### **Contrat sur trois ans**

2 mois après le début du contrat	Au 30 juin N + 1	Au 31 décembre N + 1	Au 30 juin N + 2	Au 31 décembre N + 2	À la fin du contrat
130,00 €	130,00 €	130,00 €	130,00 €	130,00 €	130,00 €

#### Article 2-3

Les parties ont décidé qu'un bilan d'étape serait présenté en CPREF et Commission Paritaire régionale chaque année.

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

#### Article 3

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...

#### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

### **Annexe XII - Région Ile-de-France (Hors Seine-et-Marne)**

#### **1. Avenant de spécificité**

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions, collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart

---

*des conventions collectives territoriales, auxquelles elles se substituent.*

*Soucieuses de préserver certaines spécificités locales auxquelles sont attachés les employeurs et les ouvriers concernés, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Ile-de-France, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour conclure le présent avenant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article 1-5 de la présente Convention collective nationale, concernant*

*- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),*

*- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).*

## **Article 1**

### **Champ d'application territorial**

*Les dispositions énoncées ci-après seront maintenues dans le même périmètre géographique que celui prévu par la Convention collective régionale des Ouvriers du Bâtiment du 23 juin 1993, soit dans les départements de Paris, Seine-Saint-Denis, Hauts-de-Seine, Val-de-Marne, Essonne, Yvelines et Val-d'Oise.*

## **Article 2**

### **Œuvres sociales**

*Les salariés des entreprises définies dans le présent avenant bénéficient d'œuvres sociales instituées par la Profession. Les entreprises doivent obligatoirement s'affilier à l'Association Paritaire d'Action Sociale du Bâtiment et des Travaux Publics de la Région Parisienne (APAS-BTP-RP).*

*Les entreprises relevant du présent avenant versent à l'Association précitée une cotisation fixée à 0,40 % des salaires.*

*Des accords collectifs conventionnels pourront prévoir expressément pour certaines catégories de membres adhérents des possibilités de dispense totale ou partielle de cotisation.*

*Les parties signataires du présent avenant conviennent de la nécessité d'une réunion annuelle pour examiner les conditions d'application du présent article.*

*Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux sociétés coopératives qui adhèrent aux œuvres sociales du mouvement coopératif.*

## **Article 3**

### **Clauses relatives à l'Apprentissage**

#### **Article 3.1**

##### **Objet**

*Le présent article a pour objet de définir les règles relatives à l'Apprentissage dans les entreprises du Bâtiment, compte tenu des dispositions des articles L. 6211-1 et suivants du Code du travail.*

#### **Article 3.2**

##### **Contenu**

*Les parties contractantes affirment tout l'intérêt qu'elles portent à l'Apprentissage et à la formation professionnelle en alternance comme modes d'acquisition privilégiés d'une qualification. Elles estiment que l'Apprentissage doit comporter une formation générale, à la fois intellectuelle et morale, combinée avec l'acquisition d'une technique professionnelle théorique et pratique.*

#### **Article 3.3**

##### **Classification**

*Lorsque l'apprenti aura terminé son temps d'apprentissage et passé avec succès l'examen permettant l'obtention d'un diplôme de l'enseignement technique il sera classé selon les dispositions prévues à la classification des ouvriers du Bâtiment intégrée au titre XII des Conventions Collectives Nationales.*

#### **Article 3.4**

##### **Jours fériés, autorisations d'absence, congés payés, maladies et accidents, professionnels ou non, et maternité**

*Les dispositions des chapitres V-1, V-2, VI-1 et VI-2 des Conventions Collectives Nationales, concernant respectivement les jours fériés, les autorisations d'absence, les congés payés, les maladies et accidents professionnels ou non et la maternité, s'appliquent également aux apprentis.*

---

**Article 3.5**  
**Semaine supplémentaire de repos**

*Pour faciliter la transition avec le rythme des vacances scolaires, les apprentis bénéficieront, pendant le cours de la première année d'apprentissage, d'une semaine supplémentaire de repos rémunérée par l'entreprise.*

*Cette période de sept jours calendaires, dont le point de départ peut se situer un jour quelconque de la semaine, est à prendre en hiver, entre le 1<sup>er</sup> décembre et le 15 mars, aux dates de fermeture du Centre de Formation d'Apprentissage, et avec l'accord, sur la date de ces vacances, de l'employeur, maître d'apprentissage.*

**Article 3.6**  
**Indemnités de petits déplacements**

*Les apprentis bénéficient des dispositions relatives à l'indemnisation des petits déplacements dans les conditions prévues par le chapitre I du titre VIII des Conventions Collectives Nationales.*

*Par dérogation, le versement des indemnités de transport et de repas sera également octroyé à l'apprenti lors de ses déplacements au Centre de Formation d'Apprentis sur la base des frais réellement engagés et dans la limite des montants conventionnels accordés aux ouvriers.*

**Article 3.7**  
**Salaires lors d'un second contrat**

*Le jeune salarié qui, à l'issue d'un premier contrat d'apprentissage dans une entreprise de Bâtiment, prépare un second diplôme par la voie de l'apprentissage, perçoit pendant toute la durée de ce second contrat un salaire égal à 70 % du salaire minimal conventionnel correspondant au niveau de qualification auquel son premier diplôme lui aurait donné accès.*

*Cette disposition est applicable aux contrats d'apprentissage conclus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996.*

**Article 4**  
**Travail exceptionnel de nuit**

*Lorsque le travail se prolonge au-delà de minuit, mais s'arrête avant 6 heures, et en l'absence de moyen de transports publics ou fournis par l'entreprise pour quitter le chantier, les heures comprises entre l'arrêt de travail et 6 heures sont indemnisées au tarif simple.*

*En cas de travail exceptionnel de nuit se prolongeant après minuit, un arrêt d'une demi-heure payé est accordé pour le casse-croûte.*

**Article 5**  
**Travail exceptionnel des jours fériés payés**

*Lorsque les circonstances obligent à travailler un jour férié indemnisé au titre de l'article V-11 du Titre V des Conventions Collectives Nationales des ouvriers du Bâtiment., les heures de travail réellement effectuées ce jour-là sont rétribuées, en sus de l'indemnité prévue à l'article V-11, avec une majoration de 50 %.*

*< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >*

**Article 6**

*Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...*

**Article 7**

*Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.*

*Fait à...*

*Le...*

*En... exemplaires*

*Signataires :*

**2. Avenant de salaire**

*Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.*

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Ile-de-France (hors Seine-et-Marne), adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux existants des ouvriers du Bâtiment de la région Ile-de-France (hors Seine-et-Marne) et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article 1-3 de la présente Convention collective nationale, concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),

- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

### Article 1

Pour la région Ile-de-France (hors Seine-et-Marne), les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaires mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I - Ouvriers d'exécution		
Position 1	150	1 500,00 €
Position 2	170	1 510,00 €
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 580,00 €
Niveau III - Compagnons professionnels		
Position 1	210	1 735,00 €
Position 2	230	1 865,00 €
Niveau IV - Maître ouvriers ou chefs d'équipe		
Position 1	250	1 983,00 €
Position 2	270	2 170,00 €

Les parties signataires du présent avenant ont arrêté :

- la valeur du point (VP) à 7,92 €

et :

- la partie fixe (PF) à 312,00 € pour le coefficient 150

- la partie fixe (PF) à 163,60 € pour le coefficient 170

- la partie fixe (PF) à 114,80 € pour le coefficient 185

- la partie fixe (PF) à 71,80 € pour le coefficient 210

- la partie fixe (PF) à 43,40 € pour le coefficient 230

- la partie fixe (PF) à 3,00 € pour le coefficient 250

- la partie fixe (PF) à 31,60 € pour le coefficient 270

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

### Article 2

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...

### Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

---

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

### **3. Avenant relatif aux indemnités de petits déplacements (IDP)**

*Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.*

*Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.*

*Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Île-de-France (hors Seine-et-Marne), adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements existants des ouvriers du Bâtiment de la région Île-de-France (hors Seine-et-Marne) et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-4 de la présente Convention collective nationale, concernant*

*- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),*

*- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).*

#### **Article 1**

##### **Application géographique**

*Par dérogation à l'article VIII-13 des Conventions Collectives Nationales des ouvriers du Bâtiment et pour tenir compte de la forte concentration urbaine de la Région Parisienne, il est institué un système de 7 zones concentriques (soit les zones 1 A, 1 B, 2, 3, 4, 5, 6).*

*La première zone (zone 1 A) est déterminée par une distance de 5 kilomètres à compter du point de départ des petits déplacements, tel qu'il est défini à l'article VIII-14 des Conventions collectives nationales.*

*Pour les entreprises soumises aux dispositions des articles 2-1 et 2-2 ci-dessous, la première zone (1 A) est constituée par l'ensemble de la ville de Paris intra muros.*

*La deuxième zone (zone 1 B) est déterminée par une distance de 10 kilomètres de et limitée intérieurement par la première zone (zone 1 A), dont le centre est le point de départ des petits déplacements.*

*Les zones 1B à 5 sont concentriques et leurs limites sont distantes entre elles de 10 kilomètres mesurés conformément à l'article VIII-13 des Conventions collectives nationales.*

*La zone 6 se situe au-delà de 50 kilomètres et s'applique tant que les conditions du grand déplacement ne sont pas réunies.*

#### **Article 2**

##### **Point de départ**

*Dans les entreprises qui ont dans la Région Parisienne différents centres d'activité fixes et permanents (bureaux, sièges, agences, dépôts, magasins de vente, usines), chaque ouvrier recevra la notification écrite de son point géographique de rattachement pour la définition du point de départ des petits déplacements. Il en sera de même pour les nouveaux embauchés.*

*En cas de modification de ce point géographique de rattachement, une entente préalable entre les parties est nécessaire pour fixer le nouveau point de départ des petits déplacements.*

#### **Article 2-1**

##### **Point de départ pour Paris**

*Afin de tenir compte des moyens de transport existants et de la forte concentration urbaine de la ville de Paris, pour les entreprises ayant leur siège social, ou leur agence régionale, ou leur bureau local si l'agence ou le bureau y est implanté depuis plus d'un an avant l'ouverture du chantier, dans le département de Paris, le point de départ des petits déplacements, c'est-à-dire le centre des zones concentriques, est fixé sur le parvis de la cathédrale Notre-Dame de Paris.*

*La première zone (1 A) est constituée uniquement par l'ensemble de la ville de Paris intra-muros.*

---

## **Article 2-2** **Option<sup>(16)</sup>**

*(16) Le caractère provisoire de cette option est maintenu.*

*Par exception aux dispositions de l'article VIII-14 des Conventions collectives nationales des ouvriers du Bâtiment, les entreprises de banlieue qui avaient opté pour le régime parisien, dans le cadre d'anciens systèmes d'indemnisation des petits déplacements, peuvent continuer de bénéficier de cette option pour la détermination du point de départ des petits déplacements.*

*Pour ces entreprises de banlieue, le point de départ des petits déplacements, c'est-à-dire le centre des zones concentriques, est fixé sur le parvis de la cathédrale Notre-Dame de Paris. La première zone 1 A est constituée uniquement par l'ensemble de la ville de Paris intra-muros.*

*Pour les entreprises de banlieue qui n'avaient pas opté pour le régime parisien dans le cadre d'anciens régimes d'indemnisation des petits déplacements, le point de départ des petits déplacements est défini à l'article VIII-14 des Conventions collectives nationales des ouvriers du Bâtiment.*

*Les entreprises de banlieue qui avaient opté pour le régime parisien peuvent y renoncer et appliquer les règles précisées à l'article VIII-14 des Conventions collectives nationales. Dans ce cas, cette modification de régime doit être notifiée aux ouvriers concernés.*

## **Article 3** **Indemnité de frais de transport**

*L'indemnité de frais de transport a pour objet :*

**a)** *D'indemniser les frais réels de transport engagés quotidiennement par l'ouvrier pour se rendre par ses propres moyens directement de son domicile habituel au chantier et pour en revenir sur la base du tarif des abonnements annuels ou mensuels aux transports en commun institués dans la Région Parisienne ;*

**b)** *D'indemniser forfaitairement, par exception à l'alinéa précédent, les frais de transport engagés quotidiennement par l'ouvrier pour se rendre sur le chantier avant le début de la journée de travail et pour en revenir à la fin de celle-ci, quel que soit le moyen de transport réel choisi par le salarié, lorsque :*

- le domicile de l'ouvrier est situé hors de la zone couverte par l'abonnement aux transport en commun souscrit ;*
- le chantier sur lequel travaille l'ouvrier est situé hors de la zone couverte par l'abonnement aux transport en commun souscrit ;*
- l'entreprise sait à l'avance que le mois de travail sera incomplet ;*
- un accord d'entreprise prévoit d'indemniser forfaitairement les frais de transport ;*

**c)** *Lorsqu'il n'existe aucun moyen de transport collectif permettant à l'ouvrier de se rendre sur le chantier, l'entreprise peut, au choix :*

- assurer gratuitement le transport siège-chantier ou point fixe de rendez-vous-chantier et, dans ce cas, aucune indemnité n'est due au titre du régime d'indemnisation des frais de transport ;*
- indemniser les frais de transport sur la base de l'indemnité forfaitaire de transport définie à l'alinéa b ci-dessus ;*
- indemniser les frais de transport sur la base des frais réellement engagés par l'ouvrier ;*

**d)** *En tout état de cause, l'entreprise peut convenir d'un accord particulier avec les représentants du personnel dans la mesure où les clauses prévues ci-dessus ne sont pas adaptées.*

## **Article 4** **Montants des indemnités de petits déplacements**

*En Région Parisienne, la règle étant le remboursement de frais réels sur la base du tarif des abonnements annuels ou mensuels aux transports en commun payé en totalité, le barème des indemnités de petits déplacements défini ci-après ne s'applique que par exception (cf. alinéa b de l'article 3 ci-dessus).*

*Les parties signataires du présent avenant, ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :*

<i>Zones</i>	<i>Indemnité de trajet</i>	<i>Indemnité de transport</i>	<i>Indemnité de repas</i>
<i>Zone 1A</i>	<i>1,00 €</i>	<i>1,00 €</i>	<i>10,00 €</i>
<i>Zone 1B</i>	<i>1,75 €</i>	<i>1,75 €</i>	
<i>Zone 2</i>	<i>2,50 €</i>	<i>2,50 €</i>	
<i>Zone 3</i>	<i>3,75 €</i>	<i>3,75 €</i>	
<i>Zone 4</i>	<i>4,50 €</i>	<i>4,50 €</i>	
<i>Zone 5</i>	<i>5,50 €</i>	<i>5,50 €</i>	
<i>Zone 6</i>	<i>6,20 €</i>	<i>6,20 €</i>	

*Ce barème est applicable à compter :*

*- du 1<sup>er</sup> janvier 2018 pour l'indemnité de repas,*

*- et du 1<sup>er</sup> mai 2009 pour les indemnités de déplacements.*

*< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >*

#### **Article 5**

*Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...*

#### **Article 6**

*Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.*

*Fait à..., Le..., En... exemplaires,*

*Signataires :*

### **4. Avenant relatif à l'indemnité de Maître d'apprentissage confirmé**

*Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.*

*Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.*

*Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Île-de-France (y compris la Seine-et-Marne), adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants et les modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage confirmé, applicables aux salariés de la région Île-de-France (y compris la Seine-et-Marne) et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage et conformément à l'article I-5 de la présente Convention collective nationale, concernant*

*- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),*

*- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).*

#### **Article 1**

*Les salariés concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée du contrat d'apprentissage.*

#### **Article 2**

*Le montant de cette indemnité est fixé à 150 € annuels par apprenti.*

### Article 3

*Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées pour chaque année de la manière suivante :*

*Versement d'un acompte de 60 € au bout de 6 mois,*

*Versement du solde à la fin du 12<sup>ème</sup> mois.*

*En cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, le montant versé au Maître d'apprentissage sera déterminé au prorata du temps de présence de l'apprenti durant l'année d'apprentissage.*

### Article 4

*Les parties conviennent de se revoir dans un délai de 12 mois au plus, pour effectuer un bilan des conditions et modalités d'application de cet accord.*

*< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >*

### Article 5

*Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...*

### Article 6

*Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.*

*Fait à..., Le..., En... exemplaires,*

*Signataires :*

## ***Annexe XIII - Région Nouvelle-Aquitaine***

### ***1. Avenant de spécificité***

*Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.*

*Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.*

*Soucieuses de préserver certaines spécificités locales auxquelles sont attachés les employeurs et les ouvriers concernés, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Nouvelle-Aquitaine, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour conclure le présent avenant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article 1-5 de la présente Convention collective nationale, concernant*

*- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),*

*- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).*

### Article 1

***Rémunération des jeunes qui s'engagent dans la préparation d'un diplôme de niveau IV ou de niveau III dans les métiers du Bâtiment dans l'ancienne région Aquitaine<sup>(17)</sup>***

<sup>(17)</sup> Dispositions issues de l'Accord paritaire régional du 11 février 2004 relatif à la rémunération des jeunes qui s'engagent dans la préparation d'un diplôme de niveau IV ou de niveau III dans les métiers du Bâtiment de la région Aquitaine

*Les dispositions énoncées ci-après sont maintenues dans le périmètre géographique de l'ancienne région Aquitaine, soit dans les départements de la Dordogne, de la Gironde, du Lot-et-Garonne, des Landes et des Pyrénées-Atlantiques.*

*Les parties signataires ont considéré :*

*- La nécessité de pérenniser l'activité des entreprises de Bâtiment.*

*- Le Bâtiment constitue en effet, en Aquitaine, un secteur économique important, véritable clé de voûte de l'économie régionale, tant en termes de créations d'emplois directs et indirects (effet sur les secteurs d'activités en amont et en aval), qu'en terme de production.*

*- L'acuité du problème du vieillissement de la population salariée au vu de la pyramide des âges des entreprises,*



- 
- L'urgence à pallier la pénurie de personnels qualifiés et hautement qualifiés constatée unanimement par les professionnels de la plupart des corps d'état et de tous les départements de la Région Aquitaine,
  - La nécessité de développer la formation professionnelle par alternance et en particulier, l'apprentissage.
  - La volonté des organisations patronales et de syndicats de salariés d'accorder un avantage conventionnel aux apprentis qui font l'effort d'améliorer leurs compétences, démontrant ainsi leur volonté de s'insérer durablement dans le Bâtiment.

Au vu de ces constats, les parties signataires conviennent des dispositions suivantes en faveur des jeunes qui s'engagent, par la voie de l'apprentissage, dans la préparation d'un diplôme de niveau IV ou de niveau III de l'Éducation Nationale.

#### **Article 1-1**

Sont visés par ces dispositions, les jeunes qui, après l'obtention d'un diplôme de l'enseignement professionnel de niveau V, s'engagent dans la préparation d'un diplôme de niveau IV ou de niveau III de l'Éducation Nationale par contrat d'apprentissage.

#### **Article 1-2**

Dans le cas de contrats d'apprentissage successifs, avec le même employeur ou un employeur différent, la rémunération perçue par l'apprenti ne pourra être inférieure à celle appliquée à la dernière année d'exécution du contrat d'apprentissage précédent.

#### **Article 1-3**

L'obligation de verser la rémunération conventionnelle ci-après définie s'applique aux contrats d'apprentissage conclus à partir du 1<sup>er</sup> juin 2004.

#### **Article 1-4**

Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et sauf quand l'application de la rémunération prévue par le Code du travail à l'article D. 6222-26 en fonction de l'âge est plus favorable,

- Le jeune qui prépare un diplôme de niveau IV de l'Éducation Nationale, par la voie de l'apprentissage, perçoit pendant la durée de ce second contrat, un salaire égal :

- pour la première année du contrat à 65 %
- pour la seconde année du contrat à 75 %

du salaire minima conventionnel correspondant à l'Ouvrier professionnel Niveau 2, coefficient 185, tel que défini en application de l'article XII-2 des Conventions collectives nationales.

- Le jeune qui prépare un diplôme de niveau III de l'Éducation Nationale, par la voie de l'apprentissage, perçoit pendant la durée de ce second contrat, un salaire égal :

- pour la première année du contrat à 65 %
- pour la seconde année du contrat à 75 %

du salaire minima conventionnel correspondant au Compagnon professionnel Niveau 3 Position 1, coefficient 210, tel que défini en application de l'article XII-2 des Conventions collectives nationales.

#### **Article 2**

##### **Salaires minimaux des apprentis du Bâtiment applicables dans l'ancienne région Limousin**

Les dispositions de l'accord régional du 17 novembre 1992 et de ses avenants, énoncées ci-après, sont maintenues dans le périmètre géographique de l'ancienne région Limousin, soit dans les départements de la Corrèze, de la Creuse et de la Haute-Vienne.

#### **Article 2-1**

Les salaires mensuels minimaux des apprentis du Bâtiment des départements de la Corrèze, de la Creuse et de la Haute-Vienne, selon la valeur du SMIC<sup>(18)</sup>

<sup>(18)</sup> Majoré de 0,01 Euros conformément à l'article de l'avenant n° 15 du 9 octobre 1972.

, seront<sup>(19)</sup>

<sup>(19)</sup> Montants revalorisés à compter du 1<sup>er</sup> août 2005 par l'avenant n° 2 du 28 juillet 2005.

:

Année d'apprentissage	Moins ans de 18		18/20 ans		21/22 ans		23/25 ans	
	Salaire		Salaire		Salaire		Salaire	
	% SMIC	Euros	% SMIC	Euros	% SMIC	Euros	% SMIC	Euros
1 <sup>ère</sup> année	40	487,77	50	609,71	55	670,68	65	792,63
2 <sup>ème</sup> année	55	670,68	65	792,63	75	914,57	80	975,54
3 <sup>ème</sup> année	70	853,60	75	914,57	80	975,54	90	1097,48

## Article 2-2

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 1999, les salaires mensuels minimaux des apprentis du Bâtiment seront revalorisés selon les mêmes dispositions que celles prévues à l'article 3-1 pour les situations suivantes :

- Contrat d'une durée d'un an
- Préparation d'une mention complémentaire
- Préparation d'un diplôme connexe.

## Article 2-3

En cas de contrat successifs, avec le même employeur, ou avec un nouvel employeur des branches du Bâtiment, la rémunération du nouveau contrat ne pourra être inférieure à celle de la dernière année du contrat précédent.

## Article 2-4

Les parties signataires conviennent de rechercher en commun toutes dispositions qui permettront de favoriser le développement culturel, humain et sportif des Apprentis du Bâtiment.

## Article 3

### **Primes pour travaux occasionnels applicables dans l'ancienne région Limousin**

Les dispositions énoncées ci-après, sont maintenues dans le périmètre géographique de l'ancienne région Limousin, soit dans les départements de la Corrèze, de la Creuse et de la Haute-Vienne.

L'exercice normal du métier ne peut donner lieu à l'attribution d'aucune prime particulière.

Seuls les travaux occasionnels, tels que définis ci-dessous, présentant des conditions d'insalubrité, de pénibilité ou de nuisances particulières seront indemnisés aux taux prévus.

## Article 3-1

### **Travaux de fumisterie**

a) Travaux occasionnels de ramonage :

- 0,72 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

b) Travaux occasionnels de démontage ou piquage de chaudière, travaux effectués dans les foyers occasionnels, foyers, conduits et gaines de cheminées :

- 0,72 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

## Article 3-2

### **Travaux en hauteur, dans l'eau, au marteau-piqueur**

a) Montage et démontage occasionnels d'échafaudages volants, d'échafaudages de pied, de grues, de sapines à une hauteur supérieure à 10 mètres au bord du vide, mesurés à partir de la surface de réception ou, à défaut, du sol :  
— 1,48 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;

b) Travaux occasionnels sur échafaudages volants ou nacelles :

- 0,72 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;

c) Travaux occasionnels sans échafaudage à plus de 10 mètres au bord du vide, mesuré à partir de la surface de réception ou, à défaut, du sol :

- 0,72 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;

d) Travaux occasionnels dans plus de 10 cm d'eau :

- 0,72 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;

e) Utilisation pendant plus d'une heure d'un marteau-piqueur ou d'un brise-béton :

---

- 1,11 € de l'heure de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;

### **Article 3-3**

#### ***Pénibilité due aux conditions d'insalubrité, d'ambiance ou de nuisance***

a) Utilisation occasionnelle pendant une durée supérieure à quatre heures de produits soumis à la législation fixant les conditions d'emballage ou d'étiquetage des substances et préparations dangereuses :

- 0,72 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;

b) Utilisation occasionnelle pendant une durée supérieure à quatre heures de matières caustiques, irritantes ou corrosives :

- 0,72 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;

c) Travaux effectués pendant une durée supérieure à quatre heures dans des vapeurs d'acides :

- 0,72 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;

d) Travaux pendant une durée supérieure à quatre heures dans des fosses d'aisance après vidange :

- 0,72 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;

e) Travaux pendant une durée supérieure à quatre heures dans des puits ou fouilles en tranchées dont le diamètre est inférieur à 2 mètres et la profondeur supérieure à 8 mètres :

- 0,72 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;

f) Travaux pendant une durée supérieure à quatre heures dans les locaux où la température à l'intérieur :

Ou bien est supérieure à 45 degrés ;

Ou bien est supérieure à 35 degrés et accuse une différence de 20 degrés par rapport à la température extérieure :

- 0,72 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;

g) Travaux exécutés avec port de casque et lance thermique :

- 0,72 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;

h) Travaux de projection de béton à la lance :

- 0,72 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;

i) Travaux de carottage et sciage béton :

- 0,72 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

### **Article 4**

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...

### **Article 5**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

## **2. Avenant de salaire**

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentative au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Nouvelle-Aquitaine, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux existants des ouvriers du Bâtiment de la région Nouvelle-Aquitaine et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-3 de la présente Convention collective nationale, concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),

- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(20)</sup>

<sup>(20)</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des Régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes des salaires mensuels minimaux dans le périmètre géographique de la nouvelle région Nouvelle-Aquitaine, avec un objectif de convergence au 1<sup>er</sup> mai 2020.

### Article 1

Pour la région Nouvelle-Aquitaine, les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, du Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution			
Position 1	150	1 481,82 €	9,77 €
Position 2	170	1 511,08 €	9,96 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 617,51 €	10,66 €
Niveau III Compagnons professionnels			
Position 1	210	1 765,31 €	11,64 €
Position 2	230	1 896,21 €	12,50 €
Niveau IV Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe			
Position 1	250	2 058,55 €	13,57 €
Position 2	270	2 184,77 €	14,40 €

- Pour les départements de la Creuse, de la Corrèze et de la Haute-Vienne, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution			
Position 1	150	1 481,82 €	9,77 €
Position 2	170	1 527,30 €	10,07 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 617,51 €	10,66 €
Niveau III Compagnons professionnels			
Position 1	210	1 751,89 €	11,55 €
Position 2	230	1 871,97 €	12,34 €
Niveau IV Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe			

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Position 1	250	2 011,78 €	13,26 €
Position 2	270	2 125,02 €	14,01 €

- Pour les départements de la Charente, de la Charente-Maritime, des Deux-Sèvres et de la Vienne, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution			
Position 1	150	1 481,82 €	9,77 €
Position 2	170	1 511,08 €	9,96 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 538,99 €	10,15 €
Niveau III Compagnons professionnels			
Position 1	210	1 720,75 €	11,35 €
Position 2	230	1 863,93 €	12,29 €
Niveau IV Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe			
Position 1	250	2 011,78 €	13,26 €
Position 2	270	2 151,10 €	14,18 €

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

## Article 2

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...

## Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

### 3. Avenant relatif aux indemnités de petits déplacements (IDP)

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Nouvelle-Aquitaine, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements existants des ouvriers du Bâtiment de la région Nouvelle-Aquitaine et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-4 de la présente Convention collective nationale,

concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),
- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(21)</sup>

<sup>(21)</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des Régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes d'indemnités de petits déplacements dans le périmètre géographique de la nouvelle région Nouvelle-Aquitaine

### Article 1

Conformément à l'article VIII-13 des Conventions collectives nationales des ouvriers du Bâtiment, la première des zones concentriques est divisée en deux sous-zones de la manière suivante :

- Zone 1A : de 0 à 5 km
- Zone 1B : de 5 à 10 km

### Article 2

Pour la région Nouvelle-Aquitaine, les parties signataires du présent avenant, ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

- Pour les départements de Dordogne, de Gironde, des Landes, du Lot-et-Garonne et des Pyrénées Atlantiques, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	0,55 €	0,82 €	9,40 €
1B	1,61 €	2,21 €	
2	3,15 €	4,67 €	
3	4,27 €	7,67 €	
4	5,62 €	10,11 €	
5	7,17 €	13,20 €	

- Pour les départements de Corrèze, de la Creuse, et de la Haute-Vienne, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	0,71 €	0,82 €	10,49 €
1B	1,60 €	1,58 €	
2	3,30 €	4,81 €	
3	4,70 €	7,99 €	
4	6,11 €	11,21 €	
5	7,55 €	14,40 €	

- Pour les départements de Charente, de Charente-Maritime, des Deux-Sèvres et de la Vienne, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	0,71 €	0,82 €	9,00 €
1B	1,12 €	1,58 €	
2	2,21 €	3,23 €	
3	3,60 €	5,00 €	
4	4,93 €	7,30 €	
5	6,64 €	10,00 €	

### Article 3

Dans le périmètre de l'ancienne région Aquitaine (soit dans les départements de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, du Lot-et-Garonne et des Pyrénées Atlantiques), il est rappelé que lorsque l'entreprise ouvre un chantier qui ne se situe plus dans le système des zones concentriques prévu par la Convention collective nationale et sous réserve de l'application des dispositions relatives aux Grands Déplacements, il conviendra que la direction de l'entreprise prenne toute disposition pour indemniser la sujétion supplémentaire représentée par le déplacement effectué au-delà de 50 km.

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

## 4. Avenant relatif à l'indemnité de Maître d'apprentissage confirmé

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Nouvelle-Aquitaine, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants et les modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage confirmé, applicables aux salariés de la région Nouvelle-Aquitaine et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage et conformément à l'article 1-5 de la présente Convention collective nationale, concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),

- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(22)</sup>

<sup>(22)</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des Régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

, les parties sont convenues de transcrire ces montants et modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage confirmé dans le périmètre géographique de la nouvelle région Nouvelle-Aquitaine.

## Article 1

### **Indemnité allouée aux salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé dans l'ancienne région Aquitaine**

Dans les départements de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, du Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies le 14 décembre 2006 et ont déterminé les montants et modalités de versement de l'indemnité pour les maîtres d'apprentissage, titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé, comme suit :

- 125 € par année de contrat d'apprentissage

Au prorata temporis de la durée du contrat effectué par l'apprenti.

Le versement de l'indemnité en fin de 2<sup>ème</sup> année du contrat d'apprentissage au maître d'apprentissage n'est pas soumis à la condition d'obtention par l'apprenti, de son diplôme.

## Article 2

### **Indemnité allouée aux salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé dans l'ancienne région Limousin**

Dans les départements de la Corrèze, de la Creuse et de la Haute-Vienne, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies le 21 décembre 2006 et ont déterminé les montants et modalités de versement de l'indemnité pour les maîtres d'apprentissage titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé, comme suit :

## Article 2-1

Les salariés concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée de l'apprentissage.

## Article 2-2

Le montant de cette indemnité est fixé à 250 € par apprenti pour un contrat d'apprentissage de 2 ans.

## Article 2-3

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées pour chaque année de la manière suivante :

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat de 2 ans				
6 mois après le début du contrat	30 juin mi-parcours	31 décembre de la 2 <sup>ème</sup> année	Fin du contrat	Si réussite du diplôme
50 €	50 €	50 €	50 €	50 €

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, le montant versé au Maître d'apprentissage confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée du contrat effectué par l'apprenti.

## Article 2-4

Cet accord est applicable pour les contrats d'apprentissage signés à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2007.

## Article 3

### **Indemnité allouée aux salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé dans l'ancienne région Poitou-Charentes**

Dans les départements de la Charente, de la Charente-Maritime, des Deux-Sèvres et de la Vienne, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies le 10 janvier 2012 et ont déterminé les montants et modalités de versement de l'indemnité pour :

- les maîtres d'apprentissage titulaires du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé (TMAC),
  - les maîtres d'apprentissage encadrant un jeune en contrat d'apprentissage et qui obtiennent le TMAC pendant la durée du contrat d'apprentissage,
  - les maîtres d'apprentissage encadrant un jeune en contrat d'apprentissage pour la première fois, et qui ont suivi une formation à l'exercice de cette mission,
- comme suit :

## Article 3-1

Les salariés concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée de l'apprentissage.



---

### **Article 3-2**

*Cette indemnité est fixée par année et par contrat d'apprentissage.*

*Son montant est déterminé de la façon suivante :*

- 165 € pour un maître d'apprentissage encadrant un apprenti,*
- 70 € supplémentaire pour un maître d'apprentissage encadrant un deuxième apprenti*
- 25 € supplémentaire pour un maître d'apprentissage encadrant un troisième apprenti*

*Le montant de cette indemnité sera révisé tous les 2 ans.*

### **Article 3-3**

*Le versement de cette indemnité se fera au plus tard à la date anniversaire de la signature du contrat.*

*Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre ou en cas de départ du Maître d'apprentissage confirmé de l'entreprise, le montant versé sera effectué au prorata temporis du contrat.*

### **Article 3-4**

*Ces dispositions sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2012.*

*< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >*

### **Article 4**

*Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...*

### **Article 5**

*Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.*

*Fait à..., Le..., En... exemplaires,*

*Signataires :*

## ***Annexe XIV - Région Normandie***

### ***1. Avenant de spécificité***

*Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.*

*Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.*

*Soucieuses de préserver certaines spécificités locales auxquelles sont attachés les employeurs et les ouvriers concernés, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Normandie, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour conclure le présent avenant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article 1-5 de la présente Convention collective nationale, concernant*

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),*
- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).*

### **Article 1**

#### ***Champ d'application territorial***

*Les dispositions énoncées ci-après seront maintenues dans le périmètre géographique de l'ancienne région de Haute-Normandie, soit dans les départements de l'Eure et de la Seine-Maritime.*

### **Article 2**

#### ***Primes pour travaux occasionnels particuliers***

*Tant que la pénibilité d'un travail ne peut ou ne pourra être compensé par des techniques et moyens appropriés il sera alloué une indemnité dite prime pour travaux pénibles.*

---

*Dans tous les cas ces primes ne peuvent pas revêtir le caractère de prime de risque.*

*Les entreprises intégreront le plus en amont possible, dès la conception de l'ouvrage, les besoins touchant à l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail, afin que les installations nécessaires soient conçues et réalisées pour le démarrage des travaux.*

*Les entreprises se doivent de mettre à la disposition de leurs salariés tous les moyens de prévention, de protection collective et individuelle prévus par les textes en vigueur et/ou préconisés par les organismes de prévention. Elles doivent veiller à leur utilisation.*

*De leur côté les salariés devront se conformer à la législation, aux règlements de l'entreprise ou du chantier concernant les mesures de protection individuelle et collective.*

*En outre, il est rappelé aux entreprises les obligations légales d'organiser une formation pratique et appropriée en matière de sécurité.*

*Lorsqu'une vacation comprend au moins 4 heures et demie de travail effectif, les salariés concernés bénéficieront d'un arrêt de travail payé d'une durée de 15 minutes dans le but de se reposer et éventuellement de s'alimenter, sans quitter le chantier.*

*Les ouvriers effectuant les travaux tels que définis ci-après bénéficient suivant le cas, d'une ou plusieurs interruptions quotidiennes de travail égales à 10 % du temps de travail effectué, cette disposition ne se cumule pas avec la disposition de l'alinéa précédent.*

*Ces interruptions sont considérées et rémunérées comme du temps de travail effectifs.*

*Les travaux pénibles sont classés en trois catégories et ils ouvrent droit pour le salarié à l'attribution d'une prime horaire calculée de la façon suivante : (cf article 3 Mode de calcul des primes et indemnités, ci-après).*

*Les travaux concernés sont les suivants :*

#### ***Catégorie 1 coefficient 3***

- Travaux dans plus de 15 cm d'eau ;
- Travaux sur échafaudages volants manuels de + de 10 m ;
- Travaux avec utilisation manuelle d'un marteau piqueur ou brise-béton pneumatique de poids supérieur à 15 kg ;

#### ***Catégorie 2 coefficient 7***

- Travaux dans les égouts en service et dans les fosses d'aisance ;
- Travaux de montage et démontage occasionnels d'échafaudage volants, d'échafaudages de pied, de grues, de sapines, à une hauteur supérieure à 10 m au bord du vide, mesurée à partir de la surface de réception du matériel, qui peut être le sol ;
- Travaux avec le port d'un masque, cagoule, à adduction d'air dans une atmosphère de vapeurs nocives ou de poussières ;
- Travaux dans les excavations dont l'ouverture est inférieure à 2 m et à une profondeur supérieure à 6 m et dans vide sanitaire dont la hauteur de travail est inférieure à 1 m 35.
- Travaux avec utilisation manuelle d'un marteau-piqueur ou brise-béton pneumatiques de poids supérieur à 25 kg (il ne pourra être exigé plus d'une heure sur deux de travail au brise-béton, d'un poids supérieur à 25 kg. Dans l'intervalle de l'emploi du brise-béton, l'ouvrier sera affecté à une autre tâche).

#### ***Catégorie 3 coefficient 10***

- Travaux dans des locaux où la température à l'intérieur

*Ou bien est supérieure à 45°C ;*

*Ou bien est supérieure à 35°C et accuse une différence de 20°C par rapport à la température extérieure ;*

*Ou bien est inférieure à - 10°C dans des locaux frigorifiques.*

### **Article 3**

#### ***Mode de calcul des primes et indemnités***

*Toutes les primes ou indemnités forfaitaires attribuées dans le cadre de l'article 2 du présent avenant seront calculées de la façon suivante :*

*Pour chaque prime ou indemnité il sera attribué un coefficient : une valeur de référence sera fixée par négociation annuelle et applicable du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.*

*Cette valeur de référence (VR) multipliée par le coefficient déterminera la prime ou l'indemnité applicable.*

- Valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2015 : VR 0,31 €.

*< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >*

---

#### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...

#### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

### 2. Avenant de salaire

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Normandie, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux existants des ouvriers du Bâtiment de la région Normandie et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-3 de la présente Convention collective nationale, concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),

- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(23)</sup>

<sup>(23)</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des Régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes des salaires mensuels minimaux dans le périmètre géographique de la nouvelle région Normandie.

#### Article 1

Pour la région Normandie, les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

#### Article 1-1

Pour les départements du Calvados, de la Manche et de l'Orne, les parties signataires du présent avenant ont arrêté :

- La partie fixe (PF) à 375,44 €

- La valeur du point (VP) à 6,397 €

Par dérogation aux articles à l'article XII-8 des Conventions collectives nationales des Ouvriers du Bâtiment concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'une part, et par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'autre part, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des coefficients 150, 170, 250 et 270 des ouvriers du Bâtiment pour un horaire mensuel de 151,67 heures, comme suit :

- Coefficient 150 : 1 480,75 €

- Coefficient 170 : 1 501,84 €

- Coefficient 250 : 1 996,13 €

- Coefficient 270 : 2 125,50 €

Le barème ci-dessous est applicable à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2015 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvriers d'exécution			
Position 1	150	1 480,75 €	9,763 €
Position 2	170	1 501,84 €	9,902 €
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 559,02 €	10,279 €
Niveau III- Compagnons professionnels			
Position 1	210	1 718,88 €	11,333 €
Position 2	230	1 846, 89 €	12,177 €
Niveau IV - Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe			
Position 1	250	1 996,13 €	13,161 €
Position 2	270	2 125,50 €	14,014 €

### Article 1-2

Pour les départements de l'Eure et de la Seine-Maritime, les parties signataires du présent avenant ont arrêté :

- Coefficient 150 : 1 446 €

- Coefficient 210 : 1 683 €

- Coefficient 230 : 1 800 €

Les coefficients 170, 185, 250 et 270 résultent de l'application d'une partie fixe de 400 € et d'une valeur point de 6,24 €.

Il est par ailleurs convenu entre les parties signataires qu'il sera fait application du calcul du salaire binôme pour les coefficients 210 et 230 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Le barème ci-dessous est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I - Ouvriers d'exécution		
Position 1	150	1 446,00 €
Position 2	170	1 460,80 €
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 554,40 €
Niveau III - Compagnons professionnels		
Position 1	210	1 683,00 €
Position 2	230	1 800,00 €
Niveau IV - Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe		
Position 1	250	1 960,00 €
Position 2	270	2 084,00 €

**Rappel :** aucune rémunération mensuelle brute ne doit être inférieure au SMIC en vigueur.

Les parties signataires conviennent que si pendant la durée d'application de ces dispositions des modifications législatives, conventionnelles ou réglementaires étaient mises en place et influaient sur le calcul des salaires minimaux, il conviendrait, à la demande de l'une des parties, de se réunir et le cas échéant de renégocier les valeurs des salaires minimaux ouvriers fixées forfaitairement le 20 octobre 2014.

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

## Article 2

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...

## Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

### 3. Avenant relatif aux indemnités de petits déplacements (IDP)

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Normandie, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements existants des ouvriers du Bâtiment de la région Normandie et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-4 de la présente Convention collective nationale, concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),

- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(24)</sup>

<sup>(24)</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des Régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes d'indemnités de petits déplacements dans le périmètre géographique de la nouvelle région Normandie.

## Article 1

Dans la région Normandie, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 des Conventions collectives nationales des ouvriers du Bâtiment est divisée en deux-parties A et B :

- De 0 à 5 km pour la zone 1A et de 5 à 10 km pour la zone 1B dans le périmètre des départements de l'Eure et de la Seine-Maritime,

- De 0 à 3 km pour la zone 1A et de 3 à 10 km pour la zone 1 B dans le périmètre des départements du Calvados, de la Manche et de l'Orne.

## Article 2

Pour la région Normandie, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

- Pour les départements de l'Eure et de la Seine-Maritime, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1A	0,81 €	1,83 €	9,50 €
Zone 1B	1,02 €	2,36 €	
Zone 2	2,13 €	5,65 €	
Zone 3	3,25 €	8,32 €	
Zone 4	4,28 €	11,28 €	
Zone 5	5,53 €	14,95 €	

- Pour les départements du Calvados, de la Manche et de l'Orne à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1A	1,61 €	2,56 €	9,65 €
Zone 1B	1,61 €	2,56 €	
Zone 2	3,23 €	5,08 €	
Zone 3	4,83 €	8,49 €	
Zone 4	6,42 €	11,89 €	
Zone 5	8,07 €	15,28 €	

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

### Article 3

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

## 4. Avenant relatif à l'indemnité de Maître d'apprentissage confirmé

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Normandie, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants et les modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage confirmé, applicables aux salariés de la région Normandie et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage et conformément à l'article 1-5 de la présente Convention collective nationale, concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),

- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(25)</sup>

<sup>(25)</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des Régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

, les parties sont convenues de transcrire ces montants et modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage confirmé dans le périmètre géographique de la nouvelle région Normandie.

### Article 1

**Indemnité allouée aux salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé dans les départements du Calvados, de la Manche et de l'Orne**

Dans les départements du Calvados, de la Manche et de l'Orne, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies le 3 mai 2007 et ont

---

déterminé le montant et les modalités de versement de l'indemnité pour les maîtres d'apprentissage titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé, comme suit :

#### **Article 1-1**

*Les salariés concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée du contrat d'apprentissage.*

#### **Article 1-2**

*Le montant de l'indemnité est fixé à 240 € par an et par apprenti à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2015<sup>(26)</sup>*

*<sup>(26)</sup> Montant revalorisé par l'accord paritaire régional du 27 novembre 2014*

.

#### **Article 1-3**

*Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées pour chaque année de la manière suivante :*

- Versement d'un acompte de 75 €, 6 mois après le début du contrat ;
- Versement d'un solde à la fin du 12<sup>ème</sup> mois.

*En cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage au-delà de la période d'essai, l'indemnité demeure due mais sera déterminée au prorata du temps de présence de l'apprenti.*

#### **Article 1-4**

*Les parties conviennent de se revoir dans un délai de 12 mois au plus tard, pour effectuer un bilan des conditions et modalités d'application de cet accord.*

### **Article 2**

#### ***Indemnité allouée aux salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé dans les départements de l'Eure et de la Seine-Maritime***

*Dans les départements de l'Eure et de la Seine-Maritime, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies le 22 octobre 2012 et ont déterminé le montant et les modalités de versement de l'indemnité pour les maîtres d'apprentissage titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé, comme suit :*

#### **Article 2-1**

*Les salariés concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée du contrat d'apprentissage.*

#### **Article 2-2**

*Le montant de cette indemnité est fixé de la façon suivante :*

- 155 € par an et par apprenti (sur 2 ans)
- + 50 € au passage de l'examen
- + 50 € en cas de réussite à cet examen.

#### **Article 2-3**

*Cet avenant est applicable pour les contrats d'apprentissage signés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.*

*< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >*

### **Article 3**

*Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...*

### **Article 4**

*Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.*

*Fait à..., Le..., En... exemplaires,*

*Signataires :*

## ***Annexe XV - Région Occitanie***

### **1. Avenant de salaire**

*Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives*

nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Occitanie, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux existants des ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-3 de la présente Convention collective nationale, concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),

- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(27)</sup>

<sup>(27)</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des Régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes des salaires mensuels minimaux dans le périmètre géographique de la nouvelle région Occitanie, avec un objectif de convergence fixé au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2021, conformément à l'accord de convergence signé par les partenaires sociaux de la région Occitanie le 2 février 2017.

### Article 1

Pour la région Occitanie, les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

- Pour les départements de l'Aude, du Gard, de l'Hérault, de la Lozère et des Pyrénées Orientales, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2018 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution			
Position 1	150	1 498,50 €	9,88 €
Position 2	170	1 521,25 €	10,03 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 612,25 €	10,63 €
Niveau III Compagnons professionnels			
Position 1	210	1 765,44 €	11,64 €
Position 2	230	1 903,46 €	12,55 €
Niveau IV Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe			
Position 1	250	2 046,03 €	13,49 €
Position 2	270	2 190,11 €	14,44 €

- Pour les départements de l'Ariège, de l'Aveyron, de la Haute-Garonne, du Gers, du Lot, des Hautes-Pyrénées, du Tarn et du Tarn-et-Garonne, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2018 :



Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution			
Position 1	150	1 498,50 €	9,88 €
Position 2	170	1 521,25 €	10,03 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 612,25 €	10,63 €
Niveau III Compagnons professionnels			
Position 1	210	1 765,44 €	11,64 €
Position 2	230	1 903,46 €	12,55 €
Niveau IV Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe			
Position 1	250	2 029,34 €	13,38 €
Position 2	270	2 159,78 €	14,24 €

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

## Article 2

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...

## Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

## 2. Avenant relatif aux indemnités de petits déplacements (IDP)

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Occitanie, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements existants des ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article 1-4 de la présente Convention collective nationale, concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),

- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(28)</sup>

<sup>(28)</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des Régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes d'indemnités de petits déplacements dans le périmètre géographique de la nouvelle région Occitanie, avec un objectif de convergence fixé au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2023,

conformément à l'accord de convergence signé par les partenaires sociaux de la région Occitanie le 2 février 2017.

### Article 1

Dans le périmètre de la région Occitanie, la première ces zones concentriques instituées par l'article VIII-13 des Conventions collectives nationales des ouvriers du Bâtiment est divisée en deux :

- Zone 1A : de 0 à 5 km
- et zone 1B : de 5 à 10 km.

### Article 2

Pour la région Occitanie, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

#### Article 2-1

- Pour les départements de l'Aude, du Gard, de l'Hérault, de la Lozère et des Pyrénées Orientales, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2018 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	1,61 €	2,12 €	9,80 € (9,90 € à compter du 1 <sup>er</sup> octobre 2018)
1B	1,63 €	2,28 €	
2	2,96 €	4,50 €	
3	4,03 €	7,02 €	
4	5,25 €	9,72 €	
5	6,48 €	12,36 €	

Pour ces départements, il est également prévu que l'ouvrier qui travaille dans la zone 1 A, de 0 à 5 kilomètres, et bénéficie, en outre, au milieu de journée d'un temps de pause au moins égal à une heure et demie, est réputé prendre son repas à sa résidence habituelle, sauf s'il s'avère qu'il en va autrement dans les faits et cela pour des raisons tenant, notamment, à la localisation du chantier, comme aux moyens de transports existants.

#### Article 2-2

- Pour les départements de l'Ariège, de l'Aveyron, de la Haute-Garonne, du Gers, du Lot, de Hautes-Pyrénées, du Tarn et du Tarn-et-Garonne, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2018 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	1,16 €	1,57 €	10,10 €
1B	1,88 €	2,86 €	
2	4,00 €	5,76 €	
3	5,10 €	8,59 €	
4	6,77 €	11,39 €	
5	8,60 €	14,44 €	

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

### Article 3

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

---

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

### **3. Avenant relatif à l'indemnité de Maître d'apprentissage confirmé**

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Occitanie, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants et les modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage confirmé, applicables aux salariés de la région Occitanie et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage et conformément à l'article 1-5 de la présente Convention collective nationale du, concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),

- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(29)</sup>

<sup>(29)</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des Régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

, les parties sont convenues de transcrire ces montants et modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage confirmé dans le périmètre géographique de la nouvelle région Occitanie.

#### **Article 1**

##### **Indemnité allouée aux salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé dans l'ancienne région Languedoc-Roussillon**

Dans les départements de l'Aude, du Gard, de l'Hérault, de la Lozère et des Pyrénées Orientales, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies le 6 mars 2012 et ont déterminé le montant et les modalités de versement de l'indemnité pour les maîtres d'apprentissage titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé. Le montant de cette indemnité a été revalorisé par accord régional du 6 février 2018.

#### **Article 1-1**

Le montant de l'indemnité est fixé à 240 € par an et par apprenti.

#### **Article 1-2**

La date d'effet est fixée au 1<sup>er</sup> mars 2018.

#### **Article 2**

##### **Indemnité allouée aux salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé dans l'ancienne région Midi-Pyrénées**

Dans les départements l'Ariège, de l'Aveyron, de la Haute-Garonne, du Gers, du Lot, de Hautes-Pyrénées, du Tarn et du Tarn-et-Garonne, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies le 3 mai 2007 et ont déterminé le montant et les modalités de versement de l'indemnité pour les maîtres d'apprentissage titulaires du titre de Maître d'apprentissage. Le montant de cette indemnité a été revalorisé par accord régional du 6 février 2018, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2018.

#### **Article 2-1**

Les salariés concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée du contrat d'apprentissage.

#### **Article 2-2**

Le montant de cette indemnité est fixé à 300 € annuels par apprenti.

---

### Article 2-3

*Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées de la manière suivante : versement de l'indemnité à la fin du 12<sup>ème</sup> mois.*

*En cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, le montant versé au titulaire du titre de Maître d'apprentissage confirmé sera déterminé au prorata du temps effectué par l'apprenti durant l'année d'apprentissage.*

*< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >*

### Article 3

*Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...*

### Article 4

*Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.*

*Fait à..., Le..., En... exemplaires,*

*Signataires :*

## ***Annexe XVI - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur***

### ***1. Avenant de spécificité***

*Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, en particulier celle concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.*

*La convention collective nationale intègre désormais et généralise les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elle se substitue.*

*Soucieuses de préserver certaines spécificités locales auxquelles sont attachés les employeurs et les ouvriers concernés, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour conclure le présent avenant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article L. 5 de la présente Convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à dix salariés).*

### Article 1

#### ***Œuvres sociales***

*Il est fait obligation à toutes les entreprises d'adhérer à un organisme d'œuvres sociales paritaire de la région.*

*Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux sociétés coopératives qui adhèrent aux œuvres sociales du mouvement coopératif.*

### Article 2

#### ***Majorations dues pour la pénibilité de certains travaux exécutés occasionnellement***

*Les ouvriers qui exécutent des travaux nécessitant l'emploi d'engins lourds occasionnant une vibration et utilisés à mains (brise-béton, marteau piqueur, dame pneumatique etc...) percevront une prime horaire dont la valeur est négociée régionalement en valeur absolue.*

*Cette prime horaire est fixée à 1,12 € à compter du 1<sup>er</sup> février 2014.*

*< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >*

### Article 3

*Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...*

### Article 4

*Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.*

*Fait à..., le..., En... exemplaires,*

*Signataires :*

## 2. Avenant de salaire

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux existants des ouvriers du Bâtiment de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-3 de la présente Convention collective nationale, concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),

- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

### Article 1

Pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I - Ouvriers d'exécution		
Position 1	150	1 485,91 €
Position 2	170	1 523,62 €
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 635,77 €
Niveau III - Compagnons professionnels		
Position 1	210	1 826,27 €
Position 2	230	1 978,67 €
Niveau IV - Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe		
Position 1	250	2 131,07 €
Position 2	270	2 283,47 €

Les parties signataires du présent avenant ont fixé pour l'ensemble des coefficients :

- La partie fixe (PF) à : 226,07 €

- La valeur de point (VP) : 7,62 €

Par dérogation aux valeurs définies ci-dessus, le salaire correspondant au coefficient 150 est fixé à 1 485,91 € pour un horaire de 151,67 heures mensuel et le coefficient 170 est fixé à 1 523,62 € pour un horaire de 151,67 heures mensuel.

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

### Article 3

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

### 3. Avenant relatif aux indemnités de petits déplacements (IDP)

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements existants des ouvriers du Bâtiment de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-4 de la présente Convention collective nationale, concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),

- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

## Article 1

Pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1	2,00 €	3,09 €	10,00 €
Zone 2	3,18 €	5,44 €	
Zone 3	4,29 €	7,31 €	
Zone 4	5,68 €	9,55 €	
Zone 5	6,75 €	12,53 €	

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

## Article 2

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...

## Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

### 4. Avenant relatif à l'indemnité de Maître d'apprentissage confirmé

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret

---

du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants et les modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage confirmé, applicables aux salariés de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage et conformément à l'article 1-5 de la présente Convention collective nationale, concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),

- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

### **Article 1**

Les salariés concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée du contrat d'apprentissage du ou des apprentis dont ils ont la charge.

### **Article 2**

Le montant de cette indemnité est fixé à 200 € euros par an et par apprenti.

### **Article 3**

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées de la manière suivante :

- Versement de 200 € au mois de juin de la première année,

- Versement de 200 € au mois de juin de la seconde année.

En cas de durée supérieure ou inférieure du contrat d'apprentissage ou en cas de rupture anticipée, le montant versé au maître d'apprentissage sera déterminé au prorata temporis.

### **Article 4**

Les parties conviennent de se revoir dans un délai de 12 mois au plus, pour effectuer un bilan des conditions et modalités d'application de cet accord.

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

### **Article 5**

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...

### **Article 5**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

## **Annexe XVII - Région Pays de la Loire**

### **1. Avenant de spécificité**

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

---

*Soucieuses de préserver certaines spécificités locales auxquelles sont attachés les employeurs et les ouvriers concernés, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Pays de la Loire, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour conclure le présent avenant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-5 de la présente Convention collective nationale, concernant*

*- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),*

*- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).*

### **Article 1** **Travail de nuit habituel**

*Les dispositions concernant le travail de nuit sont définies par le Code du travail dans le cadre de l'article L. 3122-5, par l'accord collectif national du 12 juillet 2006 relatif au travail de nuit des ouvriers, ETAM et cadres des entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics.*

*Dans ces conditions, les signataires du présent avenant conviennent, pour les ouvriers du Bâtiment des Pays de la Loire, d'apporter les compléments suivants aux articles 5 et 6 de l'accord du 12 juillet 2006 :*

*- le repos compensateur visé par l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'accord du 12 juillet 2006 est égal à 1 jour par mois pour les salariés à temps complet travaillant uniquement la nuit ; et pour ceux ne travaillant pas seulement la nuit, ce repos est proratisé en fonction du nombre d'heures de nuit effectuées ;*

*- la compensation financière visée par l'article 5, alinéa 3, de l'accord du 12 juillet 2006 est fixée à 25 %.*

*< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >*

### **Article 2**

*Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...*

### **Article 3**

*Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.*

*Fait à..., Le..., En... exemplaires,*

*Signataires :*

## **2. Avenant de salaire**

*Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.*

*Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.*

*Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Pays de la Loire, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux existants des ouvriers du Bâtiment de la région Pays de la Loire et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-3 de la présente Convention Collective Nationale, concernant*

*- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),*

*- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).*

### **Article 1**

*Pour la région Pays de la Loire, les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 :*



Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires, soit pour 151.67 heures mensuelles)	Taux horaire minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I - Ouvriers d'exécution			
Position 1	150	1 487,88 €	9,81 €
Position 2	170	1 516,72 €	10,00 €
Niveau II - (Ouvriers professionnels	185	1 586,47 €	10,46 €
Niveau III - Compagnons professionnel			
Position 1	210	1 777,57 €	11,72 €
Position 2	230	1 932,28 €	12,74 €
Niveau IV - Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe			
Position 1	250	2 085,46 €	13,75 €
Position 2	270	2 238,65 €	14,76 €

Les parties signataires du présent avenant ont arrêté pour les coefficients 185 à 270 :

- La partie fixe (PF) à 164 €

- La valeur du point (VP) à 7,686 €

Pour le coefficient 150 :

- La partie fixe (PF) à 164 €

- La valeur du point (VP) à 8,831 €

Pour le coefficient 170 :

- La partie fixe (PF) à 164 €

- La valeur du point (VP) à 7,955 €

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

### Article 3

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

## 3. Avenant relatif aux indemnités de petits déplacements (IDP)

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des consentions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Pays de la Loire, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements existants des ouvriers du Bâtiment de la région Pays de la Loire et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du code du travail et conformément à l'article 1-4 de la présente Convention Collective Nationale, concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),
- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

### Article 1

La première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 des Conventions collectives nationales des ouvriers du Bâtiment est divisée en deux :

- Une zone 1A de 0 à 5 Km,
- Et une zone 1B de 5 à 10 Km.

### Article 2

En complément des 5 zones définies à l'article VIII-13 des Conventions collectives nationales, il est institué 2 zones concentriques, les zones 6 et 7, dont les limites sont distantes entre elles de 15 kilomètres mesurés conformément à l'article VIII-13 des Conventions collectives nationales.

Lorsque l'ouvrier travaille dans une zone située au-delà de 50 kilomètres et qu'il ne rentre pas à l'issue de la journée de travail à son domicile, il perçoit l'indemnité de grand déplacement, sous réserve de justifier des dépenses réellement engagées.

Lorsque l'ouvrier travaille dans une zone comprise entre 50 et 80 kilomètres et qu'en accord avec l'employeur il rentre chaque jour à son domicile, il bénéficie de l'indemnité forfaitaire de la zone 6 (50 à 65 kilomètres) ou de la zone 7 (au-delà de 65 kilomètres jusqu'à 80 kilomètres).

Cependant, si l'ouvrier travaille dans une zone comprise entre 50 et 80 kilomètres et qu'il est amené à faire des heures supplémentaires en complément de la journée de travail habituelle, l'employeur privilégiera, dans la mesure du possible, le recours au dispositif des grands déplacements afin de préserver la santé de celui-ci.

### Article 3

En cas de grands déplacements, l'employeur déterminera les ouvriers concernés en fonction des besoins de l'entreprise et les informera dans un délai raisonnable de la date de début du grand déplacement, de sa durée prévisible et des conditions du déplacement.

### Article 4

Pour la région Pays de la Loire, les parties signataire du présent avenant, ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1A	0,48 €	0,75 €	9,16 €
Zone 1B	0,67 €	0,97 €	
Zone 2	1,89 €	3,77 €	
Zone 3	4,06 €	7,13 €	
Zone 4	5,09 €	10,91 €	
Zone 5	6,08 €	16,24 €	
Zone 6	6,83 €	17,40 €	
Zone 7	8,13 €	21,06 €	

Ce barème est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

### Article 5

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffé du Conseil de Prud'hommes de...

### Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue

---

Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

#### **4. Avenant relatif à l'indemnité de Maître d'apprentissage confirmé**

*Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.*

*Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.*

*Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Pays de la Loire, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants et les modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage confirmé, applicables aux salariés de la région Pays de la Loire et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage et conformément à l'article 1-5 de la présente Convention collective nationale, concernant*

*- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),*

*- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).*

##### **Article 1**

*Cette indemnité est due par l'employeur aux salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé, dès lors qu'ils encadrent effectivement un ou plusieurs jeunes apprentis en contrat d'apprentissage.*

##### **Article 2**

*Le montant de l'indemnité versée au Maître d'apprentissage confirmé s'élève à 235 € par année et par contrat d'apprentissage, quel que soit le nombre d'apprentis formés simultanément<sup>(30)</sup>*

<sup>(30)</sup> Montant revalorisé par l'accord paritaire du 22 janvier 2016 applicable aux contrats conclus à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016.

*Lorsque l'exercice de la fonction est interrompu par la rupture du contrat d'apprentissage et ceci quelle qu'en soit la cause, l'indemnité est calculée au prorata du nombre de mois pendant lequel la fonction a été exercée.*

*Lorsque l'exercice de la fonction est interrompu par la rupture du contrat de travail du Maître d'apprentissage, et ceci quelle qu'en soit la cause, l'indemnité n'est pas due.*

*Le montant de l'indemnité est indépendant du niveau de la formation préparée en contrat d'apprentissage et de la réussite ou de l'échec à l'examen de l'apprenti.*

*Les modalités de versement de l'indemnité sont déterminées par l'employeur.*

##### **Article 3**

*Ces dispositions entreront en application dès parution de l'arrêté d'extension, ou, au plus tard le 1<sup>er</sup> juin 2007 et s'appliqueront à l'ensemble des contrats signés après la première de ces deux dates.*

*Conformément à l'accord national, le montant de l'indemnité due au Maître d'apprentissage confirmé sera réexaminé régulièrement par les partenaires sociaux au niveau régional dans le cadre des négociations salariales régionales.*

*< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >*

*< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >*

##### **Article 4**

*Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...*

##### **Article 5**

*Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue*

---

Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

## ***Annexe XVIII - Seine-et-Marne***

### **1. Avenant de spécificité**

*Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.*

*Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales, auxquelles elles se substituent.*

*Soucieuses de préserver certaines spécificités locales auxquelles sont attachés les employeurs et les ouvriers concernés, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de Seine-et-Marne, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour conclure le présent avenant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-5 de la présente Convention collective nationale, concernant*

*- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),*

*- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).*

#### **Article 1**

##### ***Travail exceptionnel de nuit***

*Lorsque le travail se prolonge au-delà de minuit, mais s'arrête avant 6 heures, et en l'absence de moyen de transports publics ou fournis par l'entreprise pour quitter le chantier, les heures comprises entre l'arrêt de travail et 6 heures sont indemnisées au tarif simple.*

*En cas de travail exceptionnel de nuit se prolongeant après minuit, un arrêt d'une demi-heure payé est accordé pour le casse-croûte.*

#### **Article 2**

##### ***Primes pour travaux occasionnels particuliers***

##### **Article 2-1**

##### ***Maçonnerie, béton armé, terrasse***

##### ***Travaux insalubres***

*Travaux dans les branchements d'égouts en service ou dans les fosses d'aisance, avant nettoyage et désinfection, ainsi que pour piochement d'enduits de fosse ou d'égouts, 20 % du salaire réel.*

##### ***Travaux au brise-béton***

*Travaux au brise-béton pneumatique de 25 kg à 50 kg :*

*Un ouvrier ne pourra être affecté à ce travail plus de quatre heures par jour. Il percevra pour ses heures de travail au brise-béton une prime de 15 % du prix de l'heure.*

##### ***Prime de hauteur***

*Les ouvriers travaillant sur un échafaudage volant à partir de 15 mètres recevront une prime de 5 % du salaire réel.*

##### ***Tacot d'eau***

*Tout ouvrier travaillant dans l'eau lorsque la hauteur d'eau atteindra un minimum de 20 cm se verra attribuer une indemnité horaire de 10 % du salaire réel.*

##### ***Tacot de descente***

*Les travaux de terrassement dans un puits ou une tranchée blindée à plus de 2 mètres de profondeur donnent lieu à un tacot de 10 % du salaire réel.*

---

**Article 2-2**  
**Couverture - Plomberie**

**Travaux insalubres**

*Dégorgements et branchements de collecteurs de chute de W.C., travail en égout collectant des eaux usées, prime de 25 % du salaire réel sur les heures effectivement consacrées à ce travail.*

*Découverte de vieilles tuiles plates par grandes surfaces, prime de 10 % du salaire réel sur les heures effectivement consacrées à ce travail.*

**Tacot d'eau**

*Tout ouvrier travaillant dans l'eau lorsque la hauteur d'eau atteindra un minimum de 20 cm se verra attribuer une indemnité horaire de 10 % du salaire réel.*

**Travail d'établissement ou d'enlèvement d'échafaudages en éventail ou travail à l'échafaudage volant au plateau**  
*Au-dessus de 15 mètres, une prime de 5 % du salaire réel.*

**Article 2-3**  
**Fumisterie - Chauffage central**

**Tacot de salissure**

*Tout ouvrier occupé à des travaux de ramonage percevra une prime journalière.*

**Article 2-4**  
**Charpente et Serrurerie**

*Tous travaux de montage ou démontage de charpente métallique ou en bois, au-dessus de 15 mètres, prime de 5 % du salaire réel.*

*Travail à l'échafaudage volant, prime de 5 % du salaire réel, au-dessus de 15 mètres.*

**Article 2-5**  
**Peinture - Vitrierie**

*Travail à l'échafaudage volant, prime de 5 % du salaire réel, au-dessus de 15 mètres.*

*Travail dans le vide au-dessus de 15 mètres, prime de 5 % du salaire réel.*

*< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >*

**Article 3**

*Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...*

**Article 5**

*Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.*

*Fait à..., Le..., En... exemplaires,*

*Signataires :*

**2. Avenant de salaire**

*Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.*

*Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.*

*Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de Seine-et-Marne, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux existants des ouvriers du Bâtiment de Seine-et-Marne et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-3 de la présente Convention collective nationale, concernant*

*- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entre-*

prises occupant jusqu'à 10 salariés),

- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

### Article 1

Pour la Seine-et-Marne, les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I - Ouvriers d'exécution		
Position 1	150	1 500,00 €
Position 2	170	1 510,00 €
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 570,00 €
Niveau III - Compagnons professionnels		
Position 1	210	1 710,00 €
Position 2	230	1 865,00 €
Niveau IV - Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe		
Position 1	250	1 983,00 €
Position 2	270	2 170,00 €

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

### Article 2

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...

### Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à..., Le..., En... exemplaires,

Signataires :

## 3. Avenant relatif aux indemnités de petits déplacements (IDP)

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de Seine-et-Marne, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements existants des ouvriers du Bâtiment de Seine-et-Marne et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-4 de la présente Convention collective nationale, concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),

- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

## Article 1

Par dérogation à l'article VIII-13 des Conventions collectives nationales des ouvriers du Bâtiment et pour tenir compte de la forte concentration urbaine du département de la Seine-et-Marne, il est institué un système de 7 zones concentriques (soit les zones 1 A, 1 B, 2, 3, 4, 5, 6).

La première zone (zone 1 A) est déterminée par une distance de 5 kilomètres à compter du point de départ es petits déplacements, tel qu'il est défini à l'article VIII-14 des Conventions collectives nationales.

La deuxième zone (zone 1 B) est déterminée par une distance de 10 kilomètres de rayon et limitée intérieurement par la circonférence de la première zone (zone 1 A).

Les zones 2 à 5 sont concentriques et leurs limites sont distantes entre elles de 10 kilomètres conformément à l'article VIII-13 des Conventions collectives nationales.

La zone 6 se situe au-delà de 50 kilomètres et s'applique tant que les conditions du grand déplacement ne sont pas réunies.

## Article 2

Les parties signataires du présent avenant, ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1A	0,80 €	1,55 €	10,00 €
Zone 1B	1,98 €	2,00 €	
Zone 2	2,93 €	2,70 €	
Zone 3	4,48 €	4,35 €	
Zone 4	5,18 €	5,50 €	
Zone 5	6,65 €	7,15 €	
Zone 6	7,55 €	8,55 €	

< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >

## Article 3

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de...

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à... Le...

En... exemplaires Signataires :

### **4. Avenant relatif à l'indemnité de Maître d'apprentissage confirmé**

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Île-de-France (y compris la Seine-et-Marne), adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants et les modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage confirmé, applicables aux salariés de la région Île-de-France (y compris la Seine-et-Marne) et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage et conformément

---

à l'article I-5 de la présente Convention collective nationale, concernant

- d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),
- d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

#### **Article 1**

*Les salariés concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée du contrat d'apprentissage.*

#### **Article 2**

*Le montant de cette indemnité est fixé à 150 € annuels par apprenti.*

#### **Article 3**

*Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées pour chaque année de la manière suivante :*

- Versement d'un acompte de 60 € au bout de 6 mois,
- Versement du solde à la fin du 12<sup>ème</sup> mois.

*En cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, le montant versé au Maître d'apprentissage sera déterminé au prorata du temps de présence de l'apprenti durant l'année d'apprentissage.*

#### **Article 4**

*Les parties conviennent de se revoir dans un délai de 12 mois au plus, pour effectuer un bilan des conditions et modalités d'application de cet accord.*

*< Pour les avenants conclus postérieurement au présent avenant n° 1 >*

#### **Article 5**

*Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffé du Conseil de Prud'hommes de...*

#### **Article 6**

*Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.*

*Fait à..., Le..., En... exemplaires,*

*Signataires :*



# SALAIRES (NOUVELLES RÉGIONS)

## Auvergne Rhône-Alpes

(Voir également Annexe V)

### Salaires

Allier, Cantal, Haute-Loire, Puy-de-Dôme

### Accord du 12 avril 2017

[Étendu par arr. 18 oct. 2017, JO 24 oct.]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Auvergne Rhône-Alpes ;

F LBA SCOP BTP ;

CAPEB Auvergne Rhône-Alpes.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

FO BTP Auvergne Rhône-Alpes ;

UR CFTC Auvergne ;

SCB CFDT Auvergne ;

CGT Auvergne.

#### Article 1er

En application de l'article XII-8 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 12 avril 2017 et ont trouvé un accord sur le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône Alpes (entreprises de moins de 10 salariés).

Compte tenu de la réorganisation territoriale de la République (lois des 16 janvier et 7 août 2015), les parties conviennent de déterminer ce barème pour les seuls départements Allier/Cantal/Haute-Loire/Puy-de-Dôme avec un objectif de convergence dans le périmètre géographique de la nouvelle région Auvergne Rhône Alpes.

#### Article 2

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes dans les départements Allier/Cantal/Haute-Loire/Puy-de-Dôme, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment (entreprises de moins de 10 salariés) à compter du 1<sup>er</sup> juin 2017 comme suit :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 483,00 *	9,7778
- Position 2	170	1 496,91 *	9,8695
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 598,75	10,5409
Niveau III Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 756,00	11,5777
- Position 2	230	1 883,72	12,4198
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 011,42	13,2618

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
- Position 2	270	2 139,12	14,1038
* Valeur du point et partie fixe identiques à celle de Rhône Alpes : Coeff. 150 PF 294,55 VP 7,923 - Coeff. 170 PF 150 VP 7,923			

### Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Clermont-Ferrand.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social.

## Accord du 18 janvier 2018

[Étendu par arr. 9 janv. 2019, JO 29 mars, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2018]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Auvergne Rhône-Alpes ;

SCOPBTP Rhône-Alpes ;

CAPEB Auvergne Rhône-Alpes.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

FO BTP Auvergne Rhône-Alpes ;

UNSA Industrie et Construction.

### Article 1er

En application de l'article XII-8 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 Octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 13 décembre 2017 & le 18 janvier 2018, elles ont trouvé un accord sur le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône Alpes (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés).

Compte tenu de la réorganisation territoriale de la République (lois des 16 janvier et 7 août 2015), les parties conviennent de déterminer ce barème pour les seuls départements Allier/Cantal/Haute-Loire/Puy-de-Dôme.

### Article 2

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes dans les départements Allier/Cantal/Haute-Loire/Puy-de-Dôme, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment (entreprises de moins de 10 salariés) à compter du 1<sup>er</sup> avril 2018 comme suit :

Catégorie professionnelle	Coefficient	
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150	1 500,60 *
- Position 2	170	1 517,48 *
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 625,93
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	1 784,10
- Position 2	230	1 913,86
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 043,60
- Position 2	270	2 173,35
* Valeur du point et partie fixe identiques à celle de ex Rhône Alpes : Coeff. 150 PF 294,00 VP 8,044 Coeff. 170 PF 150,00 VP 8,044		

### Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## Accord du 18 décembre 2019

[Étendu par arr. 24 juill. 2020, JO 11 août, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2020]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Auvergne-Rhône-Alpes ;  
SCOPBTP Auvergne-Rhône-Alpes ;  
CAPEB Auvergne-Rhône-Alpes.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

FO BTP Auvergne-Rhône-Alpes ;  
CPC URCB CFDT Auvergne-Rhône-Alpes ;  
UNSA Industrie et Construction.

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises de Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes.

### Article 1

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

#### **Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020**

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150*	1 536,61 €
- Position 2	170*	1 542,81 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185*	1 665,71 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	1 832,81 €
- Position 2	230	1 967,97 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 107,69 €
- Position 2	270	2 240,01 €
* Valeur du point et partie fixe identiques à celle de l'Ain, de la Drôme-Ardèche de la Haute-Savoie, de l'Isère de la Loire du Rhône et de la Savoie, Coeff 150 PF 307,66 € VP 8,193 € Coeff 170 & 185 PF 150,00 € VP 8,193 €		

#### **Pour les départements de l'Ain, de la Drôme-Ardèche, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020**

#### **A**

Les parties signataires du présent accord ont fixé les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du Bâtiment à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 comme suit :

Valeur du point : 8,193 euros

Partie fixe : 150 euros

Les barèmes dans le tableau ci-après correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151 H 67

## B

Par dérogation aux stipulations mentionnées au point A ci-dessus, la valeur de la partie fixe applicable aux salariés classifiés au Niveau I - Position I - Coefficient 150, et pour cette seule position, est de 307,66 euros.

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150	1 536,61 €
- Position 2	170	1 542,81 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 665,71 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	1 870,53 €
- Position 2	230	2 034,39 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 198,25 €
- Position 2	270	2 362,11 €

### Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à Sa Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## Accord du 7 janvier 2021

[Étendu par arr. 19 mai 2021, JO 6 juill., applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2021]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Auvergne-Rhône-Alpes ;  
SCOPBTP Auvergne-Rhône-Alpes ;  
CAPEB Auvergne-Rhône-Alpe.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

FO BTP Auvergne-Rhône-Alpes ;  
CPC URCB CFDT Auvergne-Rhône-Alpes ;  
UNSA Industrie et Construction.

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes.

### Article 1

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150*	1 554,58 €
Position 2	170*	1 562,35 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185*	1 674,03 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	1 851,16 €
- Position 2	230	1 988,60 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 132,91 €
- Position 2	270	2 266,07 €
* Valeur du point et partie fixe identiques à celles de l'Ain, de la Drôme-Ardèche, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie : Coeff. 150 PF 318,88 € VP 8,238 € - Coeff. 170 PF 161,89 € VP 8,238 € - Coeff. 185 PF 150,00 € VP 8,238 €		

Pour les départements de l'Ain, de la Drôme-Ardèche, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

#### A

Les parties signataires du présent accord ont fixé les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du Bâtiment à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 comme suit :

Valeur du point : 8,238 euros

Partie fixe : 150 euros

Les barèmes dans le tableau ci-après correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151 H 67.

#### B

Par dérogation aux stipulations mentionnées au point A ci-dessus, la valeur de la partie fixe applicable aux salariés classifiés aux

Niveau I - Position I - Coefficient 150, et pour cette seule position, est de 318,88 euros.

Niveau I - Position II - Coefficient 170, et pour cette seule position, est de 161,89 euros.

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150	1 554,58 €
- Position 2	170	1 562,35 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 674,03 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	1 879,98 €
- Position 2	230	2 044,74 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 209,50 €
- Position 2	270	2 374,26 €

#### Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

#### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## Accord du 13 décembre 2021

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 18 juin, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2022]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Auvergne Rhône-Alpes ;  
Union Régionale CAPEB Auvergne Rhône-Alpes ;  
Fédération SCOPBTP Auvergne Rhône-Alpes.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CPC URCB CFDT Auvergne Rhône-Alpes ;  
UNSA Industrie et Construction ;  
FO BTP Auvergne Rhône-Alpes.

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes.

### Article 1

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150*	1 605,36 €
- Position 2	170*	1 609,22 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185*	1 723,80 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210*	1 936,47 €
- Position 2	230	2 079,60 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 230,51 €
- Position 2	270	2 369,76 €
* Valeur du point & partie fixe identiques à celles de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie : Coeff. 150 PF 329,31 € VP 8,507 € - Coeff. 170 PF 163,03 € VP 8,507 € - Coeff. 185 & 210 PF 150,00 € VP 8,507 €		

Pour les départements de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 :

A - Les parties signataires du présent accord ont fixé les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du Bâtiment à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 comme suit :

Valeur du point : 8,507 euros • Partie fixe : 150 euros

Les barèmes correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151 H 67.

B - Par dérogation aux stipulations mentionnées au point A ci-dessus, la valeur de la partie fixe applicable aux salariés classifiés aux

Niveau 1 - Position I - Coefficient 150, et pour cette seule position, est de 329,31 euros

Niveau 1 - Position II - Coefficient 170, et pour cette seule position, est de 163,03 euros.

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150	1 605,36 €
- Position 2	170	1 609,22 €

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 723,80 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	1 936,47 €
- Position 2	230	2 106,61 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 276,75 €
- Position 2	270	2 446,89 €

## Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

# Accord du 14 septembre 2022

[Étendu par arr. 18 avr. 2023, JO 28 avr., applicable à compter du 1<sup>er</sup> oct. 2022]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB ;

CAPEB ;

SCOPBTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFDT ;

UNSA.

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes.

## Article 1

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150*	1 680,00 €
- Position 2	170*	1 730,00 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185*	1 780,00 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210*	1 936,47 €
- Position 2	230	2 079,60 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 230,51 €

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
- Position 2	270	2 369,76 €
* Valeur du point & partie fixe identiques à celles de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie : Coeff.150 PF 403,95 € VP 8,507 € - Coeff.170 PF 283,81 € VP 8,507 € - Coeff.185 PF 206,21 € VP 8,507 € - Coeff.210 PF 150,00 € VP 8,507 €		

Pour les départements de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022 :

**A** — Les parties signataires du présent accord ont fixé les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du Bâtiment à compter du 1<sup>er</sup> octobre 22 comme suit :

Valeur du point : 8,507 euros - Partie fixe : 150 euros

Les barèmes correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151 H 67.

**B** — Par dérogation aux stipulations mentionnées au point A ci-dessus, la valeur de la partie fixe applicable aux salariés classifiés aux

Niveau I - Position I - Coefficient 150, et pour cette seule position, est de 403,95 euros Niveau I - Position II - Coefficient 170, et pour cette seule position, est de 283,81 euros Niveau II - Coefficient 185, et pour cette seule position, est de 206,21 euros

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150	1 680,00 €
- Position 2	170	1 730,00 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 780,00 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	1 936,47 €
- Position 2	230	2 106,61 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 276,75 €
- Position 2	270	2 446,89 €

## Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## Accord du 29 novembre 2022

[Étendu par arr. 13 mars 2023, JO 31 mars, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2023]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB ;

CAPEB ;

SCOPBTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFDT ;



UNSA.

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes.

### Article 1

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150*	1 715,00 €
- Position 2	170*	1 755,00 € 1
Niveau II Ouvriers professionnels	185*	1 800,00 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210*	2 000,00 €
- Position 2	230*	2 170,00 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 320,00 €
- Position 2	270	2 455,00 €
* Partie fixe identique à celle de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, 150 € Valeurs de point : coeff. 150 : 10,4333 €, coeff. 170 : 9,441 2 € coeff. de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie ; 185 : 8,9169 € ; coeff. 210 : 8,8095 € ; coeff. 230 : 8,7826 €		

Pour les départements de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 :

Les parties signataires du présent accord ont fixé les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du Bâtiment comme suit

— Partie fixe identique pour chaque niveau et position : 150 €

— Valeurs de point : coeff. 150 : 10,4333 € ; coeff. 170 : 9,4412 € ; coeff. 185 : 8,9189 € ; coeff. 210 : 8,8095 € ; coeff. 230 : 8,7826 € ; coeff. 250 : 8,7800 € ; coeff. 270 : 8,7815 €

Les barèmes correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151 H 67.

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150	1 715,00 €
- Position 2	170	1 755,00 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 800,00 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	2 000,00 €
- Position 2	230	2 170,00 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 345,00 €
- Position 2	270	2 521,00 €

### Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au

#### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

### Accord du 28 juin 2023

[Étendu par arr. 16 oct. 2023, JO 20 oct., applicable à compter du 1<sup>er</sup> juill. 2023]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération Française du Bâtiment FFB Auvergne-Rhône-Alpes ;

Union régionale CAPEB Auvergne-Rhône-Alpes ;

Fédération SCOPBTP Auvergne-Rhône-Alpes.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CGT-FO ;

UNSA.

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes.

#### Article 1er

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151.67 h
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150*	1 750,00 €
- Position 2	170*	1 790,00 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185*	1 835,00 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210*	2 000,00 €
- Position 2	230*	2 170,00 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 320,00 €
- Position 2	270	2 455,00 €

\* Partie fixe identique à celle de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie : 150 €. Valeurs de point : coeff. 150 : 10/667 € ; coeff. 170 : 9,6471 € ; coeff. 185 : 9,1081 € ; coeff. 210 : 8,8095 € ; coeff. 230 : 8,7826 €

Pour les départements de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023 :

Les parties signataires du présent accord ont fixé les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du Bâtiment comme suit :

— Partie fixe identique pour chaque niveau et position : 150 €

— Valeurs de point : coeff. 150 : 10,6667 € ; coeff. 170 : 9,6471 € ; coeff. 185 : 9,1081 € ; coeff. 210 : 8,8095 € ; coeff. 230 : 8,7826 € ; coeff. 250 : 8,7800 € ; coeff. 270 : 8,7815 €

Les barèmes correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151 h 67.

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 h
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150	1 750,00 €
- Position 2	170	1 790,00 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 835,00 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	2 000,00 €
- Position 2	230	2 170,00 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 345,00 €
- Position 2	270	2 521,00 €

## Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis ou Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

# Accord du 11 décembre 2023

[Étendu par arr. 15 mars 2024, JO 30 mars]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Auvergne-Rhône-Alpes ;  
CAPEB Auvergne-Rhône-Alpes ;  
SCOP BTP Auvergne-Rhône-Alpes.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT-FO ;  
CFDT ;  
UNSA.

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives *au niveau national* (*Termes exclus par arr. 15 mars 2024, JO 30 mars*), se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes.

## Article 1

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 h
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150	1 780,00 €
- Position 2	170	1 820,00 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 865,00 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	2 060,00 €
<b>Dictionnaire Permanent Conventions Collectives</b> - Position 2	230	Mise à jour (mar 2025) 2 335,00 €

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 h
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 403,60 €
- Position 2	270	2 548,70 €

Les barèmes correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151 H 67. Les valeurs doivent être adaptées en fonction de la durée de travail effectif à laquelle sont soumis les salariés concernés.

Les parties signataires du présent accord ont fixé les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du Bâtiment comme suit :

— Partie fixe identique pour chaque niveau et position : 150 €

— Valeurs de point : coeff. 150 : 10,8667 € ; coeff. 170 : 9,8235 € ; coeff. 185 : 9,2703 € ; coeff. 210 : 9,0952 € ; coeff. 230 : 9,0652 € ; coeff. 250 : 9,0144 € ; coeff. 270 : 8,8841 €

## Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du Plein Emploi et de l'insertion.

**Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie et Haute-Savoie**

**Accord du 18 janvier 2018**

[Étendu par arr. 9 janv. 2019, JO 29 mars]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

SCOP BTP FLBA ;

FFB Auvergne RA ;

CAPEB Auvergne RA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO BTP Auvergne RA ;

UR CFTC Auvergne ;

UFIC UNSA.

## Article 1

En application de l'article XII-8 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 Octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 13 décembre 2017 & le 18 janvier 2018, elles ont trouvé un accord sur le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône Alpes (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés).

Compte tenu de la réorganisation territoriale de la République (lois des 16 janvier et 7 août 2015), les parties conviennent de déterminer ce barème pour les seuls départements  
Ain/Ardèche/Drôme/Isère/Loire/Rhône/Savoie/Haute-Savoie.

## Article 2

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes dans les départements Ain/Ardèche/Drôme/Isère/Loire/Rhône/Savoie/Haute-Savoie, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ont fixé les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du Bâtiment (entreprises de moins de 10 salariés) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 comme suit :  
Valeur du point : 8.044 euros

Partie fixe : 150.00 euros

Les barèmes joints en annexe correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151 h 67.

### Article 3

Par dérogation aux stipulations de l'article 2, la valeur de la partie fixe applicable aux salariés classifiés au Niveau I - Position I - Coefficient 150, et pour cette seule position, est de 294.00 euros.

### Article 4

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration à la Direction Générale du Travail et par lettre recommandée à toutes les organisations signataires.

### Article 5

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

### Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## **Annexe : appointements minimaux des ouvriers du bâtiment - entreprises occupant jusqu'à 10 salariés - pour la région Auvergne Rhône-Alpes dans les départements Ain/Ardèche/Drôme/Isère/Loire/Rhône/Savoie/Haute-Savoie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018**

À compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2018		
Partie fixe : 150,00 euros		
Valeur du point : 8,044 euros		
Catégorie professionnelle	Coeff.	Salaire mensuel pour 151,67 heures
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
- Position 1 *	150	1 500,60
- Position 2	170	1 517,48
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1 638,14
Niveau III		
Compagnons professionnels		
- Position 1	210	1 839,24
- Position 2	230	2 000,12
Niveau IV		
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe		
- Position 1	250	2 161,00
- Position 2	270	2 321,88
* Partie fixe de 294,00 euros		
Aucune rémunération ne peut être inférieure au SMIC		

## Accord du 18 décembre 2019

[Étendu par arr. 24 juill. 2020, JO 11 août, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2020]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Auvergne-Rhône-Alpes ;  
SCOPBTP Auvergne-Rhône-Alpes ;  
CAPEB Auvergne-Rhône-Alpes.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

FO BTP Auvergne-Rhône-Alpes ;  
CPC URCB CFDT Auvergne-Rhône-Alpes ;  
UNSA Industrie et Construction.

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1982 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes.

### Article 1

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans tes tableaux ci-après

#### **Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020**

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150*	1 536,61 €
- Position 2	170*	1 542,81 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185*	1 665,71 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	1 832,81 €
- Position 2	230	1 967,97 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 107,69 €
- Position 2	270	2 240,01 €
* Valeur du point et partie fixe identiques à celle de l'Ain, de la Drôme-Ardèche de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire du Rhône et de la Savoie : Coeff 150 PF 307,66 € VP 8,193 € Coeff 170 & 185 PF 150,00 € VP 8,193 €		

#### **Pour les départements de l'Ain, de la Drôme-Ardèche, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020**

### A

Les parties signataires du présent accord ont fixé les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du Bâtiment à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 comme suit :

Valeur du point : 8,193 euros

Partie fixe : 150 euros

Les barèmes dans le tableau ci-après correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151 H 67

### B

Par dérogation aux stipulations mentionnées au point A ci-dessus, la valeur de la partie fixe applicable aux salariés classifiés au Niveau I - Position I - Coefficient 150, et pour cette seule position, est de 307,66 euros

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150	1 536,61 €
- Position 2	170	1 542,81 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 665,71 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	1 870,53 €
- Position 2	230	2 034,39 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 198,25 €
- Position 2	270	2 362,11 €

## Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

# Accord du 7 janvier 2021

[Étendu par arr. 19 mai 2021, JO 6 juill., applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2021]

## Signataires :

### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Auvergne-Rhône-Alpes ;  
SCOPBTP Auvergne-Rhône-Alpes ;  
CAPEB Auvergne-Rhône-Alpe.

### Syndicat(s) de salarié(s) :

FO BTP Auvergne-Rhône-Alpes ;  
CPC URCB CFDT Auvergne-Rhône-Alpes ;  
UNSA Industrie et Construction.

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes.

## Article 1

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150*	1 554,58 €
Position 2	170*	1 562,35 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185*	1 674,03 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	1 851,16 €

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
- Position 2	230	1 988,60 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 132,91 €
- Position 2	270	2 266,07 €
* Valeur du point et partie fixe identiques à celles de l'Ain, de la Drôme-Ardèche, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie : Coeff. 150 PF 318,88 € VP 8,238 € - Coeff. 170 PF 161,89 € VP 8,238 € - Coeff. 185 PF 150,00 € VP 8,238 €		

Pour les départements de l'Ain, de la Drôme-Ardèche, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

#### A

Les parties signataires du présent accord ont fixé les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du Bâtiment à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 comme suit :

Valeur du point : 8,238 euros

Partie fixe : 150 euros

Les barèmes dans le tableau ci-après correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151 H 67.

#### B

Par dérogation aux stipulations mentionnées au point A ci-dessus, la valeur de la partie fixe applicable aux salariés classifiés aux

Niveau I - Position I - Coefficient 150, et pour cette seule position, est de 318,88 euros.

Niveau I - Position II - Coefficient 170, et pour cette seule position, est de 161,89 euros.

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150	1 554,58 €
- Position 2	170	1 562,35 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 674,03 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	1 879,98 €
- Position 2	230	2 044,74 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 209,50 €
- Position 2	270	2 374,26 €

#### Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

#### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

### *Accord du 13 décembre 2021*

*[Non étendu, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2022]*

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :



FFB Auvergne Rhône-Alpes ;  
 Union Régionale CAPEB Auvergne Rhône-Alpes ;  
 Fédération SCOPBTP Auvergne Rhône-Alpes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CPC URCB CFDT Auvergne Rhône-Alpes ;  
 UNSA Industrie et Construction ;  
 FO BTP Auvergne Rhône-Alpes.

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes.

### Article 1

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150*	1 605,36 €
- Position 2	170*	1 609,22 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185*	1 723,80 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210*	1 936,47 €
- Position 2	230	2 079,60 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 230,51 €
- Position 2	270	2 369,76 €
* Valeur du point & partie fixe identiques à celles de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie : Coeff. 150 PF 329,31 € VP 8,507 € - Coeff. 170 PF 163,03 € VP 8,507 € - Coeff. 185 & 210 PF 150,00 € VP 8,507 €		

Pour les départements de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 :

A - Les parties signataires du présent accord ont fixé les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du Bâtiment à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 comme suit :

Valeur du point : 8,507 euros • Partie fixe : 150 euros

Les barèmes correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151 H 67.

B - Par dérogation aux stipulations mentionnées au point A ci-dessus, la valeur de la partie fixe applicable aux salariés classifiés aux

Niveau I- Position I - Coefficient 150, et pour cette seule position, est de 329,31 euros

Niveau I - Position II - Coefficient 170, et pour cette seule position, est de 163.03 euros.

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150	1 605,36 €
- Position 2	170	1 609,22 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 723,80 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	1 936,47 €
- Position 2	230	2 106,61 €

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 276,75 €
- Position 2	270	2 446,89 €

## Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

# Accord du 14 septembre 2022

[Étendu par arr. 18 avr. 2023, JO 28 avr., applicable à compter du 1<sup>er</sup> oct. 2022]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB ;  
CAPEB ;  
SCOPBTP.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;  
CFDT ;  
UNSA.

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes.

## Article 1

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150*	1 680,00 €
- Position 2	170*	1 730,00 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185*	1 780,00 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210*	1 936,47 €
- Position 2	230	2 079,60 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 230,51 €
- Position 2	270	2 369,76 €
* Valeur du point & partie fixe identiques à celles de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie : Coeff.150 PF 403,95 € VP 8,507 € - Coeff.170 PF 283,81 € VP 8,507 € - Coeff.185 PF 206,21 € VP 8,507 € - Coeff.210 PF 150,00 € VP 8,507 €		

Pour les départements de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022 :

**A** — Les parties signataires du présent accord ont fixé les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du Bâtiment à compter du 1<sup>er</sup> octobre 22 comme suit :

Valeur du point : 8,507 euros - Partie fixe : 150 euros

Les barèmes correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151 H 67.

**B** — Par dérogation aux stipulations mentionnées au point A ci-dessus, la valeur de la partie fixe applicable aux salariés classifiés aux

Niveau I - Position I - Coefficient 150, et pour cette seule position, est de 403,95 euros Niveau I - Position II - Coefficient 170, et pour cette seule position, est de 283,81 euros Niveau II - Coefficient 185, et pour cette seule position, est de 206,21 euros

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150	1 680,00 €
- Position 2	170	1 730,00 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 780,00 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	1 936,47 €
- Position 2	230	2 106,61 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 276,75 €
- Position 2	270	2 446,89 €

## Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## Accord du 29 novembre 2022

[Étendu par arr. 13 mars 2023, JO 31 mars, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2023]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB ;

CAPEB ;

SCOPBTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFDT ;

UNSA.

En application des articles XII-8 et XII-9 et de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes.

## Article 1

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150*	1 715,00 €
- Position 2	170*	1 755,00 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185*	1 800,00 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210*	2 000,00 €
- Position 2	230*	2 170,00 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 320,00 €
- Position 2	270	2 455,00 €
* Partie fixe identique à celle de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie ; 150 €. Valeurs de point : coeff. 150 : 10,4333 €, coeff. 170 : 9,4412 €, coeff. 185 : 8,9189 € ; coeff. 210 : 8,8095 € ; coeff. 230 : 8,7826 €		

Pour les départements de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 :

Les parties signataires du présent accord ont fixé les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du Bâtiment comme suit

— Partie fixe identique pour chaque niveau et position : 150 €

— Valeurs de point : coeff. 150 : 10,4333 € ; coeff. 170 : 9,4412 € ; coeff. 185 : 8,9189 € ; coeff. 210 : 8,8095 € ; coeff. 230 : 8,7826 € ; coeff. 250 : 8,7800 € ; coeff. 270 : 8,7815 €

Les barèmes correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151 H 67.

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150	1 715,00 €
- Position 2	170	1 755,00 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 800,00 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	2 000,00 €
- Position 2	230	2 170,00 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 345,00 €
- Position 2	270	2 521,00 €

## Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## Accord du 28 juin 2023

[Étendu par arr. 16 oct. 2023, JO 20 oct., applicable à compter du 1<sup>er</sup> juill. 2023]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération Française du Bâtiment FFB Auvergne-Rhône-Alpes ;  
Union régionale CAPEB Auvergne-Rhône-Alpes ;  
Fédération SCOPBTP Auvergne-Rhône-Alpes.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;  
CGT-FO ;  
UNSA.

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes.

### Article 1er

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 h
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150*	1 750,00 €
- Position 2	170*	1 790,00 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185*	1 835,00 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210*	2 000,00 €
- Position 2	230*	2 170,00 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 320,00 €
- Position 2	270	2 455,00 €

\* Partie fixe identique à celle de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie : 150 €. Valeurs de point : coeff. 150 : 10,6667 € ; coeff. 170 : 9,6471 € ; coeff. 185 : 9,1081 € ; coeff. 210 : 8,8095 € ; coeff. 230 : 8,7826 €

Pour les départements de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023 :

Les parties signataires du présent accord ont fixé les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du Bâtiment comme suit :

— Partie fixe identique pour chaque niveau et position : 150 €

— Valeurs de point : coeff. 150 : 10,6667 € ; coeff. 170 : 9,6471 € ; coeff. 185 : 9,1081 € ; coeff. 210 : 8,8095 € ; coeff. 230 : 8,7826 € ; coeff. 250 : 8,7800 € ; coeff. 270 : 8,7815 €

Les barèmes correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151 h 67.

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 h
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150	1 750,00 €
- Position 2	170	1 790,00 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 835,00 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	2 000,00 €

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 h
- Position 2	230	2 170,00 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 345,00 €
- Position 2	270	2 521,00 €

## Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis ou Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

# Accord du 11 décembre 2023

[Étendu par arr. 15 mars 2024, JO 30 mars]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Auvergne-Rhône-Alpes ;  
CAPEB Auvergne-Rhône-Alpes ;  
SCOP BTP Auvergne-Rhône-Alpes.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT-FO ;  
CFDT ;  
UNSA.

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives *au niveau national* (*Termes exclus par arr. 15 mars 2024, JO 30 mars*), se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes.

## Article 1

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 h
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150	1 780,00 €
- Position 2	170	1 820,00 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 865,00 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	2 060,00 €
- Position 2	230	2 235,00 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 403,60 €
- Position 2	270	2 548,70 €

Les barèmes correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151 H 67. Les

---

valeurs doivent être adaptées en fonction de la durée de travail effectif à laquelle sont soumis les salariés concernés. Les parties signataires du présent accord ont fixé les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du Bâtiment comme suit :

— Partie fixe identique pour chaque niveau et position : 150 €

— Valeurs de point : coeff. 150 : 10,8667 € ; coeff. 170 : 9,8235 € ; coeff. 185 : 9,2703 € ; coeff. 210 : 9,0952 € ; coeff. 230 : 9,0652 € ; coeff. 250 : 9,0144 € ; coeff. 270 : 8,8841 €

#### Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

#### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du Plein Emploi et de l'insertion.

### Indemnités de petits déplacements

**Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie et Haute-Savoie**

**Accord du 24 février 2020**

[Étendu par arr. 20 nov. 2020, JO 16 janv. 2021]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

FBTPA ;

CAPEB Ain ;

SCOP BTP Rhône Alpes.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

BTP FO Rhône Alpes ;

UD CFDT Ain.

Il a été convenu ce qui suit :

En application du chapitre I du titre VIII des Conventions Collectives du Bâtiment du 8 Octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels du 8 Février 1991 et du 12 Février 1991, concernant d'une part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises non visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 (entreprises occupant plus de dix salariés) et d'autre part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2020 pour le département de l'Ain.

#### Article 1

Les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2020 pour le département de l'Ain.

#### Article 2

De convention expresse entre les parties, et compte tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus, la première zone - de 0 à 10 km - est divisée en deux dans le département de l'Ain :

— Zone I a : de 0 à 4 km

— Zone I b : de 4 à 10 km

#### Article 3

Pour le département de l'Ain, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2020.

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1a	0,52 €	0,76 €	10,20 €
1b	1,24 €	2,63 €	
2	2,45 €	5,53 €	
3	3,71 €	9,25 €	
4	4,91 €	12,99 €	
5	6,32 €	16,70 €	

### Article 3

De convention expresse entre les parties, et compte-tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus, pour les chantiers situés dans des communes de l'Ain - dont la liste figure en annexe au présent accord - classées en zone de montagne en vertu des arrêtés préfectoraux des 26 juin 1961, 3 août 1962, 20 février 1974 et 28 avril 1976, les indemnités de frais de transport et de trajet seront majorées de 25 %.

### Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 5

La prochaine réunion de la Commission Paritaire Départementale aura lieu en Février 2021

### Article 11

Le texte du présent accord sera déposé à la direction générale du travail conformément à la réglementation en vigueur et fera l'objet des mesures de publicités réglementaires.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministère compétent.

## Annexe à l'accord concernant les indemnités de déplacements des ouvriers du bâtiment du département de l'Ain

Liste des communes de l'Ain classées en zone de montagne : 130 Communes : (Arrêtés des 26 juin 1961, 3 août 1962, 20 février 1974 et 28 avril 1976)

Abergement de Varey  
 Ambléon  
 Anglefort  
 Apremont  
 Aranc  
 Arandas  
 Arbent  
 Argis  
 Armix  
 Bellegarde-sur-Valserine  
 Billiat  
 Belleydoux  
 Bellignat  
 Belmont-Luthézieu  
 Bénonces  
 Bolozon  
 Boyeux St Jérôme  
 Brénaz



---

Brénod  
Brion  
Burbanche (La)  
Ceignes  
Cerdon  
Chaley  
Challes la Montagne  
Champagne en Valromey  
Champdor  
Champfromier  
Chanay  
Charix  
Châtillon en Michaille  
Chavornay  
Cheignieu la Balme  
Confort  
Chevillard  
Chézery Forens  
Cleyzieu  
Collonges  
Conand  
Condamine la Doye  
Contrevoz  
Conzieu  
Corbonod  
Corcelles  
Corlier  
Cormaranche en Bugey  
Crozet  
Divonne les Bains (Section Divonne)  
Dortan  
Échallon  
Échenevex  
Évosges  
Farges  
Géovreisset  
Géovreissiat  
Gex  
Giron  
Grand Abergement (Le)  
Groissiat  
Hauteville Lompnes  
Hostiaz  
Hotonnes  
Injoux-Génissiat  
Innimond  
Izenave  
Izernore

---

Izieu  
Labalme  
Lalleyriat  
Lancrans  
Lantenay  
Léaz  
Lelex  
Leyssard  
L'hôpital  
Lochieu  
Lompnaz  
Lompnieu  
Maillat  
Marchamp  
Martignat  
Matafelon-Granges  
Mérignat  
Mijoux  
Montanges  
Montréal  
Nantua  
Neyrolles (Les)  
Nivollet-Montgriffon  
Nurieux-Volognat  
Oncieu  
Ordonnaz  
Outriaz  
Oyonnax  
Peron  
Petit abergement (Le)  
Peyriat  
Plagnes  
Poizat (Le)  
Port  
Premeyzel  
Prémillieu  
Rossillon  
Ruffieu  
Saint-Alban  
Saint-Bois  
Saint-Germain-de-Joux  
Saint-Germain-les-Paroisses  
Saint-Jean-de-Gonville  
Saint-Martin-du-Frene  
Saint-Rambert-en-Bugey  
Samognat  
Seillonnaz  
Sergy

Serrières-sur-Ain  
Songieu  
Sonthonnax-la-Montagne  
Souclin  
Surjoux  
Sutrieu  
Tenay  
Thézillieu  
Thoiry  
Torcieu  
Vesancy  
Vieu  
Vieu-d'Izenave  
Villes  
Virieu-le-Grand  
Virieu-le-Petit

## Accord du 20 janvier 2022

[Étendu par arr. 1<sup>er</sup> avr. 2022, JO 23 avr., applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2022]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération du bâtiment et des travaux publics de Haute-Savoie ;

Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment de Haute-Savoie.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CGT-FO ;

UNSA.

### Article 1

En application de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés (IDCC 1596) les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment du département de la Haute-Savoie.

### Article 2

Pour le département de la Haute-Savoie, les parties signataires du présent accord ont fixé en application de l'article VIII-18 de la convention collective nationale précitée le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme suit :

— l'indemnité de repas est portée à : 11,33 €;

— les indemnités de transport et de trajet comme dans le tableau ci-après :

Indemnités de frais de transport						Indemnité de trajet					
Zone 1A 0 à 5 km	Zone 1B 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km	Zone 1A 0 à 5 km	Zone 1B 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km
1,73	2,58	5,97	9,42	13,06	16,53	0,89	1,47	2,92	4,29	5,57	7,12

### Article 3

Les valeurs des indemnités de repas, de transport et de trajet fixées à l'article 2 entreront en application à compter

du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

#### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du dialogue social, direction générale du travail à Paris.

Le présent accord sera transmis pour information à la DDETS de la Haute-Savoie et remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes d'Annecy.

#### Article 5

Les partenaires sociaux conviennent de se revoir au dernier trimestre 2022 pour faire un bilan de la conjoncture avant d'entamer la réflexion sur la revalorisation des indemnités de petits déplacements pour l'année suivante.

### Accord du 10 février 2022

[Étendu par arr. 18 juill. 2022, JO 30 juill.]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTPA ;

CAPEB Ain ;

SCOP BTP Rhône Alpes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT ;

BTP FO Rhône Alpes.

il a été convenu ce qui suit :

En application du chapitre I du titre VIII des Conventions Collectives du Bâtiment du 8 Octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels du 8 Février 1991 et du 12 Février 1991, concernant d'une part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises non visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 (entreprises occupant plus de dix salariés) et d'autre part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2022 pour le département de l'Ain.

#### Article 1

Les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2022 pour le département de l'Ain.

#### Article 2

De convention expresse entre les parties, et compte tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus, la première zone - de 0 à 10 km - est divisée en deux dans le département de l'Ain :

— Zone I a : de 0 à 4 km

— Zone I b : de 4 à 10 km

#### Article 3

Pour le département de l'Ain, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1a	0,53 €	0,78 €	10,50 €
1b	1,26 €	2,71 €	
2	2,50 €	5,70 €	
3	3,78 €	9,53 €	
4	5,01 €	13,38 €	
5	6,45 €	17,20 €	

---

### **Article 3 [4]**

De convention expresse entre les parties, et compte-tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus, pour les chantiers situés dans des communes de l'Ain - dont la liste figure en annexe au présent accord - classées en zone de montagne en vertu des arrêtés préfectoraux des 26 juin 1961, 3 août 1962, 20 février 1974 et 28 avril 1976, les indemnités de frais de transport et de trajet seront majorées de 25 %.

### **Article 4 [5]**

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### **Article 5 [6]**

La prochaine réunion de la Commission Paritaire Départementale aura lieu en Février 2023

### **Article 11 [7]**

Le texte du présent accord sera déposé à la direction générale du travail conformément à la réglementation en vigueur et fera l'objet des mesures de publicités réglementaires.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministère compétent.

## **Annexe à l'accord concernant les indemnités de déplacements des ouvriers du bâtiment du département de l'Ain**

### **Liste des communes de l'Ain classées en zone de montagne**

*130 Communes*

*(Arrêtés des 26 juin 1961, 3 août 1962, 20 février 1974 et 28 avril 1976)*

Abergement de Varey

Ambléon

Anglefort

Apremont

Aranc

Arandas

Arbent

Argis

Armix

Bellegarde sur Valserine

Billiat

Belleydoux

Bellignat

Belmont-Luthézieu

Bénonces

Bolozon

Boyeux St Jérôme

Brénaz

Brénod

Brion

Burbanche (La)

Ceignes

Cerdon

Chaley

Challes la Montagne

Champagne en Valromey

---

Champdor  
Champfromier  
Chanay  
Charix  
Chatillon en Michaille  
Chavornay  
Cheignieu la Balme  
Confort  
Chevillard  
Chézery Forens  
Cleyzieu  
Collonges  
Conand  
Condamine la Doye  
Contrevoz  
Conzieu  
Corbonod  
Corcelles  
Corlier  
Cormaranche en Bugey  
Crozet  
Divonne les Bains (Section Divonne)  
Dortan  
Échallon  
Échenevex  
Évosges  
Farges  
Géovreisset  
Géovreissiat  
Gex  
Giron  
Grand Abergement (Le)  
Groissiat  
Hauteville Lompnes  
Hostiaz  
Hotonnes  
Injoux-Génissiat  
Innimond  
Izenave  
Izernore  
Izieu  
Labalme  
Lalleyriat  
Lancrans  
Lantenay  
Leaz  
Lelex  
Leyssard

---

Lhôpital  
Lochieu  
Lompnaz  
Lompnieu  
Maillat  
Marchamp  
Martignat  
Matafelon-Granges  
Mérignat  
Mijoux  
Montanges  
Montréal  
Nantua  
Neyrolles (Les)  
Nivollet-Montgriffon  
Nurieux-Volognat  
Oncieu  
Ordonnaz  
Outriaz  
Oyonnax  
Peron  
Petit Abergement (Le)  
Peyriat  
Plagnes  
Poizat (Le)  
Port  
Premeyzel  
Prémillieu  
Rossillon  
Ruffieu  
Saint-Alban  
Saint-Bois  
Saint-Germain-de-Joux  
Saint-Germain-les-Paroisses  
Saint-Jean-de-Gonville  
Saint-Martin-du-Frêne  
Saint-Rambert-en-Bugey  
Samognat  
Seillonnaz  
Sergy  
Serrières-sur-Ain  
Songieu  
Sonthonnax-la-Montagne  
Souclin  
Surjoux  
Sutrieu  
Tenay  
Thézillieu

Thoiry  
Torcieu  
Vesancy  
Vieu  
Vieu-d'Izenave  
Villes  
Virieu-le-Grand  
Virieu-le-Petit

## Accord du 22 février 2023

[Étendu par arr. 11 mai 2023, JO 1<sup>er</sup> juin, applicable à compter du 1<sup>er</sup> avr. 2023]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FBTPA ;  
CAPEB Ain ;  
FARABTP.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;  
URCB CFDT ;  
UFIC-UNSA.

il a été convenu ce qui suit :

En application du chapitre I du titre VIII des Conventions Collectives du Bâtiment du 8 Octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels du 8 Février 1991 et du 12 Février 1991, concernant d'une part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de dix salariés) et d'autre part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023 pour le département de l'Ain.

### Article 1

Les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023 pour le département de l'Ain.

### Article 2

De convention expresse entre les parties, et compte tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus, la première zone - de 0 à 10 km - est divisée en deux dans le département de l'Ain :

- Zone I a : de 0 à 4 km
- Zone I b : de 4 à 10 km

### Article 3

Pour le département de l'Ain, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023.

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1a	0,53 €	0,83 €	11,15 €
1b	1,26 €	2,88 €	
2	2,50 €	6,05 €	
3	3,78 €	10,12 €	
4	5,01 €	14,20 €	
5	6,45 €	18,26 €	



---

### Article 3

De convention expresse entre les parties, et compte-tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus, pour les chantiers situés dans des communes de l'Ain - dont la liste figure en annexe au présent accord - classées en zone de montagne en vertu des arrêtés préfectoraux des 26 juin 1961, 3 août 1962, 20 février 1974 et 28 avril 1976, les indemnités de frais de transport et de trajet seront majorées de 25 %.

### Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 5

La prochaine réunion de la Commission Paritaire Départementale aura lieu en Février 2024.

### Article 11

Le texte du présent accord sera déposé à la direction générale du travail conformément à la réglementation en vigueur et fera l'objet des mesures de publicités réglementaires.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministère compétent.

## **Annexe à l'accord concernant les indemnités de déplacements des ouvriers du bâtiment du département de l'Ain**

*Liste des communes de l'Ain classées en zone de montagne*

### **130 Communes**

**(Arrêtés des 26 juin 1961, 3 août 1962, 20 février 1974 et 28 avril 1976)**

Abergement de Varey

Ambléon

Anglefort

Apremont

Aranc

Arandas

Arbent

Argis

Armix

Bellegarde-sur-Valserine

Billiat

Belleydoux

Bellignat

Belmont-Luthézieu

Bénonces

Bolozon

Boyeux St Jérôme

Brénaz

Brénod

Brion

Burbanche (La)

Ceignes

Cerdon

Chaley

Challes la Montagne

Champagne en Valromey

Champdor

---

Champfromier  
Chanay  
Charix  
Châtillon en Michaille  
Chavornay  
Cheignieu la Balme  
Confort  
Chevillard  
Chézery Forens  
Cleyzieu  
Collonges  
Conand  
Condamine la Doye  
Contrevoz  
Conzieu  
Corbonod  
Corcelles  
Corlier  
Cormaranche en Bugey  
Crozet  
Divonne les Bains (Section Divonne)  
Dortan  
Échallon  
Échenevex  
Évosges  
Farges  
Géovreisset  
Géovreissiat  
Gex  
Giron  
Grand Abergement (Le)  
Groissiat  
Hauteville Lompnes  
Hostiaz  
Hotonnes  
Injoux-Génissiat  
Innimond  
Izenave  
Izernore  
Izieu  
Labalme  
Lalleyriat  
Lancrans  
Lantenay  
Léaz  
Lelex  
Leyssard  
Lhôpital

---

Lochieu  
Lompnaz  
Lompnieu  
Maillat  
Marchamp  
Martignat  
Matafelon-Granges  
Mérignat  
Mijoux  
Montanges  
Montréal  
Nantua  
Neyrolles (Les)  
Nivollet-Montgriffon  
Nurieux-Volognat  
Oncieu  
Ordonnaz  
Outriaz  
Oyonnax  
Peron  
Petit abergement (Le)  
Peyriat  
Plagnes  
Poizat (Le)  
Port  
Premeyzel  
Prémillieu  
Rossillon  
Ruffieu  
Saint-Alban  
Saint-Bois  
Saint-Germain-de-Joux  
Saint-Germain-les-Paroisses  
Saint-Jean-de-Gonville  
Saint-Martin-du-Frene  
Saint-Rambert-en-Bugey  
Samognat  
Seillonnaz  
Sergy  
Serrières-sur-Ain  
Songieu  
Sonthonnax-la-Montagne  
Souclin  
Surjoux  
Sutrieu  
Tenay  
Thézillieu  
Thoiry

Torcieu  
Vesancy  
Vieu  
Vieu-d'Izenave  
Villes  
Virieu-le-Grand  
Virieu-le-Petit

## Accord du 14 février 2024

[Étendu par arr. 13 mai 2024, JO 31 mai]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Ain ;  
FBTPA ;  
FARABTP.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT ;  
BTP FO ARA ;  
UFIC-UNSA.

il a été convenu ce qui suit :

En application du chapitre I du titre VIII des Conventions Collectives du Bâtiment du 8 Octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels du 8 Février 1991 et du 12 Février 1991, concernant d'une part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises non visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 (entreprises occupant plus de dix salariés) et d'autre part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2024 pour le département de l'Ain.

### Article 1

Les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1<sup>er</sup> avril 2024 pour le département de l'Ain.

### Article 2

De convention expresse entre les parties, et compte tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus, la première zone - de 0 à 10 km - est divisée en deux dans le département de l'Ain :

- Zone I a : de 0 à 4 km
- Zone I b : de 4 à 10 km

### Article 3

Pour le département de l'Ain, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2024.

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1a	0,54 €	0,85 €	11,71 €
1b	1,27 €	2,96 €	
2	2,52 €	6,23 €	
3	3,82 €	10,42 €	
4	5,06 €	14,62 €	
5	6,51 €	18,80 €	

---

### Article 3

De convention expresse entre les parties, et compte-tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus, pour les chantiers situés dans des communes de l'Ain - dont la liste figure en annexe au présent accord - classées en zone de montagne en vertu des arrêtés préfectoraux des 26 juin 1961, 3 août 1962, 20 février 1974 et 28 avril 1976, les indemnités de frais de transport et de trajet seront majorées de 25 %.

### Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 5

La prochaine réunion de la Commission Paritaire Départementale aura lieu en Février 2025.

### Article 11

Le texte du présent accord sera déposé à la direction générale du travail conformément à la réglementation en vigueur et fera l'objet des mesures de publicités réglementaires.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministère compétent.

## **Annexe à l'accord concernant les indemnités de déplacements des ouvriers du bâtiment ou département de l'Ain**

### **Liste des communes de l'Ain classées en zone de montagne**

#### **130 Communes**

*(Arrêtés des 26 juin 1961, 3 août 1962, 20 février 1974 et 28 avril 1976)*

Abergement de Varey  
Ambléon  
Anglefort  
Apremont  
Aranc  
Arandas  
Arbent  
Argis  
Armix  
Bellegarde-sur-Valserine  
Billiat  
Belleydoux  
Bellignat  
Belmont-Luthézieu  
Bénonces  
Bolozon  
Boyeux St Jérôme  
Brénaz  
Brénod  
Brion  
Burbanche (La)  
Ceignes  
Cerdon  
Chaley  
Challes la Montagne

---

Champagne en Valromey  
Champdor  
Champfromier  
Chanay  
Charix  
Châtillon en Michaille  
Chavornay  
Cheignieu la Balme  
Confort  
Chevillard  
Chézery Forens  
Cleyzieu  
Collonges  
Conand  
Condamine la Doye  
Contrevoz  
Conzieu  
Corbonod  
Corcelles  
Corlier  
Cormaranche en Bugey  
Crozet  
Divonne les Bains (Section Divonne)  
Dortan  
Échallon  
Échenevex  
Évosges  
Farges  
Géovreisset  
Géovreissiat  
Gex  
Giron  
Grand Abergement (Le)  
Groissiat  
Hauteville Lompnes  
Hostiaz  
Hotonnes  
Injoux-Génissiat  
Innimond  
Izenave  
Izernore  
Izieu  
Labalme  
Lalleyriat  
Lancrans  
Lantenay  
Léaz  
Lelex

---

Leyssard  
L'hôpital  
Lochieu  
Lompnaz  
Lompnieu  
Maillat  
Marchamp  
Martignat  
Matafelon-Granges  
Mérignat  
Mijoux  
Montanges  
Montréal  
Nantua  
Neyrolles (Les)  
Nivollet-Montgriffon  
Nurieux-Volognat  
Oncieu  
Ordonnaz  
Outriaz  
Oyonnax  
Peron  
Petit Abergement (Le)  
Peyriat  
Plagnes  
Poizat (Le)  
Port  
Premeysel  
Prémillieu  
Rossillon  
Ruffieu  
Saint-Alban  
Saint-Bois  
Saint-Germain-de-Joux  
Saint-Germain-les-Paroisses  
Saint-Jean-de-Gonville  
Saint-Martin-du-Frene  
Saint-Rambert-en-Bugey  
Samognat  
Seillonnaz  
Sergy  
Serrières-sur-Ain  
Songieu  
Sonthonnax-la-Montagne  
Souclin  
Surjoux  
Sutrieu  
Tenay

Thézillieu  
Thoiry  
Torcieu  
Vesancy  
Vieu  
Vieu-d'Izenave  
Villes  
Virieu-le-Grand  
Virieu-le-Petit

## Drôme-Ardèche

(Voir «Indemnités de petits déplacements» dans la Convention collective «Bâtiment ouvriers de Drôme et Ardèche (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés et plus de 10 salariés)»)

### Allier-Cantal/Haute-Loire/Puy-de-Dôme Accord du 12 avril 2017

[Étendu par arr. 18 oct. 2017, JO 24 oct.]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Auvergne Rhône-Alpes ;  
F LBA SCOP BTP ;  
CAPEB Auvergne Rhône-Alpes.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

FO BTP Auvergne Rhône-Alpes ;  
UR CFTC Auvergne ;  
SCB CFDT Auvergne ;  
CGT Auvergne.

#### Article 1er

En application du Titre VIII Chapitre I de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 12 février 1991 et 15 décembre 1992) concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 12 avril 2017 et ont trouvé un accord sur le barème des indemnités de repas et de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône Alpes (entreprises de moins de 10 salariés). Compte tenu de la réorganisation territoriale de la République (lois des 16 janvier et 7 août 2015), les parties conviennent de déterminer ce barème pour les seuls départements Allier/Cantal/Haute-Loire/Puy-de-Dôme.

#### Article 2

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes dans les départements Allier/Cantal/Haute-Loire/Puy-de-Dôme, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de repas et de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment (entreprises de moins de 10 salariés) à compter du 1<sup>er</sup> juin 2017 comme suit :

— Indemnité de repas : 9.50 euros

En euros	Zone 1 (0 à 10 Km)		Zone 2	Zone 3	Zone 4	Zone 5
	A	B	(10 à 20 Km)	(20 à 30 Km)	(30 à 40 Km)	(40 à 50 Km)
Indemnité de frais de transport	0,72	1,65	4,86	7,67	10,62	13,40
Indemnité de trajet	0,61	1,32	2,60	3,77	4,77	6,24

#### Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Clermont-Ferrand.



#### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social.

### Accord du 22 mars 2018

[Étendu par arr. 20 mars 2019, JO 27 mars]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

SCOP BTP FLBA ;  
FFB Auvergne RA ;  
CAPEB Auvergne RA.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

BTP FO Rhône Alpes ;  
CFTC Auvergne ;  
UFIC-UNSA.

#### Article 1er

En application du Titre VIII Chapitre I de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 Octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 12 Février 1991 et 15 Décembre 1992) concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 22 mars 18 et ont trouvé un accord sur le barème des indemnités de repas et de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône Alpes (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés).

Compte tenu de la réorganisation territoriale de la République (lois des 16 janvier et 7 août 2015), les parties conviennent de déterminer ce barème pour les seuls départements Allier/Cantal/Haute-Loire/Puy-de-Dôme.

#### Article 2

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes dans les départements Allier/Cantal/Haute-Loire/Puy-de-Dôme, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de repas et de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) à compter du 1<sup>er</sup> avril 2018 comme suit :

Indemnité de repas	9,70
--------------------	------

	Zone 1 (0 à 10 km)		Zone 2 (10 à 20 km)	Zone 3 (20 à 30 km)	Zone 4 (30 à 40 km)	Zone 5 (40 à 50 km)
	A	B				
Indemnité de frais de transport	0,73	1,68	4,94	7,79	10,79	13,61
Indemnité de trajet	0,62	1,34	2,64	3,83	4,85	6,34

#### Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Clermont-Ferrand.

#### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

### *Avenant n° 3 du 28 mars 2019*

*[Non étendu, applicable à compter du 1<sup>er</sup> avr. 2019]*

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB AUVE ;  
FFB Auvergne ;  
SCOP BTP FLBA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UFIC-UNSA ;  
FO BTP Auvergne RA ;  
SCB CFDT Auvergne.

*Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales du 8 octobre 1990, en particulier celle concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.*

*La convention collective nationale intègre désormais et généralise les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elle se substitue.*

*Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Auvergne-Rhône-Alpes, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements existants des ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne-Rhône-Alpes et conclure à cet effet le présent avenant correspondant dans le périmètre géographique concerné, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article 1-4 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés - IDCC 1596).*

*Les parties sont ainsi convenues de transcrire, dans le présent avenant, le barème d'indemnités de petits déplacements correspondant à l'ancienne région Auvergne, c'est-à-dire applicable dans les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme.*

#### Article 1

*Dans les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme de la région Auvergne-Rhône-Alpes, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers du Bâtiment est divisée en deux parties :*

- de 0 à 5 km pour la zone 1A
- et de 5 à 10 km pour la zone 1B

#### Article 2

*Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme de la région Auvergne-Rhône-Alpes, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019 :*

Zone	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	0,63 €	0,74 €	9,88 €
1B	1,36 €	1,70 €	
2	2,68 €	5,01 €	
3	3,88 €	7,90 €	
4	4,92 €	10,94 €	
5	6,43 €	13,80 €	

#### Article 3

*Conformément au code du travail, le présent avenant sera adressé à la Direction Générale du Travail et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Clermont-Ferrand.*

#### Article 4

*Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.*

# Accord du 23 septembre 2020

[Étendu par arr. 11 janv. 2021, JO 20 févr.]

## Signataires :

### Organisation(s) patronale(s) :

FFB ARA ;

CAPEB Auvergne RA ;

SCOP BTP ARA.

### Syndicat(s) de salarié(s) :

UFIC-UNSA ;

FO BTP ARA ;

CPC URCB CFDT ARA.

En application du Titre VIII Chapitre 1 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment dans les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme de la région Auvergne Rhône-Alpes.

## Article 1

Dans les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme de la région Auvergne-Rhône-Alpes, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers du Bâtiment est divisée en deux parties :

- de 0 à 5 km pour la zone 1A
- et de 5 à 10 km pour la zone 1B

## Article 2

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme de la région Auvergne-Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2020 :

Zone	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	0,64 €	0,75 €	10,11 €
1B	1,38 €	1,72 €	
2	2,71 €	5,07 €	
3	3,93 €	7,99 €	
4	4,98 €	11,07 €	
5	6,51 €	13,97 €	

## Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Clermont-Ferrand.

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## Accord du 9 mars 2022

[Étendu par arr. 18 juill. 2022, JO 30 juill., applicable à compter du 1<sup>er</sup> avr. 2022]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB ARA ;

UR CAPEB ARA ;

Fédération SCOPBTP ARA.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

FO BTP ARA ;

CPC URCB CFDT ARA ;

UNSA Industrie et Construction.

En application du Titre VIII Chapitre 1 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment dans les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme de la région Auvergne Rhône-Alpes.

### Article 1

Dans les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme de la région Auvergne-Rhône-Alpes, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers du Bâtiment est divisée en deux parties :

- de 0 à 5 km pour la zone 1A
- et de 5 à 10 km pour la zone 1B

### Article 2

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme de la région Auvergne-Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022 :

Zone	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	0,64 €	0,78 €	10,50 €
1B	1,38 €	1,79 €	
2	2,71 €	5,27 €	
3	3,93 €	8,31 €	
4	4,98 €	11,51 €	
5	6,51 €	14,53 €	

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Clermont-Ferrand.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## Accord du 15 mars 2023

[Étendu par arr. 12 juin 2023, JO 16 juin, applicable à compter du 1<sup>er</sup> avr. 2023]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Auvergne Rhône-Alpes ;  
CAPEB Auvergne Rhône-Alpes ;  
SCOP BTP Auvergne Rhône-Alpes.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

FO BTP Auvergne Rhône-Alpes ;  
CPC URCB CFDT Auvergne Rhône-Alpes ;  
UNSA Industrie et Construction.

En application du Titre VIII Chapitre 1 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment dans les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme de la région Auvergne Rhône-Alpes.

### Article 1

Dans les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme de la région Auvergne-Rhône-Alpes, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers du Bâtiment est divisée en deux parties :

- de 0 à 5 km pour la zone 1A
- et de 5 à 10 km pour la zone 1B

### Article 2

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme de la région Auvergne-Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023 :

Zone	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	0,64 €	0,83 €	11,15 €
1B	1,38 €	1,90 €	
2	2,71 €	5,60 €	
3	3,93 €	8,83 €	
4	4,98 €	12,22 €	
5	6,51 €	15,43 €	

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Clermont-Ferrand.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## Accord du 12 mars 2024

[Étendu par arr. 11 juin 2024, JO 15 juin, applicable à compter du 1<sup>er</sup> avr. 2024]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Auvergne Rhône-Alpes ;  
CAPEB Auvergne Rhône-Alpes ;  
SCOP BTP Auvergne Rhône-Alpes.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

FO BTP Auvergne Rhône-Alpes ;  
CPC URCB CFDT Auvergne Rhône-Alpes ;  
UNSA Industrie et Construction.

En application du Titre VIII Chapitre 1 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives *au niveau national* (*Termes exclus de l'extension par arr. 11 juin 2024, JO 15 juin*), se sont réunies et ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment dans les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme de la région Auvergne Rhône-Alpes.

### Article 1

Dans les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme de la région Auvergne-Rhône-Alpes, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers du Bâtiment est divisée en deux parties :

- de 0 à 5 km pour la zone 1A
- et de 5 à 10 km pour la zone 1B

### Article 2

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme de la région Auvergne-Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2024 :

Zone	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	0,65 €	0,85 €	11,65 €
1B	1,39 €	1,94 €	
2	2,72 €	5,71 €	
3	3,95 €	9,01 €	
4	5,00 €	12,46 €	
5	6,54 €	15,74 €	

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Clermont-Ferrand.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

# Haute-Savoie

## Accord du 2 mars 2020

[Étendu par arr. 30 juill. 2020, JO 4 sept.]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

BTP 74 ;

CAPEB 74.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

FO.

### Article 1

En application du chapitre I<sup>er</sup> du titre VIII des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991, concernant d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés (IDCC 1596) et d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés (IDCC 1597) les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment du département de la Haute-Savoie.

Les parties signataires étant engagées par une convention collective nationale spécifique aux entreprises employant jusqu'à 10 salariés et une seconde pour les plus de 10 salariés, elles remplissent par ce biais l'exigence de dispositions propres aux entreprises employant moins de 50 salariés, issue de l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

### Article 2

Pour le département de la Haute-Savoie, les parties signataires du présent accord ont fixé en application de l'article VIII-18 des conventions collectives nationales précitées le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme suit :

— l'indemnité de repas est portée à : 10,81 € ;

— les indemnités de transport et de trajet comme dans le tableau ci-après :

Indemnités de frais de transport					
Zone 1A 0 à 5 km	Zone 1B 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km
1,68	2,50	5,80	9,15	12,68	16,05

Indemnité de trajet					
Zone 1A 0 à 5 km	Zone 1B 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km
0,87	1,44	2,86	4,21	5,46	6,98

### Article 3

Les valeurs des indemnités de repas, de transport et de trajet fixées à l'article 2 entreront en application à compter du 1<sup>er</sup> avril 2020.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, direction générale du travail à Paris.

Le présent accord sera transmis pour information à la DIRECCTE, unité territoriale de la Haute-Savoie et remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes d'Annecy.

## Article 5

Les partenaires sociaux conviennent de se revoir en novembre 2020 pour faire un bilan de la conjoncture avant d'entamer la réflexion sur la revalorisation des indemnités de petits déplacements en vue de conclure un accord applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

## Accord du 25 janvier 2021

[Étendu par arr. 5 juill. 2021, JO 6 août]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

BTP 74 ;

CAPEB 74.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFTC.

## Article 1

En application du chapitre I<sup>er</sup> du titre VIII des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991, concernant d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés (IDCC 1596) et d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés (IDCC 1597) les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment du département de la Haute-Savoie.

Les parties signataires étant engagées par une convention collective nationale spécifique aux entreprises employant jusqu'à 10 salariés et une seconde pour les plus de 10 salariés, elles remplissent par ce biais l'exigence de dispositions propres aux entreprises employant moins de 50 salariés, issue de l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

## Article 2

Pour le département de la Haute-Savoie, les parties signataires du présent accord ont fixé en application de l'article VIII-18 des conventions collectives nationales précitées le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme suit :

— l'indemnité de repas est portée à : 11 € ;

— les indemnités de transport et de trajet sont les suivantes :

Indemnités de frais de transport					
Zone 1A 0 à 5 km	Zone 1B 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km
1,68	2,50	5,80	9,15	12,68	16,05

Indemnité de trajet					
Zone 1A 0 à 5 km	Zone 1B 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km
0,87	1,44	2,86	4,21	5,46	6,98

## Article 3

La valeur de l'indemnité de repas fixée à l'article 2 entrera en application, de façon rétroactive, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, direction générale du travail à Paris.



Le présent accord sera transmis pour information à la DIRECCTE, unité territoriale de la Haute-Savoie et remis aux secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes d'Annecy.

#### Article 5

Les partenaires sociaux conviennent de se revoir au dernier trimestre 2021 pour faire un bilan de la conjoncture avant d'entamer la réflexion sur la revalorisation des indemnités de petits déplacements pour l'année suivante.

### Accord du 20 janvier 2022

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 26 juill., applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2022]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération du bâtiment et des travaux publics de Haute-Savoie ;

Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment de Haute-Savoie.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CGT-FO ;

UNSA.

#### Article 1

En application de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés (IDCC 1596) les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment du département de la Haute-Savoie.

#### Article 2

Pour le département de la Haute-Savoie, les parties signataires du présent accord ont fixé en application de l'article-VIII-18 de la convention collective nationale précitée le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme suit :

— l'indemnité de repas est portée à : 11,33 € ;

— les indemnités de transport et de trajet comme dans le tableau ci-après :

Indemnités de frais de transport						Indemnité de trajet					
Zone 1A 0 à 5 km	Zone 1B 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km	Zone 1A 0 à 5	Zone 1B 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km
1,73	2,58	5,97	9,42	13,06	16,53	0,89	1,47	2,92	4,29	5,57	7,12

#### Article 3

Les valeurs des indemnités de repas, de transport et de trajet fixées à l'article 2 entreront en application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

#### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du dialogue social, direction générale du travail à Paris.

Le présent accord sera transmis pour information à la DDETS de la Haute-Savoie et remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes d'Annecy.

#### Article 5

Les partenaires sociaux conviennent de se revoir au dernier trimestre 2022 pour faire un bilan de la conjoncture avant d'entamer la réflexion sur la revalorisation des indemnités de petits déplacements pour l'année suivante.

## Accord du 14 février 2023

[Étendu par arr. 10 mai 2023, JO 20 mai, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2023]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

BTP 74 ;

CAPEB 74.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

FO ;

UNSA.

### Article 1

En application de la convention collective nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 (étendue par arrêté ministériel du 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés (IDCC 1596), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment du département de la Haute-Savoie.

Au regard des exigences posées par l'article L. 2261-23-1 du Code du Travail, les parties signataires certifient que, compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés concernant le barème des indemnités de petits déplacements des salariés du Bâtiment, tel que déterminé dans le département de la Haute-Savoie.

### Article 2

Pour le département de la Haute-Savoie, les parties signataires du présent accord ont fixé en application de l'article VIII-18 de la convention collective nationale précitée le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme suit :

— l'indemnité de repas est portée à : 12,03 € ;

— les indemnités de transport et de trajet sont les suivantes :

Indemnités de frais de transport ( € )						Indemnité de trajet ( € )					
Zone 1A	Zone 1B	Zone 2	Zone 3	Zone 4	Zone 5	Zone 1A	Zone 1B	Zone 2	Zone 3	Zone 4	Zone 5
0 à 5 km	5 à 10 km	10 à 20 km	20 à 30 km	30 à 40 km	40 à 50 km	0 à 5 km	5 à 10 km	10 à 20 km	20 à 30 km	30 à 40 km	40 à 50 km
1,83	2,73	6,33	9,99	13,84	17,52	0,91	1,50	2,98	4,38	5,69	7,28

### Article 3

Les valeurs des indemnités de repas, de transport et de trajet fixées à l'article 2 entreront en application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, direction générale du travail à Paris.

Le présent accord sera transmis pour information à la DDETS de la Haute Savoie et remis aux secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes d'Annecy.

### Article 5

Les partenaires sociaux conviennent de se revoir au dernier trimestre 2023 pour faire un bilan de la conjoncture avant d'entamer la réflexion sur la revalorisation des indemnités de petits déplacements pour l'année suivante.

# Accord du 30 janvier 2024

[Étendu par arr. 11 juin 2024, JO 18 juin, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2024]

## Signataires :

### Organisation(s) patronale(s) :

BTP 74 ;

CAPEB 74.

### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

FO ;

UNSA.

## Article 1

En application de la convention collective nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 (étendue par arrêté ministériel du 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés (IDDC 1596), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment du département de la Haute-Savoie.

Au regard des exigences posées par l'article L. 2261-23-1 du Code du Travail, les parties signataires certifient que, compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés concernant le barème des indemnités de petits déplacements des salariés du Bâtiment, tel que déterminé dans le département de la Haute-Savoie.

## Article 2

Pour le département de la Haute-Savoie, les parties signataires du présent accord ont fixé en application de l'article VIII-18 des conventions collectives nationales précitées le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme suit :

— l'indemnité de repas est portée à : 12,63 € ;

— les indemnités de transport et de trajet comme dans le tableau ci-après :

Indemnités de frais de transport						Indemnité de trajet					
Zone 1A 0 à 5 km	Zone 1B 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km	Zone 1A 0 à 5 km	Zone 1B 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km
1,88	2,81	6,52	10,29	14,26	18,05	0,92	1,52	3,01	4,42	5,75	7,35

## Article 3

Les valeurs des indemnités de repas, de transport et de trajet fixées à l'article 2 entreront en application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, direction générale du travail à Paris.

Le présent accord sera transmis pour information à la DDETS de la Haute Savoie et remis aux secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes d'Annecy.

## Article 5

Les partenaires sociaux conviennent de se revoir au dernier trimestre 2024 pour faire un bilan de la conjoncture avant d'entamer la réflexion sur la revalorisation des indemnités de petits déplacements pour l'année suivante.

---

## Loire

# Avenant n° 1 du 12 juillet 2018

[Étendu par arr. 17 sept. 2020, JO 31 août, applicable à compter du 1<sup>er</sup> juill. 2018]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FBTP Loire ;

CAPEB 42.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC ;

CFDT Loire ;

UD UNSA Loire ;

FO ARA.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1

#### Préambule

Le présent avenant conclu entre les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, a pour but de fixer, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018, le montant minimum des indemnités de petits déplacements pour les ouvriers travaillant dans les entreprises du Bâtiment du département de la Loire.

Il annule et remplace à cet effet l'avenant n° 10 à la convention collective des ouvriers du bâtiment de la Loire du 13 octobre 1995, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article 1-4 de la Convention Collective Nationale concernant

— d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962

— d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

### Article 2

#### Entrée en vigueur de l'avenant

En application du chapitre 1 du titre VIII des Conventions Collectives du Bâtiment 7 mars 2018, concernant d'une part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises non visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 (entreprises occupant plus de dix salariés) et d'autre part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018 pour le département de la Loire.

*(Al. exclu de l'extension par arr. 17 sept. 2020, JO 31 oct.) Les indemnités de petits déplacements fixées par l'avenant n° 1 ne pourront faire l'objet de dérogations, dans un sens moins favorable, par accord d'entreprise ou d'établissement.*

### Article 3

#### Zones concentriques

#### Article 3.1

##### Zone concentrique n° 1

De convention expresse entre les parties, et compte tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus, la première zone - de 0 à 10 km - est divisée en deux dans le département de la Loire :

— Zone 1 A : de 0 à 5 km

— Zone 1 B : de 5 à 10 km

#### Article 3.2

##### Calcul des distances

Conformément aux nouvelles conventions collectives des ouvriers du bâtiment du 7 mars 2018, le calcul des cinq zones d'indemnités de petits déplacements s'opère via un logiciel de type Mappy ou Google Maps c'est-à-dire en kilomètres réels.

#### **Article 4** **Indemnité de repas**

L'indemnité de repas, qui a pour objet d'indemniser le supplément de frais occasionné par la prise du déjeuner en dehors de la résidence habituelle de l'ouvrier quelle que soit la zone dans laquelle se situe le chantier.

Cette indemnité n'est toutefois pas due par l'employeur lorsque :

- L'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle ;
- Un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;
- Le repas est fourni gratuitement ou avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2018 au 31 décembre 2018, le montant de l'indemnité est fixé à 10,10 €.

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, le montant de l'indemnité est fixé à 10,15 €.

#### **Article 5** **Indemnité de transport**

L'indemnité de frais de transport a pour objet d'indemniser forfaitairement les frais de transport engagés quotidiennement par l'ouvrier pour se rendre sur le chantier avant le début de la journée de travail et pour en revenir à la fin de la journée de travail, quel que soit le moyen de transport utilisé.

Cette indemnité étant un remboursement de frais, elle n'est pas due lorsque l'ouvrier n'engage pas de frais de transport, notamment lorsque l'entreprise assure gratuitement le transport des ouvriers ou rembourse les titres de transport.

Le montant journalier de l'indemnité de frais de transport, indemnisant les frais d'un voyage dans laquelle se situe le chantier, est fixé suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018.

#### **Article 6** **Indemnité de trajet**

L'indemnité de trajet a pour objet d'indemniser forfaitairement, l'amplitude que représente pour l'ouvrier le trajet nécessaire pour se rendre quotidiennement sur le chantier avant le début de la journée de travail et d'en revenir après la journée de travail.

L'indemnité de trajet n'est pas due lorsque l'ouvrier est logé gratuitement par l'entreprise sur le chantier ou à proximité immédiate du chantier ou lorsque le temps de trajet est rémunéré en temps de travail.

Les indemnités de trajet sont fixées suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018.

#### **Article 7** **Dépôt de l'avenant**

Le texte du présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffes du Conseil de Prud'hommes de Saint-Etienne conformément à la réglementation en vigueur.

#### **Article 8** **Extension de l'avenant**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

### **Indemnités de petits déplacements**

		Du 1 <sup>er</sup> juillet 2018 au 31 décembre 2018	À compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2019
Repas		10,10	10,15
Transport	1A	2,92	2,92
	1B	2,92	2,92
	2	5,93	5,93
	3	9,65	9,65
	4	13,56	13,56
	5	17,66	17,66

		Du 1 <sup>er</sup> juillet 2018 au 31 décembre 2018	À compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2019
Trajet	1A	1,45	1,45
	1B	1,45	1,45
	2	2,96	2,96
	3	4,41	4,41
	4	5,96	5,96
	5	7,68	7,68

## Accord du 6 janvier 2021

[Étendu par arr. 14 sept. 2021, JO 30 sept.]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FBTP Loire ;  
CAPEB 42.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Loire ;  
UD UNSA Loire ;  
FO ARA.

Il a été convenu ce qui suit :

### Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Le présent avenant conclu entre les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, a pour but de fixer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, le montant minimum des indemnités de petits déplacements pour les ouvriers travaillant dans les entreprises du Bâtiment du département de la Loire.

Il annule et remplace à cet effet l'accord concernant les indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment du 7 janvier 2020, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-4 de la Convention Collective Nationale concernant

— d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) ;

— d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

### Article 1

#### Entrée en vigueur de l'avenant

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment du département de la

---

Loire.

Les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour le département de la Loire.  
*(Al. exclu de l'extension par arr. 14 sept. 2021, JO 30 sept.) Les indemnités de petits déplacements fixées par l'accord ne pourront faire l'objet de dérogations, dans un sens moins favorable, par accord d'entreprise ou d'établissement.*

## **Article 2**

### **Zones concentriques**

De convention expresse entre les parties, et compte tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 1 ci-dessus, la première zone - de 0 à 10 km - est divisée en deux dans le département de la Loire :

- Zone I A : de 0 à 5 km
- Zone I B : de 5 à 10 km

## **Article 3**

### **Indemnité de repas**

L'indemnité de repas a pour objet d'indemniser le supplément de frais occasionné par la prise du déjeuner en dehors de la résidence habituelle de l'ouvrier.

Toutefois, l'indemnité de repas n'est pas due par l'employeur lorsque :

- L'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle ;
- Un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;
- Le repas est fourni gratuitement avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas.

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, le montant de l'indemnité est fixé à 10,35 €.

## **Article 4**

### **Indemnité de transport**

L'indemnité de frais de transport a pour objet d'indemniser forfaitairement les frais de transport engagés quotidiennement par l'ouvrier pour se rendre sur le chantier avant le début de la journée de travail et pour en revenir à la fin de la journée de travail, quel que soit le moyen de transport utilisé.

Cette indemnité étant un remboursement de frais, elle n'est pas due lorsque l'ouvrier n'engage pas de frais de transport, notamment lorsque l'entreprise assure gratuitement le transport des ouvriers ou rembourse les titres de transport.

Le montant journalier de l'indemnité de frais de transport, indemnisant les frais d'un voyage dans laquelle se situe le chantier, est fixé suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Zones	Indemnité de transport
1A	2,95 €
1B	2,95 €
2	5,99 €
3	9,75 €
4	13,70 €
5	17,84 €

## **Article 5**

### **Indemnité de trajet**

L'indemnité de trajet a pour objet d'indemniser, sous une forme forfaitaire, la sujétion que représente pour l'ouvrier la nécessité de se rendre quotidiennement sur le chantier et d'en revenir.

L'indemnité de trajet n'est pas due lorsque l'ouvrier est logé gratuitement par l'entreprise sur le chantier ou à proximité immédiate du chantier.

Les indemnités de trajet sont fixées suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter du 1<sup>er</sup> janvier

2021.

Zones	Indemnité de trajet
1A	1,46 €
1B	1,46 €
2	2,99 €
3	4,45 €
4	6,02 €
5	7,76 €

#### **Article 6** **Dépôt de l'accord**

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Saint-Etienne.

#### **Article 7** **Extension de l'accord**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

### **Accord du 26 janvier 2022**

[Étendu par arr. 18 juill. 2022, JO 27 juill., applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2022]

#### **Signataires :**

##### Organisation(s) patronale(s) :

FBTP Loire ;

CAPEB 42.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC ;

UFIC-UNSA ;

CFDT Loire ;

FO ARA ;

UD CGT Loire.

Il a été convenu ce qui suit :

### **Préambule**

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que la présente négociation aboutit à la conclusion d'un accord applicable aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962

Le présent avenant conclu entre les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, a pour but de fixer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, le montant minimum des indemnités de petits déplacements pour les ouvriers travaillant dans les entreprises du Bâtiment du département de la Loire.



Il annule et remplace à cet effet l'accord concernant les indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment du 6 janvier 2021, en application de l'article L.2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-4 de la Convention Collective Nationale concernant

— d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) ;

— d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

## Article 1

### Entrée en vigueur de l'avenant

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment du département de la Loire.

Les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour le département de la Loire.

*(Al. exclu de l'extension par arr. 18 juill. 2022, JO 27 juill.) Les indemnités de petits déplacements fixées par l'accord ne pourront faire l'objet de dérogations, dans un sens moins favorable, par accord d'entreprise ou d'établissement.*

## Article 2

### Zones concentriques

De convention expresse entre les parties, et compte tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 1 ci-dessus, la première zone - de 0 à 10 km - est divisée en deux dans le département de la Loire :

— Zone I A : de 0 à 5 km

— Zone I B : de 5 à 10 km

## Article 3

### Indemnité de repas

L'indemnité de repas a pour objet d'indemniser le supplément de frais occasionné par la prise du déjeuner en dehors de la résidence habituelle de l'ouvrier.

Toutefois, l'indemnité de repas n'est pas due par l'employeur lorsque :

— L'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle ;

— Un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;

— Le repas est fourni gratuitement avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas.

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, le montant de l'indemnité est fixé à 10,66 €.

## Article 4

### Indemnité de transport

L'indemnité de frais de transport a pour objet d'indemniser forfaitairement les frais de transport engagés quotidiennement par l'ouvrier pour se rendre sur le chantier avant le début de la journée de travail et pour en revenir à la fin de la journée de travail, quel que soit le moyen de transport utilisé.

Cette indemnité étant un remboursement de frais, elle n'est pas due lorsque l'ouvrier n'engage pas de frais de transport, notamment lorsque l'entreprise assure gratuitement le transport des ouvriers ou rembourse les titres de transport.

Le montant journalier de l'indemnité de frais de transport, indemnisant les frais d'un voyage dans laquelle se situe le chantier, est fixé suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Zones	Indemnité de transport
1A	3,04 €
1B	3,04 €

Zones	Indemnité de transport
2	6,17 €
3	10,04 €
4	14,11 €
5	18,38 €

### **Article 5** **Indemnité de trajet**

L'indemnité de trajet a pour objet d'indemniser, sous une forme forfaitaire, la sujétion que représente pour l'ouvrier la nécessité de se rendre quotidiennement sur le chantier et d'en revenir.

L'indemnité de trajet n'est pas due lorsque l'ouvrier est logé gratuitement par l'entreprise sur le chantier ou à proximité immédiate du chantier.

Les indemnités de trajet sont fixées suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Zones	Indemnité de trajet
1A	1,50 €
1B	1,50 €
2	3,06 €
3	4,56 €
4	6,17 €
5	7,95 €

### **Article 6** **Entreprises employant moins de 50 salariés**

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### **Article 7** **Dépôt de l'accord**

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Saint-Etienne.

### **Article 8** **Extension de l'accord**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## **Accord du 19 décembre 2022**

[Étendu par arr. 3 mai 2023, JO 20 mai, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2023]

#### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FBTP Loire ;

CAPEB 42.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFTC ;

UNSA ;

CFDT Loire ;

---

UD CGT Loire.

Il a été convenu ce qui suit :

## **Préambule**

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que la présente négociation aboutit à la conclusion d'un accord applicable aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962

Le présent avenant conclu entre les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, a pour but de fixer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, le montant minimum des indemnités de petits déplacements pour les ouvriers travaillant dans les entreprises du Bâtiment du département de la Loire.

Il annule et remplace à cet effet l'accord concernant les indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment du 6 janvier 2021, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-4 de la Convention Collective Nationale concernant

— d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) ;

— d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

### **Article 1**

#### **Entrée en vigueur de l'avenant**

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment du département de la Loire.

Les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 pour le département de la Loire.

Les indemnités de petits déplacements fixées par l'accord ne pourront faire l'objet de dérogations, dans un sens moins favorable, par accord d'entreprise ou d'établissement.

### **Article 2**

#### **Zones concentriques**

De convention expresse entre les parties, et compte tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 1 ci-dessus, la première zone - de 0 à 10 km - est divisée en deux dans le département de la Loire :

— Zone I A : de 0 à 5 km

— Zone I B : de 5 à 10 km

### **Article 3**

#### **Indemnité de repas**

L'indemnité de repas a pour objet d'indemniser le supplément de frais occasionné par la prise du déjeuner en dehors de la résidence habituelle de l'ouvrier.

Toutefois, l'indemnité de repas n'est pas due par l'employeur lorsque :

— L'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle ;

— Un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entre-

---

prise égale au montant de l'indemnité de repas ;

— Le repas est fourni gratuitement avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas.

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, le montant de l'indemnité est fixé à 11,20 €.

#### **Article 4** **Indemnité de transport**

L'indemnité de frais de transport a pour objet d'indemniser forfaitairement les frais de transport engagés quotidiennement par l'ouvrier pour se rendre sur le chantier avant le début de la journée de travail et pour en revenir à la fin de la journée de travail, quel que soit le moyen de transport utilisé.

Cette indemnité étant un remboursement de frais, elle n'est pas due lorsque l'ouvrier n'engage pas de frais de transport, notamment lorsque l'entreprise assure gratuitement le transport des ouvriers ou rembourse les titres de transport.

Le montant journalier de l'indemnité de frais de transport, indemnisant les frais d'un voyage dans laquelle se situe le chantier, est fixé suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Zones	Indemnité de transport
1A	3,23 €
1B	3,23 €
2	6,55 €
3	10,66 €
4	14,98 €
5	19,52 €

#### **Article 5** **Indemnité de trajet**

L'indemnité de trajet a pour objet d'indemniser, sous une forme forfaitaire, la sujétion que représente pour l'ouvrier la nécessité de se rendre quotidiennement sur le chantier et d'en revenir.

L'indemnité de trajet n'est pas due lorsque l'ouvrier est logé gratuitement par l'entreprise sur le chantier ou à proximité immédiate du chantier.

Les indemnités de trajet sont fixées suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Zones	Indemnité de transport
1A	1,50 €
1B	1,50 €
2	3,06 €
3	4,56 €
4	6,17 €
5	7,95 €

#### **Article 6** **Entreprises employant moins de 50 salariés**

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### **Article 7** **Dépôt de l'accord**

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Saint-Étienne.

---

## Article 8 Extension de l'accord

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

### Accord du 18 décembre 2023

[Étendu par arr. 15 avr. 2024, JO 26 avr., applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2024]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

FBTP Loire ;

CAPEB 42.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Loire ;

FO Construction ;

UR UNSA.

Il a été convenu ce qui suit :

### Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que la présente négociation aboutit à la conclusion d'un accord applicable aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962

Le présent avenant conclu entre les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, a pour but de fixer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, le montant minimum des indemnités de petits déplacements pour les ouvriers travaillant dans les entreprises du Bâtiment du département de la Loire.

Il annule et remplace à cet effet l'accord concernant les indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment du 19 décembre 2022, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article i-4 de la Convention Collective Nationale concernant

— d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) ;

— d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

## Article 1 Entrée en vigueur de l'avenant

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives *au niveau national (Termes exclus de l'extension par arr. 15 avr. 2024, JO 26 avr.)*, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment du département de la Loire.

Les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour le département de la Loire.

Les indemnités de petits déplacements fixées par l'accord ne pourront faire l'objet de dérogations, dans un sens moins favorable, par accord d'entreprise ou d'établissement.

## Article 2

### Zones concentriques

De convention expresse entre les parties, et compte tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 1 ci-dessus, la première zone - de 0 à 10 km - est divisée en deux dans le département de la Loire :

- Zone I A : de 0 à 5 km
- Zone I B : de 5 à 10 km

## Article 3

### Indemnité de repas

L'indemnité de repas a pour objet d'indemniser le supplément de frais occasionné par la prise du déjeuner en dehors de la résidence habituelle de l'ouvrier.

Toutefois, l'indemnité de repas n'est pas due par l'employeur lorsque :

- L'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle ;
- Un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;
- Le repas est fourni gratuitement avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas.

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, le montant de l'indemnité est fixé à 11,76 €.

## Article 4

### Indemnité de transport

L'indemnité de frais de transport a pour objet d'indemniser forfaitairement les frais de transport engagés quotidiennement par l'ouvrier pour se rendre sur le chantier avant le début de la journée de travail et pour en revenir à la fin de la journée de travail, quel que soit le moyen de transport utilisé.

Cette indemnité étant un remboursement de frais, elle n'est pas due lorsque l'ouvrier n'engage pas de frais de transport, notamment lorsque l'entreprise assure gratuitement le transport des ouvriers ou rembourse les titres de transport.

Le montant journalier de l'indemnité de frais de transport, indemnisant les frais d'un voyage dans laquelle se situe le chantier, est fixé suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Zones	Indemnité de transport
1A	3,31 €
1B	3,31 €
2	6,71 €
3	10,93 €
4	15,35 €
5	20,00 €

## Article 5

### Indemnité de trajet

L'indemnité de trajet a pour objet d'indemniser, sous une forme forfaitaire, la sujétion que représente pour l'ouvrier la nécessité de se rendre quotidiennement sur le chantier et d'en revenir. L'indemnité de trajet n'est pas due lorsque l'ouvrier est logé gratuitement par l'entreprise sur le chantier ou à proximité immédiate du chantier. Les indemnités de trajet sont fixées suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Zones	Indemnité de trajet
1A	1,52 €
1B	1,52 €
2	3,11 €
3	4,63 €

Zones	Indemnité de trajet
4	6,26 €
5	8,07 €

### **Article 6** **Entreprises employant moins de 50 salariés**

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### **Article 7** **Dépôt de l'accord**

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Saint-Etienne.

### **Article 8** **Extension de l'accord**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## **Rhône** **Avenant du 17 octobre 2017** [Étendu par arr. 18 oct. 2018, JO 24 oct.]

#### **Signataires :**

##### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération des Entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics du Département du Rhône et de la Métropole ;  
Fédération des Artisans et des Petites Entreprises du Bâtiment et des Professions Annexes du Rhône.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

Syndicat du Rhône des salariés de la Construction et du Bois CFDT ;  
Syndicat Bati-Mat-TP CFTC du Rhône ;  
Syndicat Général du Bâtiment du Bois et des Travaux Publics FO.

### **Article 1er**

En application de l'article VIII-18 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), les organisations d'employeurs du Rhône ainsi que celles de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment dans le département du Rhône.

### **Article 2**

Dans le département du Rhône, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la Convention collective nationale du 8 octobre 1990 est divisée en deux parties pour les entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés en dehors du territoire de la Métropole de Lyon :

- De 0 à 4 km pour la zone 1A
- et de 4 à 10 km pour la zone 1B

Il est d'autre part convenu que cette division en deux de la zone 1 pour les entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés en dehors du territoire de la Métropole de Lyon, fera l'objet d'une étude et d'une attention particulières lors de la prochaine négociation pour la détermination du montant des indemnités de petits déplacements pour 2019.

### **Article 3**

Pour le département du Rhône, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

#### **Tableau A**

Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés sur le territoire de la Métropole de Lyon :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
I	1.55 Euros	3.90 Euros	10 Euros
II	2.89 Euros	7.46 Euros	
III	4.17 Euros	11.58 Euros	
IV	5.45 Euros	16.04 Euros	
V	6.65 Euros	20.25 Euros	

Tableau B

Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau ne sont pas situés sur le territoire de la Métropole de Lyon :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
I a	0.93 Euros	3.12 Euros	10 Euros
II b	1.55 Euros	3.90 Euros	
II	2.89 Euros	7.46 Euros	
III	4.17 Euros	11.58 Euros	
IV	5.45 Euros	16.04 Euros	
V	6.65 Euros	20.25 Euros	

#### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

#### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

### Avenant n° 2 du 19 novembre 2018

[Étendu par arr. 17 sept 2020, JO 12 mai 2021]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FAPEB RH ;

FBTP Rhône.

Syndicat(s) de salarié(s) :

SGBTP Bois FO ;

SCB CFDT R ;

UFIC-UNSA.

#### Article 1er

En application de l'article VIII-18 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 7 mars 2018 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), les organisations d'employeurs du Rhône ainsi que celles de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment dans le département du Rhône.

#### Article 2

Dans le département du Rhône, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la Convention



collective nationale du 7 mars 2018 est divisée en deux parties pour les entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés en dehors du territoire de la Métropole de Lyon :

- De 0 à 4 km pour la zone 1A
- et de 4 à 10 km pour la zone 1B

### Article 3

Pour le département du Rhône, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Tableau A : Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés sur le territoire de la Métropole de Lyon**

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
I	1.56 Euros	4.10 Euros	10.10 Euros
II	2.90 Euros	7.66 Euros	
III	4.18 Euros	11.78 Euros	
IV	5.46 Euros	16.24 Euros	
V	6.66 Euros	20.45 Euros	

**Tableau B : Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau ne sont pas situés sur le territoire de la Métropole de Lyon**

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Ia	0.94 Euros	3.32 Euros	10.10 Euros
Ib	1.56 Euros	4.10 Euros	
II	2.90 Euros	7.66 Euros	
III	4.18 Euros	11.78 Euros	
IV	5.46 Euros	16.24 Euros	
V	6.66 Euros	20.45 Euros	

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

## Accord du 27 novembre 2019

[Étendu par arr. 18 déc. 2020, JO 15 janv. 2021]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTP Rhône et Métropole ;

FABEP Rhône.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction et bois Rhône ;

SGBTP Bois FO ;

### Article 1er

En application de l'article 1-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs du Rhône ainsi que celles de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment dans le départements du Rhône.

### Article 2

Dans le département du Rhône, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la Convention collective nationale du 8 octobre 1990 est divisée en deux parties pour les entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés en dehors du territoire de la Métropole de Lyon :

- De 0 à 4 km pour la zone 1 A
- et de 4 à 10 km pour la zone 1 B

### Article 3

Pour le département du Rhône, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

**Tableau A**

Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés sur le territoire de la Métropole de Lyon :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
I	1.57 Euros	4.15 Euros	10.20 Euros
II	2.91 Euros	7.71 Euros	
III	4.19 Euros	11.83 Euros	
IV	5.47 Euros	16.29 Euros	
V	6.67 Euros	20.50 Euros	

**Tableau B**

Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau ne sont pas situés sur le territoire de la Métropole de Lyon :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
I a	0.95 Euros	3.37 Euros	10.20 Euros
I b	1.57 Euros	4.15 Euros	
II	2.91 Euros	7.71 Euros	
III	4.19 Euros	11.83 Euros	
IV	5.47 Euros	16.29 Euros	
V	6.67 Euros	20.50 Euros	

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

# Accord du 29 novembre 2021

[Étendu par arr. 20 juin 2022, JO 29 juill.]

## Signataires :

### Organisation(s) patronale(s) :

FE BTP Rhône Lyon ;

CAPEB Rhône Lyon.

### Syndicat(s) de salarié(s) :

SGBTP Bois FO ;

SCB CFDT R ;

UFIC-UNSA.

## Article 1er

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs du Rhône ainsi que celles de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment dans le département du Rhône.

## Article 2

Dans le département du Rhône, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la Convention collective nationale du 8 octobre 1990 est divisée en deux parties pour les entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés en dehors du territoire de la Métropole de Lyon :

— De 0 à 4 km pour la zone 1A

— et de 4 à 10 km pour la zone 1B

## Article 3

Pour le département du Rhône, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Tableau A : Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés sur le territoire de la Métropole de Lyon :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
I	1.57 Euros	4.19 Euros	10.60 Euros
II	2.91 Euros	7.75 Euros	
III	4.19 Euros	11.87 Euros	
IV	5.47 Euros	16.33 Euros	
V	6.67 Euros	20.54 Euros	

Tableau B : Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau ne sont pas situés sur le territoire de la Métropole de Lyon :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
I a	0.95 Euros	3.41 Euros	10.60 Euros
I b	1.57 Euros	4.19 Euros	
II	2.91 Euros	7.75 Euros	
III	4.19 Euros	11.87 Euros	
IV	5.47 Euros	16.33 Euros	
V	6.67 Euros	20.54 Euros	

#### Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### Article 5

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

#### Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

### Accord du 5 décembre 2022

[Étendu par arr. 17 mars 2023, JO 31 mars]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FE BTP Rhône Lyon ;

CAPEB Rhône Lyon.

Syndicat(s) de salarié(s) :

SGBTP Bois FO ;

SCB CFDT R.

#### Article 1er

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs du Rhône ainsi que celles de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment dans le département du Rhône.

#### Article 2

Dans le département du Rhône, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la Convention collective nationale du 8 octobre 1990 est divisée en deux parties pour les entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés en dehors du territoire de la Métropole de Lyon :

— De 0 à 4 km pour la zone 1A

— et de 4 à 10 km pour la zone 1B

#### Article 3

Pour le département du Rhône, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**Tableau A : Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés sur le territoire de la Métropole de Lyon**

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
I	1.57 Euros	4.36 Euros	11.26 Euros
II	2.91 Euros	7.92 Euros	
III	4.19 Euros	12.04 Euros	
IV	5.47 Euros	16.50 Euros	
V	6.67 Euros	20.71 Euros	

**Tableau B : Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau ne sont pas situés**

## sur le territoire de la Métropole de Lyon

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
I a	0.95 Euros	3.58 Euros	11.26 Euros
I b	1.57 Euros	4.36 Euros	
II	2.91 Euros	7.92 Euros	
III	4.19 Euros	12.04 Euros	
IV	5.47 Euros	16.50 Euros	
V	6.67 Euros	20.71 Euros	

### Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 5

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

### Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

## Accord du 13 décembre 2023

[Étendu par arr. 15 mars 2024, JO 30 mars]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FE BTP Rhône Lyon ;

CAPEB Rhône Lyon.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT-FO ;

CFDT ;

UNSA.

### Article 1er

En application de l'article 1-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs du Rhône ainsi que celles de salariés adhérentes aux organisations représentatives *au niveau national (Termes exclus de l'extension par arr. 15 mars 2024, JO 30 mars)* se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment dans le département du Rhône.

### Article 2

Dans le département du Rhône, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la Convention collective nationale du 8 octobre 1990 est divisée en deux parties pour les entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés en dehors du territoire de la Métropole de Lyon :

— De 0 à 4 km pour la zone 1A

— et de 4 à 10 km pour la zone 1B

### Article 3

Pour le département du Rhône, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Tableau A : Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés sur le territoire de la

Métropole de Lyon :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
I	1.58 Euros	4.40 Euros	11.82 Euros
II	2.92 Euros	7.96 Euros	
III	4.20 Euros	12.08 Euros	
IV	5.48 Euros	16.54 Euros	
V	6.68 Euros	20.75 Euros	

Tableau B : Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau ne sont pas situés sur le territoire de la Métropole de Lyon :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
I a	0.96 Euros	3.62 Euros	11.82 Euros
I b	1.58 Euros	4.40 Euros	
II	2.92 Euros	7.96 Euros	
III	4.20 Euros	12.08 Euros	
IV	5.48 Euros	16.54 Euros	
V	6.68 Euros	20.75 Euros	

#### Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### Article 5

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

#### Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

### Accord du 3 décembre 2024

[Étendu par arr. 17 mars 2025, JO 29 mars]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTP Rhône;

CAPEB Rhône Lyon.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT;

FO;

UNSA.

#### Article 1er

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs du Rhône ainsi que celles de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâti-

ment dans le département du Rhône.

## Article 2

Dans le département du Rhône, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la Convention collective nationale du 8 octobre 1990 est divisée en deux parties pour les entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés en dehors du territoire de la Métropole de Lyon :

— De 0 à 4 km pour la zone 1A

— et de 4 à 10 km pour la zone 1B

## Article 3

Pour le département du Rhône, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Tableau A : Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés sur le territoire de la Métropole de Lyon :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
I	1.59 Euros	4.43 Euros	12.05 Euros
II	2.93 Euros	7.99 Euros	
III	4.21 Euros	12.11 Euros	
IV	5.49 Euros	16.57 Euros	
V	6.69 Euros	20.78 Euros	

Tableau B : Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau ne sont pas situés sur le territoire de la Métropole de Lyon :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
I a	0.97 Euros	3.65 Euros	12.05 Euros
I b	1.59 Euros	4.43 Euros	
II	2.93 Euros	7.99 Euros	
III	4.21 Euros	12.11 Euros	
IV	5.49 Euros	16.57 Euros	
V	6.69 Euros	20.78 Euros	

## Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 5

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

## Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Isère

## Avenant n° 2 du 3 décembre 2018

[Étendu par arr. 12 juin 2020, JO 4 juill.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

---

FBTP 38 ;

CAPEB 38.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BC CFDT Isère ;

FO BTP Auvergne RA.

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches ayant abouti le 7 mars 2018 à la conclusion de deux conventions collectives en particulier celle applicable aux ouvriers du bâtiment employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), les organisations d'employeurs et de salariés du bâtiment représentatives au niveau national se sont réunies afin de négocier dans le département de l'Isère les valeurs des indemnités de petits déplacements et la valeur de l'indemnité de repas de nuit pour 2019.

### Article 1

Dans le département de l'Isère, les distances sont mesurées en kilomètres réels selon le trajet le plus court.

Par ailleurs, afin de tenir compte de la particularité géographique montagnaise et des zones de concentrations urbaines, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers du Bâtiment est divisée en deux parties :

— De 0 à 5 km pour la zone 1A

— et de 5 à 10 km pour la zone 1B

### Article 2

Pour le département de l'Isère, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	0,62 €	1,00 €	10,00 €
1B	1,78 €	3,04 €	
2	3,42 €	5,96 €	
3	5,29 €	9,75 €	
4	7,15 €	13,51 €	
5	8,92 €	17,03 €	

### Article 3

#### Article 3-1

##### Travail de nuit exceptionnel

Dans la mesure où les ouvriers doivent intervenir pendant plus de 4 heures sur le chantier, ils bénéficient :

— d'un arrêt de casse-croûte d'une durée de 30 minutes payé au taux majoré et le moment de l'arrêt est fixé par la direction de l'entreprise. Il ne constitue pas un temps de travail effectif ;

— de l'indemnité de repas d'un montant de 11,95 €.

#### Article 3-2

##### Travaux programmés de nuit

Dans la mesure où les ouvriers doivent intervenir pendant plus de 4 heures sur le chantier, ils bénéficient :

— d'un arrêt de casse-croûte d'une durée de 30 minutes : ce temps d'arrêt est payé et le moment de l'arrêt est fixé par la direction. Il ne constitue pas un temps de travail effectif ;

— de l'indemnité de repas d'un montant de 11,95 €.

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Grenoble.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue



## Accord du 9 décembre 2019

[Étendu par arr. 6 août 2020, JO 5 sept.]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

F.BTP 38 ;

CAPEB 38.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

Syndicat Construction et Bois d'Isère CFDT ;

Syndicat BTP FO Région Auvergne Rhône-Alpes ;

UNSA Isère.

### Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui en France un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

### Article 1

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies afin de négocier dans le département de l'Isère les valeurs des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment du département de l'Isère.

### Article 2

Dans le département de l'Isère, les distances sont mesurées en kilomètres réels selon le trajet le plus court.

Par ailleurs, afin de tenir compte de la particularité géographique montagnaise et des zones de concentrations urbaines, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la présente Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment est divisée en deux parties :

— de 0 à 5 km pour la zone 1A

— et de 5 à 10 km pour la zone 1B

### Article 3

Pour le département de l'Isère, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

## À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	0,65 €	1,01 €	10,30 €
1B	1,87 €	3,06 €	
2	3,45 €	6,01 €	
3	5,33 €	9,83 €	
4	7,21 €	13,62 €	
5	8,99 €	17,17 €	

### Article 4

On distingue le travail de nuit exceptionnel et les travaux programmés de nuit.

#### 4.1

##### Travail de nuit exceptionnel

Dans le cas où l'ouvrier est amené à travailler exceptionnellement de nuit pour des interventions à caractère urgent ou imprévisible, entre 21 heures et 6 heures du matin, les heures de travail effectuées donnent lieu à une majoration de 100 % du taux horaire de sa rémunération de base. Les majorations pour travail de nuit ne se cumulent ni avec les majorations légales pour heures supplémentaires, ni avec celles pour travail du dimanche et d'un jour férié. Lorsqu'un même travail ouvre droit à plusieurs de ces majorations, seule est retenue la majoration correspondant au taux le plus élevé.

Dans la mesure où les ouvriers doivent intervenir pendant plus de quatre heures sur le chantier, ils bénéficient :

- d'un arrêt casse-croûte d'une durée de 30 minutes payé au taux majoré et le moment de l'arrêt est fixé par la direction de l'entreprise. Il ne constitue pas un temps de travail effectif ;
- de l'indemnité de repas d'un montant de 12,31 €.

#### 4.2

##### Travaux programmés de nuit

Dans le cas d'une intervention programmée incluant des heures de nuit, d'une durée supérieure à huit jours calendaires, les heures de travail sont rémunérées normalement selon l'horaire hebdomadaire, à l'exception des heures effectuées entre 21 heures et 6 heures du matin qui donnent lieu à une majoration de 30 % du taux horaire de sa rémunération de base. Les majorations pour travail de nuit ne se cumulent ni avec les majorations légales pour heures supplémentaires, ni avec celles pour travail du dimanche et d'un jour férié. Lorsqu'un même travail ouvre droit à plusieurs de ces majorations, seule est retenue la majoration correspondant au taux le plus élevé.

Sauf en cas de circonstance exceptionnelle (catastrophe naturelle, accident industriel, etc.), l'employeur, après information du CSE s'il en existe dans l'entreprise, devra respecter à l'égard du salarié un délai de prévenance de huit jours calendaires.

Dans la mesure où les ouvriers doivent intervenir pendant plus de quatre heures sur le chantier, ils bénéficient :

- d'un arrêt casse-croûte de 30 minutes ; ce temps d'arrêt est payé et le moment de l'arrêt est fixé par la direction. Il ne constitue pas un temps de travail effectif ;
- de l'indemnité de repas d'un montant de 12,31 €.

### Article 5

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 6

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Grenoble.

### Article 7

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

# Accord du 13 décembre 2021

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 18 juin]

## Signataires :

### Organisation(s) patronale(s) :

FBTP 38 ;

CAPEB 38.

### Syndicat(s) de salarié(s) :

BC CFDT Isère ;

FO BTP ARA ;

USCBA CGT Isère ;

UNSA Isère.

## Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui en France un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

## Article 1

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies afin de négocier dans le département de l'Isère les valeurs des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment du département de l'Isère.

## Article 2

Dans le département de l'Isère, les distances sont mesurées en kilomètres réels selon le trajet le plus court.

Par ailleurs, afin de tenir compte de la particularité géographique montagneuse et des zones de concentrations urbaines, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la présente Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment est divisée en deux parties :

- de 0 à 5 km pour la zone 1A
- et de 5 à 10 km pour la zone 1B

## Article 3

Pour le département de l'Isère, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas	Indemnité de repas de nuit
1A	0,67 €	1,04 €	10,60 €	12,68 €
1B	1,93 €	3,15 €		
2	3,55 €	6,19 €		
3	5,49 €	10,12 €		
4	7,43 €	14,03 €		
5	9,26 €	17,69 €		

---

#### Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### Article 5

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Grenoble.

#### Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

### Accord du 12 décembre 2022

[Étendu par arr. 20 mars 2023, JO 31 mars]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

FBTP38 ;

CAPEB38.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

BC CFDT Isère ;

FO BTP ARA ;

USCBA CGT Isère ;

UNSA Isère.

#### Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui en France un million deux cent mille salariés, employés au sein de quatre cent vingt-sept mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

#### Article 1

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies afin de négocier dans le département de l'Isère les valeurs des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment du département de l'Isère.

#### Article 2

Dans le département de l'Isère, les distances sont mesurées en kilomètres réels selon le trajet le plus court.

Par ailleurs, afin de tenir compte de la particularité géographique montagnaise et des zones de concentrations urbaines, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la présente Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment est divisée en deux parties :

- de 0 à 5 km pour la zone 1A
- et de 5 à 10 km pour la zone 1B

#### Article 3

Pour le département de l'Isère, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

## À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas	Indemnité de repas de nuit
1A	0,68 €	1,08 €	11,26 €	13,47 €
1B	1,97 €	3,28 €		
2	3,62 €	6,44 €		
3	5,60 €	10,52 €		
4	7,58 €	14,59 €		
5	9,45 €	18,40 €		

### Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 5

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Grenoble.

### Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## Accord du 11 décembre 2023

[Étendu par arr. 22 mars 2024, JO 30 mars]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTP 38 ;

CAPEB 38.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT FO ;

CFDT ;

UNSA.

### Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui en France plus d'un million deux cent mille salariés, employés au sein de quatre cent vingt-sept mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

### Article 1

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives *au niveau national (termes exclus par arr. 22 mars 2024, JO 30 mars)*, se sont réunies afin de négocier dans le département de l'Isère les valeurs des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment du département de l'Isère.

## Article 2

Dans le département de l'Isère, les distances sont mesurées en kilomètres réels selon le trajet le plus court.

Par ailleurs, afin de tenir compte de la particularité géographique montagneuse et des zones de concentrations urbaines, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la présente Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment est divisée en deux parties :

- de 0 à 5 km pour la zone 1A
- et de 5 à 10 km pour la zone 1B

## Article 3

Pour le département de l'Isère, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

### À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas	Indemnité de repas de nuit
1A	0,69 €	1,11 €	11,82 €	14,14 €
1B	2,01 €	3,38 €		
2	3,69 €	6,63 €		
3	5,71 €	10,84 €		
4	7,73 €	15,03 €		
5	9,64 €	18,95 €		

## Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 5

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Grenoble.

## Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion.

### Savoie

## Accord du 21 janvier 2022

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 28 juill., applicable à compter du 1<sup>er</sup> février 2022]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTP 73 ;

CAPEB Savoie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

UNSA ;

BTP FO ARA ;

CFDT CB Savoie.

Les parties déclarent avoir expressément disposé du temps nécessaire pour négocier et arrêter les termes de cet accord paritaire,

En application des articles VIII-11 et suivants du chapitre I du titre VIII des Conventions Collectives Nationales des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels des 8 février 1991 et 12 février 1991 concernant d'une part les ouvriers du bâtiment employés dans les entreprises non visés par le décret du 1<sup>er</sup> mars

---

1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) et d'autre part les ouvriers du bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) ;

Et en particulier, dans le cadre de la fixation des indemnités de petits déplacements dues aux ouvriers du Bâtiment de Savoie.

Cela étant exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

### **Article 1** **Indemnités de repas / prime de panier**

Elle est destinée à indemniser le supplément de frais occasionnés par la prise du déjeuner en dehors de la résidence habituelle.

Elle est fixée à compter du 1<sup>er</sup> février 2022 à 10,50 €.

### **Article 2** **Indemnités de transport et de trajet : Particularité géographique montagnaise du département de la Savoie**

Suivant l'article VIII-13 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990, la détermination des indemnités de petits déplacements se fonde sur un système de cinq zones circulaires concentriques dont les circonférences sont distantes entre elles de 10 kilomètres mesurés à «vol d'oiseau».

Afin de tenir compte de la particularité géographique montagnaise du département de la Savoie, le présent accord prévoit l'adaptation suivante à la règle de base susmentionnée :

— lorsque le kilométrage réel, entre le siège de l'entreprise et le chantier, excède la valeur kilométrique à «vol d'oiseau», le tarif appliqué sera celui de la zone concentrique correspondant à la prise en compte de ce kilométrage réel.

Ce kilométrage réel est calculé sur un trajet routier empruntant des voies carrossables avec revêtement, à l'exclusion du réseau autoroutier.

### **Article 3** **Clause de revoyure**

Compte tenu des modalités mises en place pour la détermination des indemnités de petits déplacements prévues par l'article 2 du présent accord, les parties conviennent de rouvrir des négociations concernant l'augmentation du montant de ces indemnités en début d'année 2023 au plus tard.

### **Article 4** **Dépôt**

Le présent accord sera déposé après expiration du délai d'opposition en vigueur, en deux exemplaires, une version papier et une version électronique à la Direction Générale du Travail, Dépôt des accords collectifs, 39/43 quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du Greffe du Conseil des Prud'hommes de Chambéry.

### **Article 5** **Extension**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère chargé du Travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

### **Article 6**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord collectif départemental pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Le présent accord est établi en 20 exemplaires, les parties reconnaissant en avoir reçu chacune un.

## **Accord du 13 décembre 2022**

[Étendu par arr. 23 mars 2023, JO 8 avr.]

#### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FBTP 73 ;

CAPEB Savoie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

---

UNSA ;  
BTP FO ARA ;  
CFDT CB Savoie.

Les parties déclarent avoir expressément disposé du temps nécessaire pour négocier et arrêter les termes de cet accord paritaire.

En application des articles VIII-11 et suivants du chapitre I du titre VIII des Conventions Collectives Nationales des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels des 8 février 1991 et 12 février 1991 concernant d'une part les ouvriers du bâtiment employés dans les entreprises non visés par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) et d'autre part les ouvriers du bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) ;

Et en particulier, dans le cadre de la fixation des indemnités de petits déplacements dues aux ouvriers du Bâtiment de Savoie.

Cela étant exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

### **Article 1** **Indemnités de repas / Prime de panier**

Elle est destinée à indemniser le supplément de frais occasionnés par la prise du déjeuner en dehors de la résidence habituelle.

Elle est fixée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à 11.15 €.

### **Article 2** **Indemnités de transport**

Suivant les dispositions conventionnelles, bénéficient des indemnités de petits déplacements les ouvriers non sédentaires du bâtiment pour les petits déplacements qu'ils effectuent quotidiennement pour se rendre sur le chantier avant le début de la journée de travail et pour en revenir, à la fin de la journée. Il est ainsi convenu de revaloriser de 4 % les montants des indemnités de transport au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

### **Article 3** **Clause de revoyure**

Compte tenu des modalités mises en place pour la détermination des indemnités de petits déplacements prévues par l'article 2 du présent accord, les parties conviennent de rouvrir des négociations concernant l'augmentation du montant de ces indemnités en début d'année 2024 au plus tard.

### **Article 4** **Dispositions spécifiques**

En complément de ces éléments et au regard des exigences posées par l'article L. 2261-23-1 du Code du travail, les parties signataires du présent accord certifient que compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés concernant le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment tel que déterminé dans le département de la Savoie.

### **Article 5** **Dépôt**

Le présent accord sera déposé après expiration du délai d'opposition en vigueur, en deux exemplaires, une version papier et une version électronique à la Direction Générale du Travail, Dépôt des accords collectifs, 39/43 quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du Greffe du Conseil des Prud'hommes de Chambéry.

### **Article 6** **Extension**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère chargé du Travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

### **Article 7**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord collectif départemental pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Le présent accord est établi en 20 exemplaires, les parties reconnaissant en avoir reçu chacune un.



## Accord du 15 décembre 2023

[Étendu par arr. 4 mars 2024, JO 16 mars, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2024]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTP 73 ;

CAPEB Savoie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;

BTP FO ARA ;

CFDT CB Savoie.

Les parties déclarent avoir expressément disposé du temps nécessaire pour négocier et arrêter les termes de cet accord paritaire.

En application des articles VIII-11 et suivants du chapitre I du titre VIII des Conventions Collectives Nationales des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels des 8 février 1991 et 12 février 1991 concernant d'une part les ouvriers du bâtiment employés dans les entreprises non visés par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) et d'autre part les ouvriers du bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) ;

Et en particulier, dans le cadre de la fixation des indemnités de petits déplacements dues aux ouvriers du Bâtiment de Savoie.

Cela étant exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

### Article 1 Indemnités de repas / prime de panier

Elle est destinée à indemniser le supplément de frais occasionnés par la prise du déjeuner en dehors de la résidence habituelle.

Elle est fixée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à 11,80 €.

### Article 2 Indemnités de transport et de trajet

Suivant les dispositions conventionnelles, bénéficient des indemnités de petits déplacements les ouvriers non sédentaires du bâtiment pour les petits déplacements qu'ils effectuent quotidiennement pour se rendre sur le chantier avant le début de la journée de travail et pour en revenir, à la fin de la journée. Il est ainsi convenu de revaloriser de 3 % les montants des indemnités de transport au 1<sup>er</sup> janvier 2024, soit :

Transport	
Zone 1	4,28
Zone 2	8,57
Zone 3	12,85
Zone 4	17,14
Zone 5	21,42

Il est par ailleurs convenu de revaloriser de 2 % les montants des indemnités de trajet au 1<sup>er</sup> janvier 2024, soit :

Trajet	
Zone 1	1,94
Zone 2	3,77
Zone 3	5,81
Zone 4	7,55
Zone 5	9,49

---

**Article 3**  
**Clause de revoyure**

Les parties conviennent de rouvrir les négociations en début d'année 2025 au plus tard.

**Article 4**  
**Dispositions spécifiques**

En complément de ces éléments et au regard des exigences posées par l'article L. 2261-23-1 du Code du travail, les parties signataires du présent accord certifient que compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés concernant le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment tel que déterminé dans le département de la Savoie.

**Article 5**  
**Dépôt**

Le présent accord sera déposé après expiration du délai d'opposition en vigueur, en deux exemplaires, une version papier et une version électronique à la Direction Générale du Travail, Dépôt des accords collectifs, 39/43 quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du Greffe du Conseil des Prud'hommes de Chambéry.

**Article 6**  
**Extension**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère chargé du Travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

**Article 7**  
**Adhésion à l'accord**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord collectif départemental pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Le présent accord est établi en 10 exemplaires, les parties reconnaissant en avoir reçu chacune un.

**Accord du 12 décembre 2024**

[Étendu par arr. 9 avr. 2025, JO 26 avr.]

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FBTP Savoie ;

CAPEB Savoie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFDT ;

UNSA.

Les parties déclarent avoir expressément disposé du temps nécessaire pour négocier et arrêter les termes de cet accord paritaire,

En application des articles VIII-11 et suivants du chapitre I du titre VIII des Conventions Collectives Nationales des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels des 8 février 1991 et 12 février 1991 concernant d'une part les ouvriers du bâtiment employés dans les entreprises non visés par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) et d'autre part les ouvriers du bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés);

Suivant l'article VIII-13 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du bâtiment du 8 octobre 1990, la détermination des indemnités de petits déplacements se fonde sur un système de cinq zones circulaires concentriques dont les circonférences sont distantes entre elles de 10 kilomètres mesurés à «vol d'oiseau».

Afin de tenir compte de la particularité géographique montagneuse du département de la Savoie, le présent accord prévoit l'adaptation suivante de la règle de base susmentionnée :

Lorsque le kilométrage réel, entre le siège de l'entreprise et le chantier, excède la valeur kilométrique «à vol d'oiseau», le tarif appliqué sera celui de la zone concentrique correspondant à la prise en compte de ce kilométrage réel.

Ce kilométrage réel est calculé sur un trajet routier empruntant des voies carrossables avec revêtement, à l'exclusion

---

du réseau autoroutier.

Cela étant exposé il a été arrêté et convenu ce qui suit :

**Article 1**  
**Indemnités de repas / prime de panier**

Elle est destinée à indemniser le supplément de frais occasionnés par la prise du déjeuner en dehors de la résidence habituelle.

Elle est fixée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à 12.03 €uros.

**Article 2**  
**Indemnités de transport et de trajet**

Suivant les dispositions conventionnelles, bénéficient des indemnités de petits déplacements les ouvriers non sédentaires du bâtiment pour les petits déplacements qu'ils effectuent quotidiennement pour se rendre sur le chantier avant le début de la journée de travail et pour en revenir, à la fin de la journée. Il est ainsi convenu de revaloriser de 0.68 % les montants des indemnités de transport au 1<sup>er</sup> janvier 2025, soit :

**Transport**

Zone 1	4.31
Zone 2	8.63
Zone 3	12.94
Zone 4	17.26
Zone 5	21.57

Il est par ailleurs convenu de revaloriser de 0.63 % les montants des indemnités de trajet au 1<sup>er</sup> janvier 2025, Soit :

**Trajet**

Zone 1	1.95
Zone 2	3.79
Zone 3	5.85
Zone 4	7.60
Zone 5	9.55

**Article 3**  
**Clause de revoyure**

Compte tenu des modalités mises en place pour la détermination des indemnités de petits déplacements prévues par l'article 2 du présent accord, les parties conviennent de rouvrir des négociations concernant l'augmentation du montant de ces indemnités en début d'année 2026 au plus tard.

**Article 4**  
**Dispositions spécifiques**

En complément de ces éléments et au regard des exigences posées par l'article L 2261-23-1 du Code du travail, les parties signataires du présent accord certifient que compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés concernant le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment tel que déterminé dans le département de la Savoie.

**Article 5**  
**Dépôt**

Le présent accord sera déposé après expiration du délai d'opposition en vigueur, en deux exemplaires, une version

papier et une version électronique à la Direction Générale du Travail, Dépôt des accords collectifs, 39/43 quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article D 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du Greffe du Conseil des Prud'hommes de Chambéry.

## **Article 6 Extension**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère chargé du Travail conformément aux dispositions des articles L 2261-15 et suivants du code du travail.

## **Article 7 Adhésion à l'Accord**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord collectif départemental pourra y adhérer conformément à l'article L 2261-3 du code du travail.

# **Bourgogne Franche Comté**

(Voir également Annexe VI)

## **Salaires Accord n° 1 du 7 février 2017** [Étendu par arr. 16 août 2017, JO 23 août]

### **Signataires :**

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Bourgogne-Franche-Comté ;  
Fédération Est des SCOP du BTP.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

F.G.F.O Construction ;  
Union régionale Bourgogne-Franche-Comté CFTC ;  
Union régionale Bourgogne-Franche-Comté CGT Construction Bois ;  
Ameublement ;  
Union régionale CFDT Construction et bois Bourgogne-Franche-Comté.

## **Article 1er**

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990, respectivement étendues par les arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991, concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne Franche-Comté à compter du 1<sup>er</sup> avril 2017.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>1</sup>, les parties conviennent de déterminer les barèmes de salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique de la nouvelle région Bourgogne Franche Comté. Les accords devront aboutir à une convergence en 2019. À cette date, ils fixeront le montant de la partie fixe et le montant de la valeur du point.

<sup>1</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

## **Article 2**

Pour la région Bourgogne Franche-Comté, les parties signataires du présent accord prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de la Côte d'Or, de la Nièvre, de la Saône et Loire et de l'Yonne, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2017 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I			
Ouvrier d'exécution			

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
- Position 1	150	1482,74	9,776
- Position 2	170	1498,23	9,878
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1573,84	10,377
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1715,75	11,312
- Position 2	230	1824,21	12,028
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	1933,68	12,749
- Position 2	270	2043,14	13,471

— Pour les départements du Doubs, de la Haute-Saône, du Jura et du Territoire de Belfort, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2017 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I			
Ouvrier d'exécution			
- Position 1	150	1518,56	10,012
- Position 2	170	1543,68	10,178
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1618,08	10,668
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1769,45	11,666
- Position 2	230	1890,56	12,465
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2011,66	13,263
- Position 2	270	2132,76	14,062

### Article 3

Conformément aux dispositions en vigueur, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Besançon et de Dijon.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

# Avenant n° 2 du 20 septembre 2018

[Étendu par arr. 26 juin 2019, JO 13 juill.]

## Signataires :

### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Bourgogne Franche-Comté ;  
CAPEB Bourgogne Franche-Comté ;  
Fédération Est des SCOP du BTP.

### Syndicat(s) de salarié(s) :

F.G.F.O Construction ;  
UNSA Bourgogne Franche-Comté ;  
Union régionale CFDT Construction et bois Bourgogne Franche-Comté.

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, en particulier celle concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

La convention collective nationale intègre désormais et généralise les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elle se substitue.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bourgogne-Franche-Comté, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux existants des ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne-Franche-Comté et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-3 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés).

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(1)</sup>, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes des salaires mensuels minimaux dans le périmètre géographique de la nouvelle région Bourgogne-Franche-Comté, avec un objectif de convergence dans ce périmètre en 2019.

<sup>(1)</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

À cette date, elles fixeront le montant de la partie fixe et le montant de la valeur du point.

## Article 1

Pour la région Bourgogne Franche-Comté, les parties signataires du présent accord prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de la Côte d'Or, de la Nièvre, de la Saône et Loire et de l'Yonne, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2018 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvrier d'exécution			
- Position 1	150	1500.65	9.894
- Position 2	170	1530.99	10.094
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1606.48	10.592
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1754.10	11.565
- Position 2	230	1869.67	12.237
Niveau IV - Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	1985.75	13.093
- Position 2	270	2101.81	13.858

— Pour les départements du Doubs, de la Haute-Saône, du Jura et du Territoire de Belfort, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2018 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvrier d'exécution			
- Position 1	150	1518.56	10.012
- Position 2	170	1563.75	10.31
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1639.12	10.807
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1792.45	11.818
- Position 2	230	1915.14	12.627
Niveau IV - Maître ouvriers ou chefs d'équipe	250	2037.81	13.436
- Position 1	270	2160.49	14.245
- Position 2			

## Article 2

Conformément aux dispositions en vigueur, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffier du Conseil de Prud'hommes de Besançon et de Dijon.

## Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue Social.

# Accord du 12 septembre 2019

[Étendu par arr. 26 mai 2020, JO 20 juin]

## Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Bourgogne-Franche-Comté.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FGFO Construction ;

Union régionale CFDT Construction et bois Bourgogne Franche-Comté.

## Article 1er

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne-Franche-Comté.

La convergence des barèmes de salaires minimaux Ouvriers Bourgogne-Franche-Comté étant obtenue par le présent accord, il sera fixé, pour les prochaines négociations, conformément à l'Article XII-8 de la CCN du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 : une partie fixe et une valeur de points.

## Article 2

Pour la région Bourgogne-Franche-Comté, les parties signataires du présent accord, prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

— Pour les départements Côte d'Or, Doubs, Haute-Saône, Jura, Nièvre, Saône et Loire, Yonne, Territoire de Belfort, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 544,04 €	10,18025
- Position 2	170	1 579,39 €	10,4133
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 655,51 €	10,9152
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 810,38 €	11,9363
- Position 2	230	1 934,29 €	12,7533
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 058,19 €	13,5702
- Position 2	270	2 182,10 €	14,3871

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Besançon et de Dijon.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

## Accord du 17 juin 2021

[Étendu par arr. 22 nov. 2021, JO 14 déc.]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération française du bâtiment de Bourgogne Franche-Comté ;  
Fédération régionale Est SCOP BTP ;  
CAPEB Bourgogne Franche-Comté.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT-FO ;  
CFDT ;  
l'UNSA.

## Préambule

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne-



### Article 1er

Pour la région Bourgogne-Franche-Comté, les parties signataires du présent accord, prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2021, pour l'ensemble des coefficients : la partie fixe (VP) à 550 € et la valeur du point (VP) à 6.20 €.

Par dérogation aux valeurs définies ci-dessus, le salaire correspondant au coefficient 150 est fixé à 1570 € pour un horaire mensuel de 151.67 heures.

En conséquence, pour un horaire hebdomadaire de 35 heures (soit 151.67 heures mensuelles), le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne Franche-Comté s'établit, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2021, comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1570 €	10,3514
- Position 2	170	1604 €	10,5756
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1697 €	11.1888
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1852 €	12.2107
- Position 2	230	1976 €	13.0283
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2100 €	13.8458
- Position 2	270	2224 €	14.6634

### Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par la convention collective susvisée, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Besançon et de Dijon.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

## Accord du 23 juin 2022

[Étendu par arr. 17 oct. 2022, JO 11 nov.]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB BFC.

Syndicat(s) de salarié(s) :

## Préambule

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne-Franche-Comté.

### Article 1er

Pour la région Bourgogne-Franche-Comté, les parties signataires du présent accord, prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022, pour l'ensemble des coefficients : la partie fixe (PF) à 550 € et la valeur du point (VP) à 6.546 €.

Par dérogation aux valeurs définies ci-dessus, le salaire correspondant au coefficient 150 est fixé à 1680 € et le salaire correspondant au coefficient 170 est fixé à 1 700 € pour un horaire mensuel de 151.67 heures.

En conséquence, pour un horaire hebdomadaire de 35 heures (soit 151.67 heures mensuelles), le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne Franche-Comté s'établit, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022, comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1680 €	11,0767
- Position 2	170	1700 €	11,208
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1761 €	11,6107
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1925 €	12,692
- Position 2	230	2056 €	13,5557
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2187 €	14,4195
- Position 2	270	2317 €	15,2766

### Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par la convention collective susvisée, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Besançon et de Dijon.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du Plein Emploi et de l'Insertion.

## Accord du 21 février 2023

[Étendu par arr. 15 mai 2023, JO 1<sup>er</sup> juin]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB BFC ;

SCOP BTP Est.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Bourgogne FC ;

FG FO Construct B-FC ;

UNSA BFC.

### Préambule

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne-Franche-Comté.

### Article 1er

Pour la région Bourgogne-Franche-Comté, les parties signataires du présent accord, prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2023, pour l'ensemble des coefficients : la partie fixe (PF) à 550 € et la valeur du point (VP) à 6.906 €.

Par dérogation aux valeurs définies ci-dessus, le salaire correspondant au coefficient 150 est fixé à 1 747 € et le salaire correspondant au coefficient 170 est fixé à 1 768 € pour un horaire mensuel de 151.67 heures.

En conséquence, pour un horaire hebdomadaire de 35 heures (soit 151.67 heures mensuelles), le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne Franche-Comté s'établit, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2023, comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 747 €	11,5184
- Position 2	170	1 768 €	11,6568
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 828 €	12,0524
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	2 000 €	13,1865
- Position 2	230	2 138 €	14,0963
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 277 €	15,0128
- Position 2	270	2 415 €	15,9227

### Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir une

homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par la convention collective susvisée, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Besançon et de Dijon.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du Plein Emploi et de l'Insertion.

## Accord du 18 mars 2024

[Étendu par arr. 25 juin 2024, JO 6 juill.]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB BFC ;

SCOP BTP EST.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Bourgogne FC ;

FG FO Construct B-FC ;

UNSA BFC.

### Préambule

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives *au niveau national (termes exclus de l'extension par arr. 25 juin 2024, JO 6 juill.)*, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne-Franche-Comté.

### Article 1er

Pour la région Bourgogne-Franche-Comté, les parties signataires du présent accord, prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2024, pour l'ensemble des coefficients : la partie fixe (PF) à 560 € et la valeur du point (VP) à 7.10 €.

Par dérogation aux valeurs définies ci-dessus, le salaire correspondant au coefficient 150 est fixé à 1 816 € et le salaire correspondant au coefficient 170 est fixé à 1 840 € pour un horaire mensuel de 151.67 heures.

En conséquence, pour un horaire hebdomadaire de 35 heures (soit 151.67 heures mensuelles), le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne Franche-Comté s'établit, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2024, comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 816 €	11,9734
- Position 2	170	1 840 €	12,1316
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 874 €	12,3558
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	2 051 €	13,5228

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
- Position 2	230	2 193 €	14,4590
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 335 €	15,3953
- Position 2	270	2 477 €	16,3315

## Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par la convention collective susvisée, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Besançon et de Dijon.

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du Plein Emploi et de l'Insertion.

## Indemnités de petits déplacements Accord n° 1 du 7 février 2017

[Étendu par arr. 16 août 2017, JO 23 août]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Bourgogne-Franche-Comté ;  
Fédération Est des SCOP du BTP.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

F.G.F.O Construction ;  
Union régionale Bourgogne-Franche-Comté CFTC ;  
Union régionale Bourgogne-Franche-Comté CGT Construction Bois ;  
Ameublement ;  
Union régionale CFDT Construction et bois Bourgogne-Franche-Comté.

## Article 1er

En application de l'article VIII-18 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990, respectivement étendues par arrêtés ministériels des 12 et 8 février 1991, concernant d'une part les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et, d'autre part, les entreprises visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont trouvé un accord sur le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne Franche-Comté, applicable à compter du 1<sup>er</sup> avril 2017.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>1</sup>, les parties conviennent de déterminer les barèmes d'indemnités de petits déplacements dans le périmètre géographique de la nouvelle région Bourgogne Franche-Comté. Les accords devront aboutir à une convergence au plus tard en 2021.

<sup>1</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

## Article 2

Pour la région Bourgogne Franche-Comté, les parties signataires du présent accord prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des petits déplacements

comme indiqué dans les tableaux ci-après :

— Pour les départements de la Côte d'Or, de la Nièvre, de la Saône et Loire et de l'Yonne, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2017 :

Zone	Indemnité de frais de transport	Indemnité de trajet	Indemnité de repas
Zone 1A 0 à 5 km	0,94	0,78	9,80
Zone 1B 0 à 10 km	1,79	1,56	9,80
Zone 2 10 à 20 km	3,05	2,78	9,80
Zone 3 20 à 30 km	5,04	4,16	9,80
Zone 4 30 à 40 km	6,79	5,83	9,80
Zone 5 40 à 50 km	8,77	6,88	9,80

— Pour les départements du Doubs, de la Haute-Saône, du Jura et du Territoire de Belfort, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2017 (à cette date, il est créé une zone 1A de 0 à 5 km et une zone 1B, de 5 à 10 km) :

Zone	Indemnité de frais de transport	Indemnité de trajet	Indemnité de repas
Zone 1A 0 à 5 km	2,34	1,46	9,80
Zone 1B 5 à 10 km	2,34	1,54	9,80
Zone 2 10 à 20 km	4,93	2,98	9,80
Zone 3 20 à 30 km	8,01	4,00	9,80
Zone 4 30 à 40 km	10,32	5,24	9,80
Zone 5 40 à 50 km	12,83	6,40	9,80

### Article 3

Conformément aux dispositions en vigueur, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Besançon et de Dijon.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

## Avenant n° 2 du 20 septembre 2018

[Étendu par arr. 26 juin 2019, JO 13 juill.]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Bourgogne Franche-Comté ;

CAPEB Bourgogne Franche-Comté ;

Fédération Est des SCOP du BTP.

---

Syndicat(s) de salarié(s) :

F.G.F.O Construction ;

UNSA Bourgogne Franche-Comté ;

Union régionale CFDT Construction et bois Bourgogne Franche-Comté.

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, en particulier celle concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

La convention collective nationale intègre désormais et généralise les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elle se substitue.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bourgogne-Franche Comté, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements existants des ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne-Franche-Comté et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-4 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés).

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(1)</sup>, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes d'indemnités de petits déplacements dans le périmètre géographique de la nouvelle région Bourgogne-Franche-Comté avec un objectif de convergence déjà atteint.

<sup>(1)</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

## Article 1

Pour la région Bourgogne Franche-Comté, les parties signataires du présent accord prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des petits déplacements comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de la Côte d'Or, du Doubs, de la Haute-Saône, du Jura, de la Nièvre, de la Saône et Loire, du Territoire de Belfort et de l'Yonne, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2018 :

Zone	Indemnité de frais de transport	Indemnité de trajet	Indemnité de repas
Zone 1A 0 à 5 km	2.34	1.46	9.80
Zone 1B 5 à 10 km	2.34	1.56	9.80
Zone 2 10 à 20 km	4.93	2.98	9.80
Zone 3 20 à 30 km	8.01	4.16	9.80
Zone 4 30 à 40 km	10.32	5.83	9.80
Zone 5 40 à 50 km	12.83	6.88	9.80

## Article 2

Conformément aux dispositions en vigueur, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Besançon et de Dijon.

## Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue Social.

## Accord du 12 septembre 2019

[Étendu par arr. 26 mai 2020, JO 20 juin]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Bourgogne-Franche-Comté.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

FGFO Construction ;

Union régionale CFDT Construction et bois Bourgogne-Franche-Comté.

### Article 1er

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne-Franche-Comté.

### Article 2

Pour la région Bourgogne-Franche-Comté, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements Côte d'Or, Doubs, Haute-Saône, Jura, Nièvre, Saône et Loire, Yonne, Territoire du Belfort, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	1,47 €	2,36 €	9,90 €
1B	1,58 €	2,36 €	
2	3,01 €	4,98 €	
3	4,20 €	8,09 €	
4	5,89 €	10,42 €	
5	6,95 €	12,96 €	

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Besançon et de Dijon.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

## Accord du 17 juin 2021

[Étendu par arr. 11 juill. 2022, JO 30 juill.]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération française du bâtiment de Bourgogne Franche-Comté ;

Fédération régionale Est SCOP BTP ;

CAPEB Bourgogne Franche-Comté.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :



CGT-FO ;  
CFDT ;  
UNSA.

## Préambule

En application de l'article 1-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérents aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne-Franche-Comté.

### Article 1er

Pour la région Bourgogne-Franche-Comté, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment, applicable à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2021 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	1,49 €	2,40 €	10.10 €
1B	1,60 €	2,40 €	
2	3,06 €	5,05 €	
3	4,26 €	8,21 €	
4	5,98 €	10,58 €	
5	7,05 €	13,15 €	

### Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par la convention collective susvisée, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises.

### Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Besançon et de Dijon.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

## Accord du 23 juin 2022

[Étendu par arr. 17 oct. 2022, JO 11 nov.]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB BFC.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Bourgogne FC ;

FG FO Construct B-FC ;

UNSA BFC.

## Préambule

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Bour-

### Article 1er

Pour la région Bourgogne-Franche-Comté, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment, applicable à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	1,55 €	2,50 €	10.50 €
1B	1,66 €	2,50 €	
2	3,18 €	5,25 €	
3	4,43 €	8,54 €	
4	6,22 €	11,00 €	
5	7,33 €	13,68 €	

### Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par la convention collective susvisée, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Besançon et de Dijon.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du Plein Emploi et de l'Insertion.

## Accord du 21 février 2023

[Étendu par arr. 15 mai 2023, JO 1<sup>er</sup> juin]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB BFC ;

SCOP BTP Est.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Bourgogne FC ;

CGT Bourgogne FC ;

FG FO Construct B-FC ;

UNSA BFC.

### Préambule

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne-Franche-Comté.

### Article 1er

Pour la région Bourgogne-Franche-Comté, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment, applicable à compter du 1<sup>er</sup> mai 2023 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	1,61 €	2,60 €	11,00 €
1B	1,73 €	2,60 €	
2	3,31 €	5,46 €	
3	4,61 €	8,88 €	
4	6,47 €	11,44 €	
5	7,62 €	14,23 €	

## Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir une cohérence en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par la convention collective susvisée, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Accord du 18 mars 2024

[Étendu par arr. 25 juin 2024, JO 6 juill.]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB BFC ;

SCOP BTP EST.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Bourgogne FC ;

FG FO Construct B-FC ;

UNSA BFC.

## Préambule

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives *au niveau national (termes exclus de l'extension par arr. 25 juin 2024, JO 6 juill.)*, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne-Franche-Comté.

## Article 1er

Pour la région Bourgogne-Franche-Comté, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment, applicable à compter du 1<sup>er</sup> juin 2024 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1	1,76 €	2,65 €	11,44 €
2	3,38 €	5,57 €	
3	4,70 €	9,06 €	
4	6,60 €	11,67 €	
5	7,77 €	14,51 €	

## Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir une cohérence en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par la convention collective susvisée, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de

---

50 salariés.

### Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Besançon et de Dijon.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du Plein Emploi et de l'Insertion.

## **Indemnités de maître d'apprentissage Avenant n° 2 du 20 septembre 2018**

[Étendu par arr. 26 juin 2019, JO 6 juill., applicable à compter du 1<sup>er</sup> nov. 2018]

#### **Signataires :**

##### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Bourgogne Franche-Comté ;  
CAPEB Bourgogne Franche-Comté ;  
Fédération Est des SCOP du BTP.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

F.G.F.O Construction ;  
UNSA Bourgogne Franche-Comté ;  
Union régionale CFDT Construction et bois Bourgogne Franche-Comté ;  
Union régionale Bourgogne Franche-Comté CFTC.

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bourgogne-Franche-Comté, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants et les modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage confirmé, applicables aux salariés de la région Bourgogne-Franche-Comté et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage et conformément à l'article I-5 de la présente Convention collective nationale, concernant

1. D'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),

2. D'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(1)</sup>, les parties sont convenues de fixer ces montants et modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage confirmé dans le périmètre géographique de la nouvelle région Bourgogne-Franche-Comté.

<sup>(1)</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des Régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

### Article 1

Indemnité allouée aux salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé dans les départements de la Côte-d'Or, du Doubs, de la Haute-Saône, du Jura, de la Nièvre, de la Saône et Loire, du Territoire de Belfort et de l'Yonne.

#### Article 1-1

Les salariés titulaires du titre de maître d'apprentissage confirmé bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée du contrat d'apprentissage.

### Article 1-2

Le montant de cette indemnité est fixé à 300 € pour un contrat d'apprentissage de 2 ans et à 200 € pour un contrat d'apprentissage d'une année.

### Article 1-3

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées pour chaque année de la manière suivante :

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat de 2 ans		
1ère année du contrat d'apprentissage	2ème année du contrat d'apprentissage	Fin du contrat, sous réserve de l'obtention du diplôme par l'apprenti (Termes exclus de l'extension par arr. 26 juin 2019, JO 6 juill.)
100 €	100 €	100 €

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat d'une année	
1ère année du contrat d'apprentissage	Fin du contrat, sous réserve de l'obtention du diplôme par l'apprenti
100 €	100 €

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre, ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage au-delà de la période d'essai, ou en cas de départ de l'entreprise du Maître d'apprentissage confirmé, le montant versé au Maître d'apprentissage confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée de la fonction, pour le contrat d'apprentissage considéré.

### Article 1-4

Cet accord est applicable à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2018.

### Article 2

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Besançon et de Dijon.

### Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue Social.

## Bretagne

(Voir également Annexe VII)

### Salaires

## Accord du 6 décembre 2017

[Étendu par arr. 13 juill. 2018, JO 21 juill., applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2018]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération Régionale du Bâtiment Bretagne ;

Union régionale CAPEB Bretagne ;

Fédération Ouest SCOP BTP.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT ;

UR CFTC Bâtiment ;

UR FO Bâtiment ;

UR UNSA Bretagne.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article I

Le barème des salaires minima applicables du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018 (base 35 heures hebdomadaires soit 151,67 mensuelles) en application des articles XII.8 et XII.9 des conventions collectives nationales du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés) d'une part, et concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) d'autre part, et conformément à l'accord du 12 février 2002 sur les barèmes des salaires minima des ouvriers et Etam du Bâtiment, résulte du tableau ci-après.

#### Au 1<sup>er</sup> janvier 2018

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires soit 151,67 h mensuelles)	Taux horaire minimal
niveau I - Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1495.40	9.86
- Position 2	170	1516.20	10.00
niveau II - ouvriers professionnels	185	1568.20	10.34
niveau III - compagnons professionnels			
- Position 1	210	1742.90	11.49
- Position 2	230	1882.70	12.41
niveau IV - Maîtres ouvriers ou chefs d'équipes			
- Position 1	250	2022.50	13.33
- Position 2	270	2162.30	14.26

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (P.F.) à 275.00
- la valeur du point (V.P.) à 6.99

### Article II

Le présent barème des salaires minimaux entrera en application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2018.

### Article III

#### Disposition exceptionnelle

Si l'équilibre de l'accord se trouvait, au cours de son exécution, bouleversé par la survenance de circonstances économiques imprévues, les parties signataires s'engageraient à ouvrir une négociation dans les plus brefs délais.

### Article IV

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à L'Unité territoriale d'Ille-et-Vilaine - Direccte Bretagne et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes.

### Article V

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

# Accord du 10 décembre 2018

[Étendu par arr. 9 avr. 2020, JO 15 mai]

## Signataires :

### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération Régionale du Bâtiment de Bretagne.

### Syndicat(s) de salarié(s) :

Union Régionale CFDT Construction Bois ;

Union Régionale CFTC Bâtiment-Bretagne ;

Union Régionale FO BTP Bretagne ;

Union régionale UNSA Bretagne.

Les partenaires sociaux de la région Bretagne signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se sont substituées.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bretagne, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux des ouvriers du Bâtiment de la région Bretagne en vigueur le 7 mars 2018 et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail.

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bretagne, se sont de nouveau réunies pour négocier le montant des salaires minimaux applicables dans la région, conformément à l'article I-3 des Conventions collectives mentionnées ci-dessus.

## Article 1

Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements des Côtes d'Armor, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaires mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
Position 1	150	1.526,80 €	10,07 €
Position 2	170	1.548,00 €	10,21 €
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1.600,30 €	10,55 €
Niveau III			
Compagnons professionnels			
Position 1	210	1.779,50 €	11,73 €
Position 2	230	1.922,70 €	12,67 €
Niveau IV			
Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe			

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)	Taux horaire
Position 1	250	2.066,00 €	13,62 €
Position 2	270	2.209,30 €	14,57 €

## Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 3

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes.

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

Fait à Rennes, Le 10 décembre, en 10 exemplaires,

# Avenant n° 2 du 11 décembre 2019

[Étendu par arr. 13 avr. 2021, JO 23 juin]

## Signataires :

### Organisation(s) patronale(s) :

FRBB ;

UR CAPEB Bretagne ;

SCOP du BTP de l'Ouest.

### Syndicat(s) de salarié(s) :

UR CFDT Construction Bois ;

UR CFTC Bâtiment Bretagne ;

UR FO BTP Bretagne ;

UR UNSA Bretagne.

Les partenaires sociaux de la région Bretagne signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se sont substituées.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bretagne, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux des ouvriers du Bâtiment de la région Bretagne en vigueur le 7 mars 2018 et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail.

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bretagne, se sont de nouveau réunies pour négocier le montant des salaires minimaux applicables dans la région, conformément à l'article I-3 des Conventions collectives mentionnées ci-dessus.

## Article 1

Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :



Pour les départements des Côtes d'Armor, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I Ouvriers d'exécution			
Position 1	150	1.549,70 €	10,22 €
Position 2	170	1.571,20 €	10,36 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1.623.70 €	10,71 €
Niveau III Compagnons professionnels			
Position 1	210	1.805.90 €	11,91 €
Position 2	230	1.951.70 €	12,87 €
Niveau IV Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe			
Position 1	250	2.097,50 €	13,83 €
Position 2	270	2.243.30 €	14,79 €
Partie fixe : 275 € - valeur du point : 7,29			

## Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 3

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes.

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

## Avenant n° 3 du 14 décembre 2020

[Étendu par arr. 19 mai 2021, JO 6 juill.]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Bretagne ;  
CAPEB Bretagne.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

URB CFTC Bretagne ;  
UR UNSA Bretagne ;  
UR CFDT CB ;  
UR FO BTP Bretagne.

Les partenaires sociaux de la région Bretagne signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se sont substituées.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bretagne, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux des ouvriers du Bâtiment de la région Bretagne en vigueur le 7 mars 2018 et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail.

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bretagne, se sont de nouveau réunies pour négocier le montant des salaires minimaux applicables dans la région, conformément à l'article I-3 des Conventions collectives mentionnées ci-dessus.

### Article 1

Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements des Côtes d'Armor, du Finistère, d'Île-et-Vilaine, du Morbihan, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
Position 1	150	1.565,20 €	10,32 €
Position 2	170	1.586,90 €	10,46 €
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1.640,30 €	10,81 €
Niveau III			
Compagnons professionnels			
Position 1	210	1.824,80 €	12,03 €
Position 2	230	1.972,40 €	13,00 €
Niveau IV			
Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe			
Position 1	250	2.120,00 €	13,98 €
Position 2	270	2.267,60 €	14,95 €

Partie fixe : 275 € – valeur du point : 7,38

### Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 3

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

# Accord du 8 décembre 2021

[Étendu par arr. 31 mars 2022, JO 11 mai]

## Signataires :

### Organisation(s) patronale(s) :

UR CAPEB Bretagne.

### Syndicat(s) de salarié(s) :

UR CFDT Construction Bretagne ;

UR CFTC Bâtiment Bretagne ;

UR FO BTP Bretagne ;

UR UNSA Bretagne.

## Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

## Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Bretagne.

## Article 2

Pour la région Bretagne, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements Cotes d'Armor - Finistère - Ille-et-Vilaine - Morbihan à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1612.20	10.63
- Position 2	170	1634.50	10.78
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1688.40	11.13
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1879.40	12.39
- Position 2	230	2032.20	13.40
Niveau IV			

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2185.00	14.41
- Position 2	270	2337.80	15.41

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## Accord du 28 septembre 2022

[Étendu par arr. 12 déc. 2022, JO 27 déc.]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération régionale du bâtiment de Bretagne;  
CAPEB de Bretagne.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;  
CFDT ;  
UNSA.

## Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

### Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Bretagne.

### Article 2

Pour la région Bretagne, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

**Pour les départements Côtes d'Armor - Finistère - III<sup>e</sup>-et-Vilaine - Morbihan à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022**

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution	150	1 679.91	11.07
- Position 1			
- Position 2	170	1 683.54	11.10
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 730.61	11.41
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 879.40	12.39
- Position 2	230	2 032.20	13.40
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe	250	2 185.00	14.41
- Position 1			
- Position 2	270	2 337.80	15.41

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffé du Conseil de Prud'hommes de Rennes.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

De convention express entre les parties il est convenu que celles-ci se rencontreront le 7 décembre 2022 pour négocier.

## Accord du 7 décembre 2022

[Étendu par arr. 10 mars 2023, JO 31 mars, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2023]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération régionale du bâtiment de Bretagne ;  
CAPEB Bretagne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction Bois ;  
CFTC Bâtiment Bretagne ;  
Force Ouvrière BTP - Bretagne ;  
UNSA Bretagne.

---

## Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

### Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Bretagne.

### Article 2

Pour la région Bretagne, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements Morbihan, Finistère, Côtes d'Armor et Ille & Vilaine, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1770	11.67
- Position 2	170	1774.50	11.70
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1821.55	12.01
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1970.19	12.99
- Position 2	230	2123.38	14
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2275.05	15
- Position 2	270	2428.24	16.01

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes.

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## Accord du 19 décembre 2023

[Étendu par arr. 12 févr. 2024, JO 16 févr.]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB ;

FRB.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

FO BTP ;

UNSA.

## Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui plus d'un million deux cent mille salariés, employés au sein de quatre cent vingt-sept mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

## Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Bretagne.

## Article 2

Pour la région Bretagne, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements Morbihan, Finistère, Côtes d'Armor et Ille & Vilaine, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaire)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvrier d'exécution			
- Position 1	150	1823.10	12.2
- Position 2	170	1827.74	12.05
Niveau II			
Ouvrier d'exécution	185	1876.20	12.37
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	2020.10	13.32

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaire)	Taux horaire
- Position 2	230	2186.30	14.41
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2352.50	15.51
- Position 2	270	2518.70	16.61

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du Plein emploi et de l'insertion.

## Accord du 3 décembre 2024

[Étendu par arr. 6 févr. 2025, JO 14 févr.]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FRB Bretagne ;

CAPEB Bretagne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

FO ;

UNSA.

### Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui plus d'un million deux cent mille salariés, employés au sein de quatre cent vingt-sept mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

### Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives *au niveau national (termes exclus par arr. 6 févr. 2025, JO 14 févr.)*, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Bretagne.



## Article 2

Pour la région Bretagne, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements Morbihan, Finistère, Côtes d'Armor et Ille & Vilaine, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025:

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1844.98	12.16
- Position 2	170	1849.67	12.20
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1898.71	12.52
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	2044.34	13.48
- Position 2	230	2212.54	14.59
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2380.73	15.70
- Position 2	270	2548.92	16.81

## Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes.

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du Plein emploi et de l'insertion.

## Indemnités de petits déplacements Accord du 6 décembre 2017

[Étendu par arr. 20 mars 2019, JO 27 mars]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération Régionale du Bâtiment Bretagne ;  
Union régionale CAPEB ;  
Fédération Ouest SCOP BTP.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

Union Régionale Construction Bois - CFDT ;  
Union Régionale CFTC Bâtiment ;  
Union Régionale UNSA Bretagne.

Il a été convenu ce qui suit :

## Article I

Le régime de petits déplacements défini en application du titre 8 chapitre 1 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991, concernant les entreprises non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés) d'une part, et concernant les entreprises visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) d'autre part, a pour objet d'indemniser forfaitairement les ouvriers travaillant dans les entreprises de Bâtiment de Bretagne des frais supplémentaire qu'entraîne pour eux la fréquence des déplacements, inhérente à la mobilité de leur lieu de travail.

Le régime d'indemnisation des petits déplacements comporte les indemnités professionnelles suivantes :

- indemnité de repas
- indemnité de frais de transports
- indemnité de trajet

qui sont versées aux ouvriers bénéficiaires.

Ces indemnités de remboursement de frais sont journalières, forfaitaires et fixées en valeur absolue ; leur montant est déterminé à l'échelon de la région.

## Article II

Le présent accord renvoie, point par point, aux dispositions contenues dans le chapitre VIII.I des Conventions Collectives Bâtiment du 8 octobre 1990 susvisé, sous réserve des adjonctions et précision ci-après :

Zones circulaires concentriques

Pour tenir compte de particularités propres à la première zone, celle-ci est divisée en deux sous-zones, de 0 à 4 kms et de 4 à 10 Kms.

Indemnité de repas

L'ouvrier qui travaille dans la première sous-zone, de 0 à 4 kms et bénéficie, en outre, en milieu de journée d'un temps de pause au moins égal à une heure et demie, est réputé prendre son repas à sa résidence habituelle, sauf s'il s'avère qu'il en va autrement dans les faits et cela pour des raisons tenant, notamment, à la localisation du chantier, comme aux moyens de transports existants.

## Article III

Le montant des indemnités découlant des articles I et II ci-dessus est fixé comme suit :

Du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018

### I

Indemnité de repas : 9.70

### II

#### Indemnité frais de transport

Zone 1	de 0 à 4 kms	0.48
	de 4 à 10 kms	2.38
Zone 2	de 10 à 20 kms	4.73
Zone 3	de 20 à 30 kms	6.49
Zone 4	de 30 à 40 kms	8.32
Zone 5	de 40 à 50 kms	10.14

### III

#### Indemnité de trajet

Zone 1	de 0 à 4 kms	0.45
	de 4 à 10 kms	1.45
Zone 2	de 10 à 20 kms	2.00
Zone 3	de 20 à 30 kms	2.99

Zone 4	de 30 à 40 kms	4.19
Zone 5	de 40 à 50 kms	5.01

Ces montants prenant effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018, resteront en application jusqu'au 31 décembre 2018.

#### Article IV

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

### Accord du 10 décembre 2018

[Étendu par arr. 9 avr. 2020, JO 15 mai]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération Régionale du Bâtiment de Bretagne ;  
Union Régionale CAPEB Bretagne.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

Union Régionale CFDT Construction Bois ;  
Union Régionale CFTC Bâtiment-Bretagne ;  
Union Régionale FO BTP Bretagne ;  
Union régionale UNSA Bretagne.

Les partenaires sociaux de la région Bretagne signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se sont substituées.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bretagne, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment de la région Bretagne en vigueur le 7 mars 2018 et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail.

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bretagne, se sont de nouveau réunies pour négocier le montant des indemnités de petits déplacements applicables dans la région, conformément à l'article I-4 des Conventions collectives mentionnées ci-dessus.

#### Article 1

Les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements Côtes d'Armor, Finistère, Ile-et-Vilaine, Morbihan, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1 A	0.46 €	0.49 €	1 <i><sup>1</sup> L'ouvrier qui travaille dans la première sous-zone, de 0 à 4 kms et bénéficie, en outre, en milieu de journée d'un temps de pause au moins égal à une heure et demie, est réputé prendre son repas à sa résidence habituelle, sauf s'il s'avère qu'il en va autrement dans les faits et cela pour des raisons tenant, notamment, à la localisation du chantier, comme aux moyens de transports existants.</i>
1 B	1.48 €	2.42 €	10 €
2	2.04 €	4.82 €	
3	3.04 €	6.62 €	
4	4.27 €	8.49 €	
5	5.10 €	10.34 €	

— Zones circulaires concentriques

Pour tenir compte des particularités propres à la première zone, celle-ci est divisée en deux sous-zones, de 0 à 4 kms et de 4 à 10 kms.

#### Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### Article 3

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes.

#### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

### Avenant n° 2 du 11 décembre 2019

[Étendu par arr. 13 avr. 2021, JO 23 juin]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FRBB ;

UR CAPEB Bretagne ;

SCOP du BTP de l'Ouest.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UR CFDT Construction Bois ;

UR CFTC Bâtiment Bretagne ;

UR FO BTP Bretagne ;

UR UNSA Bretagne.

Les partenaires sociaux de la région Bretagne signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se sont substituées.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bretagne, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment de la région Bretagne en vigueur le 7 mars 2018 et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail.

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bretagne, se sont de nouveau réunies pour négocier le montant des indemnités de petits déplacements applicables dans la région, conformément à l'article I-4 des Conventions collectives mentionnées ci-dessus.

### Article 1

Les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements Côtes d'Armor, Finistère, Ille-et-Vilaine, Morbihan, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1 A	0.46 €	0.49 €	(1) <i>L'ouvrier qui travaille dans la première sous-zone, de 0 à 4 kms et bénéficie, en outre, en milieu de journée d'un temps de pause au moins égal à une heure et demie, est réputé prendre son repas à sa résidence habituelle, sauf s'il s'avère qu'il en va autrement dans les faits et cela pour des raisons tenant, notamment, à la localisation du chantier, comme aux moyens de transports existants.</i>
1 B	1.49 €	2.44 €	10,10 €
2	2.06 €	4.87 €	
3	3.07 €	6.69 €	
4	4.31 €	8.57 €	
5	5.15 €	10.44 €	

— Zones circulaires concentriques

Pour tenir compte des particularités propres à la première zone, celle-ci est divisée en deux sous-zones, de 0 à 4 kms et de 4 à 10 kms.

### Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 3

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

***Accord du 8 décembre 2021***

*[Non étendu]*

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

UR CAPEB Bretagne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UR Construction et bois CFDT Bretagne ;  
UR CFTC Bretagne ;  
UR FO BTP Bretagne ;  
UR UNSA Bretagne.

## Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

## Article 1

En application de l'article 1-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Bretagne.

## Article 2

Pour la région Bretagne, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements Cotes d'Armor - Finistère - Ille-et-Vilaine - Morbihan à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1 A	0,46 €	0,51 €	10.60
1 B	1,49 €	2,56 €	
2	2,06 €	5,11 €	
3	3,07 €	7,02 €	
4	4,31 €	9,00 €	
5	5,15 €	10,96 €	

## Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## Accord du 7 décembre 2022

[Étendu par arr. 10 mars 2023, JO 31 mars, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2023]

Signataires :

---

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération régionale du bâtiment ;

CAPEB Bretagne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC ;

Force Ouvrière BTP Bretagne ;

UNSA ;

CFE-CGC.

## Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

### Article 1

En application de l'article 1-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Bretagne.

### Article 2

Pour la région Bretagne, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements Côtes d'Armor - Finistère - Ille-et-Vilaine - Morbihan à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	0,46 €	0,54 €	11.20
1B	1,49 €	2,71 €	
2	2,06 €	5,42 €	
3	3,07 €	7,44 €	
4	4,31 €	9,54 €	
5	5,15 €	11,62 €	

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## Accord du 19 décembre 2023

[Étendu par arr. 12 févr. 2024, JO 16 févr., applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2024]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Bretagne ;  
Fédération régionale du bâtiment.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC Bâtiment Bretagne ;  
FO BTP Bretagne ;  
CFE CGC Union Régionale Bretagne ;  
UNSA Bretagne.

## Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui plus d'un million deux cent mille salariés, employés au sein de quatre cent vingt-sept mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

## Article 1

En application de l'article 1-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Bretagne.

## Article 2

Pour la région Bretagne, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements Côtes d'Armor - Finistère - Ille-et-Vilaine - Morbihan à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1 A	0.46 €	0.56 €	12 €
1 B	1.49 €	2.80 €	
2	2.06 €	5.60 €	
3	3.07	7.69 €	
4	4.31 €	9.86 €	
5	5.15 €	12.01 €	

## Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique



pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes

#### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du Plein emploi et de l'insertion.

### Accord du 3 décembre 2024

[Étendu par arr. 6 févr. 2025, JO 14 févr.]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

FRB Bretagne ;

CAPEB Bretagne.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

FO ;

UNSA.

#### Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui plus d'un million deux cent mille salariés, employés au sein de quatre cent vingt-sept mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

#### Article 1

En application de l'article 1-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives *au niveau national (termes exclus par arr. 6 févr. 2025, JO 14 févr.)*, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Bretagne.

#### Article 2

Pour la région Bretagne, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements Côtes d'Armor - Finistère - Ile-et-Vilaine - Morbihan à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 :

Zones	Distance	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1 A	De 0 à 4 km	0.47 €	0.57 €	*

Zones	Distance	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1 B	De 4 à 10 km	1.51 €	2.83 €	12.14 €
2	De 10 à 20 km	2.08 €	5.67 €	
3	De 20 à 30 km	3.11 €	7.78 €	
4	De 30 à 40 km	4.36 €	9.98 €	
5	De 40 à 50 km	5.21 €	12.15 €	
* L'ouvrier qui travaille dans la première sous-zone, de 0 à 4 kms et bénéficie, en outre, en milieu de journée d'un temps de pause au moins légal à une heure et demie, est réputé prendre son repas à sa résidence habituelle, sauf s'il s'avère qu'il en va autrement dan les faits et cela pour des raisons tenant, notamment, à la localisation du chantier, comme aux moyens de transports existants.				

Zones de circulations concentriques :

Pour tenir compte des particularités propres à la première zone, celle-ci est divisée en deux sous-zones, de 0 à 4 kms et de 4 à 10 kms.

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du Plein emploi et de l'insertion.

## Indemnité spécifique du Maître d'apprentissage confirmé Accord du 6 décembre 2017

[Non étendu]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération Régionale du Bâtiment Bretagne ;

Union régionale CAPEB ;

Fédération Ouest SCOP BTP.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

Union Régionale Construction Bois - CFDT ;

Union Régionale CFTC Bâtiment ;

Syndicat CFE CGC BTP Bretagne ;

Union Régionale UNSA Bretagne ;

Union Régionale FO Bâtiment Bretagne.

Il a été convenu ce qui suit :

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées pour chaque année de la manière suivante :

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat de 2 ans			
6 mois après le début du contrat	30 juin - mi parcours	31 décembre de la 2 <sup>ème</sup> année	Fin de contrat
130	130	130	130

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, le montant versé au Maître d'Apprentissage Confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée du contrat effectué par l'apprenti.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministère de l'Emploi et de la Cohésion Sociale et du Logement.

## Avenant n° 2 du 11 décembre 2019

[Étendu par arr. 5 juin 2020, JO 3 juill.]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FRBB ;  
UR CAPEB Bretagne ;  
SCOP du BTP de l'Ouest.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

UR CFDT Construction Bois Bretagne ;  
UR CFTC Bâtiment Bretagne ;  
CFE CGC BTP Bretagne ;  
UR FO Bâtiment Bretagne ;  
UR UNSA Bretagne.

Il a été convenu ce qui suit :

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées pour chaque année de la manière suivante :

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat de 2 ans			
6 mois après le début du contrat	30 juin - mi parcours	31 décembre de la 2 <sup>ème</sup> année	Fin de contrat
137,50 €	137,50 €	137,50 €	137,50 €

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, le montant versé au Maître d'Apprentissage Confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée du contrat effectué par l'apprenti.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministère de l'Emploi et de la Cohésion Sociale et du Logement.

## Accord du 8 décembre 2021

[Étendu par arr. 31 mars 2022, JO 14 mai, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2022]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

UR CAPEB Bretagne.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

UR CGT Bâtiment Bretagne ;  
UR CFDT Construction Bretagne ;  
UR CFTC Bâtiment Bretagne ;  
UR FO BTP Bretagne ;  
UR UNSA Bretagne ;  
UR Bretagne CFE CGC.

### Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés

tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

#### Article 1

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bretagne, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies pour négocier, en tenant compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, les montants de l'indemnité spécifique liée à l'exercice des fonctions de Maître d'apprentissage confirmé applicables dans la région Bretagne, conformément à l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage et à l'article 1-3 des Conventions collectives des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 (IDCC 1596 et 1597).

#### Article 2

Les salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé bénéficient du versement d'une indemnité, dans les conditions définies ci-après, pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné.

#### Article 3

Le montant de cette indemnité est fixé à 565,40 €

#### Article 4

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées de la manière suivante :

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat de 2 ans			
6 mois après le début du contrat	30 juin - mi parcours	31 décembre de la 2 <sup>e</sup> année	Fin de contrat
141,35 €	141,35 €	141,35 €	141,35 €

#### Article 5

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre, ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage au-delà de la période d'essai, ou en cas de départ de l'entreprise du maître d'apprentissage confirmé, le montant versé au maître d'apprentissage confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée de la fonction, pour le contrat d'apprentissage considéré.

#### Article 6

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### Article 7

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

#### Article 8

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes.

#### Article 9

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

### Accord du 7 décembre 2022

[Étendu par arr. 10 mars 2023, JO 31 mars, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2023]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération régionale du bâtiment ;

CAPEB Bretagne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;  
CFTC ;  
Force Ouvrière ;  
UNSA ;  
CFE-CGC.

## Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

### Article 1

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bretagne, adhérents aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies pour négocier, en tenant compte de l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, les montants d'indemnité spécifique liée à l'exercice des fonctions de Maître d'apprentissage confirmé applicables dans la région Bretagne, conformément à l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage et à l'article 1-3 des Conventions collectives des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 (IDCC 1596 et 1597).

### Article 2

Les salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé bénéficiant du versement d'une indemnité, dans les conditions définies ci-après, pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné.

### Article 3

Le montant de cette indemnité est fixé à 600 €.

### Article 4

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées de la manière suivante :

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat de 2 ans			
6 mois après le début du contrat	30 juin mi-parcours	31 décembre de la 2 <sup>ème</sup> année	Fin du contrat
150 €	150 €	150 €	150 €

### Article 5

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre, ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage au-delà de la période d'essai, ou en cas de départ de l'entreprise du maître d'apprentissage confirmé, le montant versé au maître d'apprentissage confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée de la fonction, pour le contrat d'apprentissage considéré.

### Article 6

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 7

Le présent accord conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

### Article 8

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au

## Article 9

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## Corse

(Voir également Annexe VIII)

## Salaires

### Accord du 25 mai 2022

[Étendu par arr. 5 oct. 2022, JO 23 nov., applicable à compter du 1<sup>er</sup> sept. 2022]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Corse du Sud ;

CAPEB Haute Corse.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

STC Corse ;

CBA CGT Corse ;

CB CFDT Corse ;

UNSA Corse ;

BATI CFTC Corse.

## Préambule

Le secteur du Bâtiment en Corse occupe aujourd'hui près de douze mille salariés directs, employés au sein de plus de six mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble de la région à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

À titre exceptionnel, la structuration de la présente négociation des salaires concerne d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) (IDCC 1596) et d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) (IDCC 1597).

La structuration de la négociation telle qu'indiquée dans le présent accord sera révisée lors de la prochaine négociation afin de se conformer au dispositif conventionnel prévu par les textes précédemment cités en référence.

## Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597) et celles visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Corse.

## Article 2

Pour la Région Corse, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé, à compter du : 1<sup>er</sup> septembre 2022,

pour l'ensemble des coefficients :

- La partie fixe à : 260,00 €
- La valeur du point à : 8,20 €

## Article 3

Par dérogation aux valeurs définies ci-dessus, pour un horaire de 151,67 heures mensuel, le salaire minimal correspondant au :

- Niveau I, position 1 - Coefficient 150 est fixé à 1680,00 €
- Niveau I, position 2 - Coefficient 170 est fixé à 1720,00 €.

#### Article 4

Pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de l'Unité Territoriale de Corse s'établit comme indiqué dans le tableau ci-après :

#### Pour les entreprises du Bâtiment occupant Jusque 10 salariés

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
- position 1	150	1 680,00 €
- position 2	170	1 720,00 €
Niveau II		
Ouvriers Professionnels	185	1 777,00 €
Niveau III		
Compagnons Professionnels		
- position 1	210	1 982,00 €
- position 2	230	2 146,00 €
Niveau IV		
Maîtres ouvriers Ou chefs d'équipe		
- position 1	250	2 310,00 €
- position 2	270	2 474,00 €

#### Pour les entreprises du Bâtiment occupant Plus de 10 salariés

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
- position 1	150	1 680,00 €
- position 2	170	1 720,00 €
Niveau II		
Ouvriers Professionnels	185	1 777,00 €
Niveau III		
Compagnons Professionnels		
- position 1	210	1 982,00 €
- position 2	230	2 146,00 €
Niveau IV		
Maîtres ouvriers Ou chefs d'équipe		
- position 1	250	2 310,00 €
- position 2	270	2 474,00 €

---

### Article 5

Les parties signataires, étant engagées par une convention collective nationale spécifique aux entreprises occupant jusqu'à 10 salariés, estiment remplir ainsi l'exigence de dispositions propres aux entreprises employant moins de 50 salariés, issue de l'article L. 2261-23-1 du Code du travail.

### Article 6

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffé du Conseil de Prud'hommes de Bastia.

### Article 7

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail.

## Accord du 2 juin 2023

[Étendu par arr. 16 oct. 2023, JO 20 oct., applicable à compter du 1<sup>er</sup> sept. 2023]

### Signataires :

Entreprises ≤ 10 salariés :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération départementale du BTP de la Corse-du-Sud ;

Fédération départementale du BTP de la Haute-Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Union régionale de Force ouvrière ;

Union régionale de la CFDT ;

Union régionale de l'UNSA.

Entreprises > 10 salariés :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération départementale du BTP de la Corse-du-Sud ;

Fédération départementale du BTP de la Haute-Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Union régionale de Force ouvrière ;

Union régionale de la CFDT.

## Préambule

Le secteur du Bâtiment en Corse occupe aujourd'hui près de douze mille salariés directs, employés au sein de plus de six mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble de la région à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

### Article 1er

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, et spécifiquement, le S.T.C. - Syndicat des Travailleurs Corses, représentatif au niveau régional, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Corse.

### Article 2

Pour la région Corse, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle



entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment, pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, comme indiqué dans le tableau ci-après pour les départements de Corse du Sud et de Haute-Corse :

À compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau 1 Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 780.80 €	11.74
- Position 2	170	1 823.20 €	12.02
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 883.62 €	12.42
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	2 100.92 €	13.85
- Position 2	230	2 274.76 €	15.00
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 448.60 €	16.14
- Position 2	270	2 622.44 €	17.29

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes d'Ajaccio.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## Indemnités de petits déplacements Accord du 25 mai 2022

[Étendu par arr. 5 oct. 2022, JO 23 nov., applicable à compter du 1<sup>er</sup> sept. 2022]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Corse du Sud ;

CAPEB Haute Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

STC Corse ;

CBA CGT Corse ;

CB CFDT Corse ;

UNSA Corse ;

BATI CFTC Corse ;

## Préambule

Le secteur du Bâtiment en Corse occupe aujourd'hui près de douze mille salariés directs, employés au sein de plus de six mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble de la région à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

À titre exceptionnel, la structuration de la présente négociation des salaires concerne d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) (IDCC 1596) et d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) (IDCC 1597).

La structuration de la négociation telle qu'indiquée dans le présent accord sera révisée lors de la prochaine négociation afin de se conformer au dispositif conventionnel prévu par les textes précédemment cités en référence.

### Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597) et celles visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de l'Unité Territoriale de Corse.

Afin de prendre en considération la situation existante des salariés travaillant au-delà des 5 zones définies à l'article 8.13 de la Convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) et l'article 8.13 de la Convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), les partenaires sociaux ont décidé d'instituer 2 zones concentriques, les zones 6 et 7, dont les limites sont distantes entre elles de 15 kilomètres mesurés conformément aux articles précités.

Sans préjudice de l'application du régime des grands déplacements, lorsque l'ouvrier travaille dans une zone comprise entre 50 et 80 kilomètres et qu'en accord avec l'employeur il rentre chaque jour à son domicile, il bénéficie de l'indemnité forfaitaire de la zone 6 (50 à 65 kilomètres) ou de la zone 7 (au-delà de 65 kilomètres jusqu'à 80 kilomètres).

Cependant, si l'ouvrier travaille dans une zone comprise entre 50 et 80 kilomètres et qu'il est amené à faire des heures supplémentaires en complément de la journée de travail habituelle, l'employeur privilégiera, dans la mesure du possible, le recours au dispositif des grands déplacements afin de préserver la santé de celui-ci.

### Article 2

La date d'application du présent accord est fixée au : 1<sup>er</sup> Septembre 2022.

### Article 3

Les montants des indemnités de Repas, de Trajet et de Transport sont fixés comme suit :

#### Pour les entreprises du Bâtiment occupant Jusque 10 salariés

Indemnité Repas	Zonage	Indemnité Trajet	Indemnité Transport
9,30 €	Zone 1 (00 à 10 Km)	1,56 €	2,54 €
	Zone 2 (10 à 20 Km)	2,90 €	5,26 €
	Zone 3 (20 à 30 Km)	4,24 €	8,22 €
	Zone 4 (30 à 40 Km)	5,69 €	11,26 €
	Zone 5 (40 à 50 Km)	8,55 €	14,36 €
	Zone 6 (50 à 65 Km)	10,89 €	18,18 €
	Zone 7 (65 à 80 Km)	12,91 €	22,25 €

## Pour les entreprises du Bâtiment occupant Plus de 10 salariés

Indemnité Repas	Zonage	Indemnité Trajet	Indemnité Transport
9,30 €	Zone 1 (00 à 10 Km)	1,56 €	2,54 €
	Zone 2 (10 à 20 Km)	2,90 €	5,26 €
	Zone 3 (20 à 30 Km)	4,24 €	8,22 €
	Zone 4 (30 à 40 Km)	5,69 €	11,26 €
	Zone 5 (40 à 50 Km)	8,55 €	14,36 €
	Zone 6 (50 à 65 Km)	10,89 €	18,18 €
	Zone 7 (65 à 80 Km)	12,91 €	22,25 €

### Article 4

Les parties signataires, étant engagées par une convention collective nationale spécifique aux entreprises occupant jusqu'à 10 salariés, estiment remplir ainsi l'exigence de dispositions propres aux entreprises employant moins de 50 salariés, issue de l'article L. 2261-23-1 du Code du travail.

### Article 5

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Bastia.

### Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail.

## Accord du 2 juin 2023

[Étendu par arr. 16 oct. 2023, JO 20 oct., applicable à compter du 1<sup>er</sup> sept. 2023]

### Signataires :

Entreprises ≤ 10 salariés :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération départementale du BTP de la Corse-du-Sud ;

Fédération départementale du BTP de la Haute-Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Union régionale de Force ouvrière ;

Union régionale de la CFDT ;

Union régionale de l'UNSA.

Entreprises > 10 salariés :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération départementale du BTP de la Corse-du-Sud ;

Fédération départementale du BTP de la Haute-Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Union régionale de Force ouvrière ;

Union régionale de la CFDT.

## Préambule

Le secteur du Bâtiment en Corse occupe aujourd'hui près de douze mille salariés directs, employés au sein de plus de six mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble de la région à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés

tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

#### Article 1er

En application de l'article 1-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, et spécifiquement, le S.T.C. - Syndicat des Travailleurs Corses, représentatif au niveau régional, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Corse.

#### Article 2

Pour la région Corse, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Pour les départements de Corse du Sud et de Haute-Corse à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1 (0 à 10 Km)	1.56 €	2.54 €	10.50 €
2 (10 à 20 Km)	2.90 €	5.26 €	
3 (20 à 30 Km)	4.24 €	8.22 €	
4 (30 à 40 Km)	5.69 €	11.26 €	
5 (40 à 50 Km)	8.55 €	14.36 €	
6 (50 à 65 Km)	10.89 €	18.18 €	
7 (65 à 80 Km)	12.91 €	22.25 €	

#### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes d'Ajaccio.

#### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

### Centre-Val-de-Loire

(Voir également Annexe IX)

### Salaires

### Accord du 24 avril 2017

[Étendu par arr. 13 oct. 2017, JO 25 oct.]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Centre ;

FFIE Centre ;

FFB Centre VDL.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO Centre ;

UR Centre VDL CFDT ;

### Article 1

En application des articles XII.8 et XII.9 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minima pour des ouvriers du bâtiment en Région Centre Val de Loire, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2017.

Grilles des salaires (Au 1<sup>er</sup> Juin 2017)

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 674,80
- la partie variable (PV) à 4,87

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en)	Salaire Horaire Minimal (en)
Ouvrier d'exécution position 1	150*	1480,27	9,76
Ouvrier d'exécution position 2	170	1503	9,91
Ouvrier professionnel	185	1576	10,39
Compagnon Professionnel position 1	210	1698	11,19
Compagnon Professionnel position 2	230	1795	11,83
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 1	250	1892	12,47
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 2	270	1990	13,12
* le coefficient 150 est déconnecté de la grille et fixé à la valeur indiquée.			

### Article 2

Conformément aux articles L. 2231-6 et R. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à paris 15<sup>e</sup>, et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre).

## Accord du 19 avril 2018

[Étendu par arr. 9 janv. 2019, JO 15 janv.]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Région Centre-Val-de-Loire ;

FFB Centre-Val-de-Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA UR Centre-Val de Loire ;

Union Régionale Bois CFDT Région Centre ;

Section Fédérale Bâtiment Région Centre FO.

### Article 1

En application des articles XII.8 et XII.9 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minima pour des ouvriers du bâtiment en Région Centre Val de Loire, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2018.

Grilles des salaires (Au 1<sup>er</sup> juin 2018)

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 685,70
- la partie variable (PV) à 4,94

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en)	Salaire Horaire Minimal (en)
Ouvrier d'exécution position 1	150*	1498,47	9,88
Ouvrier d'exécution position 2	170	1526	10,06
Ouvrier professionnel	185	1600	10,55
Compagnon Professionnel position 1	210	1723	11,36
Compagnon Professionnel position 2	230	1822	12,01
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 1	250	1921	12,66
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 2	270	2020	13,32
* le coefficient 150 est déconnecté de la grille et fixé à la valeur indiquée.			

## Article 2

Conformément aux articles L. 2231-6 et R. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup>, et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

## Avenant du 29 avril 2019

[Étendu par arr. 11 janv. 2021, JO 20 févr.]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Centre-Val-de-Loire ;

FFB Centre-Val-de-Loire.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

Union Régionale CGT Construction Centre ;

UNSA UR Centre-Val-de-Loire ;

Union Régionale Bois CFDT Région Centre.

## Article 1

En application ces articles 1-4 et 12-8 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minima pour des ouvriers du bâtiment en Région Centre Val de Loire, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2019.

Grilles des salaires - (Au 1<sup>er</sup> juin 2019)

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

— la partie fixe (PF) à 700,40 euros

— la partie variable (PV) à 5,02 euros

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en €)	Salaire Horaire Minimal (en €)
Ouvrier d'exécution position 1	150*	1521,22	10,03
Ouvrier d'exécution position 2	170	1554	10,25
Ouvrier professionnel	185	1629	10,74
Compagnon Professionnel position 1	210	1755	11,57
Compagnon Professionnel position 2	230	1855	12,23
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 1	250	1955	12,89

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en €)	Salaire Horaire Minimal (en €)
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 2	270	2056	13,55
* le coefficient 150 est déconnecté de la grille et fixé à la valeur indiquée.			

## Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, tes entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 3

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministre du travail.

# Accord du 9 octobre 2020

[Étendu par arr. 1<sup>er</sup> févr. 2021, JO 26 mai]

## Signataires :

### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Centre-Val de Loire ;

CAPEB Centre-Val de Loire.

### Syndicat(s) de salarié(s) :

Section Fédérale Bâtiment région Centre FO ;

Union Régionale Bois CFDT Région Centre ;

Union Régionale CGT Construction Centre ;

UNSA UR Centre-Val de Loire.

## Article 1

En application des articles 1-4 et 12-8 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minima pour des ouvriers du bâtiment en Région Centre Val de Loire, à compter du 1<sup>er</sup> Décembre 2020.

## Grilles des salaires

(Au 1<sup>er</sup> Décembre 2020)

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

— la partie fixe (PF) à 707,40 euros

— la partie variable (PV) à 5,07 euros

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en €)	Salaire Horaire Minimal (en €)
Ouvrier d'exécution position 1	150 *	1539.42	10.15
Ouvrier d'exécution position 2	170	1569	10.35
Ouvrier professionnel	185	1645	10.85
Compagnon Professionnel position 1	210	1772	11.68

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en €)	Salaire Horaire Minimal (en €)
Compagnon Professionnel position 2	230	1874	12.35
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 1	250	1975	13.02
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 2	270	2076	13.68
* le coefficient 150 est déconnecté de la grille et fixé à la valeur indiquée.			

## Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 3

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministre du travail.

# Accord du 17 mai 2021

[Étendu par arr. 13 janv. 2022, 1<sup>er</sup> févr.]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Centre Val de Loire ;

FFB Centre Val de Loire.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA UR Centre Val de Loire ;

UR CFDT Centre.

## Article 1

En application des articles 1-4 et 12-8 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minima pour des ouvriers du bâtiment en Région Centre Val De Loire, à compter du 1<sup>er</sup> Juin 2021

### Grilles des salaires

(Au 1<sup>er</sup> Juin 2021)

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

— la partie fixe (PF) à 713.06 euros

— la partie variable (PV) à 5,12 euros

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en €)	Salaire Horaire Minimal (en €)
Ouvrier d'exécution position 1	150*	1 554.58	10.25
Ouvrier d'exécution position 2	170	1581	10.43
Ouvrier professionnel	185	1658	10.93
Compagnon Professionnel position 1	210	1786	11.78



Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en €)	Salaire Horaire Minimal (en €)
Compagnon Professionnel position 2	230	1889	12.45
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 1	250	1991	13.13
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 2	270	2093	13.80
* le coefficient 150 est déconnecté de la grille et fixé à la valeur indiquée.			

## Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 3

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministre du travail

## Accord du 24 janvier 2022

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 24 juill.]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Centre-Val de Loire ;

CAPEB Centre-Val de Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Union Régionale Construction Bois CFDT Région Centre ;

UR Bois CFDT.

## Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

## Article 1

En application des articles 12-4 et 12-9 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minima pour des ouvriers du bâtiment en Région Centre Val de Loire, à compter du 1<sup>er</sup> Mars

2022.

## Grilles des salaires

(Au 1<sup>er</sup> mars 2022)

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 722,06 euros
- la partie variable (PV) à 5,33 euros

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en €)	Salaire Horaire Minimal (en €)
Ouvrier d'exécution position 1	150 *	1603.12	10.57
Ouvrier d'exécution position 2	170	1628	10.73
Ouvrier professionnel	185	1708	11.26
Compagnon Professionnel position 1	210	1841	12.14
Compagnon Professionnel position 2	230	1948	12.84
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 1	250	2055	13.55
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 2	270	2161	14.25
* le coefficient 150 est déconnecté de la grille et fixé à la valeur indiquée.			

### Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 3

Il est convenu en 2022 que si le salaire mensuel minimal de certains coefficients devenait inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance, les partenaires sociaux s'engageraient à ouvrir des négociations sur les salaires concernés durant le mois suivant l'augmentation - conformément à l'article L. 2241-10 du code du travail.

À défaut d'initiative de la partie patronale dans les trois mois, la négociation s'engagerait dans les quinze jours suivant la demande d'une organisation syndicale de salariés représentative.

### Article 4

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

## Accord du 16 mai 2022

[Étendu par arr. 25 août 2022, JO 8 sept.]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Centre VDL ;

CAPEB CVL.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA UR CVL ;

UR Bois CFDT Centre.

## Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

### Article 1

En application des articles 12-4 et 12-9 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minima pour des ouvriers du bâtiment en Région centre Val de Loire, à compter du 1<sup>er</sup> Juin 2022

#### Grilles de salaires

(Au 1<sup>er</sup> juin 2022)

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 722.06 euros
- la partie variable (PV) à 5,33 euros

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en €)	Salaire Horaire Minimal (en €)
Ouvrier d'exécution position 1	150	1645.58	10.85
Ouvrier d'exécution position 2	170	1668	11.00
Ouvrier professionnel	185	1708	11.26
Compagnon Professionnel position 1	210	1841	12.14
Compagnon Professionnel position 2	230	1948	12.84
Maître Ouvrier ou chef d'Equipe position 1	250	2055	13.55
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 2	270	2161	14.25

### Article 2

Par dérogation aux valeurs définies à l'article 1, le salaire minimal (horaire et mensuel) correspondant aux catégories Ouvrier d'exécution position 1 - coef 150 et Ouvrier d'exécution position 2 - coef 170 est déconnecté de la grille et fixé à la valeur indiquée.

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Il est convenu en 2022 que si le salaire mensuel minimal de certains coefficients devenait inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance, les partenaires sociaux s'engageraient à ouvrir des négociations sur les salaires concernés durant le mois suivant l'augmentation - conformément à l'article L. 2241-10 du code du travail.

À défaut d'initiative de la partie patronale dans les trois mois, la négociation s'engagerait dans les quinze jours suivant la demande d'une organisation syndicale de salariés représentative.

## Article 5

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

## Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

# Accord du 19 octobre 2022

[Étendu par arr. 31 janv. 2023, JO 8 févr. 2023, applicable à compter du 1<sup>er</sup> nov. 2022]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération française du bâtiment région Centre-Val de Loire ;  
CAPEB région Centre.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;  
UNSA.

## Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposé à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

## Article 1

En application des articles 12-4 et 12-9 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minima pour des ouvriers du bâtiment en Région centre val de loire, à compter du 1<sup>er</sup> Novembre 2022

## Grilles des salaires

### (Au 1<sup>er</sup> Novembre 2022)

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 750.94 euros
- la partie variable (PV) à 5,54 euros

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en €)	Salaire Horaire Minimal (en €)
Ouvrier d'exécution position 1	150	1 678,95	11.07
Ouvrier d'exécution position 2	170	1 735	11.44
Ouvrier professionnel	185	1 776	11.71
Compagnon Professionnel position 1	210	1 915	12.62

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en €)	Salaire Horaire Minimal (en €)
Compagnon Professionnel position 2	230	2 026	13.36
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 1	250	2 137	14.09
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 2	270	2 247	14.82

## Article 2

Par dérogation aux valeurs définies à l'article 1, le salaire minimal (horaire et mensuel) correspondant aux catégories Ouvrier d'exécution position 1 - coef 150 et Ouvrier d'exécution position 2 - coef 170 est déconnecté de la grille et fixé à la valeur indiquée.

## Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 4

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

# Avenant du 4 juillet 2023

[Étendu par arr. 12 juill. 2023, JO 23 sept.]

## Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB CVL.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA UR CVL ;

UR Bois CFDT Centre.

## Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

## Article 1

En application des articles 12-4 et 12-9 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minima pour des ouvriers du bâtiment en Région centre Val de Loire, à compter du 1<sup>er</sup> août 2023.

## Grilles des salaires

(Au 1<sup>er</sup> Août 2023)

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 777.22 euros
- la partie variable (PV) à 5.73 euros

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en €)	Salaire Horaire Minimal (en €)
Ouvrier d'exécution position 1	150	1747.20	11.52
Ouvrier d'exécution position 2	170	1796	11.84
Ouvrier professionnel	185	1838	12.12
Compagnon Professionnel position 1	210	1982	13.06
Compagnon Professionnel position 2	230	2097	13.83
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 1	250	2211	14.58
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 2	270	2325	15.34

### Article 2

Par dérogation aux valeurs définies à l'article 1, le salaire minimal (horaire et mensuel) correspondant aux catégories Ouvrier d'exécution position 1 - coef 150 et Ouvrier d'exécution position 2 - coef 170 est déconnecté de la grille et fixé à la valeur indiquée.

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

## Avenant du 3 février 2025

[Étendu par arr. 25 avr. 2025, JO 2 mai]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Centre-Val de Loire ;

FFB Centre-Val de Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;

CFDT.

### Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété

de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

### Article 1

En application des articles 12-8 et 12-9 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Centre Val de Loire.

### Article 2

Pour la région Centre Val de Loire, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région à compter du 1<sup>er</sup> mars 2025.

## Grilles des salaires

(Au 1<sup>er</sup> mars 2025)

Les parties signataires du présent accord ont arrêté

- la partie fixe (PF) à 796.65 euros
- la partie variable (PV) à 5.87 euros

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en €)	Salaire Horaire Minimal (en €)
Ouvrier d'exécution position 1	150	1801.80	11.88
Ouvrier d'exécution position 2	170	1841	12.14
Ouvrier professionnel	185	1884	12.42
Compagnon Professionnel position 1	210	2032	13.39
Compagnon Professionnel position 2	230	2149	14.18
Maître Ouvrier ou chef d'Equipe position 1	250	2266	14.94
Maître Ouvrier ou chef d'Equipe position 2	270	2383	15.72

### Article 3

Par dérogation aux valeurs définies à l'article 1, le salaire minimal (horaire et mensuel) correspondant aux catégories Ouvrier d'exécution position 1 - coef 150 et Ouvrier d'exécution position 2 - coef 170 est déconnecté de la grille et fixé à la valeur indiquée.

### Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 5

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

---

## Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

### **Indemnités de petits déplacements Accord du 19 avril 2016**

[Étendu par arr. 4 août 2016, JO 16 oct.]

#### **Signataires :**

##### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Centre ;

FFB Centre ;

FFIE DR Centre.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

SFRC FO ;

UR Centre CFDT ;

CFTC Centre.

## Article 1

En application des articles XII.8 et XII.9 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les indemnités relatives aux petits déplacements des ouvriers du bâtiment en région centre, à compter du 1<sup>er</sup> Juin 2016.

## Article 2

L'indemnité de repas est fixée à 9,50.

## Article 3

### **Indemnités de transport**

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,00

Zone 1B (3 à 10 Km) = 3,46

Zone 2 (10 à 20 Km) = 7,28

Zone 3 (20 à 30 Km) = 10,75

Zone 4 (30 à 40 Km) = 14,89

Zone 5 (40 à 50 Km) = 19,07

## Article 4

### **Indemnités de trajet**

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,00

Zone 1B (3 à 10 Km) = 2,41

Zone 2 (10 à 20 Km) = 3,94

Zone 3 (20 à 30 Km) = 4,83

Zone 4 (30 à 40 Km) = 6,06

Zone 5 (40 à 50 Km) = 7,56

## Article 5

Conformément aux articles L. 2231-5 et suivants et R. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup>, et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre).

### **Accord du 19 avril 2018**

[Étendu par arr. 9 janv. 2019, JO 15 janv.]

#### **Signataires :**

##### Organisation(s) patronale(s) :



---

CAPEB Région Centre-Val-de-Loire ;

FFB Centre-Val-de-Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA UR Centre-Val de Loire ;

Union Régionale Bois Région Centre ;

Section Fédérale Bâtiment Région Centre FO.

#### **Article 1**

En application des articles XII.8 et XII.9 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les indemnités relatives aux petits déplacements des ouvriers du bâtiment en Région Centre Val de Loire, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2018.

#### **Article 2**

L'indemnité de repas est fixée à 9,70.

#### **Article 3**

##### **Indemnités de transport**

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,00

Zone 1B (3 à 10 Km) = 3,49

Zone 2 (10 à 20 Km) = 7,35

Zone 3 (20 à 30 Km) = 10,86

Zone 4 (30 à 40 Km) = 15,04

Zone 5 (40 à 50 Km) = 19,26

#### **Article 4**

##### **Indemnité de trajet**

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,00

Zone 1B (3 à 10 Km) = 2,43

Zone 2 (10 à 20 Km) = 3,98

Zone 3 (20 à 30 Km) = 4,88

Zone 4 (30 à 40 Km) = 6,12

Zone 5 (40 à 40 Km) = 7,64

#### **Article 5**

Conformément aux articles L. 2231-5 et suivants et R. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup>, et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre-Val de Loire).

### **Avenant du 29 avril 2019**

[Étendu par arr. 11 janv. 2021, JO 20 févr.]

#### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Centre-Val-de-Loire ;

FFB Centre-Val-de-Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Union Régionale CGT Construction Centre ;

UNSA UR Centre-Val-de-Loire ;

Union Régionale Bois CFDT Région Centre.

#### **Article 1**

En application des articles 1.3 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par

---

les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les indemnités relatives aux petits déplacements des ouvriers du bâtiment en Région Centre Val de Loire, à compter du 1<sup>er</sup> Juin 2019.

## **Article 2**

L'indemnité de repas est fixée à 9,70 €.

## **Article 3** **Indemnités de transport**

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,00 €

Zone 1B (3 à 10 Km) = 3,53 €

Zone 2 (10 à 20 Km) = 7,43 €

Zone 3 (20 à 30 Km) = 10,98 €

Zone 4 (30 à 40 Km) = 15,21 €

Zone 5 (40 à 50 Km) = 19,47 €

## **Article 4** **Indemnités de trajet**

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,00 €

Zone 1B (3 à 10 Km) = 2,46 €

Zone 2 (10 à 20 Km) = 4,02 €

Zone 3 (20 à 30 Km) = 4,93 €

Zone 4 (30 à 40 Km) = 6,19 €

Zone 5 (40 à 50 Km) = 7,72 €

## **Article 5**

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## **Article 6**

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

## **Article 7**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministre du travail

# **Accord du 9 octobre 2020**

[Étendu par arr. 1<sup>er</sup> févr. 2021, JO 26 mai]

### **Signataires :**

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Centre-Val de Loire ;

CAPEB Centre-Val de Loire.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

Section Fédérale Bâtiment région Centre FO ;

Union Régionale Bois CFDT Région Centre ;

Union Régionale CGT Construction Centre ;

UNSA UR Centre-Val de Loire.

---

### Article 1

En application des articles 1.3 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les indemnités relatives aux petits déplacements des ouvriers du bâtiment en Région Centre Val de Loire, à compter du 1<sup>er</sup> Décembre 2020

### Article 2

L'indemnité de repas est fixée à 9,78 €.

### Article 3

#### Indemnités de transport

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,00 €

Zone 1B (3 à 10 Km) = 3,56 €

Zone 2 (10 à 20 Km) = 7,49 €

Zone 3 (20 à 30 Km) = 11,07 €

Zone 4 (30 à 40 Km) = 15,33 €

Zone 5 (40 à 50 Km) = 19,62 €

### Article 4

#### Indemnités de trajet

Zone 1 A (0 à 3 Km) = 0,00 €

Zone 1 B (3 à 10 Km) = 2,48 €

Zone 2 (10 à 20 Km) = 4,05 €

Zone 3 (20 à 30 Km) = 4,97 €

Zone 4 (30 à 40 Km) = 6,24 €

Zone 5 (40 à 50 Km) = 7,78 €

### Article 5

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 6

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

### Article 7

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministre du travail.

## Accord du 17 mai 2021

[Étendu par arr. 13 janv. 2022, JO 1<sup>er</sup> févr.]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Centre Val de Loire ;

FFB Centre Val de Loire.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA UR Centre Val de Loire ;

UR CFDT Centre.

---

### Article 1

En application des articles 1.3 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les indemnités relatives aux petits déplacements des ouvriers du bâtiment en Région Centre Val de Loire, à compter du 1<sup>er</sup> Juin 2021

### Article 2

L'indemnité de repas est fixée à 9,86 €.

### Article 3 Indemnités de transport

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,50 €

Zone 1B (3 à 10 Km) = 3,56 €

Zone 2 (10 à 20 Km) = 7,49 €

Zone 3 (20 à 30 Km) = 11,07 €

Zone 4 (30 à 40 Km) = 15,33 €

Zone 5 (40 à 50 Km) = 19,62 €

### Article 4 Indemnités de trajet

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,40 €

Zone 1B (3 à 10 Km) = 2,48 €

Zone 2 (10 à 20 Km) = 4,05 €

Zone 3 (20 à 30 Km) = 4,97 €

Zone 4 (30 à 40 Km) = 6,24 €

Zone 5 (40 à 50 Km) = 7,78 €

### Article 5

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 6

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

### Article 7

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministre du travail

## Accord du 24 janvier 2022

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 24 juill.]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Centre-Val de Loire ;

CAPEB Centre-Val de Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Union Régionale Construction Bois CFDT Région Centre ;

UR Bois CFDT.

---

### Article 1

En application des articles 1.3 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les indemnités relatives aux petits déplacements des ouvriers du bâtiment en Région Centre Val de Loire, à compter du 1<sup>er</sup> Juin 2021

### Article 2

L'indemnité de repas est fixée à 10,10 €.

### Article 3

Indemnités de transport

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,51 €

Zone 1B (3 à 10 Km) = 3,63 €

Zone 2 (10 à 20 Km) = 7,64 €

Zone 3 (20 à 30 Km) = 11,29 €

Zone 4 (30 à 40 Km) = 15,64 €

Zone 5 (40 à 50 Km) = 20,01 €

### Article 4

Indemnités de trajet

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,40 €

Zone 1B (3 à 10 Km) = 2,50 €

Zone 2 (10 à 20 Km) = 4,09 €

Zone 3 (20 à 30 Km) = 5,02 €

Zone 4 (30 à 40 Km) = 6,30 €

Zone 5 (40 à 50 Km) = 7,86 €

### Article 5

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 6

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

### Article 7

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministre du Travail.

## Avenant du 4 juillet 2023

[Étendu par arr. 12 sept. 2023, JO 23 sept.]

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB CVL.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA UR CVL ;

UR Bois CFDT Centre.

### Article 1

En application des articles 1.3 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par

---

les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les indemnités relatives aux petits déplacements des ouvriers du bâtiment en Région centre Val de Loire, à compter du 1<sup>er</sup> août 2023

## **Article 2**

L'indemnité de repas est fixée à 10.45 €

## **Article 3**

### **Indemnités de transport**

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0.53 €

Zone 1B (3 à 10 Km) = 3.76 €

Zone 2 (10 à 20 Km) = 7.91 €

Zone 3 (20 à 30 Km) = 11.69 €

Zone 4 (30 à 40 Km) = 16.19 €

Zone 5 (40 à 50 Km) = 20,71 €

## **Article 4**

### **Indemnités de trajet**

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0.41 €

Zone 1B (3 à 10 Km) = 2.59 €

Zone 2 (10 à 20 Km) = 4.23 €

Zone 3 (20 à 30 Km) = 5.20 €

Zone 4 (30 à 40 Km) = 6.52 €

Zone 5 (40 à 50 Km) = 8.13 €

## **Article 5**

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## **Article 6**

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

## **Article 7**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

## **Avenant du 3 février 2025**

[Étendu par arr. 25 avr. 2025, JO 2 mai]

### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Centre-Val de Loire ;

FFB Centre-Val de Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;

CFDT.

---

### Article 1

En application des articles 12-8 et 12-9 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les indemnités relatives aux petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la Région Centre Val de Loire.

### Article 2

Pour la région Centre Val de Loire, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des indemnités relatives aux petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la Région à compter du 1<sup>er</sup> mars 2025.

### Article 3

L'indemnité de repas est fixée à 11.00 €

### Article 4

Indemnités de transport

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0.53 €

Zone 1B (3 à 10 Km) = 3.76 €

Zone 2 (10 à 20 Km) = 7.91 €

Zone 3 (20 à 30 Km) = 11.69 €

Zone 4 (30 à 40 Km) = 16.19 €

Zone 5 (40 à 50 Km) = 20,71 €

### Article 5

Indemnités de trajet

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0.41 €

Zone 1B (3 à 10 Km) = 2.59 €

Zone 2 (10 à 20 Km) = 4.23 €

Zone 3 (20 à 30 Km) = 5.20 €

Zone 4 (30 à 40 Km) = 6.52 €

Zone 5 (40 à 50 Km) = 8.13 €

### Article 6

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 7

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

### Article 8

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

## Grand Est

*(Voir également Annexe X)*

## Salaires

### Accord du 28 novembre 2017

[Étendu par arr. 16 avr. 2019, JO 17 mai, applicable à compter du 1<sup>er</sup> févr. 2018]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Grand-Est ;

FFB Grand-Est ;

SCOP BTP Est.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FGC FO ;

URCB CFDT Grand-Est.

Il a été convenu ce qui suit :

#### Article 1er

En application de l'article 12.8 de la convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 8 octobre 1990, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies en date du 28 novembre 2017 à Nancy pour déterminer un accord de convergence des barèmes de salaires mensuels minimaux de la région Grand Est, nouvelle grande Région issue le 1<sup>er</sup> janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

#### Article 2

Pour garantir une rémunération conventionnelle effective et hiérarchisée aux ouvriers des entreprises du bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine sur la Région Grand Est, les parties signataires du présent accord ont décidé d'aboutir à une convergence des barèmes de salaires mensuels minimaux en vigueur en Alsace, Champagne Ardenne et Lorraine suivant un nombre d'accords étendus indiqué dans le tableau ci-après :

(En nombre d'accords étendus)

Catégorie professionnelle	Coefficient	Nombre d'accords étendus pour atteindre la convergence des barèmes Alsace, Champagne Ardenne et Lorraine en vigueur portant sur le salaire mensuel minimal pour 35 heures
Niveau I - Ouvriers d'exécution :		
- position 1	150	2
- position 2	170	2
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	2
Niveau III - Compagnons professionnels :		
- position 1	210	2
- position 2	230	2
Niveau IV - Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :		
- position 1	250	2
- position 2	270	3

#### Article 3

Cet accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2018.

#### Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.



## Article 5

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel.

## Accord du 16 janvier 2018

[Étendu par arr. 27 déc. 2018, JO 16 janv. 2019, applicable à compter du 1<sup>er</sup> févr. 2018]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Grand-Est ;

FFB Grand-Est ;

SCOP BTP Est ;

SCOP BTP Nord.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

FGC FO ;

URCB CFDT Grand-Est ;

UNSA Grand Est.

Il a été convenu ce qui suit :

## Article 1er

En application de l'article 12.8 de la convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 8 octobre 1990, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies en date du 16 janvier 2018 à Metz pour déterminer les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est, nouvelle grande Région issue le 1<sup>er</sup> janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

## Article 2

Pour garantir une rémunération conventionnelle effective et hiérarchisée aux ouvriers des entreprises du bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine sur la Région Grand Est, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après selon les modalités définies dans le cadre de l'accord de convergence du 28 novembre 2017 portant sur les salaires minimaux des ouvriers du bâtiment des entreprises du Grand Est occupant jusqu'à 10 salariés.

(En euros.)

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal pour 35 heures		
		Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
Niveau I				
Ouvriers d'exécution :				
- position 1	150	1 498,47	1 498,47	1 498,47
- position 2	170	1 508,00	1 520,00	1 516,00
Niveau II				
Ouvriers professionnels	185	1 555,00	1 555,00	1 555,00
Niveau III				
Compagnon professionnel :				
- position 1	210	1 724,00	1 727,00	1 720,00
- position 2	230	1 860,00	1 860,00	1 860,00
Niveau IV				
Maître ouvrier ou chef d'équipe :				

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal pour 35 heures		
		Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
- position 1	250	1 993,00	1 998,00	1 993,00
- position 2	270	2 131,00	2 154,00	2 140,00

### Article 3

Cet accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2018.

### Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

### Article 5

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

## Avenant n° 2 du 17 janvier 2019

[Étendu par arr. 29 juill. 2020, JO 5 sept., applicable à compter du 1<sup>er</sup> févr. 2019]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Grand Est ;  
FFB Grand Est ;  
SCOP BTP Est ;  
SCOP BTP Nord.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération Générale Construction FO ;  
URCB CFDT Grand Est ;  
UNSA Grand Est.

Il a été convenu ce qui suit :

Les partenaires sociaux de la région Grand Est signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, en particulier celle concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales des ouvriers du bâtiment du 7 mars 2018 pour les entreprises visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés et pour les entreprises non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, c'est-à-dire occupant plus de dix salariés intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles sont substituées.

### Article 1er

Suite à l'achèvement de la démarche de restructuration menée au niveau national, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Grand Est, se sont de nouveau réunies en date du 17 janvier 2019 à Nancy pour déterminer les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est, nouvelle grande Région issue le 1<sup>er</sup> janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine, conformément à l'article I-3 de la convention collective nationale du 7 mars 2008 des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment du Grand Est visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés.

### Article 2

Pour garantir une rémunération conventionnelle effective et hiérarchisée aux ouvriers des entreprises du bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine sur la Région Grand Est, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après selon les modalités définies dans le cadre de l'accord de convergence du

28 novembre 2017 portant sur les salaires minimaux des ouvriers du bâtiment des entreprises du Grand Est occupant jusqu'à 10 salariés et en prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

(En euros.)

Coefficient professionnelle	Coef.	Salaire mensuel minimal pour 35 heures		
		Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
Niveau I - Ouvriers d'exécution :				
- position 1	150	1 521,22	1 521,22	1 521,22
- position 2	170	1 550,40	1 550,40	1 550,40
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 586,10	1 586,10	1 586,10
Niveau III - Compagnon professionnel :				
- position 1	210	1 761,54	1 761,54	1 761,54
- position 2	230	1 897,20	1 897,20	1 897,20
Niveau IV - Maître ouvrier ou chef d'équipe :				
- position 1	250	2 037,96	2 037,96	2 037,96
- position 2	270	2 185,07	2 197,08	2 189,81

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Cet accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2019.

### Article 5

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

### Article 6

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

## Accord du 14 janvier 2020

[Étendu par arr. 17 sept. 2020, JO 30 oct., applicable à compter du 1<sup>er</sup> févr. 2020]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Grand-Est ;  
FFB Grand-Est ;  
SCOP BTP Est ;  
SCOP BTP Nord.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération Générale Construction FO ;  
URCB CFDT Grand-Est ;  
UNSA Grand-Est.

Il a été convenu ce qui suit :

## Article 1er

En application de l'article 12.8 de la convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 8 octobre 1990, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies en date du 14 janvier 2020 à Metz pour déterminer les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est, nouvelle grande Région issue le 1<sup>er</sup> janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

Pour garantir une rémunération conventionnelle effective et hiérarchisée aux ouvriers des entreprises du bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine sur la Région Grand Est, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après selon les modalités définies dans le cadre de l'accord de convergence du 28 novembre 2017 portant sur les salaires minimaux des ouvriers du bâtiment des entreprises du Grand Est occupant jusqu'à 10 salariés et en prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

(En euros.)

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal pour 35 heures		
		Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
Niveau I				
Ouvriers d'exécution :				
- position 1	150	1 539,42	1 539,42	1 539,42
- position 2	170	1 581,41	1 581,41	1 581,41
Niveau II				
Ouvriers professionnels	185	1 617,82	1 617,82	1 617,82
Niveau III				
Compagnon professionnel :				
- position 1	210	1 796,77	1 796,77	1 796,77
- position 2	230	1 935,14	1 935,14	1 935,14
Niveau IV				
Maître ouvrier ou chef d'équipe :				
- position 1	250	2 078,72	2 078,72	2 078,72
- position 2	270	2 241,02	2 241,02	2 241,02

## Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 4

Cet accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2020.

## Article 5

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

## Article 6

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

## Accord du 26 janvier 2021

[Étendu par arr. 5 juill. 2021, JO 4 août, applicable à compter du 1<sup>er</sup> févr. 2021]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Grand Est ;

FFB Grand Est ;

Fédération SCOP BTP Est ;

Fédération SCOP BTP Nord.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

FO Construction ;

URCB CFDT Grand Est ;

UNSA Grand Est.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1er

En application de l'article 12.8 de la convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 8 octobre 1990, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies en date du 26 janvier 2021 à Nancy pour déterminer les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est, nouvelle grande Région issue le 1<sup>er</sup> janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

Pour garantir une rémunération conventionnelle effective et hiérarchisée aux ouvriers des entreprises du bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés dont l'horaire collectif est fixe à 35 heures par semaine sur la Région Grand Est, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après en prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Salaires mensuels pour 35 heures		
Catégorie professionnelle	Coefficient	Ensemble de la Région Grand Est
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
Position 1	150	1 555,58 €
Position 2	170	1 597,22 €
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1 634,00 €
Niveau III		
Compagnon professionnel		
Position 1	210	1 814,74 €
Position 2	230	1 954,49 €
Niveau IV		
Maître d'équipe ouvriers ou chef d'équipe		
Position 1	250	2 099,51 €
Position 2	270	2 263,43 €

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en

matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### Article 4

Cet accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2021.

#### Article 5

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

#### Article 6

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

### Accord du 25 janvier 2022

[Étendu par arr. 31 oct. 2022, JO 12 janv. 2023, applicable à compter du 1<sup>er</sup> févr. 2022]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Est SCOP BTP ;

FFB Grand Est ;

CAPEB Grand Est.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;

FG FO Construction ;

URCB CFDT Grand Est.

Il a été convenu ce qui suit :

#### Article 1er

En application de l'article 12.8 de la convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 8 octobre 1990, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies en date du 25 janvier 2022 à Metz pour déterminer les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est, nouvelle grande Région issue le 1<sup>er</sup> janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

#### Article 2

Pour garantir une rémunération conventionnelle effective et hiérarchisée aux ouvriers des entreprises du bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine sur la Région Grand Est, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après en prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

(En euros.)

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal pour 35 heures
		Grand Est
Niveau I		
Ouvriers d'exécution :		
- position 1	150	1 605,36
- position 2	170	1 648,33
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1 699,36
Niveau III		

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal pour 35 heures
		Grand Est
Compagnon professionnel :		
- position 1	210	1 887,33
- position 2	230	2 017,03
Niveau IV		
Maître ouvrier ou chef d'équipe :		
- position 1	250	2 166,69
- position 2	270	2 335,86

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Cet accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2022.

### Article 5

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

### Article 6

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

## ***Accord du 11 octobre 2022***

*[Non étendu, applicable à compter du 1<sup>er</sup> nov. 2022]*

#### **Signataires :**

##### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Grand Est ;

FFB Grand Est ;

SCOP BTP Est.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

FO Construction ;

UNSA Grand Est ;

URCB CFDT Grand Est.

*Il a été convenu ce qui suit :*

### Article 1er

*En application de l'article 12.8 de la convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 8 octobre 1990, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies en date du 11 octobre 2022 à Nancy pour déterminer les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est, nouvelle grande Région issue le 1<sup>er</sup> janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.*

### Article 2

*Pour garantir une rémunération conventionnelle effective et hiérarchisée aux ouvriers des entreprises du bâtiment*

occupant jusqu'à 10 salariés dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine sur la Région Grand Est, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après en prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

(En euros)

Salaire mensuel minimal pour 35 heures		
Catégorie professionnelle	Coefficient	Ensemble de la région Grand Est
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
Position 1	150	1 680,00 €
Position 2	170	1 710,00 €
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1 739,36 €
Niveau III		
Compagnon professionnel		
Position 1	210	1 927,33 €
Position 2	230	2 057,03 €
Niveau IV		
Maître ouvrier ou chef d'équipe		
Position 1	250	2 206,69 €
Position 2	270	2 375,86 €

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Cet accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2022.

### Article 5

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

### Article 6

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

## Accord du 20 janvier 2023

[Étendu par arr. 20 juin 2023, JO 5 juil., applicable à compter du 1<sup>er</sup> mars 2023]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Grand Est ;

FFB Grand Est ;

Fédération SCOP BTP Est.



Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT Grand Est ;

Fédération Générale Construction FO ;

UNSA Grand Est.

Il a été convenu ce qui suit :

**Article 1er**

En application de l'article 12.8 de la convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 8 octobre 1990, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies en date du 20 janvier 2023 à Niederhausbergen pour déterminer les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est, nouvelle grande Région issue le 1<sup>er</sup> janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

**Article 2**

Pour garantir une rémunération conventionnelle effective et hiérarchisée aux ouvriers des entreprises du bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine sur la Région Grand Est, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après en prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

(En euros.)

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal pour 35 heures
		Grand Est
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
- position 1	150	1 710,28
- position 2	170	1 769,85
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1 800,24
Niveau III		
Compagnon professionnel :		
- position 1	210	1 994,79
- position 2	230	2 129,03
Niveau IV		
Maître ouvrier ou chef d'équipe :		
- position 1	250	2 283,92
- position 2	270	2 459,02

**Article 3**

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

**Article 4**

Cet accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2023. Toutefois, les parties prenantes signataires conviennent de se rencontrer le 12 juin 2023, afin d'examiner ensemble l'évolution de la situation économique.

## Article 5

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

## Article 6

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

# Accord du 26 janvier 2024

[Étendu par arr. 6 août 2024, JO 8 août, applicable à compter du 1<sup>er</sup> mars 2024]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Grand Est ;

FFB Grand Est ;

SCOP BTP Est.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

UNSA ;

FO.

Il a été convenu ce qui suit :

## Article 1er

En application de l'article XII-8 de la convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 8 octobre 1990, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies en date du 26 janvier 2024 à Metz pour déterminer les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est, nouvelle grande Région issue le 1<sup>er</sup> janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

## Article 2

Pour garantir une rémunération conventionnelle effective et hiérarchisée aux ouvriers des entreprises du bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine sur la Région Grand Est, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après en prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

(En euros.)

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal pour 35 heures
		Grand Est
Niveau I		
Ouvriers d'exécution :		
- position 1	150	1 767,92
- position 2	170	1 831,79
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1 863,25
Niveau III		
Compagnon professionnel :		
- position 1	210	2 064,61
- position 2	230	2 198,22
Niveau IV		

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal pour 35 heures
		Grand Est
Maître ouvrier ou chef d'équipe :		
- position 1	250	2 352,44
- position 2	270	2 532,79

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Cet accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2024.

### Article 5

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

### Article 6

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

## Accord du 16 janvier 2025

[Étendu par arr. 29 avr. 2025, JO 3 mai, applicable à compter du 1<sup>er</sup> mars 2025]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Grand Est;

FFB Grand Est;

SCOP BTP Est.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT;

UNSA;

FO.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1er

En application de l'article XII-8 de la convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 8 octobre 1990, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies en date du 16 janvier 2025 à Nancy pour déterminer les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est, nouvelle grande Région issue le 1<sup>er</sup> janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

### Article 2

Pour garantir une rémunération conventionnelle effective et hiérarchisée aux ouvriers des entreprises du bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine sur la Région Grand Est, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après en prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

(En euros.)

Catégorie professionnelles	Coefficient	Salaire mensuel minimal pour 35 heures Grand Est
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
Position 1	150	1802.80 €
Position 2	170	1864.76 €
Niveau II		
Ouvriers Professionnelles		
Niveau III		
Compagnon professionnel		
Position 1	210	2101.77 €
Position 2	230	2237.79 €
Niveau IV		
Maître ouvrier ou chef d'équipe		
Position 1	250	2394.78 €
Position 2	270	2578.38 €

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Cet accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2025.

### Article 5

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

### Article 6

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

## Indemnités de petits déplacements Accord du 16 janvier 2018

[Étendu par arr. 27 févr. 2019, JO 6 mars, applicable à compter du 1<sup>er</sup> févr. 2018]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Grand Est ;  
FFB Grand Est ;  
SCOP BTP Est ;  
SCOP BTP Nord.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

FGC FO ;

URCB CFDT Grand Est ;

UNSA Grand Est.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1er

En application de l'article 12.8 de la convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 8 octobre 1990, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies en date du 16 janvier 2018 à Metz pour déterminer les indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est, nouvelle grande Région issue le 1<sup>er</sup> janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

### Article 2

Les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros.)

Zone	Indemnité de transport		
	Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
1.A (0 à 5 km)	2,30	2,09	1,62
1.B (5 à 10 km)	2,30	2,09	2,28
2 (10 à 20 km)	3,07	4,33	4,09
3 (20 à 30 km)	4,19	6,98	6,52
4 (30 à 40 km)	5,74	10,52	8,40
5 (40 à 50 km)	6,97	12,27	10,52

(En euros.)

Zone	Indemnité de trajet		
	Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
1A (0 à 5 km)	1,51	1,34	1,21
1B (5 à 10 km)	1,51	1,34	1,77
2 (10 à 20 km)	2,79	2,71	2,96
3 (20 à 30 km)	3,80	4,02	4,27
4 (30 à 40 km)	5,20	5,40	5,34
5 (40 à 50 km)	6,31	6,79	7,75

(En euros.)

Zone	Indemnité de repas		
	Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
Montant journalier	9,10	9,56	9,41

### Article 3

Cet accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2018.

### Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé

du travail.

### Article 5

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

## Accord du 26 janvier 2021

[Etendu par arr. 2 déc. 2021, JO 31 déc., applicable à compter du 1<sup>er</sup> févr. 2021]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Grand Est ;

FFB Grand Est ;

Fédération SCOP BTP Est ;

Fédération SCOP BTP Nord.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

FO Construction ;

URCB CFDT Grand Est ;

UNSA Grand Est.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1er

En application de l'article 12.8 de la convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 8 octobre 1990, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies en date du 26 janvier 2021 à Nancy pour déterminer les indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est, nouvelle grande Région issue le 1<sup>er</sup> janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

### Article 2

Les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros.)

Zone	Indemnité de transport		
	Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
1.A (0 à 5 km)	2,32	2,11	1,64
1.B (5 à 10 km)	2,32	2,11	2,30
2 (10 à 20 km)	3,10	4,37	4,13
3 (20 à 30 km)	4,23	7,05	6,59
4 (30 à 40 km)	5,80	10,63	8,48
5 (40 à 50 km)	7,04	12,39	10,63

(En euros.)

Zone	Indemnité de trajet		
	Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
1A (0 à 5 km)	1,53	1,35	1,22
1B (5 à 10 km)	1,53	1,35	1,79
2 (10 à 20 km)	2,82	2,74	2,99

Zone	Indemnité de trajet		
	Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
3 (20 à 30 km)	3,84	4,06	4,31
4 (30 à 40 km)	5,25	5,45	5,39
5 (40 à 50 km)	6,37	6,86	7,83

Indemnités de repas  
Ensemble de la région Grand Est  
10 euros

### Article 3

Cet accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2021.

### Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

### Article 5

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

## Accord du 25 janvier 2022

[Étendu par arr. 31 oct. 2022, JO 12 janv. 2023, applicable à compter du 1<sup>er</sup> févr. 2022]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Est SCOP BTP ;

FFB Grand Est ;

CAPEB Grand Est.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;

FG FO Construction ;

URCB CFDT Grand Est.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1er

En application de l'article 12.8 de la convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 8 octobre 1990, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies en date du 25 janvier 2022 à Metz pour déterminer les indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est, nouvelle grande région issue le 1<sup>er</sup> janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

### Article 2

Les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après.

(En euros.)

Zone	Indemnité de transport		
	Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
1A (0 à 5 km)	2,39	2,17	1,69
1B (5 à 10 km)	2,39	2,17	2,37
2 (10 à 20 km)	3,19	4,50	4,25
3 (20 à 30 km)	4,36	7,26	6,79
4 (30 à 40 km)	5,97	10,95	8,73
5 (40 à 50 km)	7,25	12,76	10,95

(En euros.)

Zone	Indemnité de trajet		
	Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
1A (0 à 5 km)	1,58	1,39	1,26
1B (5 à 10 km)	1,58	1,39	1,84
2 (10 à 20 km)	2,90	2,82	3,08
3 (20 à 30 km)	3,96	4,18	4,44
4 (30 à 40 km)	5,41	5,61	5,55
5 (40 à 50 km)	6,56	7,07	8,06

(En euros.)

Zone	Indemnité de repas	
	Grand Est	
Montant journalier	10,50	

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Cet accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2022.

### Article 5

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

### Article 6

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est puisse bénéficier des dispositions de ce texte.



## Accord du 20 janvier 2023

[Étendu par arr. 20 juin 2023, JO 5 juil., applicable à compter du 1<sup>er</sup> mars 2023]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Grand Est ;

FFB Grand Est ;

Fédération SCOP BTP Est.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT Grand Est ;

Fédération Générale Construction FO ;

UNSA Grand Est.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1er

En application de l'article 12.8 de la convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 8 octobre 1990, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies en date du 20 janvier 2023 à Niederhausbergen pour déterminer les indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est, nouvelle grande région issue le 1<sup>er</sup> janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

### Article 2

Les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après.

(En euros.)

Zone	Indemnité de transport		
	Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
1 (0 à 10 km)	2,50	2,50	2,50
2 (10 à 20 km)	3,34	4,70	4,45
3 (20 à 30 km)	4,55	7,59	7,09
4 (30 à 40 km)	6,24	11,44	9,13
5 (40 à 50 km)	7,58	13,34	11,44

(En euros.)

Zone	Indemnité de trajet		
	Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
1 (0 à 10 km)	1,88	1,88	1,88
2 (10 à 20 km)	2,96	2,88	3,14
3 (20 à 30 km)	4,03	4,27	4,53
4 (30 à 40 km)	5,52	5,73	5,66
5 (40 à 50 km)	6,69	7,21	8,23

(En euros.)

Zone	Indemnité de repas
	Grand Est
Montant journalier	11,00

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Cet accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2023. Toutefois, les parties prenantes signataires conviennent de se rencontrer le 12 juin 2023, afin d'examiner ensemble l'évolution de la situation économique.

### Article 5

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

### Article 6

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

## Accord du 26 janvier 2024

[Étendu par arr. 6 août 2024, JO 8 août, applicable à compter du 1<sup>er</sup> mars 2024]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Grand Est ;

FFB Grand Est ;

SCOP BTP Est.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

UNSA ;

FO.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1er

En application de l'article 1-3 de la convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 8 octobre 1990, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies en date du 26 janvier 2024 à Metz pour déterminer les indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est, nouvelle grande région issue le 1<sup>er</sup> janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

### Article 2

Les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après.

(En euros.)

Zone	Indemnité de transport		
	Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
1 (0 à 10 km)	2,65	2,65	2,65
2 (10 à 20 km)	3,65	4,70	4,70
3 (20 à 30 km)	4,85	7,60	7,30
4 (30 à 40 km)	6,60	11,45	9,50
5 (40 à 50 km)	7,90	13,35	11,65

(En euros.)

Zone	Indemnité de trajet		
	Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
1 (0 à 10 km)	2,00	2,00	2,00
2 (10 à 20 km)	3,15	3,15	3,15
3 (20 à 30 km)	4,30	4,40	4,60
4 (30 à 40 km)	5,75	5,75	5,75
5 (40 à 50 km)	7,00	7,40	8,25

(En euros.)

Zone	Indemnité de repas
	Grand Est
Montant journalier	11,50

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Cet accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2024.

### Article 5

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

### Article 6

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

## Accord du 16 janvier 2025

[Étendu par arr. 29 avr. 2025, JO 3 mai, applicable à compter du 1<sup>er</sup> mars 2025]

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Grand Est ;

FFB Grand Est ;

SCOP BTP Est.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

UNSA ;

FO.

Il a été convenu ce qui suit :

**Article 1er**

En application de l'article 1-3 de la convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 8 octobre 1990, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies en date du 16 janvier 2025 à Nancy pour déterminer les indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est, nouvelle grande région issue le 1<sup>er</sup> janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

**Article 2**

Les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après.

(En euros.)

Zone	Indemnité de transport		
	Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
1 (0 à 10 km)	2.80 €	2.80 €	2.80 €
2 (10 à 20 km)	3.95 €	4.70 €	4.70 €
3 (20 à 30 km)	5 €	7.60 €	7.45 €
4 (30 à 40 km)	6.90 €	11.45 €	9.80 €
5 (40 à 50 km)	8.20 €	13.35 €	11.80 €

(En euros.)

Zone	Indemnité de trajet		
	Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
1 (0 à 10 km)	2.00 €	2.00 €	2.00 €
2 (10 à 20 km)	3.15 €	3.15 €	3.15 €
3 (20 à 30 km)	4.60 €	4.60 €	4.60 €
4 (30 à 40 km)	5.75 €	5.75 €	5.75 €
5 (40 à 50 km)	7.00 €	7.40 €	8.25 €

(En euros.)

Zone	Indemnité de repas
	Grand Est
Montant journalier	11.80 €

---

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Cet accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2025.

### Article 5

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

### Article 6

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

## Hauts-de-France

*(Voir également Annexe XI)*

### Salaires

## Accord du 27 janvier 2017

[Étendu par arr. 1<sup>er</sup> juill. 2017, JO 16 juill., applicable à compter du 1<sup>er</sup> févr. 2017]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération française du Bâtiment Hauts-de-France ;

CAPEB régionale Hauts-de-France.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

BTP FO Hauts-de-France ;

CFDT Construction - Bois Hauts-de-France.

Il a été convenu ce qui suit :

### Préambule

Le présent accord collectif professionnel régional répond à l'obligation posée par les articles I.4 et XII.8 de la convention collective des ouvriers du bâtiment (étendu par arrêté ministériel du 12 Février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusque 10 salariés), de fixer après négociation au niveau régional, le barème de salaires minimaux mensuels.

S'agissant du niveau régional au sein duquel la négociation doit être menée, il est rappelé la réforme territoriale instituée par la loi n° 2015-29 du 16 Janvier 2015 relative à la délimitation des régions et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale.

C'est dans ce contexte, mais aussi dans le but d'entamer une démarche de convergence des salaires minimaux applicables dans les anciennes régions administratives, que les organisations patronales et de salariés représentatives se sont réunies, ont décidé d'entamer des négociations sur le périmètre de la nouvelle carte administrative et ont convenu de signer un accord unique, sur le périmètre de la région Hauts de France, distinguant les dispositions applicables d'une part aux départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme et, d'autre part, aux départements du Nord et du Pas de Calais.

### Article 1er

#### Champ d'application territorial et professionnel

Le présent accord collectif professionnel régional s'applique aux entreprises de la région Hauts de France et plus précisément :

— aux entreprises des départements du Nord et du Pas de Calais dont l'activité relève d'une des activités énumérées à l'article I-1, alinéa I-12 «champs d'application» de la Convention Collective Nationale du 8 Octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 (c'est-à-dire occu-

---

pant jusque 10 salariés).

— aux entreprises des départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme dont l'activité relève d'une des activités énumérées à l'article I-1, alinéa I-12 «champs d'application» de la Convention Collective Nationale du 8 Octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusque 10 salariés).

## **Article 2**

### **Barèmes des salaires minimaux**

Après échanges, les soussignés conviennent d'une évolution du barème des salaires minimaux mensuels adaptée et dans les limites définies par les articles 2.1 et 2.2 du présent accord. Il est en outre convenu que désormais les valeurs des barèmes de salaires minimaux ne seraient plus définies par référence à une partie fixe et une valeur de point tel que mentionné à l'article XII.8 de la convention collective des ouvriers du bâtiment du 8 octobre 1990.

#### **Article 2.1**

##### **Le barème des salaires minimaux mensuels applicable aux départements du Nord et du Pas de Calais**

Le barème des salaires minimaux mensuels (base 151,67 heures) est le suivant :

Niveau I

Coefficient 150 : 1489,60

Coefficient 170 : 1528,07

Niveau II

Coefficient 185 : 1619,54

Niveau III

Coefficient 210 : 1785,02

Coefficient 230 : 1937,98

Niveau IV

Coefficient 250 : 2093,02

Coefficient 270 : 2248,82

Ce barème est applicable à compter du 1<sup>er</sup> février 2017.

#### **Article 2.2**

##### **Le barème des salaires minimaux mensuels applicable aux départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme**

Le barème des salaires minimaux mensuels (base 151,67 heures) est le suivant :

Niveau I

Coefficient 150 : 1479,92

Coefficient 170 : 1490,61

Niveau II

Coefficient 185 : 1530,37

Niveau III

Coefficient 210 : 1602,22

Coefficient 230 : 1721,46

Niveau IV

Coefficient 250 : 1839,19

Coefficient 270 : 1963,02

Ce barème est applicable à compter du 1<sup>er</sup> mars 2017.

#### **Article 3**

##### **Durée de validité de l'accord**

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1<sup>er</sup> février

#### **Article 4**

##### **Dépôt**

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la For-

## Accord du 8 décembre 2017

[Étendu par arr. 20 mars 2019, JO 27 mars, applicable à compter du 1<sup>er</sup> févr. 2018]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB HDF ;

FFB HDF.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

FO BTP NPC ;

URFOBB.

Il a été convenu ce qui suit :

## Préambule

Le présent accord collectif professionnel régional répond à l'obligation posée par les articles I.4 et XII.8 de la convention collective des ouvriers du bâtiment (étendu par arrêté ministériel du 12 Février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusque 10 salariés), de fixer après négociation au niveau régional, le barème de salaires minimaux mensuels.

S'agissant du niveau régional au sein duquel la négociation doit être menée, il est rappelé la réforme territoriale instituée par la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions et la loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale.

C'est dans ce contexte, mais aussi dans le but d'entamer une démarche de convergence des salaires minimaux applicables dans les anciennes régions administratives, que les organisations patronales et de salariés représentatives se sont réunies, ont décidé d'entamer des négociations sur le périmètre de la nouvelle carte administrative et ont convenu de signer un accord unique, sur le périmètre de la région Hauts de France, distinguant les dispositions applicables d'une part aux départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme et, d'autre part, aux départements du Nord et du Pas de Calais.

### Article 1er

#### Champ d'application territorial et professionnel

Le présent accord collectif professionnel régional s'applique aux entreprises de la région Hauts de France et plus précisément :

— aux entreprises des départements du Nord et du Pas-de-Calais dont l'activité relève d'une des activités énumérées à l'article I-1, alinéa I-12 «champs d'application de la Convention Collective Nationale du 8 Octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusque 10 salariés),

— aux entreprises des départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme dont l'activité relève d'une des activités énumérées à l'article I-1, alinéa 1-12 «champs d'application» de la convention Collective Nationale du 8 Octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusque 10 salariés).

### Article 2

#### Barèmes de salaires minimaux

Après échanges, les soussignés conviennent d'une évolution du barème des salaires minimaux mensuels adaptée et dans les limites définies par les articles 2.1 et 2.2 du présent accord. Il est en outre convenu que désormais les valeurs des barèmes de salaires minimaux ne seraient plus définies par référence à une partie fixe et une valeur de point tel que mentionné à l'article XII.8 de la convention collective des ouvriers du bâtiment du 8 Octobre 1990.

#### Article 2.1

##### Le barème des salaires minimaux mensuels applicables aux départements du Nord et du Pas-de-Calais

Le barème des salaires minimaux mensuels (base 151.67 heures) est le suivant :

Niveau I

Coefficient 150 : 1497,00

Coefficient 170 : 1538,00

Niveau II

---

Coefficient 185 : 1635,00

Niveau III

Coefficient 210 : 1800,00

Coefficient 230 : 1952,00

Niveau IV

Coefficient 250 : 2113,00

Coefficient 270 : 2268,00

Ce barème est applicable à compter du 1<sup>er</sup> février 2018.

#### **Article 2.2**

#### **Le barème des salaires minimaux mensuels applicables aux départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme**

Le barème des salaires minimaux mensuels (base 151.67 heures) est le suivant :

Niveau I

Coefficient 150 : 1497,00

Coefficient 170 : 1510,00

Niveau II

Coefficient 185 : 1555,00

Niveau III

Coefficient 210 : 1640,00

Coefficient 230 : 1760,00

Niveau IV

Coefficient 250 : 1890,00

Coefficient 270 : 2023,00

Ce barème est applicable à compter du 1<sup>er</sup> février 2018.

#### **Article 3**

#### **Durée de validité de l'accord**

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1<sup>er</sup> Février 2018.

#### **Article 4**

#### **Dépôt**

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

### **Avenant n° 2 du 6 décembre 2018**

[Étendu par arr. 9 avr. 2020, JO 15 mai, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2019]

#### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB HDF ;

FFB HDF ;

Fédération Nord des SCOP BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BTP FO HDF ;

CFDT Construction - Bois HDF ;

UNSA.

Il a été convenu ce qui suit :

#### **Préambule**

Les partenaires sociaux de la région Hauts de France signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre



---

de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, en particulier celle concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs. La convention collective nationale intègre désormais et généralise les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elle s'est substituée.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Hauts de France, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux des ouvriers du Bâtiment de la région Hauts de France en vigueur le 7 mars 2018 et conclure à cet effet le deuxième avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail.

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Hauts de France, se sont de nouveau réunies pour négocier le montant des salaires minimaux applicables dans la région, conformément à l'article I-3 de la Convention collective mentionnée ci-dessus.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes des salaires mensuels minimaux dans le périmètre géographique de la nouvelle région Hauts de France. Les avenants devront aboutir à une convergence fixée par les organisations d'employeurs et de salariés, au plus tard, au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

### **Article 1** **Barèmes de salaires minimaux**

Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux (base 151,67 heures) des ouvriers du Bâtiment comme indiqué ci-après :

#### **Pour les départements Nord et Pas de Calais, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019**

##### **Niveau I**

Coefficient 150 : 1.523,95 €

Coefficient 170 : 1.565,68 €

##### **Niveau II**

Coefficient 185 : 1.664,43 €

##### **Niveau III**

Coefficient 210 : 1.832,40 €

Coefficient 230 : 1.987,14 €

##### **Niveau IV**

Coefficient 250 : 2.151,03 €

Coefficient 270 : 2.308,82 €

#### **Pour les départements Aisne, Oise et Somme, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019**

##### **Niveau I**

Coefficient 150 : 1.523,95 €

Coefficient 170 : 1.537,18 €

##### **Niveau II**

Coefficient 185 : 1.582,99 €

##### **Niveau III**

Coefficient 210 : 1.669,52 €

Coefficient 230 : 1.791,68 €

##### **Niveau IV**

Coefficient 250 : 1.924,02 €

Coefficient 270 : 2.059,41 €

### **Article 2** **Convergence**

Dans le cadre de l'accord de convergence signé le 31 octobre 2017, les parties signataires ont décidé que les salaires

---

minimaux arrêtés ci-dessus seraient majorés comme indiqué ci-après :

**Pour les départements Aisne, Oise et Somme, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019**

**Niveau III**

Coefficient 210 : 10 € soit un salaire minimal de 1.679,52 €

Coefficient 230 : 20 €, soit un salaire minimal de 1.811,68 €

**Niveau IV**

Coefficient 250 : 25 €, soit un salaire minimal de 1.949,02 €

Coefficient 270 : 35 €, soit un salaire minimal de 2.094,41 €

**Article 3  
Dispositions spécifiques**

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

**Article 4  
Durée de validité de l'accord**

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Article 5  
Dépôt**

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

**Avenant n° 3 du 10 décembre 2019**

[Étendu par arr. 24 juill. 2020, JO 11 août, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2020]

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB régionale Hauts de France ;

FFB Hauts de France ;

Fédération Nord des SCOP BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BTP FO Hauts de France ;

Union régionale CFDT Construction - Bois Hauts de France ;

Union régionale UNSA.

Il a été convenu ce qui suit

**Préambule**

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que, par exception aux accords négociés précédemment et pour tenir compte, à ce stade, de la récente décision judiciaire relative à la mesure de représentativité des organisations syndicales au sein du secteur, la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais iden-

---

tiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962.

### **Article 1** **Barèmes de salaires minimaux**

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région des Hauts de France.

Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux (base 151,67 heures) des ouvriers du Bâtiment comme indiqué ci-après :

#### **Pour les départements Nord et Pas de Calais, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020**

##### **Niveau I**

Coefficient 150 : 1.539,19 €

Coefficient 170 : 1.581,34 €

##### **Niveau II**

Coefficient 185 : 1.681,07 €

##### **Niveau III**

Coefficient 210 : 1.850,72 €

Coefficient 230 : 2.007,01 €

##### **Niveau IV**

Coefficient 250 : 2.172,54 €

Coefficient 270 : 2.331,91 €

#### **Pour les départements Aisne, Oise et Somme, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020**

##### **Niveau I**

Coefficient 150 : 1.539,19 €

Coefficient 170 : 1.552,55 €

##### **Niveau II**

Coefficient 185 : 1.598,82 €

##### **Niveau III**

Coefficient 210 : 1.696,32 €

Coefficient 230 : 1.829,80 €

##### **Niveau IV**

Coefficient 250 : 1.968,51 €

Coefficient 270 : 2.115,35 €

### **Article 2** **Convergence**

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel, les parties conviennent de déterminer les barèmes de salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique de la nouvelle région Hauts de France. Les avenants devront aboutir à une convergence fixée par les organisations d'employeurs et de salariés, au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 2023. Dans le cadre de l'accord de convergence signé le 31 octobre 2017, les parties signataires ont décidé que les salaires minimaux arrêtés ci-dessus seraient majorés comme indiqué ci-après :

#### **Pour les départements Aisne, Oise et Somme, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2020**

##### **Niveau I**

Coefficient 150 : 1.539,19 €

Coefficient 170 : 1.581,34 €

##### **Niveau II**

Coefficient 185 : 1.633,82 €

---

### Niveau III

Coefficient 210 : 1.736,32 €

Coefficient 230 : 1.879,80 €

### Niveau IV

Coefficient 250 : 2.028,51 €

Coefficient 270 : 2.185,35 €

### Article 3 Dispositions spécifiques

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4 Durée de validité de l'accord

Le présent accord est conclu à durée indéterminée, il est applicable exclusivement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

### Article 5 Dépôt

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

## Avenant n° 4 du 8 décembre 2021

[Étendu par arr. 31 mars 2022, JO 11 mai, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2022]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Hauts de France ;

FFB Hauts de France ;

Fédération Nord des SCOP BTP.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

BTP FO Hauts de France ;

Union régionale CFDT Construction - Bois Hauts de France ;

Union régionale UNSA ;

CGT.

Il a été convenu ce qui suit :

### Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que, par exception aux accords négociés précédemment et pour tenir compte, à ce stade, de la récente décision judiciaire relative à la mesure de représentativité des organisations syndicales au sein du secteur, la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962.

---

## **Article 1**

### **Barèmes de salaires minimaux**

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du-Bâtiment de la région des Hauts de France. Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux (base 151,67 heures) des ouvriers du Bâtiment comme indiqué ci-après :

Pour les départements Nord et Pas de Calais, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 :

Niveau I

Coefficient 150 : 1.608,45 €

Coefficient 170 : 1.644,59 €

Niveau II

Coefficient 185 : 1.739,91 €

Niveau III

Coefficient 210 : 1.906,25 €

Coefficient 230 : 2.057,18 €

Niveau IV

Coefficient 250 : 2.226,86 €

Coefficient 270 : 2.390,21 €

Pour les départements Aisne, Oise et Somme, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 :

Niveau I

Coefficient 150 : 1.608,45 €

Coefficient 170 : 1.644,59 €

Niveau II

Coefficient 185 : 1.691,00 €

Niveau III

Coefficient 210 : 1.788,40 €

Coefficient 230 : 1.926,79 €

Niveau IV

Coefficient 250 : 2.079,22 €

Coefficient 270 : 2.239,98 €

## **Article 2**

### **Convergence**

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes des salaires mensuels minimaux dans le périmètre géographique de la nouvelle région Hauts de France. Les avenants devront aboutir à une convergence qui avait été fixée par les organisations d'employeurs et de salariés, au plus tard, au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Toutefois compte tenu de la crise sanitaire due à l'épidémie SARS COVID 19 en 2020 et 2021, conscient du retard pris dans la convergence des coefficients des niveaux III et IV les organisations signataires du présent accord ont convenu de prolonger la période de convergence de deux années supplémentaires s'engageant mutuellement à finaliser celle-ci au 31 décembre 2025 au plus tard.

Dans le cadre de l'accord de convergence signé le 31 octobre 2017 modifié du paragraphe précédent, les parties signataires ont décidé que les salaires minimaux arrêtés ci-dessus seraient majorés comme indiqué ci-après :

Pour les départements Aisne, Oise et Somme, à compter du 18 juillet 2022 :

Niveau I

Coefficient 150 : 1.608,45 €

Coefficient 170 : 1.644,59 €

Niveau II

Coefficient 185 : 1.739,91 €

---

Niveau III

Coefficient 210 : 1.831,33 €

Coefficient 230 : 1.973,03 €

Niveau IV

Coefficient 250 : 2.129,12 €

Coefficient 270 : 2.293,74 €

### **Article 3** **Dispositions spécifiques**

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### **Article 4** **Durée de validité de l'accord**

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

### **Article 5** **Dépôt**

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

## **Avenant n° 5 du 22 septembre 2022**

[Étendu par arr. 12 déc. 2022, JO 27 déc., applicable à compter du 1<sup>er</sup> oct. 2022]

### **Signataires :**

#### Organisation(s) patronale(s) :

SCOP BTP Nord ;

CAPEB HDF ;

FFB HDF.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT ;

UNSA ;

FO BTP HDF ;

CFDT HDF.

Il a été convenu ce qui suit :

### **Préambule**

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que, par exception aux accords négociés précédemment et pour tenir compte, à ce stade, de la récente décision judiciaire relative à la mesure de représentativité des organisations syndicales au sein du secteur, la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962.

## Article 1 Barèmes de salaires minimaux

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région des Hauts de France. Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux (base 151,67 heures) des ouvriers du Bâtiment comme indiqué ci-après :

Nord pas-de-calais au 1 <sup>er</sup> octobre 2022							
Catégorie	Niveau I		Niveau II	Niveau III		Niveau IV	
Coefficient	150	170	185	210	230	250	270
Salaire minimum	1678,99 €	1690,10 €	1771,91 €	1939,25 €	2090,18 €	2259,86 €	2423,21 €
Aisne, Somme, Oise au 1 <sup>er</sup> octobre 2022							
Catégorie	Niveau I		Niveau II	Niveau III		Niveau IV	
Coefficient	150	170	185	210	230	250	270
Salaire minimum	1678,99 €	1690,10 €	1771,91 €	1847,83 €	1989,53 €	2145,62 €	2310,24 €

## Article 2 Convergence

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes des salaires mensuels minimaux dans le périmètre géographique de la nouvelle région Hauts de France. Les avenants devront aboutir à une convergence qui avait été fixée par les organisations d'employeurs et de salariés, au plus tard, au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Toutefois compte tenu de la crise sanitaire due à l'épidémie SARS COVID 19 en 2020 et 2021, conscient du retard pris dans la convergence des coefficients des niveaux III et IV les organisations signataires du présent accord ont convenu de prolonger la période de convergence de deux années supplémentaires s'engageant mutuellement à finaliser celle-ci au 31 décembre 2025 au plus tard.

## Article 3 Dispositions spécifiques

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 4 Durée de validité de l'accord

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.

## Article 5 Dépôt

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

## Avenant n° 6 du 19 décembre 2022

[Étendu par arr. 13 mars 2023, JO 31 mars, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2023]

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération française du bâtiment Hauts de France;

Union régionale CAPEB Hauts de France ;

## Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que, par exception aux accords négociés précédemment et pour tenir compte, à ce stade, de la récente décision judiciaire relative à la mesure de représentativité des organisations syndicales au sein du secteur, la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962.

### Article 1 Barèmes de salaires minimaux

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région des Hauts de France. Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux (base 151,67 heures) des ouvriers du Bâtiment comme indiqué ci-après :

Coef. Ouvriers	Nord et Pas de Calais	Aisne Oise Somme
150	1 723,99 €	1 723,99 €
170	1 735,10 €	1 735,10 €
185	1 816,91 €	1 816,91 €
210	1 989,25 €	1 897,83 €
230	2 145,18 €	2 044,53 €
250	2 329,86 €	2 215,62 €
270	2 498,21 €	2 385,24 €

### Article 2 Convergence

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes des salaires mensuels minimaux dans le périmètre géographique de la nouvelle région Hauts de France. Les avenants devront aboutir à une convergence qui avait été fixée par les organisations d'employeurs et de salariés, au plus tard, au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Toutefois compte tenu de la crise sanitaire due à l'épidémie Sars Covid 19 en 2020 et 2021, conscient du retard pris dans la convergence des coefficients des niveaux III et IV les organisations signataires du présent accord ont convenu de prolonger la période de convergence de deux années supplémentaires s'engageant mutuellement à finaliser celle-ci au 31 décembre 2025 au plus tard.



---

### **Article 3** **Dispositions spécifiques**

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### **Article 4** **Durée de validité de l'accord**

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

### **Article 5** **Dépôt**

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

## **Avenant n° 7 du 28 juin 2023**

[Étendu par arr. 9 oct. 2023, JO 13 oct., applicable à compter du 1<sup>er</sup> juill. 2023]

#### **Signataires :**

##### Organisation(s) patronale(s) :

SCOP BTP Nord ;

CAPEB HDF ;

FFB HDF.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;

FO BTP HDF ;

CFDT HDF.

Il a été convenu ce qui suit :

### **Préambule**

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que, par exception aux accords négociés précédemment et pour tenir compte, à ce stade, de la dernière décision judiciaire relative à la mesure de représentativité des organisations syndicales au sein du secteur, la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962.

### **Article 1** **Barèmes de salaires minimaux**

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région des Hauts de France. Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux (base 151,67 heures) des

ouvriers du Bâtiment comme indiqué ci-après :

Coef Ouvriers	Nord et Pas de Calais	Aisne, Oise et Somme
150	1 762,00 €	1 762,00 €
170	1 773,00 €	1 773,00 €
185	1 844,00 €	1 844,00 €
210	1 989,25 €	1 989,25 €
230	2 145,18 €	2 044,53 €
250	2 329,86 €	2 215,62 €
270	2 498,21 €	2 385,24 €

## Article 2 Convergence

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes des salaires mensuels minimaux dans le périmètre géographique de la nouvelle région Hauts de France. Les avenants devront aboutir à une convergence qui avait été fixée par les organisations d'employeurs et de salariés, au plus tard, au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Toutefois compte tenu de la crise sanitaire due à l'épidémie SARS Covid 19 en 2020 et 2021, conscient du retard pris dans la convergence des coefficients des niveaux III et IV les organisations signataires du présent accord ont convenu de prolonger la période de convergence de deux années supplémentaires s'engageant mutuellement à finaliser celle-ci comme suit :

- 1<sup>o</sup> juillet 2023 convergence du coefficient 210 ;
- 1<sup>o</sup> juillet 2024 convergence du coefficient 230 et réduction de moitié des écarts existants des coefficients 250 et 270 ;
- 1<sup>o</sup> juillet 2025 convergence des coefficients 250 et 270.

## Article 3 Dispositions spécifiques

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 4 Durée de validité de l'accord

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023.

## Article 5 Dépôt

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

## Accord du 22 novembre 2023

[Étendu par arr. 22 févr. 2024, JO 16 mars, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2024]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

SCOP BTP Nord ;

CAPEB HDF ;

FFB HDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;  
FO BTP HDF ;  
CFDT HDF.

## Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui plus d'un million deux cent mille salariés, employés au sein de quatre cent vingt-sept mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que, par exception aux accords négociés précédemment et pour tenir compte, à ce stade, de la dernière décision judiciaire relative à la mesure de représentativité des organisations syndicales au sein du secteur, la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962.

### Article 1 Barèmes de salaires minimaux

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région des Hauts de France. Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux (base 151,67 heures) des ouvriers du Bâtiment comme indiqué ci-après :

Ouvriers			
	Nord et Pas de Calais	Aisne Oise et Somme	Aisne Oise et Somme
coef	montant au 1 <sup>er</sup> janvier		au 1 <sup>er</sup> juillet 2024
150	1 787 €	1 787 €	1 787 €
170	1 803 €	1 803 €	1 803 €
185	1 889 €	1 889 €	1 889 €
210	2 040 €	2 040 €	2 040 €
230	2 196 €	2 095 €	2 196 €
250	2 395 €	2 281 €	2 338 €
270	2 574 €	2 461 €	2 518 €

### Article 2 Convergence

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes des salaires mensuels minimaux dans le périmètre géographique de la nouvelle région des Hauts de France. Les négociations devront aboutir à une convergence qui avait été fixée par les organisations d'employeurs et de salariés, au plus tard, au 1<sup>er</sup> juillet 2023.

Toutefois compte tenu de la crise sanitaire due à l'épidémie SARS Covid 19 en 2020 et 2021 et conscientes du retard pris dans la convergence des coefficients des niveaux III et IV, les organisations signataires du présent accord ont convenu de prolonger la période de convergence de deux années supplémentaires s'engageant mutuellement à finaliser celle-ci comme suit :

- 
- Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2023 la convergence du coefficient 210 est effective ;
  - Au 1<sup>er</sup> juillet 2024 convergence du coefficient 230 et réduction de moitié des écarts existants des coefficients 250 et 270 ;
  - Au 1<sup>er</sup> juillet 2025 convergence des coefficients 250 et 270.

### **Article 3** **Dispositions spécifiques**

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### **Article 4** **Durée de validité de l'accord**

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

### **Article 5** **Dépôt**

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, du plein Emploi et de l'Insertion.

## **Accord du 25 novembre 2024**

[Étendu par arr. 25 févr. 2025, JO 18 mars, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025]

### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB HDF ;

FFB HDF ;

SCOP BTP HDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO BTP HDF ;

UR UNSA.

Il a été convenu ce qui suit :

### **Préambule**

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui plus d'un million deux cent mille salariés, employés au sein de quatre cent vingt-sept mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962.

### **Article 1** **Barèmes de salaires minimaux**

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national,

se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région des Hauts de France. Les parties signataires du présent accord, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux (base 151,67 heures) des ouvriers du Bâtiment comme indiqué ci-après :

Ouvriers			
	Nord et Pas de Calais	Aisne Oise et Somme	Aisne Oise et Somme
coef	montant au 1 <sup>er</sup> janvier 2025		au 1 <sup>er</sup> juillet 2025
150	1 808 €	1 808 €	1 808 €
170	1 833 €	1 833 €	1 833 €
185	1 930 €	1 930 €	1 930 €
210	2 084 €	2 084 €	2 084 €
230	2 240 €	2 240 €	2 240 €
250	2 437 €	2 380 €	2 437 €
270	2 616 €	2 560 €	2 616 €

## Article 2 Convergence

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes des salaires mensuels minimaux dans le périmètre géographique de la nouvelle région des Hauts de France. Les négociations devront aboutir à une convergence qui avait été fixée par les organisations d'employeurs et de salariés, au plus tard, au 1<sup>er</sup> juillet 2023.

Toutefois compte tenu de la crise sanitaire due à l'épidémie SARS COVID 19 en 2020 et 2021 et conscientes du retard pris dans la convergence des coefficients des niveaux III et IV, les organisations signataires du présent accord avaient convenu de prolonger la période de convergence de deux années supplémentaires s'engageant mutuellement à finaliser celle-ci comme suit :

- Au 1<sup>er</sup> juillet 2025 convergence des coefficients 250 et 270.

## Article 3 Dispositions spécifiques

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 4 Durée de validité de l'accord

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

## Article 5 Dépôt

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de TOURCOING.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail et de l'Emploi.

## Indemnités de petits déplacements Accord du 27 janvier 2017

[Étendu par arr. 1<sup>er</sup> juill. 2017, JO 16 juill., applicable à compter du 1<sup>er</sup> févr. 2017]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération française du Bâtiment Hauts-de-France ;

CAPEB régionale Hauts-de-France.

Syndicat(s) de salarié(s) :

---

BTP FO Hauts-de-France ;  
CFDT Construction - Bois Hauts-de-France.  
Il a été convenu ce qui suit :

## Préambule

Le présent accord collectif professionnel régional répond à l'obligation posée par les articles I.4 et XII.8 de la convention collective des ouvriers du bâtiment (étendu par arrêté ministériel du 12 Février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés), de fixer après négociation au niveau régional, le barème de indemnités de petits déplacements. S'agissant du niveau régional au sein duquel la négociation doit être menée, il est rappelé la réforme territoriale instituée par la loi n° 2015-29 du 16 Janvier 2015 relative à la délimitation des régions et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale.

C'est dans ce contexte, mais aussi dans le but d'entamer une démarche de convergence des indemnités de petits déplacements applicables dans les anciennes régions administratives, que les organisations patronales et de salariés représentatives se sont réunies, ont décidé d'entamer des négociations sur le périmètre de la nouvelle carte administrative et ont convenu de signer un accord unique, sur le périmètre de la région Hauts de France, distinguant les dispositions applicables d'une part aux départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme et, d'autre part, aux départements du Nord et du Pas de Calais.

### Article 1

#### Champ d'application territorial et professionnel

Le présent accord collectif professionnel régional s'applique aux entreprises de la région Hauts de France et plus précisément :

— aux entreprises des départements du Nord et du Pas-de-Calais dont l'activité relève d'une des activités énumérées à l'article I-1, alinéa I-12 « champs d'application » de la Convention Collective Nationale du 8 Octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés),

— aux entreprises des départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme dont l'activité relève d'une des activités énumérées à l'article I-1, alinéa I-12 « champs d'application » de la Convention Collective Nationale du 8 Octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés).

### Article 2

#### Barèmes des indemnités de petits déplacements

Après échanges, les soussignés conviennent d'une évolution du barème des indemnités de petits déplacements adaptée et dans les limites définies par les articles 2.1 et 2.2 du présent accord.

#### Article 2.1

##### Le barème des indemnités de petits déplacements applicable aux départements du Nord et du Pas de Calais

Le barème des indemnités de petits déplacements est le suivant :

Indemnité de repas

L'indemnité de repas est fixée à 10,30

Indemnité de transport

Zone 1 2,16

Zone 2 5,13

Zone 3 7,94

Zone 4 10,43

Zone 5 13,33

Indemnité de trajet

Zone 1 1,40

Zone 2 2,17

Zone 3 3,73

Zone 4 5,38

Zone 5 6,67

---

Ce barème est applicable à compter du 1<sup>er</sup> février 2017.

#### **Article 2.2**

#### **Le barème des indemnités de petits déplacements applicable aux départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme**

Le barème des indemnités de petits déplacements est le suivant :

Indemnité de repas

L'indemnité de repas est fixée à 10,30

Indemnité de transport

Zone 1 1,40

Zone 2 4,20

Zone 3 7,00

Zone 4 9,80

Zone 5 12,60

Indemnité de trajet

Zone 1 1,40

Zone 2 2,80

Zone 3 4,20

Zone 4 5,60

Zone 5 7,00

Ce barème est applicable à compter du 1<sup>er</sup> mars 2017.

#### **Article 3**

#### **Durée de validité de l'accord**

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1<sup>er</sup> février 2017.

#### **Article 4**

#### **Dépôt**

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

### **Accord du 8 décembre 2017**

[Étendu par arr. 20 mars 2019, JO 27 mars, applicable à compter du 1<sup>er</sup> févr. 2018]

#### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB HDF ;

FFB HDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UR CB CFDT NPC ;

FO BTP NPC ;

URFOBB.

Il a été convenu ce qui suit :

#### **Préambule**

Le présent accord collectif professionnel régional répond à l'obligation posée par les articles I.4 et XII.8 de la convention collective des ouvriers du bâtiment (étendu par arrêté ministériel du 12 Février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés), de fixer après négociation au niveau régional, le barème des indemnités de petits déplacements.

S'agissant du niveau régional au sein duquel la négociation doit être menée, il est rappelé la réforme territoriale instituée par la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions et la loi N° 2015-991 du 7

---

août 2015 portant nouvelle organisation territoriale.

C'est dans ce contexte, mais aussi dans le but d'entamer une démarche de convergence des indemnités de petits déplacements applicables dans les anciennes régions administratives, que les organisations patronales et de salariés représentatives se sont réunies, ont décidé d'entamer des négociations sur le périmètre de la nouvelle carte administrative et ont convenu de signer un accord unique, sur le périmètre de la région Hauts de France, distinguant les dispositions applicables d'une part aux départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme et, d'autre part, aux départements du Nord et du Pas de Calais.

### **Article 1er** **Champ d'application territorial et professionnel**

Le présent accord collectif professionnel régional s'applique aux entreprises de la région Hauts de France et plus précisément :

— aux entreprises des départements du Nord et du Pas-de-Calais dont l'activité relève d'une des activités énumérées à l'article I-1, alinéa I-12 «champ d'application» de la Convention Collective Nationale du 8 Octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés),

— aux entreprises des départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme dont l'activité relève d'une des activités énumérées à l'article I-1, alinéa I-12 «champ d'application» de la Convention Collective Nationale du 8 Octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés).

### **Article 2** **Barèmes des indemnités de petits déplacements**

Après échanges, les soussignés conviennent d'une évolution du barème des indemnités de petits déplacements adaptée et dans les limites définies par les articles 2.1 et 2.2 du présent accord.

#### **Article 2.1** **Le barème des indemnités de petits déplacements applicable aux départements du Nord et du Pas-de-Calais**

Le barème des indemnités de petits déplacements est le suivant :

Indemnité de repas

L'indemnité de repas est fixée à 10,50

Indemnité de transports

Zone 1... 2,17

Zone 2... 5,16

Zone 3... 7,98

Zone 4... 10,48

Zone 5... 13,40

Indemnité de trajets

Zone 1... 1,41

Zone 2... 2,42

Zone 3... 4,00

Zone 4... 5,64

Zone 5... 7,05

Ce barème est applicable à compter du 1<sup>er</sup> février 2018.

#### **Article 2.2** **Le barème des salaires minimaux mensuels applicables aux départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme**

Le barème des indemnités de petits déplacements est le suivant :

Indemnité de repas

L'indemnité de repas est fixée à 10,50

Indemnité de transports

Zone 1... 1,60

Zone 2... 4,70

Zone 3... 7,50



---

Zone 4... 10,30  
Zone 5... 13,00  
Indemnité de trajets  
Zone 1... 1,41  
Zone 2... 2,81  
Zone 3... 4,23  
Zone 4... 5,64  
Zone 5... 7,05

Ce barème est applicable à compter du 1<sup>er</sup> février 2018.

### **Article 3** **Durée de validité de l'accord**

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1<sup>er</sup> février 2018.

### **Article 4** **Dépôt**

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

## **Avenant n° 3 du 6 décembre 2018**

[Étendu par arr. 9 avr. 2020, JO 15 mai, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2019]

### **Signataires :**

#### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB HDF ;  
FFB HDF ;  
Fédération Nord des SCOP BTP.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

BTP FO HDF ;  
CFDT Construction - Bois HDF ;  
UNSA.

Il a été convenu ce qui suit :

## **Préambule**

Les partenaires sociaux de la région Hauts de France signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, en particulier celle concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se sont substituées.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Hauts de France, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment de la région Hauts de France en vigueur le 7 mars 2018 et conclure à cet effet le troisième avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail.

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Hauts de France, se sont de nouveau réunies pour négocier le montant des indemnités de petits déplacements applicables dans la région, conformément à l'article I-4 des Conventions collectives mentionnées ci-dessus.

---

**Article 1**  
**Barèmes des indemnités de petits déplacements**

Les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué ci-après :

**Pour les départements Nord et Pas de Calais, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019**

**Indemnité de repas**

L'indemnité de repas est fixée à 10,80 €

**Indemnité de transport**

Zone 1... 2,17 €  
Zone 2... 5,16 €  
Zone 3... 7,98 €  
Zone 4... 10,48 €  
Zone 5... 13,40 €

**Indemnité de trajet**

Zone 1... 1,41 €  
Zone 2... 2,42 €  
Zone 3... 4,00 €  
Zone 4... 5,64 €  
Zone 5... 7,05 €

**Pour les départements Aisne, Oise et Somme, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019**

**Indemnité de repas**

L'indemnité de repas est fixée à 10,80 €

**Indemnité de transport**

Zone 1... 1,60 €  
Zone 2... 4,70 €  
Zone 3... 7,50 €  
Zone 4... 10,30 €  
Zone 5... 13,00 €

**Indemnité de trajet**

Zone 1... 1,41 €  
Zone 2... 2,81 €  
Zone 3... 4,23 €  
Zone 4... 5,64 €  
Zone 5... 7,05 €

**Article 3**  
**Durée de validité de l'accord**

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Article 4**  
**Dispositions spécifiques**

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

**Article 5**  
**Dépôt**

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la For-

## Avenant n° 4 du 10 décembre 2019

[Étendu par arr. 24 juill. 2020, JO 11 août, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2020]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Hauts de France ;

FFB Hauts de France ;

Fédération Nord des SCOP BTP.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

BTP FO Hauts de France ;

Union régionale CFDT Construction - Bois Hauts de France ;

Union régionale UNSA.

Il a été convenu ce qui suit :

### Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que, par exception aux accords négociés précédemment et pour tenir compte, à ce stade, de la récente décision judiciaire relative à la mesure de représentativité des organisations syndicales au sein du secteur, la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962.

### Article 1

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région des Hauts de France.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel, les parties conviennent de déterminer les barèmes des indemnités de repas, de transport et de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique de la nouvelle région, avec une convergence applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

### Article 2

Pour la région des Hauts de France (départements de l'Aisne, Nord, de l'Oise, du Pas de Calais et de la Somme) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

#### Indemnité de repas

L'indemnité de repas est fixée à 11 €

#### Indemnité de transport

Zone 1 : 2,17 €

Zone 2 : 5,16 €

Zone 3 : 7,98 €

Zone 4 : 10,48 €

---

Zone 5 : 13,40 €

#### **Indemnité de trajet**

Zone 1 : 1,41 €

Zone 2 : 2,81 €

Zone 3 : 4,23 €

Zone 4 : 5,64 €

Zone 5 : 7,05 €

#### **Article 3**

##### **Durée de validité de l'accord**

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

#### **Article 4**

##### **Dispositions spécifiques**

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### **Article 5**

##### **Dépôt**

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

### **Avenant n° 5 du 8 décembre 2021**

[Étendu par arr. 31 mars 2022, JO 11 mai, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2022]

#### **Signataires :**

##### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Hauts de France ;

FFB Hauts de France ;

Fédération Nord des SCOP BTP.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

BTP FO Hauts de France ;

Union régionale CFDT Construction - Bois Hauts de France ;

Union régionale UNSA ;

CGT.

Il a été convenu ce qui suit :

### **Préambule**

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que, par exception aux accords négociés précédemment et pour tenir compte, à ce stade, de la récente décision judiciaire relative à la mesure de représentativité des organisations syndicales au sein du secteur, la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais iden-

---

tiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962.

### Article 1

En application de l'article 1-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région des Hauts de France.

### Article 2

Pour la région des Hauts de France (départements de l'Aisne, Nord, de l'Oise, du Pas de Calais et de la Somme) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 :

Indemnité de repas :

L'indemnité de repas est fixée à 12 €

Indemnité de transport :

Zone	Transport
1	2,28 €
2	5,42 €
3	8,38 €
4	11,00 €
5	14,07 €

Indemnité de trajet :

Zone	Trajets
1	1,45 €
2	2,90 €
3	4,35 €
4	5,81 €
5	7,26 €

### Article 3

#### Durée de validité de l'accord

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

### Article 4

#### Dispositions spécifiques

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au-bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 5

#### Dépôt

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

## Accord n° 6 du 22 septembre 2022

[Étendu par arr. 12 déc. 2022, JO 27 déc., applicable à compter du 1<sup>er</sup> oct. 2022]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

SCOP BTP Nord ;

CAPEB HDF ;

FFB HDF.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT ;

UNSA ;

FO BTP HDF ;

CFDT HDF.

Il a été convenu ce qui suit :

### Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que, par exception aux accords négociés précédemment et pour tenir compte, à ce stade, de la récente décision judiciaire relative à la mesure de représentativité des organisations syndicales au sein du secteur, la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962.

### Article 1

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région des Hauts de France.

### Article 2

Pour la région des Hauts de France (départements de l'Aisne, Nord, de l'Oise, du Pas de Calais et de la Somme) à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022 :

Indemnité de repas :

L'indemnité de repas est fixée à 12 €

Indemnité de transport :

Zone	Transport
1	2,32 €
2	5,53 €
3	8,55 €
4	11,22 €
5	14,35 €

Indemnité de trajet :

Zone	Trajets
1	1,45 €
2	2,90 €
3	4,35 €
4	5,81 €
5	7,26 €

### **Article 3** **Durée de validité de l'accord**

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.

### **Article 4** **Dispositions spécifiques**

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### **Article 5** **Dépôt**

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

## **Avenant n° 7 du 19 décembre 2022**

[Étendu par arr. 13 mars 2023, JO 31 mars, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2023]

### **Signataires :**

#### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération française du bâtiment Hauts de France ;  
Union régionale CAPEB Hauts de France ;  
Fédération régionale SCOP BTP Nord.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT-FO ;  
CFDT ;  
UNSA.

## **Préambule**

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que, par exception aux accords négociés précédemment et pour tenir compte, à ce stade, de la récente décision judiciaire relative à la mesure de représentativité des organisations

syndicales au sein du secteur, la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962.

### Article 1

En application de l'article 1-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région des Hauts de France.

### Article 2

Pour la région des Hauts de France (départements de l'Aisne, Nord, de l'Oise, du Pas de Calais et de la Somme) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 :

Indemnité de repas :

L'indemnité de repas est fixée à 13 €

### Indemnité de transport

indemnités transport	
Zone 1	2,44 €
Zone 2	5,80 €
Zone 3	8,97 €
Zone 4	11,79 €
Zone 5	15,07 €

### Indemnité de trajet

indemnités trajet	
Zone 1	1,49 €
Zone 2	2,99 €
Zone 3	4,48 €
Zone 4	5,98 €
Zone 5	7,48 €

### Article 3

#### Durée de validité de l'accord

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

### Article 4

#### Dispositions spécifiques

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 5

#### Dépôt

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.



## Accord du 22 novembre 2023

[Étendu par arr. 22 févr. 2024, JO 16 mars, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2024]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

SCOP BTP Nord ;

CAPEB HDF ;

FFB HDF.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

FO BTP HDF ;

CFDT HDF.

Il a été convenu ce qui suit :

### Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui plus d'un million deux cent mille salariés, employés au sein de quatre cent vingt-sept mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

### Article 1

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région ...

Pour la région des Hauts de France (départements de l'Aisne, du Nord, de l'Oise, du Pas de Calais et de la Somme.)

Indemnité de repas :

L'indemnité de repas est fixée à 14 €

### Indemnité de transport et indemnité de trajet

au 1 <sup>er</sup> janvier 2024	Indemnité de Transport	Indemnité de Trajet
Zone 1	2,64 €	1,55 €
Zone 2	6,26 €	3,11 €
Zone 3	9,69 €	4,66 €
Zone 4	12,73 €	6,22 €
Zone 5	16,28 €	7,78 €

### Article 3

#### Durée de validité de l'accord

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

### Article 4

#### Dispositions spécifiques

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un

statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 5 Dépôt

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, du plein Emploi et de l'Insertion.

## Accord du 25 novembre 2024

[Étendu par arr. 25 févr. 2025, JO 18 mars, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB HDF ;

FFB HDF ;

SCOP BTP HDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO BTP HDF ;

CFTC.

Il a été convenu ce qui suit :

## Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui plus d'un million deux cent mille salariés, employés au sein de quatre cent vingt-sept mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

## Article 1

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région.

Pour la région des Hauts de France (départements de l'Aisne, du Nord, de l'Oise, du Pas de Calais et de la Somme,)

Indemnité de repas :

L'indemnité de repas est fixée à 14 €

## Indemnité de transport et indemnité de trajet

au 1 <sup>er</sup> janvier 2025	Indemnité de Transport	Indemnité de Trajet
Zone 1	2,64 €	1,55 €
Zone 2	6,26 €	3,11 €
Zone 3	9,69 €	4,66 €

au 1 <sup>er</sup> janvier 2025	Indemnité de Transport	Indemnité de Trajet
Zone 4	12,73 €	6,22 €
Zone 5	16,28 €	7,78 €

### Article 3 Durée de validité de l'accord

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

### Article 4 Dispositions spécifiques

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 5 Dépôt

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, du plein Emploi et de l'Insertion.

## Convergence des salaires et des indemnités de petits déplacements

(Voir Convention Collective «Bâtiment Ouvriers (entreprises occupant plus de dix salariés)», Accord-cadre du 31 octobre 2017)

### Île-de-France (Hors Seine-et-Marne)

(Voir également Annexe XII)

## Salaires : accords communs à toutes les entreprises (employant jusqu'à 10 salariés et plus de 10 salariés)

### Avenant n° 34 du 5 décembre 2017

[Étendu par arr. 4 janv. 2019, JO 19 avr.]

#### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FSCOP BTP IDF ;  
FFB Paris ;  
FFB IDF ;  
CAPEB IDF.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC BTP IDF ;  
UFIC-UNSA ;  
URCB CFDT IDF ;  
FO BTP Bois.

### Article 1er

En application de l'article IV.8 du Titre I de la Convention Collective Régionale des Ouvriers du Bâtiment concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par l'article 1<sup>er</sup> des Clauses Générales, les Organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les revalorisations des salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Île-de-France (hors Seine et Marne).

### Article 2

Les parties signataires du présent accord ont arrêté

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018
- la valeur du point (VP) à : 7,92

- la partie fixe (PF) à : 312 pour le coefficient 150.
- la partie fixe (PF) à : 163,60 pour le coefficient 170.
- la partie fixe (PF) à : 114,80 pour le coefficient 185.
- la partie fixe (PF) à : 71,80 pour le coefficient 210.
- la partie fixe (PF) à : 43,40 pour le coefficient 230.
- la partie fixe (PF) à : 3 pour le coefficient 250.
- la partie fixe (PF) à : 31,60 pour le coefficient 270.

Ce qui fixe le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégories professionnelles	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h. hebdo.)
Niveau I - Ouvriers d'exécution		
- Position 1	150	1 500
- Position 2	170	1 510
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 580
Niveau III - Compagnons professionnels		
- Position 1	210	1 735
- Position 2	230	1 865
Niveau IV - Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe		
- Position 1	250	1 983
- Position 2	270	2 170

### Article 3

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 ; D. 2231-3 et D. 2231-7 du Code du Travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Bureau des relations collectives du travail.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

## *Avenant n° 2 du 4 décembre 2018*

[Non étendu]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Grand Paris ;

FFB IDF - Yvelines - Essonne - Val d'Oise ;

Fédération IDF, Haute Normandie, Centre SCOP BTP ;

CAPEB IDF.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC BTP IDF ;

URCB CFDT IDF ;

FG FO Bâtiment - Travaux Publics - Bois ;

UFIC UNSA.

*Les partenaires sociaux de la région Ile-de-France (hors Seine et Marne) signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des*

textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives auxquelles elles se sont substituées.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Ile-de-France (hors Seine et Marne), adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux des ouvriers du Bâtiment de la région Ile-de-France (hors Seine et Marne) en vigueur le 7 mars 2018 et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du Travail.

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Ile-de-France (hors Seine et Marne) se sont de nouveau réunies pour négocier le montant des salaires minimaux applicables dans la région conformément à l'article I-3 des Conventions collectives mentionnées ci-dessus.

### Article 1

Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont arrêté :

**À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019**

- La valeur du point VP à : 8,04 €
- La partie fixe (PF) à : 329,00 € pour le coefficient 150
- La partie fixe (PF) à : 178,20 € pour le coefficient 170
- La partie fixe (PF) à : 122,60 € pour le coefficient 185
- La partie fixe (PF) à : 61,60 € pour le coefficient 210
- La partie fixe (PF) à : 45,80 € pour le coefficient 230
- La partie fixe (PF) à : 10,00 € pour le coefficient 250
- La partie fixe (PF) à : 39,20 € pour le coefficient 270

Ce qui fixe le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégories professionnelles	Coefficient	Salaire Mensuel Minima (pour 35 h. hebdo.)
Niveau I - Ouvriers d'exécution		
- Position 1	150	1 535 €
- Position 2	170	1 545 €
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 610 €
Niveau III - Compagnons professionnels		
- Position 1	210	1 750 €
- Position 2	230	1 895 €
Niveau IV - Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe		
- Position 1	250	2 020 €
- Position 2	270	2 210 €

### Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 3

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 ; D. 2231-3 et D. 2231-7 du Code du Travail, le présent avenant sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Bureau des relations collectives du travail et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil des Prud'hommes.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Forma-

## Salaires : accords à toutes les entreprises (employant jusqu'à 10 salariés)

### Avenant n° 3 du 3 décembre 2019

[Étendu par arr. 6 août 2020, JO 5 sept.]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

FSCOP BTP IDF ;

CAPEB IDF ;

FFB Paris ;

FFB IDF.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

UFIC-UNSA ;

URCB CFDT IDF.

Les partenaires sociaux de la région Île-de-France (hors Seine et Marne) signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales des ouvriers du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à dix salariés) et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ce champ.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Île-de-France (hors Seine et Marne), adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, se sont réunies pour négocier le montant des salaires minimaux applicables dans la région conformément à l'article I-4 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 pour les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1992 (entreprises occupant jusqu'à dix salariés).

#### Article 1

Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème de salaires minima des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Catégories professionnelles	Coefficient	Salaire Mensuel Minima pour 35 heures hebdomadaires
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
- Position 1	150	1 565 €
- Position 2	170	1 575 €
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1 635 €
Niveau III		
Compagnons professionnels		
- Position 1	210	1 780 €
- Position 2	230	1 920 €
Niveau IV		
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe		
- Position 1	250	2 040 €
- Position 2	270	2 235 €

## Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 3

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du Travail, le présent avenant sera adressé à la Direction générale du Travail (DGT) Bureau des relations du travail et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil de prud'hommes de Paris.

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue social.

## *Avenant n° 4 du 14 décembre 2020*

*[Non étendu]*

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB IDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UFIC-UNSA ;

URCB CFDT IDF.

*Attachés comme toujours à soutenir l'attractivité des métiers du Bâtiment, en particulier pour encourager l'apprentissage, et soucieux de tenir compte des efforts réalisés par les salariés pendant la crise sanitaire pour participer au maintien de l'activité exigé par le Président de la République Française, les partenaires sociaux consentent un effort particulier pour la revalorisation des minimas salariaux, et ce malgré les incertitudes sur l'activité des entreprises pour 2021.*

*Dans ce cadre, les Organisations Professionnelles d'employeurs et les Organisations Syndicales de salariés du Bâtiment de la région Île-de-France (hors Seine-et-Marne), adhérentes aux Organisations d'employeurs et de salariés représentatives au plan national, se sont réunies pour négocier le montant des salaires minimaux applicables aux ouvriers employés dans les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (code IDCC 1596) de la région Île-de-France (hors Seine-et-Marne), conformément à l'article I-4 des conventions collectives nationales mentionnées ci-dessus.*

## Article 1

Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème de salaires minima des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Catégories professionnelles	Coefficient	Salaire Mensuel Minima pour 35 heures hebdomadaires
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
- Position 1	150	1585 €
- Position 2	170	1595 €
Niveau II		
Ouvriers Professionnels	185	1655 €
Niveau III		
Compagnons Professionnels		
- Position 1	210	1794 €
- Position 2	230	1935 €
Niveau IV		

Catégories professionnelles	Coefficient	Salaire Mensuel Minima pour 35 heures hebdomadaires
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe		
- Position 1	250	2056 €
- Position 2	270	2253 €

## Article 2

*Le présent accord est susceptible d'être modifié, par avenant, notamment en cas d'évolution des dispositions législatives, réglementaires, conventionnelles ou économiques qui nécessiteraient l'adaptation de l'une ou de plusieurs de ses dispositions.*

*En tout état de cause, les partenaires sociaux s'engagent à réexaminer ses dispositions avant le 30 juin 2021.*

## Article 3

*Compte tenu de la structure des entreprises des Branches du Bâtiment et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.*

## Article 4

*En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du Travail, le présent avenant sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Bureau des relations du travail et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris.*

## Article 5

*Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion.*

# Avenant n° 5 du 2 février 2022

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 24 juill.]

## Signataires :

### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB IDF ;

FFB Paris ;

FFB IDF ;

SCOP BTP IDF Centre.

### Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;

URCB CFDT IDF ;

FO BTP Bois.

Les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés du Bâtiment, adhérentes aux organisations professionnelles d'employeurs et aux organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national, se sont réunies le 2 décembre 2021 pour négocier le montant des salaires minimaux applicables dans la région Île-de-France (hors Seine et Marne), conformément à l'article I-4 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 pour les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1992 (entreprises occupant jusqu'à dix salariés).

Cette négociation n'ayant pu aboutir, les partenaires sociaux, soucieux de pouvoir proposer une revalorisation des salaires minima aux ouvriers du Bâtiment d'Île-de-France (hors Seine et Marne), se sont rencontrés à nouveau et ont convenu ce qui suit.

## Article 1

Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème de salaires minima des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.



Catégories professionnelles	Coefficient	Salaire Mensuel Minima pour 35 heures hebdomadaires
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
- Position 1	150	1636 €
- Position 2	170	1646 €
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1710 €
Niveau III		
Compagnons professionnels		
- Position 1	210	1853 €
- Position 2	230	1987 €
Niveau IV		
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe		
- Position 1	250	2112 €
- Position 2	270	2314 €

## Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 3

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du Travail, le présent avenant sera adressé à la Direction générale du Travail (DGT) Bureau des relations du travail et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil de prud'hommes de Paris.

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue social.

## Avenant n° 6 du 28 novembre 2022

[Étendu par arr. 13 mars 2023, JO 31 mars, applicable à compter de la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté relatif à son extension]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB IDF ;  
FFB Paris ;  
FFB IDF ;  
SCOP BTP IDF Centre.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;  
URCB CFDT IDF ;  
FO BTP Bois.

Les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés du Bâtiment, adhérentes aux organisations professionnelles d'employeurs et aux organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national, se sont réunies le 28 novembre 2022 pour négocier pour 2023, le montant des salaires minimaux appli-

cables dans la région Île-de-France (hors Seine et Marne), conformément à l'article I-4 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 pour les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1992 (entreprises occupant jusqu'à dix salariés) et ont convenu ce qui suit :

#### Article 1

Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème de salaires minima des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégories professionnelles	Coefficient	Salaire Mensuel Minima pour 35 heures hebdomadaires
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
- Position 1	150	1782 €
- Position 2	170	1794 €
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1813 €
Niveau III		
Compagnons professionnels		
- Position 1	210	1948 €
- Position 2	230	2067 €
Niveau IV		
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe		
- Position 1	250	2190 €
- Position 2	270	2396 €

#### Article 2

Les partenaires sociaux considérant qu'ils sont engagés par une convention collective nationale spécifique aux entreprises employant jusqu'à 10 salariés, estiment ainsi répondre à l'exigence de dispositions propres aux entreprises employant moins de 50 salariés, issues de l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

#### Article 3

Le présent accord entrera en vigueur à compter de la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté relatif à son extension.

#### Article 4

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du Travail, le présent avenant sera adressé à la Direction générale du Travail (DGT) Bureau des relations du travail et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil de prud'hommes de Paris.

#### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du plein Emploi et de l'Insertion.

**Indemnités de petits déplacements : accords communs à toutes les entreprises  
(employant jusqu'à 10 salariés et plus de 10 salariés)**

**Avenant n° 35 du 5 décembre 2017**

[Étendu par arr. 4 janv. 2019, JO 19 avr.]

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FSCOP BTP IDF ;

---

FFB Paris ;  
FFB IDF ;  
CAPEB IDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC BTP IDF ;  
UFIC-UNSA ;  
URCB CFDT IDF ;  
FO BTP Bois.

### Article 1

Le montant de l'indemnité de repas figurant au paragraphe a) de l'article 8 du Chapitre III du Titre III de la Convention Collective Régionale des Ouvriers du Bâtiment est fixé à :

— 10 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018

### Article 2

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 ; D. 2231-3 et D. 2231-7 du Code du Travail le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Bureau des relations collectives du travail.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

## ***Avenant n° 2 du 4 décembre 2018***

[Non étendu]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Grand Paris ;  
FFB IDF - Yvelines Essonne - Val d'Oise ;  
Fédération IDF, Haute Normandie, Centre SCOP BTP ;  
CAPEB IDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC BTP IDF ;  
URCB CFDT IDF ;  
FG FO Bâtiment - Travaux Publiés - Bois ;  
UFIC UNSA.

*Les partenaires sociaux de la région Ile-de-France (hors Seine et Marne) signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.*

*Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives auxquelles elles se sont substituées.*

*Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Ile-de-France (hors Seine et Marne), adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment de la région Ile-de-France (hors Seine et Marne) en vigueur le 7 mars 2018 et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du Travail.*

*Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Ile-de-France (hors Seine et Marne) se sont de nouveau réunies pour négocier le montant des indemnités applicables dans la région conformément à l'article L-4 des Conventions collectives mentionnées ci-dessus.*

### Article 1

*Les parties signataires du présent avenant ont fixé le montant de l'indemnité pour les ouvriers du Bâtiment de la*

région Ile-de-France (hors Seine et Marne) à :

10,20 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019

## Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 3

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 ; D. 2231-3 et D. 2231-7 du Code du Travail, le présent avenant sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Bureau des relations collectives du travail et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil des Prud'hommes.

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

# Avenant n° 6 du 28 novembre 2022

[Étendu par arr. 13 mars 2023, JO 31 mars, applicable à compter de la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté relatif à son extension]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB IDF ;

FFB Paris ;

FFB IDF ;

SCOP BTP IDF Centre.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;

URCB CFDT IDF ;

FO BTP Bois.

Les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés, adhérentes aux organisations professionnelles d'employeurs et aux organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national, se sont réunies le 28 novembre 2022 pour négocier pour 2023 le montant des indemnités de petits déplacements applicables dans la région Île-de-France (hors Seine et Marne), conformément à l'article I-3 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à dix salariés) et ont convenu ce qui suit :

## Article 1

Les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	1,45 €	1,45 €	11 €
1B	1,95 €	1,95 €	
2	2,74 €	2,67 €	
3	4,11 €	4,06 €	
4	4,84 €	4,97 €	
5	6 €	6,20 €	

## Article 2

Les partenaires sociaux considérant qu'ils sont engagés par une convention collective nationale spécifique aux entre-

---

prises employant jusqu'à 10 salariés, estiment ainsi répondre à l'exigence de dispositions propres aux entreprises employant moins de 50 salariés, issues de l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

### Article 3

Le présent accord entrera en vigueur à compter de la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté relatif à son extension.

### Article 4

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du Travail, le présent avenant sera adressé à la Direction générale du Travail (DGT) Bureau des relations du travail et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil de prud'hommes de Paris.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du plein Emploi et de l'Insertion.

## **Indemnités et primes : accords à toutes les entreprises (employant jusqu'à 10 salariés)**

### **Indemnités de repas Avenant n° 3 du 3 décembre 2019**

[Étendu par arr. 6 août 2020, JO 5 sept.]

#### **Signataires :**

##### Organisation(s) patronale(s) :

FSCOP BTP IDF ;

CAPEB IDF ;

FFB Paris ;

FFB IDF.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

UFIC-UNSA ;

URCB CFDT IDF.

Les partenaires sociaux de la région Île-de-France (hors Seine et Marne) signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à dix salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ce champ. Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Île-de-France (hors Seine et Marne), adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national se sont de nouveau réunies pour négocier le montant des indemnités de petits déplacements applicables dans la région conformément à l'article I-3 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 pour les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à dix salariés).

### Article 1

Les parties signataires du présent avenant ont fixé le montant de l'indemnité de repas applicable aux ouvriers du Bâtiment de la région Île-de-France (hors Seine et Marne) à :

10,30 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020

### Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 3

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du Travail, le présent avenant sera adressé à la Direction générale du Travail (DGT) Bureau des relations du travail et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil de prud'hommes de Paris.

---

#### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue social.

### ***Avenant n° 4 du 14 décembre 2020***

[Non étendu]

#### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB IDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UFIC-UNSA ;

URCB CFDT IDF.

*Attachés comme toujours à soutenir l'attractivité des métiers du Bâtiment, en particulier pour encourager l'apprentissage, et soucieux de tenir compte des efforts réalisés par les salariés pendant la crise sanitaire pour participer au maintien de l'activité exigé par le Président de la République Française, les partenaires sociaux consentent un effort particulier pour la revalorisation des minimas salariaux, et ce malgré les incertitudes sur l'activité des entreprises pour 2021.*

*Les Organisations Professionnelles d'employeurs et les Organisations Syndicales de salariés du Bâtiment de la région Île-de-France (hors Seine-et-Marne), adhérentes aux Organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, se sont réunies pour négocier le montant des indemnités de petits déplacements applicables aux ouvriers employés dans les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (code IDCC 1596) de la région Île-de-France (hors Seine-et-Marne), conformément à l'article I-3 des conventions collectives mentionnées ci-dessus.*

#### Article 1

*Les parties signataires du présent avenant ont fixé le montant de l'indemnité de repas applicable aux ouvriers du Bâtiment de la région Île-de-France (hors Seine-et-Marne) à :*

**10,40 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021**

#### Article 2

*Le présent accord est susceptible d'être modifié, par avenant, notamment en cas d'évolution des dispositions législatives, réglementaires, conventionnelles ou économiques qui nécessiteraient l'adaptation de l'une ou de plusieurs de ses dispositions.*

*En tout état de cause, les partenaires sociaux s'engagent à réexaminer ses dispositions avant le 30 juin 2021.*

#### Article 3

*Compte tenu de la structure des entreprises des Branches du Bâtiment et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.*

#### Article 4

*En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du Travail, le présent avenant sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Bureau des relations du travail et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris.*

#### Article 5

*Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion.*

### **Avenant n° 5 du 2 février 2022**

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 24 juill.]

#### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB IDF ;

FFB Paris FFB IDF ;

SCOP BTP IDF Centre.

---

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;

URCB CFDT IDF FO BTP Bois.

Les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés , adhérentes aux organisations professionnelles d'employeurs et aux organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national , se sont réunies le 02 décembre 2021 pour négocier le montant des indemnités de petits déplacements applicables dans la région Ile-de- France (hors Seine et Marne), conformément à l'article I-3 de la convention collective nationale du 08 octobre 1990 des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à dix salariés).

Cette négociation n'ayant pu aboutir, les partenaires sociaux, soucieux de pouvoir proposer une revalorisation de l'indemnité de repas des ouvriers du Bâtiment d'Ile-de-France (hors Seine et Marne), se sont rencontrés à nouveau et ont convenu ce qui suit.

Par ailleurs, les partenaires sociaux s'entendent pour engager en 2023 une discussion relative à l'indemnité de trajet et à l'indemnité de transport.

### **Article 1**

Les parties signataires du présent avenant ont fixé le montant de l'indemnité de repas applicable aux ouvriers du Bâtiment de la région Île-de-France (hors Seine et Marne) à:

**10, 60 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022**

### **Article 2**

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### **Article 3**

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du Travail, le présent avenant sera adressé à la Direction générale du Travail (DGT) Bureau des relations du travail et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil de prud'hommes de Paris.

### **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'insertion.

## **Île-de-France (tous départements)**

### **Salaires**

### ***Accord du 7 novembre 2024***

*[Étendu par arr. 29 janv. 2025, JO 14 févr., applicable à compter de la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté relatif à son extension]*

#### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FFB IDF Est ;

FFB Grand Paris IDF ;

FFB Région IDF 78-91-95 ;

CAPEB IDF ;

SCOP BTP IDF Centre.

Syndicat(s) de salarié(s) :

URSCB CFDT ;

FO Construction ;

UNSA.

*En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Île-de-France comprenant tous les départements qui la composent : Paris, Seine-et-Marne, Yvelines , Essonne, Hauts-de-*

### Article 1

Pour la région Île-de-France, les parties signataires du présent accord, prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
- Position 1	150	1 823 €
- Position 2	170	1 835 €
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1 876 €
Niveau III		
Compagnons professionnels		
- Position 1	210	2 011 €
- Position 2	230	2 133 €
Niveau IV		
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe		
- Position 1	250	2 260 €
- Position 2	270	2 475 €

Ces valeurs doivent être adaptées en fonction de la durée de travail effectif à laquelle sont soumis les salariés concernés.

### Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 3

Le présent accord entrera en vigueur à compter de la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté relatif à son extension.

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffé du Conseil de Prud'hommes de Paris.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail et de l'Emploi.

## Indemnités de petits déplacements Accord du 7 novembre 2024

[Étendu par arr. 29 janv. 2025, JO 14 févr., applicable à compter de la date de publication de l'arrêté relatif à son extension]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB IDF Est ;

FFB Grand Paris IDF ;

FFB Région IDF 78-91-95 ;



CAPEB IDF ;  
SCOP IDF Centre.  
Syndicat(s) de salarié(s) :  
URSCB CFDT IDF ;  
FO Construction ;  
UNSA.

## Article 1

*Afin de poursuivre la mise en œuvre du processus de convergence au sein de l'Île-de-France, les partenaires sociaux décident de créer une zone circulaire complémentaire applicable dans tous les départements d'Île-de-France et ce, afin de moderniser le régime des petits déplacements en l'adaptant aux particularités géographiques et dans le constant souci d'améliorer la situation des salariés amenés à se rendre sur des chantiers notamment les plus éloignés.*

*En conséquence, il est institué un système de 6 zones concentriques (soit les zones 1, 2, 3, 4, 5, 6). La première zone (zone 1) est déterminée par une distance de 10 kilomètres à compter du point de départ des petits déplacements, tel qu'il est défini à l'article VIII-14 des Conventions Collectives Nationales. Les zones 2 à 5 sont concentriques et leurs limites sont distantes entre elles de 10 kilomètres conformément à l'article VIII-13 des Conventions Collectives Nationales.*

*La zone 6 se situe au-delà de 50 kilomètres et s'applique tant que les conditions du grand déplacement ne sont pas réunies.*

## Article 2

*En application de l'article 1-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Île-de-France comprenant tous les départements qui la composent : Paris, Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise. Les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après.*

*Pour les départements 75, 78, 91, 92, 93, 94, 95 :*

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1	2,26 €	2,34 €	11,60 €
Zone 2	3,12 €	3,05 €	
Zone 3	4,63 €	4,61 €	
Zone 4	5,36 €	5,70 €	
Zone 5	6,71 €	7,20 €	
Zone 6	8,23 €	9,55 €	

*Pour la Seine-et-Marne :*

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1	2,54 €	2,69 €	11,60 €
Zone 2	3,44 €	3,39 €	
Zone 3	5,07 €	5,07 €	
Zone 4	5,78 €	6,33 €	
Zone 5	7,29 €	8,07 €	
Zone 6	8,23 €	9,55 €	

---

### Article 3

*Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.*

### Article 4

*Le présent accord entrera en vigueur à compter de la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté relatif à son extension.*

### Article 5

*Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris.*

### Article 6

*Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail et de l'Emploi.*

## Nouvelle-Aquitaine

*(Voir également Annexe XIII)*

### Salaires

## Accord du 12 avril 2017

[Étendu 19 déc. 2017, JO 23 déc.]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

UR CAPEB Nouvelle Aquitaine ;

FFB Nouvelle Aquitaine ;

FRSCOP AQLIMPC.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT ;

UR BATI-MAT-TP CFTC.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1er

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, et de l'Accord National signé le 12 février 2002, relatif à la durée légale du travail pour toutes les entreprises, quel que soit leur effectif, les Organisations représentatives d'employeurs et de salariés de la Région Nouvelle-Aquitaine se sont réunies afin de déterminer les Salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(1)</sup>, les parties conviennent de déterminer les barèmes des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, avec un objectif de convergence au 1

<sup>(1)</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

<sup>er</sup> mai 2020.

### Article 2

Les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Nouvelle-Aquitaine comme indiqué dans les tableaux ci-après :

pour les entreprises dont l'horaire collectif est de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment pour les départements de la Dordogne (24), de la Gironde (33), des Landes (40), du Lot-et-Garonne (47), des Pyrénées-Atlantiques (64)

### Barème applicable à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvrier d'exécution			
- Position 1	150	1.481,82	9,77
- Position 2	170	1.511,08	9,96
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1.617,51	10,66
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1.765,31	11,64
- Position 2	230	1.896,21	12,50
Niveau IV - Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2.058,55	13,57
- Position 2	270	2.184,77	14,40

pour les entreprises dont l'horaire collectif est de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment pour les départements de la Creuse (23), de la Corrèze (19), de la Haute-Vienne (87)

### Barème applicable à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvrier d'exécution			
- Position 1	150	1.481,82	9,77
- Position 2	170	1.527,30	10,07
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1.617,51	10,66
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1.751,89	11,55
- Position 2	230	1.871,97	12,34
Niveau IV - Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2.011,78	13,26
- Position 2	270	2.125,02	14,01

pour les entreprises dont l'horaire collectif est de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment pour les départements de la Charente (16), de la Charente-Maritime (17), les Deux-Sèvres (79), la Vienne (86)

## Barème applicable à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvrier d'exécution			
- Position 1	150	1.481,82	9,77
- Position 2	170	1.511,08	9,96
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1.538,99	10,15
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1.720,75	11,35
- Position 2	230	1.863,93	12,29
Niveau IV - Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2.011,78	13,26
- Position 2	270	2.151,10	14,18

### Article 3

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Bordeaux.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social.

## Accord du 29 mars 2018

[Étendu par arr. 3 janv. 2019, JO 23 janv. 2019]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UR CAPEB ;

Fédération régionale des SCOP du BTP ;

FFB Nouvelle-Aquitaine.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI-MAT-TP CFTC du Bâtiment Nouvelle-Aquitaine ;

CFDT Construction Bois Nouvelle-Aquitaine.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1er

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, et de l'Accord National signé le 12 février 2002, relatif à la durée légale du travail pour toutes les entreprises, quel que soit leur effectif, les Organisations représentatives d'employeurs et de salariés de la Région Nouvelle-Aquitaine se sont réunies afin de déterminer les Salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(1)</sup>, les parties conviennent de déterminer les barèmes des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, avec un objectif de convergence au 1

<sup>(1)</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

<sup>er</sup> mai 2020.

## Article 2

Les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Nouvelle-Aquitaine comme indiqué dans les tableaux ci-après :

pour les entreprises dont l'horaire collectif est de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment pour les départements de la Dordogne (24), de la Gironde (33), des Landes (40), du Lot-et-Garonne (47), des Pyrénées-Atlantiques (64)

### Barème applicable à compter du 1<sup>er</sup> mai 2018

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvrier d'exécution			
- Position 1	150	1.500,00	9,89
- Position 2	170	1.539,52	10,15
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1.630,45	10,75
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1.782,96	11,76
- Position 2	230	1.915,17	12,63
Niveau IV - Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2.075,02	13,68
- Position 2	270	2.202,25	14,52

pour les entreprises dont l'horaire collectif est de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment pour les départements de la Creuse (23), de la Corrèze (19), de la Haute-Vienne (87)

### Barème applicable à compter du 1<sup>er</sup> mai 2018

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvrier d'exécution			
- Position 1	150	1.500,00	9,89
- Position 2	170	1.539,52	10,15
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1.630,45	10,75
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1.779,43	11,73
- Position 2	230	1.901,00	12,53
Niveau IV - Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2.043,59	13,47
- Position 2	270	2.162,10	14,26

pour les entreprises dont l'horaire collectif est de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment pour les départements de la Charente (16), de la Charente-

### Barème applicable à compter du 1<sup>er</sup> mai 2018

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvrier d'exécution			
- Position 1	150	1.500,00	9,89
- Position 2	170	1.528,62	10,08
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1.577,68	10,40
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1.749,49	11,53
- Position 2	230	1.889,69	12,46
Niveau IV - Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2.043,59	13,47
- Position 2	270	2.179,62	14,37

#### Article 3

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Bordeaux.

#### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social.

### Accord du 28 mars 2019

[Étendu par arr. 17 sept. 2020, JO 31 oct.]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération régionale des SCOP du BTP ;  
FFB Nouvelle-Aquitaine.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI-MAT-TP CFTC du Bâtiment Nouvelle-Aquitaine ;  
CFDT Construction Bois Nouvelle-Aquitaine ;  
FO Construction.

Il a été convenu ce qui suit :

#### Article 1er

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, et de l'Accord National signé le 12 février 2002, relatif à la durée légale du travail pour toutes les entreprises, quel que soit leur effectif, les Organisations représentatives d'employeurs et de salariés de la Région Nouvelle-Aquitaine se sont réunies afin de déterminer les Salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Nouvelle - Aquitaine.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(1)</sup>, les parties conviennent de déterminer les barèmes des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, avec un objectif de convergence au 1

(<sup>1</sup>) Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),  
 er mai 2020.

## Article 2

Les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Nouvelle-Aquitaine comme indiqué dans les tableaux ci-après :

— pour les entreprises dont l'horaire collectif est de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment pour les départements de la Dordogne (24), de la Gironde (33), des Landes (40), du Lot-et-Garonne (47), des Pyrénées-Atlantiques (64)

### Barème applicable à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvrage d'exécution			
- Position 1	150	1.530,00 €	10,09 €
- Position 2	170	1.570,31 €	10,35 €
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1.663,06 €	10,96 €
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1.818,62 €	11,99 €
- Position 2	230	1.953,47 €	12,88 €
Niveau IV - Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2.116,52 €	13,95 €
- Position 2	270	2.246,30 €	14,81 €

— pour les entreprises dont l'horaire collectif est de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment pour les départements de la Creuse (23), de la Corrèze (19), de la Haute-Vienne (87)

### Barème applicable à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvrier d'exécution			
- Position 1	150	1.530,00 €	10,09 €
- Position 2	170	1.570,31 €	10,35 €
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1.663,06 €	10,96 €
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1.818,62 €	11,99 €
- Position 2	230	1.944,34 €	12,82 €
Niveau IV - Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2.098,43 €	13,84 €
- Position 2	270	2.223,64 €	14,66 €

— pour les entreprises dont l'horaire collectif est de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment pour les départements de la Charente (16), de la Charente-Maritime (17), les Deux-Sèvres (79), la Vienne (86)

### Barème applicable à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvrier d'exécution			
- Position 1	150	1.530,00 €	10,09 €
- Position 2	170	1.570,31 €	10,35 €
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1.623,43 €	10,70 €
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1.799,78 €	11,87 €
- Position 2	230	1.938,58 €	12,78 €
Niveau IV - Maître d'ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2.098,43 €	13,84 €
- Position 2	270	2.232,56 €	14,72 €

#### Article 3

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Bordeaux.

#### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social.

### Accord du 31 mars 2021

[Étendu par arr. 7 sept. 2021, JO 30 sept.]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Nvelle Aquitaine ;  
UR CAPEB NA ;  
FR SCOP BTP NA.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC NA ;  
CFDT CONSTR Bois NA ;  
UFIC UNSA NA ;  
FO Construction BTP ;  
CGT CB AMEUBLEMT NA.

Il a été convenu ce qui suit :

#### Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, et de l'Accord National signé le 12 février 2002, relatif à la durée légale du travail pour toutes les entreprises, quel que soit leur effectif, les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national,



se sont réunies afin de déterminer les Salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Nouvelle - Aquitaine.

## Article 2

Les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Nouvelle - Aquitaine comme indiqué dans le tableau ci-après :

pour les entreprises dont l'horaire collectif est de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment pour tous les départements de Nouvelle-Aquitaine

### Barème applicable à compter du 1<sup>er</sup> juin 2021

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I			
Ouvrier d'exécution			
- Position 1	150	1.554,58 €	10,25 €
- Position 2	170	1.593,86 €	10,50 €
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1.688,01 €	11,13 €
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1.845,90 €	12,17 €
- Position 2	230	1.982,77 €	13,07 €
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2.148,27 €	14,16 €
- Position 2	270	2.279,99 €	15,03 €

## Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 4

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Bordeaux.

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social.

## Accord du 5 avril 2022

[Étendu par arr. 18 juill. 2022, JO 27 juill.]

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Nouvelle Aquitaine ;

UR CAPEB NA ;

FR SCOP BTP NA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC NA ;

CFDT CONSTR Bois NA ;

FO Construction BTP.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597) et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), et de l'Accord National signé le 12 février 2002, relatif à la durée légale du travail pour toutes les entreprises, quel que soit leur effectif, les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies afin de déterminer les Salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Nouvelle - Aquitaine.

### Article 2

Les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Nouvelle - Aquitaine comme indiqué dans le tableau ci-après :

pour les entreprises dont l'horaire collectif est de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment pour tous les départements de Nouvelle-Aquitaine

### Barème applicable à compter du 1<sup>er</sup> juin 2022

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I			
Ouvrier d'exécution			
- Position 1	150	1.645,58 €	10,85 €
- Position 2	70	1.686,30 €	11,12 €
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1.747,09 €	11,52 €
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1.910,51 €	12,59 €
- Position 2	230	2.052,17 €	13,53 €
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2.223,46 €	14,66 €
- Position 2	270	2.359,79 €	15,56 €

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe

du Conseil de Prud'hommes de Bordeaux.

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion.

## Accord du 20 juin 2023

[Étendu par arr. 16 oct. 2023, JO 20 oct.]

### Signataires :

Entreprises ≤ 10 salariés :

Organisation(s) patronale(s) :

UR CAPEB Nouvelle Aquitaine ;

FFB Nouvelle Aquitaine ;

FR SCOP BTP Nouvelle Aquitaine.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO Construction ;

CFDT Construction Bois Nouvelle Aquitaine ;

UFIC UNSA Nouvelle Aquitaine.

Entreprises > 10 salariés :

Organisation(s) patronale(s) :

UR CAPEB Nouvelle Aquitaine ;

FFB Nouvelle Aquitaine ;

FR SCOP BTP Nouvelle Aquitaine.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO Construction ;

CFDT Construction Bois Nouvelle Aquitaine ;

BATI-MAT-TP CFTC Nouvelle Aquitaine.

Il a été convenu ce qui suit :

## Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Nouvelle - Aquitaine.

## Article 2

Les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Nouvelle - Aquitaine comme indiqué dans le tableau ci-après :

pour les entreprises dont l'horaire collectif est de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment pour tous les départements de Nouvelle-Aquitaine

### Barème applicable à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaires mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I			
Ouvrier d'exécution			
- Position 1	150	1.747,24 €	11,52 €
- Position 2	170	1.800,32 €	11,87 €

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1.853,41 €	12,22 €
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1.995,98 €	13,16 €
- Position 2	230	2.144,61 €	14,14 €
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2.312,97 €	15,25 €
- Position 2	270	2.454,02 €	16,18 €

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément aux articles L. 2231-6 et L. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Bordeaux.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion.

## Indemnités de petits déplacements Accord du 12 avril 2017

[Étendu par arr. 19 déc. 2017, JO 23 déc.]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

UR CAPEB Nouvelle Aquitaine ;  
FFB Nouvelle Aquitaine ;  
FRSCOP AQLIMPC.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT ;  
UR BATI-MAT-TP CFTC.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1er

En application de l'Article I-31 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment, en date du 8 Octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montants des Indemnités de Petits Déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Nouvelle-Aquitaine applicables à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(1)</sup>

<sup>(1)</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

, les parties conviennent de déterminer les barèmes des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, avec un objectif de convergence au 1<sup>er</sup> mai 2020.

## Article 2

Pour la région Nouvelle - Aquitaine, les parties signataires du présent accord, ont fixé le barème des Indemnités de Petits Déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après : pour les départements de la Dordogne (24), de la Gironde (33), des Landes (40), du Lot-et-Garonne (47), des Pyrénées-Atlantiques (64), à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017

Zones	Indemnité de repas	Indemnité de trajet	Indemnité de transport
Sous-zone 1 A	9,40	0,55	0,82
Sous-zone 1 B		1,61	2,21
Zone 2		3,15	4,67
Zone 3		4,27	7,67
Zone 4		5,62	10,11
Zone 5		7,17	13,20

pour les départements de la Creuse (23), de la Corrèze (19), de la Haute-Vienne (87), à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017

Zones	Indemnité de repas	Indemnité de trajet	Indemnité de transport
Sous-zone 1 A	10,49	0,71	0,82
Sous-zone 1 B		1,60	1,58
Zone 2		3,30	4,81
Zone 3		4,70	7,99
Zone 4		6,11	11,21
Zone 5		7,55	14,40

pour les départements de la Charente (16), de la Charente-Maritime (17), les Deux-Sèvres (79), la Vienne (86), à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017

Zones	Indemnité de repas	Indemnité de trajet	Indemnité de transport
Sous-zone 1 A	9,00	0,71	0,82
Sous-zone 1 B		1,12	1,58
Zone 2		2,21	3,23
Zone 3		3,60	5,00
Zone 4		4,93	7,30
Zone 5		6,64	10,00

## Article 3

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Bordeaux.

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social.

# Accord du 29 mars 2018

[Étendu par arr. 8 avr. 2019, JO 16 avr.]

## Signataires :

### Organisation(s) patronale(s) :

UR CAPEB ;

Fédération régionale des SCOP du BTP ;

FFB Nouvelle-Aquitaine.

### Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI-MAT-TP CFTC du Bâtiment Nouvelle-Aquitaine ;

CFDT Construction Bois Nouvelle-Aquitaine ;

UFIC-UNSA Nouvelle-Aquitaine.

Il a été convenu ce qui suit :

## Article 1er

En application de l'Article I-31 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment, en date du 8 Octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montants des Indemnités de Petits Déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Nouvelle-Aquitaine.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(1)</sup>

<sup>(1)</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

, les parties conviennent de déterminer les barèmes des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, avec un objectif de convergence au 1<sup>er</sup> mai 2020.

## Article 2

Pour la région Nouvelle-Aquitaine, les parties signataires du présent accord, ont fixé le barème des Indemnités de Petits Déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

pour les départements de la Dordogne (24), de la Gironde (33), des Landes (40), du Lot-et-Garonne (47), des Pyrénées-Atlantiques (64), à compter du 1<sup>er</sup> mai 2018

Zones	Indemnité de repas	Indemnité de trajet	Indemnité de transport
Sous-zone 1 A	9,50	0,59	0,83
Sous-zone 1 B		1,62	2,23
Zone 2		3,21	4,74
Zone 3		4,41	7,81
Zone 4		5,79	10,47
Zone 5		7,32	13,61

pour les départements de la Creuse (23), de la Corrèze (19), de la Haute-Vienne (87), à compter du 1<sup>er</sup> mai 2018

Zones	Indemnité de repas	Indemnité de trajet	Indemnité de transport
Sous-zone 1 A	10,49	0,72	0,83
Sous-zone 1 B		1,62	1,75
Zone 2		3,33	4,85
Zone 3		4,74	8,05
Zone 4		6,16	11,30
Zone 5		7,61	14,52

pour les départements de la Charente (16), de la Charente-Maritime (17), les Deux-Sèvres (79), la Vienne (86), à compter du 1<sup>er</sup> mai 2018

Zones	Indemnité de repas	Indemnité de trajet	Indemnité de transport
Sous-zone 1 A	9,40	0,72	0,83
Sous-zone 1 B		1,25	1,75
Zone 2		2,50	3,65
Zone 3		3,90	5,79
Zone 4		5,26	8,34
Zone 5		6,92	11,18

### Article 3

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Bordeaux.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social.

## Accord du 28 mars 2019

[Étendu par arr. 17 sept. 2020, JO 31 oct.]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération régionale des SCOP du BTP ;  
FFB Nouvelle-Aquitaine.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI-MAT-TP CFTC du Bâtiment Nouvelle-Aquitaine ;  
CFDT Construction Bois Nouvelle-Aquitaine ;  
UFIC-UNSA Nouvelle-Aquitaine ;  
FO Construction.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1er

En application de l'Article I-31 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment, en date du 8 Octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montants des Indemnités de Petits Déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Nouvelle-Aquitaine applicables à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(1)</sup>, les parties conviennent de déterminer les barèmes des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, avec un objectif de convergence au 1

<sup>(1)</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

<sup>er</sup> mai 2020.

### Article 2

Pour la région Nouvelle-Aquitaine, les parties signataires du présent accord, ont fixé le barème des Indemnités de Petits Déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

— pour les départements de la Dordogne (24), de la Gironde (33), des Landes (40), du Lot-et-Garonne (47), des

Pyrénées-Atlantiques (64), à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019

Zones	Indemnité de repas	Indemnité de trajet	Indemnité de transport
Sous-zone 1 A	10,00 €	0,72 €	0,85 €
Sous-zone 1 B		1,62 €	2,23 €
Zone 2		3,33 €	4,85 €
Zone 3		4,52 €	7,89 €
Zone 4		5,91 €	10,75 €
Zone 5		7,42 €	13,91 €

— pour les départements de la Creuse (23), de la Corrèze (19), de la Haute-Vienne (87), à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019

Zones	Indemnité de repas	Indemnité de trajet	Indemnité de transport
Sous-zone 1 A	10,50 €	0,72 €	0,85 €
Sous-zone 1 B		1,62 €	1,91 €
Zone 2		3,33 €	4,85 €
Zone 3		4,74 €	8,05 €
Zone 4		6,16 €	11,30 €
Zone 5		7,61 €	14,52 €

— pour les départements de la Charente (16), de la Charente-Maritime (17), les Deux-Sèvres (79), la Vienne (86), à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019

Zones	Indemnité de repas	Indemnité de trajet	Indemnité de transport
Sous-zone 1 A	10,00 €	0,72 €	0,85 €
Sous-zone 1 B		1,37 €	1,91 €
Zone 2		2,77 €	4,05 €
Zone 3		4,18 €	6,54 €
Zone 4		5,56 €	9,33 €
Zone 5		7,15 €	12,29 €

### Article 3

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Bordeaux.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social.

## Accord du 31 mars 2021

[Étendu par arr. 7 sept. 2021, JO 30 sept.]

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :



FFB Nouvelle Aquitaine ;

UR CAPEB NA ;

FR SCOP BTP NA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC NA ;

CFDT CONSTR Bois NA ;

UFIC UNSA NA ;

FO Construction BTP ;

CGT CB AMEUBLEMT NA.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1

En application de l'Article I-3 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment, en date du 8 Octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montants des Indemnités de Petits Déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Nouvelle-Aquitaine applicables à compter du 1<sup>er</sup> juin 2021

### Article 2

Pour tous les départements de la région Nouvelle-Aquitaine, les parties signataires du présent accord, ont fixé le barème des Indemnités de Petits Déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

Zones	Indemnité de repas	Indemnité de trajet	Indemnité de transport
Sous-zone 1 A	10,50 €	0,72 €	0,85 €
Sous-zone 1 B		1,62 €	2,23 €
Zone 2		3,33 €	4,85 €
Zone 3		4,74 €	8,05 €
Zone 4		6,16 €	11,30 €
Zone 5		7,61 €	14,52 €

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Bordeaux.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social.

## Accord du 5 avril 2022

[Étendu par arr. 18 juill. 2022, JO 27 juill.]

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Nouvelle Aquitaine ;

UR CAPEB NA ;  
FR SCOP BTP NA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC NA ;  
CFDT CONSTR Bois NA ;  
FO Construction BTP.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1

En application de l'Article I-3 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment, en date du 8 Octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les montants des Indemnités de Petits Déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Nouvelle-Aquitaine applicables à compter du 1<sup>er</sup> juin 2022

### Article 2

Pour tous les départements de la région Nouvelle-Aquitaine, les parties signataires du présent accord, ont fixé le barème des Indemnités de Petits Déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

<sup>1</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

Zones	Indemnité de repas	Indemnité de trajet	Indemnité de transport
Sous-zone 1 A	10,80 €	0,72 €	0,88 €
Sous-zone 1 B		1,62 €	2,32 €
Zone 2		3,33 €	5,04 €
Zone 3		4,74 €	8,37 €
Zone 4		6,16 €	11,75 €
Zone 5		7,61 €	15,10 €

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Bordeaux.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social.

## Accord du 20 juin 2023

[Étendu par arr. 16 oct. 2023, JO 20 oct.]

### Signataires :

Entreprises ≤ 10 salariés :

Organisation(s) patronale(s) :

UR CAPEB Nouvelle Aquitaine ;  
FFB Nouvelle Aquitaine ;  
FR SCOP BTP Nouvelle Aquitaine.

---

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO Construction ;

CFDT Construction Bois Nouvelle Aquitaine ;

UFIC UNSA Nouvelle Aquitaine.

Entreprises > 10 salariés :

Organisation(s) patronale(s) :

UR CAPEB Nouvelle Aquitaine ;

FFB Nouvelle Aquitaine ;

FR SCOP BTP Nouvelle Aquitaine.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO Construction ;

CFDT Construction Bois Nouvelle Aquitaine ;

BATI-MAT-TP CFTC Nouvelle Aquitaine ;

CFTC.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1

En application de l'Article I-3 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment, en date du 8 Octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597) et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montants des Indemnités de Petits Déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Nouvelle - Aquitaine applicables à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023

### Article 2

Pour tous les départements de la région Nouvelle - Aquitaine, les parties signataires du présent accord, ont fixé le barème des Indemnités de Petits Déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :<sup>(1)</sup>

<sup>1</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (Notre).

Zones	Indemnité de repas	Indemnité de trajet	Indemnité de transport
Sous-zone 1 A	10,80 €	0,73 €	0,88 €
Sous-zone 1 B		1,65 €	2,32 €
Zone 2		3,40 €	5,04 €
Zone 3		4,83 €	8,37 €
Zone 4		6,28 €	11,75 €
Zone 5		7,76 €	15,10 €

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément aux articles et L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Bordeaux.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social.

---

## Indemnité des maîtres d'apprentissage

### Accord du 29 mars 2018

[Étendu par arr. 20 déc. 2018, JO 23 déc., applicable pour les contrats d'apprentissage signés à compter du 1<sup>er</sup> juin 2018]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

UR CAPEB NA ;  
FFB NA ;  
SCOP BTP Océan Bois.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFE-CGC NA ;  
BATI MAT TP CFTC NA ;  
CFDT CONSTR Bois NA ;  
UFIC UNSA NA.

Il a été convenu ce qui suit :

Vu l'Article 3 de l'Accord Paritaire National du 13 juillet 2004 relatif à «la Formation, la Certification, la Charte, et l'Indemnisation» des Maîtres d'Apprentissage dans le Bâtiment et les Travaux Publics, selon lequel l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage ouvre droit,

- soit au versement d'une indemnité spécifique pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné,
- soit à l'accès au statut spécifique de maître d'apprentissage qui a pu être mis en place dans l'entreprise,

Vu l'Article 3 de l'Accord Paritaire National du 13 juillet 2004 relatif à «la Formation, la Certification, la Charte, et l'Indemnisation» des Maîtres d'Apprentissage qui renvoie la négociation paritaire du montant de cette indemnité au niveau régional, en application de :

— l'article I-3 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 applicable dans les entreprises visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés)

— l'article I-3 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 applicable dans les entreprises non visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés),

Les organisations représentatives d'employeurs et de salariés de la Région Nouvelle-Aquitaine se sont réunies le 29 mars 2018 et ont déterminé les montants et modalités de versement de l'indemnité pour les maîtres d'apprentissage, titulaires du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé, comme suit :

#### **170 par année de contrat d'apprentissage,**

Le versement de l'indemnité au maître d'apprentissage n'est pas soumis à la condition d'obtention par l'apprenti, de son diplôme.

Si le maître d'apprentissage forme deux ou plusieurs apprentis il percevra une indemnité supplémentaire de :

70 par année de contrat d'apprentissage pour le second apprenti

25 par année de contrat d'apprentissage pour le troisième apprenti

En cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, le montant versé au Maître d'Apprentissage Confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée du contrat effectué par l'apprenti. Les versements de la prime seront effectués à date anniversaire du début du contrat.

Cet accord est applicable pour les contrats d'apprentissage signés à compter du 1<sup>er</sup> juin 2018.

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat Greffe du Conseil des Prud'hommes de Bordeaux.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère de l'Emploi, de la Cohésion Sociale et du Logement.

## Accord du 31 mars 2021

[Étendu par arr. 19 nov. 2021, JO 21 déc., applicable pour les contrats d'apprentissage signés à compter du 1<sup>er</sup> juin 2021]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Nvelle Aquitaine ;

---

UR CAPEB NA ;  
FR SCOP BTP NA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFE-CGC Nulle Aquit. ;  
BATI MAT TP CFTC NA ;  
CFDT CONSTR Bois NA ;  
UFIC UNSA NA ;  
FO Construction BTP.

Il a été convenu ce qui suit :

Vu l'Article 3 de l'Accord Paritaire National du 13 juillet 2004 relatif à «la Formation, la Certification, la Charte, et l'Indemnisation» des Maîtres d'Apprentissage dans le Bâtiment et les Travaux Publics, selon lequel l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage ouvre droit,

- soit au versement d'une indemnité spécifique pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné,
- soit à l'accès au statut spécifique de maître d'apprentissage qui a pu être mis en place dans l'entreprise,

Vu l'Article 3 de l'Accord Paritaire National du 13 juillet 2004 relatif à «la Formation, la Certification, la Charte, et l'Indemnisation» des Maîtres d'Apprentissage qui renvoie la négociation paritaire du montant de cette indemnité au niveau régional, en application de :

— l'article I-3 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 applicable dans les entreprises visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés)

— l'article I-3 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 applicable dans les entreprises non visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés),

les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies le 31 mars 2021, pour négocier, en tant compte de l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, les montants et les modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice des fonctions de Maître d'Apprentissage Confirmé applicables dans la région Nouvelle-Aquitaine, conformément à l'article I-3 de la Convention collective des ouvriers du bâtiment du 8 octobre 1990 (IDCC 1596), titulaires du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé, comme suit :

**220 € par année de contrat d'apprentissage**

Le versement de l'indemnité au maître d'apprentissage n'est pas soumis à la condition d'obtention par l'apprenti, de son diplôme.

Si le maître d'apprentissage forme deux ou plusieurs apprentis il percevra une indemnité supplémentaire de :

**100 € par année de contrat d'apprentissage pour le second apprenti**

**60 € par année de contrat d'apprentissage pour le troisième apprenti**

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre, ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage au-delà de la période d'essai, ou en cas de départ de l'entreprise du maître d'apprentissage confirmé, le montant versé au Maître d'Apprentissage Confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée du contrat effectué par l'apprenti. Les versements de la prime seront effectués à date anniversaire du début du contrat.

Cet accord est applicable pour les contrats d'apprentissage signés à compter du 1<sup>er</sup> juin 2021.

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat Greffe du Conseil des Prud'hommes de Bordeaux.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère de l'Emploi, de la Cohésion Sociale et du Logement.

## **Avenant n° 1 du 10 juin 2021**

[Étendu par arr. 19 nov. 2021, JO 21 déc.]

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Nulle Aquitaine ;  
UR CAPEB NA ;  
FR SCOP BTP NA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFE-CGC Nulle Aquit. ;

---

BATI MAT TP CFTC NA ;  
CFDT CONSTR Bois NA ;  
UFIC UNSA NA ;  
FO Construction BTP.  
Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1

En application de l'Article 3 de l'Accord Paritaire National du 13 juillet 2004 relatif à «la Formation, la Certification, la Charte, et l'Indemnisation» des Maîtres d'Apprentissage dans le Bâtiment et les Travaux Publics, selon lequel l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage ouvre droit,

- soit au versement d'une indemnité spécifique pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné,
- soit à l'accès au statut spécifique de maître d'apprentissage qui a pu être mis en place dans l'entreprise,

Vu l'Article 3 de l'Accord Paritaire National du 13 juillet 2004 relatif à «la Formation, la Certification, la Charte, et l'Indemnisation» des Maîtres d'Apprentissage qui renvoie la négociation paritaire du montant de cette indemnité au niveau régional, en application de :

— l'article I-3 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 applicable dans les entreprises visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés)

— l'article I-3 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 applicable dans les entreprises non visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés),

les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies le 31 mars 2021, pour négocier, les montants et les modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice des fonctions de Maître d'Apprentissage Confirmé applicables dans la région Nouvelle-Aquitaine, conformément à l'article I-3 de la Convention collective des ouvriers du bâtiment du 8 octobre 1990 (IDCC 1596), titulaires du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé

### Article 2

Les parties signataires sont convenues des modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice des fonctions de Maître d'Apprentissage Confirmé tel que figurant dans l'accord du 31 mars 2021 joint au présent avenant.

### Article 3

En complément de l'accord du 31 mars 2021, les parties signataires s'accordent que compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises de moins de 50 salariés.

En conséquence de quoi, les parties signataires réitèrent leur demande d'extension formalisée le 29 avril 2021, relatif à l'accord paritaire régional du 11 novembre 2020 concernant l'Indemnité spécifique à verser par les entreprises à leur(s) salarié(s) Titulaire(s) du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé.

## Normandie

*(Voir également Annexe XIV)*

### Salaires

### Accord du 28 novembre 2017

[Étendu par arr. 27 déc. 2018, JO 16 janv. 2019, applicable à compter du 1<sup>er</sup> mai 2018 sous réserve de la publication au Journal Officiel de son arrêté d'extension]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Normandie ;

CAPEB Normandie ;

Fédération Ouest des SCOP du BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

CFDT ;

UNSA Normandie.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1

En application de l'article XII.8 des Conventions, Collectives Nationales du Bâtiment du 8 Octobre 1990, concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 d'une part et par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 d'autre part, les organisations représentatives des employeurs et des salariés du Bâtiment de Normandie se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Normandie à compter du 1<sup>er</sup> Mai 2018.

### Article 2

À compter du 1<sup>er</sup> Mai 2018, pour la Région Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé, par dérogation à l'article XII.8 des Conventions Collectives Nationales des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'une part, et par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'autre part, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment pour un horaire mensuel de 151,67 heures comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Eure / Seine-Maritime		
Niveau	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 h/mois 35 h/semaine
Niveau I - Ouvriers d'exécution		
Position 1	150	1 482,87
Position 2	170	1 493,32
Niveau II - Ouvriers Professionnels	185	1 577,72
Niveau III - Compagnons Professionnels		
Position 1	210	1 739,50
Position 2	230	1 869,05
Niveau IV - Maîtres ouvriers ou Chefs d'Équipes		
Position 1	250	1 992,24
Position 2	270	2 118,99

Calvados / Manche / Orne		
Niveau	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 h/mois 35 h/semaine
Niveau I - Ouvriers d'exécution		
Position 1	150	1 498,52
Position 2	170	1 519,86
Niveau II - Ouvriers Professionnels	185	1 577,72
Niveau III - Compagnons Professionnels		
Position 1	210	1 739,50
Position 2	230	1 869,05
Niveau IV - Maîtres ouvriers ou Chefs d'Équipes		
Position 1	250	2 020,08
Position 2	270	2 151,01

Rappel : aucune rémunération mensuelle brute ne doit être inférieure au SMIC en vigueur.

### Article 3

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup>, un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Caen et un à la DIRECCTE Normandie.

### Article 4

Le présent accord entrera en vigueur aux dates indiquées aux articles 1, 2 sous réserve de la publication au Journal Officiel de son arrêté ministériel d'extension à la date considérée.

## Accord du 29 mars 2019

[Étendu par arr. 9 avr. 2020, JO 15 mai]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Normandie ;

CAPEB Normandie ;

Fédération Ouest des SCOP du BTP.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction Bois ;

URD CFTC Normandie ;

FG Force Ouvrière.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1er

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597) et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations représentatives d'employeurs se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Normandie.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(1)</sup>, les parties conviennent de déterminer les barèmes de salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, dans le cadre de l'accord de convergence signé le 29 mars 2019.

<sup>(1)</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

### Article 2

Pour la région Normandie, les parties signataires du présent accord, par dérogation à l'article XII.8 des Conventions collectives Nationales des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'autre part, et prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

— Pour les départements du Calvados (14), de la Manche (50) et de l'Orne (61) à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I - Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1522,50 €	10,04 €
- Position 2	170	1548,74 €	10,21 €
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1607,70 €	10,60 €
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1772,55 €	11,69 €



Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
- Position 2	230	1904,56 €	12,56 €
Niveau IV - Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2058,46 €	13,57 €
- Position 2	270	2191,88 €	14,45 €

— Pour les départements de l'Eure (27) et de la Seine Maritime (76) à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I - Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1522,50 €	10,04 €
- Position 2	170	1534,90 €	10,12 €
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1607,70 €	10,60 €
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1772,55 €	11,69 €
- Position 2	230	1904,56 €	12,56 €
Niveau IV - Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2043,96 €	13,48 €
- Position 2	270	2175,20 €	14,34 €

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Caen.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## Accord du 14 février 2020

[Étendu par arr. 20 nov. 2020, JO 16 janv. 2021]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Normandie ;

FFB Normandie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FG FO ;

URCB CFDT ;

UR CFTC Normandie.

Il a été convenu ce qui suit :

## Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597) et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Normandie.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>1</sup>, les parties conviennent de déterminer les barèmes de salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, dans le cadre de l'accord de convergence signé le 29 mars 2019.

<sup>1</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

## Article 2

Pour la région Normandie, les parties signataires du présent accord, par dérogation à l'article XII.8 des Conventions collectives Nationales des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'autre part, et prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

— à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2020 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1545,34 €	10,19 €
- Position 2	170	1571,97 €	10,36 €
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1631,81 €	10,76 €
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1799,14 €	11,86 €
- Position 2	230	1933,13 €	12,74 €
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2089,34 €	13,77 €
- Position 2	270	2224,76 €	14,67 €

## Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Caen.

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## Accord du 3 février 2022

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 24 juill.]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Normandie ;

FFB Normandie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

FG FO ;

URCB CFDT.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1er

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597) et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Normandie.

### Article 2

Pour la région Normandie, les parties signataires du présent accord, par dérogation à l'article XII.8 des Conventions collectives Nationales des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'autre part, et prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

### à compter du 1<sup>er</sup> Juillet 2022 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 603,29 €	10,57 €
- Position 2	170	1 626,99 €	10,73 €
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 688,92 €	11,13 €
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 862,11 €	12,28 €
- Position 2	230	2 000,79 €	13,19 €
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 162,47 €	14,26 €
- Position 2	270	2 302,63 €	15,18 €

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix

salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Caen.

#### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

### Accord du 8 février 2023

[Étendu par arr. 25 avr. 2023, JO 28 avr.]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Normandie ;

FFB Normandie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

URCB CFDT.

Il a été convenu ce qui suit :

#### Article 1er

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597) et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Normandie.

#### Article 2

Pour la région Normandie, les parties signataires du présent accord, par dérogation à l'article XII.8 des Conventions collectives Nationales des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'autre part, et prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

— à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 713,29 €	11,30 €
- Position 2	170	1 736,99 €	11,45 €
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 798,92 €	11,86 €
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 972,11 €	13,00 €
- Position 2	230	2 110,79 €	13,92 €

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 272,47 €	14,98 € 15,91
- Position 2	270	2 412,63 €	€

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Caen.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## Accord du 22 janvier 2025

[Étendu par arr. 9 avr. 2025, JO 26 avr.]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Normandie ;

FFB Normandie.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFDT ;

CFTC ;

UNSA.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1er

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597) et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Normandie.

### Article 2

Pour la région Normandie, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

— à compter du 1<sup>er</sup> avril 2025 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
- Position	150	1 801,80 €	11,88 €
- Position 2	170	1 823,84 €	12,03 €
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 861,88 €	12,28 €
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	2 041,13 €	13,46 €
- Position 2	230	2 184,67 €	14,40 €
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 352,01 €	15,51 €
- Position 2	270	2 497,07 €	16,46 €

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Caen.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles.

## Indemnités de petits déplacements

### Accord du 28 novembre 2017

[Étendu par arr. 20 mars 2019, JO 10 avr., applicable à compter du 1<sup>er</sup> mai 2018 sous réserve de la publication au Journal Officiel de son arrêté d'extension]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Normandie ;

CAPEB Normandie ;

Fédération Ouest des SCOP du BTP.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

CFDT ;

UNSA Normandie.

Il a été convenu ce qui suit :

En application des dispositions du titre VIII et de l'article 1.3 du titre I des Conventions Collective Nationale du 8 octobre 1990, concernant d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) et d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

---

## Article 1

### A Indemnité de repas

À partir du 1<sup>er</sup> mai 2018, l'indemnité de repas est fixée à :

Repas	Normandie
	9,70

### B Indemnité de transport

À partir du 1<sup>er</sup> mai 2018, l'indemnité de transport est fixée aux valeurs suivantes :

Zones	Eure / Seine Maritime	Calvados / Manche / Orne
1A	2,00	2,56
1B	2,56	2,56
2	5,65	5,65
3	8,49	8,49
4	11,89	11,89
5	15,28	15,28

### C Indemnité de trajet

À partir du 1<sup>er</sup> mai 2018, l'indemnité de trajet est fixée aux valeurs suivantes :

Zones	Eure / Seine Maritime	Calvados / Manche / Orne
1A	1,00	1,61
1B	1,25	1,61
2	2,35	3,23
3	3,50	4,83
4	4,70	6,42
5	6,05	8,07

## Article 2

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup>, un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Caen et un à la DIRECCTE Normandie.

## Article 3

Le présent accord entrera en vigueur à la date indiquée à l'article 1 sous réserve de la publication au Journal Officiel de son arrêté ministériel d'extension à la date considérée.

## Accord du 29 mars 2019

[Étendu par arr. 9 avr. 2020 JO 15 mai]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Normandie ;

CAPEB Normandie ;  
Fédération Ouest des SCOP du BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction Bois ;

URD CFTC Normandie ;

FG FO.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1er

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597) et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1952 (IDCC 1596), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petites déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Normandie.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(1)</sup>, les parties conviennent de déterminer les barèmes des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, dans le cadre de l'accord de convergence signé le 29 mars 2019.

<sup>(1)</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

### Article 2

Pour la région Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

— Pour les départements du Calvados (14), de la Manche (50) et de l'Orne (61) à compter du 1<sup>er</sup> Juillet 2019 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	1,63 €	2,59 €	10,00 €
1B	1,63 €	2,59 €	
2	3,26 €	5,71 €	
3	4,88 €	8,57 €	
4	6,48 €	12,01 €	
5	8,15 €	15,43 €	

— Pour les départements de l'Eure (27) et de la Seine Maritime (76) à compter du 1<sup>er</sup> Juillet 2019 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	1,11 €	2,12 €	10,00 €
1B	1,33 €	2,59 €	
2	2,53 €	5,71 €	
3	3,77 €	8,57 €	
4	5,05 €	12,01 €	
5	6,47 €	15,43 €	

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 15 mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins



de 50 salariés.

#### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Caen.

#### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

### Accord du 14 février 2020

[Étendu par arr. 20 nov. 2020, JO 16 janv. 2021]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Normandie ;

FFB Normandie ;

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

FG FO ;

URCB CFDT ;

UR CFTC Normandie.

Il a été convenu ce qui suit :

#### Article 1er

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597) et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petites déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Normandie.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>2</sup>, les parties conviennent de déterminer les barèmes des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, dans le cadre de l'accord de convergence signé le 29 mars 2019.

<sup>2</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

#### Article 2

Pour la région Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

— Pour les départements du Calvados (14), de la Manche (50) et de l'Orne (61) à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2020 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	1,63 €	2,59 €	10,15 €
1B	1,63 €	2,59 €	
2	3,26 €	5,71 €	
3	4,88 €	8,57 €	
4	6,48 €	12,01 €	
5	8,15 €	15,43 €	

— Pour les départements de l'Eure (27) et de la Seine Maritime (76) à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2020 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	1,24 €	2,24 €	10,15 €
1B	1,41 €	2,59 €	
2	2,71 €	5,71 €	
3	4,04 €	8,57 €	
4	5,40 €	12,01 €	
5	6,89 €	15,43 €	

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Caen.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## Accord du 18 février 2021

[Étendu par arr. 22 juill. 2021, JO 7 août]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Normandie ;

FFB Normandie.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

FG FO ;

URCB CFDT ;

UR CFTC Normandie.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1er

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597) et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Normandie.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>1</sup>, les parties conviennent de déterminer les barèmes des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, dans le cadre de l'accord de convergence signé le 29 mars 2019.

<sup>1</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

### Article 2

Pour la région Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

— Pour les départements du Calvados (14), de la Manche (50) et de l'Orne (61) à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repos
1A	1,63 €	2,59 €	10,15 €
1B	1,63 €	2,59 €	
2	3,26 €	5,71 €	
3	4,88 €	8,57 €	
4	6,48 €	12,01 €	
5	8,15 €	15,43 €	

— Pour les départements de l'Eure (27) et de la Seine Maritime (76) à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	1,37 €	2,36 €	10,15 €
1B	1,48 €	2,59 €	
2	2,89 €	5,71 €	
3	4,32 €	8,57 €	
4	5,76 €	12,01 €	
5	7,31 €	15,43 €	

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Caen.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## Accord du 3 février 2022

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 24 juill.]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Normandie ;

FFB Normandie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

FG FO ;

URCB CFDT.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1er

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les

Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597) et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petites déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Normandie.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>(1)</sup>, les parties conviennent de déterminer les barèmes des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, dans le cadre de l'accord de convergence signé le 29 mars 2019.

<sup>1</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

## Article 2

Pour la région Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

À compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022

L'indemnité de repas : 10,50 €

### L'indemnité de transport

Zones	Normandie
1	2,68 €
2	5,91 €
3	8,87 €
4	12,43 €
5	15,97 €

### L'indemnité de trajet

Zones	Eure / Seine Maritime	Calvados / Manche / Orne
1	1,56 €	1,63 €
2	3,08 €	3,26 €
3	4,60 €	4,88 €
4	6,12 €	6,48 €
5	7,73 €	8,15 €

## Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Caen.

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## Accord du 8 février 2023

[Étendu par arr. 25 avr. 2023, JO 28 avr.]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Normandie ;

FFB Normandie.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

URCB CFDT.

### Article 1er

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597) et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petites déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Normandie.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel<sup>1</sup>, les parties conviennent de déterminer les barèmes des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, dans le cadre de l'accord de convergence signé le 29 mars 2019.

<sup>1</sup> Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

### Article 2

Pour la région Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

À compter du 1<sup>er</sup> avril 2023

L'indemnité de repas : 11,20 €

L'indemnité de transport :

Zones	Normandie
1	2,95 €
2	6,50 €
3	9,76 €
4	13,67 €
5	17,57 €

L'indemnité de trajet :

Zones	Normandie
1	1,63 €
2	3,26 €
3	4,88 €
4	6,48 €
5	8,15 €

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en

matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Caen.

#### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

### Accord du 22 janvier 2025

[Étendu par arr. 9 avr. 2025, JO 26 avr.]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Normandie ;

FFB Normandie.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFDT ;

CFTC ;

UNSA.

Il a été convenu ce qui suit :

#### Article 1er

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597) et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petites déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Normandie.

#### Article 2

Pour la région Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

À compter du 1<sup>er</sup> avril 2025

Zones	Indemnités de Trajet	Indemnités de Transport	Indemnités de Repas
1	1,68 €	3,04 €	12,00 €
2	3,36 €	6,70 €	
3	5,03 €	10,05 €	
4	6,67 €	14,08 €	
5	8,39 €	18,10 €	

#### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Caen.

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles.

### **Indemnités de maître d'apprentissage Accord du 28 novembre 2017**

[Étendu par arr. 28 déc. 2018, JO 24 janv. 2019, applicable à compter du 1<sup>er</sup> sept 2018 sous réserve de la publication au Journal Officiel de son arrêté d'extension]

#### **Signataires :**

##### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Normandie ;

CAPEB Normandie ;

Fédération Ouest des SCOP du BTP.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

CFDT ;

CFE CGC ;

UNSA Normandie.

Vu l'accord paritaire national du 13 juillet 2004 relatif au Maître d'Apprentissage (formation - certification - charte - indemnisation),

Vu l'accord régional du 3 mai 2007 relatif à l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'Apprentissage par les salariés de Basse-Normandie, titulaires du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé,

Vu l'accord régional du 2 novembre 2010 relatif à l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'Apprentissage par les salariés de Haute-Normandie, titulaires du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé,

Les organisations représentatives d'employeurs et de salariés ont convenu les mesures suivantes pour les maîtres d'apprentissage ayant effectivement en charge un apprenti en formation :

## Article 1

Le montant de l'indemnité versée en contrepartie de l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage par les salariés ayant obtenu le titre de Maître d'Apprentissage Confirmé est appliqué comme suit, pour l'ensemble des contrats d'apprentissage conclus à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018 :

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat de 1 an	
6 mois après le début du contrat	à la fin du contrat
125	125

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat de 2 ans	
Année 1 : 6 mois après le début du contrat	Année 2 : à la fin du contrat
250	250

Lorsque l'exercice de la fonction est interrompu par la rupture du contrat d'apprentissage, et ce quelle qu'en soit la cause, l'indemnité est calculée au prorata du nombre de mois pendant lequel la fonction a été exercée.

## Article 2

Le présent accord se substitue de plein droit aux accords régionaux précités du 3 mai 2007 et du 2 novembre 2010 portant sur le même objet, ainsi qu'à tous leurs avenants, signés selon le cas par les partenaires sociaux du Bâtiment de l'ancienne région Basse-Normandie ou ceux de l'ancienne région Haute-Normandie, qu'il annule et remplace.

## Article 3

Le présent accord entrera en vigueur à la date indiquée à l'article 1 sous réserve de la publication au Journal Officiel de son arrêté ministériel d'extension à la date considérée.

# Convergence de la négociation salariale et l'indemnisation de petits déplacements

## Accord du 29 mars 2019

[Non étendu, applicable à compter de sa date de signature]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Normandie ;

CAPEB Normandie ;

Fédération Ouest des SCOP du BTP.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction Bois ;

URD CFTC Normandie ;

FG Force Ouvrière ;

CFECCBTP.

Il a été convenu ce qui suit :

### Préambule

Les organisations professionnelles d'employeurs représentatives et les organisations syndicales de salariés représentatives de la région Normandie, réunies le 29 mars 2019 à Caen sont convenues de déterminer un accord de convergence, d'une part, en matière de salaires mensuels minimaux pour les ouvriers et les ETAM et d'autre part, en matière d'indemnités de petits déplacements pour les seuls ouvriers.

### Article 1

En application de l'article XII.8 et de l'article 1-4 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant d'une part ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés (IDCC 1596) et d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, c'est-à-dire occupant plus de dix salariés (IDCC 1597), pour garantir une rémunération conventionnelle effective et hiérarchisée aux ouvriers des entreprises du bâtiment de la région Normandie, occupant jusqu'à 10 et de plus de 10 salariés, les parties signataires du présent accord ont décidé d'aboutir à une convergence des barèmes de salaires mensuels minimaux en vigueur en Basse-Normandie et Haute-Normandie suivant les modalités indiquées dans le tableau ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Accords étendus pour atteindre la convergence des barèmes Basse-Normandie et Haute-Normandie en vigueur portant sur le salaire mensuel minimal pour 35 heures
Niveau I - Ouvriers d'exécution :		
- Position 1	150	1 accord : 2019
- Position 2	170	2 accords : 2019-2020
Niveau II - Ouvriers Professionnels	185	Convergence effective
Niveau III - Compagnons Professionnels :		
- Position 1	210	Convergence effective
- Position 2	230	
Niveau IV - Maîtres ouvriers ou chefs d'équipes :		
- Position 1	250	2 accords : 2019-2020
- Position 2	270	2 accords : 2019-2020

### Article 2

En application de l'article 3.2.2 de la convention collective nationale des ETAM du 12 juillet 2006 et de l'article 5 de l'accord national du 26 septembre 2007, pour garantir une rémunération conventionnelle effective et hiérar-



chisée des ETAM des entreprises du bâtiment de la région Normandie, les parties signataires du présent accord ont décidé d'aboutir à une convergence des barèmes de salaires mensuels minimaux en vigueur en Basse-Normandie et Haute-Normandie suivant les modalités indiquées dans le tableau ci-après :

Catégorie professionnelle	Accords étendus pour atteindre la convergence des barèmes Basse-Normandie et Haute-Normandie en vigueur portant sur le salaire mensuel minimal pour 35 heures
Niveau A	3 accords : 2019-2020-2021
Niveau B	3 accords : 2019-2020-2021
Niveau C	3 accords : 2019-2020-2021
Niveau D	3 accords : 2019-2020-2021
Niveau E	1 accord : 2019
Niveau F	1 accord : 2019
Niveau G	Convergence effective
Niveau H	3 accords : 2019-2020-2021

### Article 3

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés (IDCC 1596) et d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, c'est-à-dire occupant plus de dix salariés (IDCC 1597), pour la convergence des indemnités de petits déplacements des ouvriers des entreprises du bâtiment de la région Normandie, les parties signataires du présent accord ont décidé d'aboutir à une convergence des barèmes des indemnités de petits déplacements en vigueur en Basse-Normandie et Haute-Normandie suivant les modalités indiquées ci-dessous :

- Le montant de l'indemnité de repas est déjà identique pour la Région Normandie.
- Pour les indemnités de trajet, la convergence devra être effective au plus tard au 31 décembre 2023, soit 5 accords étendus.
- Pour les indemnités de transport la convergence est déjà obtenue de la zone 1B à la zone 5 ; seule la convergence du montant de la zone 1A devra être effective au plus tard au 31 décembre 2023.

### Article 4

Cet accord entrera en vigueur à la date de signature.

### Article 5

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Caen.

## Occitanie

(Voir également Annexe XV)

### Salaires

## Accord du 28 février 2017

[Étendu par arr. 25 juill. 2017, JO 11 août]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

SCOP BTP SUD Ouest ;

FFB Occitanie ;

CAPEB Occitanie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CGT-FO ;

BATI MAT TP CFTC.

Il a été convenu ce qui suit entre les parties soussignées :

### Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 28 février 2017 et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment dans la région Occitanie à compter du 1<sup>er</sup> avril 2017.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel les parties conviennent de déterminer les barèmes de salaires minimaux des ouvriers du bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions avec un objectif de convergence au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2021, conformément à l'accord de convergence signé par les partenaires sociaux de la région Occitanie le 2 février 2017.

### Article 2

Pour la région Occitanie les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Dans les départements suivants : Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales pour les entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie est fixé comme suit :

À compter du 1<sup>er</sup> avril 2017

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaire)	Taux horaire minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution			
- position 1	150	1480,30	9,76
- position 2	170	1500,02	9,89
Niveau II Ouvriers Professionnels	185	1587,98	10,47
Niveau III Compagnons Professionnels			
- position 1	210	1747,24	11,52
- position 2	230	1885,26	12,43
Niveau IV Maîtres Ouvriers ou Chefs d'Équipe			
- position 1	250	2029,34	13,38
- position 2	270	2173,43	14,33

Dans les départements suivants : Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn et Garonne pour les entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie est fixé comme suit :

À compter du 1<sup>er</sup> avril 2017

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaire)	Taux horaire minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution			
- position 1	150	1480,30	9,76
- position 2	170	1506,08	9,93
Niveau II Ouvriers Professionnels	185	1595,57	10,52

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaire)	Taux horaire minimal
Niveau III Compagnons Professionnels			
- position 1	210	1747,24	11,52
- position 2	230	1873,12	12,35
Niveau IV Maîtres Ouvriers ou Chefs d'Équipe			
- position 1	250	1995,98	13,16
- position 2	270	2118,83	13,97

### Article 3

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du travail, de l'emploi, et du dialogue social.

## Accord du 6 février 2018

[Étendu par arr. 20 mars 2019, JO 27 mars]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;

UR CAPEB Occitanie ;

SCOP BTP Sud-Ouest.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC BATI MAT TP ;

UNSA.

Il a été convenu ce qui suit entre les parties soussignées :

### Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 1<sup>er</sup> février et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment dans la région Occitanie à compter du 1<sup>er</sup> mars 2018.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel les parties conviennent de déterminer les barèmes de salaires minimaux des ouvriers du bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions avec un objectif de convergence au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2021, conformément à l'accord de convergence signé par les partenaires sociaux de la région Occitanie le 2 février 2017.

### Article 2

Pour la région Occitanie les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Dans les départements suivants : Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales pour les entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie est fixé comme suit :

À compter du 1<sup>er</sup> mars 2018

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaire)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvriers d'exécution			
- position 1	150	1498.50	9,88
- position 2	170	1521.25	10,03
Niveau II - Ouvriers Professionnels	185	1612.25	10,63
Niveau III - Compagnons Professionnels			
- position 1	210	1765.44	11,64
- position 2	230	1903.46	12,55
Niveau IV - Maîtres Ouvriers ou Chefs d'Équipe			
- position 1	250	2046.03	13,49
- position 2	270	2190.11	14,44

Dans les départements suivants : Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn et Garonne pour les entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie est fixé comme suit :

À compter du 1<sup>er</sup> mars 2018

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaire)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvriers d'exécution			
- position 1	150	1498.50	9,88
- position 2	170	1521.25	10,03
Niveau II - Ouvriers Professionnels	185	1612.25	10,63
Niveau III - Compagnons Professionnels			
- position 1	210	1765.44	11,64
- position 2	230	1903.46	12,55
Niveau IV - Maîtres Ouvriers ou Chefs d'Équipe			
- position 1	250	2029.34	13,38
- position 2	270	2159.78	14,24

### Article 3

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du travail, de l'emploi, et du dialogue social.

## Accord du 10 mai 2019

[Étendu par arr. 13 mars 2020, JO 19 mars, applicable à compter du 1<sup>er</sup> juin 2019]

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

SCOP BTP SUD OUEST ;

FFB OCCITANIE.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

FO ;

BATI MAT TP CFTC.

### Article 1er

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597) et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 10 mai 2019 et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel, les parties conviennent de déterminer les barèmes de salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, avec un objectif de convergence fixé par accord du 2 février 2017 au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

### Article 2

Par accord en date du 10 mai 2019, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment, applicable au 1<sup>er</sup> juin 2019, comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Dans les départements suivants : Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales, pour les entreprises le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie est fixé comme suit :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I - Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 522.77	10.04
- Position 2	170	1 548.55	10.21
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 644.10	10.84
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 800.32	11.87
- Position 2	230	1 941.38	12.80
Niveau IV - Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 074.85	13.68
- Position 2	270	2 220.45	14.64

Dans les départements suivants : Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn et Garonne, pour les entreprises le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie est fixé comme suit :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I - Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 522.77	10.04
- Position 2	170	1 548.55	10.21
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 644.10	10.84
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 800.32	11.87

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
- Position 2	230	1 941.38	12.80
Niveau IV - Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 074.85	13.68
- Position 2	270	2 202.25	14.52

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## Accord du 5 mars 2020

[Étendu par arr. 13 avr. 2021, JO 19 juin, applicable à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté ministériel portant extension de l'accord régional des salaires minimaux des ouvriers signé le 10 mai 2019, soit le 1<sup>er</sup> avr. 2020]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;  
UR CAPEB Occitanie ;  
Fédération SCOP BTP Sud-Ouest.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;  
UNSA ;  
CFDT ;  
BATI MAT TP CFTC.

*Mod. par Avenant 31 juill. 2020, étendu par arr. 13 avr. 2021, JO 19 juin , applicable à compter du 1<sup>er</sup> juill. 2020<sup>(1)</sup>*

#### **(1) Signataires :**

##### *Organisation(s) patronale(s) :*

*FFB Occitanie ;*

*UR CAPEB Occitanie ;*

*Fédération SCOP BTP Sud-Ouest.*

##### *Syndicat(s) de salariés :*

*FO ;*

*UNSA ;*

*CFDT ;*

*BATI MAT TP CFTC.*

## Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours

attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajuste à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

### Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel, les parties conviennent de déterminer les barèmes de salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, avec un objectif de convergence fixe par accord du 2 février 2017 au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

### Article 2

Pour la région Occitanie, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements : Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1547.03	10.20
- Position 2	170	1574.33	10.38
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1669.89	11.01
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1829.14	12.06
- Position 2	230	1973.23	13.01
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 108.21	13.90
- Position 2	270	2 255.33	14.87

Pour les départements : Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn et Garonne :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1547.03	10.20
- Position 2	170	1574.33	10.38
Niveau II			

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Ouvriers professionnels	185	1669.89	11.01
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1829.14	12.06
- Position 2	230	1973.23	13.01
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2108.21	13.90
- Position 2	270	2 255.33	14.87

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

*Mod. par Avenant 31 juill. 2020, étendu par arr. 13 avr. 2021, JO 19 juin, applicable à compter du 1<sup>er</sup> juill. 2020<sup>(1)</sup>*

#### (1) Signataires :

*Organisation(s) patronale(s) :*

*FFB Occitanie ;*

*UR CAPEB Occitanie ;*

*Fédération SCOP BTP Sud-Ouest.*

*Syndicat(s) de salariés :*

*FO ;*

*UNSA ;*

*CFDT ;*

*BATI MAT TP CFTC.*

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Cet accord entrera en vigueur à compter 1<sup>er</sup> juillet 2020.

## Accord du 4 février 2022

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 24 juill.]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

SCOP BTP Sud Ouest ;

FFB Occitanie ;

CAPEB Occitanie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

FO ;

BATI MAT TP CFTC.

### Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.



Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

### Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie.

### Article 2

Pour la région Occitanie, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements : Ariège, Aude, Aveyron, Gard, Haute-Garonne, Gers, Hérault, Lot, Lozère, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Tarn et Tarn et Garonne ; à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 612.25	10.63
- Position 2	170	1 627.42	10.73
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 726.00	11.38
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 891.32	12.47
- Position 2	230	2 039.96	13.45
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 179.50	14.37
- Position 2	270	2 332.69	15.38

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

# Accord du 7 octobre 2022

[Étendu par arr. 31 janv. 2023, JO 8 févr.]

## Signataires :

### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;  
CAPEB Occitanie ;  
SCOP BTP Sud-Ouest.

### Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;  
CFDT ;  
FO.

## Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

## Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie.

## Article 2

Pour la région Occitanie, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements : Ariège, Aude, Aveyron, Gard, Haute-Garonne, Gers, Hérault, Lot, Lozère, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Tarn et Tarn et Garonne ; à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2022 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 688.09	11.13
- Position 2	170	1 703.25	11.23
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 768.47	11.66
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 938.34	12.78
- Position 2	230	2 091.53	13.79

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 234.10	14.73
- Position 2	270	2 390.32	15.76

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## Accord du 7 avril 2023

[Étendu par arr. 18 juill. 2023, JO 22 juill.]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;

CAPEB Occitanie ;

SCOP BTP Sud-Ouest.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

UNSA ;

CFDT.

## Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

### Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie.

### Article 2

Pour la région Occitanie, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité profession-

nelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements : Ariège, Aude, Aveyron, Gard, Haute-Garonne, Gers, Hérault, Lot, Lozère, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Tarn et Tarn et Garonne ; à compter du 1<sup>er</sup> juin 2023 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 756.34	11.58
- Position 2	170	1 771.50	11.68
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1821.55	12.01
Niveau III Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 995.98	13.16
- Position 2	230	2 153.71	14.20
Niveau IV Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 278.08	15.02
- Position 2	270	2 438.85	16.08

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## Accord du 16 février 2024

[Étendu par arr. 21 mai 2024, JO 31 mai]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;  
CAPEB Occitanie ;  
SCOP BTP Sud-Ouest.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;  
UNSA ;  
CFDT.

## Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui plus d'un million deux cent mille salariés, employés au sein de quatre cent vingt-sept mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur

chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

### Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives *au niveau national*, (*Termes exclus par arr. 21 mai 2024, JO 31 mai*) se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie.

### Article 2

Pour la région Occitanie, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements : Ariège, Aude, Aveyron, Gard, Haute-Garonne, Gers, Hérault, Lot, Lozère, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Tarn et Tarn et Garonne ; à compter du 1<sup>er</sup> mai 2024 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 800.32	11.87
- Position 2	170	1 815.49	11.97
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 867.06	12.31
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	2 046.03	13.49
- Position 2	230	2 206.80	14.55
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 335.72	15.40
- Position 2	270	2 499.52	16.48

Ces valeurs doivent être adaptées en fonction de la durée de travail effectif à laquelle sont soumis les salariés concernés.

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion.

### Indemnités de petits déplacements Accord du 28 février 2017

[Étendu par arr. 25 juill. 2017, JO 11 août.]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

SCOP BTP Sud Ouest ;

FFB Occitanie ;

CAPEB Occitanie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CGT-FO ;

BATI MAT TP CFTC.

## Article 1er

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés)

En application de l'accord cadre de convergence de l'indemnisation des petits déplacements signé par les partenaires sociaux le 2 février 2017, prévoyant la convergence au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2023,

Les organisations représentatives d'employeurs et de salariés de la région Occitanie se sont réunies le 28 février 2017 et ont modifié comme suit les montants des indemnités de petits déplacements applicables dans la Région Occitanie, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2017 :

Indemnités de repas et de transports

Dans les départements suivants : Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales le pour les entreprises le barème des IPD des ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie est fixé comme suit :

— Indemnité de repas : 9,66 euros

— Indemnités de transport et de trajet

Transport ()		Trajet ()	
Zone 1A	2,10	Zone 1A	1,59
Zone 1B	2,20	Zone 1B	1,59
Zone 2	4,32	Zone 2	2,82
Zone 3	6,78	Zone 3	3,87
Zone 4	9,45	Zone 4	5,03
Zone 5	12,03	Zone 5	6,19

Dans les départements suivants : Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn et Garonne, pour les entreprises le barème des IPD des ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie est fixé comme suit :

— Indemnité de repas : 10,06 euros

— Indemnités de transport et de trajet

Transport ()		Trajet ()	
Zone 1A	1,50	Zone 1A	1,10
Zone 1B	2,83	Zone 1B	1,86

Transport ()		Trajet ()	
Zone 2	5,70	Zone 2	3,96
Zone 3	8,50	Zone 3	5,05
Zone 4	11,28	Zone 4	6,70
Zone 5	14,30	Zone 5	8,51

## Article 2

Le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé de travail et remis au Secrétariat - Greffe du Conseil des Prud'hommes de Toulouse.

## Article 3

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord au Ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

# Accord du 6 février 2018

[Étendu par arr. 20 mars 2019, JO 10 avr.]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;  
UR CAPEB Occitanie ;  
SCOP BTP Sud-Ouest.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;  
CFTC BATI MAT TP ;  
UNSA.

## Article 1er

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 1<sup>er</sup> février et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment dans la région Occitanie à compter du 1<sup>er</sup> mars 2018,

En application du Titre III de la Convention Collective Nationale des Employés, Techniciens et Agents de maîtrise du Bâtiment du 12 juillet 2006, étendue par arrêté ministériel du 5 juin 2007, et de l'Accord Collectif National du 26 septembre 2007 relatif à la classification des emplois des ETAM du Bâtiment, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 1<sup>er</sup> février 2018 et ont trouvé un accord sur le barème de salaires minimaux des ETAM du Bâtiment de la région Occitanie,

En application de l'accord cadre de convergence de l'indemnisation des petits déplacements signé par les partenaires sociaux le 2 février 2017, prévoyant la convergence au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2023,

Les organisations représentatives d'employeurs et de salariés de la région Occitanie se sont réunies le 1<sup>er</sup> février 2018 et ont modifié comme suit les montants des indemnités de petits déplacements applicables dans la Région Occitanie, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2018 :

Indemnités de repas et de transports

Dans les départements suivants : Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales le pour les entreprises le barème des IPD des ouvriers et les ETAM du Bâtiment de la région Occitanie est fixé comme suit :

- Indemnité de repas : 9,80 euros au 1<sup>er</sup> mars 2018 et 9.90 euros au 1<sup>er</sup> octobre 2018
- Indemnités de transport et de trajet

Transport ()		Trajet ()	
Zone 1A	2,12	Zone 1A	1,61
Zone 1B	2,28	Zone 1B	1,63
Zone 2	4,50	Zone 2	2,96
Zone 3	7,02	Zone 3	4,03
Zone 4	9,72	Zone 4	5,25
Zone 5	12,36	Zone 5	6,48

Dans les départements suivants : Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn et Garonne, pour les entreprises le barème des IPD des ouvriers et les ETAM du Bâtiment de la région Occitanie est fixé comme suit :

— Indemnité de repas : 10,10 euros

— Indemnités de transport et de trajet

Transport ()		Trajet ()	
Zone 1A	1,57	Zone 1A	1,61
Zone 1B	2,86	Zone 1B	1,88
Zone 2	5,76	Zone 2	4,00
Zone 3	8,59	Zone 3	5,10
Zone 4	11,39	Zone 4	6,77
Zone 5	14,44	Zone 5	8,60

## Article 2

Le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé de travail et remis au Secrétariat - Greffe du Conseil des Prud'hommes de Toulouse.

## Article 3

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord au Ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

## Avenant n° 2 du 22 février 2019

[Étendu par arr. 9 avr. 2020, JO 15 mai]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;

UR CAPEB Occitanie ;

SCOP BTP Sud-Ouest.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC BATI MAT TP ;

UNSA ;

FO.

Les partenaires sociaux de la région Occitanie signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales du 8 octobre 1990 concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du



1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées, par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales précitées, révisées le 7 mars 2018 (IDCC 1596 et 1597), intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se sont substituées.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Occitanie, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie en vigueur le 7 mars 2018 et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail.

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Occitanie, se sont de nouveau réunies pour négocier le montant des indemnités de petits déplacements applicables dans la région, conformément à l'article I-4 des Conventions collectives mentionnées ci-dessus.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes d'indemnités de petits déplacements dans le périmètre géographique de la nouvelle région Occitanie. Les avenants devront aboutir à une convergence fixée par accord du 2 février 2017 au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

### Article 1

Par accord en date du 22 février 2019. Les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment, applicable au 1<sup>er</sup> avril 2019, comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Dans les départements suivants : Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales le pour les entreprises le barème des IPD des ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie est fixé comme suit :

#### Indemnités de transport, de trajet et de repas

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1A	1,63 €	2,15 €	10,10 €
Zone 1B	1,70 €	2,43 €	
Zone 2	3,21 €	4,82 €	
Zone 3	4,30 €	7,43 €	
Zone 4	5,63 €	10,19 €	
Zone 5	6,99 €	12,95 €	

Dans les départements suivants : Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn et Garonne, pour les entreprises le barème des IPD des ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie est fixé comme suit :

#### Indemnités de transport, de trajet et de repas

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1A	1,27 €	1,70 €	10,25 €
Zone 1B	1,91 €	2,90 €	
Zone 2	4,06 €	5,84 €	
Zone 3	5,17 €	8,71 €	
Zone 4	6,86 €	11,55 €	
Zone 5	8,72 €	14,64 €	

### Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un

---

statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 3

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

## Accord du 5 mars 2020

[Étendu par arr. 13 avr. 2021, JO 19 juin, applicable à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté ministériel portant extension de l'avenant régional IPD n° 2 à la CCN des ouvriers du Bâtiment signé le 22 février 2019, soit le 1<sup>er</sup> juin 2020]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;  
UR CAPEB Occitanie ;  
Fédération SCOP BTP Sud-Ouest.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;  
UNSA ;  
CFDT ;  
BATI MAT TP CFTC ;  
CFE CGC BTP.

*Mod. par Avenant 31 juill. 2020, étendu par arr. 13 avr. 2021, JO 19 juin , applicable à compter du 1<sup>er</sup> juill. 2020<sup>(1)</sup>*

#### *(1) Signataires :*

##### *Organisation(s) patronale(s) :*

*FFB Occitanie ;  
UR CAPEB Occitanie ;*

*Fédération SCOP BTP Sud-Ouest.*

##### *Syndicat(s) de salariés :*

*FO ;  
UNSA ;  
CFDT ;  
BATI MAT TP CFTC.*

## Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et juste à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

### Article 1

En application de l'article 1-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Occi-

tanie.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel, les parties sont convenues de déterminer les barèmes des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, avec un objectif de convergence, par accord du 2 février 2017, au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

## Article 2

Pour la région Occitanie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indique dans les tableaux ci-après :

Pour les départements Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1A	1,65 €	2,18 €	10.40 €
Zone 1B	1,77 €	2,58 €	
Zone 2	3,46 €	5,13 €	
Zone 3	4,57 €	7,84 €	
Zone 4	6,00 €	10,65 €	
Zone 5	7,51 €	13,53 €	

Pour les départements Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn et Garonne :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1A	1,37 €	1,84 €	10.40 €
Zone 1B	1,93 €	2,93 €	
Zone 2	4,10 €	5,91 €	
Zone 3	5,23 €	8,81 €	
Zone 4	6,95 €	11,69 €	
Zone 5	8,83 €	14,82 €	

## Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 4

*Mod. par Avenant 31 juill. 2020, étendu par arr. 13 avr. 2021, JO 19 juin, applicable à compter du 1<sup>er</sup> juill. 2020<sup>(1)</sup>*

### (1) Signataires :

*Organisation(s) patronale(s) :*

*FFB Occitanie ;*

*UR CAPEB Occitanie ;*

*Fédération SCOP BTP Sud-Ouest.*

*Syndicat(s) de salariés :*

*FO ;*

*UNSA ;*

*CFDT ;*

*BATI MAT TP CFTC.*

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Cet accord entrera en vigueur à compter 1<sup>er</sup> juillet 2020.

## Avenant du 23 mars 2021

[Étendu par arr. 7 sept. 2021, JO 30 sept., applicable à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté d'extension de l'avenant du 31 juillet 2020]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

SCOP BTP Sud Ouest ;

FFB Occitanie ;

CAPEB Occitanie.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

BATI MAT TP CFTC.

### Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

### Article 1

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel, les parties sont convenues de déterminer les barèmes des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, avec un objectif de convergence, par accord du 2 février 2017, au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

### Article 2

Pour la région Occitanie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1A	1,65 €	2,18 €	10.50 €
Zone 1B	1,85 €	2,75 €	
Zone 2	3,78 €	5,52 €	
Zone 3	4,90 €	8,33 €	
Zone 4	6,48 €	11,17 €	
Zone 5	8,17 €	14,17 €	

Pour les départements Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn et Garonne :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1A	1,51 €	2,01 €	10.50 €
Zone 1B	1,93 €	2,93 €	
Zone 2	4,10 €	5,91 €	
Zone 3	5,23 €	8,81 €	
Zone 4	6,95 €	11,69 €	
Zone 5	8,83 €	14,82 €	

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

Cet accord entrera en vigueur à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté ministériel portant extension de l'avenant interprétatif aux accords régionaux IPD minimaux relatifs aux CCN des ouvriers du Bâtiment du 5 mars 2020 signé le 31 juillet 2020 .

## Accord du 4 février 2022

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 28 juill.]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

SCOP BTP Sud Ouest ;

FFB Occitanie ;

CAPEB Occitanie.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

FO ;

BATI MAT TP CFTC.

## Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

### Article 1

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie.

## Article 2

Pour la région Occitanie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements : Ariège, Aude, Aveyron, Gard, Haute-Garonne, Gers, Hérault, Lot, Lozère, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Tarn et Tarn et Garonne ; à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1A	1,67 €	2,20 €	11 €
Zone 1B	1,95 €	2,96 €	
Zone 2	4,15 €	5,97 €	
Zone 3	5,29 €	8,90 €	
Zone 4	7,02 €	11,80 €	
Zone 5	8,91 €	14,97 €	

## Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 4

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

## Accord du 7 octobre 2022

[Étendu par arr. 31 janv. 2023, JO 8 févr.]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;

CAPEB Occitanie ;

CAPEB Occitanie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;

CFDT ;

FO.

## Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

## Article 1

En application de l'article 1-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie.

## Article 2

Pour la région Occitanie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements : Ariège, Aude, Aveyron, Gard, Haute-Garonne, Gers, Hérault, Lot, Lozère, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Tarn et Tarn et Garonne ; à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2022 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1A	1,71 €	2,27 €	11,50 €
Zone 1B	2,00 €	3,05 €	
Zone 2	4,25 €	6,15 €	
Zone 3	5,42 €	9,17 €	
Zone 4	7,20 €	12,15 €	
Zone 5	9,13 €	15,42 €	

## Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 4

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

## Accord du 7 avril 2023

[Étendu par arr. 18 juill. 2023, JO 22 juill.]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;

CAPEB Occitanie ;

SCOP BTP Sud-Ouest.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

UNSA ;

CFDT.

## Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours

attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

### Article 1

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie.

### Article 2

Pour la région Occitanie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements : Ariège, Aude, Aveyron, Gard, Haute-Garonne, Gers, Hérault, Lot, Lozère, Hautes- Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Tarn et Tarn et Garonne ; à compter du 1<sup>er</sup> juin 2023 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1A	1,73 €	2,33 €	12,50 €
Zone 1B	2,02 €	3,13 €	
Zone 2	4,29 €	6,30 €	
Zone 3	5,47 €	9,40 €	
Zone 4	7,27 €	12,45 €	
Zone 5	9,22 €	15,81 €	

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

## Accord du 16 février 2024

[Étendu par arr. 13 mai 2024, JO 31 mai]

#### Signataires :

Signataires (entreprises < ou = à 10 salariés):

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;

CAPEB Occitanie ;

SCOP BTP Sud-Ouest.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

UNSA ;

CFDT.

Signataires (entreprises > à 10 salariés) :



---

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;  
CAPEB Occitanie ;  
BTP SCOP Sud-Ouest.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;  
CFTC BATI AMT TP ;  
CFDT.

## Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui plus d'un million deux cent mille salariés, employés au sein de quatre cent vingt-sept mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

### Article 1

En application de l'article 1-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives *au niveau national*, (*Termes exclus par arr. 21 mai 2024, JO 31 mai*) se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie.

### Article 2

Pour la région Occitanie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements : Ariège, Aude, Aveyron, Gard, Haute-Garonne, Gers, Hérault, Lot, Lozère, HautesPyrénées, Pyrénées-Orientales, Tarn et Tarn et Garonne ; à compter du 1<sup>er</sup> mai 2024 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1A	2,06 €	3,19 €	13.00 €
Zone 1B	2,06 €	3,19 €	
Zone 2	4,38 €	6,43 €	
Zone 3	5,58 €	9,59 €	
Zone4	7,42 €	12,70 €	
Zone 5	9,40 €	16,13 €	

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

---

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion.

### **Indemnités des maîtres d'apprentissage Accord du 6 février 2018**

[Étendu par arr. 28 déc. 2018, JO 24 janv. 2019]

#### **Signataires :**

##### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;  
UR CAPEB Occitanie ;  
SCOP BTP Sud-Ouest.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;  
CFTC BATI MAT TP ;  
UNSA ;  
CFE-CGC BTP.

En application de l'annexe à l'accord cadre de convergence signée par les partenaires sociaux le 2 février 2017, prévoyant la convergence au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2023,

Les organisations représentatives d'employeurs et de salariés de la région Occitanie s'étant réunies le 1<sup>er</sup> février 2018 pour négocier les salaires et les indemnités de petits déplacements des ouvriers et des ETAM dans la Région Occitanie, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2018,

Elles sont convenues :

— Dans le cadre de la convergence des indemnités versées aux Maîtres d'apprentissage confirmés du Bâtiment, de porter pour 2018 l'indemnité à 240 pour les départements suivants : Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales.

— Dans le cadre de la convergence des indemnités versées aux Maîtres d'apprentissage confirmés du Bâtiment de porter pour 2018 l'indemnité à 300 pour les départements suivants : Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn et Garonne.

### **Avenant n° 2 du 22 février 2019**

[Étendu par arr. 9 avr. 2020, JO 15 mai]

#### **Signataires :**

##### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;  
Union Régionale CAPEB Occitanie ;  
SCOP BTP Sud-Ouest.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;  
CFTC BATI-MAT-TP ;  
FO ;  
UNSA.

Les partenaires sociaux de la région Occitanie signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales du 8 octobre 1990 concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les conventions collectives nationales précitées, révisées le 7 mars 2018 (IDCC 1596 et 1597), intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se sont substituées.

---

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Occitanie, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants et les modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage confirmé, applicables aux salariés de la région Occitanie à la date du 7 mars 2018 et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage.

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Occitanie, se sont de nouveau réunies pour négocier les montants de l'indemnité spécifique liée à l'exercice des fonctions de Maître d'apprentissage confirmé applicables dans la région, conformément à l'article I-5 des Conventions collectives mentionnées ci-dessus et à l'accord BTP du 13 juillet 2004 précité.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel, les parties sont convenues de transcrire ces montants et modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage confirmé dans le périmètre géographique de la nouvelle région Occitanie. Les avenants devront aboutir à une convergence fixée par accord du 2 février 2017 au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

#### **Article 1er**

— Dans le cadre de la convergence des indemnités versées aux Maîtres d'apprentissage confirmés du Bâtiment, de fixer pour 2019, par accord du 22 février 2019, l'indemnité à 260 €, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019, pour les départements suivants : Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales.

— Dans le cadre de la convergence des indemnités versées aux Maîtres d'apprentissage confirmés du Bâtiment, de fixer pour 2019, par accord du 22 février 2019, l'indemnité à 300 €, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019, pour les départements suivants : Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn et Garonne.

#### **Article 2**

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### **Article 3**

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

#### **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

### **Accord du 4 février 2022**

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 24 juill., applicable à compter du 1<sup>er</sup> avr. 2022]

#### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

SCOP BTP Sud Ouest ;

FFB Occitanie ;

CAPEB Occitanie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

FO ;

BATI MAT TP CFTC ;

CFE CGC BTP.

#### **Préambule**

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés

---

tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

#### **Article 1**

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Occitanie, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies pour négocier, en tenant compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, les montants de l'indemnité spécifique liée à l'exercice des fonctions de Maître d'apprentissage confirmé applicables dans la région Occitanie, conformément à l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage et à l'article I-3 des Conventions collectives des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 (IDCC 1596 et 1597).

Les parties sont convenues de déterminer les montants de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage confirmé dans le périmètre géographique de la nouvelle région Occitanie.

#### **Article 2**

Les salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé bénéficient du versement d'une indemnité, dans les conditions définies ci-après, pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné.

#### **Article 3**

Le montant de cette indemnité est fixé à 300 €.

#### **Article 4**

Pour les contrats conclus à partir du 1<sup>er</sup> avril 2022, l'indemnité est versée au Maître d'apprentissage confirmé chaque année.

#### **Article 5**

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre, ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage au-delà de la période d'essai, ou en cas de départ de l'entreprise du maître d'apprentissage confirmé, le montant versé au maître d'apprentissage confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée de la fonction, pour le contrat d'apprentissage considéré.

#### **Article 6**

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### **Article 7**

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022.

#### **Article 8**

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffé du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

#### **Article 9**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

### **Accord du 7 avril 2023**

[Étendu par arr. 18 juill. 2023, JO 22 juill., applicable à compter du 1<sup>er</sup> juin 2023]

#### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;

CAPEB Occitanie ;

SCOP BTP Sud-Ouest.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC BATI-MAT TP ;

---

FO ;  
UNSA.

## Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

### Article 1

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Occitanie, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies pour négocier, en tenant compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, les montants de l'indemnité spécifique liée à l'exercice des fonctions et à la détention du titre de Maître d'apprentissage confirmés applicables dans la région Occitanie, conformément à l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage et à l'article I-3 des Conventions collectives des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 (IDCC 1596 et 1597).

Les parties sont convenues de déterminer les montants de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction et à la détention du titre de Maître d'apprentissage confirmé avant le 1<sup>er</sup> janvier 2019 dans le périmètre géographique de la nouvelle région Occitanie.

### Article 2

Les salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé, obtenu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2019, bénéficient du versement d'une indemnité, dans les conditions définies ci-après, pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné.

### Article 3

Le montant de cette indemnité est fixé à 350 €.

### Article 4

Pour les contrats conclus à partir du 1<sup>er</sup> juin 2023, l'indemnité est versée au Maître d'apprentissage confirmé, détenteur du titre avant le 1<sup>er</sup> janvier 2019, chaque année.

### Article 5

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre, ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage au-delà de la période d'essai, ou en cas de départ de l'entreprise du maître d'apprentissage confirmé, détenteur du titre avant le 1<sup>er</sup> janvier 2019, le montant versé au maître d'apprentissage confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée de la fonction, pour le contrat d'apprentissage considéré.

### Article 6

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 7

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> juin 2023.

### Article 8

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

### Article 9

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

---

## Accord du 16 février 2024

[Étendu par arr. 21 mai 2024, JO 31 mai, applicable à compter du 1<sup>er</sup> mai 2024]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;  
CAPEB Occitanie ;  
SCOP BTP Sud-Ouest.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC BATI MAT TP ;  
CFE CGC BTP ;  
CFDT ;  
FO.

### Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui plus d'un million deux cent mille salariés, employés au sein de quatre cent vingt-sept mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

### Article 1

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Occitanie, adhérentes aux organisations représentatives *au niveau national*, (*Termes exclus par arr. 21 mai 2024, JO 31 mai*) se sont réunies pour négocier, en tenant compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, les montants de l'indemnité spécifique liée à l'exercice des fonctions et à la détention du titre de Maître d'apprentissage confirmé applicables dans la région Occitanie, conformément à l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage et à l'article 1-3 des Conventions collectives des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 (IDCC 1596 et 1597).

Le présent accord est applicable aux salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé dans les départements suivants : Ariège, Aude, Aveyron, Gard, Haute-Garonne, Gers, Hérault, Lot, Lozère, Hautes-Pyrénées, Pyrénées Orientales, Tarn, Tarn et Garonne.

### Article 2

Compte tenu des évolutions législatives et réglementaires résultant de la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel et de son décret d'application du 13 décembre 2018, seuls les salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé délivré avant le 1<sup>er</sup> janvier 2019 bénéficient à titre obligatoire du versement d'une indemnité, dans les conditions définies ci-après, pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné.

### Article 3

Le montant de cette indemnité est fixé à 380 €.

### Article 4

Pour les contrats conclus à partir du 1<sup>er</sup> mai 2024, l'indemnité est versée au Maître d'apprentissage confirmé chaque année.

### Article 5

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre, ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage au-delà de la période d'essai, ou en cas de départ de l'entreprise du maître d'apprentissage confirmé, détenteur du titre avant le 1<sup>er</sup> janvier 2019, le montant versé au maître d'apprentissage confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée

---

de la fonction, pour le contrat d'apprentissage considéré.

#### Article 6

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### Article 7

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> mai 2024.

#### Article 8

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

#### Article 9

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion.

### Provence-Alpes-Côte d'Azur

*(Voir également Annexe XVI)*

#### Salaires

#### Accord du 4 novembre 2016

[Étendu par arr. 24 avr. 2017, JO 29 avr., applicable à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté ministériel portant son extension]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FRBPACA ;

PACA Corse SCOP BTP ;

CAPEB PACA Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO «Provence-Côte d'Azur» du BTP, Bois, Papier carton Céramique carrière, Matériaux de construction ;

Union Régionale Construction et Bois PACA CFDT.

Il a été convenu ce qui suit :

#### Article 1er

En application des articles XII.8 et XII.9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 Octobre 1990, concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées et non visées par le Décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962, les parties ci-dessus désignées se sont réunies et ont déterminé le salaire mensuel minimal des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (des entreprises visées et non visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962) applicable dans les conditions fixées à l'article 5.

#### Article 2

Pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les parties signataires du présent accord ont fixé :

Pour l'ensemble des coefficients :

— la partie fixe (PF) à : 226.07

— la valeur du point (VP) à : 7,62.

#### Article 3

Par dérogation aux valeurs définies ci-dessus, le salaire correspondant au coefficient 150 est fixé à 1485.91 pour un horaire de 151,67 heures mensuel et le coefficient 170 est fixé à 1523.62 pour un horaire de 151,67 heures mensuel.

En conséquence, pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'établit comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I - Ouvriers d'exécution		
- position 1	150	1485.91
- position 2	170	1523.62
Niveau II - Ouvriers Professionnels	185	1635.77
Niveau III - Compagnons Professionnels		
- position 1	210	1826.27
- position 2	230	1978.67
Niveau IV - Maîtres ouvriers Ou chefs d'équipe		
- position 1	250	2131.07
- position 2	270	2283.47

Il est rappelé qu'aucun salaire ne doit être inférieur au SMIC, correspondant à l'horaire appliqué.

Le taux horaire du SMIC à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 est de 9,67.

#### Article 4

Conformément aux articles L. 2231-6 et R. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Marseille.

#### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

Celui-ci entrera en vigueur à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté ministériel ponant son extension.

### Accord du 22 février 2018

[Étendu par arr. 27 févr. 2019, JO 6 mars, applicable à compter du 1<sup>er</sup> avr. 2018]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FRBPACA ;

CAPEB PACA Corse ;

Fédération PACA Corse des SCOP BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération Régionale FO «Provence-Côte d'Azur-Corse» du Bâtiment et des Travaux Publics, Bois, Papier carton Céramique carrière, Matériaux de construction ;

Union Régionale Construction et Bois PACA CFDT.

Il a été convenu ce qui suit :

#### Article 1er

En application des articles XII.8 et XII.9 de la Convocation Collective Nationale du Bâtiment du 8 Octobre 1990, concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées et non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les parties ci-dessus désignées se sont réunies et ont déterminé le salaire mensuel minimal des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (des entreprises visées et non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) applicable dans les conditions fixées à l'article 5.



## Article 2

Pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les parties signataires du présent accord, prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé :

Pour l'ensemble des coefficients :

- la partie fixe (PF) à : 229,46
- la valeur du point (VP) à : 7,73.

## Article 3

Par dérogation aux valeurs définies ci-dessus, le salaire correspondant au coefficient 150 est fixé à 1 501,00 pour un horaire de 151,67 heures mensuel.

En conséquence, pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'établit comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I - Ouvriers d'exécution		
- position 1	150	1 501,00
- position 2	170	1 543,56
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 659,51
Niveau III - Compagnons professionnels		
- position 1	210	1 852,76
- position 2	230	2 007,36
Niveau IV - Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe		
- position 1	250	2 161,96
- position 2	270	2 316,56

Il est rappelé qu'aucun salaire ne doit être inférieur au SMIC, correspondant à l'horaire appliqué. Le taux horaire du SMIC à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 est de 9,88.

## Article 4

Conformément aux articles L. 2231-6 et R. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Marseille.

## Article 5

Cet accord entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> avril 2018.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

## Accord du 13 novembre 2019

[Étendu par arr. 24 juill. 2020, JO 11 août, applicable à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de son arrêté d'extension]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FRB PACA ;

Fédération PACA Corse SCOP BTP ;

UR CAPEB PACA Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

## Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que, par exception aux accords négociés précédemment et pour tenir compte de la récente décision judiciaire relative à la mesure de représentativité des organisations syndicales au sein du secteur, la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962.

### Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, applicable dans les conditions fixées à l'article 5.

### Article 2

Pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les parties signataires du présent accord, prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé :

Pour l'ensemble des coefficients :

— la partie fixe (PF) à : 236,80 €

— la valeur du point (VP) à : 7,98 €

### Article 3

Par dérogation aux valeurs définies ci-dessus, le salaire correspondant au coefficient 150 est fixé à 1549,00 € pour un horaire de 151,67 heures mensuel.

En conséquence, pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'établit comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaires mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
		€
Niveau I Ouvriers d'exécution		
- position 1	150	1 549,00
- position 2	170	1 593,40
Niveau II Ouvriers Professionnels	185	1 713,10
Niveau III Compagnons Professionnels		
- position 1	210	1 912,60
- position 2	230	2 072,20
Niveau IV Maîtres ouvriers Ou chefs d'équipe		

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
- position 1	250	2 231,80
- position 2	270	2 391,40

#### Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### Article 5

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Marseille.

#### Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Cet accord entrera en vigueur à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté ministériel portant son extension.

### Accord du 1<sup>er</sup> avril 2021

[Étendu par arr. 7 sept. 2021, JO 30 sept.]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

FFB PACA ;

CAPEB PACA.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT URCB PACA ;

UR UNSA PACA ;

FO BTP PACAC.

### Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que, par exception aux accords négociés précédemment et pour tenir compte de la récente décision judiciaire relative à la mesure de représentativité des organisations syndicales au sein du secteur, la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962.

#### Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

## Article 2

Pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les parties signataires du présent accord, prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2021 :

Pour l'ensemble des coefficients :

- la partie fixe (PF) à : 239,17 € ;
- la valeur du point (VP) à : 8,06 € ;

## Article 3

Par dérogation aux valeurs définies ci-dessus, le salaire correspondant au coefficient 150 est fixé à 1.559,00 € et pour le coefficient 170 à 1.609,00 € pour un horaire de 151,67 heures mensuel.

En conséquence, pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'établit comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
		€
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
- position 1	150	1559,00
- position 2	170	1609,00
Niveau II		
Ouvriers Professionnels	185	1730,27
Niveau III		
Compagnons Professionnels		
- position 1	210	1931,77
- position 2	230	2092,97
Niveau IV		
Maîtres ouvriers Ou chefs d'équipe		
- position 1	250	2254,17
- position 2	270	2415,37

## Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 5

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Marseille.

## Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## Accord du 21 janvier 2022

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 24 juill.]

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FFB PACA ;

SCOP BTP PACA Corse ;

CAPEB PACAC.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UR UNSA PACA ;

FR FO PACAC ;

URCB PACA CFDT.

## Préambule

Les partenaires sociaux soulignent que la présente négociation aboutit à la conclusion de 2 accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962.

### Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visés par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

### Article 2

Pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé, à compter du :

1<sup>er</sup> mai 2022

pour l'ensemble des coefficients :

- La partie fixe à : 246,75 €
- La valeur du point à : 8,315 €

### Article 3

Par dérogation aux valeurs définies ci-dessus, le salaire minimal correspondant au Niveau I, position 1 - Coefficient 150, pour un horaire de 151,67 heures mensuel, est fixé à 1 608,20 €.

### Article 4

Pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'établit comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I Ouvriers d'exécution		
- position 1	150	1 608,20 €
- position 2	170	1 660,30 €
Niveau II Ouvriers Professionnels	185	1 785,03 €
Niveau III Compagnons Professionnels		
- position 1	210	1 992,90 €
- position 2	230	2 159,20 €
Niveau IV Maîtres ouvriers Ou chefs d'équipe		
- position 1	250	2 325,50 €
- position 2	270	2 491,80 €

---

### Article 5

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 6

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Marseille.

### Article 7

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail.

## Accord du 20 juillet 2022

[Étendu par arr. 13 oct. 2022, JO 11 nov.]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB PACA ;

SCOP BTP PACA Corse ;

CAPEB PACAC.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

UR UNSA PACA ;

FR FO PACAC ;

URCB PACA CFDT.

### Préambule

Les partenaires sociaux soulignent que la présente négociation aboutit à la conclusion de 2 accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962.

### Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visés par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

### Article 2

Pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé, à compter du :

#### **1<sup>er</sup> novembre 2022**

pour l'ensemble des coefficients :

- La partie fixe à : 320 €
- La valeur du point à : 8,315 €

### Article 3

Par dérogation aux valeurs définies ci-dessus, le salaire minimal correspondant au Niveau I, position 1 - Coefficient 150, pour un horaire de 151,67 heures mensuel, est fixé à 1713,00 € et, au Niveau I, position 2 - Coefficient 170, pour un horaire de 151,67 heures mensuel, à 1741,00 €.

### Article 4

Pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'établit comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
- position 1	150	1 713,00 €
- position 2	170	1 741,00 €
Niveau II		
Ouvriers Professionnels	185	1 858,28 €
Niveau III		
Compagnons Professionnels		
- position 1	210	2 066,15 €
- position 2	230	2 232,45 €
Niveau IV		
Maîtres ouvriers Ou chefs d'équipe		
- position 1	250	2 398,75 €
- position 2	270	2 565,05 €

#### Article 5

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### Article 6

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Marseille.

#### Article 7

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail.

### Accord du 19 juillet 2023

[Étendu par arr. 30 oct. 2023, JO 25 nov., applicable à compter du 1<sup>er</sup> nov. 2023]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB PACA ;

SCOP BTP PACA Corse ;

CAPEB PACAC.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

UNSA ;

URCB PACA CFDT.

#### Préambule

Les partenaires sociaux soulignent que la présente négociation aboutit à la conclusion de 2 accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962.

#### Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant

les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visés par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

## Article 2

Pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur,

**à compter du 1<sup>er</sup> Novembre 2023**

comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
- position 1	150	1 800,00 €
- position 2	170	1 830,00 €
Niveau II		
Ouvriers Professionnels	185	1 934,50 €
Niveau III		
Compagnons Professionnels		
- position 1	210	2 126,15 €
- position 2	230	2 292,45 €
Niveau IV		
Maîtres ouvriers Ou chefs d'équipe		
- position 1	250	2 458,75 €
- position 2	270	2 625,05 €

## Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulon.

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail.

## Accord du 30 septembre 2024

[Étendu par arr. 27 déc. 2024, JO 3 janv. 2025]

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FRB PACA ;

CAPEB PACA Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;



CFDT ;  
UNSA.

## Préambule

Les partenaires sociaux soulignent que la présente négociation aboutit à la conclusion de 2 accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962.

### Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visés par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives *au niveau national (Termes exclus par arr. 27 déc. 2024, JO 3 janv. 2025)*, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

### Article 2

Pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur,

**à compter du 1<sup>er</sup> Novembre 2024**

comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I Ouvriers d'exécution		
- position 1	150	1837,80 €
- position 2	170	1868,43 €
Niveau II Ouvriers Professionnels	185	1975,12 €
Niveau III Compagnons Professionnels		
- position 1	210	2170,80 €
- position 2	230	2340,59 €
Niveau IV Maîtres ouvriers Ou chefs d'équipe		
- position 1	250	2510,38 €
- position 2	270	2680,18 €

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Marseille.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail.

## Indemnités de petits déplacements Accord du 4 novembre 2016

[Étendu par arr. 24 avr. 2017, JO 29 avr., applicable à compter du premier jour du mois civil suivant la

publication de l'arrêté ministériel portant extension du présent accord]

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FRBPACA ;

PACA Corse SCOP BTP ;

CAPEB PACA Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO «Provence-Côte d'Azur» du BTP, Bois, Papier carton Céramique carrière, Matériaux de construction ;

Union Régionale Construction et Bois PACA CFDT.

Il a été convenu ce qui suit : d'autre part.

Les indemnités de Petits Déplacements concernant les Ouvriers du Bâtiment de la Région «Provence-Alpes-Côte d'Azur», employés par les entreprises du Bâtiment visées et non visées par le Décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962, seront fixées dans les conditions fixées ci-après :

**I. Indemnité de Repas**

10.

**II. Indemnité de Frais de Transport**

Zone 1 (0 à 10 Km)	3,09
Zone 2 (10 à 20 Km)	5,44
Zone 3 (20 à 30 Km)	7,31
Zone 4 (30 à 40 Km)	9,55
Zone 5 (40 à 50 Km)	12,53

**III. Indemnité de Trajet**

Zone 1 (0 à 10 Km)	2,00
Zone 2 (10 à 20 Km)	3,18
Zone 3 (20 à 30 Km)	4,29
Zone 4 (30 à 40 Km)	5,68
Zone 5 (40 à 50 Km)	6,75

Conformément à l'accord régional du 13 Avril 1995, la zone 1 A est supprimée dans toute la Région.

L'indemnité de frais de transport et l'indemnité de frais, de trajet sont appliquées de 0 à 10 km.

Conformément aux articles L. 2231-6 et R. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Marseille.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

Celui-ci entrera en vigueur à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté ministériel portant extension du présent accord.

**Accord du 22 février 2018**

[Étendu par arr. 27 févr. 2019, JO 6 mars, applicable à compter du 1<sup>er</sup> avr. 2018]

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FRBPACA ;

---

CAPEB PACA Corse ;  
Fédération PACA Corse des SCOP BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération Régionale FO «Provence-Côte d'Azur-Corse» du Bâtiment et des Travaux Publics, Bois, Papier carton  
Céramique carrière, Matériaux de construction ;

Union Régionale Construction et Bois PACA CFDT.

il a été convenu ce qui suit :

Les indemnités de Petits Déplacements concernant les Ouvriers du Bâtiment de la Région «Provence-Alpes-Côte d'Azur», employés par les entreprises du Bâtiment visées et non visées par le Décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962, seront fixées dans les conditions fixées ci-après :

## **I. Indemnité de repas**

10,20

## **II. Indemnité de frais de transport**

Zone 1 (0 à 10 Km)	3,14
Zone 2 (10 à 20 Km)	5,52
Zone 3 (20 à 30 Km)	7,42
Zone 4 (30 à 40 Km)	9,69
Zone 5 (40 à 50 Km)	12,72

## **III. Indemnité de trajet**

Zone 1 (0 à 10 Km)	2,03
Zone 2 (10 à 20 Km)	3,23
Zone 3 (20 à 30 Km)	4,35
Zone 4 (30 à 40 Km)	5,77
Zone 5 (40 à 50 Km)	6,85

Conformément à l'accord régional du 13 Avril 1995, la zone 1 A est supprimée dans toute la Région.

L'indemnité de frais de transport et l'indemnité de frais de trajet sont appliquées de 0 à 10 km.

Conformément aux articles L. 2231-6 et R. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Marseille.

Cet accord entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> avril 2018.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

## **Accord du 13 novembre 2019**

[Étendu par arr. 20 juill. 2020, JO 11 août, applicable à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de son arrêté d'extension]

### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FRB PACA ;

Fédération PACA Corse SCOP BTP ;

UR CAPEB PACA Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

## Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que, par exception aux accords négociés précédemment et pour tenir compte de la récente décision judiciaire relative à la mesure de représentativité des organisations syndicales au sein du secteur, la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962.

### Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petit déplacement des Ouvriers du Bâtiment de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans les conditions fixées ci-après :

#### I

#### Indemnité de Repas

10,50 €

#### II

#### Indemnité de frais de transport

Zone 1 (0 à 10 Km)	3,14 €
Zone 2 (10 à 20 Km)	5,52 €
Zone 3 (20 à 30 Km)	7,42 €
Zone 4 (30 à 40 Km)	9,69 €
Zone 5 (40 à 50 Km)	12,72 €

#### III

#### Indemnité de trajet

Zone 1 (0 à 10 Km)	2,03 €
Zone 2 (10 à 20 Km)	3,23 €
Zone 3 (20 à 30 Km)	4,35 €
Zone 4 (30 à 40 Km)	5,77 €
Zone 5 (40 à 50 Km)	6,85 €

### Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

---

### Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Marseille.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Cet accord entrera en vigueur à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté ministériel portant son extension.

## Accord du 1<sup>er</sup> avril 2021

[Étendu par arr. 7 sept. 2021, JO 30 sept.]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB PACA ;

CAPEB PACA.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT URCB PACA ;

UR UNSA PACA ;

FO BTP PACAC.

### Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que, par exception aux accords négociés précédemment et pour tenir compte de la récente décision judiciaire relative à la mesure de représentativité des organisations syndicales au sein du secteur, la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962.

### Article 1

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petit déplacement des Ouvriers du Bâtiment de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans les conditions fixées ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2021 :

#### I

#### Indemnité de repas

10,60 €

#### II

#### Indemnité de frais de transport

Zone 1 (0 à 10 Km) : 3,19 €

Zone 2 (10 à 20 Km) : 5,60 €

Zone 3 (20 à 30 Km) : 7,53 €

Zone 4 (30 à 40 Km) : 9,84 €

Zone 5 (40 à 50 Km) : 12,91 €

---

### III Indemnité de trajet

Zone 1 (0 à 10 Km) : 2,03 €

Zone 2 (10 à 20 Km) : 3,23 €

Zone 3 (20 à 30 Km) : 4,35 €

Zone 4 (30 à 40 Km) : 5,77 €

Zone 5 (40 à 50 Km) : 6,85 €

#### Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Marseille.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## Accord du 21 janvier 2022

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 24 juill., applicable à compter du 1<sup>er</sup> mai 2022]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

FFB PACA ;

SCOP BTP PACA Corse ;

CAPEB PACAC.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

UR UNSA PACA ;

FR FO PACAC ;

URCB PACA CFDT.

### Préambule

Les partenaires sociaux soulignent que la présente négociation aboutit à la conclusion de 2 accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962.

#### Article 1

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petit déplacement des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans les conditions fixées ci-après.

#### Article 2

La date d'application du présent accord est fixée au :

1<sup>er</sup> mai 2022.

#### Article 3

Le montant de l'indemnité de repas est fixée à 11,00 €.

#### Article 4

Le montant de l'Indemnité de frais de transport est fixée comme suit :

Zone 1 (0 à 10 Km) 3,35 €

Zone 2 (10 à 20 Km) 5,88 €

---

Zone 3 (20 à 30 Km) 7,91 €  
Zone 4 (30 à 40 Km) 10,33 €  
Zone 5 (40 à 50 Km) 13,56 €

#### Article 5

Le montant de l'indemnité de trajet est fixée comme suit :

Zone 1 (0 à 10 Km) 2,03 €  
Zone 2 (10 à 20 Km) 3,23 €  
Zone 3 (20 à 30 Km) 4,35 €  
Zone 4 (30 à 40 Km) 5,77 €  
Zone 5 (40 à 50 Km) 6,85 €

#### Article 6

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### Article 7

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Marseille.

#### Article 8

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail.

### Accord du 20 juillet 2022

[Étendu par arr. 13 oct. 2022, JO 11 nov.]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB PACA ;  
SCOP BTP PACA Corse ;  
CAPEB PACAC.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UR UNSA PACA ;  
FR FO PACAC ;  
URCB PACA CFDT.

#### Préambule

Les partenaires sociaux soulignent que la présente négociation aboutit à la conclusion de 2 accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962.

#### Article 1

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petit déplacement des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans les conditions fixées ci-après.

#### Article 2

La date d'application du présent accord est fixée au :

**1<sup>er</sup> novembre 2022**

#### Article 3

Le montant de l'indemnité de repas est fixé à 11,00 €

---

#### Article 4

Le montant de l'indemnité de frais de transport est fixé comme suit :

Zone 1	(0 à 10 km)	3,48 €
Zone 2	(10 à 20 km)	6,12 €
Zone 3	(20 à 30 km)	8,23 €
Zone 4	(30 à 40 km)	10,74 €
Zone 5	(40 à 50 km)	14,10 €

#### Article 5

Le montant de l'indemnité de trajet est fixé comme suit:

Zone 1	(0 à 10 km)	2,03 €
Zone 2	(10 à 20 km)	3,23 €
Zone 3	(20 à 30 km)	4,35 €
Zone 4	(30 à 40 km)	5,77 €
Zone 5	(40 à 50 km)	6,85 €

#### Article 6

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### Article 7

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Marseille.

#### Article 8

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail.

### Accord du 19 juillet 2023

[Étendu par arr. 30 oct. 2023, JO 25 nov., applicable à compter du 1<sup>er</sup> nov. 2023]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB PACA ;

SCOP BTP PACA Corse ;

CAPEB PACAC.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;

URCB PACA CFDT ;

CFDT Métal Alsace.

#### Préambule

Les partenaires sociaux soulignent que la présente négociation aboutit à la conclusion de 2 accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962.

#### Article 1

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organi-



sations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petit déplacement des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans les conditions fixées ci-après.

#### Article 2

La date d'application du présent accord est fixée au :

**1<sup>er</sup> novembre 2023**

#### Article 3

Le montant de l'indemnité de repas est fixé à 11,80 €

#### Article 4

Le montant de l'indemnité de frais de transport est fixé comme suit :

Zone 1	(0 à 10 km)	3,61 €
Zone 2	(10 à 20 km)	6,34 €
Zone 3	(20 à 30 km)	8,53 €
Zone 4	(30 à 40 km)	11,13 €
Zone 5	(40 à 50 km)	14,61 €

#### Article 5

Le montant de l'indemnité de trajet est fixé comme suit:

Zone 1	(0 à 10 km)	2,03 €
Zone 2	(10 à 20 km)	3,23 €
Zone 3	(20 à 30 km)	4,35 €
Zone 4	(30 à 40 km)	5,77 €
Zone 5	(40 à 50 km)	6,85 €

#### Article 6

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### Article 7

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulon.

#### Article 8

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail.

### Accord du 30 septembre 2024

[Étendu par arr. 27 déc. 2024, JO 3 janv. 2025]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FRB PACA ;

CAPEB PACA Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFDT ;

## Préambule

### Article 1

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives *au niveau national (Termes exclus par arr. 27 déc. 2024, JO 3 janv. 2025)*, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petit déplacement des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans les conditions fixées ci-après.

### Article 2

La date d'application du présent accord est fixée au :

**1<sup>er</sup> novembre 2024**

### Article 3

Le montant de l'indemnité de repas est fixé à 12,20 €

### Article 4

Le montant de l'indemnité de frais de transport est fixé comme suit :

Zone 1	(0 à 10 km)	3,65 €
Zone 2	(10 à 20 km)	6,42 €
Zone 3	(20 à 30 km)	8,63 €
Zone 4	(30 à 40 km)	11,26 €
Zone 5	(40 à 50 km)	14,80 €

### Article 5

Le montant de l'indemnité de trajet est fixé comme suit:

Zone 1	(0 à 10 km)	2,05 €
Zone 2	(10 à 20 km)	3,25 €
Zone 3	(20 à 30 km)	4,38 €
Zone 4	(30 à 40 km)	5,81 €
Zone 5	(40 à 50 km)	6,90 €

### Article 6

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 7

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffé du Conseil de Prud'hommes de Marseille.

### Article 8

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail.

## Pays de la Loire

*(Voir également Annexe XVII)*

# Salaires

## Accord du 16 novembre 2017

[Étendu par arr. 18 janv. 2019, JO 10 avr.]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Pays de la Loire ;

FFB Pays de la Loire ;

Fédération Ouest SCOP BTP.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT Pays de la Loire ;

FO Pays de la Loire ;

UNSA Pays de la Loire.

Il a été convenu ce qui suit :

### Préambule

En application des articles XII.8 et XII.9 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) d'autre part, les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les montants des salaires mensuels bruts minimaux des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

### Article 1

Pour la Région Pays de la Loire, les parties signataires du présent accord, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires soit 151,67 h mensuelles)	Taux horaire minimal pour 35 h hebdomadaires
Niveau 1 - Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 487,88	9,81
- Position 2	170	1 516,70	10,00
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 586,47	10,46
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 777,57	11,72
- Position 2	230	1 932,28	12,74
Niveau IV - Maîtres ouvriers ou chefs d'équipes			
- Position 1	250	2 085,46	13,75
- Position 2	270	2 238,65	14,76

Les parties signataires du présent accord ont arrêté pour les coefficients 185 à 270 :

— la partie fixe (P.F.) à 164

— la valeur du point (V.P.) à 7,686

Pour le coefficient 150 :

— la partie fixe (P.F.) à 164

- 
- la valeur du point (V.P.) à 8,831
  - Pour le coefficient 170 :
  - la partie fixe (P.F.) à 164
  - — la valeur du point (V.P.) à 7,955

## Article 2

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions de l'article L. 2231-6 et L. 2262-8 et D. 2231-2 à D. 2231-8 du Code du Travail et au décret du 17 mai 2006, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

## Article 3

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

# Avenant n° 2 du 16 novembre 2018

[Étendu par arr. 13 avr. 2021, JO 19 juin, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2019]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Pays de la Loire ;

FFB Pays de la Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT Pays de la Loire ;

FO Pays de la Loire ;

UNSA Pays de la Loire.

Il a été convenu ce qui suit :

## Préambule

Les partenaires sociaux de la région Pays de la Loire signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, en particulier celles concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) et d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Les deux conventions collectives nationales des ouvriers du bâtiment du 7 mars 2018 pour les entreprises visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, c'est à dire occupant jusqu'à dix salariés et pour les entreprises non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, c'est-à-dire occupant plus de dix salariés intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles sont substituées.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Pays de la Loire adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux des ouvriers du Bâtiment de la région Pays de la Loire en vigueur le 7 mars 2018 et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail.

Suite à l'achèvement de la démarche de restructuration menée au niveau national, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Pays de la Loire, se sont de nouveau réunies pour négocier le montant des salaires minimaux applicables dans la région, conformément aux articles I-3 des conventions collectives nationales du 7 mars 2018 des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées d'une part, par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés, et d'autre part, non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, c'est-à-dire occupant plus de dix salariés

## Article 1

Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution			
Position 1	150	1 525.80 €	10.06 €
Position 2	170	1 544.00 €	10.18 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 613.77 €	10.64 €
Niveau III Compagnons professionnels			
Position 1	210	1 809.42 €	11.93 €
Position 2	230	1 965.64 €	12.96 €
Niveau IV Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe			
Position 1	250	2 123.38 €	14.00 €
Position 2	270	2 279.60 €	15.03 €

Les parties signataires du présent accord ont arrêté pour les coefficients 185 à 270 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 7,836

Pour le coefficient 170 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 7,955

## Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 3

Le présent avenant entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> Janvier 2019.

## Article 4

Les parties conviennent de se réunir au mois de juin 2019 pour faire le point sur le contenu du présent accord.

## Article 5

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

## Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

# Accord du 9 novembre 2020

[Étendu par arr. 1<sup>er</sup> mars 2021, JO 12 mai, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2021]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Pays de la Loire ;

FFB Pays de la Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT Pays de la Loire ;

FO Pays de la Loire ;

UNSA Pays de la Loire.

Il a été convenu ce qui suit :

## Préambule

En application des articles XII.8 et XII.9 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) d'autre part, les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les montants des salaires mensuels bruts minimaux des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

### Article 1

Pour la Région Pays de la Loire, les parties signataires du présent accord, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires soit 151,67 h mensuelles)	Taux horaire minimal pour 35 h hebdomadaires
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 556,13 €	10,26 €
- Position 2	170	1 574,33 €	10,38 €
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 645,62 €	10,85 €
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 841,27 €	12,14 €
- Position 2	230	2 002,04 €	13,20 €
Niveau IV			
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipes			
- Position 1	250	2 161,30 €	14,25 €
- Position 2	270	2 322,07 €	15,31 €

Pour le coefficient 150 :

— la partie fixe (P.F.) à 164

— la valeur du point (V.P.) à 9,282

Pour le coefficient 170 :

— la partie fixe (P.F.) à 164

— la valeur du point (V.P.) à 8,299

Pour le coefficient 185 :

— la partie fixe (P.F.) à 164

— la valeur du point (V.P.) à 8,008

Les parties signataires du présent accord ont arrêté pour les coefficients 210 à 270 :

— la partie fixe (P.F.) à 164

— la valeur du point (V.P.) à 7,990

---

## **Article 2** **Entreprises de moins de 50 salariés**

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## **Article 3** **Application**

Le présent accord entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2021.

## **Article 3 [4]** **Durée - Dénonciation - Révision - Adhésion**

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée. Conformément à l'article L. 2222-6 code du travail, il pourra être dénoncé en tout ou partie par l'une des organisations signataires après un préavis minimum de 3 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à toutes les autres organisations signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, et déposée auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Toute modification, révision totale ou partielle, des dispositions ne peut être effectuée que par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés du bâtiment représentatives au plan national. Les demandes de révision de la présente convention doivent être effectuées dans les formes prévues pour la dénonciation, à l'exception du dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail, et sont accompagnées, le cas échéant, d'un projet concernant les points dont la révision est demandée.

Conformément à l'article L. 2261-3 du Code du travail, toute organisation syndicale de salariés représentative au niveau national qui n'est pas signataire du présent accord, pourra y adhérer ultérieurement. L'adhésion produira effet à partir du jour qui suivra celui de son dépôt au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes compétent et à la Direccte. Notification devra également en être faite, dans le délai de huit jours, par lettre recommandée, aux parties signataires.

## **Article 4 [5]** **Clause de rendez-vous**

Une fois par an, les organisations représentatives se réunissent pour engager les négociations à leur niveau.

Les parties conviennent de se réunir une fois sur la période Avril/Mai 2021 pour faire le point sur le contenu du présent accord.

## **Article 5 [6]** **Dépôt**

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

## **Article 6 [7]** **Extension**

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministre du Travail.

## **Accord du 25 mars 2022**

[Étendu par arr. 18 juill. 2022, JO 30 juill., applicable à compter du 1<sup>er</sup> mai]

### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Pays de la Loire ;

FFB Pays de la Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO Pays de la Loire ;

URCB CFDT Pays de la Loire.

Il a été convenu ce qui suit :

## Préambule

En application des articles XII.8 et XII.9 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) d'autre part, les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les montants des salaires mensuels bruts minimaux des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

### Article 1

Pour la Région Pays de la Loire, les parties signataires du présent accord, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> Mai 2022 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires soit 151,67 h mensuelles)	Taux horaire minimal pour 35 h hebdomadaires
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1612,25 €	10,63 €
- Position 2	170	1630,45 €	10,75 €
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1698,70 €	11,20 €
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1904,98 €	12,56 €
- Position 2	230	2071,81 €	13,66 €
Niveau IV			
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipes			
- Position 1	250	2237,13 €	14,75 €
- Position 2	270	2403,97 €	15,85 €

Pour le coefficient 150 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 9,654

Pour le coefficient 170 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 8,629

Les parties signataires du présent accord ont arrêté pour les coefficients 185 à 270 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 8,294

### Article 2

#### Entreprises de moins de 50 salariés

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvi-



---

sées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### **Article 3 Application**

Le présent accord entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> Mai 2022.

### **Article 4 Durée-dénonciation-révision - adhésion**

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée. Conformément à l'article L. 2222-6 code du travail, il pourra être dénoncé en tout ou partie par l'une des organisations signataires après un préavis minimum de 3 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à toutes les autres organisations signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, et déposée auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Toute modification, révision totale ou partielle, des dispositions ne peut être effectuée que par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés du bâtiment représentatives au plan national. Les demandes de révision de la présente convention doivent être effectuées dans les formes prévues pour la dénonciation, à l'exception du dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail, et sont accompagnées, le cas échéant, d'un projet concernant les points dont la révision est demandée. Conformément à l'article L. 2261-3 du Code du travail, toute organisation syndicale de salariés représentative au niveau national qui n'est pas signataire du présent accord, pourra y adhérer ultérieurement. L'adhésion produira effet à partir du jour qui suivra celui de son dépôt au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes compétent et à la DREETS. Notification devra également en être faite, dans le délai de huit jours, par lettre recommandée, aux parties signataires.

### **Article 5 Dépôt**

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

### **Article 6 Extension**

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministre du Travail.

## **Accord du 7 octobre 2022**

[Étendu par arr. 31 janv. 2023, JO 8 févr., applicable à compter du 1<sup>er</sup> déc. 2022]

#### **Signataires :**

##### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération française du bâtiment région Pays de la Loire ;  
CAPEB région Pays de la Loire.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;  
CGT-FO ;  
UNSA.

Il a été convenu ce qui suit :

### **Préambule**

En application des articles XII.8 et XII.9 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) d'autre part, les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les montants des salaires mensuels bruts minimaux des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

### **Article 1**

Pour la Région Pays de la Loire, les parties signataires du présent accord, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du

Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2022 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires soit 151,67 h mensuelles)	Taux horaire minimal pour 35 h hebdomadaires
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 685,05 €	11,11 €
- Position 2	170	1 703,25 €	11,23 €
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 748,70 €	11,53 €
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 954,98 €	12,89 €
- Position 2	230	2 121,81 €	13,99 €
Niveau IV			
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipes			
- Position 1	250	2 287,13 €	15,08 €
- Position 2	270	2 453,97 €	16,18 €

Pour le coefficient 150 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V. P.) à 10,139

Pour le coefficient 170 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 9,058

Pour le coefficient 185 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 8,562

Pour le coefficient 210 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 8,525

Pour le coefficient 230 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 8,510

Pour le coefficient 250 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 8,490

Pour le coefficient 270 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 8,479

## Article 2 Entreprises de moins de 50 salariés

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvi-

---

sées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### **Article 3 Application**

Le présent accord entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2022.

### **Article 4 Durée - Dénonciation - Révision - Adhésion**

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée. Conformément à l'article L 2222-6 code du travail, il pourra être dénoncé en tout ou partie par l'une des organisations signataires après un préavis minimum de 3 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à toutes les autres organisations signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, et déposée auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Toute modification, révision totale ou partielle, des dispositions ne peut être effectuée que par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés du bâtiment représentatives au plan national. Les demandes de révision de la présente convention doivent être effectuées dans les formes prévues pour la dénonciation, à l'exception du dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail, et sont accompagnées, le cas échéant, d'un projet concernant les points dont la révision est demandée. Conformément à l'article L. 2261-3 du Code du travail, toute organisation syndicale de salariés représentative au niveau national qui n'est pas signataire du présent accord, pourra y adhérer ultérieurement. L'adhésion produira effet à partir du jour qui suivra celui de son dépôt au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes compétent et à la DREETS. Notification devra également en être faite, dans le délai de huit jours, par lettre recommandée, aux parties signataires.

### **Article 5 Dépôt**

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

### **Article 6 Extension**

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministre du Travail.

## **Accord du 10 octobre 2023**

[Étendu par arr. 15 janv. 2024, JO 24 janv., applicable à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté d'extension]

#### **Signataires :**

##### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération régionale du bâtiment des Pays de la Loire ;  
Union régionale CAPEB Pays de la Loire.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;  
CGT FO ;  
CFTC.

Il a été convenu ce qui suit :

## **Préambule**

En application des articles XII.8 et XII.9 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) d'autre part, les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les montants des salaires mensuels bruts minimaux des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

### **Article 1**

Pour la Région Pays de la Loire, les parties signataires du présent accord, prenant en compte notamment l'objectif

d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires soit 151,67 h mensuelles)	Taux horaire minimal pour 35 h hebdomadaires
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1769,99 €	11,67 €
- Position 2	170	1788,19 €	11,79 €
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1827,62 €	12,05 €
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	2023,28 €	13,34 €
- Position 2	230	2 200,73 €	14,51 €
Niveau IV			
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipes			
- Position 1	250	2 378,19 €	15,68 €
- Position 2	270	2 554,12 €	16,84 €

Pour le coefficient 150 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 10,702

Pour le coefficient 170 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 9,555

Pour le coefficient 185 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 8,994

Pour le coefficient 210 à 270 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 8,854

Ces valeurs doivent être adaptées en fonction de la durée de travail effectif à laquelle sont soumis les salariés concernés.

## Article 2 Entreprises de moins de 50 salariés

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 3 Extension et application

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du Plein Emploi et de l'insertion.

Cet accord entrera en vigueur à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté ministériel

---

portant son extension.

#### **Article 4** **Durée - Dénonciation - Révision - Adhésion**

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée. Conformément à l'article L. 2222-6 code du travail, il pourra être dénoncé en tout ou partie par l'une des organisations signataires après un préavis minimum de 3 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à toutes les autres organisations signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, et déposée auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Toute modification, révision totale ou partielle, des dispositions ne peut être effectuée que par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés du bâtiment représentatives au plan national. Les demandes de révision de la présente convention doivent être effectuées dans les formes prévues pour la dénonciation, à l'exception du dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail, et sont accompagnées, le cas échéant, d'un projet concernant les points dont la révision est demandée. Conformément à l'article L. 2261-3 du Code du travail, toute organisation syndicale de salariés représentative au niveau national qui n'est pas signataire du présent accord, pourra y adhérer ultérieurement. L'adhésion produira effet à partir du jour qui suivra celui de son dépôt au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes compétent et à la Dreets. Notification devra également en être faite, dans le délai de huit jours, par lettre recommandée, aux parties signataires.

#### **Article 5** **Dépôt**

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

### **Indemnités de petits déplacements** **Accord du 16 novembre 2017**

[Étendu par arr. 18 janv. 2019, JO 10 avr., applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2018]

#### **Signataires :**

##### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Pays de la Loire ;

FFB Pays de la Loire ;

Fédération Ouest SCOP BTP.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT Pays de la Loire ;

FO Pays de la Loire ;

UNSA Pays de la Loire.

Il a été convenu ce qui suit :

### **Préambule**

En application du chapitre I Petits déplacements - Titre VIII de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'une part (entreprises occupant plus de 10 salariés), et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'autre part (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) ; et en application de l'article II-6 de la Convention Collective régionale des ouvriers du Bâtiment des Pays de la Loire du 1<sup>er</sup> décembre 2006 (étendue par arrêté ministériel du 21 décembre 2007, parue au JO du 3 janvier 2008) et son avenant n° 1, les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national se sont réunies pour déterminer les montants des indemnités de Transports et Trajets et l'indemnité minimale de repas des ouvriers du Bâtiment des Pays de la Loire.

#### **Article I** **Indemnités de transports - Trajets**

Les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national ont déterminé les montants des indemnités de Transports et Trajets des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018

Pays de la Loire	Zones							
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2018	1-A 0 à 5 km	1-B 5 à 10 km	2 10 à 20 km	3 20 à 30 km	4 30 à 40 km	5 40 à 50 km	6 50 à 65 km	7 65 à 80 km
Trajet	0,48	0,67	1,89	4,06	5,09	6,08	6,83	8,13
Transport	0,76	0,97	3,77	7,13	10,9 1	16,2 4	17,4 0	21,0 6

## Article II Indemnités de repas

Les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national ont déterminé que le montant de l'indemnité minimale de Repas des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée, est fixé à 9,16.

## Article III Application

Le présent barème des Indemnités de Petits Déplacements (Repas - Transports - Trajets) entrera en application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

## Article IV Dépôt

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions de l'article L. 2231-6 et L. 2262-8 et D. 2231-2 à D 2231-8 du Code du Travail et au décret du 17 mai 2006, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

## Article V Demande d'extension

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

# Avenant n° 2 du 16 novembre 2018

[Étendu par arr. 13 avr. 2021, JO 19 juin, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2019]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Pays de la Loire ;

FFB Pays de la Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA Pays de la Loire ;

CFDT Construction Bois Pays de la Loire ;

FO Pays de la Loire.

Il a été convenu ce qui suit :

## Préambule

Les partenaires sociaux de la région Pays de la Loire signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, en particulier celles concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) et d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés)

Les deux conventions collectives nationales des ouvriers du bâtiment du 7 mars 2018 pour les entreprises visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, c'est à dire occupant jusqu'à dix salariés et pour les entreprises non visées par le décret

du 1<sup>er</sup> mars 1962, c'est-à-dire occupant plus de dix salariés intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles sont substituées.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Pays de la Loire adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment de la région Pays de la Loire en vigueur le 7 mars 2018 et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail.

Suite à l'achèvement de la démarche de restructuration menée au niveau national, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Pays de la Loire, se sont de nouveau réunies pour négocier le montant des indemnités de petits déplacements applicables dans la région, conformément aux articles I-3 des conventions collectives nationales du 7 mars 2018 des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées d'une part, par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés, et d'autre part, non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, c'est-à-dire occupant plus de dix salariés.

### **Article 1** **Indemnités de transport - Trajet**

Les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national ont déterminé les montants des indemnités de Transport et Trajet des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

#### **Au 1<sup>er</sup> janvier 2019**

Pays de la Loire	Zones			
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2019	1-A 0 à 5 km	1-B 5 à 10 km	2 10 à 20 km	3 20 à 30 km
Trajet	0,48 €	0,67 €	1,90 €	4,08 €
Transport	0,77 €	0,98 €	3,81 €	7,20 €

Pays de la Loire	Zones			
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2019	4 30 à 40 km	5 40 à 50 km	6 50 à 65 km	7 65 à 80 km
Trajet	5,12 €	6,11 €	6,86 €	8,17 €
Transport	11,02 €	16,40 €	17,57 €	21,27 €

### **Article 2** **Indemnités de repas**

Les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national ont déterminé que le montant de l'indemnité minimale de Repas des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée, est fixé à 9,33 €.

### **Article 3** **Entreprises occupant moins de 50 salariés**

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

---

#### **Article 4** **Application**

Le présent avenant entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2019.

#### **Article 5** **Clause de rendez vous**

Les parties conviennent de se réunir au mois de juin 2019 pour faire le point sur le contenu du présent accord.

#### **Article 6** **Dépôt**

Le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

#### **Article 7** **Extension**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

### **Accord du 9 novembre 2020**

[Étendu par arr. 1<sup>er</sup> mars 2021, JO 12 mai, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2021]

#### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Pays de la Loire ;

FFB Pays de la Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT Pays de la Loire ;

FO Pays de la Loire ;

UNSA Pays de la Loire.

Il a été convenu ce qui suit :

### **Préambule**

En application du chapitre 1 Petits déplacements - Titre VIII de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'une part (entreprises occupant plus de 10 salariés), et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'autre part (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national se sont réunies pour déterminer les montants des indemnités de Transports et Trajets et l'indemnité minimale de repas des ouvriers du Bâtiment des Pays de la Loire.

#### **Article 1** **Indemnités de transports - Trajets**

Les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national ont déterminé les montants des indemnités de Transports et Trajets des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée. À l'issue des négociations, les montants des indemnités trajet et transport demeurent inchangés.

#### **Article 2** **Indemnités de repas**

Les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national ont déterminé que le montant de l'indemnité minimale de Repas des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée, est fixé à 9,50 €.

#### **Article 3** **Entreprises moins de 50 salariés**

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en



---

matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### **Article 4 Application**

Le présent accord entrera en application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

#### **Article 5 Durée - Dénonciation - Révision - Adhésion**

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée. Conformément à l'article L. 2222-6 code du travail, il pourra être dénoncé en tout ou partie par l'une des organisations signataires après un préavis minimum de 3 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à toutes les autres organisations signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, et déposée auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Toute modification, révision totale ou partielle, des dispositions ne peut être effectuée que par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés du bâtiment représentatives au plan national. Les demandes de révision de la présente convention doivent être effectuées dans les formes prévues pour la dénonciation, à l'exception du dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail, et sont accompagnées, le cas échéant, d'un projet concernant les points dont la révision est demandée.

Conformément à l'article L. 2261-3 du Code du travail, toute organisation syndicale de salariés représentative au niveau national qui n'est pas signataire du présent accord, pourra y adhérer ultérieurement. L'adhésion produira effet à partir du jour qui suivra celui de son dépôt au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes compétent et à la Direccte. Notification devra également en être faite, dans le délai de huit jours, par lettre recommandée, aux parties signataires.

#### **Article 6 Clause de rendez-vous**

Une fois par an, les organisations représentatives se réunissent pour engager les négociations à leur niveau.

Les parties conviennent de se réunir une fois sur la période Avril/Mai 2021 pour faire le point sur le contenu du présent accord.

#### **Article 7 Dépôt**

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

#### **Article 8 Extension**

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministre du Travail.

### **Accord du 25 mars 2022**

[Étendu par arr. 18 juill. 2022, JO 30 juill., applicable à compter du 1<sup>er</sup> mai 2022]

#### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Pays de la Loire ;

FFB Pays de la Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO Pays de la Loire ;

URCB CFDT Pays de la Loire.

Il a été convenu ce qui suit :

#### **Préambule**

En application de l'article 1-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597) les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisa-

tions représentatives au niveau national se sont réunies pour déterminer les montants des indemnités de Transports et Trajets et l'indemnité minimale de repas des ouvriers du Bâtiment des Pays de la Loire.

### **Article 1** **Indemnités de transports - trajets**

Les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national ont déterminé les montants des indemnités de Transports et Trajets des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-atlantique, Maine et Moire, Mayenne, Sarthe et Vendée. À l'issue des négociations, les montants des indemnités de trajets demeurent inchangés et les montants des indemnités de transports sont fixés comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

#### **Au 1<sup>er</sup> Mai 2022**

Pays de la Loire	Zones							
Au 1 <sup>er</sup> mai 2022	1-A 0 à 5 km	1-B 5 à 10 km	2 10 à 20 km	3 20 à 30 km	4 30 à 40 km	5 40 à 50 km	6 50 à 65 km	7 65 à 80 km
Trajet	0,48 €	0,67 €	1,90 €	4,08 €	5,12 €	6,11 €	6,86 €	8,17 €
Transport	0,80 €	1,02 €	3,96 €	7,49 €	11,46 €	17,06 €	18,27 €	22,12 €

### **Article 2** **Indemnités de repas**

Les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national ont déterminé que le montant de l'indemnité minimale de Repas des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée, est fixé à 10,00 €.

### **Article 3** **Entreprises moins de 50 salariés**

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### **Article 4** **Application**

Le présent accord entrera en application à compter du 1<sup>er</sup> mai 2022.

### **Article 5** **Durée-dénonciation-révision- adhésion**

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée. Conformément à l'article L. 2222-6 code du travail, il pourra être dénoncé en tout ou partie par l'une des organisations signataires après un préavis minimum de 3 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à toutes les autres organisations signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, et déposée auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Toute modification, révision totale ou partielle, des dispositions ne peut être effectuée que par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés du bâtiment représentatives au plan national. Les demandes de révision de la présente convention doivent être effectuées dans les formes prévues pour la dénonciation, à l'exception du dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail, et sont accompagnées, le cas échéant, d'un projet concernant les points dont la révision est demandée. Conformément à l'article L. 2261-3 du Code du travail, toute organisation syndicale de salariés représentative au niveau national qui n'est pas signataire du présent accord, pourra y adhérer ultérieurement. L'adhésion produira effet à partir du jour qui suivra celui de son dépôt au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes compétent et à la DREETS. Notification devra également en être faite, dans le délai de huit jours, par lettre recommandée, aux parties signataires.

## Article 6 Dépôt

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

## Article 7 Extension

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministre du Travail.

## Accord du 7 octobre 2022

[Étendu par arr. 31 janv. 2023, JO 8 févr., applicable à compter du 1<sup>er</sup> déc. 2022]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération française du bâtiment région Pays de la Loire ;  
CAPEB région Pays de la Loire.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;  
CGT-FO ;  
UNSA.

Il a été convenu ce qui suit :

## Préambule

En application de l'article 1-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national se sont réunies pour déterminer les montants des indemnités de Transports et Trajets et l'indemnité minimale de repas des ouvriers du Bâtiment des Pays de la Loire.

## Article 1 Indemnités de transports - Trajets

Les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national ont déterminé les montants des indemnités de Transports et Trajets des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée. À l'issue des négociations, les montants des indemnités de trajets demeurent inchangés et les montants des indemnités de transports sont fixés comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

### Au 1<sup>er</sup> décembre 2022

Pays de la Loire	Zones							
	1-A	1-B	2	3	4	5	6	7
Au 1 <sup>er</sup> décembre 2022	0 à 5 km	5 à 10 km	10 à 20 km	20 à 30 km	30 à 40 km	40 à 50 km	50 à 65 km	65 à 80 km
Trajet	0,48 €	0,67 €	1,90 €	4,08 €	5,12 €	6,11 €	6,86 €	8,17 €
Transport	0,84 €	1,07 €	4,16 €	7,86 €	12,03 €	17,91 €	19,18 €	23,23 €

## Article 2 Indemnités de repas

Les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national ont déterminé que le montant de l'indemnité minimale de Repas des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée, est fixé à

---

10,50 €.

### **Article 3** **Entreprises moins de 50 salariés**

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### **Article 4** **Application**

Le présent accord entrera en application à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2022.

### **Article 5** **Durée - Dénonciation - Révision - Adhésion**

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée. Conformément à l'article L. 2222-6 code du travail, il pourra être dénoncé en tout ou partie par l'une des organisations signataires après un préavis minimum de 3 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à toutes les autres organisations signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, et déposée auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Toute modification, révision totale ou partielle, des dispositions ne peut être effectuée que par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés du bâtiment représentatives au plan national. Les demandes de révision de la présente convention doivent être effectuées dans les formes prévues pour la dénonciation, à l'exception du dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail, et sont accompagnées, le cas échéant, d'un projet concernant les points dont la révision est demandée. Conformément à l'article L. 2261-3 du Code du travail, toute organisation syndicale de salariés représentative au niveau national qui n'est pas signataire du présent accord, pourra y adhérer ultérieurement. L'adhésion produira effet à partir du jour qui suivra celui de son dépôt au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes compétent et à la DREETS. Notification devra également en être faite, dans le délai de huit jours, par lettre recommandée, aux parties signataires.

### **Article 6** **Dépôt**

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

### **Article 7** **Extension**

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministre du Travail.

## **Accord du 10 octobre 2023**

[Étendu par arr. 15 janv. 2024, JO 24 janv., applicable à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté d'extension]

#### **Signataires :**

##### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération régionale du bâtiment des Pays de la Loire ;

Union régionale CAPEB Pays de la Loire.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CGT FO.

Il a été convenu ce qui suit :

## **Préambule**

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations

représentatives au niveau national se sont réunies pour déterminer les montants des indemnités de Transports et Trajets et l'indemnité minimale de repas des ouvriers du Bâtiment des Pays de la Loire.

### **Article 1** **Indemnités de transports - trajets**

Les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national ont déterminé les montants des indemnités de Transports et Trajets des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée. À l'issue des négociations, les montants des indemnités de trajets demeurent inchangés et les montants des indemnités de transports sont fixés comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Pays de la Loire	Zones							
	1-A 0 à 5 Km	1-B 5 à 10 Km	2 10 à 20 Km	3 20 à 30 Km	4 30 à 40 Km	5 40 à 50 Km	6 50 à 65 Km	7 65 à 80 Km
Trajet	0,48 €	0,67 €	1,90 €	4,08 €	5,12 €	6,11 €	6,86 €	8,17 €
Transport	0,88 €	1,12 €	4,37 €	8,25 €	12,63 €	18,81 €	20,14 €	24,39 €

### **Article 2** **Indemnités de repas**

Les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national ont déterminé que le montant de l'indemnité minimale de Repas des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée, est fixé à 11,50 €.

### **Article 3** **Entreprises moins de 50 salariés**

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### **Article 4** **Extension et application**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de Plein emploi et de l'insertion.

Cet accord entrera en vigueur à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté ministériel portant son extension.

### **Article 5** **Durée - Dénonciation - Révision - Adhésion**

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée. Conformément à l'article L. 2222-6 code du travail, il pourra être dénoncé en tout ou partie par l'une des organisations signataires après un préavis minimum de 3 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à toutes les autres organisations signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, et déposée auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Toute modification, révision totale ou partielle, des dispositions ne peut être effectuée que par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés du bâtiment représentatives au plan national. Les demandes de révision de la présente convention doivent être effectuées dans les formes prévues pour la dénonciation, à l'exception du dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail, et sont accompagnées, le cas échéant, d'un projet concernant les points dont la révision est demandée.

Conformément à l'article L. 2261-3 du Code du travail, toute organisation syndicale de salariés représentative au niveau national qui n'est pas signataire du présent accord, pourra y adhérer ultérieurement. L'adhésion produira effet à partir du jour qui suivra celui de son dépôt au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes compétent et à la Dreets. Notification devra également en être faite, dans le délai de huit jours, par lettre recommandée, aux parties

---

signataires.

## **Article 6** **Dépôt**

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

## **Indemnité du Maître d'apprentissage** **Accord du 16 novembre 2017**

[Non étendu, applicable dès parution de l'arrêté d'extension, pour tous les contrats conclus à compter du 1<sup>er</sup> juill. 2018]

### **Signataires :**

#### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Pays de la Loire ;

FFB Pays de la Loire ;

Fédération Ouest SCOP BTP.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT Pays de la Loire ;

CGT FO Pays de la Loire ;

CFE CGC BTP Pays de la Loire ;

UNSA Pays de la Loire.

Il a été convenu ce qui suit :

## **Préambule**

En application des dispositions de l'accord national du 13 juillet 2004 et des dispositions de l'accord régional du 20 avril 2007, le montant de l'indemnité à verser aux salariés maîtres d'apprentissage titulaires du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé est négocié au niveau régional.

Les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies pour déterminer le montant et les modalités de versement de l'indemnité pour les maîtres d'apprentissage titulaires du Titre de Maître d'Apprentissage Confirmé.

## **Article I**

Les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, ont décidé de porter le montant de l'indemnité pour l'exercice de la fonction de Maître d'Apprentissage Confirmé dans les entreprises du Bâtiment des Pays de la Loire à 240 euros par année et par contrat d'apprentissage, quel que soit le nombre d'apprentis formés simultanément.

Les autres dispositions de l'accord du 20 avril 2007 demeurent inchangées.

## **Article II**

### **Extension - Date d'application - Révision**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Il entrera en application dès parution de l'arrêté d'extension, pour tous contrats conclus à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018.

Conformément à l'accord national, le montant de l'indemnité due au Maître d'Apprentissage Confirmé sera réexaminé régulièrement par les partenaires sociaux au niveau régional dans le cadre des négociations salariales régionales.

## **Article III**

### **Durée - Dénonciation - Dépôt**

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

La dénonciation du présent accord par l'une des parties devra être portée à la connaissance de toutes les parties signataires par lettre recommandée avec un préavis de 3 mois.

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions de l'article L. 2231-6 et L. 2262-8 et D. 2231-2 à D 2231-8 du Code du Travail et au décret du 17 mai 2006, ainsi qu'au

## Avenant n° 2 du 16 novembre 2018

[Étendu par arr. 29 juill. 2020, JO 5 sept., applicable dès parution de l'arrêté d'extension, pour tous les contrats conclus à compter du 1<sup>er</sup> juill. 2019]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Pays de la Loire ;

FFB Pays de la Loire.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFE CGC BTP Pays de la Loire ;

UNSA Pays de la Loire ;

CFDT Construction Bois Pays de la Loire ;

FO Pays de la Loire.

### Préambule

Les partenaires sociaux de la région Pays de la Loire signataires du présent avenant rappellent que dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales des ouvriers du bâtiment du 7 mars 2018 pour les entreprises visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés, et pour les entreprises non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, c'est-à-dire occupant plus de dix salariés, intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles sont substituées.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Pays de la Loire, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants et les modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage confirmé, applicables aux salariés de la région Pays de la Loire à la date du 7 mars 2018 et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage.

Suite à l'achèvement de la démarche de restructuration menée au niveau national, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Pays de la Loire, se sont de nouveau réunies pour négocier le montant de l'indemnité spécifique liée à l'exercice des fonctions de maître d'apprentissage confirmé pour les salariés titulaires du titre de maître d'apprentissage confirmé, dans le cadre des dispositions de l'accord du 13 juillet 2004.

### Article 1

Les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, ont décidé de porter le montant de l'indemnité pour l'exercice de la fonction de Maître d'Apprentissage Confirmé dans les entreprises du Bâtiment des Pays de la Loire à 250 euros par année et par contrat d'apprentissage, quel que soit le nombre d'apprentis formés simultanément.

### Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités spécifiques liées à l'exercice des fonctions de maître d'apprentissage confirmé, au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives nationales susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 3

Le présent avenant entrera en vigueur dès parution de l'arrêté d'extension, pour tous les contrats conclus à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019.

---

#### Article 4

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Conformément à l'accord national, le montant de l'indemnité due au Maître d'Apprentissage Confirmé sera réexaminé régulièrement par les partenaires sociaux au niveau régional dans le cadre des négociations salariales régionales.

#### Article 5

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

#### Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

### Accord du 5 novembre 2019

[Étendu par arr. 29 mai 2020, JO 16 juin, applicable à compter du 1<sup>er</sup> juill. 2020]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Pays de la Loire ;

FFB Pays de la Loire.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT Pays de la Loire ;

CFE CGC BTP Pays de la Loire ;

UNSA Pays de la Loire.

Il a été convenu ce qui suit :

#### Préambule

En application des dispositions de l'accord national du 13 juillet 2004, de l'article I-3 de la Convention collective nationale des ouvriers du 8 octobre 1990 et des dispositions de l'accord régional du 20 avril 2007, le montant de l'indemnité à verser aux salariés maîtres d'apprentissage titulaires du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé est négocié au niveau régional.

Les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies pour déterminer le montant et les modalités de versement de l'indemnité pour les maîtres d'apprentissage titulaires du Titre de Maître d'Apprentissage Confirmé.

#### Article 1

Les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, ont décidé de porter le montant de l'indemnité pour l'exercice de la fonction de Maître d'Apprentissage Confirmé dans les entreprises du Bâtiment des Pays de la Loire à 255 euros par année et par contrat d'apprentissage, quel que soit le nombre d'apprentis formés simultanément.

Les autres dispositions de l'accord du 20 avril 2007 demeurent inchangées.

#### Article 2

##### Entreprises de moins de 50 Salariés

Compte tenu des entreprises visées par le présent accord, et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnité MAC, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### Article 3

##### Extension - Date d'application - Révision

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Il entrera en application pour tous les contrats conclus à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2020.

Conformément à l'accord national, le montant de l'indemnité due au Maître d'Apprentissage Confirmé sera réexaminé régulièrement par les partenaires sociaux au niveau régional dans le cadre des négociations salariales régionales.



---

#### **Article 4**

##### **Durée - Dénonciation - Dépôt**

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée. Conformément à l'article L. 2222-6 code du travail, il pourra être dénoncé en tout ou partie par l'une des organisations signataires après un préavis minimum de 3 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à toutes les autres organisations signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, et déposée auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Conformément à l'article L. 2261-3 du Code du travail, toute organisation syndicale de salariés représentative au niveau national qui n'est pas signataire du présent accord, pourra y adhérer ultérieurement. L'adhésion produira effet à partir du jour qui suivra celui de son dépôt au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes compétent et à la Direccte. Notification devra également en être faite, dans le délai de huit jours, par lettre recommandée, aux parties signataires.

Le présent accord sera déposé à Direction Générale du Travail conformément aux dispositions de l'article L. 2231-6 et L. 2262-8 et D. 2231-2 à D. 2231-7 du Code du Travail et au décret du 17 mai 2006, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

### **Accord du 9 novembre 2020**

[Étendu par arr. 1<sup>er</sup> mars 2021, JO 12 mai, applicable dès parution de l'arrêté d'extension, pour tous les contrats conclus à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021]

#### **Signataires :**

##### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Pays de la Loire ;

FFB Pays de la Loire.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT Pays de la Loire ;

CGT FO Pays de la Loire ;

UNSA Pays de la Loire ;

CFE CGC BTP Pays de la Loire.

Il est convenu ce qui suit :

### **Préambule**

En application des dispositions de l'accord national du 13 juillet 2004, le montant de l'indemnité à verser aux salariés Maître d'Apprentissage Confirmé est négocié au niveau régional.

Les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies pour déterminer le montant et les modalités de versement de l'indemnité pour les maîtres d'apprentissage confirmé.

#### **Article 1**

##### **Indemnité MAC**

Les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, ont décidé de porter le montant de l'indemnité pour l'exercice de la fonction de Maître d'Apprentissage Confirmé dans les entreprises du Bâtiment des Pays de la Loire à 260 euros par année et par contrat d'apprentissage, quel que soit le nombre d'apprentis formés simultanément.

Les autres dispositions de l'accord du 20 avril 2007 demeurent inchangées.

#### **Article 2**

##### **Entreprises de moins de 50 salariés**

Compte tenu de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnité MAC, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### **Article 3**

##### **Extension - Date d'application**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

Il entrera en application dès parution de l'arrêté d'extension, pour tous les contrats conclus à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021.

---

#### **Article 4**

##### **Durée - Dénonciation - Révision - Adhésion**

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée. Conformément à l'article L. 2222-6 code du travail, il pourra être dénoncé en tout ou partie par l'une des organisations signataires après un préavis minimum de 3 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à toutes les autres organisations signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, et déposée auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Toute modification, révision totale ou partielle, des dispositions ne peut être effectuée que par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés du bâtiment représentatives au plan national. Les demandes de révision de la présente convention doivent être effectuées dans les formes prévues pour la dénonciation, à l'exception du dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail, et sont accompagnées, le cas échéant, d'un projet concernant les points dont la révision est demandée.

Conformément à l'article L. 2261-3 du Code du travail, toute organisation syndicale de salariés représentative au niveau national qui n'est pas signataire du présent accord, pourra y adhérer ultérieurement. L'adhésion produira effet à partir du jour qui suivra celui de son dépôt au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes compétent et à la Direccte. Notification devra également en être faite, dans le délai de huit jours, par lettre recommandée, aux parties signataires.

#### **Article 5**

##### **Clause de rendez-vous**

Conformément à l'accord national, le montant de l'indemnité due au Maître d'Apprentissage Confirmé sera réexaminé régulièrement par les partenaires sociaux au niveau régional dans le cadre des négociations salariales régionales.

Les parties conviennent de se réunir une fois sur la période Avril/Mai 2021 pour faire le point sur le contenu du présent accord.

#### **Article 6**

##### **Dépôt**

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

### **Accord du 25 mars 2022**

[Étendu par arr. 18 juill., JO 30 juill., applicable dès parution de l'arrêté d'extension, pour tous les contrats conclus à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022]

#### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Pays de la Loire ;

FFB Pays de la Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT FO Pays de la Loire ;

URCB CFDT Pays de la Loire.

#### **Article 1**

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Pays de la Loire, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies pour négocier, en tenant compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, les montants de l'indemnité spécifique liée à l'exercice des fonctions de Maître d'apprentissage confirmé applicables dans la région Pays de la Loire, conformément à l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage et à l'article 1-3 des Conventions collectives des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 (IDCC 1596 et 1597).

#### **Article 2**

Les salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé bénéficient du versement d'une indemnité, dans les conditions définies ci-après, pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné.

#### **Article 3**

##### **Montant**

Le montant de cette indemnité est fixé à 275 euros par année et par contrat d'apprentissage quel que soit le nombre d'apprentis formés simultanément.

---

#### **Article 4**

##### **Modalités de versement**

Les modalités de versement de l'indemnité sont déterminées par l'employeur. Le montant de l'indemnité est indépendant du niveau de formation préparée en contrat d'apprentissage et de la réussite ou de l'échec à l'examen de l'apprenti

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre, ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage au-delà de la période d'essai, ou en cas de départ de l'entreprise du maître d'apprentissage confirmé, le montant versé au maître d'apprentissage confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée de la fonction, pour le contrat d'apprentissage considéré.

#### **Article 5**

##### **Entreprises de moins de 50 salariés**

Compte tenu de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnité MAC, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### **Article 6**

##### **Extension - Date d'application**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

Il entrera en application dès parution de l'arrêté d'extension, pour tous les contrats conclus à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022.

#### **Article 7**

##### **Durée-dénonciation-révision- adhésion**

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée. Conformément à l'article L. 2222-6 code du travail, il pourra être dénoncé en tout ou partie par l'une des organisations signataires après un préavis minimum de 3 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à toutes les autres organisations signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, et déposée auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Toute modification, révision totale ou partielle, des dispositions ne peut être effectuée que par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés du bâtiment représentatives au plan national. Les demandes de révision de la présente convention doivent être effectuées dans les formes prévues pour la dénonciation, à l'exception du dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail, et sont accompagnées, le cas échéant, d'un projet concernant les points dont la révision est demandée. Conformément à l'article L. 2261-3 du Code du travail, toute organisation syndicale de salariés représentative au niveau national qui n'est pas signataire du présent accord, pourra y adhérer ultérieurement. L'adhésion produira effet à partir du jour qui suivra celui de son dépôt au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes compétent et à la DREETS. Notification devra également en être faite, dans le délai de huit jours, par lettre recommandée, aux parties signataires.

#### **Article 8**

##### **Dépôt**

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

### **Accord du 10 octobre 2023**

[Étendu par arr. 15 janv. 2024, JO 24 janv., applicable à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté d'extension]

#### **Signataires :**

##### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération régionale du bâtiment des Pays de la Loire ;

Union régionale CAPEB Pays de la Loire.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CGT FO ;

CFTC.

Il est convenu ce qui suit :

---

## **Article 1**

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Pays de la Loire, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies pour négocier, en tenant compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, les montants de l'indemnité spécifique liée à l'exercice des fonctions de Maître d'apprentissage confirmé applicables dans la région Pays de la Loire, conformément à l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage et à l'article 1-3 des Conventions collectives des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 (IDCC 1596 et 1597).

## **Article 2**

Compte tenu des évolutions législatives et réglementaires résultant de la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel et de son décret d'application du 13 décembre 2018, seuls les salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé délivré avant le 1<sup>er</sup> janvier 2019 bénéficient à titre obligatoire du versement d'une indemnité, dans les conditions définies ci-après, pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné.

## **Article 3**

### **Montant**

Le montant de cette indemnité est fixé à 300 euros par année et par contrat d'apprentissage quel que soit le nombre d'apprentis formés simultanément.

## **Article 4**

### **Modalités de versement**

Les modalités de versement de l'indemnité sont déterminées par l'employeur. Le montant de l'indemnité est indépendant du niveau de formation préparée en contrat d'apprentissage et de la réussite ou de l'échec à l'examen de l'apprenti

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre, ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage au-delà de la période d'essai, ou en cas de départ de l'entreprise du maître d'apprentissage confirmé, le montant versé au maître d'apprentissage confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée de la fonction, pour le contrat d'apprentissage considéré.

## **Article 5**

### **Entreprises de moins de 50 salariés**

Compte tenu de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnité MAC, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## **Article 6**

### **Extension - Date d'application**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, du Plein emploi et de l'insertion.

Il entrera en application à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté ministériel portant son extension.

## **Article 7**

### **Durée - Dénonciation - Révision - Adhésion**

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée. Conformément à l'article L. 2222-6 code du travail, il pourra être dénoncé en tout ou partie par l'une des organisations signataires après un préavis minimum de 3 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à toutes les autres organisations signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, et déposée auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Toute modification, révision totale ou partielle, des dispositions ne peut être effectuée que par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés du bâtiment représentatives au plan national. Les demandes de révision de la présente convention doivent être effectuées dans les formes prévues pour la dénonciation, à l'exception du dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail, et sont accompagnées, le cas échéant, d'un projet concernant les points dont la révision est demandée. Conformément à l'article L. 2261-3 du Code du travail, toute organisation syndicale de salariés représentative au niveau national qui n'est pas signataire du présent accord, pourra y adhérer ultérieurement. L'adhésion produira effet à partir du jour qui suivra celui de son dépôt au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes compétent et à la Dreets. Notification devra également en être faite, dans le délai de huit jours, par lettre recommandée, aux parties signataires.

## Article 8

### Dépôt

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

## Seine-et-Marne

(Voir également Annexe XVIII)

## Salaires

### Accord du 27 novembre 2017

[Étendu par arr. 14 févr. 2019, JO 13 avr.]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

FFB IDF Est ;

CAPEB IDF ;

SCOP ;

FFIE IDF Est.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC ;

CGT FO.

## Article 1er

En application des articles XII.8 et XII.9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'une part et par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'autre part.

Et dans le respect des dispositions de la Convention Collective Régionale des Ouvriers du Bâtiment d'Île-de-France du 28 Juin 1993.

Ainsi que du Protocole d'Accord Seine-et-Marnais formant avenant à la Convention Collective Régionale des Ouvriers du Bâtiment du 28 Juin 1993 réactualisant et se substituant à la Convention Collective Seine-et-Marnaise des Ouvriers du Bâtiment de 1956, signé le 31 Mai 1995.

Les organisations représentatives d'employeurs et de salariés, réunies en Commission Paritaire à Dammarie-les-Lys 27 novembre 2017, ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de Seine-et-Marne.

## Article 2

En application et conformément à l'accord national du 12 février 2002 sur les barèmes de salaires minimaux des ouvriers et des ETAM du Bâtiment, les parties signataires du présent accord ont fixé la revalorisation du barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment pour le département de Seine-et-Marne comme suit :

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018

Catégorie Professionnelle		Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I : Ouvrier d'exécution	Position 1	150	1 500
	Position 2	170	1 510
Niveau II : Ouvrier professionnel		185	1 570
Niveau III : Compagnon professionnel	Position 1	210	1 710
	Position 2	230	1 865
Niveau IV : Maître ouvrier ou chef d'équipe	Position 1	250	1 983
	Position 2	270	2 170

### Article 3

Conformément au décret n° 2006-568 du 17 mai 2006 (journal officiel du 20 mai 2006) modifiant la procédure du dépôt des accords collectifs ; le présent accord fera l'objet d'un dépôt par courrier sous format papier texte original signé des parties à la Direction des Relations du Travail, ainsi que d'une version sur support électronique.

### Article 4

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

## Avenant n° 2 de 29 novembre 2018

[Étendu par arr. 29 juill. 2020, JO 5 sept.]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

FFB IDF Est ;  
CAPEB Région Île-de-France ;  
SCOP ;  
FFIE IDF Est.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;  
CGT FO ;  
CFTC ;  
UNSA.

Les partenaires sociaux de Seine-et-Marne signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se sont substituées.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de Seine-et-Marne, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux des ouvriers du Bâtiment de Seine-et-Marne en vigueur le 7 mars 2018 et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail.

Suite à l'achèvement de la démarche de restructuration menée au niveau national, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de Seine-et-Marne, se sont de nouveau réunies pour négocier le montant des salaires minimaux applicables dans la région, et conformément à l'article I-3 de la présente Convention collective nationale mentionnée ci-dessus.

### Article 1

Pour la Seine-et-Marne, les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I - Ouvriers d'exécution		
Position 1	150	1 535,00 €
Position 2	170	1 545,00 €
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 610,00 €
Niveau III - Compagnons professionnels		

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Position 1	210	1 750,00 €
Position 2	230	1 895,00 €
Niveau IV - Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe		
Position 1	250	2 020,00 €
Position 2	270	2 210,00 €

## Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 3

Conformément au code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Melun.

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

# Accord du 9 décembre 2019

[Étendu par arr. 26 mai 2020, JO 24 juin]

## Signataires :

### Organisation(s) patronale(s) :

FFB IDF Est ;

FFIE IDF Est ;

SCOP IDF.

### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

FO ;

CFTC.

## Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

## Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de Seine et Marne.

## Article 2

Pour la Seine-et-Marne, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1 - Position 2	150 170	1565 € 1575 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1635 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1 - Position 2	210 230	1780 € 1920 €
Niveau IV Maître ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1 - Position 2	250 270	2040 € 2235 €

## Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Melun.

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## Accord du 6 décembre 2021

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 18 juin]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB IDF Est ;  
CAPEB IDF ;  
FFIE IDF Est ;  
SCOP.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT FO ;  
CFTC.

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de Seine et Marne.

Il a été convenu ce qui suit :

## Article 1

Pour la Seine-et-Marne, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indi-



qué dans les tableaux ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)
Niveau I Ouvriers d'exécution		
- Position 1	150	1630 €
- Position 2	170	1640 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1696 €
Niveau III Compagnons professionnels		
- Position 1	210	1838 €
- Position 2	230	1982 €
Niveau IV Maître ouvriers ou chefs d'équipe		
- Position 1	250	2102 €
- Position 2	270	2303 €

## Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Melun.

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## Accord du 29 novembre 2022

[Étendu par arr. 31 janv. 2023, JO 8 févr., applicable à compter de la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté de son extension]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération française du bâtiment Île-de-France Est ;

Fédération parisienne des SCOP du bâtiment et des travaux publics ;

Fédération française des entreprises de génie électrique et énergétique Île-de-France Est.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CGT-FO ;

UNSA.

Les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés du Bâtiment, adhérentes aux organisations professionnelles d'employeurs et aux organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national, se sont réunies le 29 novembre 2022 pour négocier pour 2023, le montant des salaires minimaux applicables aux Ouvriers du Bâtiment de Seine-et-Marne, conformément à l'article 1-4 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 pour les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1992 (entreprises occupant jusqu'à dix salariés) et ont convenu ce qui suit.

## Article 1

Pour la Seine-et-Marne, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)
Niveau 1		
Ouvriers d'exécution		
- Position 1	150	1794 €
- Position 2	170	1782 €
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1813 €
Niveau III Compagnons professionnels		
- Position 1	210	1948 €
- Position 2	230	2067 €
Niveau IV		
Maître ouvriers ou chefs d'équipe		
- Position 1	250	2190 €
- Position 2	270	2396 €

## Article 2

Les partenaires sociaux considérant qu'ils sont engagés par une convention collective nationale spécifique aux entreprises employant jusqu'à 10 salariés, estiment ainsi répondre à l'exigence de dispositions propres aux entreprises employant moins de 50 salariés, issues de l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

## Article 3

Le présent accord entrera en vigueur à compter de la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté relatif à son extension.

## Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Melun.

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du plein Emploi et de l'Insertion.

## Indemnités de petits déplacements Accord du 27 novembre 2017

[Étendu par arr. 14 févr. 2019, JO 13 avr.]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB IDF Est ;

CAPEB IDF ;

SCOP ;

FFIE IDF Est.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

---

CFDT ;  
CFTC ;  
CGT FO.

Réunis en Commission Paritaire à Melun le 27 novembre 2017, il a été convenu de revaloriser les indemnités de petits déplacements applicables aux Ouvriers du Bâtiment de Seine-et-Marne.

#### **Article 1er** **Indemnités de frais de transport**

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, le montant journalier correspondant à chacune des zones est le suivant :

- 1<sup>ère</sup> zone A : 1,55
- 1<sup>ère</sup> zone B : 2,00
- 2<sup>ème</sup> zone : 2,70
- 3<sup>ème</sup> zone : 4,35
- 4<sup>ème</sup> zone : 5,50
- 5<sup>ème</sup> zone : 7,15
- 6<sup>ème</sup> zone : 8,55

#### **Article 2** **Indemnités de trajet**

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, le montant journalier correspondant à chacune des zones est le suivant :

- 1<sup>ère</sup> zone A : 0,80
- 1<sup>ère</sup> zone B : 1,98
- 2<sup>ème</sup> zone : 2,93
- 3<sup>ème</sup> zone : 4,48
- 4<sup>ème</sup> zone : 5,18
- 5<sup>ème</sup> zone : 6,65
- 6<sup>ème</sup> zone : 7,55

#### **Article 3** **Indemnité de repas**

Le montant journalier est de 10 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

#### **Article 4** **Dépôt et extension**

Conformément au décret n° 2006-568 du 17 mai 2006 (journal officiel du 20 mai 2006) modifiant la procédure du dépôt des accords collectifs ; le présent accord fera l'objet d'un dépôt par courrier sous format papier texte original signé des parties à la Direction des Relations du Travail, ainsi que d'une version sur support électronique.

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

### **Avenant n° 2 du 29 novembre 2018**

[Étendu par arr. 29 juill. 2020, JO 5 sept.]

#### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FFB IDF Est ;  
CAPEB Région Île-de-France ;  
SCOP ;  
FFIE IDF Est.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;  
CGT FO ;  
CFTC ;

UNSA.

Les partenaires sociaux de Seine-et-Marne signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de Seine-et-Marne, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment de Seine-et-Marne en vigueur le 7 mars 2018 et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail.

Suite à l'achèvement de la démarche de restructuration menée au niveau national, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de Seine-et-Marne, se sont de nouveau réunies pour négocier le montant indemnités de petits déplacements applicables dans la région, et conformément à l'article I-4 de la présente Convention collective nationale mentionnée ci-dessus.

### Article 1

Par dérogation à l'article VIII-13 des Conventions collectives nationales des ouvriers du Bâtiment et pour tenir compte de la forte concentration urbaine du département de la Seine et-Marne, il est institué un système de 7 zones concentriques (soit les zones 1 A, 1 B, 2, 3, 4, 5, 6).

La première zone (zone 1 A) est déterminée par une distance de 5 kilomètres à compter du point de départ es petits déplacements, tel qu'il est défini à l'article VIII-14 des Conventions collectives nationales.

La deuxième zone (zone 1 B) est déterminée par une distance de 10 kilomètres de rayon et limitée intérieurement par la circonférence de la première zone (zone 1 A).

Les zones 2 à 5 sont concentriques et leurs limites sont distantes entre elles de 10 kilomètres conformément à l'article VIII-13 des Conventions collectives nationales.

La zone 6 se situe au-delà de 50 kilomètres et s'applique tant que les conditions du grand déplacement ne sont pas réunies.

### Article 2

Les parties signataires du présent avenant, ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1A	0,85 €	1,60 €	10,20 €
Zone 1B	2,05 €	2,05 €	
Zone 2	2,95 €	2,75 €	
Zone 3	4,55 €	4,40 €	
Zone 4	5,25 €	5,60 €	
Zone 5	6,70 €	7,29 €	
Zone 6	7,60 €	8,72 €	

### Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 4

Conformément au code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

## Accord du 9 décembre 2019

[Étendu par arr. 26 mai 2020, JO 24 juin]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB IDF Est ;

FFIE IDF Est ;

SCOP IDF.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

FO ;

CFTC.

### Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

### Article 1

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de Seine-et-Marne.

### Article 2

Par dérogation à l'article VIII-13 des Conventions collectives nationales des ouvriers du Bâtiment et pour tenir compte de la forte concentration urbaine du département de la Seine-et-Marne, il est institué un système de 6 zones concentriques (soit les zones 1, 2, 3, 4, 5, 6).

La première zone (zone 1) est déterminée par une distance de 10 kilomètres à compter du point de départ des petits déplacements, tel qu'il est défini à l'article VIII-14 des Conventions collectives nationales.

Les zones 2 à 5 sont concentriques et leurs limites sont distantes entre elles de 10 kilomètres conformément à l'article VIII-13 des Conventions collectives nationales.

La zone 6 se situe au-delà de 50 kilomètres et s'applique tant que les conditions du grand déplacement ne sont pas réunies.

### Article 3

Pour la Seine et Marne, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2020 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1	2,15 €	2,15 €	10,30 €
Zone 2	3,05 €	2,85 €	
Zone 3	4,65 €	4,50 €	
Zone 4	5,35 €	5,70 €	
Zone 5	6,80 €	7,40 €	
Zone 6	7,70 €	8,85 €	

#### Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### Article 5

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Melun.

#### Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

### Accord du 6 décembre 2021

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 18 juin]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

FFB IDF Est ;

CAPEB IDF ;

FFIE IDF Est ;

SCOP.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT FO ;

CFTC.

En application de l'article 1-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de Seine-et-Marne.

Il a été convenu ce qui suit :

#### Article 1

Par dérogation à l'article VIII-13 des Conventions Collectives Nationales des Ouvriers du Bâtiment et pour tenir compte de la forte concentration urbaine du département de la Seine-et-Marne, il est institué un système de 6 zones concentriques (soit les zones 1, 2, 3, 4, 5, 6).

La première zone (zone 1) est déterminée par une distance de 10 kilomètres à compter du point de départ des petits déplacements, tel qu'il est défini à l'article VIII-14 des Conventions Collectives Nationales.

Les zones 2 à 5 sont concentriques et leurs limites sont distantes entre elles de 10 kilomètres conformément à l'article VIII-13 des Conventions Collectives Nationales.

La zone 6 se situe au-delà de 50 kilomètres et s'applique tant que les conditions du grand déplacement ne sont pas réunies.

## Article 2

Pour la Seine et Marne, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2022:

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1	2,34 €	2,34 €	10,60 €
Zone 2	3,22 €	3,02 €	
Zone 3	4,82 €	4,67 €	
Zone 4	5,52 €	5,91 €	
Zone 5	7,00 €	7,61 €	
Zone 6	7,90 €	9,06 €	

## Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Melun.

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

## Accord du 29 novembre 2022

[Étendu par arr. 31 janv. 2023, JO 8 févr., applicable à compter de la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté de son extension]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération française du bâtiment Île-de-France Est ;

CAPEB grande couronne Île-de-France ;

Fédération parisienne des SCOP du bâtiment et des travaux publics ;

Fédération française des entreprises de génie électrique et énergétique Île-de-France Est.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CGT-FO ;

UNSA.

Les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés, adhérentes aux organisations professionnelles d'employeurs et aux organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national, se sont réunies le 29 novembre 2022 pour négocier pour 2023 le montant des indemnités de petits déplacements applicables aux Ouvriers du Bâtiment de Seine-et-Marne, conformément à l'article 1-3 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à dix salariés) et ont convenu ce qui suit.

## Article 1

Par dérogation à l'article VIII-13 des Conventions Collectives Nationales des Ouvriers du Bâtiment et pour tenir compte de la forte concentration urbaine du département de la Seine-et-Marne, il est institué un système de 6 zones concentriques (soit les zones 1, 2, 3, 4, 5, 6).

La première zone (zone 1) est déterminée par une distance de 10 kilomètres à compter du point de départ des petits déplacements, tel qu'il est défini à l'article VIII-14 des Conventions Collectives Nationales.

Les zones 2 à 5 sont concentriques et leurs limites sont distantes entre elles de 10 kilomètres conformément à l'article VIII-13 des Conventions Collectives Nationales.

---

La zone 6 se situe au-delà de 50 kilomètres et s'applique tant que les conditions du grand déplacement ne sont pas réunies.

## Article 2

Pour la Seine et Marne, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après,

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1	2,49 €	2,64 €	11 €
Zone 2	3,37 €	3,32 €	
Zone 3	4,97 €	4,97 €	
Zone 4	5,67 €	6,21 €	
Zone 5	7,15 €	7,91 €	
Zone 6	8,07 €	9,36 €	

## Article 3

Les partenaires sociaux considérant qu'ils sont engagés par une convention collective nationale spécifique aux entreprises employant jusqu'à 10 salariés, estiment ainsi répondre à l'exigence de dispositions propres aux entreprises employant moins de 50 salariés, issues de l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

## Article 4

Le présent accord entrera en vigueur à compter de la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté relatif à son extension.

## Article 5

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Melun.

## Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du plein Emploi et de l'Insertion.



# SALAIRES (ANCIENNES RÉGIONS)

## Alsace

### Salaires

### Accord du 13 janvier 2014

[Étendu par arr. 21 août 2014, JO 28 août, applicable à compter du 1<sup>er</sup> févr. 2014]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Alsace ;

CAPEB Alsace ;

Fédération Est SCOP BTP.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

FRA FO BTP ;

UR BATI MAT TP CFTC ;

URCB CFDT Alsace.

#### Article 1er

En application de l'article VII-18 des Conventions Collectives nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'une part et les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies pour déterminer les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Alsace.

#### Article 2

Pour la région Alsace, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après.

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

— la partie fixe à 320,51.

— la valeur du point à 6,518.

(En euros)

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal pour 35 heures	Taux horaire
Niveau I - Ouvriers d'exécution			
- position 1	150 (*)	1 445,38	9,53
- position 2	170 (*)	1 445,38	9,53
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 526,31	10,06
Niveau III - Compagnons professionnels			
- position 1	210	1 689,25	11,14
- position 2	230	1 819,61	12,00
Niveau IV - Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe			
- position 1	250	1 949,96	12,86
- position 2	270	2 080,32	13,72
(*) Les coefficients 150 et 170 sont déconnectés de la grille et fixés aux valeurs indiquées.			

#### Article 3

Cet accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2014.

#### Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail.

#### Article 5

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Alsace puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

### Accord du 21 janvier 2016

[Étendu par arr. 30 juin 2016, JO 7 juill., applicable le 1<sup>er</sup> févr. 2016]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Alsace ;

Fédération française du Bâtiment d'Alsace ;

Fédération SCOP BTP Est.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

Union Régionale BATI-MAT-TP-CFTC ;

Fédération Générale Construction Force Ouvrière.

Il a été convenu ce qui suit :

#### Article 1er

En application de l'article VII-18 des Conventions Collectives nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'une part et les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies pour déterminer les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Alsace.

#### Article 2

Pour la région Alsace, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros.)

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal pour 35 heures
Niveau I - Ouvriers d'exécution		
- position 1	150 (*)	1 466,62
- position 2	170 (*)	1 466,62
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 536,99
Niveau III - Compagnons professionnels		
- position 1	210	1 701,07
- position 2	230	1 832,35
Niveau IV - Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe		
- position 1	250	1 963,61
- position 2	270	2 094,88
(*) Les coefficients 150 et 170 sont déconnectés de la grille et fixés aux valeurs indiquées.		

#### Article 3

Cet accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2016.

#### Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

#### Article 5

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Alsace puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

### Indemnités de petits déplacements

### Accord du 13 janvier 2011

[Étendu par arr. 17 mai 2011, JO 24 mai]

#### Article 1

En application des articles XII.8 et XII.9 des Conventions Collectives nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, d'une part et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies pour déterminer les indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la Région Alsace, dont l'entrée en vigueur est fixée au 1<sup>er</sup> février 2011.

#### Article 2

Pour la Région Alsace, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après.

Zones	Indemnités de repas	Indemnités de transport	Indemnités de trajet
I. 10 KM	8,30	2,19	1,42
II. 20 KM	8,30	2,91	2,64
III. 30 KM	8,30	3,98	3,58
IV. 40 KM	8,30	5,45	4,90
V. 50 KM	8,30	6,62	5,96

#### Article 3

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail.

#### Article 4

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des Ouvriers du Bâtiment de la région Alsace puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

### Accord du 16 janvier 2012

[Non étendu]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Alsace ;

Fédération française du Bâtiment Alsace.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC.

#### Article 1

En application de l'article VIII-18 des Conventions Collectives nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'une part et les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies pour déterminer les indemnités de petits déplacements.

cements des ouvriers du bâtiment de la région Alsace.

## Article 2

Pour la Région Alsace, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Zones	Indemnité de repas	Indemnité de transport	Indemnité de trajet
I. 10 km	8,40	2,23	1,45
II. 20 km	8,40	2,97	2,69
III. 30 km	8,40	4,06	3,65
IV. 40 km	8,40	5,56	5,00
V. 50 km	8,40	6,75	6,08

## Article 4

Cet accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2012.

## Article 3

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du Ministère chargé du travail.

## Article 4

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des Ouvriers du Bâtiment de la région Alsace puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

# Accord du 13 janvier 2014

[Étendu par arr. 5 févr. 2016, JO 20 févr., applicable à compter du 1<sup>er</sup> févr. 2014]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Alsace ;

CAPEB Alsace ;

Fédération Est SCOP BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UR BATI MAT TP CFTC ;

URCB CFDT Alsace.

## Article 1er

En application de l'article VIII-18 des Conventions Collectives nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'une part et les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies pour déterminer les indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Alsace.

## Article 2

Pour la région Alsace, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros)

Zone	Indemnité de repas	Indemnité de transport	Indemnité de trajet
1 (0 à 10 km)	8,70	2,27	1,48
2 (10 à 20 km)	8,70	3,03	2,74
3 (20 à 30 km)	8,70	4,14	3,72

Zone	Indemnité de repas	Indemnité de transport	Indemnité de trajet
4 (30 à 40 km)	8,70	5,67	5,10
5 (40 à 50 km)	8,70	6,89	6,20

### Article 3

Cet accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2014.

### Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail.

### Article 5

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Alsace puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

## ***Accord du 21 janvier 2016***

*[Non étendu, applicable le 1<sup>er</sup> févr. 2016]*

#### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Alsace ;

Fédération française du Bâtiment d'Alsace.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Union Régionale BATI-MAT-TP-CFTC.

*Il a été convenu ce qui suit :*

### Article 1er

*En application de l'article VIII-18 des Conventions Collectives nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'une part et les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies pour déterminer les indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Alsace.*

### Article 2

*Pour la région Alsace, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :*

*(En euros.)*

Zone	Indemnité de repas	Indemnité de transport	Indemnité de trajet
1 (0 à 10 km)	8,90	2,27	1,49
2 (10 à 20 km)	8,90	3,03	2,76
3 (20 à 30 km)	8,90	4,14	3,75
4 (30 à 40 km)	8,90	5,67	5,14
5 (40 à 50 km)	8,90	6,89	6,24

### Article 3

*Cet accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2016.*

### Article 4

*Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail.*

## Article 5

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Alsace puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

## Aquitaine

### Salaires

## Accord du 13 mars 2015

[Étendu par arr. 29 juill. 2015, JO 6 août]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Aquitaine ;  
Fédération SCOP BTP Aquitaine.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

UR Construction Bois CFDT ;  
CFTC BATI-MAT-TP ;  
CFE CGC BTP ;  
FG FO Construction.

## Article 1

En application des Articles XII.8 et XII.9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés) et par les entreprises du Bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 13 mars 2015.

## Article 2

Les parties signataires du présent accord ont fixé les barèmes des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment pour un horaire mensuel de 151,67 heures, comme indiqués dans le tableau joint en annexe et applicables à compter du 1<sup>er</sup> avril 2015.

## Article 3

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du Code du Travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Bordeaux.

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité.

## Annexe - Accord Paritaire Régional du 13 mars 2015

### Salaires minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Aquitaine applicables au 1<sup>er</sup> avril 2015

(base 151,67 heures)

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaires mensuel minimal	Taux horaire minimal
		En	En
Niveau I Ouvriers d'exécution			
Position 1	150	1 457,65	9,61
Position 2	170	1 480,86	9,76
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 598,32	10,54

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal	Taux horaire minimal
		En	En
Niveau III Compagnons professionnels			
Position 1	210	1 751,30	11,55
Position 2	230	1 881,16	12,40
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe			
Position 1	250	2 033,85	13,41
Position 2	270	2 158,56	14,23

Il est rappelé qu'aucun salaire réel ne peut être inférieur au SMIC correspondant à l'horaire appliqué.

## Indemnités de petits déplacements Accord du 13 mars 2015

[Étendu par arr. 29 juill. 2015, JO 6 août]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Aquitaine ;

Fédération SCOP BTP Aquitaine.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UR Construction Bois CFDT ;

CFTC BATI-MAT-TP ;

CFE CGC BTP ;

FG FO Construction.

Les montants des Indemnités de Petits Déplacements applicables dans la Région Aquitaine, aux Ouvriers du Bâtiment, sont fixés comme suit, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2015.

Indemnité de Repas					
Zone 1a 0 à 4 km	Zone 1b 4 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km
9,33	9,33	9,33	9,33	9,33	9,33
Indemnité de Transport					
Zone 1a 0 à 4 km	Zone 1b 4 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km
0,82	2,21	4,54	7,67	10,11	13,20
Indemnité de Trajet					
Zone 1a 0 à 4 km	Zone 1b 4 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km
0,55	1,61	3,01	4,27	5,62	7,17

Article II-6-2 Convention Collective Régionale des Ouvriers du Bâtiment d'Aquitaine : L'indemnité de repas n'est pas due lorsque :

- Un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas,
- Le repas est fourni gratuitement avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité

---

de repas,

- L'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle.

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du Code du Travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Bordeaux.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité.

## **Indemnités des maîtres d'apprentissage**

### **Accord du 14 décembre 2006**

[Étendu par arr. 12 juill. 2007, JO 20 juill.]

Vu l'Article 3 de l'Accord Paritaire National du 13 juillet 2004 «Formation, Certification, Charte, Indemnisation» des Maîtres d'Apprentissage dans le Bâtiment et les Travaux Publics, selon lequel l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage ouvre droit,

— soit au versement d'une indemnité spécifique pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné,  
— soit à l'accès au statut spécifique de maître d'apprentissage qui a pu être mis en place dans l'entreprise, Vu l'Article 3 de l'Accord Paritaire National du 13 juillet 2004 «Formation, Certification, Charte, Indemnisation» des Maîtres d'Apprentissage qui renvoie la négociation paritaire du montant de cette indemnité au niveau régional, en application de :

— l'article I-3 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 applicable dans les entreprises visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés)

— l'article I-3 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 applicable dans les entreprises non visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés),

Les organisations représentatives d'employeurs et de salariés de la Région Aquitaine se sont réunies le 14 décembre 2006 et ont déterminé les montants et modalités de versement de l'indemnité pour les maîtres d'apprentissage, titulaires du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé, comme suit :

125 par année de contrat d'apprentissage,

au prorata temporis de la durée du contrat effectuée par l'apprenti.

Le versement de l'indemnité en fin de 2<sup>ème</sup> année du contrat d'apprentissage au maître d'apprentissage n'est pas soumis à la condition d'obtention par l'apprenti, de son diplôme.

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat Greffe du Conseil des Prud'hommes de Bordeaux.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère de l'Emploi, de la Cohésion Sociale et du Logement.

## **Rémunération des apprentis**

### **Accord du 11 février 2004**

[Étendu par arrêté du 23 décembre 2004, JO 11 janvier 2005]

## **Préambule**

Les parties signataires ont considéré :

— La nécessité de pérenniser l'activité des entreprises de Bâtiment. Le Bâtiment constitue en effet, en Aquitaine, un secteur économique important, véritable clé de voûte de l'économie régionale, tant en termes de créations d'emplois directs et indirects (effet sur les secteurs d'activités en amont et en aval), qu'en terme de production.

— L'acuité du problème du vieillissement de la population salariée au vu de la pyramide des âges des entreprises,

— L'urgence à pallier la pénurie de personnels qualifiés et hautement qualifiés constatée unanimement par les professionnels de la plupart des corps d'état et de tous les départements de la Région Aquitaine,

— La nécessité de développer la formation professionnelle par alternance et en particulier, l'apprentissage.

— La volonté des organisations patronales et de syndicats de salariés d'accorder un avantage conventionnel aux apprentis qui font l'effort d'améliorer leurs compétences, démontrant ainsi leur volonté de s'insérer durablement dans le Bâtiment.

Au vu de ces constats, les parties signataires conviennent des dispositions suivantes en faveur des jeunes qui s'engagent, par la voie de l'apprentissage, dans la préparation d'un diplôme de niveau IV ou de niveau III de l'Éducation Nationale.



---

### Article 1

Sont visés par ces dispositions, les jeunes qui, après l'obtention d'un diplôme de l'enseignement professionnel de niveau V, s'engagent dans la préparation d'un diplôme de niveau IV ou de niveau III de l'Éducation Nationale par contrat d'apprentissage.

### Article 2

Dans le cas de contrats d'apprentissage successifs, avec le même employeur ou un employeur différent, la rémunération perçue par l'apprenti ne pourra être inférieure à celle appliquée à la dernière année d'exécution du contrat d'apprentissage précédent.

### Article 3

L'obligation de verser la rémunération conventionnelle ci-après définie s'applique aux contrats d'apprentissage conclus à partir du 1<sup>er</sup> juin 2004.

### Article 4

Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et sauf quand l'application de la rémunération prévue par le Code du Travail à l'article D. 117-1 en fonction de l'âge est plus favorable,

— Le jeune qui prépare un diplôme de niveau IV de l'Éducation Nationale, par la voie de l'apprentissage, perçoit pendant la durée de ce second contrat, un salaire égal :

— pour la première année du contrat : à 65 %

— pour la seconde année du contrat : à 75 %

du salaire minima conventionnel correspondant à l'Ouvrier Professionnel Niveau 2, coefficient 185, tel que défini en application de l'article I.4 de la Convention Collective Régionale des Ouvriers du Bâtiment d'Aquitaine du 19 février 2001.

— Le jeune qui prépare un diplôme de niveau III de l'Éducation Nationale, par la voie de l'apprentissage, perçoit pendant la durée de ce second contrat, un salaire égal :

— pour la première année du contrat : à 65 %

— pour la seconde année du contrat : à 75 %

du salaire minima conventionnel correspondant au Compagnon Professionnel Niveau 3 Position 1, coefficient 210, tel que défini en application de l'article 1.4 de la Convention Collective Régionale des Ouvriers du Bâtiment d'Aquitaine du 19 février 2001.

### Article 5

Le présent accord constituera le premier Avenant de la Convention Collective Régionale des Ouvriers du Bâtiment d'Aquitaine du 19 février 2001, étendue par Arrêté Ministériel du 22 octobre 2001 pour les entreprises occupant plus de 10 salariés et par Arrêté Ministériel du 6 novembre 2001 pour les entreprises occupant jusqu'à 10 salariés.

Le présent accord sera déposé à la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Bordeaux et sera remis au Secrétariat Greffe du Conseil des Prud'hommes de Bordeaux. Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

## Auvergne

### Salaires

### Accord du 2 juin 2014

[Étendu par arr. 4 nov. 2014, JO 17 déc.]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Auvergne ;

FFB Auvergne ;

FLBA SCOP BTP.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

FO BTP.

## Article 1

En application de l'article XII-8 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 Octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 2 juin 2014. Il a été décidé, par accord, d'augmenter les salaires mensuels minimaux des ouvriers du Bâtiment de la Région Auvergne à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014.

## Article 2

Les parties signataires ont arrêté au 1<sup>er</sup> juillet 2014 la partie fixe à 403,15 euros & la valeur du point à 6,20 euros sauf la position 150 qui est établie à 1 445,41 euros

Elles ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal 35 h hebdo.	Taux horaire minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 445,41	9,53
- Position 2	170	1 457,15	9,61
Niveau II Ouvriers professionnels			
	185	1 550,15	10,22
Niveau III Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 705,15	11,24
- Position 2	230	1 829,15	12,06
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	1 953,15	12,88
- Position 2	270	2 077,15	13,70

## Article 3

Conformément aux articles L. 2231-6, L. 2262-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail, la présente décision sera déposée à la Direction des relations du Travail à Paris et remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Clermont-Ferrand. Une extension de cet accord sera demandée.

## ***Décision unilatérale de la FFB Auvergne, de la Fédération SCOP BTP Auvergne et de la CAPEB Auvergne du 20 avril 2015***

## Article 1

En application de l'article XII-8 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 Octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 20 avril 2015. Il a été décidé, par décision unilatérale, d'augmenter le salaire mensuel minimal des ouvriers du Bâtiment de la Région Auvergne à compter du 1<sup>er</sup> juin 2015.

## Article 2

Les parties signataires ont arrêté au 1<sup>er</sup> juin 2015 la partie fixe à 405,17 euros & la valeur du point à 6,23 euros sauf la position 150 qui est établie à 1 457,52 euros.

Elles ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal 35 h hebdo.	Taux horaire minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 457,52	9,61

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal 35 h hebdo.	Taux horaire minimal
- Position 2	170	1 464.27	9.65
Niveau II Ouvriers professionnels			
	185	1 557.72	10.27
Niveau III Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 713.47	11.30
- Position 2	230	1 838.07	12.12
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	1 962.67	12.94
- Position 2	270	2 087.27	13.76

### Article 3

Conformément au code du travail, la présente décision sera remise en copie au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Clermont-Ferrand.

## Accord du 18 avril 2016

[Étendu par arr. du 28 juill. 2016, JO 17 août]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Auve ;

FFB Auvergne ;

LBA SCOP BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT ;

CFDT.

### Article 1

En application de l'article XII-8 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 Octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 18 avril 2016. Il a été décidé, par accord, d'augmenter les salaires mensuels minimaux des ouvriers du Bâtiment de la Région Auvergne à compter du 1<sup>er</sup> juin 2016.

### Article 2

Les parties signataires ont arrêté au 1<sup>er</sup> juin 2016 la partie fixe à 409,63 euros & la valeur du point à 6,30 euros sauf la position 150 qui est établie à 1 467,50 euros.

Elles ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire minimal 35 h hebdo.	Taux horaire minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 467.50	9.68
- Position 2	170	1 480.63	9.76
Niveau II Ouvriers professionnels			
	185	1 575.13	10.39
Niveau III Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 732.63	11.42

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire minimal 35 h hebdo.	Taux horaire minimal
- Position 2	230	1 858.63	12.25
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	1 984.63	13.09
- Position 2	270	2 110.63	13.92

### Article 3

Conformément aux articles D. 2231-6, L. 2262-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail, la présente décision sera déposée à la Direction des relations du Travail à Paris et remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Clermont-Ferrand. Une extension de cet accord sera demandée.

## Indemnités de petits déplacements Accord du 19 décembre 2011

[Étendu par arr. 27 juill. 2012, JO 7 août]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB ;

FFB ;

FLBA SCOP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFDT.

### Article 1

En application du Titre VIII Chapitre I de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 Octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 12 Février 1991 et 15 Décembre 1992) concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 19 décembre 2011. Il a été fixé, par accord, le barème des indemnités de repas et de petits déplacements pour la région Auvergne (application de l'article VIII-18 de la Convention Collective Nationale) :

Indemnité de repas	9.06 euros
--------------------	------------

En euros	Zone 1 (0 à 10 Km)		Zone 2 (10 à 20 Km)	Zone 3 (20 à 30 Km)	Zone 4 (30 à 40 Km)	Zone 5 (40 à 50 Km)
	A	B				
Indemnité de frais de transport	0,71	1,63	4,81	7,59	10,50	13,25
Indemnité de trajet	0,60	1,31	2,57	3,73	4,72	6,17

### Article 2

Le présent barème des indemnités de petits déplacements entrera en application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

### Article 3

Conformément aux articles L. 2231-6, L. 2262-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail, la présente décision sera déposée à la Direction des relations du Travail à Paris et remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Clermont-Ferrand. Une extension de cet accord sera demandée.

---

## Accord du 18 avril 2016

[Étendu par arr. du 28 juill. 2016, JO 17 août, applicable à compter le 1<sup>er</sup> juin 2016]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB AUVE ;  
FFB Auvergne ;  
LBA SCOP BTP.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT ;  
CFDT.

### Article 1

En application du Titre VIII Chapitre I de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 Octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 12 Février 1991 et 15 Décembre 1992) concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 18 mars 2016. Il a été fixé, par accord, le barème des indemnités de repas pour la région Auvergne (application de l'article VIII-18 de la Convention Collective Nationale) :

Indemnité de repas	9.25 euros
--------------------	------------

### Article 2

Le présent barème des indemnités de petits déplacements et de repas entrera en application à compter du 1<sup>er</sup> juin 2016.

### Article 3

Conformément aux articles L. 2231-6, L. 2262-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail, la présente décision sera déposée à la Direction des relations du Travail à Paris et remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Clermont-Ferrand. Une extension de cet accord sera demandée.

## Indemnité des maîtres d'apprentissage Accord du 19 décembre 2011

[Étendu par arr. 27 juill. 2012, JO 3 août]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB ;  
FFB ;  
FLBA SCOP.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;  
CFDT ;  
CFE-CGC.

Vu l'article 3 de l'accord paritaire national du 13 juillet 2004 relatif à la formation, la certification, la charte et l'indemnisation des maîtres d'apprentissage dans le BTP modifié par l'avenant n° 1 du 13 novembre 2008,

Il a été convenu les mesures ci-dessous pour les maîtres d'apprentissage titulaire du titre de maître d'apprentissage confirmé dans les entreprises du Bâtiment d'Auvergne visées et non visées par le Décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962, lors de la réunion du 19 décembre 2011 rassemblant les organisations représentatives d'employeurs et de salariés :

### Article 1

L'exercice de la fonction de maître d'apprentissage par le salarié titulaire du titre de maître d'apprentissage confirmé ouvre droit au versement d'une indemnité spécifique définie dans l'article ci-dessous et ce pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné ou des apprentis concernés.

---

## Article 2

Le montant de cette indemnité est fixée à 240 euros pour tous les contrats d'apprentissage conclus à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées de la manière suivante :

- 120 euros au plus tard à la date du premier anniversaire de la signature du contrat,
- 120 euros au plus tard à l'issue du contrat,
- 60 euros supplémentaires au plus tard à l'issue du contrat si l'apprenti s'est présenté à l'ensemble des épreuves concourant au diplôme.

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, ou en cas de départ du maître d'apprentissage confirmé de l'entreprise, le montant versé au maître d'apprentissage confirmé sera effectué prorata temporis de la durée de la mission.

## Article 3

Cet accord pourra être négocié annuellement.

## Article 4

Conformément aux articles L. 2231-6, L. 2262-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail, la présente décision sera déposée à la Direction des relations du Travail à Paris et remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Clermont-Ferrand. Une extension de cet accord sera demandée.

# Rémunération des apprentis

## Accord du 15 octobre 2002

[Étendu par arrêté du 26 juin 2003, JO 5 juillet 2003]

Vu les articles I-4 et XII-8 de la Convention Collective Nationale du 8 octobre 1990 des ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment,

Vu la pénurie des personnels ouvriers hautement qualifiés dans de nombreux corps d'État du Bâtiment,

## Article 1

Les organisations représentatives d'employeurs et de salariés décident de prendre les dispositions suivantes touchant à la rémunération des apprentis préparant un deuxième Certificat d'Aptitude Professionnel, une Mention complémentaire ou un Brevet Professionnel dans la filière de leur diplôme initial (sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires en vigueur) :

**1** — lorsqu'un jeune, après avoir obtenu un diplôme de l'enseignement professionnel, s'engage dans la préparation d'un deuxième Certificat d'Aptitude Professionnel, une Mention complémentaire ou un Brevet Professionnel dans la filière de leur diplôme initial par un nouveau contrat d'apprentissage (art. L. 115-1 et L. 117-1 du Code du Travail) ou par un contrat de qualification (article L. 981-1 du Code du travail) : sa rémunération sera calculée en appliquant le pourcentage légal correspondant au minimum conventionnel du niveau de qualification auquel son premier diplôme lui aurait donné accès (coef. 185 de la classification ouvrière).

**2** — dans le cas de contrats d'apprentissage successifs (même si le dernier contrat est conclu avec un nouvel employeur) et dans le cas d'un contrat de qualification suivant un contrat d'apprentissage, le pourcentage servant au calcul de la rémunération ne pourra pas être inférieur à celui appliqué à la dernière année d'exécution du contrat précédent.

## Article 2

Les dispositions visées à l'Article 1 seront applicables aux contrats conclus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003

## Article 3

Conformément au code du travail, la présente décision sera déposée à la Direction Départementale du Travail et de l'emploi du Puy-de-Dôme et remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Clermont-Ferrand.

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord auprès du Ministère des Affaires Sociales, du Travail et de la Solidarité.

---

**Bourgogne**  
**Salaires**  
**Avenant n° 16 du 30 janvier 2015**

[Étendu par arr. 29 juill. 2015, JO 6 août]

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Bourgogne ;

Est SCOP BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT FO ;

CFDT Bourgogne.

Il a été convenu ce qui suit :

**Article 1er**

En application des articles XII.8 et XII.9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 Octobre 1990, concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Bourgogne.

Le présent accord entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2015 sauf si la publication au Journal Officiel de l'arrêté portant extension de celui-ci intervenait avant cette date. Auquel cas, l'accord entrerait en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois civil suivant la publication de son arrêté d'extension au J.O.

**Article 2**

Les parties signataires du présent accord ont arrêté:

Pour les coefficients 170 et 185 :

— la Partie Fixe (PF) à 599.953

— et la partie variable (VP) à 5.106

Pour les coefficients 210 à 270 :

— la Partie Fixe (PF) à 602.8805

— et la partie variable (VP) à 5.130

Par dérogation à l'article XII.8 et XII.9 de la Convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les parties signataires du présent accord ont fixé forfaitairement, le barème du coefficient 150, pour un horaire mensuel de 151,67 heures à 1 457.55.

Soit une grille qui s'établit ainsi du coefficient 150 au coefficient 270 :

Catégories professionnelles	Salaire mensuel Minima pour 151,67 Heures	
	Horaire	Mensuel
Niveau I		
Position 1 - coef 150	9,61	1 457.55
Position 2 - coef 170	9.68	1 468.17
Niveau II		
Coef 185	10,18	1 544.00
Niveau III		
Pos. 1 - coef 210	11.08	1 680.50
Pos. 2 - coef 230	11,75	1 782.12
Niveau IV		

Catégories professionnelles	Salaire mensuel Minima pour 151,67 Heures	
Pos. 1 - coef 250	12,43	1 885,26
Pos. 2 - coef 270	13,11	1 988,39

### Article 3

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail (DGT) du Ministère du Travail et remis au Secrétariat-Greffé du Conseil de Prud'hommes de Dijon.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social et au Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

## Indemnités de petits déplacements Avenant n° 27 du 30 janvier 2015

[Étendu par arr. 29 juill. 2015, JO 6 août]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Bourgogne ;

Est SCOP BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT FO ;

CFDT Bourgogne.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

### Article 1er

En application du Titre VIII - Chapitre I de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990, étendue par arrêté ministériel du 12 février 1991, concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne. Le présent accord entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2015 sauf si la publication au Journal Officiel de l'arrêté portant extension de celui-ci intervenait avant cette date. Auquel cas, l'accord entrerait en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois civil suivant la publication de son arrêté d'extension au J.O.

### Article 2

Pour la région Bourgogne, les parties signataires du présent accord ont fixé en application de l'article VIII-18 de la Convention Collective Nationale précitée le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Zone	Indemnité de frais de transport	Indemnité de trajet
Zone 1A (0 à 5 Kms)	0,59	0,55
Zone 1B (5 à 10 kms)	1,63	1,54
Zone 2 (10 à 20 Kms)	2,44	2,73
Zone 3 (20 à 30 Kms)	4,03	4,12
Zone 4 (30 à 40 Kms)	5,66	5,77
Zone 5 (40 à 50 Kms)	7,31	6,81



---

L'indemnité de repas est fixée à 9,14, applicable conformément aux modalités prévues dans l'article VIII-15 de la convention collective des entreprises de moins de 10 salariés.

Conformément à l'article VIII-13 de la convention collective, à chaque zone concentrique correspond une valeur de l'indemnité de frais de transport et une valeur de l'indemnité de trajet, le montant de l'indemnité de repas étant le même pour toutes les zones concentriques.

### **Article 3**

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail (DGT) du Ministère du Travail et remis au Secrétariat-Greffé du Conseil de Prud'hommes de Dijon.

### **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social et au Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

## **Indemnité de maîtres d'apprentissage**

### **Accord du 11 janvier 2008**

[Étendu par arr. 24 sept. 2008, JO 25 sept., applicable à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois civil suivant la publication de son arr. d'extension au JO]

### **Article 1**

Les salariés concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée du contrat d'apprentissage.

### **Article 2**

Le montant de cette indemnité est fixé à : 300 pour un contrat d'apprentissage de deux ans et à : 200 pour un contrat d'apprentissage d'une année.

### **Article 3**

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées pour chaque année de la manière suivante :

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat de 2 ans		
Première année du contrat d'apprentissage	Deuxième année du contrat d'apprentissage	Fin de contrat, sous réserve de l'obtention du diplôme par l'apprenti
100	100	100
Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat d'une année		
Première année du contrat d'apprentissage	Fin de contrat, sous réserve de l'obtention du diplôme par l'apprenti	
100	100	

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage au-delà de la période d'essai ou en cas de départ de l'entreprise du maître d'apprentissage confirmé, le montant versé au Maître d'Apprentissage Confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée de la fonction, pour le contrat d'apprentissage considéré.

### **Article 4**

Cet accord est applicable à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois civil suivant la publication de son arrêté d'extension au J.O.

### **Article 5**

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail (DGT) du Ministère du Travail et remis au Secrétariat-Greffé du Conseil de Prud'hommes de Dijon.

### **Article 6**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité.

---

# Bretagne

## Salaires

### Accord du 12 décembre 2014

[ Étendu par arr. 29 juill. 2015, JO 6 août, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2015]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FRBB ;

URCB ;

OUEST SCOP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Bretagne ;

URB CFTC Bretagne.

Il a été convenu ce qui suit :

#### Article I

Le barème des salaires minima applicables du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 (base 35 heures hebdomadaires soit 151,67 mensuelles) en application des articles XII.8 et XII.9 des conventions collectives nationales du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés) d'une part, et concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) d'autre part, et conformément à l'accord du 12 février 2002 sur les barèmes des salaires minima des ouvriers et Etam du Bâtiment, résulte du tableau ci-après.

#### Au 1<sup>er</sup> janvier 2015

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaires mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires soit 151,67 h mensuelles)	Taux horaire minimal
Niveau 1 - Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1466.00	9.67
- Position 2	170	1486.40	9.80
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1538.60	10.14
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1709.30	11.27
- Position 2	230	1845.90	12.17
Niveau IV - Maîtres ouvriers ou chefs d'équipes			
- Position 1	250	1982.50	13.07
- Position 2	270	2119.10	13.97

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

— la partie fixe (P.F.) à 275.00

— la valeur du point (V.P.) à 6.83

#### Article II

Le présent barème des salaires minimaux entrera en application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 jusqu'au 31 décembre 2015.

### Article III Disposition exceptionnelle

Si l'équilibre de l'accord se trouvait, au cours de son exécution, bouleversé par la survenance de circonstances économiques imprévues, les parties signataires s'engageraient à ouvrir une négociation dans les plus brefs délais.

### Article IV

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi d'Ille-et-Vilaine et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes.

### Article V

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

## Accord du 3 décembre 2015

[Étendu par arr. 22 avr. 2016, JO 11 mai]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération régionale du bâtiment ;

Union régionale CAPEB Bretagne ;

Fédération des SCOP du BTP de l'Ouest.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

UR Construction Bois CFDT ;

UR CFTC Bâtiment Bretagne.

### Article I

Le barème des salaires minima applicables du 1<sup>er</sup> Janvier 2016 au 31 Décembre 2016 (base 35 heures hebdomadaires soit 151,67 mensuelles) en application des articles XII.8 et XII.9 des conventions collectives nationales du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés) d'une part, et concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) d'autre part, et conformément à l'accord du 12 février 2002 sur les barèmes des salaires minima des ouvriers et Etam du Bâtiment, résulte du tableau ci-après.

### Au 1<sup>er</sup> Janvier 2016

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h : hebdomadaires soit 151,67 h mensuelles)	Taux horaire minimal
niveau 1 - Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1473.30	9.71
- Position 2	170	1493.80	9.85
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1546.00	10.19
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1717.70	11.33
- Position 2	230	1855.10	12.23
Niveau IV - Maîtres ouvriers ou chefs d'équipes			
- Position 1	250	1992.50	13.14
- Position 2	270	2129.90	14.04

---

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (P.F.) à 275.00
- la valeur du point (V.P.) à 6.87

## **Article II**

Le présent barème des salaires minimaux entrera en application à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2016 jusqu'au 31 Décembre 2016.

## **Article III**

### **Disposition exceptionnelle**

Si l'équilibre de l'accord se trouvait, au cours de son exécution, bouleversé par la survenance de circonstances économiques imprévues, les parties signataires s'engageraient à ouvrir une négociation dans les plus brefs délais.

## **Article IV**

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi d'Ille-et-Vilaine et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes.

## **Article V**

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

# **Indemnités de petits déplacements Accord du 12 décembre 2014**

[Étendu par arr. 29 juill. 2015, JO 6 août, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2015]

### **Signataires :**

#### Organisation(s) patronale(s) :

FRBB ;

URCB ;

OUEST SCOP.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Bretagne ;

URB CFTC Bretagne.

Il a été convenu ce qui suit :

## **Article I**

Le régime de petits déplacements défini en application du titre 8, chapitre 1, des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991, concernant les entreprises non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés) d'une part, et concernant les entreprises visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) d'autre part, a pour objet d'indemniser forfaitairement les ouvriers travaillant dans les entreprises de Bâtiment de Bretagne des frais supplémentaires qu'entraîne pour eux la fréquence des déplacements, inhérente à la mobilité de leur lieu de travail.

Le régime d'indemnisation des petits déplacements comporte les indemnités professionnelles suivantes :

- indemnité de repas
- indemnité de frais de transports
- indemnité de trajet

qui sont versées aux ouvriers bénéficiaires.

Ces indemnités de remboursement de frais sont journalières, forfaitaires et fixées en valeur absolue ; leur montant est déterminé à l'échelon de la région.

## **Article II**

Le présent accord renvoie, point par point, aux dispositions contenues dans le chapitre VIII.I des Conventions Collectives Bâtiment du 8 octobre 1990 susvisé, sous réserve des adjonctions et précisions ci-après :

Zones circulaires concentriques

Pour tenir compte des particularités propres à la première zone, celle-ci est divisée en deux sous-zones, de 0 à 4 kms et de 4 à 10 kms.

---

## Indemnité de repas

L'ouvrier qui travaille dans la première sous-zone, de 0 à 4 kms et bénéficie, en outre, en milieu de journée d'un temps de pause au moins égal à une heure et demie, est réputé prendre son repas à sa résidence habituelle, sauf s'il s'avère qu'il en va autrement dans les faits et cela pour des raisons tenant, notamment, à la localisation du chantier, comme aux moyens de transports existants.

### Article III

Le montant des indemnités découlant des articles I et II ci-dessus est fixé comme suit : Du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015

#### I Indemnité de repas

9.50

#### II Indemnité frais de transport

Zone 1	de 0 à 4 kms	0.47
	de 4 à 10 kms	2.34
Zone 2	de 10 à 20 kms	4.65
Zone 3	de 20 à 30 kms	6.38
Zone 4	de 30 à 40 kms	8.18
Zone 5	de 40 à 50 kms	9.97

#### III Indemnité de trajet

Zone 1	de 0 à 4 kms	0.44
	de 4 à 10 kms	1.42
Zone 2	de 10 à 20 kms	1.97
Zone 3	de 20 à 30 kms	2.95
Zone 4	de 30 à 40 kms	4.12
Zone 5	de 40 à 50 kms	4.93

Ces montants prenant effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015, resteront en application jusqu'au 31 décembre 2015.

### Article IV

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

## Accord du 3 décembre 2015

[Étendu par arr. 22 avr. 2016, JO 11 mai]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération régionale du bâtiment ;  
Union régionale CAPEB Bretagne ;  
Fédération des SCOP du BTP de l'Ouest.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

UR Construction Bois CFDT ;  
UR CFTC Bâtiment Bretagne.

## Article I

Le régime de petits déplacements défini en application du titre 8, chapitre 1, des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991, concernant les entreprises non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés) d'une part, et concernant les entreprises visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) d'autre part, a pour objet d'indemniser forfaitairement les ouvriers travaillant dans les entreprises de Bâtiment de Bretagne des frais supplémentaires qu'entraîne pour eux la fréquence des déplacements, inhérente à la mobilité de leur lieu de travail.

Le régime d'indemnisation des petits déplacements comporte les indemnités professionnelles suivantes :

- indemnité de repas
- indemnité de frais de transports
- indemnité de trajet

qui sont versées aux ouvriers bénéficiaires.

Ces indemnités de remboursement de frais sont journalières, forfaitaires et fixées en valeur absolue ; leur montant est déterminé à l'échelon de la région.

## Article II

Le présent accord renvoie, point par point, aux dispositions contenues dans le chapitre VIII.I des Conventions Collectives Bâtiment du 8 octobre 1990 susvisé, sous réserve des adjonctions et précisions ci-après :

Zones circulaires concentriques

Pour tenir compte des particularités propres à la première zone, celle-ci est divisée en deux sous-zones, de 0 à 4 kms et de 4 à 10 kms.

Indemnité de repas

L'ouvrier qui travaille dans la première sous-zone, de 0 à 4 kms et bénéficie, en outre, en milieu de journée d'un temps de pause au moins égal à une heure et demie, est réputé prendre son repas à sa résidence habituelle, sauf s'il s'avère qu'il en va autrement dans les faits et cela pour des raisons tenant, notamment, à la localisation du chantier, comme aux moyens de transports existants.

## Article III

Le montant des indemnités découlant des articles I et II ci-dessus est fixé comme suit :

Du 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 31 Décembre 2016

### I Indemnité de repas

9.55

### II Indemnité frais de transport

Zone 1	de 0 à 4 kms	0.47
	de 4 à 10 kms	2.35
Zone 2	de 10 à 20 kms	4.67
Zone 3	de 20 à 30 kms	6.41
Zone 4	de 30 à 40 kms	8.22
Zone 5	de 40 à 50 kms	10,02

### III Indemnité de trajet

Zone 1	de 0 à 4 kms	0.44
	de 4 à 10 kms	1.43
Zone 2	de 10 à 20 kms	1.98
Zone 3	de 20 à 30 kms	2.96

Zone 4	de 30 à 40 kms	4.14
Zone 5	de 40 à 50 kms	4.95

Ces montants prenant effet au 1<sup>er</sup> Janvier 2016, resteront en application jusqu'au 31 Décembre 2016.

#### Article IV

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

### **Indemnité spécifique du Maître d'apprentissage confirmé Accord du 3 mai 2007**

[Étendu par arr. 24 sept. 2008, JO 25 sept.]

Vu l'article 3 de l'accord du 13 juillet 2004 relatif à «la formation, la certification, la charte et l'indemnisation» des maîtres d'apprentissage dans le BTP, selon lequel l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage ouvre droit :  
— soit au versement d'une indemnité spécifique pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné,  
— soit à l'accès au statut spécifique de maître d'apprentissage qui a pu être mis en place dans l'entreprise, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 1<sup>er</sup> février 2007 et ont convenu des mesures suivantes pour les maîtres d'apprentissage salariés titulaires du titre de Maîtres d'Apprentissage Confirmé :

#### Article 1

Les salariés du bâtiment concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée de l'apprentissage.

#### Article 2

Le montant de cette indemnité est fixé à 480 par apprenti, dans la limite de trois apprentis, pour un contrat d'apprentissage de 2 ans.

#### Article 3

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées pour chaque année de la manière suivante :

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat de 2 ans			
6 mois après le début du contrat	30 juin - mi parcours	31 décembre de la 2 <sup>ème</sup> année	Fin de contrat
120	120	120	120

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, le montant versé au Maître d'Apprentissage Confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée du contrat effectué par l'apprenti.

#### Article 4

Cet accord est applicable pour les contrats d'apprentissage signés à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2007.

#### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère de l'Emploi et de la Cohésion Sociale et du Logement.

### **Centre**

### **Salaires**

### **Accord du 18 avril 2014**

[Étendu par arr. 10 oct. 2014, JO 17 oct.]

#### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Cent ;

FFB Centre ;

FFIE DR Centre.

Syndicat(s) de salarié(s) :

SFRC-FO ;

UR Centre CFDT ;

CFTC Centre.

### Article 1

En application des articles XII.8 et XII.9 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minima pour des ouvriers du bâtiment en Région Centre, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2014

### Grilles des salaires

(Au 1<sup>er</sup> mai 2014)

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

— la partie fixe (PF) à 658

— la partie variable (PV) à 4,75

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en)	Salaire Horaire Minimal (en)
Ouvrier d'exécution position 1	150*	1445,42	9,53
Ouvrier d'exécution position 2	170	1466	9,67
Ouvrier professionnel	185	1537	10,13
Compagnon Professionnel position 1	210	1656	10,92
Compagnon Professionnel position 2	230	1751	11,54
Maître Ouvrier ou chef d'Equipe position 1	250	1846	12,17
Maître Ouvrier ou chef d'Equipe position 2	270	1941	12,80
* le coefficient 150 est déconnecté de la grille et fixé à la valeur indiquée.			

### Article 2

Conformément aux articles L. 132-10 et L. 132-1 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup>, et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre).

### ***Recommandation patronale de la CAPEB Région Centre, la FFB Région Centre et la FFIE DR Centre du 24 avril 2015***

*La Commission Paritaire concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés) s'est réunie le 24 avril 2015.*

*À l'issue des négociations aucun accord n'a été trouvé*

*La Capeb Région Centre*

*La FFB Région Centre*

*La FFIE DR Centre*

*Recommandent de fixer les barèmes minimaux ci-dessous à compter du 1<sup>er</sup> mai 2015 :*

### ***1. Salaires mensuels minimaux des ouvriers du Bâtiment (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)***

- la partie fixe (PF) à 661

- la partie variable (PV) à 4,76



Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en)	Salaire Horaire Minimal (en)
Ouvrier d'exécution position 1	150	1457,52	9,61
Ouvrier d'exécution position 2	170	1471	9,70
Ouvrier professionnel	185	1542	10,17
Compagnon Professionnel position 1	210	1661	10,95
Compagnon Professionnel position 2	230	1756	11,58
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 1	250	1852	12,21
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 2	270	1947	12,84

## **2. Indemnités de Petits Déplacements des ouvriers du Bâtiment (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

L'indemnité de repas : 9,23.

Indemnités de transport

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,00

Zone 1B (3 à 10 Km) = 3,44

Zone 2 (10 à 20 Km) = 7,23

Zone 3 (20 à 30 Km) = 10,68

Zone 4 (30 à 40 Km) = 14,79

Zone 5 (40 à 50 Km) = 18,94

Indemnités de trajet

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,00

Zone 1B (3 à 10 Km) = 2,39

Zone 2 (10 à 20 Km) = 3,91

Zone 3 (20 à 30 Km) = 4,80

Zone 4 (30 à 40 Km) = 6,02

Zone 5 (40 à 50 Km) = 7,51

## **Accord du 19 avril 2016**

[Étendu par arr. 4 août 2016, JO 16 oct.]

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Centre ;

FFB Centre ;

FFIE DR Centre.

Syndicat(s) de salarié(s) :

SFRC FO ;

UR Centre CFDT ;

CFTC Centre.

### **Article 1**

En application des articles XII.8 et XII.9 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minima pour des ouvriers du bâtiment en région centre, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2016.

Grilles des salaires - (Au 1<sup>er</sup> Juin 2016)

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

— la partie fixe (PF) à 667

— la partie variable (PV) à 4,81

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en)	Salaire Horaire Minimal (en)
Ouvrier d'exécution position 1	150 *	1466,62	9,67
Ouvrier d'exécution position 2	170	1485	9,79
Ouvrier professionnel	185	1557	10,27
Compagnon Professionnel position 1	210	1677	11,06
Compagnon Professionnel position 2	230	1773	11,69
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 1	250	1870	12,33
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 2	270	1966	12,96
* le coefficient 150 est déconnecté de la grille et fixe à la valeur indiquée.			

## Article 2

Conformément aux articles L. 2231-6 et R. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup>, et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre).

## Indemnités de petits déplacements Accord du 18 avril 2014

[Étendu par arr. 10 oct. 2014, JO 17 oct.]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB CENT ;

FFB Centre ;

FFIE DR Centre.

Syndicat(s) de salarié(s) :

SFRC-FO ;

UR Centre CFDT ;

CFTC Centre.

## Article 1

En application des articles XII.8 et XII.9 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les indemnités relatives aux petits déplacements des ouvriers du bâtiment en Région Centre, à compter du 1<sup>er</sup> Mai 2014

## Article 2

L'indemnité de repas est fixée à 9.00.

## Article 3

### Indemnités de transport

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,00

Zone 1B (3 à 10 Km) = 3,44

Zone 2 (10 à 20 Km) = 7,23

Zone 3 (20 à 30 Km) = 10,68

Zone 4 (30 à 40 Km) = 14,79

Zone 5 (40 à 50 Km) = 18,94

#### **Article 4 Indemnités de trajet**

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,00

Zone 1B (3 à 10 Km) = 2,39

Zone 2 (10 à 20 Km) = 3,91

Zone 3 (20 à 30 Km) = 4,80

Zone 4 (30 à 40 Km) = 6,02

Zone 5 (40 à 50 Km) = 7,51

#### **Article 5**

Conformément aux articles L. 132-10 et L. 132-1 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup>, et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre).

### ***Recommandation patronale de la CAPEB Région Centre, la FFB Région Centre et la FFIE DR Centre du 24 avril 2014***

*La Commission Paritaire concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés) s'est réunie le 24 avril 2015.*

*À l'issue des négociations aucun accord n'a été trouvé*

*La Capeb Région Centre*

*La FFB Région Centre*

*La FFIE DR Centre*

*Recommandent de fixer les barèmes minimaux ci-dessous à compter du 1<sup>er</sup> mai 2015 :*

#### **1. Salaires mensuels minimaux des ouvriers du Bâtiment (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

- la partie fixe (PF) à 661

- la partie variable (PV) à 4,76

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en)	Salaire Horaire Minimal (en)
Ouvrier d'exécution position 1	150	1457,52	9,61
Ouvrier d'exécution position 2	170	1471	9,70
Ouvrier professionnel	185	1542	10,17
Compagnon Professionnel position 1	210	1661	10,95
Compagnon Professionnel position 2	230	1756	11,58
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 1	250	1852	12,21
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 2	270	1947	12,84

#### **2. Indemnités de Petits Déplacements des ouvriers du Bâtiment (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

*L'indemnité de repas : 9,23.*

*Indemnités de transport*

*Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,00*

*Zone 1B (3 à 10 Km) = 3,44*

---

Zone 2 (10 à 20 Km) = 7,23  
Zone 3 (20 à 30 Km) = 10,68  
Zone 4 (30 à 40 Km) = 14,79  
Zone 5 (40 à 50 Km) = 18,94  
Indemnités de trajet  
Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,00  
Zone 1B (3 à 10 Km) = 2,39  
Zone 2 (10 à 20 Km) = 3,91  
Zone 3 (20 à 30 Km) = 4,80  
Zone 4 (30 à 40 Km) = 6,02  
Zone 5 (40 à 50 Km) = 7,51

## Accord du 19 avril 2016

[Étendu par arr. 4 août 2016, JO 16 oct.]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Centre ;  
FFB Centre ;  
FFIE DR Centre.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

SFRC FO ;  
UR Centre CFDT ;  
CFTC Centre.

### Article 1

En application des articles XII.8 et XII.9 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les indemnités relatives aux petits déplacements des ouvriers du bâtiment en région centre, à compter du 1<sup>er</sup> Juin 2016.

### Article 2

L'indemnité de repas est fixée à 9,50.

### Article 3 Indemnités de transport

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,00  
Zone 1B (3 à 10 Km) = 3,46  
Zone 2 (10 à 20 Km) = 7,28  
Zone 3 (20 à 30 Km) = 10,75  
Zone 4 (30 à 40 Km) = 14,89  
Zone 5 (40 à 50 Km) = 19,07

### Article 4 Indemnités de trajet

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,00  
Zone 1B (3 à 10 Km) = 2,41  
Zone 2 (10 à 20 Km) = 3,94  
Zone 3 (20 à 30 Km) = 4,83  
Zone 4 (30 à 40 Km) = 6,06  
Zone 5 (40 à 50 Km) = 7,56

---

## Article 5

Conformément aux articles L. 2231-5 et suivants et R. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup>, et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre).

## Indemnité des maîtres d'apprentissage

### Accord du 29 septembre 2009

[Étendu par arr. 22 févr. 2010, JO 2 mars, applicable à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois suivant la publication au JO de son arr. d'extension]

## Article 1

L'exercice de la fonction de Maître d'Apprentissage par le salarié titulaire du Titre de Maître d'Apprentissage Confirmé ouvre droit, dans le secteur du Bâtiment en Région Centre, pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné, au versement d'une indemnité spécifique.

## Article 2

Le montant de cette indemnité est fixé à 500 (cinq cents euros) par apprenti et par contrat d'apprentissage.

## Article 3

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées de la manière suivante :

- versement de 250 (deux cent cinquante euros) à la fin de la première année du contrat d'apprentissage,
- versement du solde de 250 (deux cent cinquante euros) à la fin du contrat d'apprentissage.

En cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, le montant versé au Maître d'Apprentissage sera déterminé au prorata du temps de présence de l'apprenti durant l'année d'apprentissage.

En cas d'échec à l'examen de l'apprenti, l'indemnité reste due au Maître d'Apprentissage.

## Article 4

Les parties conviennent de se revoir chaque année afin de réviser les conditions et modalités d'application de cet accord.

## Article 5

Le présent accord sera soumis à extension conformément à la réglementation en vigueur.

Les dispositions du présent accord prendront effet le 1<sup>er</sup> jour du mois civil suivant la publication au Journal Officiel de son arrêté ministériel d'extension.

## Champagne-Ardenne

### Salaires

### Accord du 16 décembre 2013

[Étendu par arr. 11 juill. 2014, JO 29 juill.]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB de la Région Champagne-Ardenne ;  
Fédération Nord des SCOP BTP ;  
Fédération du bâtiment de la région Champagne-Ardenne ;  
FFIE Champagne-Ardenne.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;  
CFTC ;  
CGT-FO ;  
CFE-CGC.

## Article 1er

À compter du 1<sup>er</sup> mars 2014, la grille des minima Ouvriers est établie comme suit

- le coefficient 150 est fixé à 1 452,
- le coefficient 170 est fixé à 1 466,
- les coefficients 185, 210, 230, 250 et 270 résultent de l'application d'une partie fixe de 228 et d'une valeur du point de 6,84

Ce qui donne la grille ci-dessous

Coefficient	Partie fixe : 228 - Valeur du point : 6,84						
	150	170	185	210	230	250	270
Salaires Mensuels Minima	1 452	1 466	1 493,40	1 664,40	1 801,20	1 938,00	2 074,80

## Article 2

Le présent accord, rédigé en dix exemplaires, sera déposé à la Direction des Relations du Travail du Ministère du Travail, et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil des Prud'hommes de Reims, conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

## Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

## Accord du 10 décembre 2015

[Étendu par arr. 2 juin 2016, JO 14 juin]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFIE ;

FFB Champagne ;

CAPEB Champagne ;

FNSCOP BTP.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT FO BTP ;

CFE-CGC ;

CFDT Construction et Bois ;

CFTC BTP.

## Article 1er

Afin de prendre en compte les conséquences de la Loi NOTRe notamment en matière de convergence à terme des grilles de salaires pour les régions Champagne-Ardenne, Lorraine et Alsace, les barèmes de salaires minimaux des ouvriers sont établis sans application de valeur sur la partie fixe et sur le point.

À compter du 1<sup>er</sup> mars 2016, la grille des minima ouvriers est établie à :

Coefficient	150	170	185	210	230	250	270
Salaires Mensuels Minima	1468,00	1479,00	1516,00	1680,00	1820,00	1952,00	2093,00

## Article 2

Le présent accord, rédigé en dix exemplaires, sera déposé à la Direction des Relations du Travail du Ministère du Travail, et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil des Prud'hommes de Reims, conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

## Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la For-

## Accord du 25 janvier 2017

[Étendu par arr. 25 juill. 2017, JO 10 août]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFIE ;  
SCOP BTP Nord ;  
FFB Grand Est ;  
CAPEB Grand Est.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT ;  
CFTC BTP ;  
FO BTP Grand Est.

### Article 1er

À compter du 1<sup>er</sup> avril 2017, la grille des minima ouvriers est établie comme suit :

Coefficient	150	170	185	210	230	250	270
Salaires Mensuels Minima	1485	1495	1533	1693	1833	1965	2108

### Article 2

Le présent accord, rédigé en dix exemplaires, sera déposé à la Direction des Relations du Travail du Ministère du Travail, et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil des Prud'hommes de Reims, conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

### Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

## Indemnités de petits déplacements Accord du 16 décembre 2013

[Étendu par arr. 4 nov. 2014, JO 17 déc., applicable à compter du 1<sup>er</sup> mars 2014]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB de la Région Champagne-Ardenne ;  
Fédération Nord des SCOP BTP ;  
Fédération du bâtiment de la région Champagne-Ardenne ;  
FFIE Champagne-Ardenne.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;  
CFTC ;  
CGT-FO ;  
CFE-CGC.

### Article 1er

En application du Titre VIII Chapitre I de la Convention collective nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment, visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant moins de 10 salariés), les Organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 16 décembre 2013. Il a été convenu ce qui suit, applicable au 1<sup>er</sup> mars 2014 :

---

Indemnité de transport :

Zone IA (0 à 5 km) 1,48

Zone IB (5 à 10 km) 2,19

Zone 2 (10 à 20 km) 3,98

Zone 3 (20 à 30 km) 6,34

Zone 4 (30 à 40 km) 8,20

Zone 5 (40 à 50 km) 10,26

Indemnité de trajet :

Zone IA (0 à 5 km) 1,14

Zone IB (5 à 10 km) 1,75

Zone 2 (10 à 20 km) 2,92

Zone 3 (20 à 30 km) 4,22

Zone 4 (30 à 40 km) 5,22

Zone 5 (40 à 50 km) 7,66

Indemnité de repas : 9,20

L'indemnité de repas est due quelle que soit la zone dans les conditions prévues à l'article 2-6-5 de la convention collective régionale.

#### **Article 2**

Il est également convenu ce qui suit au 1<sup>er</sup> mars 2014 :

Prime d'outillage : 8,90 par mois

Prime horaire pour travaux occasionnels : 0,88/heure.

#### **Article 3**

Le présent accord sera effectif au 1<sup>er</sup> mars 2014.

Les parties signataires s'engagent à se rencontrer au moins une fois par an pour étudier les revalorisations des différentes indemnités et primes prévues aux articles 1 et 2 dudit accord.

#### **Article 4**

Le présent accord, rédigé en dix exemplaires, sera déposé à la Direction des Relations du Travail du Ministère du Travail et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil des Prud'hommes de Reims, conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

### **Accord du 10 décembre 2015**

[Étendu par arr. 2 juin 2016, JO 14 juin, applicable à compter du 1<sup>er</sup> mars 2016]

#### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FFIE ;

FFB Champagne ;

CAPEB Champagne ;

FNSCOP BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT FO BTP ;

CFE-CGC ;

CFDT Construction et Bois ;

CFTC BTP.

#### **Article 1er**

En application du Titre VIII Chapitre I de la Convention collective nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment, visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant moins de 10 salariés), les Organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 10



---

décembre 2015.

Afin de prendre en compte les conséquences de la Loi NOTRe, les représentants des Organisations représentatives d'employeurs et de salariés entendent faire converger à terme les différentes indemnités conventionnelles précédemment rappelées pour les régions Champagne-Ardenne, Lorraine et Alsace. Il a été convenu ce qui suit, applicable au 1<sup>er</sup> mars 2016 :

Indemnité de transport :

- Zone IA (0 à 5 km) : 1,60
- Zone IB (5 à 10 km) : 2,25
- Zone 2 (10 à 20 km) : 4,04
- Zone 3 (20 à 30 km) : 6,44
- Zone 4 (30 à 40 km) : 8,30
- Zone 5 (40 à 50 km) : 10,40

Indemnité de trajet :

- Zone IA (0 à 5 km) : 1,20
- Zone IB (5 à 10 km) : 1,75
- Zone 2 (10 à 20 km) : 2,92
- Zone 3 (20 à 30 km) : 4,22
- Zone 4 (30 à 40 km) : 5,28
- Zone 5 (40 à 50 km) : 7,66

Indemnité de repas : 9,30

L'indemnité de repas est due quelle que soit la zone dans les conditions prévues à l'article 2-6-5 de la convention collective régionale.

## **Article 2**

Il est également convenu ce qui suit au 1<sup>er</sup> mars 2016 :

Prime d'outillage : 8,95 par mois

Prime horaire pour travaux occasionnels : 0,90 /heure.

## **Article 3**

Le présent accord sera effectif au 1<sup>er</sup> mars 2016.

Les parties signataires s'engagent à se rencontrer au moins une fois par an pour étudier les revalorisations des différentes indemnités et primes prévues aux articles 1 et 2 dudit accord.

## **Article 4**

Le présent accord, rédigé en dix exemplaires, sera déposé à la Direction des Relations du Travail du Ministère du Travail et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil des Prud'hommes de Reims, conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

# **Indemnité de maître d'apprentissage** **Accord du 11 avril 2007**

[Étendu par arr. 24 août 2007, JO 1<sup>er</sup> sept.]

Vu l'article 3 de l'accord du 13 juillet 2004 relatif à «la formation, la certification, la charte et l'indemnisation» des maîtres d'apprentissage dans le BTP, selon lequel l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage ouvre droit :

- soit au versement d'une indemnité spécifique pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné,
- soit à l'accès au statut spécifique de maître d'apprentissage qui a pu être mis en place dans l'entreprise, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés conviennent des mesures suivantes pour les maîtres d'apprentissage salariés titulaires du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé :

## **Article 1**

Les salariés du bâtiment concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée de l'apprentissage.

## **Article 2**

Le montant de cette indemnité est fixé à 325, pour un contrat d'apprentissage de 2 ans.

### Article 3

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées pour chaque année de la manière suivante :

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat de 2 ans	
6 mois après le début du contrat	Fin de contrat, sous réserve de l'obtention du diplôme par l'apprenti (Termes exclus de l'extension par arr. 24 août 2007, JO 1 <sup>er</sup> sept.)
150	175

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, le montant versé au Maître d'Apprentissage Confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée du contrat effectué par l'apprenti.

### Article 4

Cet accord est applicable pour les contrats d'apprentissage signés à compter du 1<sup>er</sup> Juillet 2007. La prime est mise en vigueur à compter de la date de l'arrêté d'extension.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère de l'Emploi et de la Cohésion Sociale et du Logement.

### Article 6

Les parties signataires s'engagent à négocier annuellement cette prime.

## Corse

### Accord du 23 juin 2014

[Étendu par arr. 4 nov. 2014, JO 11 déc.]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération BTP de Corse du Sud ;

Fédération BTP de Haute Corse ;

CAPEB de Corse du Sud ;

CAPEB de Haute Corse.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFDT ;

CFE-CGC ;

CFTC.

### Article 1er

En application des articles XII.8 et XII.9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 (étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991) concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Corse.

### Article 2

Pour la Région Corse, les parties signataires du présent accord ont fixé les barèmes des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal pour 151.67 h (35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1445.42	9.53

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal pour 151.67 h (35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
- Position 2	170	1474.32	9.72
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1506.53	9.93
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1619.92	10.68
- Position 2	230	1742.23	11.48
Niveau IV - Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	1830.50	12.06
- Position 2	270	1925.91	12.69

### Article 3

Le présent barème des salaires minimaux entrera en application au 1<sup>er</sup> septembre 2014, pour une durée de 12 mois minimum.

Les salaires réels seront librement débattus au sein des entreprises.

### Article 4

Conformément au Code du Travail, le présent accord, fait en 12 exemplaires, sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail et remis au Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Corse.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

## Franche-Comté

### Salaires

## Accord du 12 décembre 2013

[Étendu par arr. 12 juin 2014, JO 24 juin]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Franche-Comté ;

Fédération Est des SCOP BTP ;

Fédération du bâtiment Franche-Comté.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC ;

CGT-FO ;

CGT.

### Article 1er

En application de l'Article XII.8 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région de Franche-Comté qui entreront en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2014 et au 1<sup>er</sup> juillet 2014.

### Article 2

Les appointements mensuels minimaux sont calculés sur la base de 35 heures de travail par semaine en additionnant, d'une part la partie fixe (PF) exprimée en valeur absolue et identique pour chaque niveau et position et d'autre

part, la valeur du point multipliée par les différents coefficients hiérarchiques.

### Article 3

Le présent barème de salaires minimaux entrera en application :

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 (cf. annexe 1 ci-après)

Et portera :

**3** La partie fixe (PF) à 486,277

**3** La valeur du point (VP) à 5,898

À compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014 (cf. annexe 2 ci-après)

Et portera :

**3** La partie fixe (PF) à 490,654

**3** La valeur du point (VP) à 5,963

Le salaire mensuel minimal pour 35 heures hebdomadaires du Niveau 1 (Ouvrier d'exécution) Position 1 (coefficient 150) est fixé forfaitairement à :

**3** 1 482,75 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014

**3** 1 496,00 à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014

Le salaire mensuel minimal pour 35 heures hebdomadaires du Niveau 1 (Ouvrier d'exécution) Position 2 (coefficient 170) est fixé forfaitairement à :

**3** 1 506,84 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014

**3** 1 520,50 à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014

pour l'ensemble des départements de la région de Franche-Comté.

### Article 4

Aucun salaire ne doit être inférieur au SMIC tel que défini à l'article 24 de l'Ordonnance n° 82.41 du 16 janvier 1982 (Termes exclus de l'extension par arr. 12 juin 2014, JO 24 juin).

### Article 5

La prochaine Commission Paritaire aura lieu au mois de décembre 2014 ou au mois de janvier 2015.

### Article 6

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) - Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>ème</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Besançon.

### Article 7

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

## Barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment de Franche-Comté

### Applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2014

Partie Fixe : 486,277

VP : 5,898

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 35 heures hebdomadaires ()	Taux horaire () (pour information)
Niveau I - Ouvrier d'exécution			
Position 1 (fixé forfaitairement)	150	1 482,75	9,776
Position 2 (fixé forfaitairement)	170	1 506,84	9,935
Niveau II - Ouvrier professionnel	185	1 577,35	10,400

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 35 heures hebdomadaires ( )	Taux horaire ( ) (pour information)
Niveau III - Compagnon professionnel			
Position 1	210	1 724,79	11,372
Position 2	230	1 842,75	12,150
Niveau IV - Maître ouvrier ou chef d'équipe			
Position 1	250	1 960,70	12,927
Position 2	270	2 078,65	13,705

## Barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment de Franche-Comté

### Applicable au 1<sup>er</sup> juillet 2014

Partie Fixe : 490,654

VP : 5,963

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 35 heures hebdomadaires ( )	Taux horaire ( ) (pour information)
Niveau I - Ouvrier d'exécution			
Position 1 (fixé forfaitairement)	150	1 496,00	9,864
Position 2 (fixé forfaitairement)	170	1 520,50	10,025
Niveau II - Ouvrier professionnel	185	1 593,73	10,508
Niveau III - Compagnon professionnel			
Position 1	210	1 742,79	11 491
Position 2	230	1 862,04	12,277
Niveau IV - Maître ouvrier ou chef d'équipe			
Position 1	250	1 981,29	13,063
Position 2	270	2 100,55	13,849

## Accord du 9 décembre 2015

[Étendu par arr. 2 juin 2016, JO 14 juin]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération du Bâtiment Franche-Comté ;

CAPEB Franche-Comté ;

Fédération Est des SCOP du BTP.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

Union Régionale de la Construction et du Bois (CFDT) ;

CFTC ;

CGT FO ;

CGT.

## Article 1er

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Franche-Comté à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 et du 1<sup>er</sup> juillet 2016.

## Article 2

Pour la région Franche-Comté, les parties signataires du présent accord, prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvrier d'exécution			
- Position 1	150	1 505,72	9,93
- Position 2	170	1 530,38	10,09
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 604,37	10,58
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 754,42	11,57
- Position 2	230	1 874,46	12,36
Niveau IV - Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	1 994,50	13,15
- Position 2	270	2 114,54	13,94

À compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvrier d'exécution			
- Position 1	150	1 511,00	9,96
- Position 2	170	1 536,00	10,13
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 610,03	10,62
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 760,65	11,61
- Position 2	230	1 881,15	12,40
Niveau IV - Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 001,65	13,20
- Position 2	270	2 122,15	13,99

### Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Besançon.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

## Indemnités de petits déplacements Accord du 12 décembre 2013

[Étendu par arr. 12 juin 2014, JO 24 juin]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Franche-Comté ;  
Fédération Est des SCOP BTP ;  
Fédération du bâtiment Franche-Comté.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;  
CFTC ;  
CGC ;  
CGT-FO ;  
CGT.

### Article 1

En application de l'Article XIII. 18 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, d'une part et par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la Région de Franche-Comté qui entreront en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2014 :

Zone	Indemnité de Repas	Indemnité de frais de transport	Indemnité de trajet
Zone 1 0 à 10 Km	9,48	2,304	1,456
Zone 2 10 à 20 km	9,48	4,856	2,937
Zone 3 20 à 30 km	9,48	7,888	3,842
Zone 4 30 à 40 km	9,48	10,170	4,819
Zone 5 40 à 50 km	9,48	12,641	6,099

### Article 2

La prochaine Commission Paritaire aura lieu en décembre 2014 ou en janvier 2015.

### Article 3

Le présent accord fera l'objet d'une procédure officielle de dépôt auprès des services centraux du Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

## Accord du 9 décembre 2015

[Étendu par arr. 2 juin 2016, JO 14 juin]

#### Signataires :

---

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération du Bâtiment Franche-Comté ;

CAPEB Franche-Comté ;

Fédération Est des SCOP du BTP ;

Commission des questions sociales de la fédération du bâtiment Franche-Comté.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Union Régionale de la Construction et du Bois (CFDT) ;

CFTC ;

CGT FO ;

CGT ;

CFE CGC.

**Article 1er**

En application de l'article VIII-18 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990, respectivement étendues par arrêtés ministériels des 12 et 8 février 1991, concernant d'une part les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et d'une part, les entreprises visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont trouvé un accord sur le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment de la région Franche-Comté.

**Article 2**

Pour la région Franche-Comté, les parties signataires ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;

Zone	Indemnité de Repas	Indemnité de frais de transport	Indemnité de trajet
Zone 1 0 à 10 km	9,72	2,316	1,463
Zone 2 10 à 20 km	9,72	4,880	2,952
Zone 3 20 à 30 km	9,72	7,927	3,919
Zone 4 30 à 40 km	9,72	10,221	5,060
Zone 5 40 à 50 km	9,72	12,704	6,282

**Article 3**

Conformément du Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Besançon.

**Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

**Île-de-France (hors Seine-et-Marne)**

**Salaires**

**Avenant n° 30 du 2 décembre 2013**

[Étendu par arr. 11 juill. 2014, JO 24 juill.]

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FPSCOPB ;

FFB RPIDF ;

FFB RPYEVO.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC BTP IDF ;

URCBIF CFDT ;



### Article 1er

En application des articles IV.8 du Titre I de la Convention Collective Régionale des Ouvriers du Bâtiment concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par l'article 1<sup>er</sup> des Clauses Générales, les Organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les revalorisations des salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Île-de-France (hors Seine et Marne).

### Article 2

Les parties signataires du présent accord ont arrêté

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014
- la valeur du point (VP) à : 7,80
- la partie fixe (PF) à : 284,00 pour le coefficient 150.
- la partie fixe (PF) à : 140,00 pour le coefficient 170.
- la partie fixe (PF) à : 117,00 pour le coefficient 185.
- la partie fixe (PF) à : 82,00 pour le coefficient 210.
- la partie fixe (PF) à : 49,00 pour le coefficient 230.
- la partie fixe (PF) à : 9,00 pour le coefficient 250.
- la partie fixe (PF) à : 29,00 pour le coefficient 270.

Ce qui fixe le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégories Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (pour 35 h. hebdo.)
Niveau I - Ouvriers d'exécution		
• Position 1	150	1 454
• Position 2	170	1 466
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 560
Niveau III - Compagnons professionnels		
• Position 1	210	1 720
• Position 2	230	1 843
Niveau IV - Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe		
• Position 1	250	1 959
• Position 2	270	2 135

### Article 3

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 ; D. 2231-3 et D. 2231-7 du Code du Travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Bureau des relations collectives du travail.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

## *Avenant n° 32 du 2 décembre 2015*

[Non étendu]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Grand Paris ;

FFB IDF - Yvelines - Essonne - Val d'Oise ;

Fédération IDF, Haute Normandie, Centre SCOP BTP ;

CAPEB IDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Bois IDF ;

CFTC BTP IDF.

### Article 1er

*En application de l'article IV.8 du Titre I de la Convention Collective Régionale des Ouvriers du Bâtiment concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par l'article 1<sup>er</sup> des Clauses Générales, les Organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les revalorisations des salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Ile-de-France (hors Seine et Marne).*

### Article 2

*Les parties signataires du présent accord ont arrêté*

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016
- la valeur du point (VP) à : 7,85
- la partie fixe (PF) à : 288,50 pour le coefficient 150.
- la partie fixe (PF) à : 143,50 pour le coefficient 170.
- la partie fixe (PF) à : 112,75 pour le coefficient 185.
- la partie fixe (PF) à : 76,50 pour le coefficient 210.
- la partie fixe (PF) à : 44,50 pour le coefficient 230.
- la partie fixe (PF) à : 2,50 pour le coefficient 250.
- la partie fixe (PF) à : 40,50 pour le coefficient 270.

*Ce qui fixe le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :*

Catégories Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (pour 35 h. hebdo.)
Niveau I - Ouvriers d'exécution		
- Position 1	150	1 466
- Position 2	170	1 478
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 565
Niveau III - Compagnons professionnels		
- Position 1	210	1 725
- Position 2	230	1 850
Niveau IV - Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe		
- Position 1	250	1 965
- Position 2	270	2 160

### Article 3

*En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 ; D. 2231-3 et D. 2231-7 du Code du Travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Bureau des relations collectives du travail.*

*Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.*

**Avenant n° 33 du 7 décembre 2016**

[Non étendu]

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Grand Paris ;  
 FFBIDF - Yvelines - Essonne - Val d'Oise ;  
 Fédération IDF, Haute Normandie, Centre SCOP BTP ;  
 CAPEB IDF.  
Syndicat(s) de salarié(s) :  
 CFDT Bois IDF ;  
 CFTC BTP IDF.

### Article 1er

En application de l'article IV.8 du Titre I de la Convention Collective Régionale des Ouvriers du Bâtiment concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par l'article 1<sup>er</sup> des Clauses Générales, les Organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les revalorisations des salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Île-de-France (hors Seine et Marne).

### Article 2

Les parties signataires du présent accord ont arrêté

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017
- la valeur du point (VP) à : 7,87
- la partie fixe (PF) à : 297,50 pour le coefficient 150.
- la partie fixe (PF) à : 147,10 pour le coefficient 170.
- la partie fixe (PF) à : 115,05 pour le coefficient 185.
- la partie fixe (PF) à : 77,30 pour le coefficient 210.
- la partie fixe (PF) à : 47,90 pour le coefficient 230.
- la partie fixe (PF) à : 2,50 pour le coefficient 250.
- la partie fixe (PF) à : 44,10 pour le coefficient 270.

Ce qui fixe le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégories Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (pour 35 h. hebdo.)
Niveau I - Ouvriers d'exécution		
- Position 1	150	1 478
- Position 2	170	1 485
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 571
Niveau III - Compagnons professionnels		
- Position 1	210	1 730
- Position 2	230	1 858
Niveau IV - Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe		
- Position 1	250	1 970
- Position 2	270	2 169

### Article 3

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 ; D. 2231-3 et D. 2231-7 du Code du Travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Bureau des relations collectives du travail.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

---

## Indemnités de petits déplacements

### Avenant n° 31 du 2 décembre 2013

[Étendu par arr. 11 juill. 2014, JO 24 juill.]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

FPSCOPB ;  
FFB RPIDF ;  
FFB RPYEVO.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC BTP IDF ;  
URCBIF CFDT ;  
FG FO Construction.

#### Article 1

Le montant de l'indemnité de repas figurant au paragraphe a) de l'article 8 du Chapitre III du Titre III de la Convention Collective Régionale des Ouvriers du Bâtiment est fixé à :

— 9,50 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014

#### Article 2

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 ; D. 2231-3 et D. 2231-7 du Code du Travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Bureau des relations collectives du travail.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

### *Avenant n° 33 du 2 décembre 2015*

[Non étendu]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Grand Paris ;  
FFB IDF - Yvelines - Essonne - Val d'Oise ;  
Fédération IDF, Haute Normandie, Centre SCOP BTP ;  
CAPEB IDF.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT BOIS IDF ;  
CFTC BTP IDF.

#### Article 1

Le montant de l'indemnité de repas figurant au paragraphe a) de l'article 8 du Chapitre III du Titre III de la Convention Collective Régionale des Ouvriers du Bâtiment est fixé à :

- 9,70 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016

#### Article 2

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 ; D. 2231-3 et D. 2231-7 du Code du Travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Bureau des relations collectives du travail.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

### *Avenant n° 34 du 7 décembre 2016*

[Non étendu]

#### Signataires :

---

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Grand Paris ;

FFB IDF - Yvelines - Essonne - Val d'Oise ;

Fédération IDF, Haute Normandie, Centre SCOP BTP ;

CAPEB IDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Bois IDF ;

CFTC BTP IDF.

**Article 1**

*Le montant de l'indemnité de repas figurant au paragraphe a) de l'article 8 du Chapitre III du Titre III de la Convention Collective Régionale des Ouvriers du Bâtiment est fixé à :*

*- 9,80 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017*

**Article 2**

*En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 ; D. 2231-3 et D. 2231-7 du Code du Travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Bureau des relations collectives du travail.*

*Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.*

**Indemnités de transport et de trajet  
Avenant n° 21 du 10 avril 2009**

[Étendu par arr. 4 nov. 2009, JO 11 nov.]

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération parisienne des SCOP bâtiment et travaux publics ;

Fédération française du bâtiment Île de France ;

Fédération française du bâtiment région Île-de-France, Yvelines, Essonne, Val d'Oise.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Bois ;

FO BTP.

**Article 1**

Le montant de l'indemnité de frais de transport figurant au paragraphe b) de l'article 8 du Chapitre III du Titre III de la Convention Collective Régionale des Ouvriers du Bâtiment est fixé à :

— Zone 1A : 1,00 euro

— Zone 1B : 1,75 euro

— Zone 2 : 2,50 euros

— Zone 3 : 3,75 euros

— Zone 4 : 4,50 euros

— Zone 5 : 5,50 euros

— Zone 6 : 6,20 euros

**Article 2**

Le montant de l'indemnité de trajet figurant au paragraphe c) de l'article 8 du Chapitre III du Titre III de la Convention Collective Régionale des Ouvriers du Bâtiment est fixé à :

— Zone 1A : 1,00 euro

— Zone 1B : 1,75 euro

— Zone 2 : 2,50 euros

— Zone 3 : 3,75 euros

— Zone 4 : 4,50 euros

— Zone 5 : 5,50 euros

---

— Zone 6 : 6,20 euros

### Article 3

Ces dispositions entrent en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> mai 2009.

### Article 4

Le présent accord sera soumis à extension conformément à la réglementation en vigueur.

## **Indemnité des maîtres d'apprentissage Accord régional du 30 juin 2006**

[Étendu par arr. 8 févr. 2007, JO 16 févr.]

Vu l'accord paritaire national du 13 juillet 2004 relatif au Maître d'Apprentissage, Formation - Certification - Charte - Indemnisation.

En contrepartie de l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage par les salariés ayant obtenu le titre de Maître d'Apprentissage confirmé, les parties signataires conviennent :

### Article 1

Les salariés concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée du contrat d'apprentissage.

### Article 2

Le montant de cette indemnité est fixé à 150 euros annuels par apprenti.

### Article 3

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées pour chaque année de la manière suivante :

— versement d'un acompte de 60 euros au bout de 6 mois.

— versement du solde à la fin du 12<sup>ème</sup> mois.

En cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, le montant versé au Maître d'Apprentissage sera déterminé au prorata du temps de présence de l'apprenti durant l'année d'apprentissage.

### Article 4

Les parties conviennent de se revoir dans un délai de 12 mois au plus, pour effectuer un bilan des conditions et modalités d'application de cet accord.

### Article 5

Le présent accord sera soumis à extension conformément à la réglementation en vigueur.

## **Languedoc-Roussillon**

### **Salaires**

## **Accord du 27 janvier 2014**

[Étendu par arr. 11 juill. 2014, JO 23 juill.]

### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Languedoc ;

UR CAPEB Languedoc.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI CFTC ;

FNCB CFDT ;

FNTB CGT ;

FO BTP.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1er

En application de l'article XII.8 des Conventions Collectives Nationales du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'une part et par

les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'autre part, les Organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 15 janvier 2014. Des décisions de la Commission Paritaire des Affaires Sociales, il ressort que le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment de la Région Languedoc-Roussillon sera comme indiqué dans le tableau figurant en annexe :

Au 1<sup>er</sup> Février 2014

Le montant de la Partie fixe est fixé à : 236,50

La valeur du Point est fixée à : 7,1219

## Article 2

Conformément aux articles L. 132-10 et D. 132-1 du code du travail, le présent accord sera adressé à la DIREC-CTE, Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Montpellier.

## Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé.

## Grille de salaires minimaux ouvriers du bâtiment de la région Languedoc Roussillon

Partie Fixe : 236,50

Point : 7,1219

Catégorie	Coeff.	Durée du travail	Salaire mensuel	Taux horaire
Niveau I : Ouvriers d'exécution				
Position 1	150	151,67	1 446	9,53
Position 2	170	151,67	1 469	9,68
Niveau II : Ouvriers professionnels				
	185	151,67	1 554,05	10,24
Niveau III : Compagnons professionnels				
Position 1	210	151,67	1 732,10	11,42
Position 2	230	151,67	1 874,54	12,35
Niveau IV : Maîtres ouvriers - Chefs d'équipe				
Position 1	250	151,67	2016,98	13,29
Position 2	270	151,67	2159,41	14,23

## Grille des indemnités de petits déplacements / transports repas salaires minimaux du bâtiment de la région Languedoc Roussillon

Les paniers sont payés dans les conditions de la convention collective

(Article VIII-15 : «L'indemnité de repas a pour objet d'indemniser le supplément de frais occasionné par la prise du déjeuner en dehors de la résidence habituelle de l'ouvrier.

L'indemnité de repas n'est pas due par l'employeur lorsque :

- l'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle ;
- un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;
- le repas est fourni gratuitement ou avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas»).

Cette obligation s'applique aussi aux apprentis.

Zone			
1A	0 à 5 km	Repas	9,10
		Transport	2,04
		Trajet	1,54
1B	5 à 10 km	Repas	9,10
		Transport	2,04
		Trajet	1,54
2	10 à 20 km	Repas	9,10
		Transport	3,82
		Trajet	2,56
3	20 à 30 km	Repas	9,10
		Transport	6,16
		Trajet	3,58
4	30 à 40 km	Repas	9,10
		Transport	8,57
		Trajet	4,61
5	40 à 50 km	Repas	9,10
		Transport	10,91
		Trajet	5,64

Indemnités MAC : 220

## Accord du 22 mars 2016

[Étendu par arr. du 21 juill. 2016, JO 29 juill.]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Languedoc ;

UR CAPEB Languedoc.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC ;

FNCB CFDT ;

FO BTP.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1er

En application des articles XII.8 et XII.9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de dix salariés) d'une part et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés) d'autre part, et conformément à l'accord national du 12 février 2002 sur les barèmes de salaires minima des ouvriers du bâtiment, les Organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 22 mars 2016 et ont trouvé un accord sur le barème des salaires minima des ouvriers du bâtiment de Languedoc Roussillon applicable à compter du 1<sup>er</sup> avril 2016.

### Article 2

Conformément à l'accord national du 12 février 2002 sur les barèmes des salaires minimaux des ouvriers du bâti-



ment, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment pour un horaire mensuel de 151,67 heures :

Pour les coefficients 150 à 210 le salaire mensuel minimal :

— coefficient 150 : 1 466,62

— coefficient 170 : 1 486,63

— coefficient 185 : 1 572,70

— coefficient 210 : 1 736,92

Pour les coefficients 230 et suivants :

— la partie fixe à 236.5 Euros ;

— la valeur du point à 7.1219 Euros.

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal pour 35 heures hebdomadaires soit 151.67 heures mensuelles	Taux horaire minimal
Niveau I Ouvrier d'exécution			
- Position 1	150	1 466,62	9.67
- Position 2	170	1 486,63	9.80
Niveau II Ouvrier professionnel	185	1 572,70	10.36
Niveau III Compagnon professionnel			
- Position 1	210	1 736,92	11.45
- Position 2	230	1 874,54	12.35
Niveau IV Maître ouvrier - Chef d'équipe			
- Position 1	250	2 016,58	13.29
- Position 2	270	2 159,41	14.23

Par ailleurs, l'indemnité applicable au maître d'apprentissage est fixée à 220.

### Article 3

Conformément aux dispositions en vigueur du Code du Travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail, Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>ème</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat du Conseil des Prud'hommes de Montpellier.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail et de l'Emploi.

## Indemnités de petits déplacements Accord du 27 janvier 2014

(Voir Salaires : Accord du 27 janvier 2014)

## Accord du 22 mars 2016

[Étendu par arr. du 21 juill. 2016, JO 29 juill.]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Languedoc ;

UR CAPEB Languedoc.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC ;

FNCB CFDT ;

FP BTP.

Il a été convenu ce qui suit :

#### Article 1er

En application du Titre VIII chapitre 1 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de dix salariés) d'une part et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés) d'autre part, les Organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 22 mars 2016 et ont trouvé un accord sur les différents barèmes applicables à compter du 1<sup>er</sup> avril 2016.

Le régime d'indemnisation des petits déplacements comporte les indemnités professionnelles suivantes :

— L'indemnité de repas ;

— L'indemnité de frais de transport ;

— L'indemnité de trajet ;

qui sont versées aux ouvriers bénéficiaires. Cette obligation s'applique aussi aux apprentis. Ces indemnités ont un caractère journalier, forfaitaire et fixé en valeur absolue.

#### Ouvriers - Indemnités de trajet

Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km	Zone 6 50 à 60 km	Zone 7 60 à 70 km
1,59	1,59	2,64	3,69	4,75	5,81	/	/

#### Ouvriers - Indemnités de transport

Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km	Zone 6 50 à 60 km	Zone 7 60 à 70 km
2,10	2,10	3,93	6,34	8,83	11,24	/	/

#### Ouvriers - Indemnités de repas

Montant
9,40

#### Article 2

Conformément aux dispositions en vigueur du Code du Travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail, Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>ème</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat du Conseil des Prud'hommes de Montpellier.

#### Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail et de l'Emploi.

### Indemnités de maître d'apprentissage Accord du 27 janvier 2014

(voir Salaires : accord du 27 janvier 2014)

### Accord du 22 mars 2016

(voir Salaires : accord du 22 mars 2016)

---

# Limousin

## Salaires

### Accord du 11 décembre 2014

[Étendu par arr. 29 juill. 2015, JO 6 août]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération régionale des SCOP du BTP Limousin ;  
Fédération du Bâtiment de la Région Limousin.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

UR CFTC du Bâtiment de la Région Limousin ;  
CFDT Limousin Construction Bois.

#### Article Premier

En application de l'Accord National, signé le 12 février 2002, relatif à la durée légale du travail pour toutes les entreprises, quel que soit leur effectif, les Organisations représentatives d'employeurs et de salariés de la Région Limousin se sont réunies afin de déterminer les Salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Limousin.

#### Article 2

Les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des salaires minima des Ouvriers du Bâtiment de la Région Limousin comme indiqué dans le tableau ci-après :

Barème des salaires Ouvriers du Bâtiment de la Région Limousin Base 35 Heures/Semaine ou 35 Heures en moyenne sur l'année			
Catégories Professionnelles	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2015		
	Coefficients	Salaire Mensuel (Base 151,67 H)	Salaire Horaire
Niveau I			
Ouvriers d'Exécution			
. Position 1	150	1 462,10	9,64
. Position 2	170	1 513,67	9,98
Niveau II			
Ouvriers Professionnels	185	1 603,15	10,57
Niveau III			
Compagnons Professionnels			
. Position 1	210	1 729,04	11,40
. Position 2	230	1 835,21	12,10
Niveau IV			
Maîtres Ouvriers ou Chefs d'Equipe			
. Position 1	250	1 964,13	12,95
. Position 2	270	2 074,85	13,68

#### Article 3

Tout salarié embauché au coefficient 150 ne pourra être maintenu dans cette position que pendant une période n'excédant pas 6 mois.

#### Article 4

L'article de l'avenant n° 15 du 9 octobre 1972 demeure valable en ce qu'il précise que le salaire de l'ouvrier ne

devra jamais être inférieur à un taux fixé à 0,01 Euro au dessus du S.M.I.C.

### Article 5

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social.

## Accord du 26 novembre 2015

[Étendu par arr. du 7 avr. 2016, JO 20 avr.]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

UR CAPEB Limousin ;

Fédération du bâtiment de la région Limousin.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération régionale des SCOP du BTP du Limousin ;

UR CFTC du Bâtiment de la région Limousin ;

CFDT Limousin Construction Bois.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article Premier

En application de l'Accord National, signé le 12 février 2002, relatif à la durée légale du travail pour toutes les entreprises, quel que soit leur effectif, les Organisations représentatives d'employeurs et de salariés de la Région Limousin se sont réunies afin de déterminer les Salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Limousin.

### Article 2

Les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des salaires minima des ouvriers du bâtiment de la Région Limousin comme indiqué dans le tableau ci-après :

Barème des salaires ouvriers du bâtiment de la région Limousin base 35 heures/semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année			
Catégories professionnelles	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2016		
Niveau I - Ouvriers d'exécution	Coefficients	Salaire mensuel (Base 151,67 H)	Salaire horaire
- Position 1	150	1 468,17	9,68
- Position 2	170	1 515,18	9,99
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 604,67	10,58
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 733,59	11,43
- Position 2	230	1 844,31	12,16
Niveau IV - Maîtres ouvriers ou Chefs d'équipe			
- Position 1	250	1 977,78	13,04
- Position 2	270	2 091,53	13,79

### Article 3

Tout salarié embauché au coefficient 150 ne pourra être maintenu dans cette position que pendant une période n'excédant pas 6 mois.

### Article 4

L'article de l'avenant n° 15 du 9 octobre 1972 demeure valable en ce qu'il précise que le salaire de l'ouvrier ne devra jamais être inférieur à un taux fixé à 0,01 Euro au dessus du S.M.I.C.

---

## Article 5

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social.

### **Indemnités de petits déplacements Accord du 11 décembre 2014**

[Étendu par arr. 29 juill. 2015, JO 6 août, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2015]

#### **Signataires :**

##### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération régionale des SCOP du BTP Limousin ;  
Fédération du Bâtiment de la Région Limousin.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

UR CFTC du Bâtiment de la Région Limousin ;  
CFDT Limousin Construction Bois.

## Article Premier

En application de l'Article I.31 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment, en date du 8 octobre 1990, le montant des petits déplacements, pour toutes les entreprises quel que soit leur effectif, applicables dans la Région Limousin, sont modifiés ainsi qu'il suit :

### **1**

#### **Indemnité de Repas : Au 1<sup>er</sup> janvier 2015**

Sous-Zone 1 A, 1 B et autres zones

— 10,49 Euros au 1<sup>er</sup> janvier 2015

Il est rappelé que l'indemnité de repas n'est pas due par l'employeur lorsque :

- l'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle,
- un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas,
- le repas est fourni gratuitement ou avec une participation financière de l'Entreprise égale au montant de l'indemnité de repas.

### **2**

#### **Indemnité de Transport : Au 1<sup>er</sup> janvier 2015**

Sous-zone 1 A 0,71

Sous-zone 1 B 1,58

Zone 2 4,81

Zone 3 7,99

Zone 4 11,21

Zone 5 14,40

### **3**

#### **Indemnité de Trajet : Au 1<sup>er</sup> janvier 2015**

Sous-zone 1 A 0,71

Sous-zone 1 B 1,60

Zone 2 3,30

Zone 3 4,70

Zone 4 6,11

Zone 5 7,55

## Article 2

Les présentes dispositions entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

## Article 3

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation

## **Salaires des apprentis** **Avenant n° 2 du 28 juillet 2005**

[Étendu par arr. 6 juin 2006, JO 15 juin]

### **Article I**

À compter du 1<sup>er</sup> août 2005, les Salaires mensuels Minimaux des Apprentis du Bâtiment de la Région Limousin seront, selon la valeur du SMIC (\*) sur la base mensuelle de 151 heures 67 :

Année d'apprentissage	Moins de 18 Ans		18/20 Ans		21/22 Ans		23/25 Ans	
	% SMI C	Euros	% SMI C	Euros	% SMI C	Euros	% SMI C	Euros
1 <sup>ère</sup> année	40	487,77	50	609,71	55	670,68	65	792,63
2 <sup>ème</sup> année	55	670,68	65	792,63	75	914,57	80	975,54
3 <sup>ème</sup> année	70	853,60	75	914,57	80	975,54	90	1 097,48
(*) majorée de 001 Euros conformément à l'article de l'avenant n° 15 du 9 octobre 1971								

### **Article II**

En cas de contrats successifs, avec le même employeur, ou avec un nouvel employeur des branches du bâtiment, la rémunération du nouveau contrat ne pourra être inférieure à celle de la dernière année du contrat précédent.

### **Article III**

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

## **Indemnités des maîtres d'apprentissage** **Accord du 21 décembre 2006**

[Étendu par arr. 26 juin 2007, JO 5 juill.]

Vu l'accord 3 de l'accord du 13 Juillet 2004 relatif à «la formation, la certification, la charte et l'indemnisation» des maîtres d'apprentissage dans le BTP, selon lequel l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage ouvre droit :

- soit au versement d'une indemnité spécifique pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné,
- soit à l'accès au statut spécifique de maître d'apprentissage qui a pu être mis en place dans l'entreprise, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 21 décembre 2006 et ont convenu des mesures suivantes pour les maîtres d'apprentissage titulaires du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé :

### **Article 1**

Les salariés concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée de l'apprentissage.

### **Article 2**

Le montant de cette indemnité est fixé à 250 Euros par apprenti pour un contrat d'apprentissage de 2 ans.

### **Article 3**

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées pour chaque année de la manière suivante :

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat de 2 ans				
6 mois après le début du contrat	30 juin mi-parcours	31 décembre de la 2 <sup>ème</sup> année	Fin du contrat	Si réussite au diplôme
50	50	50	50	50

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, le montant versé au Maître d'Apprentissage Confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée du contrat effectué par

---

l'apprenti.

#### Article 4

Cet accord est applicable pour les contrats d'apprentissage signés à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2007.

#### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère de l'Emploi et de la Cohésion Sociale et du Logement.

### Lorraine

#### Salaires

### Accord du 6 janvier 2014

[Étendu par arr. 11 juill. 2014, JO 23 juill. applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 jusqu'au 31 décembre 2014]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Lorraine ;

CAPEB Lorraine ;

Fédération régionale Est SCOP BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFDT ;

CFTC.

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, d'une part, et par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, d'autre part,

En application et conformément à l'Accord national du 12 février 2002 sur les barèmes de salaires minima des ouvriers,

#### Article 1

Les valeurs ci-après définies correspondent à un horaire de travail mensuel de 151,67 heures.

#### Article 2

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, la grille des salaires des ouvriers du Bâtiment est la suivante (base 151,67 heures) :

Coefficient	Salaire mensuel	Salaire horaire
150	1 450,87	9,57
170	1 478,21	9,75
185	1 510,82	9,96
210	1 687,00	11,12
230	1 816,54	11,98
250	1 951,31	12,87
270	2 103,35	13,87

#### Article 3

Cet Accord est valable du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 31 décembre 2014. Toutefois, les parties signataires conviennent de se rencontrer courant septembre 2014, afin d'examiner ensemble l'évolution de la situation économique.

#### Article 4

Conformément à la législation en vigueur, l'Accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (dépôt des accords collectifs) - 39/43 quai André-Citroën - 75902 Paris Cedex 15, ainsi qu'au greffe du Conseil de

---

Prud'hommes du lieu de conclusion.

#### Article 5

L'extension de cet Accord, avec son application la plus rapide, sera demandée à la Direction Générale du Travail (dépôt des accords collectifs) - 39/43 quai André-Citroën - 75902 Paris Cedex.

### Accord du 6 janvier 2016

[Étendu par arr. 2 juin 2016, JO 14 juin, applicable au 1<sup>er</sup> janv. 2016 et valable jusqu'au 31 déc. 2016]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Lorraine ;

CAPEB Lorraine ;

Fédération Régionale Est SCOP BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO Construction ;

CFDT Bâtiment Construction Bois ;

CFTC.

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, d'une part, et par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, d'autre part,

En application et conformément à l'Accord national du 12 février 2002 sur les barèmes de salaires minima des ouvriers,

#### Article 1

Les valeurs ci-après définies correspondent à un horaire de travail mensuel de 151,67 heures.

#### Article 2

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, la grille des salaires des ouvriers du Bâtiment est la suivante (base 151,67 heures) :

Coefficient	Salaire mensuel	Salaire horaire
150	1 466,83	9,67
170	1 492,99	9,84
185	1 525,93	10,06
210	1 697,12	11,19
230	1 827,44	12,05
250	1 963,02	12,94
270	2 115,97	13,95

#### Article 3

Cet Accord est valable du 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 31 décembre 2016. Toutefois, les parties signataires conviennent de se rencontrer courant septembre 2016, afin d'examiner ensemble l'évolution de la situation économique.

#### Article 4

Conformément à la législation en vigueur, l'Accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (dépôt des accords collectifs) - 39/43 quai André-Citroën - 75902 Paris Cedex 15, ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

#### Article 5

L'extension de cet Accord, avec son application la plus rapide, sera demandée à la Direction Générale du Travail (dépôt des accords collectifs) - 39/43 quai André-Citroën - 75902 Paris Cedex.



## Accord du 13 février 2017

[Étendu par arr. 10 août. 2017, JO 18 août, applicable du 1<sup>er</sup> janv. 2017 au 31 déc. 2017]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Grand Est ;

Fédération Régionale Est SCOP BTP ;

CAPEB Grand Est.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC ;

FO.

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, d'une part, et par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, d'autre part,

En application et conformément à l'Accord national du 12 février 2002 sur les barèmes de salaires minima des ouvriers,

### Article 1

Les valeurs ci-après définies correspondent à un horaire de travail mensuel de 151,67 heures.

### Article 2

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, la grille des salaires des ouvriers du Bâtiment est la suivante (base 151,67 heures) pour les départements : Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle et Vosges :

Coefficient	Salaire mensuel	Salaire horaire
150	1 480,30	9,76
170	1 501,95	9,90
185	1 535,09	10,12
210	1 707,30	11,26
230	1 838,40	12,12
250	1 974,80	13,02
270	2 128,67	14,03

### Article 3

Cet Accord est valable du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2017.

### Article 4

Conformément à la législation en vigueur, l'Accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (dépôt des accords collectifs) - 39/43 quai André-Citroën - 75902 Paris Cedex 15, ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

### Article 5

L'extension de cet Accord, avec son application la plus rapide, sera demandée à la Direction Générale du Travail (dépôt des accords collectifs) - 39/43 quai André-Citroën - 75902 Paris Cedex.

## Indemnités de petits déplacements

## Accord du 7 janvier 2014

[Étendu par arr. 11 juill. 2014, JO 23 juill. applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 jusqu'au 31 décembre 2014]

### Signataires :

---

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Lorraine ;

CAPEB Lorraine ;

Fédération régionale Est SCOP BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFDT ;

CFE - CGC.

### Article I

En application du Titre VIII - Chapitre 1 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 (étendue par Arrêté Ministériel du 8 février 1991), concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, d'une part, et en application du Titre VIII - Chapitre 1 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 (étendue par Arrêté Ministériel du 12 février 1991), concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, d'autre part, les parties signataires du présent accord fixent en application de l'article VIII-18 de la Convention Collective Nationale précitée, le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment (à la fois pour les entreprises ayant un effectif inférieur ou égal à 10 salariés, et pour celles ayant un effectif supérieur à 10 salariés) pour la région Lorraine, comme suit :

1. Indemnités de repas : 9,35 quelle que soit la zone.

2. Indemnités de trajet et de transport :

Zones	Distances	Trajets	Transports
1	De 0 à 10 km	1,30	2,07
2	De 10 à 20 km	2,65	4,28
3	De 20 à 30 km	3,92	6,90
4	De 30 à 40 km	5,28	10,40
5	De 40 à 50 km	6,63	12,12

### Article II

La somme globale de ces indemnités ne saurait se cumuler avec une ou plusieurs indemnités ou primes ayant le même objet et existant déjà par accord de spécialités ou d'entreprises.

Cette somme globale s'y substituera toutefois, ipso facto, dès qu'elle conduira à une valeur supérieure.

### Article III

Les apprentis sous contrat, travaillant sur chantiers, bénéficieront de ces indemnités.

### Article IV

Conformément à la législation en vigueur, l'Accord sera déposé auprès des services centraux du travail, Direction Générale du Travail (dépôt des accords collectifs) 39/43 quai André-Citroën - 75902 Paris Cedex 15, ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

### Article V

Cet Accord entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 et sera valable jusqu'au 31 décembre 2014.

### Article VI

La demande d'extension de cet Accord, avec demande de son application la plus rapide, sera déposée auprès des services centraux du travail, Direction Générale du Travail (dépôt des accords collectifs) 39/43 quai André-Citroën - 75902 Paris Cedex 15.

## Accord du 7 janvier 2016

[Étendu par arr. 2 juin 2016, JO 14 juin, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2016 et sera valable jusqu'au

**Signataires :**Organisation(s) patronale(s) :

FFB Lorraine ;

CAPEB Lorraine ;

Fédération Régionale Est des SCOP BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO Construction ;

CFDT Bâtiment Construction Bois.

**Article I**

En application du Titre VIII - Chapitre 1 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 (étendue par Arrêté Ministériel du 8 février 1991), concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, d'une part, et en application du Titre VIII - Chapitre I de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 (étendue par Arrêté Ministériel du 12 février 1991), concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, d'autre part, les parties signataires du présent accord fixent en application de l'article VIII-18 de la Convention Collective Nationale précitée, le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment (à la fois pour les entreprises ayant un effectif inférieur ou égal à 10 salariés, et pour celles ayant un effectif supérieur à 10 salariés) pour la région Lorraine, comme suit :

1 — Indemnités de repas 9,45 quelle que soit la zone.

2 — Indemnités de trajet et de transport

Zones	Distances	Trajets	Transports
1	De 0 à 10 km	1,32	2,07
2	De 10 à 20 km	2,68	4,28
3	De 20 à 30 km	3,97	6,90
4	De 30 à 40 km	5,34	10,40
5	De 40 à 50 km	6,71	12,12

**Article II**

La somme globale de ces indemnités ne saurait se cumuler avec une ou plusieurs indemnités ou primes ayant le même objet et existant déjà par accord de spécialités ou d'entreprises.

Cette somme globale s'y substituera toutefois, ipso facto, dès qu'elle conduira à une valeur supérieure.

**Article III**

Les apprentis sous contrat, travaillant sur chantiers, bénéficieront de ces indemnités.

**Article IV**

Conformément à la législation en vigueur, l'Accord sera déposé auprès des services centraux du travail, Direction Générale du Travail (dépôt des accords collectifs) 39/43 quai André-Citroën - 75902 Paris Cedex 15, ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

**Article V**

Cet Accord entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 et sera valable jusqu'au 31 décembre 2016.

**Article VI**

La demande d'extension de cet Accord, avec demande de son application la plus rapide, sera déposée auprès des services centraux du travail, Direction Générale du Travail (dépôt des accords collectifs) 39/43 quai André-Citroën - 75902 Paris Cedex 15.

---

## Indemnité de maître d'apprentissage Accord du 12 décembre 2007

[Étendu par arr. 24 sept. 2008, JO 2 oct.]

### Article 1

Les salariés concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée du contrat d'apprentissage.

### Article 2

Cette indemnité est versée selon les modalités suivantes :

2 mois après le début du contrat	30 juin mi-parcours	31 décembre de la 2 <sup>ème</sup> année	Fin du contrat	Si réussite au diplôme
70	70	70	70	120

### Article 3

Le montant de l'indemnité est majoré de 50 % au cas où le maître d'apprentissage a en charge deux apprentis ou plus.

### Article 4

Le présent accord sera soumis à extension conformément à la réglementation en vigueur.

## Midi-Pyrénées

### Salaires

## Accord du 30 janvier 2015

[Étendu par arr. 10 juill. 2015, JO 29 juill.]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFBMP ;

FR SCOP BTP Sud Ouest ;

UR CAPEB Midi Pyrénées.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CGT-FO.

### Article 1er

En application des articles XII.8 et XII.9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés), conformément à l'accord national du 12 février 2002 relatif aux barèmes de salaires minima des ouvriers et des ETAM du Bâtiment, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le vendredi 30 janvier 2015 et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers des entreprises artisanales du Bâtiment de la région Midi-Pyrénées.

### Article 2

Pour la région Midi-Pyrénées, les parties signataires du présent accord ont fixé les barèmes des salaires minimaux des ouvriers des entreprises artisanales du Bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés, applicables comme indiqué dans les tableaux ci-après :

## Salaires minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Midi-Pyrénées

Applicables au 1<sup>er</sup> février 2015

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (en euros)	Taux horaire minimal (en euros)
Niveau I - Ouvriers d'exécution			
- position 1	150	1 462,83	9,65
- position 2	170	1 496,96	9,87
Niveau II - Ouvriers Professionnels	185	1 586,32	10,46
Niveau III - Compagnons Professionnels			
- position 1	210	1 736,92	11,46
- position 2	230	1 855,39	12,23
Niveau IV - Maîtres Ouvriers ou Chefs d'Équipe			
- position 1	250	1 974,87	13,02
- position 2	210	2 093,34	13,81

### Article 3

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail, et remis au secrétariat - greffe du Conseil des Prud'hommes de Toulouse.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité.

## Indemnités de petits déplacements Accord du 30 janvier 2015

[Étendu par arr. 10 juill. 2015, JO 29 juill.]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFBMP ;

FR SCOP BTP Sud Ouest ;

UR CAPEB Midi Pyrénées.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CGT-FO ;

CFE-CGC.

### Article 1er

Les montants des indemnités de petits déplacements, applicables dans la Région Midi-Pyrénées aux ouvriers des entreprises artisanales du Bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés sont modifiés comme suit,

1) Indemnité de repas 10,00 euros

2) Indemnités de transport :

Zone 1A : 1,29 euros

Zone 1B : 2,82 euros

Zone 2 : 5,68 euros

---

Zone 3 : 8,49 euros  
Zone 4 : 11,25 euros  
Zone 5 : 14,27 euros

**3) Indemnités de trajet :**

Zone 1A : 1,02 euros  
Zone 1B : 1,86 euros  
Zone 2 : 3,96 euros  
Zone 3 : 5,05 euros  
Zone 4 : 6,70 euros  
Zone 5 : 8,51 euros

**Article 2**

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du Ministère chargé du travail et remis au secrétariat - greffe du Conseil des Prud'hommes de Toulouse.

**Article 3**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité.

**Indemnités de maîtres d'apprentissage  
Accord du 3 mai 2007**

[Étendu par arr. 24 août, JO 1<sup>er</sup> sept.]

Vu l'accord 3 de l'accord du 13 Juillet 2004 relatif à «la formation, la certification, la charte et l'indemnisation» des maîtres d'apprentissage dans le BTP, selon lequel l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage ouvre droit :  
— soit au versement d'une indemnité spécifique pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'appareil concerné,  
— soit à l'accès au statut spécifique de maître d'apprentissage qui a pu être mis en place dans l'entreprise, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 3 mai 2007 et ont convenu des mesures suivantes pour les maîtres d'apprentissage titulaires du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé.

**Article 1**

Les salariés concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée du contrat d'apprentissage.

**Article 2**

Le montant de cette indemnité est fixé à 150 euros annuels par apprenti.

**Article 3**

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées de la manière suivante : versement de l'indemnité à la fin du 12<sup>ème</sup> mois.

En cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, le montant versé au titulaire du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé sera déterminé au prorata du temps effectué par l'apprenti durant l'année d'apprentissage.

**Article 4**

Le présent accord sera soumis à extension conformément à la réglementation en vigueur.

**Nord-Pas-de-Calais**

**Salaires**

**Accord du 18 octobre 2012**

[Étendu par arr. 21 mars 2013, JO 29 mars, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2013]

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB ;

Fédération française du Bâtiment Nord - Pas-de-Calais ;

Chambre syndicale des installateurs électriciens Nord - Pas-de-Calais.

---

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CGT FO.

### Article 1er

En application de l'article XII-8 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 Octobre 1990 (étendue par arrêté ministériel du 12 Février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les parties signataires du présent accord ont arrêté les montants suivants qui seront applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 :

Pour le Niveau 1 coefficient 150 : 1461.45

Pour le Niveau 1 coefficient 170

— la partie fixe (PF) à : 110.

— la valeur du point (VP) à : 8,16812

Pour le Niveau II :

— la partie fixe (PF) à : 110.

— la valeur du point (VP) à : 7,94232

Pour le Niveau III :

— la partie fixe (PF) à : 110.

— la valeur du point (VP) à : 7,7778

Pour les Niveaux III et IV :

— la partie fixe (PF) à : 110.

— la valeur du point (VP) à : 7,7702

Le barème des salaires minimaux mensuels base 151,67 heures, en application de l'article 1 est le suivant, ce barème étant applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 :

Niveau I

Coefficient 150 : 1461.45

Coefficient 170 : 1498.58

Niveau II

Coefficient 185 : 1579,33

Niveau III

Coefficient 210 : 1743,33

Coefficient 230 : 1898,89

Niveau IV

Coefficient 250 : 2052,55

Coefficient 270 : 2207,95

### Article 2

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

***Décision unilatérale de la FFB n° 59/62 du 11 décembre 2013***

***Barème applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014***

Barème des salaires mensuels minimaux							
Catégorie	Niveau I		Niveau II	Niveau III		Niveau IV	
Coefficient	150	170	185	210	230	250	270
Salaire mensuel minimum (base 151.67 h)	1474.60	1512.07	1593.54	1759.02	1915.98	2071.02	2227.82

## Accord du 20 octobre 2015

[Étendu par arr. 15 mars 2016, JO 23 mars]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Nord - Pas-de-Calais ;  
CSIE Nord - Pas-de-Calais ;  
UR CAPEB Nord - Pas-de-Calais.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT Nord - Pas-de-Calais ;  
UR BATIMAT-TP - CFTC Nord - Pas-de-Calais ;  
CGT-FO BTP Nord - Pas-de-Calais.

### Article 1er

En application de l'article 12.8 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 (étendue par arrêté ministériel du 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les parties signataires du présent accord ont arrêté les montants suivants, qui seront applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Pour le niveau I, coefficient 150 : 1 482,60.

Pour le niveau I, coefficient 170 :

- la partie fixe (PF) : 110,99 ;
- la valeur du point (VP) : 8,2887.

Pour le niveau II :

- la partie fixe (PF) : 110,99 ;
- la valeur du point (VP) : 8,0678.

Pour le niveau III :

- la partie fixe (PF) : 110,99 ;
- la valeur du point (VP) : 7,8954.

Pour les niveaux III et IV :

- la partie fixe (PF) : 110,99 ;
- la valeur du point (VP) : 7,8721.

### Article 2

Le barème des salaires minimaux mensuels base 151,67 heures, en application de l'article 1<sup>er</sup>, est le suivant ; ce barème étant applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 :

Niveau I

Coefficient 150 : 1 482,60.

Coefficient 170 : 1 520,07.

Niveau II

Coefficient 185 : 1 603,54.

Niveau III

Coefficient 210 : 1 769,02.

Coefficient 230 : 1 923,98.



---

Niveau IV

Coefficient 250 : 2 079,02.

Coefficient 270 : 2 235,82.

### Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction générale du travail de Paris et au greffe du conseil de prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

## Indemnités de petits déplacements Accord du 18 octobre 2012

[Étendu par arr. 21 mars 2013, JO 29 mars, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2013]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération française du bâtiment Nord - Pas-de-Calais ;

chambre syndicale des installateurs électriciens Nord - Pas-de-Calais ;

CAPEB.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT FO ;

CFDT.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1

En application du titre VIII - Chapitre 1 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 Octobre 1990 (étendue par arrêté ministériel du 12 Février 1991), concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962, les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment de la région Nord - Pas-de-Calais sont les suivants, ces montants étant applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 :

Indemnité de repas

L'indemnité de repas est fixée à 10.00

Indemnité de transport

Zone 1 2,13

Zone 2 5,06

Zone 3 7,84

Zone 4 10,29

Zone 5 13,15

Indemnité de trajet

Zone 1 1,28

Zone 2 1,94

Zone 3 3,48

Zone 4 5,11

Zone 5 6,38

### Article 2

Conformément au Code du Travail, le texte du présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et de l'Emploi de Paris et au Greffe du Conseil des Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, des Relations sociales et de la Solidarité.

---

## ***Décision unilatérale de la FFB n° 59/62 du 11 décembre 2013***

### ***Indemnité de repas***

*L'indemnité de repas est fixée à 10,09.*

### ***Indemnité de transport***

*Zone 1 2,15.*

*Zone 1 5,11.*

*Zone 3 7,91.*

*Zone 4 10,38.*

*Zone 5 13,27.*

### ***Indemnité de trajet***

*Zone 1 1,29.*

*Zone 2 1,96.*

*Zone 3 3,51.*

*Zone 4 5,16.*

*Zone 5 6,44.*

*En application de l'article 29 des Clauses Professionnelles Régionales du 11 octobre 1963 modifié par avenant n° 4 du 23 mars 1992, l'indemnité de «panier de nuit» est fixée à 15,14*

## **Accord du 20 octobre 2015**

[Étendu par arr. 15 mars 2016, JO 23 mars]

### **Signataires :**

#### Organisation(s) patronale(s) :

CSIE ;

FFBNPC ;

CAPEB NPC.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

UR CB CFDT NPC ;

FO BTP NPC.

Il a été convenu ce qui suit :

### **Article 1er**

En application du titre VIII - Chapitre I de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 Octobre 1990 (étendue par arrêté ministériel du 12 Février 1991), concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment de la région Nord-Pas-de-Calais sont les suivants, ces montants étant applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 :

Indemnité de repas

L'indemnité de repas est fixée à 10,15

Indemnité de transport

Zone 1 : 2,16

Zone 2 : 5,13

Zone 3 : 7,94

Zone 4 : 10,43

Zone 5 : 13,33

Indemnité de trajet

Zone 1 : 1,30

Zone 2 : 1,97

---

Zone 3 : 3,53

Zone 4 : 5,18

Zone 5 : 6,47

#### **Article 2**

Conformément au Code du Travail, le texte du présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et de l'Emploi de Paris et au Greffe du Conseil des Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, des Relations sociales et de la Solidarité.

### **Indemnité des maîtres d'apprentissage Accord du 8 décembre 2008**

[Étendu par arr. 15 mai 2009, JO 21 mai, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2009]

Vu l'article 3 de l'accord national du 13 juillet 2004 relatif «à la formation, la certification, la charte et l'indemnisation» des maîtres d'apprentissage dans le BTP, il a été convenu des mesures suivantes pour les maîtres d'apprentissage titulaires du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé dans les entreprises du Nord-Pas-de-Calais visées et non visées par le décret n° 62-235 du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés et celles occupant plus de 10 salariés)

#### **Article 1er**

Les salariés concernés titulaires du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé bénéficient d'une indemnité versée par leur employeur pendant la durée de l'apprentissage.

#### **Article 2**

Le montant de cette indemnité est fixé à 450 euros pendant la durée du contrat d'apprentissage suivi par le Maître d'Apprentissage Confirmé.

#### **Article 3**

Les modalités du versement de cette indemnité par l'employeur du Maître d'Apprentissage Confirmé sont échelonnées de la manière suivante :

- 200 euros à la fin du 6<sup>ème</sup> de l'apprentissage
- 200 euros le premier mois de la deuxième année d'apprentissage
- 50 euros si le titulaire du contrat d'apprentissage suivi par le Maître d'apprentissage confirmé obtient son diplôme.

En cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage ou en cas de départ du Maître d'apprentissage confirmé de l'entreprise, le montant de l'indemnité versé sera calculé au prorata temporis de la durée du contrat effectué par l'apprenti ou de la fonction exercée.

#### **Article 4**

Cet accord est applicable pour les contrats d'apprentissage signés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009.

#### **Article 5**

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé au Greffe du Conseil des Prud'hommes de Tourcoing et à la Direction Générale du Travail de Paris.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité.

### **Normandie Basse**

#### **Salaires**

### **Accord n° 22 du 27 novembre 2014**

[Étendu par arr. 22 mai 2015, JO 12 juin]

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FFBBN ;

Ouest SCOP ;

CAPEB BN.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1

En application de l'article XII.8 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 Octobre 1990, concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 d'une part et par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 d'autre part, les organisations représentatives des employeurs et des salariés du Bâtiment de Basse-Normandie se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Basse-Normandie à compter du 1<sup>er</sup> Mai 2015 et à compter du 1<sup>er</sup> Octobre 2015.

### Article 2

Par dérogation à l'article XII.8 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 Octobre 1990, concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 d'une part et par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 d'autre part, à compter du 1<sup>er</sup> Mai 2015, pour la Région Basse-Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des coefficients 150, 170, 250 et 270 des Ouvriers du Bâtiment pour un horaire mensuel de 151,67 heures comme suit :

150 : 1 477,72

170 : 1 497,44

250 : 1 984,30

270 : 2 112,91

À compter du 1<sup>er</sup> Mai 2015, pour la Région Basse-Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment pour un horaire mensuel de 151,67 heures comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie Professionnelle	Niv. 1 Pos. 1	Niv. 1 Pos. 2	Niv. 2	Niv. 3 Pos. 1	Niv. 3 Pos. 2	Niv. 4 Pos. 1	Niv. 4 Pos. 2
	OE1	OE2	OP	CP1	CP2	MO1/CE1	MO2/CE2
Coefficient	150	170	185	210	230	250	270
Salaire mensuel (151,67 heures)	1 477,72	1 497,44	1 552,95	1 712,20	1 839,61	1 984,30	2 112,91
Taux horaire	9,743	9,873	10,239	11,289	12,129	13,083	13,931

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

— la Partie Fixe (PF) à : 373,99

— la Valeur du Point (VP) à : 6,372

### Article 3

Par dérogation à l'article XII.8 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 Octobre 1990, concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 d'une part et par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 d'autre part, à compter du premier Octobre 2015, pour la Région Basse-Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des coefficients 150, 170, 250 et 270 des Ouvriers du Bâtiment pour un horaire mensuel de 151,67 heures comme suit :

150 : 1 480,75

170 : 1 501,84

250 : 1 996,13

270 : 2 125,50

À compter du premier Octobre 2015, pour la Région Basse-Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment pour un horaire mensuel de 151,67 heures comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie Professionnelle	Niv. 1 Pos. 1	Niv. 1 Pos. 2	Niv. 2	Niv. 3 Pos. 1	Niv. 3 Pos. 2	Niv. 4 Pos. 1	Niv. 4 Pos. 2
	OE1	OE2	OP	CP1	CP2	MO1/CE1	MO2/CE2
Coefficient	150	170	185	210	230	250	270
Salaire mensuel (151,67 heures)	1 480,75	1 501,84	1 559,02	1 718,88	1 846,89	1 996,13	2 125,50
Taux horaire	9,763	9,902	10,279	11,333	12,177	13,161	14,014

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

— la Partie Fixe (PF) à : 375,44

— la Valeur du Point (VP) à : 6,397

#### Article 4

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail, le présent accord sera adresse à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Caen.

#### Article 5

Le présent accord entrera en vigueur aux dates indiquées aux articles 1, 2 et 3 sous réserve de la publication au Journal Officiel de son arrêté ministériel d'extension à la date considérée.

### Indemnités de petits déplacements Avenant n° 18 du 27 novembre 2014

[Étendu par arr. 22 mai 2015, JO 12 juin, applicable à compter du 1<sup>er</sup> juill. 2015 sous réserve de la publication au Journal Officiel de son arrêté ministériel d'extension à la date considérée]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFBBN ;

Ouest SCOP ;

CAPEB BN.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC.

En application de la Convention Collective des Ouvriers du Bâtiment de la région de Basse-Normandie du 9 Février 1994

Il a été convenu ce qui suit :

#### Article 1

##### A

#### Indemnité de repas

À partir du 1<sup>er</sup> Juillet 2015, l'indemnité de repas est fixée à 9,65

##### B

#### Indemnité de transport

À partir du 1<sup>er</sup> juillet 2015, l'indemnité de transport est fixée aux valeurs suivantes :

Zone 1A	Zone 1B	Zone 2	Zone 3	Zone 4	Zone 5
2,56	2,56	5,08	8,49	11,89	15,28

---

## C Indemnité de trajet

À partir du 1<sup>er</sup> juillet 2015, l'indemnité de trajet est fixée aux valeurs suivantes :

Zone 1A	Zone 1B	Zone 2	Zone 3	Zone 4	Zone 5
1,61	1,61	3,23	4,83	6,42	8,07

### Article 2

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Caen.

### Article 3

Le présent accord entrera en vigueur à la date indiquée à l'article 1 sous réserve de la publication au Journal Officiel de son arrêté ministériel d'extension à la date considérée.

## Indemnités des maîtres d'apprentissage Accord du 3 mai 2007

[Étendu par arr. 24 oct. 2007, JO 1<sup>er</sup> nov.]

### Article 1

Les salariés concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée du contrat d'apprentissage.

### Article 2

Le montant de cette indemnité est fixé à 150,00 euros annuels par apprenti.

### Article 3

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées pour chaque année de la manière suivante :

- Versement d'un acompte de 75 euros, 6 mois après le début du contrat
- Versement du solde à la fin du 12<sup>ème</sup> mois

En cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage au-delà de la période d'essai, l'indemnité demeure due mais sera déterminée au prorata du temps de présence de l'apprenti.

### Article 4

Les parties conviennent de se revoir dans un délai de 12 mois au plus tard, pour effectuer un bilan des conditions et modalités d'application de cet accord.

### Article 5

Le présent accord sera soumis à extension conformément à la réglementation en vigueur.

## Avenant n° 3 du 27 novembre 2014

[Étendu par arr. 18 juin 2015, JO 30 juin, applicable à compter du 1<sup>er</sup> sept. 2015 sous réserve de la publication au Journal Officiel de son arrêté ministériel d'extension à la date considérée]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFBBN ;

OUEST SCOP ;

CAPEB BN.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC ;

CFE-CGC.

Vu l'accord paritaire national du 13 juillet 2004 relatif au Maître d'Apprentissage (formation - certification - charte

---

- indemnisation).

Vu l'accord régional du 3 mai 2007 relatif à l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'Apprentissage par les salariés titulaires du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé,

Il a été convenu ce qui suit :

#### **Article 1**

Le montant de l'indemnité versé en contrepartie de l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage par les salariés ayant obtenu le titre de Maître d'Apprentissage Confirmé est porté à 240 par an et par apprenti à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2015.

Les modalités de versement de cette indemnité, fixées par l'article 3 de l'accord régional du 3 mai 2007 restent inchangées.

#### **Article 2**

Le présent accord entrera en vigueur à la date indiquée à l'article 1 sous réserve de la publication au Journal Officiel de son arrêté ministériel d'extension à la date considérée.

### **Normandie Haute**

#### **Salaires**

### **Avenant n° 18 du 20 octobre 2014**

[Étendu par arr. 5 mai 2015, JO 12 juin, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015]

#### **Signataires :**

##### Organisation(s) patronale(s) :

FFB HN ;

CAPEB HN.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT ;

CFDT ;

CGT-FO ;

CFTC.

#### **Article 1**

En application des articles XII.8 et XII.9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 d'une part et par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 d'autre part, et conformément à l'accord du 12.02.2002 sur les barèmes des salaires minima des ouvriers du bâtiment, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé, les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Haute-Normandie.

#### **Article 2**

Les parties signataires du présent Avenant n° 18 de l'accord Régional du 11 janvier 1991, ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, applicable au 1<sup>er</sup> Janvier 2015.

Les parties signataires du présent avenant n° 18 ont arrêté :

— Le coefficient 150 est fixé à 1 446

— Le coefficient 210 est fixé à 1 683

— Le coefficient 230 est fixé à 1 800

— Les coefficients 170, 185, 250 et 270 résultent de l'application d'une partie fixe de 400 et d'une valeur de point de 6,24

Il est par ailleurs convenu entre les parties signataires qu'il sera fait application du calcul du salaire binôme pour les coefficients 210 et 230, au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Ce qui donne la grille ci-dessous :

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel minimal base 151.67 heures/mois 35 h/semaine
		au 1 <sup>er</sup> janvier 2015
Niveau I Ouvriers d'exécution * Position 1 * Position 2	150 170	1 446 1 460,80
Niveau II Ouvriers Professionnels	185	1 554,40
Niveau III Compagnons Professionnels * Position 1 * Position 2	210 230	1 683 1 800
Niveau IV Maîtres Ouvriers ou Chefs d'Équipe * Position 1 * Position 2	250 270	1 960 2 084,80

Rappel : aucune rémunération mensuelle brute ne doit être inférieure au SMIC en vigueur.

### Article 3

Conformément au Code du Travail, le présent Avenant n° 18, auquel pourra adhérer toute organisation syndicale non signataire, sera déposé au Secrétariat des Conseils de Prud'hommes, ainsi qu'à la DIRECCTE de Haute-Normandie. Toute organisation non signataire adhèrera au présent accord par simple déclaration au secrétariat des Conseils de Prud'hommes et en avisera les organisations signataires par lettre recommandée.

### Article 4

Les parties signataires conviennent que si pendant la durée d'application de cet accord des modifications législatives, conventionnelles ou réglementaires étaient mises en place et influaient sur le calcul des salaires mini, il conviendrait, à la demande de l'une des parties, de se réunir et le cas échéant de renégocier les valeurs des salaires mini ouvriers fixées ce jour forfaitairement.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent Avenant n° 18 au Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

## Indemnités de petits déplacements Accord du 20 octobre 2014

[Étendu par arr. 5 mai 2015, JO 12 juin, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB HN ;

CAPEB HN.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT ;

CFDT ;

CGT-FO ;

CFTC.

En application des dispositions du titre VIII, chapitre I et de l'article 1-3 du Titre I des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 (+ 10 salariés) d'une part et par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 (jusqu'à 10 salariés) d'autre part,



## Article 1

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la valeur de référence servant au calcul des primes ou indemnités forfaitaires attribuées dans le cadre des articles 2-3 et 2-6 de la Convention Collective Régionale du 5 avril 1993 est fixée à :

V.R. = 0,31

## Article 2

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, le montant des indemnités de petits déplacements (article 2-8 de la Convention Collective Régionale) est fixé comme suit :

• Indemnité de repas		9,50
• Indemnité de transport	Zone 1 A	1,83
	Zone 1 B	2,36
	Zone 2	5,65
	Zone 3	8,32
	Zone 4	11,28
	Zone 5	14,95
• Indemnité de trajet	Zone 1 A	0,81
	Zone 1 B	1,02
	Zone 2	2,13
	Zone 3	3,25
	Zone 4	4,28
	Zone 5	5,53

## Article 3

Conformément au Code du Travail, le présent Accord, auquel pourra adhérer toute organisation syndicale non signataire, sera déposé au Secrétariat du Conseil de Prud'hommes de Rouen, ainsi qu'à la DIRECCTE de Haute-Normandie.

Toute organisation non signataire pourra adhérer au présent Accord par simple déclaration au secrétariat du Conseil de Prud'hommes de Rouen et en avisera les organisations signataires par lettre recommandée.

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent Accord Régional au Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

## Indemnités de maître d'apprentissage Accord du 22 octobre 2012

[Étendu par arr. 12 déc. 2013, JO 18 déc., applicable au 1<sup>er</sup> janv. 2013]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB HN ;

CAPEB HN.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC ;

CFE CGC.

Il a été convenu ce qui suit :

Vu l'article 3 de l'accord du 13 juillet 2004 relatif à «la formation, la certification, la charte et l'indemnisation» des maîtres d'apprentissage dans le BTP, selon lequel l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage ouvre droit :

— soit au versement d'une indemnité spécifique pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné

— soit l'accès au statut spécifique de maître d'apprentissage qui a pu être mis en place dans l'entreprise, Les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunis le 22 octobre 2012 et ont convenu des mesures suivantes pour les maîtres d'apprentissage salariés titulaires du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé et ayant effectivement en charge un apprenti en formation.

## Article 1

Les salariés du bâtiment concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée de l'apprentissage.

## Article 2

Le montant de cette indemnité est fixé de la façon suivante :

— 155 par an et par apprenti (sur 2 ans)

— + 50 au passage de l'examen

— + 50 en cas de réussite à cet examen

## Article 3

Cet accord est applicable pour les contrats d'apprentissage signés à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2013

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère de l'Emploi et de la Cohésion Sociale et du Logement.

# Pays de la Loire

## Salaires

### Accord du 4 février 2014

[Étendu par arr. 30 sept 2014, JO 8 oct.]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FRBPL ;

CAPEB Loire ;

Fédération Ouest SCOP BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT ;

CGT FO PL.

## Article I

En application des articles XII.8 et XII.9 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des salaires mensuels bruts minimaux des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

### Au 1<sup>er</sup> avril 2014

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaires mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires soit 151,67 h mensuelles)	Taux horaire minimal pour 35 h hebdomadaires
Niveau I - Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 428,73	9,42
- Position 2	170	1 478,78	9,75
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 547,03	10,20
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 735,10	11,44
- Position 2	230	1 883,74	12,42
Niveau IV - Maîtres ouvriers ou chefs d'équipes			

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires soit 151,67 h mensuelles)	Taux horaire minimal pour 35 h hebdomadaires
- Position 1	250	2 033,89	13,41
- Position 2	270	2 182,53	14,39

Les parties signataires du présent accord ont arrêté pour les coefficients 185 à 270 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 7,478

Pour le coefficient 150 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 8,433

Pour le coefficient 170 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 7,730

## Article II

Le présent barème des salaires minimaux entrera en application à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2014.

## Article III

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions de l'article L. 2231-6 et L. 2262-8 et D. 2231-2 à D. 2231-8 du Code du Travail et au décret du 17 mai 2006, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

## Article IV

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé.

# Accord du 22 janvier 2016

[Étendu par arr. 30 juin 2016, JO 7 juill.]

## Signataires :

### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB PL ;  
Fédération Ouest SCOP BTP ;  
FFB PL.

### Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT PL ;  
FO PL.

## Article I

En application des articles XII.8 et XII.9 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des salaires mensuels bruts minimaux des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

---

**Au 1<sup>er</sup> avril 2016**

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires soit 151,67 h mensuelles)	Taux horaire minimal pour 35 h hebdomadaires
Niveau I - Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 466,62	9,67
- Position 2	170	1 493,95	9,85
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 563,72	10,31
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 751,79	11,55
- Position 2	230	1 903,46	12,55
Niveau IV - Maîtres ouvriers ou chefs d'équipes			
- Position 1	250	2 055,13	13,55
- Position 2	270	2 206,80	14,55

Les parties signataires du présent accord ont arrêté pour les coefficients 185 à 270 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 7,564

Pour le coefficient 150 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 8,684

Pour le coefficient 170 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 7,821

### **Article II**

Le présent barème des salaires minimaux entrera en application à compter du 1<sup>er</sup> avril 2016.

### **Article III**

Le présent accord sera déposé, à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions de l'article L. 2231-6, L. 2262-8 et D. 2231-2 à D. 2231-8 du Code du Travail et au décret du 17 mai 2006, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

### **Article IV**

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé.

## **Indemnités de petits déplacements**

### **Accord du 4 juillet 2012**

[Étendu par arr. 12 déc. 2012, JO 18 déc., applicable à compter du 1<sup>er</sup> oct. 2012]

#### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FRBPL ;

Capebloire ;

Ouest SCOP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UR CFDT PL.

## **Article I**

### **Indemnités de transports - Trajets**

En application du chapitre I Petits déplacements - Titre VIII de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'autre part ; et en application de l'article II-6 de la Convention Collective régionale des ouvriers du Bâtiment des Pays de la Loire du 1<sup>er</sup> décembre 2006 (étendue par arrêté ministériel du 21 décembre 2007, parue au JO du 3 janvier 2008) et son avenant N° 1, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des Indemnités de Transports et Trajets des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

#### **Au 1<sup>er</sup> octobre 2012**

Pays de la Loire	Zones			
Au 1 <sup>er</sup> octobre 2012	1-A 0 à 5 km	1-B 5 à 10 km	2 10 à 20 km	3 20 à 30 km
Trajet	0,47	0,66	1,87	4,02
Transport	0,74	0,95	3,69	6,98

Pays de la Loire	Zones			
Au 1 <sup>er</sup> octobre 2012	4 30 à 40 km	5 40 à 50 km	6 50 à 65 km	7 65 à 80 km
Trajet	5,03	6,02	6,77	8,05
Transport	10,68	15,90	17,04	20,62

## **Article II**

### **Indemnités de repas**

En application du chapitre I Petits déplacements - Titre VIII de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'autre part ; et en application de l'article II-6 de la Convention Collective régionale des ouvriers du Bâtiment des Pays de la Loire du 1<sup>er</sup> décembre 2006 (étendue par arrêté ministériel du 21 décembre 2007, parue au JO du 3 janvier 2008) et son avenant n° 1, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé que le montant de l'Indemnité minimale de Repas des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Mayenne, Sarthe et Vendée, est fixé à 8,74.

À titre dérogatoire, il demeure fixé à 8,99 pour le département du Maine et Loire

## **Article III**

### **Application**

Le présent barème des Indemnités de Petits Déplacements (Repas - Transports - Trajets) entrera en application à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2012.

## **Article IV**

### **Dépôt**

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions de l'article L. 2231-6 et L. 2262-8 et D. 2231-2 à D. 2231-8 du Code du Travail et au décret du 17 mai 2006, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

## **Article V**

### **Demande d'extension**

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

## Accord du 30 juin 2016

[Étendu par arr. 20 déc. 2016, JO 22 déc., applicable à compter du 1<sup>er</sup> oct. 2016]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

Union régionale CAPEB Pays de la Loire ;

Fédération française du bâtiment des Pays de la Loire ;

Fédération Ouest SCOP B.T.P.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

Union régionale CFDT Construction Bois des Pays de la Loire ;

FO des Pays de la Loire.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article I Indemnités de transports - Trajets

En application du chapitre I Petits déplacements - Titre VIII de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'autre part ; et en application de l'article II-6 de la Convention Collective régionale des ouvriers du Bâtiment des Pays de la Loire du 1<sup>er</sup> décembre 2006 (étendue par arrêté ministériel du 21 décembre 2007, parue au JO du 3 janvier 2008) et son avenant N° 1, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des Indemnités de Transports et Trajets des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

#### Au 1<sup>er</sup> octobre 2016

Pays de la Loire	Zones							
Au 1 <sup>er</sup> octobre 2016	1-A 0 à 5 km	1-B 5 à 10 km	2 10 à 20 km	3 20 à 30 km	4 30 à 40 km	5 40 à 50 km	6 50 à 65 km	7 65 à 80 km
Trajet	0,48	0,67	1,88	4,04	5,06	6,05	6,80	8,09
Transport	0,75	0,96	3,73	7,05	10,79	16,06	17,21	20,83

### Article II Indemnités de repas

En application du chapitre I Petits déplacements - Titre VIII de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'autre part ; et en application de l'article II-6 de la Convention Collective régionale des ouvriers du Bâtiment des Pays de la Loire du 1<sup>er</sup> décembre 2006 (étendue par arrêté ministériel du 21 décembre 2007, parue au JO du 3 janvier 2008) et son avenant N° 1, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé que le montant de l'Indemnité minimale de Repas des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée, est fixé à 9,05.

### Article III Application

Le présent barème des Indemnités de Petits Déplacements (Repas - Transports - Trajets) entrera en application à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2016.

### Article IV Dépôt

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions de l'article L.

---

2231-6 et L. 2262-8 et D. 2231-2 à D. 2231-8 du Code du Travail et au décret du 17 mai 2006, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

#### **Article V** **Demande d'extension**

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

### **Indemnités du Maître d'apprentissage** **Accord du 4 février 2014**

[Étendu par arr. 4 nov. 2014, JO 18 déc., applicable dès la parution de l'arrêté d'extension]

#### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FRBPL ;

CAPEBLOIRE ;

Ouest SCOP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFE CGC BTP ;

UR CFDT PL.

Il est convenu ce qui suit :

#### **Article I**

En application des dispositions de l'accord national du 13 juillet 2004 et des dispositions de l'accord régional du 20 avril 2007, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont décidé de porter le montant de l'indemnité pour l'exercice de la fonction de Maître d'Apprentissage Confirmé dans les entreprises du Bâtiment des Pays de la Loire à 225 euros par année et par contrat d'apprentissage, quel que soit le nombre d'apprentis formés simultanément.

Les autres dispositions de l'accord du 20 avril 2007 demeurent inchangées.

#### **Article II** **Extension - Date d'application - Révision**

Le présent accord sera soumis à extension conformément à la législation en vigueur.

Il entrera en application dès parution de l'arrêté d'extension, pour tous les contrats conclus à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014.

#### **Article III** **Durée - Dénonciation**

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

La dénonciation du présent accord par l'une des parties devra être portée à la connaissance de toutes les parties signataires par lettre recommandée avec un préavis de 3 mois.

### **Accord du 22 janvier 2016**

[Étendu par arr. 30 juin 2016, JO 7 juill., applicable à compter de la parution de son arrêté d'extension, pour tous les contrats conclus à compter du 1<sup>er</sup> juill. 2016]

#### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FRBP Loire ;

CAPEB Loire ;

Fédération ouest des SCOP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UR CFDT PL ;

CGT-FO PL ;

CFE-CGC BTP PL.

---

## Article I

En application des dispositions de l'accord national du 13 juillet 2004 et des dispositions de l'accord régional du 20 avril 2007, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont décidé de porter le montant de l'indemnité pour l'exercice de la fonction de Maître d'Apprentissage Confirmé dans les entreprises du Bâtiment des Pays de la Loire à 235 euros par année et par contrat d'apprentissage, quel que soit le nombre d'apprentis formés simultanément.

Les autres dispositions de l'accord du 20 avril 2007 demeurent inchangées.

## Article II

### Extension - date d'application - révision

Le présent accord sera soumis à extension conformément à la législation en vigueur.

Il entrera en application dès parution de l'arrêté d'extension, pour tous les contrats conclus à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016.

## Article III

### Durée - dénonciation

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

La dénonciation du présent accord par l'une des parties devra être portée à la connaissance de toutes les parties signataires par lettre recommandée avec un préavis de 3 mois.

## Rémunération des apprentis

### Accord du 18 septembre 2003

[Étendu par arrêté du 18 mai 2004, JO 3 juin]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

Union Fédérale des SCOP BTP de l'Ouest ;

Union Régionale CAPEB des Pays de la Loire ;

Fédération Régionale du Bâtiment des Pays de la Loire.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT.

Il a été convenu ce qui suit :

Les parties signataires soulignent l'intérêt de la Convention Collective comme moyen de garantir un même niveau de droits et de devoirs à tous les employeurs et salariés de la Profession, notamment pour ce qui concerne les salaires minimaux.

Considérant la pénurie de personnels hautement qualifiés à laquelle de nombreux corps d'état sont confrontés, les parties signataires décident de prendre les dispositions suivantes touchant à la rémunération des apprentis :

Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, lorsqu'un jeune, après avoir obtenu un diplôme de l'enseignement professionnel, s'engage dans la préparation d'un brevet professionnel par un nouveau contrat d'apprentissage (art. L. 115-1 et L. 117-1 du Code du Travail) ou par un contrat de qualification (art. L. 981-1 du Code du Travail) dit «Contrat de Qualification Jeune» :

— sa rémunération sera calculée en appliquant au minimum conventionnel le pourcentage légal correspondant au niveau de qualification auquel son premier diplôme lui aurait donné accès (coefficient 185 de la classification ouvrière) ;

— dans le cas de contrats d'apprentissage successifs, et même si le dernier contrat est conclu avec un nouvel employeur, et dans le cas d'un contrat de qualification suivant un contrat d'apprentissage, le taux servant au calcul de la rémunération ne pourra pas être inférieur à celui appliqué à la dernière année d'exécution du contrat précédent, sauf quand l'application des rémunérations prévues à l'article D. 117-1 en fonction de l'âge sont plus favorables.

Tous les salariés concernés bénéficieront de ces dispositions à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2003.

Le présent accord sera déposé à la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ainsi qu'au Secrétariat Greffe du Conseil des Prud'hommes de chacun des départements concernés : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe, Vendée.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.



---

# Picardie

## Salaires

### Accord du 20 avril 2012

[Étendu par arr. 18 sept. 2012, JO 28 sept.]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Picard ;  
CAPEB 80 ;  
FNSCOP BTP.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

UR CFDT Picardie.

#### Article 1er

En application des articles XII.8 et XII.9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 (étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991), concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Picardie.

#### Article 2

Pour la Région Picardie, les parties signataires du présent accord ont fixé les barèmes des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaires mensuel minimal pour 151,67 h (35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution			
. Position 1	150	1402,95	9,25
. Position 2	170	1434,80	9,46
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1478,78	9,75
Niveau III Compagnons professionnels			
. Position 1	210	1548,55	10,21
. Position 2	230	1662,30	10,96
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe			
. Position 1	250	1776,06	11,71
. Position 2	270	1895,88	12,50

#### Article 3

Le présent barème des salaires minimaux entrera en application au 1<sup>er</sup> Avril 2012, pour une durée de 12 mois minimum.

Les salaires réels seront librement débattus au sein des entreprises.

#### Article 4

Conformément au Code du Travail, le présent accord, fait en 12 exemplaires, sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>ème</sup> et un exemplaire sera remis aux Secrétariat-greffe des Conseils de Prud'hommes de Picardie.

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité.

## *Accord du 24 avril 2014*

[Non étendu, applicable à compter du 1<sup>er</sup> avr. 2014]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Picardie ;

CAPEB 80 ;

FNSCOP BTP.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

UR FO Picardie ;

UR CFDT Picardie ;

UR CFTC Picardie.

Il a été convenu ce qui suit :

## Article 1er

En application des articles XII.8 et XII.9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 (étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991), concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Picardie.

## Article 2

Pour la Région Picardie, les parties signataires du présent accord ont fixé les barèmes des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal pour 151,67 h (35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvriers d'exécution			
. Position 1	150	1445,42	9,53
. Position 2	170	1457,55	9,61
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1501,53	9,90
Niveau III - Compagnons professionnels			
. Position 1	210	1572,82	10,37
. Position 2	230	1688,09	11,13
Niveau IV - Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe			
. Position 1	250	1804,87	11,90
. Position 2	270	1926,21	12,70

## Article 3

Le présent barème des salaires minimaux entrera en application au 1<sup>er</sup> avril 2014, pour une durée de 12 mois minimum.

Les salaires réels seront librement débattus au sein des entreprises.

## Article 4

Conformément au Code du Travail, le présent accord, fait en 12 exemplaires, sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>ème</sup> et un exemplaire sera remis aux Secrétariat-greffe des

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité.

## Accord du 3 avril 2015

[Non étendu]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Picardie ;  
CAPEB 80 ;  
FNSCOP BTP.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

UR FO Picardie ;  
UR CFDT Picardie.

## Article 1

En application des articles XII.8 et XII.9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 (étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991), concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Picardie.

## Article 2

Pour la Région Picardie, les parties signataires du présent accord ont fixé les barèmes des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal pour 151,67 h (35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvriers d'exécution			
. Position 1	150	1457,55	9,61
. Position 2	170	1469,68	9,69
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1509,12	9,95
Niveau III - Compagnons professionnels			
. Position 1	210	1580,40	10,42
. Position 2	230	1697,19	11,19
Niveau IV - Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe			
. Position 1	250	1813,97	11,96
. Position 2	270	1935,31	12,76

## Article 3

Le présent barème des salaires minimaux entrera en application au 1<sup>er</sup> Avril 2015, pour une durée de 12 mois minimum.

Les salaires réels seront librement débattus au sein des entreprises.

## Article 4

Conformément aux Articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du Code du Travail, le présent accord, sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>ème</sup> et un exemplaire sera remis

---

aux Secrétariat-greffe des Conseils de Prud'hommes de Picardie.

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité.

## Accord du 5 février 2016

[Étendu par arr. 21 juill. 2016, JO 29 juill.]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Picardie ;  
CAPEB 80 ;  
FNISCOP BTP Nord.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

UR FO Picardie ;  
UR CFDT Picardie ;  
UR CFTC Picardie.

## Article 1

En application des articles XII.8 et XII.9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 (étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991), concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Picardie.

## Article 2

Pour la Région Picardie, les parties signataires du présent accord ont fixé les barèmes des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal pour 151,67 h (35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1468,17	9,68
- Position 2	170	1478,78	9,75
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1518,22	10,01
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1589,50	10,48
- Position 2	230	1707,80	11,26
Niveau IV - Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	1824,59	12,03
- Position 2	270	1947,44	12,84

## Article 3

Le présent barème des salaires minimaux entrera en application au 1<sup>er</sup> Avril 2016, pour une durée de 12 mois minimum.

Les salaires réels seront librement débattus au sein des entreprises.

## Article 4

Conformément aux Articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du Code du Travail, le présent accord, sera adressé

---

à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>ème</sup> et un exemplaire sera remis aux Secrétariat-greffe des Conseils de Prud'hommes de Picardie.

#### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité.

### Indemnités de petits déplacements Accord du 20 avril 2012

[Étendu par arr. 18 sept. 2012, JO 28 sept.]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Picard ;

CAPEB 80 ;

FNSCOP BTP.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

UR FO Picardie ;

UR CFDT Picardie.

#### Article 1er

En application du Titre VIII - Chapitre I des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 Octobre 1990 (étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991), concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 d'une part, et par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montant des Indemnités de Petits Déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la Région Picardie.

#### Article 2

Pour la Région Picardie, les parties signataires du présent accord ont fixé, en application de l'article VIII-18 des Conventions Collectives Nationales précitées, le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Zone	Indemnité de repas	Indemnité de frais de transport	Indemnité de trajet
Zone 1 (00 à 10 km)	9,71	1,37	1,36
Zone 2 (10 à 20 km)	9,71	4,11	2,72
Zone 3 (20 à 30 km)	9,71	6,85	4,08
Zone 4 (30 à 40 km)	9,71	9,59	5,44
Zone 5 (40 à 50 km)	9,71	12,33	6,80

#### Article 3

Le présent barème des indemnités de petits déplacements entrera en application à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2012.

#### Article 4

Conformément au Code du Travail, le présent accord, fait en 12 exemplaires, sera déposé auprès des services centraux du Ministère du travail et remis aux Secrétariat-greffe des Conseils de Prud'hommes de Picardie.

#### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

## Accord du 24 avril 2014

[Non étendu, applicable à compter du 1<sup>er</sup> avr. 2014]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Picardie ;

CAPEB 80 ;

FNSCOP BTP.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

UR FO Picardie ;

UR CFDT Picardie ;

UR CFTC Picardie.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1er

En application du Titre VIII - Chapitre I des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 Octobre 1990 (étendues par arrêtés ministériels du 8 Février 1991 et du 12 Février 1991), concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 d'une part, et par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montant des Indemnités de Petits Déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la Région Picardie.

### Article 2

Pour la Région Picardie, les parties signataires du présent accord ont fixé, en application de l'article VIII-18 des Conventions Collectives Nationales précitées, le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Zone	Indemnité de repas	Indemnité de frais de transport	Indemnité de trajet
Zone 1 (00 à 10 km)	10,00	1,39	1,38
Zone 2 (10 à 20 km)	10,00	4,17	2,76
Zone 3 (20 à 30 km)	10,00	6,95	4,14
Zone 4 (30 à 40 km)	10,00	9,73	5,52
Zone 5 (40 à 50 km)	10,00	12,51	6,90

### Article 3

Le présent barème des indemnités de petits déplacements entrera en application à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2014.

### Article 4

Conformément au Code du Travail, le présent accord, fait en 12 exemplaires, sera déposé auprès des services centraux du Ministère du travail et remis aux Secrétariat-greffe des Conseils de Prud'hommes de Picardie.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

## Accord du 3 avril 2015

[Non étendu]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Picardie ;

Fédération Nord des SCOP BTP ;

---

CAPEB Picardie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération régionale des salariés de la construction et du bois de Picardie - CFDT ;

Fédération régionale CGT-FO du BTP et activités annexes.

#### Article 1

*En application du Titre VIII - Chapitre I des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 Octobre 1990 (étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991), concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 d'une part, et par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montant des Indemnités de Petits Déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la Région Picardie.*

#### Article 2

*Pour la Région Picardie, les parties signataires du présent accord ont fixé, en application de l'article VIII-18 des Conventions Collectives Nationales précitées, le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :*

Zone	Indemnité de repas	Indemnité de frais de transport	Indemnité de trajet
Zone 1 (00 à 10 km)	10,15	1,40	1,39
Zone 2 (10 à 20 km)	10,15	4,20	2,78
Zone 3 (20 à 30 km)	10,15	7,00	4,17
Zone 4 (30 à 40 km)	10,15	9,80	5,56
Zone 5 (40 à 50 km)	10,15	12,60	6,95

#### Article 3

*Le présent barème des indemnités de petits déplacements entrera en application à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2015, pour une durée de 12 mois minimum.*

#### Article 4

*Conformément aux Articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du Code du Travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>ème</sup> et un exemplaire sera remis aux Secrétariat-greffe des Conseils de Prud'hommes de Picardie.*

#### Article 5

*Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.*

### Accord du 5 février 2016

[Étendu par arr. 21 juill. 2016, JO 29 juill.]

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Picardie ;

CAPEB 80 ;

FNISCOP BTP Nord.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UR FO Picardie ;

UR CFDT Picardie ;

UR CFTC Picardie.

#### Article 1

En application du Titre VIII - Chapitre I des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 Octobre 1990

(étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991), concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 d'une part, et par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montant des Indemnités de Petits Déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la Région Picardie.

## Article 2

Pour la Région Picardie, les parties signataires du présent accord ont fixé, en application de l'article VIII-18 des Conventions Collectives Nationales précitées, le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Zone	Indemnité de repas	Indemnité de frais de transport	Indemnité de trajet
Zone 1 (00 à 10 km)	10,25	1,40	1,40
Zone 2 (10 à 20 km)	10,25	4,20	2,80
Zone 3 (20 à 30 km)	10,25	7,00	4,20
Zone 4 (30 à 40 km)	10,25	9,80	5,60
Zone 5 (40 à 50 km)	10,25	12,60	7,00

## Article 3

Le présent barème des indemnités de petits déplacements entrera en application à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2016, pour une durée de 12 mois minimum.

## Article 4

Conformément aux Articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du Code du Travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>ème</sup> et un exemplaire sera remis aux Secrétariat-greffe des Conseils de Prud'hommes de Picardie.

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

## Indemnité des maîtres d'apprentissage Accord du 22 avril 2010

[Étendu par arr. 12 avr. 2011, JO 20 avr., applicable à compter du 1<sup>er</sup> avr. 2010]

Vu l'article 3 de l'accord du 13 Juillet 2004 et l'avenant n° 1 du 13 Novembre 2008 relatifs à la formation, la certification, la charte et l'indemnisation des maîtres d'apprentissage dans le B.TP, l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage ouvrant droit :

— soit au versement d'une indemnité spécifique pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné\*,

*\* maximum de deux contrats simultanés par maître d'apprentissage*

— soit à l'accès au statut spécifique de maître d'apprentissage qui a pu être mis en place dans l'entreprise, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les modalités de versement de l'indemnité au 1<sup>er</sup> Avril 2010 :

Contrat sur deux ans :

2 mois après le début du contrat	au 30 juin mi-parcours	au 31 Décembre de la 2 <sup>ème</sup> année	à la fin du contrat
130,00	130,00	130,00	130,00

Contrat sur trois ans :



2 mois après le début du contrat	au 30 Juin N + 1	au 31 Décembre N + 1	au 30 Juin N + 2	au 31 Décembre N + 2	à la fin du contrat
130,00	130,00	130,00	130,00	130,00	130,00

et ont décidé qu'un bilan d'étape serait présenté en CPREF et Commission Paritaire régionale chaque année. Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>ème</sup> et un exemplaire sera remis aux Secrétariat-greffe des Conseils de Prud'hommes de Picardie.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité.

## Poitou-Charentes

### Salaires

### Accord du 9 janvier 2015

[Étendu par arr.29 juill. 2015, JO 6 août]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Poitou-Charentes ;  
 CAPEB Charente ;  
 CAPEB Charente Maritime ;  
 CAPEB Deux-Sèvres ;  
 CAPEB Vienne ;  
 SCOP Poitou-Charentes ;  
 FFB Poitou-Charentes ;  
 FFB Charente ;  
 FBTP Charente Maritime ;  
 FFB Deux-Sèvres ;  
 FFB Vienne.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;  
 CFDT ;  
 CFTC.

Il a été convenu ce qui suit :

#### Article 1er

En application des Articles I.4 et XII.8 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 Octobre 1990, concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962,

Pour les entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois, Les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Poitou-Charentes et ont arrêté :

— la partie fixe (PF) à : 125 Euros  
 — la valeur du point (VP) à : 7,38 Euros  
 à compter du 1<sup>er</sup> avril 2015  
 conformément au tableau joint en annexe

#### Article 2

Conformément aux Articles R. 132-1 et R. 132-2 du Code du Travail, le présent Accord sera adressé à la Direction des Relations du Travail (DRT) Dépôts des accords collectifs à Paris 15<sup>ème</sup> et un exemplaire remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Niort.

### Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre des Affaires Sociales, du Travail et de la Solidarité.

## Barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Poitou Charpentes suivant accord paritaire du 9 janvier 2015

*Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés*

Valeur au 1<sup>er</sup> avril 2015

Partie fixe : 125

Valeur du point : 7,38

Catégorie professionnelle	coefficient	Pour un horaire hebdomadaire de 35 heures	
		Salaire mensuel	Taux horaire
Niveau I - Ouvrier d'exécution			
Position 1	150	1457,55	9,61
Position 2	170	1474,23	9,72
Niveau II - Ouvrier professionnel	185	1490,92	9,83
Niveau III			
Position 1	210	1674,44	11,04
Position 2	230	1823,07	12,02
Niveau IV - Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe			
Position 1	250	1970,19	12,99
Position 2	270	2117,31	13,96

## Avenant du 29 juillet 2016

[Étendu par arr. du 6 déc. 2016, JO 8 déc.]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Poitou Charentes ;  
CAPEB Poitou Char ;  
CAPEB Charente ;  
CAPEB Charente Marit ;  
CAPEB Deux Sèvres ;  
CAPEB Vienne ;  
SCOP Poitou Charente ;  
FFB Charente ;  
FFB Deux Sèvres ;  
FFB Vienne ;  
FFB Charente Maritim.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;  
CFTC.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1

Le champ d'application est modifié comme suit :

En application des Articles I.4 et XII.8 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées et non visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés et occupant plus de dix salariés.

Pour les entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois, Les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Poitou-Charentes et ont arrêté à compter du 1<sup>er</sup> juin 2016 les barèmes ci-dessous, à la fois pour les entreprises de plus de dix salariés et jusqu'à dix salariés.

Barème des salaires ouvriers du bâtiment de la région Poitou-Charentes base 35 heures/semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année			
Catégories Professionnelles	Au 1 <sup>er</sup> juin 2016		
Niveau I	Coefficients	Salaires Mensuel (Base 151,67 h)	Salaire Horaire
Ouvriers d'Exécution			
- Position 1	150	1 466,65	9,67
- Position 2	170	1 483,67	9,78
Niveau II			
Ouvriers Professionnels	185	1 508,81	9,95
Niveau III			
Compagnons Professionnels			
- Position 1	210	1 688,67	11,13
- Position 2	230	1 838,57	12,12
Niveau IV			
Maîtres Ouvriers ou Chefs d'Équipe			
- Position 1	250	1 986,94	13,10
- Position 2	270	2 130,01	14,04

## Article 2

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du Code du Travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe des 5 Conseils des Prud'hommes de la région Poitou-Charentes.

## Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social.

## Indemnités de petits déplacements Accord du 9 janvier 2015

[Étendu par arr. 29 juill. 2015, JO 6 août, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Poitou-Charentes ;  
 CAPEB Charente ;  
 CAPEB Charente Maritime ;  
 CAPEB Deux-Sèvres ;  
 CAPEB Vienne ;  
 SCOP Poitou-Charentes ;  
 FFB Poitou-Charentes ;

FFB Charente ;  
FBTP Charente Maritime ;  
FFB Deux-Sèvres ;  
FFB Vienne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;  
CFTC ;  
CGT.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1er

En application du Titre VIII - Chapitre I de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 Octobre 1990 (étendue par arrêté ministériel du 12 Février 1991), concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Poitou-Charentes.

### Article 2

Pour la région Poitou-Charentes, les parties signataires du présent accord ont fixé, en application de l'Article VIII-18 de la Convention Collective Nationale précitée, le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Zones	Indemnité de Repas	Indemnité de Transport	Indemnité de Trajet
Zone 1 a (0 à 5 kms)	8,80	0,67	0,62
Zone 1b (5 à 10 kms)	8,80	1,42	0,99
Zone 2 (10 à 20 kms)	8,80	2,84	1,95
Zone 3 (20 à 30 kms)	8,80	4,38	3,18
Zone 4 (30 à 40 kms)	8,80	6,42	4,36
Zone 5 (40 à 50 kms)	8,80	8,79	5,87

### Article 3

Le présent barème des indemnités de petits déplacements entrera en application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

### Article 4

Conformément aux Articles R. 132-1 et R. 132-2 du Code du Travail, le présent Accord sera adressé à la Direction des Relations du Travail (DRT) Dépôts des accords collectifs à Paris 15<sup>ème</sup> et un exemplaire remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Niort.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre des Affaires Sociales, du Travail et de la Solidarité.

### Article 6

Il est précisé que l'ouvrier qui travaille dans le Zone 1 a et qui bénéficie en milieu de journée d'un temps de pause au moins égal à une heure quinze minutes est réputé prendre son repas à sa résidence habituelle. Dans le cas contraire, il convient, afin de bénéficier de l'indemnité de repas, qu'il en rapporte la preuve par tous moyens à sa disposition.

## Avenant du 29 juillet 2016

[Étendu par arr. du 6 déc. 2016, JO 8 déc.]

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

---

FFB Poitou Charentes ;  
CAPEB Poitou Char ;  
CAPEB Charente ;  
CAPEB Charente Marit ;  
CAPEB Deux Sèvres ;  
CAPEB Vienne ;  
SCOP Poitou Charente ;  
FFB Charente ;  
FFB Deux Sèvres ;  
FFB Vienne ;  
FFB Charente Maritim.  
Il a été convenu ce qui suit :

### **Article 1**

En application du Titre VIII-Chapitre I des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 (étendue par arrêté ministériel du 12 février 1991), concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées et non visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962, c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés et occupant plus de dix salariés, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la Région Poitou-Charentes.

### **Article 2**

Le champ d'application est modifié comme suit :

Pour la Région Poitou-Charentes, les parties signataires du présent accord ont fixé, en application de l'Article VIII-18 des Conventions Collectives Nationales précitées, le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué ci-dessous, à la fois pour les entreprises de plus de dix salariés et jusqu'à dix salariés :

#### **1**

#### **Indemnité de Repas**

- Sous-Zone 1 A, 1 B et autres zones
- 8,90 Euros au 1<sup>er</sup> juin 2016

Il est rappelé que l'indemnité de repas n'est pas due par l'employeur lorsque :

- l'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle,
- un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas,
- le repas est fourni gratuitement ou avec une participation financière de l'Entreprise égale au montant de l'indemnité de repas.

#### **2**

#### **Indemnité de Transport : au 1<sup>er</sup> juin 2016**

- Sous-zone 1 A 0,68
- Sous-zone 1 B 1,44
- Zone 2 2,88
- Zone 3 4,45
- Zone 4 6,52
- Zone 5 8,92

#### **3**

#### **Indemnité de Trajet : au 1<sup>er</sup> juin 2016**

- Sous-zone 1 A 0,63
- Sous-zone 1 B 1,00
- Zone 2 1,97
- Zone 3 3,21
- Zone 4 4,40

### Article 3

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du Code du Travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe des 5 Conseils des Prud'hommes de la région Poitou-Charentes.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social.

## Indemnité des maîtres d'apprentissage Accord du 10 janvier 2012

[Étendu par arr. 18 sept. 2012, JO 25 sept., applicable à compter du 1<sup>er</sup> sept. 2012]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB ;  
FFB ;  
SCOP.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;  
CFTC ;  
CFDT ;  
CGT ;  
CFE-CGC.

Vu l'article 3 de l'accord du 13 Juillet 2004 relatif à «la formation, la certification, la charte et l'indemnisation» des maîtres d'apprentissage dans le BTP,

Vu l'article 3 de l'avenant n° 1 du 13 Novembre 2008 relatif à «la formation, la certification, et l'indemnisation» des maîtres d'apprentissage dans le BTP, étendu par arrêté publié au Journal Officiel du 27 Janvier 2010,

Les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 10 janvier 2012 et ont convenu des mesures suivantes pour :

- les maîtres d'apprentissage titulaires du Titre de Maître d'Apprentissage Confirmé (TMAC)
- les maîtres d'apprentissage encadrant un jeune en contrat d'apprentissage et qui obtiennent le TMAC pendant la durée du contrat d'apprentissage
- les maîtres d'apprentissage encadrant un jeune en contrat d'apprentissage pour la première fois, et qui ont suivi une formation à l'exercice de cette mission

### Article 1er

Les salariés concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée de l'apprentissage.

### Article 2

Cette indemnité est fixée par année et par contrat d'apprentissage.

Son montant est déterminé de la façon suivante :

- 165 pour un maître d'apprentissage encadrant un apprenti
- 70 supplémentaire pour un maître d'apprentissage encadrant un deuxième apprenti
- 25 supplémentaire pour un maître d'apprentissage encadrant un troisième apprenti

Le montant de cette indemnité sera révisé tous les 2 ans.

### Article 3

Le versement de cette indemnité se fera au plus tard à la date anniversaire de la signature du contrat.

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre ou en cas de départ du Maître d'Apprentissage Confirmé de l'entreprise, le montant versé sera effectué au prorata temporis du contrat.

#### Article 4

Cet accord est applicable à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2012.

#### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère de l'Emploi et de la Cohésion Sociale et du Logement.

### Provence-Alpes-Côte d'Azur

#### Salaires

### Accord du 9 janvier 2014

[Étendu par arr. 11 juill. 2014, JO 24 juill.]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération régionale du bâtiment Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Union régionale CAPEB Provence-Alpes-Côte d'Azur Corse ;

Fédération Provence-Alpes-Côte d'Azur Corse des SCOP BTP.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

FO BTP, Bois, Papier carton Céramique carrière, Matériaux de construction ;

Construction et bois CFDT ;

BATI-MAT-TP CFTC.

#### Article 1er

En application des articles XII.8 et XII.9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées et non visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962,

Les parties ci-dessus désignées se sont réunies et ont déterminé le salaire mensuel minimal des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (des entreprises visées et non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) applicable :

à compter du 1<sup>er</sup> février 2014 pour les montants résultant des articles 2 et 3.

#### Article 2

Pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les parties signataires du présent accord ont fixé :

Pour l'ensemble des coefficients :

— la partie fixe (PF) à : 223,17 euros.

— la valeur du point (VP) à : 7,52 euros.

#### Article 3

Par dérogation aux valeurs définies ci-dessus, le salaire correspondant au coefficient 150 est fixé au 1<sup>er</sup> février 2014 à 1456,03 euros pour un horaire de 151,67 heures mensuel.

En conséquence, pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'établit comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I - Ouvriers d'exécution		
- position 1	150	1456,03
- position 2	170	1501,57
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1614,37
Niveau III - Compagnons professionnels		
- position 1	210	1802,37
- position 2	230	1952,77

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau IV - Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe		
- position 1	250	2103,17
- position 2	270	2253,57

Il est rappelé qu'aucun salaire ne doit être inférieur au SMIC, correspondant à l'horaire appliqué. Le taux horaire du SMIC à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 est de 9,53 euros.

#### Article 4

Conformément aux articles L. 2231-6 et R. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Marseille.

#### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, des Relations Sociales, de la Famille, de la Solidarité et de la Ville.

### Accord du 15 juillet 2015

[Étendu par arr. 19 nov. 2015, JO 26 nov., applicable à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté d'extension]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FRBPACA ;

CAPEBPACA ;

SCOP BTP Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB PACA ;

UR BTP CFTC PACA ;

UR BTP FO PACA.

Il a été convenu ce qui suit :

#### Article 1er

En application des articles XII.8 et XII.9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 Octobre 1990, concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées et non visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les parties ci-dessus désignées se sont réunies et ont déterminé le salaire mensuel minimal des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (des entreprises visées et non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962) applicable dans les conditions fixées à l'article 5.

#### Article 2

Pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les parties signataires du présent accord ont fixé : Pour l'ensemble des coefficients :

— la partie fixe (PF) à : 224,95 euros.

— la valeur du point (VP) à : 7,58 euros.

#### Article 3

Par dérogation aux valeurs définies ci-dessus, le salaire correspondant au coefficient 150 est fixé à 1471,20 euros pour un horaire de 151,67 heures mensuel.

En conséquence, pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'établit comme indiqué dans le tableau ci-après :



Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
		euros
Niveau I - Ouvriers d'exécution		
- position 1	150	1 471,20
- position 2	170	1 513,55
Niveau II - Ouvriers Professionnels	185	1 627,25
Niveau III - Compagnons Professionnels		
- position 1	210	1 816,75
- position 2	230	1 968,35
Niveau IV Maîtres ouvriers Ou chefs d'équipe		
- position 1	250	2 119,95
- position 2	270	2 271,55

Il est rappelé qu'aucun salaire ne doit être inférieur au SMIC, correspondant à l'horaire appliqué. Le taux horaire du SMIC à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 est de 9,61 euros.

#### Article 4

Conformément aux articles L. 2231-6 et R. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Marseille.

#### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

Celui-ci entrera en vigueur à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté ministériel portant son extension.

### Indemnités de petits déplacements Accord du 9 janvier 2014

[Étendu par arr. 11 juill. 2014, JO 24 juill.]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération régionale du bâtiment Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Union régionale CAPEB Provence-Alpes-Côte d'Azur Corse ;

Fédération Provence-Alpes-Côte d'Azur Corse des SCOP BTP.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

FO BTP, Bois, Papier carton Céramique carrière, Matériaux de construction ;

Construction et bois CFDT ;

BATI-MAT-TP CFTC.

Les indemnités de Petits Déplacements concernant les Ouvriers du Bâtiment de la Région «Provence-Alpes-Côte d'Azur», employés par les entreprises du Bâtiment visées et non visées par le Décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962, seront fixées comme suit, à compter du 1<sup>er</sup> février 2014 :

#### I. Indemnité de repas

9,65 euros.

#### II.

#### Indemnité de frais de transport

Zone 1 (0 à 10 Km)	3,05 euros
Zone 2 (10 à 20 Km)	5,38 euros
Zone 3 (20 à 30 Km)	7,22 euros
Zone 4 (30 à 40 Km)	9,44 euros
Zone 5 (40 à 50 km)	12,38 euros

### III. Indemnité de trajet

Zone 1 (0 à 10 Km)	1,98 euros
Zone 2 (10 à 20 Km)	3,15 euros
Zone 3 (20 à 30 Km)	4,26 euros
Zone 4 (30 à 40 Km)	5,63 euros
Zone 5 (40 à 50 km)	6,70 euros

Conformément à l'accord régional du 13 Avril 1995, la zone 1 A est supprimée dans toute la Région. L'indemnité de frais de transport et l'indemnité de frais de trajet sont appliquées de 0 à 10 km. Conformément aux articles L. 2231-6 et R. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil, de Prud'hommes de Marseille.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle/et du Dialogue Social.

### Accord du 15 juillet 2015

[Étendu par arr. 19 nov. 2015, JO 26 nov., applicable à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté d'extension]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FRBPACA ;

CAPEBPACA ;

SCOP BTP Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB PACA ;

UR BTP CFTC PACA ;

UR BTP FO PACA.

Il a été convenu ce qui suit :

Les indemnités de Petits Déplacements concernant les Ouvriers du Bâtiment de la Région «Provence-Alpes-Côte d'Azur», employés par les entreprises du Bâtiment visées et non visées par le Décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962, seront fixées dans les conditions fixées ci-après :

#### I. Indemnité de repas

9,77.

#### II. Indemnité de frais de transport

Zone 1 (0 à 10 Km)	3,09
Zone 2 (10 à 20 Km)	5,44
Zone 3 (20 à 30 Km)	7,31

Zone 4 (30 à 40 Km)	9,55
Zone 5 (40 à 50 Km)	12,53

### III. Indemnité de trajet

Zone 1 (0 à 10 Km)	2,00
Zone 2 (10 à 20 Km)	3,18
Zone 3 (20 à 30 Km)	4,29
Zone 4 (30 à 40 Km)	5,68
Zone 5 (40 à 50 Km)	6,75

Conformément à l'accord régional du 13 Avril 1995, la zone 1 A est supprimée dans toute la Région. L'indemnité de frais de transport et l'indemnité de frais de trajet sont appliquées de 0 à 10 km.

Conformément aux articles L. 2231-6 et R. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Marseille.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

Celui-ci entrera en vigueur à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté ministériel portant extension du présent accord.

## Seine-et-Marne

### Salaires

### Accord du 25 novembre 2013

[Étendu par arr. 20 mai 2014, JO 28 juin]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération du BTP 77 ;

Fédération des SCOP ;

CSEE 77 ;

CAPEB.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CGT FO ;

CFTC.

#### Article 1er

En application des articles XII.8 et XII.9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'une part et par les entreprises du Bâtiment visées par de décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'autre part, et dans le respect des dispositions de la Convention Collective Régionale des ouvriers du Bâtiment d'Ile-de-France du 28 Juin 1993, ainsi que du Protocole d'Accord Seine-et-Marnais formant avenant à la Convention Collective Régionale des Ouvriers du Bâtiment du 28 Juin 1993 réactualisant et se substituant à la Convention Collective Seine-et-Marnaise des Ouvriers du Bâtiment de 1956, signé le 31 Mai 1995, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés, réunies en Commission Paritaire à Dammarie-les-Lys le 25 novembre 2013, ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de Seine-et-Marne.

#### Article 2

En application et conformément à l'accord national du 12 février 2002 sur les barèmes de salaires minimaux des

ouvriers et des ETAM du Bâtiment, les parties signataires du présent accord ont fixé la revalorisation du barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment pour le département de Seine-et-Marne comme suit :

### Au 1<sup>er</sup> janvier 2014

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)
Niveau I - Ouvrier d'exécution		
- Position 1	150	1 454
- Position 2	170	1 466
Niveau II - Ouvrier professionnel	185	1 512
Niveau III - Compagnon professionnel		
- Position 1	210	1 649
- Position 2	230	1 786
Niveau IV - Maître ouvrier ou chef d'équipe		
- Position 1	250	1 939
- Position 2	270	2 085

### Article 3

Conformément au décret n° 2006-568 du 17 mai 2006 (journal officiel du 20 mai 2006) modifiant la procédure du dépôt des accords collectifs ; le présent accord fera l'objet d'un dépôt par courrier sous format papier texte original signé des parties à la Direction des Relations du Travail, ainsi que d'une version sur support électronique.

### Article 4

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

## Accord du 30 novembre 2015

[Étendu par arr. du 7 avr. 2016, JO 20 avr.]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

Fédération Française du Bâtiment Île de France Est ;  
CAPEB Grande Couronne Île de France ;  
Fédération des SCOP ;  
CSEE 77.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;  
CFTC.

### Article 1er

En application des Articles XII.8 et XII.9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'une part et par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'autre part,

Et dans le respect des dispositions de la Convention Collective Régionale des ouvriers du Bâtiment d'Ile-de-France du 28 Juin 1993,

Ainsi que du Protocole d'Accord Seine-et-Marnais formant avenant à la Convention Collective Régionale des Ouvriers du Bâtiment du 28 Juin 1993 réactualisant et se substituant à la Convention Collective Seine-et-Marnaise des Ouvriers du Bâtiment de 1956, signé le 31 Mai 1995,

Les organisations représentatives d'employeurs et de salariés, réunies en Commission Paritaire à Dammarie-les-Lys

le 30 novembre 2015, ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de Seine-et-Marne.

## Article 2

En application et conformément à l'accord national du 12 février 2002 sur les barèmes de salaires minimaux des ouvriers et des ETAM du Bâtiment, les parties signataires du présent accord ont fixé la revalorisation du barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment pour le département de Seine-et-Marne comme suit :

### Au 1<sup>er</sup> janvier 2016

Catégorie Professionnelle			Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I :	Ouvrier d'exécution	Position 1	150	1 466
		Position 2	170	1 478
Niveau II :	Ouvrier professionnel		185	1 522
Niveau III :	Compagnon professionnel	Position 1	210	1 660
		Position 2	230	1 793
Niveau IV :	Maître ouvrier ou chef d'équipe	Position 1	250	1 960
		Position 2	270	2 095

## Article 3

Conformément au décret n° 2006-568 du 17 mai 2006 (journal officiel du 20 mai 2006) modifiant la procédure du dépôt des accords ; collectifs ; le présent accord fera l'objet d'un dépôt par courrier sous format papier texte original signé des parties à la Direction des Relations du Travail, ainsi que d'une version sur support électronique.

## Article 4

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

## Accord du 29 novembre 2016

[Étendu par arr. 24 avr. 2017, JO 29 avr.]

### Signataires :

#### Organisation(s) patronale(s) :

FFB IDF EST ;

CAPEB IDF ;

FFIE IDF EST ;

SCOP IDF.

#### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC.

## Article 1er

En application des articles XII.8 et XII.9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'une part et par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'autre part, et dans le respect des dispositions de la Convention Collective Régionale des ouvriers du Bâtiment d'Ile-de-France du 28 Juin 1993,

Ainsi que du Protocole d'Accord Seine-et-Marnais formant avenant à la Convention Collective Régionale des Ouvriers du Bâtiment du 28 Juin 1993 réactualisant et se substituant à la Convention Collective Seine-et-Marnaise des Ouvriers du Bâtiment de 1956, signé le 31 Mai 1995,

Les organisations représentatives d'employeurs et de salariés, réunies en Commission Paritaire à Dammarie-les-Lys

---

le 29 novembre 2016, ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de Seine-et-Marne.

### Article 2

En application et conformément à l'accord national du 12 février 2002 sur les barèmes de salaires minimaux des ouvriers et des ETAM du Bâtiment, les parties signataires du présent accord ont fixé la revalorisation du barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment pour le département de Seine-et-Marne comme suit :

### Au 1<sup>er</sup> Janvier 2017

Catégorie Professionnelle		Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (pour 365 heures hebdomadaires)
Niveau I : Ouvrier d'exécution	Position 1	150	1 478
	Position 2	170	1 485
Niveau II : Ouvrier professionnel		185	1 540
Niveau III : Compagnon professionnel	Position 1	210	1 676
	Position 2	230	1 810
Niveau IV : Maître ouvrier ou chef d'équipe	Position 1	250	1 970
	Position 2	270	2 110

### Article 3

Conformément au décret n° 2006-568 du 17 mai 2006 (Journal officiel du 20 mai 2006) modifiant la procédure du dépôt des accords collectifs ; le présent accord fera l'objet d'un dépôt par courrier sous format papier texte original signé des parties à la Direction des Relations du Travail, ainsi que d'une version sur support électronique.

### Article 4

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

## Accord du 14 décembre 2020

[Étendu par arr. 19 mai 2021, JO 6 juill.]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB IDF Est ;

CAPEB IDF ;

SCOP IDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC.

### Préambule

Attachés comme toujours à soutenir l'attractivité des métiers du Bâtiment, en particulier pour encourager l'apprentissage, et soucieux de tenir compte des efforts réalisés par les salariés pendant la crise sanitaire pour participer au maintien de l'activité exigé par le Président de la République Française, les partenaires sociaux consentent un effort particulier pour la revalorisation des minimas salariaux, et ce malgré les incertitudes sur l'activité des entreprises pour 2021.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

## Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de Seine et Marne.

## Article 2

Pour la Seine-et-Marne, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
- Position 1	150	1585 €
- Position 2	170	1595 €
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1655 €
Niveau III		
Compagnons professionnels		
- Position 1	210	1794 €
- Position 2	230	1935 €
Niveau IV		
Maître ouvriers ou chefs d'équipe		
- Position 1	250	2056 €
- Position 2	270	2253 €

## Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffier du Conseil de Prud'hommes de Melun.

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

### **Indemnités de petits déplacements** **Accord du 25 novembre 2013**

[Étendu par arr. 20 mai 2014, JO 28 juin]

#### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération du BTP 77 ;

Fédération des SCOP ;

CSEE 77.

---

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;  
CGT FO ;  
CFTC.

Réunis en Commission Paritaire à Melun le 25 novembre 2013, il a été convenu de revaloriser les indemnités de petits déplacements applicables aux Ouvriers du Bâtiment de Seine-et-Marne.

**Article 1er**  
**Indemnités de frais de transport**

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, le montant journalier correspondant à chacune des zones est le suivant :

- . 1<sup>ère</sup> zone A : 1,40
- . 1<sup>ère</sup> zone B : 1,85
- . 2<sup>ème</sup> zone : 2,55
- . 3<sup>ème</sup> zone : 4,15
- . 4<sup>ème</sup> zone : 5,30
- . 5<sup>ème</sup> zone : 6,90
- . 6<sup>ème</sup> zone : 8,26

**Article 2**  
**Indemnités de trajet**

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, le montant journalier correspondant à chacune des zones est le suivant :

- . 1<sup>ère</sup> zone A : 0,65
- . 1<sup>ère</sup> zone B : 1,85
- . 2<sup>ème</sup> zone : 2,80
- . 3<sup>ème</sup> zone : 4,30
- . 4<sup>ème</sup> zone : 5,00
- . 5<sup>ème</sup> zone : 6,51
- . 6<sup>ème</sup> zone : 7,42

**Article 3**  
**Indemnité de repas**

Le montant journalier est de 9,70 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

**Article 4**  
**Dépôt et extension**

Conformément au décret n° 2006-568 du 17 mai 2006 (journal officiel du 20 mai 2006) modifiant la procédure du dépôt des accords collectifs ; le présent accord fera l'objet d'un dépôt par courrier sous format papier texte original signé des parties à la Direction des Relations du Travail, ainsi que d'une version sur support électronique.

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

**Accord du 30 novembre 2015**

[Étendu par arr. du 7 avr. 2016, JO 20 avr.]

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération Française du Bâtiment Île de France Est ;  
CAPEB Grande Couronne Île de France ;  
Fédération des SCOP ;  
CSEE 77.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;  
CFTC.



---

Réunis en Commission Paritaire à Melun le 30 novembre 2015, il a été convenu de revaloriser les indemnités de petits déplacements applicables aux Ouvriers du Bâtiment de Seine-et-Marne.

#### **Article 1er** **Indemnités de frais de transport**

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, le montant journalier correspondant à chacune des zones est le suivant :

- 1<sup>ère</sup> zone A : 1,45
- 1<sup>ère</sup> zone B : 1,90
- 2<sup>ème</sup> zone : 2,60
- 3<sup>ème</sup> zone : 4,20
- 4<sup>ème</sup> zone : 5,35
- 5<sup>ème</sup> zone : 6,95
- 6<sup>ème</sup> zone : 8,30

#### **Article 2** **Indemnités de trajet**

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, le montant journalier correspondant à chacune des zones est le suivant :

- 1<sup>ère</sup> zone : A 0,70
- 1<sup>ère</sup> zone B : 1,90
- 2<sup>ème</sup> zone : 2,85
- 3<sup>ème</sup> zone : 4,35
- 4<sup>ème</sup> zone : 5,05
- 5<sup>ème</sup> zone : 6,55
- 6<sup>ème</sup> zone : 7,45

#### **Article 3** **Indemnité de repas**

Le montant journalier est de 9,75 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

#### **Article 4** **Dépôt et extension**

Conformément au décret n° 2006-568 du 17 mai 2006 (journal officiel du 20 mai 2006) modifiant la procédure du dépôt des accords collectifs ; le présent accord fera l'objet d'un dépôt par courrier sous format papier texte original signé des parties à la Direction des Relations du Travail, ainsi que d'une version sur support électronique.

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

### **Accord du 29 novembre 2016**

[Étendu par arr. 24 avr. 2017, JO 29 avr.]

#### **Signataires :**

##### Organisation(s) patronale(s) :

FFB IDF EST ;  
CAPEB IDF ;  
FFIE IDF EST ;  
SCOP IDF.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;  
CFTC.

Réunis en Commission Paritaire à Melun le 29 novembre 2016, il a été convenu de revaloriser les indemnités de petits déplacements applicables aux Ouvriers du Bâtiment de Seine-et-Marne.

---

**Article 1er**  
**Indemnités de frais de transport**

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, le montant journalier correspondant à chacune des zones est le suivant :

1 <sup>ère</sup> zone A	1,50
1 <sup>ère</sup> zone B	1,95
2 <sup>ème</sup> zone	2,65
3 <sup>ème</sup> zone	4,30
4 <sup>ème</sup> zone	5,45
5 <sup>ème</sup> zone	7,10
6 <sup>ème</sup> zone	8,50

**Article 2**  
**Indemnités de trajet**

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, le montant journalier correspondant à chacune des zones est le suivant :

1 <sup>ère</sup> zone A	0,75
1 <sup>ère</sup> zone B	1,95
2 <sup>ème</sup> zone	2,90
3 <sup>ème</sup> zone	4,45
4 <sup>ème</sup> zone	5,15
5 <sup>ème</sup> zone	6,60
6 <sup>ème</sup> zone	7,50

**Article 3**  
**Indemnité de repas**

Le montant journalier est de 9,80 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

**Article 4**  
**Dépôt et extension**

Conformément au décret n° 2006-568 du 17 mai 2006 (journal officiel du 20 mai 2006) modifiant la procédure du dépôt des accords collectifs ; le présent accord fera l'objet d'un dépôt par courrier sous formai papier texte original signé des parties à la Direction des Relations du Travail, ainsi que d'une version sur support électronique.

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

**Accord du 14 décembre 2020**

[Étendu par arr. 19 mai 2021, JO 6 juill.]

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FFB IDF Est ;

CAPEB IDF ;

FFIE IDF Est ;

SCOP IDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC.

---

## Préambule

Attachés comme toujours à soutenir l'attractivité des métiers du Bâtiment, en particulier pour encourager l'apprentissage, et soucieux de tenir compte des efforts réalisés par les salariés pendant la crise sanitaire pour participer au maintien de l'activité exigé par le Président de la République Française, les partenaires sociaux consentent un effort particulier pour la revalorisation des minimas salariaux, et ce malgré les incertitudes sur l'activité des entreprises pour 2021.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

### Article 1

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de Seine-et-Marne.

### Article 2

Par dérogation à l'article VIII-13 des Conventions Collectives Nationales des Ouvriers du Bâtiment et pour tenir compte de la forte concentration urbaine du département de la Seine-et-Marne, il est institué un système de 6 zones concentriques (soit les zones 1, 2, 3, 4, 5, 6).

La première zone (zone 1) est déterminée par une distance de 10 kilomètres à compter du point de départ des petits déplacements, tel qu'il est défini à l'article VIII-14 des Conventions Collectives Nationales.

Les zones 2 à 5 sont concentriques et leurs limites sont distantes entre elles de 10 kilomètres conformément à l'article VIII-13 des Conventions Collectives Nationales.

La zone 6 se situe au-delà de 50 kilomètres et s'applique tant que les conditions du grand déplacement ne sont pas réunies.

### Article 3

Pour la Seine-et-Marne, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2021 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1	2,22 €	2,22 €	10,40 €
Zone 2	3,10 €	2,90 €	
Zone 3	4,70 €	4,55 €	
Zone 4	5,40 €	5,75 €	
Zone 5	6,85 €	7,45 €	
Zone 6	7,75 €	8,90 €	

### Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 5

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Melun.

### Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

# Rhône-Alpes

## Salaires

### Accord du 7 décembre 2012

[Étendu par arr. 25 juin 2013, JO 27 juill.]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Rhône-Alpes ;  
SCOP BTP Rhône-Alpes ;  
CAPEB Rhône-Alpes.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT FO ;  
CFDT.

En ce qui concerne les Ouvriers des entreprises occupant jusqu'à 10 salariés, il a été convenu ce qui suit :

#### Article 1

##### Salaires minimaux des Ouvriers employés dans les entreprises jusqu'à 10 salariés

— Les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des Ouvriers du Bâtiment des entreprises occupant jusqu'à 10 salariés des huit départements de la région Rhône-Alpes sont fixées, comme suit :

Du 1<sup>er</sup> Janvier au 31 décembre 2013 : Point : 7,78

Partie Fixe : 150

— Les barèmes joints en annexe correspondent aux appointements minimaux des Ouvriers pour un horaire mensuel de 151 h 67.

#### Article 2

##### Cas particulier du Niveau I - Position 1

Par dérogation aux stipulations de l'article 1, la valeur de la partie fixe applicable aux salariés classés au Niveau I - Position 1 - Coefficient 150, et pour cette seule position, est de 279.

#### Article 3

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration à la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi où il aura été déposé. Elle devra également en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

#### Article 4

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

#### Article 5

Les signataires demanderont l'extension de cet accord au titre du Ministère du travail, des Relations Sociales et de la Solidarité.

Appointements minimaux des ouvriers du bâtiment, employés dans les entreprises de la région Rhône-Alpes occupant jusqu'à 10 salariés du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013

Partie fixe : 150,00 euros

Valeur du point : 7,78 euros

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel 151,67 heures
Niveau 1 Ouvriers d'exécution		
- Position 1	150	1 446,00 *
- Position 2	170	1 472,60

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel 151,67 heures
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 589,30
Niveau III Compagnons professionnels		
- Position 1	210	1 783,80
- Position 2	230	1 939,40
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe		
- Position 1	250	2 095,00
- Position 2	270	2 250,60
* Partie fixe de 279		

Aucune rémunération ne peut être inférieure au SMIC

## Accord du 11 mars 2016

[Étendu par arr. du 28 juill. 2016, JO 17 août]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Rhône Alpes ;

SCOP BTP Rhône Alpes ;

FFB Rhône Alpes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT Rhône Alpe ;

BTP FO Rhône Alpes ;

Bati MAT Rhône Alpes.

La Commission Paritaire Régionale s'est réunie les 12 janvier 2016, 26 Janvier 2016 et 11 mars 2016 pour négocier les salaires minimaux des Ouvriers des entreprises de Bâtiment de la Région Rhône-Alpes.

En ce qui concerne les Ouvriers des entreprises occupant jusqu'à 10 salariés, il a été convenu ce qui suit :

### Article 1

#### Salaires minimaux des Ouvriers employés dans les entreprises jusqu'à 10 salariés

— Les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des Ouvriers du Bâtiment des entreprises occupant jusqu'à 10 salariés des huit départements de la région Rhône-Alpes sont fixées, comme suit :

Du 1<sup>er</sup> mars au 31 décembre 2016 : Point : 7,85

Partie Fixe : 150

— Les barèmes joints en annexe correspondent aux appointements minimaux des Ouvriers pour un horaire mensuel de 151 h 67.

### Article 2

#### Cas particulier du Niveau I - Position 1

Par dérogation aux stipulations de l'article 1, la valeur de la partie fixe applicable aux salariés classés au Niveau I - Position 1 - Coefficient 150, et pour cette seule position, est de 290.

### Article 3

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration à la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi où il aura été déposé. Elle devra également en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

#### Article 4

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

#### Article 5

Les signataires demanderont l'extension de cet accord au titre du Ministère du travail, des Relations Sociales et de la Solidarité.

### Appointements minimaux des ouvriers du bâtiment employés dans les entreprises de la région Rhône-Alpes occupant jusqu'à 10 salariés

du 1 <sup>er</sup> mars au 31 décembre 2016		
Partie fixe : 150,00 euros		
Valeur du point : 7,85 euros		
Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 heures
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
- Position 1	150	1 467,50 *
- Position 2	170	1 484,50
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1 602,25
Niveau III		
Compagnons professionnels		
- Position 1	210	1 798,50
- Position 2	230	1 955,50
Niveau IV		
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe		
- Position 1	250	2 112,50
- Position 2	270	2 269,50
* Partie fixe de 290 Aucune rémunération ne peut être inférieure au SMIC		

### Accord du 2 février 2017

[Étendu par arr. 11 juill. 2017, JO 18 juill.]

#### Signataires :

##### Organisation(s) patronale(s) :

FFB Auvergne-Rhône-Alpes ;  
Fédération SCOP BTP Rhône-Alpes ;  
Union Régionale CAPEB Auvergne-Rhône-Alpes.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

BTP FO Rhône-Alpes ;  
BATI MAT TP CFTC de Rhône-Alpes ;  
Union Régionale Construction et Bois - CFDT Rhône-Alpes.

En ce qui concerne les ouvriers des entreprises occupant jusqu'à 10 salariés, il a été convenu ce qui suit :

#### Article 1

##### Salaires minimaux des Ouvriers employés dans les entreprises jusqu'à 10 salariés

— Les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des Ouvriers du Bâtiment des entreprises occupant jusqu'à 10 salariés des huit départements de la région Rhône-Alpes sont fixées, comme suit :

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2017 : Point : 7,923

Partie Fixe : 150

— Les barèmes joints en annexe correspondent aux appointements minimaux des Ouvriers pour un horaire mensuel de 151 h 67.

#### Article 2

##### Cas particulier du Niveau I - Position 1

Par dérogation aux stipulations de l'article 1, la valeur de la partie fixe applicable aux salariés classés au Niveau I - Position 1 - Coefficient 150, et pour cette seule position, est de 294,55.

#### Article 3

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration à la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi où il aura été déposé. Elle devra également en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

#### Article 4

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

#### Article 5

Les signataires demanderont l'extension de cet accord au titre du Ministère du travail, des Relations Sociales et de la Solidarité.

### Appointements minimaux des ouvriers du bâtiment, employés dans les entreprises de la région Rhône-Alpes occupant jusqu'à 10 salariés

du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2017		
Partie fixe : 150,00 euros		
Valeur du point : 7,923 euros		
Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 heures
Niveau I Ouvriers d'exécution		
- Position 1	150	1 483,00 *
- Position 2	170	1 496,91
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1 615,76
Niveau III Compagnons professionnels		
- Position 1	210	1 813,83
- Position 2	230	1 972,29
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe		
- Position 1	250	2 130,75

du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2017		
- Position 2	270	2 289,21
* Partie fixe de 294,55		

Aucune rémunération ne peut être inférieure au SMIC.

## Indemnité des maîtres d'apprentissage Accord du 1<sup>er</sup> octobre 2008

[Étendu par arr. 25 mai 2009, JO 29 mai]

Vu l'article 3 de l'accord du 13 juillet 2004 relatif à «la formation, la certification, la charte et l'indemnisation» des maîtres d'apprentissage dans le BTP, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés du Bâtiment de la région Rhône-Alpes se sont réunies le 1<sup>er</sup> octobre 2008 et ont convenu des mesures suivantes pour les maîtres d'apprentissage titulaires du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé :

### Article 1er

Les salariés du Bâtiment concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée de l'apprentissage.

### Article 2

Le montant de cette indemnité est fixé à 225 par an et par apprenti dans la limite de deux apprentis par maître d'apprentissage. Cette indemnité est augmentée d'une somme de 80 si l'apprenti s'est présenté à l'ensemble des épreuves concourant au diplôme.

### Article 3

Le versement de cette indemnité se fera selon les modalités suivantes :

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat de 2 ans		
225 au plus tard à la date du 1 <sup>er</sup> anniversaire de la signature du contrat.	225 au plus tard à l'issue du contrat.	80 supplémentaires au plus tard à l'issue du contrat si l'apprenti s'est présenté à l'ensemble des épreuves concourant au diplôme.

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre, ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, ou en cas de départ du Maître d'Apprentissage Confirmé de l'entreprise, le montant versé au Maître d'Apprentissage Confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée de la fonction.

### Article 4

Cet accord est applicable pour les contrats d'apprentissage signés à compter de la délivrance du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé par la CPREF Rhône-Alpes.

### Article 5

Les parties signataires conviennent de se réunir tous les 2 ans pour établir un bilan du dispositif et réviser le montant de l'indemnité.

### Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère de l'Emploi et de la Cohésion Sociale et du Logement.

## Rémunération des apprentis Accord du 23 septembre 2003

[Étendu par arrêté du 27 juillet 2004, JO 8 août 2004]

### Article 1er

Les organisations représentatives d'employeurs et de salariés décident de prendre les dispositions suivantes touchant à la rémunération des apprentis ayant obtenu un premier diplôme et qui en préparent un deuxième de niveau supérieur immédiatement après le premier : brevet professionnel, baccalauréat professionnel ou brevet de technicien supé-



---

rieur (sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires en vigueur) :

1 — Dans le cas de contrats d'apprentissage successifs avec le même employeur, le pourcentage servant au calcul de la rémunération sera majoré de 6 points par rapport au minimum légal applicable en fonction de l'âge et de l'année d'apprentissage conformément aux articles D. 117-1 à D. 117-5 du code du travail.

2 — Dans le cas de contrats d'apprentissage successifs avec deux employeurs différents, le pourcentage servant au calcul de la rémunération ne pourra pas être inférieur à celui devant s'appliquer à la fin de son précédent contrat d'apprentissage.

#### **Article 2**

Les dispositions visées à l'article 1<sup>er</sup> seront applicables aux contrats conclus à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2003.

#### **Article 3**

Les parties signataires ayant la volonté d'améliorer la situation des apprentis de la profession conviennent de faire le bilan du présent accord au cours du premier trimestre 2005.

#### **Article 4**

Le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi du Rhône, 8-10, rue d Nord, 69625 Villeurbanne Cedex, conformément aux dispositions des articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail.

### **Indemnité de petits déplacements**

**Ain**

### **Accord du 28 février 2013**

[Étendu par arr. 9 juill. 2013, JO 4 sept.]

#### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

BTP Ain ;

CAPEB Ain.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT.

il a été convenu ce qui suit :

#### **Article 1er**

Le présent accord a pour but de fixer, à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2013, le montant minimum des indemnités de déplacements pour les ouvriers travaillant dans les entreprises de Bâtiment du département de l'Ain. Indemnités de petits déplacements

#### **Article 2**

En application du chapitre I du titre VIII des Conventions Collectives du Bâtiment du 8 Octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels du 8 Février 1991 et du 12 Février 1991, concernant d'une part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises non visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 (entreprises occupant plus de dix salariés) et d'autre part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2013 pour le département de l'Ain.

#### **Article 3**

De convention expresse entre les parties, et compte tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus, la première zone - de 0 à 10 km - est divisé en deux dans le département de l'Ain :

— Zone I a : de 0 à 4 km

— Zone I b : de 4 à 10 km

#### **Article 4**

L'indemnité de repas, qui a pour objet d'indemniser le supplément de frais occasionné par la prise du déjeuner en dehors de la résidence habituelle de l'ouvrier, est fixée à :

— 9,72 à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2013

quelle que soit la zone dans laquelle se situe le chantier.

---

Cette indemnité n'est toutefois pas due dans les cas prévus par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus.

#### **Article 5**

Le montant journalier de l'indemnité de frais de transport, indemnisant les frais d'un voyage aller et retour du point de départ des petits déplacements au milieu de la zone concentrique dans laquelle se situe le chantier, est fixé de la façon suivante à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2013 :

- Zone I a - de 0 à 4 km : 0,72
- Zone I b - de 4 à 10 km : 2,50
- Zone II - de 10 à 20 km : 5,27
- Zone III - de 20 à 30 km : 8,81
- Zone IV - de 30 à 40 km : 12,38
- Zone V - de 40 à 50 km : 15,92

#### **Article 6**

L'indemnité de trajet, indemnisant la sujétion que représente pour l'ouvrier la nécessité de se rendre quotidiennement sur le chantier et d'en revenir, évaluée en fonction de la distance entre le point de départ des petits déplacements et la circonférence supérieure de la zone où se situe le chantier, est fixée de la façon suivante à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2013 :

- Zone I a - de 0 à 4 km : 0,49
- Zone I b - de 4 à 10 km : 1,18
- Zone II - de 10 à 20 km : 2,34
- Zone III - de 20 à 30 km : 3,54
- Zone IV - de 30 à 40 km : 4,67
- Zone V - de 40 à 50 km : 6,02

#### **Article 7**

De convention expresse entre les parties, et compte-tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus, pour les chantiers situés dans des communes de l'Ain - dont la liste figure en annexe au présent accord - classées en zone de montagne en vertu des arrêtés préfectoraux des 26 juin 1961, 3 août 1962, 20 février 1974 et 28 avril 1976, les indemnités de frais de transport et de trajet seront majorées de 25 %.

#### **Article 8**

Les autres conditions d'application sont strictement celles définies par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus.  
Indemnité de grand déplacement

#### **Article 9**

Il est convenu de se référer aux dispositions de l'article VIII-22 du chapitre II du Titre VIII des Conventions Collectives référencées à l'article 2 ci-dessus, à savoir :

«L'indemnité de grand déplacement correspond aux dépenses journalières normales qu'engage le déplacé en sus des dépenses habituelles qu'il engagerait s'il n'était pas déplacé. Le montant de ces dépenses journalières, qui comprennent :

- a) «- le coût d'un second logement pour l'intéressé,
- b) «- les dépenses supplémentaires de nourriture, qu'il vive à l'hôtel, chez des particuliers ou dans tout autre type de logement proposé par l'employeur
- c) «- les autres dépenses supplémentaires qu'entraîne pour lui l'éloignement de son foyer, est remboursé par une allocation forfaitaire égale aux coûts normaux du logement et de la nourriture (petit déjeuner, déjeuner, dîner) qu'il supporte.

«Dans le cas où le déplacé, prévenu préalablement que son hébergement sera organisé par l'entreprise, déciderait de se loger ou de se nourrir (ou de se loger et de se nourrir) en dehors de celui-ci, une indemnité égale à celle versée aux ouvriers utilisant les moyens d'hébergement mis à leur disposition lui sera attribuée».

#### **Article 10**

La prochaine réunion de la Commission Paritaire Départementale aura lieu en Février 2014.

---

## Article 11

Le texte du présent accord sera déposé à la direction générale du travail.

### **Annexe à l'accord concernant les indemnités de déplacements des ouvriers du bâtiment du département de l'Ain**

#### **Liste des communes de l'Ain classées en zone de montagne**

130 Communes

(Arrêtés des 26 juin 1961, 3 août 1962, 20 février 1974 et 28 avril 1976)

Abergement de Varey

Ambleon

Anglefort

Apremont

Aranc

Arandas

Arbent

Argis

Armix

Bellegarde sur Valserine

Billiat

Belleydoux

Bellignat

Belmont-luthezieu

Benonces

Bolozon

Boyeux st Jérôme

Brenaz

Brenod

Brion

Burbanche (la)

Ceignes

Cerdon

Chaley

Challes la montagne

Champagne en Valromey

Champdor

Champfromier

Chanay

Charix

Châtillon en Michaille

Chavornay

Cheignieu la Balme

Confort

Chevillard

Chezery Forens

Cleyzieu

Collonges

Conand

---

Condamine la Doye  
Contrevoz  
Conzieu  
Corbonod  
Corcelles  
Corlier  
Cormaranche en Bugey  
Crozet  
Divonne les bains (section divonne)  
Dortan  
Échallon  
Échenevex  
Évosges  
Farges  
Geovreisset  
Geovreissiat  
Gex  
Giron  
Grand Abergement (le)  
Groissiat  
Hauteville Lompnes  
Hostiaz  
Hotonnes  
Injoux-Genissiat  
Innimond  
Izenave  
Izernore  
Izieu  
Labalme  
Lalleyriat  
Lancrans  
Lantenay  
Leaz  
Lelex  
Leyssard  
Lhôpital  
Lochieu  
Lompnaz  
Lompnieu  
Maillat Marchamp  
Martignat  
Matafelon-Granges  
Merignat  
Mijoux  
Montanges  
Montreal  
Nantua Neyrolles (les) Nivollet-Montgriffon Nurieux-Volognat  
Oncieu

---

Ordonnaz  
Outriaz  
Oyonnax  
Peron  
Petit Abergement (le)  
Peyriat  
Plagnes  
Poizat (le)  
Port  
Premeyzel  
Premillieu  
Rossillon  
Ruffieu  
Saint-Alban  
Saint-Bois  
Saint-Germain-de-Joux  
Saint-Germain-les-Paroisses  
Saint-Jean-de-Gonville  
Saint-Martin-du-Frene  
Saint-Rambert-en-Bugey  
Samognat  
Seillonnaz  
Sergy  
Serrieres-sur-Ain  
Songieu  
Sonthonnax-la-Montagne  
Souclin  
Surjoux  
Sutrieu  
Tenay  
Thezillieu  
Thoiry  
Torcieu  
Vesancy  
Vieu  
Vieu-d'Izenave  
Villes  
Virieu-le-grand  
Virieu-le-petit

## **Accord du 12 mars 2018**

[Étendu par arr. 27 févr. 2019, JO 6 mars]

### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FBTPA ;

CAPEB Ain ;

SCOP BTP Rhône Alpes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

---

URCB CFDT ;  
BTP FO Rhône Alpes ;  
UFIC-UNSA.  
il a été convenu ce qui suit :

#### **Article 1er**

Le présent accord a pour but de fixer, à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2018, le montant minimum des indemnités de déplacements pour les ouvriers travaillant dans les entreprises de Bâtiment du département de l'Ain.

### **Indemnités de petits déplacements**

#### **Article 2**

En application du chapitre I du titre VIII des Conventions Collectives du Bâtiment du 8 Octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels du 8 Février 1991 et du 12 Février 1991, concernant d'une part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises non visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 (entreprises occupant plus de dix salariés) et d'autre part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2018 pour le département de l'Ain.

Toutefois, les valeurs des indemnités de repas, de transport et de trajet fixées aux articles 4, 5 et 6 entreront en application, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2018, sous réserve d'aboutir à un accord susceptible d'extension. À défaut de remplir cette condition, les valeurs de ces indemnités resteront celles en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2017.

#### **Article 3**

De convention expresse entre les parties, et compte tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus, la première zone - de 0 à 10 km - est divisée en deux dans le département de l'Ain :

- Zone I a : de 0 à 4 km
- Zone I b : de 4 à 10 km

#### **Article 4**

L'indemnité de repas, qui a pour objet d'indemniser le supplément de frais occasionné par la prise du déjeuner en dehors de la résidence habituelle de l'ouvrier, est fixée à :

- 9,92 à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2018

quelle que soit la zone dans laquelle se situe le chantier.

Cette indemnité n'est toutefois pas due dans les cas prévus par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus.

#### **Article 5**

Le montant journalier de l'indemnité de frais de transport, indemnisant les frais d'un voyage aller et retour du point de départ des petits déplacements au milieu de la zone concentrique dans laquelle se situe le chantier, est fixé de la façon suivante à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2018 :

- Zone I a - de 0 à 4 km : 0,74
- Zone I b - de 4 à 10 km : 2,55
- Zone II - de 10 à 20 km : 5,37
- Zone III - de 20 à 30 km : 8,99
- Zone IV - de 30 à 40 km : 12,63
- Zone V - de 40 à 50 km : 16,24

#### **Article 6**

L'indemnité de trajet, indemnisant la sujétion que représente pour ouvrier la nécessité de se rendre quotidiennement sur le chantier et d'en revenir, évaluée en fonction de la distance entre le point de départ des petits déplacements et la circonférence supérieure de la zone où se situe le chantier, est fixée de la façon suivante à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2018 :

- Zone I a - de 0 à 4 km : 0,50
- Zone I b - de 4 à 10 km : 1,20
- Zone II - de 10 à 20 km : 2,39

- 
- Zone III - de 20 à 30 km : 3,61
  - Zone IV - de 30 à 40 km : 4,77
  - Zone V - de 40 à 50 km : 6,14

#### Article 7

De convention expresse entre les parties, et compte-tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus, pour les chantiers situés dans des communes de l'Ain - dont la liste figure en annexe au présent accord - classées en zone de montagne en vertu des arrêtés préfectoraux des 26 juin 1961, 3 août 1962, 20 février 1974 et 28 avril 1976, les indemnités de frais de transport et de trajet seront majorées de 25 %.

#### Article 8

Les autres conditions d'application sont strictement celles définies par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus.

### Indemnité de grand déplacement

#### Article 9

Il est convenu de se référer aux dispositions de l'article VIII-22 du chapitre II du Titre VIII des Conventions Collectives référencées à l'article 2 ci-dessus, à savoir :

«L'indemnité de grand déplacement correspond aux dépenses journalières normales qu'engage le déplacé en sus des dépenses habituelles qu'il engagerait s'il n'était pas déplacé. Le montant de ces dépenses journalières, qui comprennent :

- a) «- le coût d'un second logement pour l'intéressé,
  - b) «- les dépenses supplémentaires de nourriture, qu'il vive à l'hôtel, chez des particuliers ou dans tout autre type de logement proposé par l'employeur
  - c) «- les autres dépenses supplémentaires qu'entraîne pour lui l'éloignement de son foyer,
- est remboursé par une allocation forfaitaire égale aux coûts normaux du logement et de la nourriture (petit déjeuner, déjeuner, dîner) qu'il supporte.

«Dans le cas où le déplacé, prévenu préalablement que son hébergement sera organisé par l'entreprise, déciderait de se loger ou de se nourrir (ou de se loger et de se nourrir) en dehors de celui-ci, une indemnité égale à celle versée aux ouvriers utilisant les moyens d'hébergement mis à leur disposition lui sera attribuée».

#### Article 10

La prochaine réunion de la Commission Paritaire Départementale aura lieu en Février 2019.

#### Article 11

Le texte du présent accord sera déposé à la direction générale du travail conformément à la réglementation en vigueur et fera l'objet des mesures de publicités réglementaires.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministère compétent.

### Annexe à l'accord concernant les indemnités de déplacements des ouvriers du bâtiment du département de l'Ain

*Liste des communes de l'Ain classées en zone de montagne*

130 Communes

(Arrêtés des 26 juin 1961, 3 août 1962, 20 février 1974 et 18 avril 1976)

Abergement de Varey

Ambléon

Anglefort

Apremont

Aranc

Arandas

Arbent

Argis

Armix

---

Bellegarde sur Valserine  
Billiat  
Belleydoux  
Bellignat  
Belmont-Luthézieu  
Benonces  
Bolozon  
Boyeux St Jérôme  
Brenaz  
Brenod  
Brion  
Burbanche (La)  
Ceignes  
Cerdon  
Chaley  
Challes la Montagne  
Champagne en Valromey  
Champdor  
Champfromier  
Chanay  
Charix  
Chatillon en Michaille  
Chavornay  
Cheignieu la Balme  
Confort  
Chevillard  
Chezery Forens  
Cleyzieu  
Collonges  
Conand  
Condamine la Doye  
Contrevoz  
Conzieu  
Corbonod  
Corcelles  
Corlier  
Cormaranche en Bugey  
Crozet  
Divonne les bains (section Divonne)  
Dortan  
Échallon  
Échenevex  
Évosges  
Farges  
Geovreisset  
Geovreissiat  
Gex  
Giron



---

Grand Abergement (Le)  
Groissiat  
Hauteville Lompnes  
Hostiaz  
Hotonnes  
Injoux-Genissiat  
Innimond  
Izenave  
Izernore  
Izieu  
Labalme  
Lalleyriat  
Lancrans  
Lantenay  
Leaz  
Lelex  
Leyssard  
Lhôpital  
Lochieu  
Lompnaz  
Lompnieu  
Maillat  
Marchamp  
Martignat  
Matafelon-Granges  
Merignat  
Mijoux  
Montanges  
Montreal  
Nantua  
Neyrolles (Les)  
Nivollet-Montgriffon  
Nurieux-Volognat  
Oncieu  
Ordonnaz  
Outriaz  
Oyonnax  
Peron  
Petit Abergement (Le)  
Peyriat  
Plagnes  
Poizat (Le)  
Port  
Premeyzel  
Premillieu  
Rossillon  
Ruffieu  
Saint-Alban

---

Saint-Bois  
Saint-Germain-de-Joux  
Saint-Germain-les-Paroisses  
Saint-Jean-de-Gonville  
Saint-Martin-du-Frene  
Saint-Rambert-en-Bugey  
Samognat  
Seillonnaz  
Sergy  
Serrières-sur-Ain  
Songieu  
Sonthonnax-la-Montagne  
Souclin  
Surjoux  
Sutrieu  
Tenay  
Thezillieu  
Thoiry  
Torcieu  
Vesancy  
Vieu  
Vieu-d'Izenave  
Villes  
Virieu-le-Grand  
Virieu-le-Petit

## **Accord du 25 février 2019**

[Étendu par arr. 9 avr. 2020, JO 15 mai]

### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FBTPA ;

CAPEB Ain ;

SCOP BTP Rhône Alpes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BTP FO Rhône Alpes ;

UD CFDT Ain.

il a été convenu ce qui suit :

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés du département de l'Ain se sont réunies pour négocier le montant des indemnités de petits déplacements applicables dans le département de l'Ain, conformément à l'article I-4 des conventions collectives nationales du 8 octobre 1990 concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

### **Article 1**

Les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2019 pour le département de l'Ain.

### **Article 2**

De convention expresse entre les parties, et compte tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référé-

rencés ci-dessus, la première zone - de 0 à 10 km - est divisée en deux dans le département de l'Ain :

— Zone I a : de 0 à 4 km

— Zone I b : de 4 à 10 km

### Article 3

Pour le département de l'Ain, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1a	0,51 €	0,75 €	10,06 €
1b	1,22 €	2,59 €	
2	2,42 €	5,45 €	
3	3,66 €	9,12 €	
4	4,84 €	12,81 €	
5	6,23 €	16,47 €	

La majoration de 25 % prévue antérieurement, dans le cadre du calcul des zones à vol d'oiseau, pour les communes situées en zone de montagne en vertu des arrêtés préfectoraux des 26 juin 1961, 3 août 1962, 20 février 1974 et 28 avril 1976, est supprimée.

Toutefois, cette suppression est subordonnée à l'entrée en vigueur effective des nouvelles conventions collectives nationales Ouvriers prévoyant le calcul des zones concentriques au moyen d'un site internet reconnu de calcul d'itinéraire ou, en tout état de cause, à l'application d'un tel système au niveau de l'entreprise.

### Article 4

Compte tenu de la structure ces entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### Article 5

La prochaine réunion de la Commission Paritaire Départementale aura lieu en Février 2020.

### Article 6

Le texte du présent accord sera déposé à la direction générale du travail conformément à la réglementation en vigueur et fera l'objet des mesures de publicités réglementaires.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministère compétent.

## *Accord du 24 février 2020*

*[Non étendu]*

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTPA ;

CAPEB Ain ;

SCOP BTP Rhone Alpes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BTP FO Rhône Alpes ;

UD CFDT Ain.

*Il a été convenu ce qui suit :*

*En application du chapitre I du titre VIII des Conventions Collectives du Bâtiment du 8 Octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels du 8 Février 1991 et du 12 Février 1991, concernant d'une part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises non visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 (entreprises occupant plus de dix salariés) et d'autre part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entre-*

prises occupant jusqu'à 10 salariés) les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2020 pour le département de l'Ain.

#### Article 1

Les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2020 pour le département de l'Ain.

#### Article 2

De convention expresse entre les parties, et compte tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus, la première zone - de 0 à 10 km - est divisée en deux dans le département de l'Ain :

- Zone I a : de 0 à 4 km

- Zone I b : de 4 à 10 km

#### Article 3

Pour le département de l'Ain, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2020.

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1a	0,52 €	0,76 €	10,20 €
1b	1,24 €	2,63 €	
2	2,45 €	5,53 €	
3	3,71 €	9,25 €	
4	4,91 €	12,99 €	
5	6,32 €	16,70 €	

#### Article 3

De convention expresse entre les parties, et compte-tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus, pour les chantiers situés dans des communes de l'Ain - dont la liste figure en annexe au présent accord - classées en zone de montagne en vertu des arrêtés préfectoraux des 26 juin 1961, 3 août 1962, 20 février 1974 et 28 avril 1976, les indemnités de frais de transport et de trajet seront majorées de 25 %.

#### Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### Article 5

La prochaine réunion de la Commission Paritaire Départementale aura lieu en Février 2021

#### Article 11

Le texte du présent accord sera déposé à la direction générale du travail conformément à la réglementation en vigueur et fera l'objet des mesures de publicités réglementaires.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministère compétent.

### **Annexe à l'accord concernant les indemnités de déplacements des ouvriers du bâtiment du département de l'Ain**

#### Liste des communes de l'Ain classées en zone de montagne

130 Communes

(Arrêtés des 26 juin 1961, 3 août 1962, 20 février 1974 et 28 avril 1976)

Abergement de Varey

Ambléon

---

*Anglefort*  
*Apremont*  
*Aranc*  
*Arandas*  
*Arbent*  
*Argis*  
*Armix*  
*Bellegarde-sur-Valserine*  
*Billiat*  
*Belleydoux*  
*Bellignat*  
*Belmont-Luthézieu*  
*Bénonces*  
*Bolozon*  
*Boyeux St Jérôme*  
*Brénaz*  
*Brénod*  
*Brion*  
*Burbanche (La)*  
*Ceignes*  
*Cerdon*  
*Chaley*  
*Challes la Montagne*  
*Champagne en Valromey*  
*Champdor*  
*Champfromier*  
*Chanay*  
*Charix*  
*Châtillon en Michaille*  
*Chavornay*  
*Cheignieu la Balme*  
*Confort*  
*Chevillard*  
*Chézery Forens*  
*Cleyzieu*  
*Collonges*  
*Conand*  
*Condamine la Doye*  
*Contrevoz*  
*Conzieu*  
*Corbonod*  
*Corcelles*  
*Corlier*  
*Cormaranche en Bugey*  
*Crozet*  
*Divonne les Bains (Section Divonne)*  
*Dortan*  
*Échallon*

---

Échenevex  
Évosges  
Farges  
Géovreisset  
Géovreissiat  
Gex  
Giron  
Grand Abergement (Le)  
Groissiat  
Hauteville Lompnes  
Hostiaz  
Hotonnes  
Injoux-Génissiat  
Innimond  
Izenave  
Izernore  
Izieu  
Labalme  
Lalleyriat  
Lancrans  
Lantenay  
Léaz  
Lelex  
Leyssard  
Lhôpital  
Lochieu  
Lompnaz  
Lompnieu  
Maillat  
Marchamp  
Martignat  
Matafelon-Granges  
Mérignat  
Mijoux  
Montanges  
Montréal  
Nantua  
Neyrolles (Les)  
Nivollet-Montgriffon  
Nurieux-Volognat  
Oncieu  
Ordonnaz  
Outriaz  
Oyonnax  
Peron  
Petit abergement (Le)  
Peyriat  
Plagnes

---

Poizat (Le)  
Port  
Premeyzel  
Prémillieu  
Rossillon  
Ruffieu  
Saint-Alban  
Saint-Bois  
Saint-Germain-de-Joux  
Saint-Germain-les-Paroisses  
Saint-Jean-de-Gonville  
Saint-Martin-du-Frene  
Saint-Rambert-en-Bugey  
Samognat  
Seillonaz  
Sergy  
Serrières-sur-Ain  
Songieu  
Sonthonnax-la-Montagne  
Souclin  
Surjoux  
Sutrieu  
Tenay  
Thézillieu  
Thoiry  
Torcieu  
Vesancy  
Vieu  
Vieu-d'Izenave  
Villes  
Virieu-le-Grand  
Virieu-le-Petit

**Drôme-Ardèche**  
**Accord du 6 décembre 2013**

[Étendu par arr. 17 juin 2014, JO 24 juin]

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FBTP Drôme Ardèche ;

CAPEB Drôme ;

CAPEB Ardèche ;

SCOP BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CGT FO.

Il a été convenu ce qui suit :

**Article 1**

En application du chapitre I du titre VIII des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990

étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991, concernant d'une part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) et d'autre part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment des départements de la Drôme et de l'Ardèche.

## Article 2

Pour les départements de la Drôme et de l'Ardèche, les parties signataires du présent accord ont fixé en application de l'article VIII-18 des Conventions Collectives Nationales précitées le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme suit :

— l'indemnité de repas est portée à : 9,75

— les indemnités de transport et de trajet comme dans le tableau ci-après :

Indemnités de frais de transport					
Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km
1,57	2,67	5,33	8,50	11,95	15,23

Indemnités de trajet					
Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km
0,67	1,21	2,65	3,89	5,30	6,49

## Article 3

Les valeurs des indemnités de repas, de transport et de trajet fixées à l'article 2 entreront en application, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, sous réserve d'aboutir à un accord susceptible d'extension.

À défaut de remplir cette condition, les valeurs de ces indemnités resteront celles en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

## Article 4

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail à Paris conformément au décret du 17 mai 2006, ainsi qu'au Secrétariat-Greffé du Conseil de Prud'hommes de Valence.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social, Direction Générale du Travail à Paris.

Le présent accord sera transmis pour information à la Direccte - Unités Territoriales de la Drôme et de l'Ardèche et remis aux Secrétariats-Greffes des Conseils des Prud'hommes de Valence et Montélimar pour la Drôme et d'Annonay et Aubenas pour l'Ardèche.

## Article 5

Les partenaires sociaux conviennent de se revoir au dernier trimestre 2014 pour faire un bilan de la conjoncture avant d'entamer la réflexion sur la revalorisation des indemnités de petits déplacements pour l'année suivante.

## Accord du 17 décembre 2017

[Étendu par arr. 20 mars 2019, JO 10 avr.]

### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTP Drôme Ardèche ;

CAPEB Drôme ;

CAPEB Ardèche ;

SCOP BTP.



---

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

CGT ;

CGT FO ;

UNSA.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1

En application du chapitre I du titre VIII des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 Octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels du 8 Février 1991 et du 12 Février 1991, concernant d'une part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises non visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) et d'autre part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1<sup>er</sup> Mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment des départements de la Drôme et de l'Ardèche.

### Article 2

Pour les départements de la Drôme et de l'Ardèche, les parties signataires du présent accord ont fixé en application de l'article VIII-18 des Conventions Collectives Nationales précitées le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme suit :

— l'indemnité de repas est portée à : 10,10

— les indemnités de transport et de trajet comme dans le tableau ci-après :

Indemnités de frais de transport					
Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km
1,57	2,67	5,33	8,67	12,19	15,53

Indemnité de trajet					
Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km
0,68	1,23	2,67	3,91	5,33	6,52

### Article 3

Les valeurs des indemnités de repas, de transport et de trajet fixées à l'article 2 entreront en application, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, sous réserve d'aboutir à un accord susceptible d'extension. À défaut de remplir cette condition, les valeurs de ces indemnités resteront celles en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

### Article 4

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail à Paris conformément au décret du 17 mai 2006, ainsi qu'au Secrétariat-Greffes du Conseil de Prud'hommes de Valence.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social, Direction Générale du Travail à Paris.

Le présent accord sera transmis pour information à la Direccte - Unités Territoriales de la Drôme et de l'Ardèche et remis aux Secrétariats-Greffes des Conseils des Prud'hommes de Valence et Montélimar pour la Drôme et d'Annonay et Aubenas pour l'Ardèche.

### Article 5

Les partenaires sociaux conviennent de se revoir au dernier trimestre 2018 pour faire un bilan de la conjoncture avant d'entamer la réflexion sur la revalorisation des indemnités de petits déplacements pour l'année suivante.

---

**Isère**  
**Accord du 2 décembre 2013**

[Étendu par arr. 12 juin 2014, JO 3 juill.]

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FBTP ;

CAPEB.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

USCBA CGT.

— À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014

**Article 1**  
**Indemnité de repas de nuit**

L'indemnité de repas de nuit, prévue à l'article 2.1.1 de la convention collective des ouvriers du Bâtiment de l'Isère du 17 septembre 1998, est portée à : 11,33.

**Article 2**

Indemnités de petits déplacements prévues par l'article 2.4.1 de la Convention Collective des ouvriers du Bâtiment de l'Isère du 17 septembre 1998 :

— l'indemnité de repas est portée à : 9,47.

— l'indemnité de frais de transport est fixée comme suit :

— Zone 1 a : de 0 à 5 km : 0,97

— Zone 1 b : de 5 à 10 km : 2,93

— Zone 2 : de 10 à 20 km : 5,74

— Zone 3 : de 20 à 30 km : 9,39

— Zone 4 : de 30 à 40 km : 13,01

— Zone 5 : de 40 à 50 km : 16,40

— l'indemnité de trajet est fixée comme suit :

— Zone 1 a : de 0 à 5 km : 0,60

— Zone 1 b : de 5 à 10 km : 1,73

— Zone 2 : de 10 à 20 km : 3,34

— Zone 3 : de 20 à 30 km : 5,16

— Zone 4 : de 30 à 40 km : 6,98

— Zone 5 : de 40 à 50 km : 8,70

**Article 3**  
**Force obligatoire du présent protocole**

Les conventions ou accords d'entreprise ou d'établissements ne peuvent comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent protocole d'accord sauf dispositions plus favorables.

**Article 4**  
**Dépôt de l'accord**

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail de Paris conformément aux dispositions des articles L. 2231-6, D. 2231-2 et suivants du Code du Travail.

Un exemplaire sera transmis au Secrétariat-Greffé du Conseil de Prud'hommes de Grenoble.

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministère du Travail.

Les partenaires sociaux en demandent l'application au plus tôt.

***Accord du 6 novembre 2017***

*[Non étendu, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janv. 2018]*

**Signataires :**

---

Organisation(s) patronale(s) :

F.BTP 38 ;

CAPEB 38.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Syndicat Construction et Bois de l'Isère ;

Syndicat BTP FO Région Auvergne Rhône-Alpes.

Il a été convenu ce qui suit :

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Article 1**

***Indemnité de repas de nuit***

L'indemnité de repas de nuit, prévue à l'article 2.1.1. de la convention collective des ouvriers du Bâtiment de l'Isère du 17 septembre 1998, est portée à : 11,60.

**Article 2**

***Indemnités de petits déplacements prévues par l'article 2.4.1 de la Convention Collective des ouvriers du Bâtiment de l'Isère du 17 septembre 1998***

- l'indemnité de repas est portée à : 9,70

- l'indemnité de frais de transport est fixée comme suit :

- Zone 1 a : de 0 à 5 km : 0,98

- Zone 1 b : de 5 à 10 km : 2,97

- Zone 2 : de 10 à 20 km : 5,83

- Zone 3 : de 20 à 30 km : 9,53

- Zone 4 : de 30 à 40 km : 13,21

- Zone 5 : de 40 à 50 km : 16,65

- l'indemnité de trajet est fixée comme suit :

- Zone 1 a : de 0 à 5 km : 0,61

- Zone 1 b : de 5 à 10 km : 1,76

- Zone 2 : de 10 à 20 km : 3,39

- Zone 3 : de 20 à 30 km : 5,24

- Zone 4 : de 30 à 40 km : 7,08

- Zone 5 : de 40 à 50 km : 8,83

**Article 3**

***Force obligatoire du présent protocole***

Les conventions ou accords d'entreprise ou d'établissements ne peuvent comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent protocole d'accord sauf dispositions plus favorables.

**Article 4**

***Dépôt de l'accord***

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail de Paris conformément aux dispositions des articles L. 2231-6, D. 2231-2 et suivants du Code du Travail.

Un exemplaire sera transmis au Secrétariat du Greffe du Conseil de Prud'Hommes de Grenoble.

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministère du Travail. Les partenaires sociaux en demandent l'application au plus tôt.

**Accord du 9 décembre 2019**

[Étendu par arr. 6 août 2020, JO 5 sept.]

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

F.BTP 38 ;

CAPEB 38.

---

Syndicat(s) de salarié(s) :

Syndicat Construction et Bois d'Isère CFDT ;  
Syndicat BTP FO Région Auvergne Rhône-Alpes ;  
UNSA Isère.

## Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui en France un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

### Article 1

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies afin de négocier dans le département de l'Isère les valeurs des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment du département de l'Isère.

### Article 2

Dans le département de l'Isère, les distances sont mesurées en kilomètres réels selon le trajet le plus court.

Par ailleurs, afin de tenir compte de la particularité géographique montagneuse et des zones de concentrations urbaines, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la présente Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment est divisée en deux parties :

- de 0 à 5 km pour la zone 1A
- et de 5 à 10 km pour la zone 1B

### Article 3

Pour le département de l'Isère, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

#### À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	0,65 €	1,01 €	10,30 €
1B	1,87 €	3,06 €	
2	3,45 €	6,01 €	
3	5,33 €	9,83 €	
4	7,21 €	13,62 €	
5	8,99 €	17,17 €	

### Article 4

On distingue le travail de nuit exceptionnel et les travaux programmés de nuit.

#### 4.1

##### Travail de nuit exceptionnel

Dans le cas où l'ouvrier est amené à travailler exceptionnellement de nuit pour des interventions à caractère urgent

---

ou imprévisible, entre 21 heures et 6 heures du matin, les heures de travail effectuées donnent lieu à une majoration de 100 % du taux horaire de sa rémunération de base. Les majorations pour travail de nuit ne se cumulent ni avec les majorations légales pour heures supplémentaires, ni avec celles pour travail du dimanche et d'un jour férié. Lorsqu'un même travail ouvre droit à plusieurs de ces majorations, seule est retenue la majoration correspondant au taux le plus élevé.

Dans la mesure où les ouvriers doivent intervenir pendant plus de quatre heures sur le chantier, ils bénéficient :

- d'un arrêt casse-croûte d'une durée de 30 minutes payé au taux majoré et le moment de l'arrêt est fixé par la direction de l'entreprise. Il ne constitue pas un temps de travail effectif ;
- de l'indemnité de repas d'un montant de 12,31 €.

#### 4.2

#### Travaux programmés de nuit

Dans le cas d'une intervention programmée incluant des heures de nuit, d'une durée supérieure à huit jours calendaires, les heures de travail sont rémunérées normalement selon l'horaire hebdomadaire, à l'exception des heures effectuées entre 21 heures et 6 heures du matin qui donnent lieu à une majoration de 30 % du taux horaire de sa rémunération de base. Les majorations pour travail de nuit ne se cumulent ni avec les majorations légales pour heures supplémentaires, ni avec celles pour travail du dimanche et d'un jour férié. Lorsqu'un même travail ouvre droit à plusieurs de ces majorations, seule est retenue la majoration correspondant au taux le plus élevé.

Sauf en cas de circonstance exceptionnelle (catastrophe naturelle, accident industriel, etc.), l'employeur, après information du CSE s'il en existe dans l'entreprise, devra respecter à l'égard du salarié un délai de prévenance de huit jours calendaires.

Dans la mesure où les ouvriers doivent intervenir pendant plus de quatre heures sur le chantier, ils bénéficient :

- d'un arrêt casse-croûte de 30 minutes ; ce temps d'arrêt est payé et le moment de l'arrêt est fixé par la direction. Il ne constitue pas un temps de travail effectif ;
- de l'indemnité de repas d'un montant de 12,31 €.

#### Article 5

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### Article 6

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Grenoble.

#### Article 7

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

### ***Accord du 13 décembre 2021***

*[Non étendu]*

#### **Signataires :**

##### Organisation(s) patronale(s) :

FBTP 38 ;

CAPEB 38.

##### Syndicat(s) de salarié(s) :

BC CFDT Isère ;

FO BTP ARA ;

USCBA CGT Isère ;

UNSA Isère.

#### ***Préambule***

*Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui en France un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.*

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

#### Article 1

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies afin de négocier dans le département de l'Isère les valeurs des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment du département de l'Isère.

#### Article 2

Dans le département de l'Isère, les distances sont mesurées en kilomètres réels selon le trajet le plus court.

Par ailleurs, afin de tenir compte de la particularité géographique montagneuse et des zones de concentrations urbaines, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la présente Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment est divisée en deux parties :

- de 0 à 5 km pour la zone 1A
- et de 5 à 10 km pour la zone 1B

#### Article 3

Pour le département de l'Isère, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas	Indemnité de repas de nuit
1A	0,67 €	1,04 €	10,60 €	12,68 €
1B	1,93 €	3,15 €		
2	3,55 €	6,19 €		
3	5,49 €	10,12 €		
4	7,43 €	14,03 €		
5	9,26 €	17,69 €		

#### Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

#### Article 5

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Grenoble.

#### Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

#### Loire

### Avenant n° 8 du 3 décembre 2010

[Étendu par arr. 17 nov. 2011, JO 25 nov.]

#### Article 1er

En application de la Convention Collective Départementale du 13 octobre 1995, l'avenant n° 8 définit les valeurs des indemnités à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Il annule et remplace l'avenant n° 7.

Indemnité de repas

L'indemnité de repas n'est pas due par l'employeur lorsque :

- l'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle ;
- un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;
- le repas est fourni gratuitement ou avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;

Cette indemnité est fixée suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter respectivement des 1<sup>er</sup> janvier 2011, 2012 et 2013.

#### Indemnité de frais de transport

L'indemnité de frais de transport a pour objet d'indemniser forfaitairement les frais de transport engagés quotidiennement par l'ouvrier pour se rendre sur le chantier avant le début de la journée de travail et pour en revenir à la fin de la journée de travail, quel que soit le moyen de transport utilisé.

Cette indemnité étant un remboursement de frais, elle n'est pas due lorsque l'ouvrier n'engage pas de frais de transport, notamment lorsque l'entreprise assure gratuitement le transport des ouvriers ou rembourse les titres de transport.

Les indemnités de frais de transport sont fixées suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter respectivement des 1<sup>er</sup> janvier 2011, 2012 et 2013.

#### Indemnité de trajet

L'indemnité de trajet a pour objet d'indemniser, sous une forme forfaitaire, la sujétion que représente pour l'ouvrier la nécessité de se rendre quotidiennement sur le chantier et d'en revenir.

L'indemnité de trajet n'est pas due lorsque l'ouvrier est logé gratuitement par l'entreprise sur le chantier ou à proximité immédiate du chantier.

Les indemnités de trajet sont fixées suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter respectivement des 1<sup>er</sup> janvier 2011, 2012 et 2013.

### Indemnités de petits déplacements

	1 <sup>er</sup> janvier 2011	1 <sup>er</sup> janvier 2012	1 <sup>er</sup> janvier 2013
Repas	9,60	9,70	9,80
Transport			
1a	2,75	2,77	2,79
1b	2,75	2,77	2,79
2	5,52	5,60	5,68
3	8,97	9,10	9,23
4	12,61	12,79	12,97
5	16,40	16,64	16,89
Trajet			
1a	1,41	1,42	1,43
1b	1,41	1,42	1,43
2	2,86	2,89	2,92
3	4,27	4,31	4,35
4	5,75	5,81	5,87
5	7,25	7,40	7,56

### Article 2

Les indemnités de petits déplacements fixés par l'avenant n° 8 ne pourront faire l'objet de dérogations, dans un sens moins favorable, par accord d'entreprise ou d'établissement.

### Article 3

En cas d'augmentation du taux de l'inflation (hors tabac) supérieure au pourcentage d'augmentation de la moyenne des valeurs d'indemnités retenues chaque année, la commission serait amenée à se réunir, et en tout état de cause, elle se réunira au plus tard au cours du quatrième trimestre 2013.

### Article 4

Le texte du présent accord sera déposé à la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle conformément aux dispositions du Code du Travail et fera l'objet d'une demande d'extension. Toute organisation syndicale, non signataire du présent accord, pourra y adhérer par simple déclaration à la DDTE-FP ; elle devra également en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

## Avenant n° 9 du 26 septembre 2012

[Étendu par arr. 24 avr. 2013, JO 2 mai]

#### Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTP Loire ;

CAPEB Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT.

### Article 1er

En application de la Convention Collective Départementale du 13 octobre 1995, l'avenant n° 9 définit une nouvelle valeur de l'indemnité de repas à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2012. Il annule et remplace l'avenant n° 8 uniquement sur ce point.

Indemnité de repas :

L'indemnité de repas n'est pas due par l'employeur lorsque :

- l'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle ;
- un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;
- le repas est fourni gratuitement ou avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;

Cette indemnité est fixée suivant le montant figurant au tableau ci-dessous à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2012.

#### Indemnités de petits déplacements

	1 <sup>er</sup> janvier 2011	1 <sup>er</sup> janvier 2012	1 <sup>er</sup> octobre 2012
Repas	9,60	9,70	9,88

### Article 2

L'indemnité de repas fixée par l'avenant n° 9 ne pourra faire l'objet de dérogations, dans un sens moins favorable, par accord d'entreprise ou d'établissement.

### Article 3

Le texte du présent accord sera déposé à la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle conformément aux dispositions du Code du Travail et fera l'objet d'une demande d'extension. Toute organisation syndicale, non signataire du présent accord, pourra y adhérer par simple déclaration à la DDTE-FP ; elle devra également en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

## Avenant n° 10 du 12 mai 2017

[Étendu par arr. 20 oct. 2017, JO 3 nov., applicable à compter du 1<sup>er</sup> juin 2017]

#### Signataires :



Organisation(s) patronale(s) :

FBTP Loire ;

CAPEB 42.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UD CFTC ;

CFDT Loire.

**Article 1er**

En application de la Convention Collective Départementale du 13 octobre 1995, l'avenant n° 10 définit les valeurs des indemnités à compter du 1<sup>er</sup> juin 2017. Il annule et remplace l'avenant n° 9.

**Indemnité de repas**

L'indemnité de repas n'est pas due par l'employeur lorsque :

- l'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle ;
- un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;
- le repas est fourni gratuitement ou avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;

Cette indemnité est fixée suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter du 1<sup>er</sup> juin 2017.

**Indemnité de frais de transport**

L'indemnité de frais de transport a pour objet d'indemniser forfaitairement les frais de transport engagés quotidiennement par l'ouvrier pour se rendre sur le chantier avant le début de la journée de travail et pour en revenir à la fin de la journée de travail, quel que soit le moyen de transport utilisé.

Cette indemnité étant un remboursement de frais, elle n'est pas due lorsque l'ouvrier n'engage pas de frais de transport, notamment lorsque l'entreprise assure gratuitement le transport des ouvriers ou rembourse les titres de transport.

Les indemnités de frais de transport sont fixées suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter du 1<sup>er</sup> juin 2017.

**Indemnité de trajet**

L'indemnité de trajet a pour objet d'indemniser, sous une forme forfaitaire, la sujétion que représente pour l'ouvrier la nécessité de se rendre quotidiennement sur le chantier et d'en revenir.

L'indemnité de trajet n'est pas due lorsque l'ouvrier est logé gratuitement par l'entreprise sur le chantier ou à proximité immédiate du chantier.

Les indemnités de trajet sont fixées suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter du 1<sup>er</sup> juin 2017.

**Indemnités de petits déplacements**

		À compter du 1 <sup>er</sup> juin 2017
Repas		10,00
Transport	1A	2,85
	1B	2,85
	2	5,79
	3	9,41
	4	13,23
	5	17,23

		À compter du 1 <sup>er</sup> juin 2017
Trajet	1A	1,44
	1B	1,44
	2	2,93
	3	4,37
	4	5,90
	5	7,60

## Article 2

Les indemnités de petits déplacements fixés par l'avenant n° 10 ne pourront faire l'objet de dérogations, dans un sens moins favorable, par accord d'entreprise ou d'établissement.

## Article 3

Le texte du présent accord sera déposé à la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi conformément aux dispositions du Code du Travail et fera l'objet d'une demande d'extension. Toute organisation syndicale, non signataire du présent accord, pourra y adhérer par simple déclaration à la DIRECCTE ; elle devra également en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

## Rhône

# Accord du 8 mars 2013

[Étendu par arr. 25 juin 2013, JO 27 juill.]

## Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

BTP Rhône ;

Fédération des artisans et de petites entreprises du bâtiment et des professions annexes du Rhône.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT.

Il est convenu ce qui suit :

## Article 1er

En application du Titre VIII - Chapitre I de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 (étendue par arrêté ministériel du 8 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises de Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment du Rhône.

## Article 2

Pour le Rhône, les parties signataires du présent accord ont fixé, en application de l'article VIII-18 de la Convention Collective Nationale précitée, le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué ci-après.

## Article 3

Le présent barème des indemnités de petits déplacements entrera en application à compter du 1<sup>er</sup> mars 2013.

Indemnité de repas

9,78 Euros dans toutes les zones.

Indemnité de transport		Indemnité de trajet	
Zone Ia	3,11 Euros	Zone Ia	0,93 Euros
Zone Ib	3,89 Euros	Zone Ib	1,55 Euros
Zone II	7,45 Euros	Zone II	2,89 Euros

Indemnité de transport		Indemnité de trajet	
Zone III	11,57 Euros	Zone III	4,17 Euros
Zone IV	16,03 Euros	Zone IV	5,45 Euros
Zone V	20,24 Euros	Zone V	6,65 Euros

#### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

### Indemnités de petits déplacements

**Tableau A Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés sur le territoire de la Communauté Urbaine de Lyon**

Zones	Repas	Transport	Trajet	Total
Zone I de 0 à 10 km	9,78	3,89	1,55	15,22
Zone II de 10 à 20 km	9,78	7,45	2,89	20,12
Zone III de 20 à 30 km	9,78	11,57	4,17	25,52
Zone IV de 30 à 40 km	9,78	16,03	5,45	31,26
Zone V de 40 à 50 km	9,78	20,24	6,65	36,67

**Tableau B Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés en dehors du territoire de la Communauté Urbaine de Lyon**

Zones	Repas	Transport	Trajet	Total
Zone Ia de 0 à 4 km	9,78	3,11	0,93	13,82
Zone Ib de 4 à 10 km	9,78	3,89	1,55	15,22
Zone II de 10 à 20 km	9,78	7,45	2,89	20,12
Zone III de 20 à 30 km	9,78	11,57	4,17	25,52
Zone IV de 30 à 40 km	9,78	16,03	5,45	31,26
Zone V de 40 à 50 km	9,78	20,24	6,65	36,67

#### Savoie

(Voir Annexe V)

---

## TEXTES COMPLÉMENTAIRES

### Déclaration sociale des partenaires sociaux du bâtiment sur la négociation des conventions collectives du secteur du bâtiment

Lettre paritaire du 7 mars 2018

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB ;

FFB ;

FFIE ;

Fédération SCOP BTP, section Bâtiment.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération Nationale des Salariés de la Construction et du Bois CFDT ;

Fédération BATI-MAT-TP (CFTC) ;

FNSCBA CGT ;

FG FO ;

CFEE CGC BTP ;

UFIC UNSA.

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers, de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Compte tenu de la mobilité inhérente à l'activité et au lieu de travail de ses salariés, le secteur du Bâtiment connaît de réelles spécificités que les partenaires sociaux du secteur du Bâtiment ont, dès les premiers accords conclus dans la Profession, entendu prendre en compte à travers des règles communes applicables par tous.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs salariés, les partenaires sociaux du Bâtiment ont ainsi depuis toujours construit un socle général de règles propres à l'ensemble des salariés, intégrant les spécificités des métiers du Bâtiment.

La Profession s'est ainsi structurée, historiquement, autour de l'élaboration de conventions collectives nationales pour chacune des catégories professionnelles Ouvriers, Etam et Cadres, et en particulier pour les ouvriers autour de deux conventions collectives nationales, l'une sur le champ des entreprises jusqu'à dix salariés, et l'autre sur le champ des entreprises de plus de dix salariés ; ainsi que de règles tenant compte des caractéristiques de l'activité du bâtiment :

- régimes de petits et grands déplacements,
- négociation régionale<sup>(1)</sup> des salaires minimaux et des indemnités de petits déplacements,

<sup>(1)</sup> Ou, exceptionnellement, départementale. Dans ce cas, il est souhaitable que la fixation des montants et la réunion des instances de négociation ou de conciliation découlant de la présente convention intervienne à terme à l'échelon régional.

- contrat à durée indéterminée de chantier et licenciement pour fin de chantier,
- gestion dédiée des congés payés,
- indemnisation des arrêts de travail dus aux intempéries,
- régime de retraite complémentaire et de prévoyance,
- épargne salariale,
- indemnisation des maîtres d'apprentissage...

La nécessité d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises est aujourd'hui renforcée par le développement massif du détachement auquel le secteur se trouve confronté maintenant depuis de nombreuses années.

En engageant le 5 décembre 2016 la renégociation des deux conventions collectives des ouvriers, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches<sup>(2)</sup>, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment ont en conséquence entendu réaffirmer leur volonté de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession et leur attachement à la négociation des deux conventions collectives nationales de branche. Les partenaires sociaux de la Profession reconnaissent l'intérêt des entreprises à mettre en œuvre à leur niveau une organisation du travail adaptée à leur réalité.

<sup>(2)</sup> Conformément à la loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale, et la loi du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels.

Dans un esprit de responsabilité, les partenaires sociaux de la Profession ont conduit leurs travaux avec la volonté de rendre plus accessibles certaines dispositions, tout en simplifiant l'environnement conventionnel et en précisant

---

le sens de certaines dispositions existantes.

Les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment représentatives au niveau national ont entrepris un important travail portant sur la structure des deux conventions collectives nationales des ouvriers et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales des ouvriers concernant respectivement

- les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés,
- les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment occupant plus de 10 salariés.

intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales, auxquelles elles se substituent.

À ce titre, les partenaires sociaux de la Profession ont précisé et généralisé les dispositions relatives au travail régulier, exceptionnel ou programmé de nuit, qui font désormais l'objet de dispositions communes au niveau national.

Soucieuses de préserver certaines spécificités locales, et attachées au maintien d'un dialogue social vivant au plan local, prenant en compte la diversité des réalités économiques, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de certaines régions, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont par ailleurs demandé à celles-ci de conclure les avenants relatifs à ces spécificités, et de reprendre, dans des avenants spécialement dédiés, les montants en vigueur des salaires mensuels minimaux et des indemnités de petits déplacements, les indemnités des maîtres d'apprentissage confirmés et ce en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément aux dispositions des conventions collectives nationales.

En outre, avec la volonté d'assurer l'attractivité du secteur vis-à-vis des jeunes et des futurs salariés voulant entrer dans la Profession du Bâtiment, un travail de relecture des dispositions nationales a conduit, à l'occasion de cette négociation, à actualiser et moderniser certaines dispositions, afin de prendre en compte l'évolution des dispositions légales ou des modes de vie.

Ainsi, le régime des petits déplacements a été révisé afin de mesurer la distance séparant les cinq zones concentriques constituant la base du barème d'indemnisation, non plus à vol d'oiseau mais à l'aide d'un logiciel de calcul d'itinéraire, mesurant les distances réelles.

Par ailleurs, l'amorce de la reprise économique, après dix années de crise, générant de forts besoins de main d'œuvre, les difficultés à trouver le personnel qualifié nécessaire mais aussi la volonté de rétablir les conditions d'une concurrence sociale loyale en matière de durée du travail génèrent un besoin accru d'heures supplémentaires, qui a conduit à un nouveau contingent.

Enfin, les partenaires sociaux ont convenu de se réunir à nouveau pour engager au plus tôt, dans les trois mois, une négociation afin de mettre en place formellement la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation prévue à l'article L. 2232-9 du code du travail et d'en fixer l'agenda social. Ils considèrent que la présente négociation s'inscrit d'ores et déjà dans ce cadre.

En application de ces principes et avec la volonté d'assurer pour les ouvriers un cadre conventionnel vivant et rénové, ils s'engagent en conséquence dans la signature des deux conventions collectives nationales des Ouvriers restructurées, de leurs annexes et de leurs avenants territoriaux ainsi que dans la signature d'avenants aux accords antérieurs concernés par les évolutions ainsi actées.

## **Formation professionnelle**

*(V. Accord du 13 juillet 2004)*

## **Égalité professionnelle**

*(V. Accord du 10 septembre 2009)*

## **Île-de-France (hors Seine et Marne)**

### **Œuvres sociales**

### **Accord du 5 novembre 2019**

[Étendu par arr. 20 mai 2020, JO 24 juin, applicable à compter de sa date de signature]

#### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FSCOP BTP IDF ;

FFB Paris ;

FFB IDF ;

CAPEB IDF.

---

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC ;

UFIC-UNSA ;

URCBA CGT IDF ;

URCB CFDT IDF ;

FO BTP Bois.

## **Préambule**

À l'occasion de la négociation relative à la restructuration des conventions collectives applicables aux ouvriers du Bâtiment, la convention collective de la région Île-de-France (hors Seine et Marne) du 28 juin 1993 a été dénoncée. Le processus de restructuration n'ayant pu aboutir, les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives *au plan national* (*Termes exclus de l'extension par arr. 20 mai 2020, JO 24 juin*) ont souhaité permettre aux ouvriers employés dans les entreprises de la région Île-de-France (hors Seine et Marne) occupant jusqu'à dix salariés de continuer d'accéder et de bénéficier du dispositif d'œuvres sociales existant dans la région, et ce afin de favoriser la jonction avec les accords applicables jusque-là.

Ce dispositif est assuré au travers de l'Association Paritaire d'Action Sociale du Bâtiment et des Travaux Publics de la région Île-de-France, fondée en 1946 dans le but «de créer, organiser, développer et gérer ou faire gérer les Œuvres Sociales Collectives de la Profession du Bâtiment et des Travaux Publics présentant un caractère général et destinées à améliorer les conditions de vie du personnel des entreprises et de leur famille».

Dans ce cadre, l'ensemble des partenaires sociaux, attachés aux Œuvres Sociales du Bâtiment et des Travaux Publics dans la région Île-de-France (hors Seine et Marne) a convenu de négocier un accord à durée déterminée permettant d'assurer la continuité du service des Œuvres Sociales auprès des salariés de la Profession.

### **Article 1** **Champ d'application**

#### **I-1**

Le présent accord pris en application de l'article I-3 de la convention collective nationale des ouvriers du bâtiment du 8 octobre 1990 pour les entreprises occupant jusqu'à dix salariés, s'applique :

- d'une part, aux employeurs de la région Île-de-France (hors Seine et Marne) dont l'activité relève d'une des activités énumérées à l'article I-12 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990, visées par le décret n° 62-235 du 1<sup>er</sup> mars 1962, modifié par le décret n° 76-879 du 21 septembre 1976 (code IDCC 1596) ;
- d'autre part, aux ouvriers qu'ils emploient à une activité Bâtiment en région Île-de-France (hors Seine et Marne).

#### **I-2**

Le critère d'application du présent accord est l'activité réelle exercée par l'entreprise, le code NAF/APE attribué par l'INSEE ne constituant à cet égard qu'une simple présomption.

### **Article 2** **Objet de l'accord**

Les ouvriers des entreprises définies à l'article 1 du présent accord bénéficient des œuvres sociales instituées par les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés représentatives dans la branche des entreprises du Bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés.

Les entreprises doivent obligatoirement s'affilier à l'Association Paritaire d'Action Sociale du Bâtiment et des Travaux Publics (APAS-BTP).

Les entreprises relevant du présent accord versent à l'Association précitée une cotisation fixée à 0,40 % de la masse salariale brute.

La gestion des œuvres sociales mentionnées ci-dessus est assurée par une association paritaire de gestion, l'Association Paritaire d'Action Sociale du Bâtiment et des Travaux Publics (APAS-BTP).

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux sociétés coopératives qui adhèrent aux œuvres sociales du mouvement coopératif.

---

### **Article 3** **Durée - Révision**

#### **3-1** **Durée**

Le présent accord est conclu à durée déterminée pour une durée de dix-huit mois.

#### **3-2** **Révision**

Toute modification, révision totale ou partielle ou adaptation des dispositions du présent accord ne peut être effectuée que par les organisations professionnelles d'employeurs ou les organisations syndicales de salariés affiliées aux organisations professionnelles d'employeurs et aux organisations syndicales de salariés représentatives *au plan national* (*Termes exclus de l'extension par arr. 20 mai 2020, JO 24 juin*) dans la branche des entreprises du Bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés.

Les demandes de révision du présent accord doivent être effectuées auprès des organisations signataires du présent accord par lettre recommandée avec accusé de réception et sont accompagnées, le cas échéant, d'un projet concernant les points dont la révision est demandée.

### **Article 4** **Entrée en vigueur**

Le présent accord entrera en vigueur à sa date de signature.

### **Article 5** **Dépôt et demande d'extension**

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Les parties signataires en demanderont l'extension au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

### **Article 6** **Dispositions relatives aux entreprises occupant moins de 50 salariés**

Par ailleurs, les parties signataires étant engagées par une convention collective nationale spécifique aux entreprises employant jusqu'à dix salariés, estiment remplir ainsi l'exigence de dispositions propres aux entreprises employant moins de 50 salariés, issues de l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

## **Accord du 13 avril 2021**

[Étendu par arr. 10 nov. 2021, JO 8 déc., applicable à compter de sa signature et conclu pour une durée déterminée jusqu'au 1<sup>er</sup> déc. 2022]

#### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Paris ;

FFB IDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC ;

URCB CFDT IDF ;

FO BTP Bois ;

CFE-CGC BTP.

### **Préambule**

Soucieuses d'apporter aux salariés du Bâtiment de la région Ile-de-France (hors Seine et Marne) un service efficient et de qualité en matière d'œuvres sociales, outil fort de fidélisation des salariés et contribuant à la marque employeur de la profession, les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national décident de l'adosser à une cotisation financée par les employeurs.

### **Article 1** **Champ d'application**

I-1 - Le présent accord s'applique en région Île-de-France (hors Seine et Marne) aux employeurs relevant

respectivement :

— de la convention collective nationale des ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 applicable dans les entreprises non visées par le décret n° 62-235 du 1<sup>er</sup> mars 1962 modifié par le décret n° 76-879 du 21 décembre 1976 (c'est-à-dire occupant plus de dix salariés code IDCC 1597)

— de la convention collective nationale des ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 applicable dans les entreprises visées par le décret n° 62-235 du 1<sup>er</sup> mars 1962 modifié par le décret n° 76-879 du 21 décembre 1976 (c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés code IDCC 1596)

— de la convention collective nationale des ETAM du Bâtiment du 12 juillet 2006 (code IDCC 2609)

— de la convention collective nationale des cadres du bâtiment du 1<sup>er</sup> juin 2004 (code IDCC 2420)

et à l'ensemble de leurs salariés (ouvriers, ETAM et cadres) dont l'activité relève de l'une des activités énumérées dans le champ d'application de ces conventions collectives.

## **Article 2**

### **Objet de l'accord**

Les ouvriers, les ETAM et les cadres des entreprises définies à l'article 1 du présent accord bénéficient des œuvres sociales instituées par les organisations professionnelles d'employeurs et par les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national.

Dans ce cadre, les entreprises du Bâtiment doivent obligatoirement s'affilier à l'Association Paritaire d'Action Sociale du Bâtiment et des Travaux Publics (APAS-BTP).

Les entreprises relevant du présent accord versent à l'Association précitée une cotisation fixée à 0,40 % de la masse salariale brute.

La gestion des œuvres sociales mentionnées ci-dessus est assurée par une association paritaire de gestion, l'Association Paritaire d'Action Sociale du Bâtiment et des Travaux Publics (APAS-BTP).

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux sociétés coopératives qui adhèrent aux œuvres sociales du mouvement coopératif.

## **Article 3**

### **Durée - Révision**

#### **3-1**

#### **Durée**

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 2022.

#### **3-2**

#### **Révision**

Le présent accord pourra être révisé dans les conditions prévues aux articles L 2261-7 et suivants du code du travail.

## **Article 4**

### **Dispositions relatives aux entreprises occupant moins de 50 salariés**

Les partenaires sociaux considèrent qu'il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## **Article 5**

### **Entrée en vigueur**

Le présent accord entrera en vigueur à sa date de signature.

## **Article 6**

### **Dépôt et demande d'extension**

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail et remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris.

Les parties signataires en demanderont l'extension au Ministre du Travail.

## **Avenant n° 7 du 27 avril 2023**

[Étendu par arr. 22 déc. 2023, JO 23 déc., applicable à compter de sa date de signature, soit le 27 avr. 2023]

**Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :



---

CAPEB Région IDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;

URCBA CGT IDF ;

URCB CFDT IDF.

## Préambule

À l'occasion de la restructuration des branches du secteur du Bâtiment intervenue en considération de la loi du 5 mars 2014 et de la négociation ainsi que de la signature de la Convention Collective Nationale des Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire employant jusqu'à 10 salariés) du 7 mars 2018, la Convention Collective Régionale Ile-de-France/Région Parisienne des Ouvriers des entreprises du Bâtiment du 28 septembre 1993 telle que modifiée par ses avenants ultérieurs, a été dénoncée par tous les signataires le 13 février 2018.

La Convention Collective Nationale Ouvrier des entreprises du Bâtiment jusqu'à 10 salariés du 7 mars 2018 reprend dans son annexe XII des dispositions conventionnelles applicables dans la région Ile-de-France, sous l'intitulé «Avenant régional de spécificité n° 1» qui dans son article 2 «œuvres sociales» reprend les stipulations de la Convention Collective Régionale dénoncée (article 3 «œuvres sociales») instaurant l'obligation pour les entreprises du champ de s'affilier à l'Association Paritaire d'Action Sociale du Bâtiment et des Travaux Publics de la Région Parisienne (APAS-BTP-RP) et de verser une cotisation fixée à 0,40 % des salaires.

Les Conventions Collectives Régionales du Bâtiment d'une part des Employés, Techniciens et Agents de Maîtrise (ETAM) du 19 novembre 2007 et d'autre part des Ingénieurs, Assimilés et Cadres du 12 avril 1960, non dénoncées, contiennent des dispositions identiques relatives aux «œuvres sociales» et sont toujours applicables.

À la suite de la suspension des Conventions Collectives Nationales «Ouvrier» du 7 mars 2018 et de la non-entrée en vigueur de nouvelles Conventions Collectives Nationales «Ouvrier» signées postérieurement ainsi que de la non-reconduction des Accords collectifs régionaux à durée déterminée relatif aux «œuvres sociales» pour les Ouvriers de la région Ile-de-France/Région parisienne, seule la catégorie «Ouvrier» ne se trouve plus, depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2022, couverte par des dispositions conventionnelles relatives notamment au financement des œuvres sociales à leur destination.

Face à cette situation défavorable aux ouvriers et aux entreprises du Bâtiment, les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés reconnues représentatives dans le périmètre de la Convention Collective Nationale «Ouvrier» des entreprises du Bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés, ont engagé des négociations pour que les ouvriers et les entreprises du Bâtiment, bénéficient à nouveau des œuvres sociales dont les autres catégories de salariés des entreprises du Bâtiment continuent à bénéficier.

Dans le cadre de cette négociation, soucieuses que soit apporté à la totalité des salariés, un service efficient et de qualité en matière d'œuvres sociales constituant un outil fort de fidélisation des salariés et contribuant à favoriser l'image de la marque «employeur» de la profession, les organisations professionnelles et syndicales ont exprimé leur volonté de travailler ensemble, suivant un calendrier à définir, à :

- une réforme statutaire de l'APAS-BTP garante d'une gouvernance paritaire saine et efficace,
- l'affiliation obligatoire des entreprises du Bâtiment à l'APAS-BTP notamment pour la catégorie ouvrier garantissant sa pérennité et la poursuite des réformes engagées pour une proximité renforcée et un service rendu de qualité au meilleur coût.

Les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national dans le champ de la convention collective ouvrier des entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (jusqu'à 10 salariés) ont en conséquence convenu et arrêté ce qui suit :

### Article 1 Champ d'application

Le présent accord s'applique aux entreprises du Bâtiment de la région Île-de-France (hors Seine-et-Marne) relevant de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 applicable dans les entreprises visées par le décret n° 62-235 du 1<sup>er</sup> mars 1962 modifiée par le décret n° 76-870 du 21 décembre 1976, c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés (code IDCC 1596).

### Article 2 Objet «œuvres sociales»

Les ouvriers des entreprises définies à l'article 1 du présent accord bénéficient des œuvres sociales instituées par les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau

---

national pour la région Île-de-France.

À cet effet, les entreprises du Bâtiment définies à l'article 1 du présent accord doivent obligatoirement s'affilier à l'Association Paritaire d'Action Sociale du Bâtiment et des Travaux Publics (APAS-BTP).

Les entreprises relevant du présent accord versent à l'association précitée une cotisation fixée à 0,40 % de leur masse salariale brute.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux sociétés coopératives du Bâtiment qui adhèrent aux œuvres sociales du mouvement coopératif.

### **Article 3** **Gouvernance de l'APAS-BTP**

Les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national s'engagent à conserver à l'APAS-BTP son caractère d'association paritaire et s'engagent à se rapprocher des autres membres de l'APAS-BTP afin que dans le cadre d'une révision des statuts soient mises en place pour les organes de gouvernance des règles de fonctionnement et de gestion préservant le caractère paritaire et les conflits d'intérêt et assurant aux salariés des entreprises concernées un service de qualité au meilleur rapport qualité/prix et une gestion transparente.

Les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour que la révision des statuts intervienne au plus tard 12 mois après la date de signature.

La faillite de cet engagement entraînera la cessation du présent accord.

### **Article 4** **Durée**

Le présent accord est conclu pour une durée débutant à sa date de signature et finissant à la date d'entrée en vigueur d'un nouvel accord ayant même objet ou reprenant des dispositions similaires.

### **Article 5** **Révision**

Le présent accord pourra être révisé dans les conditions prévues aux articles L 2261-7 et suivants du Code du Travail.

### **Article 6** **Application**

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du Code du Travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Bureau des relations du travail et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris à l'initiative de la partie signataire la plus diligente.

### **Article 7** **Entrée en vigueur et extension**

Le présent accord entrera en vigueur à sa date de signature.

Les parties signataires demanderont l'extension de l'accord au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion.

## ***Accord du 2 juillet 2024***

*[Non étendu, applicable à compter de la date de son extension et pour une durée de 4 ans]*

#### **Signataires :**

Organisation(s) patronale(s) :

FFB.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

FGFO Construction ;

CFE CGC ;

CFDT.

#### **Préambule**

*Engagées dans l'intérêt des entreprises et des salariés du Bâtiment de la région d'Ile-de-France (hors Seine-et-*

---

Marne), les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national sont soucieuses de leur apporter un service efficient et de qualité en matière d'œuvres sociales. Elles ambitionnent de proposer un outil fort de fidélisation des salariés et qui contribue à la marque employeur de la Profession.

Dans ce cadre, par la signature du présent accord, les partenaires sociaux prennent l'engagement d'approuver le protocole d'accord paritaire du 2 juillet 2024 qui fixe le cadre de la nouvelle gouvernance telle qu'adoptée par l'Assemblée générale extraordinaire de l'association paritaire dédiée à la gestion des œuvres sociales le 11 juin 2024 : l'APAS-BTP. Elles conviennent que ce protocole d'accord paritaire ne peut être dissocié du présent accord, le tout formant un ensemble nécessairement cohérent.

Les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national conviennent donc de ce qui suit.

## **Article 1**

### **Champ d'application**

#### **1-1**

Le présent accord s'applique en région Ile-de-France (hors Seine et Marne) aux employeurs relevant respectivement

- de la convention collective nationale des ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 applicable dans les entreprises non visées par le décret n° 62-235 du 1<sup>er</sup> mars 1962 modifié par le décret n° 76-879 du 21 décembre 1976 (c'est-à-dire occupant plus de dix salariés code IDCC 1597)

- de la convention collective nationale des ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 applicable dans les entreprises visées par le décret n° 62-235 du 1<sup>er</sup> mars 1962 modifié par le décret n° 76-879 du 21 décembre 1976 (c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés code IDCC 1596)

- de la convention collective nationale des ETAM du Bâtiment du 12 juillet 2006 (code IDCC 2609)

- de la convention collective nationale des cadres du bâtiment du 1<sup>er</sup> juin 2004 (code IDCC 2420)

et à l'ensemble de leurs salariés (ouvriers, ETAM et cadres) dont l'activité relève de l'une des activités énumérées dans le champ d'application de ces conventions collectives.

## **Article 2**

### **Objet de l'accord**

Les ouvriers, les ETAM et les cadres des entreprises définies à l'article 1 du présent accord bénéficient des œuvres sociales collectives instituées par les organisations professionnelles d'employeurs et par les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national.

La gestion des œuvres sociales collectives est assurée par une association paritaire de gestion, l'Association Paritaire d'Action Sociale du Bâtiment et des Travaux Publics (APAS - BTP).

Dans ce cadre, les entreprises du Bâtiment doivent obligatoirement s'affilier à cette Association Paritaire d'Action Sociale du Bâtiment et des Travaux Publics (APAS - BTP).

Les entreprises relevant du présent accord versent à l'Association précitée une cotisation fixée à 0,35 % de leur masse salariale brute.

Les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés signataires du présent accord conviennent de se revoir tous les ans afin d'examiner l'évolution, à la baisse ou à la hausse, du taux de la cotisation.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux sociétés coopératives qui adhèrent aux œuvres sociales du mouvement coopératif.

## **Article 3**

### **Durée - Révision**

#### **3-1**

##### **Durée**

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée de 4 ans.

#### **3-2**

##### **Révision**

Le présent accord pourra être révisé dans les conditions prévues aux articles L. 2261-7 et suivants du code du travail.

---

#### **Article 4**

##### ***Dispositions relatives aux entreprises occupant moins de 50 salariés***

*Les partenaires sociaux considèrent qu'il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.*

#### **Article 5**

##### ***Entrée en vigueur***

*Le présent accord entrera en vigueur à de la date de son extension.*

#### **Article 6**

##### ***Dépôt et demande d'extension***

*Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail et remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris.*

*Les parties signataires en demanderont l'extension au Ministre du Travail, du Plein emploi et de l'insertion.*